NATIONAL-POPULISME :
ENTRE QUÊTE D'INCARNATION ET IMMÉDIATETÉ DÉMOCRATIQUE

OLIVIER BÉLANGER-DUCHESNEAU

Thèse soumise à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme
Doctorat en sociologie

École d'études sociologiques et anthropologiques
Faculté des Sciences sociales
Université d'Ottawa

© Olivier Bélanger-Duchesneau, Ottawa, Canada, 2026

Résumé

Cette thèse examine le national-populisme comme phénomène socio-anthropologique, suivant son inscription dans la modernité démocratique. En ancrant notre étude dans une théorie macrosociologique (holiste, dialectique, compréhensive) inspirée de la pensée de Michel Freitag, de l'école durkheimienne, de même que de la nouvelle philosophie politique française (Castoriadis, Lefort, Gauchet, Rosanvallon, Manent), nous tentons de comprendre la nature du national-populisme à partir des tensions constitutives qui marquent son rapport aux médiations de la société. En effet, suivant le cadre théorique que nous adoptons, dont les bases se trouvent du côté d'une anthropologie normative des médiations sociosymboliques, nous dévoilons la logique contradictoire et dialectique du national-populisme vis-à-vis des formes instituées et instituantes des sociétés démocratiques (identité nationale, État, droit, culture, chef, élites). Cette sociologie interprétative s'inscrit également dans une théorie critique des transformations postmodernes du social, nous amenant à prendre le « populisme » comme objet de dévoilement des mutations caractérisant les communautés politiques contemporaines.

La première partie se consacre à l'analyse du national-populisme dans ses manifestations sociohistoriques, depuis la deuxième moitié du XIX^{e} siècle. À l'issue d'un chapitre soutenant que le phénomène représente une « configuration idéologique » s'enracinant dans la modernité politique, nous nous intéressons aux paramètres constitutifs de cette mythologie démocratique. Celle-ci se manifeste selon nous à partir de deux moments : d'abord comme mise de l'avant d'une communauté morale (et nationale) de travailleurs-producteurs, ensuite comme quête d'incarnation politique logeant dans la figure du chef, fournissant le modèle d'une démocratie plébiscitaire.

La seconde partie se concentre sur l'examen des formes contemporaines du national-populisme. En prenant appui sur l'idée que les sociétés du début du vingt-et-unième siècle traverseraient, spécifiquement depuis les années 2010, un « moment populiste », nous sondons plus précisément le sens et la portée de ce phénomène sociopolitique, principalement à partir des grands thèmes qui le caractérise : celui de la critique des « élites libérales », de l'identité de la communauté nationale ainsi que du rapport politique aux nouvelles technologies. Si nous prenons ainsi le phénomène national-populiste comme révélateur d'une crise de la globalisation au sein des démocraties libérales postmodernes, c'est également car nous avons préalablement examiné l'utilisation polémique de ce vocable par une certaine politologie, qualifiable d'« antipopuliste », opérant principalement à partir d'une conception nominaliste du terme de peuple. Ainsi, le national-populisme incarnerait l'opposé parfait de l'anthropologie libérale marquant une lecture réductrice de la démocratie.

Mots-clés : populisme, national-populisme, médiations, modernité démocratique, nation, anthropologie politique, identités collectives, configuration idéologique, incarnation/représentation, holisme, pouvoir, libéralisme/illibéralisme, dialectique.

Table des matières

Résumé ii

Table des matières iii

Remerciements vii

Introduction **1**

a) Menace populiste et crise des médiations 3
b) Présentation de la recherche 6

PARTIE A. Fondements historiques des mythologies national-populistes : la quête d'une démocratie d'incarnation ? **16**

Chapitre 1. « Peuple » et « nation » : penser les bases communautaires des sociétés politiques modernes **17**

Introduction 17

1.1 Le caractère ontologique de la société : une anthropologie holiste et dialectique 18
1.2 Émergence politique du pouvoir 19
1.3 La dimension révolutionnaire de la modernité 22
1.4 La modernité comme régime social démocratique 24
1.5 L'ambiguïté moderne du « Peuple » : institution d'un sujet politique 28
1.6 La nation : lieu moderne du *demos* 34

Chapitre 2. Définir le populisme : esquisse initiale d'une configuration idéologique particulière **44**

Introduction 44

2.1 Flou conceptuel et « complexe de Cendrillon » 45
2.2 Le peuple et l'élite : une structure polémique 47
2.3 Des peuples, des populismes : *ethnos*, *demos*, *plebs* 49
2.4 Le populisme : une idéologie ? 53
2.5 Le populisme comme configuration idéologique : une première définition sociologique 59
2.6 Le national-populisme : catégorie privilégiée du populisme ? 64

Conclusion. La dynamique ambigüe du populisme 67

Chapitre 3. La communauté morale des travailleurs-producteurs : fondements d'une mythologie national-populiste **69**

Introduction 69

3.1 Le populisme archaïque des « mains noires » 71
3.2 Les origines agraires du populisme 72
3.3 Le populisme américain comme idéaltype producériste 77
3.4 National-populismes français contre le grand capital 86
3.5 L'Amérique latine et le populisme des dépossédés 96

3.6 La postérité du populisme producériste : formes contemporaines et virage à droite ?..... 101
3.6.1 La communauté morale des travailleurs nationaux : aux fondements d'un mythe populiste 107
3.6.2 L'Argent corrupteur de la communauté..... 110
3.6.3 Vision conspirationniste ? 118

Conclusion..... 120

Chapitre 4. La mystique populiste du chef : style charismatique, démocratie plébiscitaire et incarnations du pouvoir 122

Introduction 122

4.1 Importance du chef et du leader dans les définitions sur le populisme..... 124
4.2 Les populismes comme mouvement et l'émergence du chef charismatique 127
4.3 Le style comme élément fondamental du leadership populiste 135
4.4 Les populismes comme mode de gouvernement : un modèle plébiscitaire ou simplement autoritaire ? 141
4.5 L'Amérique latine, continent privilégié des chefs national-populistes 145
4.6 La démocratie d'incarnation contre la représentation : une modernité politique alternative ?155
4.7 Tentation autoritaire 162
4.8 Un cas-limite de démocratie plébiscitaire : Carl Schmitt critique du régime représentatif 164
4.9 L'homme-peuple et la démocratie : entre espoir de pouvoir d'agir et démagogie..... 167
4.10 u plébiscitaire au publicitaire : vers l'ère postmoderne des télépopulistes 169

Conclusion 171

PARTIE B. Des populismes face à la crise postmoderne ? 174

Chapitre 5. Le moment populiste ou le nouveau clivage politique contemporain 175

Introduction 175
5.1 Globalisation et épuisement de la société ouverte..... 176
5.2 Retour des chefs autoritaires..... 179
5.3 Émergence d'un bloc populiste 181
5.4 Obsolescence du clivage droite/gauche ? 183
5.5 Le national-populisme ou le retour des années 1930 ?..... 191

Chapitre 6. Le « populisme » au miroir de ses détracteurs : radiographie et critique de la politologie antipopuliste..... 198

Introduction 198

6.1 Radiographie de l'antipopulisme 200
6.1.1 Explosion de la littérature politologique sur le populisme 200
6.1.2 Le champ sémantique du populisme depuis les années 1980-1990..... 203
6.1.3 Démagogie et mauvaises passions : les lieux communs de la dénonciation du populisme..... 207
6.1.4 Une « populologie » en science politique ? 211

6.1.5 Idéaltype du discours savant antipopuliste : Müller et Rosanvallon 219
6.1.6 L'antipopulisme comme défense des institutions libérales : combattre l'antipolitique et le refus des médiations ? 226
6.1.7 Les sources états-uniennes de l'antipopulisme : le « consensus libéral » et la science politique modernisatrice 232
6.1.8 « Experts » vs. « Populistes » : une guerre des démagogies ? 237
6.2 Critique de l'antipopulisme libéral 239
6.2.1 Une « haine de la démocratie » ? La critique ranciérienne de l'antipopulisme 239
6.2.2 Du populisme introuvable au peuple introuvable ? 244
6.2.3 La thèse centrale de l'antipopulisme libéral : l'indétermination du peuple 245
6.2.4 Un cadre politique formel de référence : la démocratie procédurale 248
6.2.5 Sous le populisme, le souverainisme ? Union européenne et libéralisme politique postnational 250
6.2.6 Une démocratie sans peuple ? 253

Conclusion 255

Chapitre 7. Défiance contre l'oligarchie, conspirationnisme et crise de la légitimité démocratique : la question néo-populiste des élites à l'ère de la globalisation 258

Introduction 258

7.1 Retour de la dénonciation des élites 260
7.1.1 La « crise », dessinatrice de clivages 260
7.1.2 Retour en force de la figure de l'« oligarchie » dans les années 2000-2010 262
7.1.3 Le moment « de gauche » du populisme 264
7.1.4 Contre les « élites mondialistes » ? L'ennemi « d'en haut » du national-populisme 269
7.1.5 La tentation complotiste 273
7.1.6 L'Élite, figure mythologique contre l'unité communautaire 281
7.2 De la révolte *contre* les élites à la révolte *des* élites ? La thèse de la sécession « d'en haut » 283
7.2.1 Christopher Lasch, l'Amérique et la « révolte des élites » 284
7.2.2 Postérité d'une analyse 288
7.2.3 La fracture *Anywhere*/*Somewhere* 298
7.2.4 Critique de l'opposition entre métropoles et périphéries : le cas Guilluy 311
7.3 « Élites libérales », mutation de la gauche et logique de la globalisation 319
7.3.1 Libéralisme et « *Liberalism* » 319
7.3.2 Mutation libérale de la gauche occidentale et oubli du peuple 326
7.3.3 Récupérations droitières et consolidation d'une nouvelle « rébellion » 332
7.3.4 Émergence des contre-élites « illibérales » 338
7.4 Le déficit démocratique et la défiance vis-à-vis des institutions démocratiques : refus postmoderne des médiations ? 340

Conclusion. Les élites, la globalisation et la gouvernance sans peuple 347

Chapitre 8. Les dynamiques identitaires du national-populisme contemporain **352**

Introduction 352

8.1 Le retour des national-populismes ? Éléments pour une définition renouvelée 353
8.2 Immigration et angoisse démographique 363
8.3 L'islam comme figure-repoussoir 373
8.4 La thèse du national-populisme comme quête « archipolitique » 381
8.5 Les populismes patrimoniaux à l'ère postmoderne : un libéralisme identitaire et défensif 394
8.6 Désaffiliation sociale et capital d'autochtonie 410

Conclusion 419

Chapitre 9. Technopopulismes et logiques postmodernes : l'ère des « antipolitiques » ? **421**

Introduction 421

9.1 « Télépopulisme », « télé-politique » : premières investigations 422
9.2 Le laboratoire italien des populismes postmodernes 424
9.3 Mutations communicationnelles et mise en scène populiste 432
9.4 Du populisme au techno-césarisme ? 442
9.5 Rapport aux médias traditionnels et consolidation de médias « illibéraux » 448
9.6 *Fake news* et ère de la post-vérité 462

Conclusion **473**

a) Du national-populisme à l'illibéralisme comme révolte globale ? 478
b) Le national-populisme comme questionnement sur l'être-ensemble démocratique 482
c) La souveraineté nationale comme clef de compréhension des populismes ? 489

Bibliographie **496**

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de thèse, Stéphane Vibert. Sa grande érudition, sa rigueur et ses qualités humaines en font un véritable modèle de chercheur en sciences sociales, exerçant une influence indéniable sur mon développement intellectuel. Je le remercie autant pour sa disponibilité sans faille, pour la profondeur conceptuelle de ses commentaires critiques que pour sa relecture exigeante du manuscrit.

Je remercie également les membres du jury, messieurs Brieg Capitaine, François Charbonneau, Efe Peker et Alexandre Dézé, pour leurs commentaires judicieux et pour leur lecture attentive de la monographie.

La bonne conduite d'un travail d'envergure comme une thèse de doctorat nécessite aussi un soutien administratif de qualité. Je prends donc cette occasion pour remercier les différents piliers de l'École d'études sociologiques et anthropologiques, qui m'ont tous aidé, à un moment précis, à mieux me retrouver dans la structure administrative de l'Université d'Ottawa. Parmi ceux-ci, je nommerai notamment Genna Beattie, Audrey Deschâtelets, Marie-Pier Robert-Pagette et Frédéric Garneau.

J'ai eu l'occasion d'intégrer, dans les dernières années, le Collectif Société. Il représente un lieu de discussions théoriques stimulant et j'ai la chance de forger une partie de ma pensée au contact de ses membres. Je remercie chacun de ceux-ci de m'avoir accueilli en leur sein, et de continuer le combat de porter courageusement l'idéal d'une université véritablement inscrite dans la tradition émancipatrice des humanités, à distance de ce que Michel Freitag nomme la logique technico-économique.

Ce travail n'aurait pu être possible sans le soutien indéfectible dont j'ai pu bénéficier de la part des membres de ma famille : ma sœur, mes grands-parents, mes parents. Je souligne particulièrement le rôle de mon père, qui a toujours cru en moi. Je suis profondément reconnaissant de toute l'aide qu'il m'a fournie dans les dernières années, notamment de m'accueillir chez lui, au plus fort de la pandémie mondiale en 2020, pour amorcer la problématisation de cette thèse.

J'en profite également pour remercier mes amis et mes proches, qui ont su nourrir mes réflexions sur les sujets politiques d'actualité ou sur les grandes questions de l'existence, mais aussi d'avoir l'occasion de « décrocher » en jouant des matchs de hockey cosom au Cégep du Vieux-Montréal, avec notre équipe, les Présidents. J'ai également une pensée pour mon directeur de maîtrise à l'UQAM et maintenant ami, Jean-François Filion, avec qui j'ai la chance d'avoir d'innombrables discussions passionnantes sur l'avenir de la pensée critique.

Finalement, je remercie Laurie, qui m’a accompagné dans la toute dernière phase du processus que représente ce grand chapitre de vie qu’est la thèse. Je lui suis reconnaissant pour sa patience, mais aussi ses qualités plus constitutives comme son empathie, sa finesse d’esprit et sa sensibilité, qui ont participé à me donner toute l’énergie nécessaire pour clore ce travail.

À la mémoire de ma mère.

À mon père.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, le « populisme » s'est affirmé comme un thème central pour les démocraties libérales. En 2017, l'Oxford Dictionary consacrait le terme comme « mot de l'année[1] ». Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025, produisant une véritable commotion à l'échelle du globe, mais également la consolidation de régimes autoritaires dans différents pays, se réclamant de la toute-puissance du peuple national (en Turquie, Hongrie, Italie, Bolivie, Pologne, Inde, Salvador, Argentine, Venezuela), sans compter l'existence (et la mise en scène) d'une menace d'accession au pouvoir de droites radicales et antisystème dans le monde occidental (RN en France, AfD en Allemagne, Reform UK au Royaume-Uni, UDC en Suisse, Vlaams Belang en Belgique, Vox en Espagne, PVV aux Pays-Bas, AUR en Roumanie, etc.), le « populisme » apparaîtrait toujours (voire plus que jamais) à l'ordre du jour, en tant que vocable aisément mobilisé pour décrire, suivant une confusion souvent maintenue entre « style », « rhétorique », « attitude » et « idéologie », la nature supposée de ces différentes formations. Mais aussi, on constate nombre d'épisodes politiques qualifiés génériquement de la sorte dans les deux dernières décennies, comme en Grèce (avec le moment « populiste de gauche » portant Syriza au pouvoir), au Brésil (Bolsonaro), aux Philippines (Duterte), en Équateur (Correa), en Slovaquie et en République tchèque (Fico, Zeman et Babis), où des leaders se réclamant du peuple (contre les élites en place) ont su accéder aux commandes de l'État. De plus, on utilise fréquemment le terme afin de désigner des événements particuliers de contestation, dont le caractère idéologique se distingue des insurrections politiques classiques, pouvant autant s'incarner à gauche qu'à droite, voire au-delà de ces deux cadres de référence : au premier chef le mouvement Occupy suite à la crise financière de 2008, les Indignés en Espagne et en Amérique latine, le Tea Party aux États-Unis, le Brexit en Grande-Bretagne, les Gilets jaunes en France, de même que les différentes crises identitaires en Occident,

[1] « Les mots de la campagne », *Le Grand Continent*, 17/05/2019, [En ligne], https://legrandcontinent.eu/fr/2019/05/17/les-mots-de-la-campagne/.

touchant notamment à l'épineuse question de l'immigration et de l'intégration à la société d'accueil, sujet d'ailleurs prépondérant du Québec contemporain.

Enjeu majeur pour un nombre important de sociétés contemporaines, le populisme a cependant longtemps fait l'objet d'un vide conceptuel, amenant d'ailleurs Pierre Rosanvallon à le qualifier de « mot en caoutchouc[2] ». En effet, le phénomène politique a souffert, contrairement au socialisme, au fascisme ou au libéralisme, d'une absence de définition idéologique substantielle, étant relégué au rang d'« insulte », jusqu'à l'émergence récente de théories diverses, notamment de la tentative de construction d'un projet positif de « populisme de gauche » (Ernesto Laclau et Chantal Mouffe[3]). Dans le sens opposé, on constate la prolifération d'essais, de pamphlets et d'études scientifiques dénonçant son hégémonie, au point de se confondre avec un ensemble hétérogène de problèmes supposément propres aux démocraties.

Expression apparente d'un refus en bloc de la société libérale, ouverte et mondialisée selon plusieurs[4], le populisme (ainsi que le « national-populisme ») se dévoilerait selon certains comme la preuve d'une mutation idéologico-politique d'envergure, transformant considérablement l'ordre global. Envisagée en tant que manifestation d'un avenir particulièrement sombre, la référence à la « montée des populismes », nationalistes donc intrinsèquement de « fermeture », s'inscrit dans une ambiance anxiogène où se trouve souvent brandie la menace d'une résurgence du « fascisme » et de l'« extrême droite[5] », suivant la rhétorique connue d'un « retour des années 30[6] ». Les thèses moins alarmistes y voient généralement tout de même, comme le veut l'interprétation influente du spécialiste allemand Jan-Werner Müller, un authentique danger pour la démocratie[7]. Suivant une

[2] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, Paris, Seuil, 2019, p. 9.
[3] Voir notamment E. Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2004 et Ch. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018.
[4] Formant un bloc illibéral, s'opposant à la démocratie représentative agissant comme expression d'une « fin de l'histoire » : I. Krastev et S. Holmes, *Le moment illibéral*, Paris, Fayard, 2019.
[5] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, Paris, Flammarion, 2007, p. 115.
[6] Si nombre d'essais polémiques, aux qualités conceptuelles variables, ont été publiés sur le sujet dans les dernières années (et que nous aurons l'occasion de commenter brièvement plus loin dans le cadre de ce travail), nous prendrons soin de souligner le récent livre de l'historien chevronné du nazisme Johann Chapoutot qui, dans *Les irresponsables*, s'intéresse à la classe dite « libérale-autoritaire » ayant permis l'accession au pouvoir d'Hitler, pour arriver à une mise en parallèle avec les temps présents. J. Chapoutot, *Les irresponsables*, Paris, PUF, 2024.
[7] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, Paris, Gallimard, 2018, p. 23.

perspective plus mesurée, des politistes comme Yascha Mounk, Nadia Urbinati ou Yves Mény et Yves Surel (mais également Mouffe et Gauchet) considèrent qu'il s'avère de la nature du populisme que de s'opposer de front à la part libérale/constitutionnelle des sociétés contemporaines, au point de mettre à mal les droits des minorités. Captation de la volonté populaire, les populistes se saisiraient d'une certaine idée de la majorité et d'une conception exclusive du peuple pour tromper une partie des électeurs et en stigmatiser d'autres, afin de défendre leurs propres intérêts personnels.

a) Menace populiste et crise des médiations

La critique du populisme comme menace intrinsèque pour la démocratie – car c'est le cadrage le plus remarquable – n'est pas de la même envergure chez tous les politologues, mais nous retenons, à la lumière de certains écrits, qu'il apparaît possible de mettre en relation le phénomène avec un problème contemporain plus général : celui d'une crise des médiations[8]. Le philosophe Marcel Gauchet, pour rendre compte des nouvelles dynamiques propres aux sociétés démocratiques contemporaines, n'hésite d'ailleurs pas à parler de « désinstitutionnalisation » et de « déformalisation des rapports sociaux[9] », tandis que le sociologue Michel Freitag considère que nous assistons, en cette période « postmoderne », à une dissolution tendancielle des médiations symboliques et politiques, au profit d'une logique *décisionnelle-opérationnelle*[10], fonctionnant comme un pur systémisme de marché, qui ne reconnaît que des individus contractants. C'est donc à l'intérieur de cette dynamique qu'il faut, selon nous, appréhender la nature du populisme contemporain, tel qu'il se serait consolidé depuis le début des années 1990-2000. Pour Pierre-André Taguieff, le populisme se trouve effectivement marqué par un utopisme de l'instantanéité, oubliant que toute volonté populaire doit être subjectivée dans des institutions. Il souligne effectivement que « le message minimal de tout populisme » réside dans « un *rejet des médiations*[11] », considérées comme autant d'obstacles artificiels,

[8] S. Vibert, « Le moment populiste de la démocratie », *in* Chantal Delsol et Giulio De Ligio (dir.), *La démocratie dans l'adversité*, Paris, Cerf, 2019, pp. 577-578.
[9] M. Gauchet, *Le nouveau monde*, Paris, Gallimard, 2016, p. 312.
[10] M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle*, Montréal, Liber, 2013, p. 413.
[11] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 169.

détournant le peuple de sa nature. « Ce rejet peut se transfigurer en des rêves d'immédiateté, de proximité, de contact direct, de transparence ou de retour à l'originel, au primordial, au naturel[12] ».

Dimension fondamentale du populisme selon plusieurs, ce refus des médiations s'exprime effectivement comme une sorte de pathologie de la démocratie, qui exalte la puissance délibérative du peuple au détriment des institutions qui la permettent. Apologie d'une « démocratie immédiate[13] » selon Ilvo Diamanti et Marc Lazar, le populisme se présenterait comme une négation de ce qui constitue la forme proprement politique de la démocratie libérale, à savoir ses institutions et instances de médiation. Federico Finchelstein, spécialiste des régimes populistes enracinés en Amérique latine, considère également que le propre de cet exercice du pouvoir réside dans son « anti-institutionnalisme », pouvant le mettre en relation, à ce niveau, avec les dictatures et le fascisme[14]. Contre la représentation et les procédures, mais aussi contre toute appréhension réaliste du caractère nécessairement complexe du *gouvernement des hommes*, le populisme constitue, selon Guy Hermet, « un procédé antipolitique, en ce sens qu'il récuse par ignorance ou malhonnêteté la nature même de l'art de la politique », étant donné qu'il « se définit par une relation au temps qui est en opposition absolue avec le temps normal de la politique[15] ». Cette logique « impolitique[16] », que Pierre Rosanvallon qualifie de « contre-démocratie[17] », pourrait donc s'exprimer comme le fantasme d'une société transparente à elle-même, où la volonté collective serait à même de s'exprimer toujours immédiatement, notamment grâce aux nouvelles technologies de communication, bien instrumentalisées par les démagogues populistes. Car c'est effectivement cette utopie qui se manifeste, par exemple, dans le Mouvement 5 étoiles italien, mené par le leader charismatique Beppe Grillo (un humoriste à succès), à la tête d'un mouvement populiste autoqualifié d'« antipolitique », mobilisant l'internet et les réseaux sociaux pour proposer quelque

[12] *Ibid*.
[13] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, Paris, Gallimard, 2019, p. 21.
[14] F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, Oakland, University of California Press, 2017, p. 176.
[15] G. Hermet, *Les populismes dans le monde,* Paris, Fayard, 2001, p. 50.
[16] P. Rosanvallon, *La contre-démocratie*, Paris, Seuil, 2006, p. 271.
[17] *Ibid*.

chose comme une *cyberdémocratie*, délestée des médiations institutionnelles[18]. Expression d'une sorte d'« hyperdémocratisme[19] », ce type de populisme participe d'une radicalisation aporétique d'un certain idéal moderne d'égalité, jusqu'au refus de toute position de surplomb, agissant comme médiation politique entre l'individu et la totalité sociale. On retrouve cet impératif d'horizontalité notamment au sein de certains populismes dits de gauche, s'opposant parfois à l'oligarchie politique et financière au nom d'un refus du principe même d'« élite » : c'est ce qui ressortait notamment du mouvement *Occupy*, mené par l'anthropologue libertaire de renom David Graeber, théoricien d'une démocratie radicale[20]. Mais on identifie également ce même désir de communion immédiate de la société avec elle-même du côté de nombres de populismes de droite, détectables au travers d'un certain culte de la « communauté organique », dont l'« authenticité » se redévoilerait enfin par la démolition des institutions libérales, qui corrompraient la nature d'un *ethnos* particulier[21].

Pourtant, ce qu'il est commun de désigner comme « populisme », suivant d'ailleurs un lexique descriptif plutôt approximatif, s'avère-t-il toujours réductible à un refus de toute institutionnalisation ? La prépondérance historique et contemporaine de la figure du chef charismatique, « émanation » du peuple, pourrait ainsi se révéler une médiation de substitution à la logique représentative, lui opposant celle de l'*incarnation*. De même pour les références à la *nation*, à la *communauté*, à la *légitimité démocratique*, à la *valeur du travail*, à la *souveraineté*, à l'*autorité*, aux *frontières* ; tant de thèmes à la fois à la mode, galvaudés et parfois explosifs, faisant l'objet de violents débats sur leur sens, voire leur pertinence. Car il convient, selon la perspective que nous adoptons dans cette thèse, de *considérer l'oscillation du populisme dans son rapport aux médiations*, au point de se demander si elle ne représente pas sa dialectique constitutive : cette expression politique participerait ainsi, d'un côté, du processus postmoderne de déconstruction des institutions, jusqu'à mettre à mal le noyau constitutif de l'ordre humain, qualifiable selon le juriste

[18] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., pp. 112-113.
[19] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 289.
[20] Voir notamment D. Graeber, *La démocratie aux marges*, Paris, Flammarion, 2018.
[21] Cette forme d'idéologie populiste, qu'il conviendra cependant de préciser plus en détail, peut s'exprimer à gros traits à travers la fameuse formule maurrassienne, qui donne la primauté au « pays réel » sur le « pays légal ».

Pierre Legendre de *logique ternaire*[22], mais se révélerait aussi, paradoxalement, comme la quête (peut-être délabrée) de celle-ci, valorisant ainsi une *démocratie autoritaire d'incarnation*, visant la restauration d'un certain cadre normatif, sabordé par la dynamique tendanciellement nihiliste de l'individualisme libéral.

b) Présentation de la recherche

Le nœud de notre travail de recherche réside donc dans une interrogation sur la nature du rapport que le populisme entretiendrait avec ce qui apparaît préalablement possible de nommer les médiations de la société. Le choix de cet angle, qui construit sa problématique autour de l'identification d'une *dynamique contradictoire ou dialectique de la logique populiste* (elle constitue l'hypothèse de recherche), prend sa source dans deux foyers. Le premier loge dans le fait que l'épluchage préliminaire de l'abondante littérature en science politique sur le phénomène nous conduisait effectivement à constater, comme nous avons pu le mentionner plus haut, que le populisme représenterait une manifestation politique révélatrice d'une incapacité contemporaine d'accepter toute forme d'institutionnalisation du social. Le second dévoile le cadre socio-anthropologique plus général à partir duquel nous envisageons les transformations en cours des communautés politiques : il s'agit de tenter de mieux ancrer cette hypothèse dans une théorie normative de la société, reconnaissant le caractère ontologique du principe de médiation, afin de saisir dans toute son ampleur ce type de phénomène. En effet, cette armature conceptuelle jetterait les bases à la fois pour une compréhension plus substantielle de la société comme totalité synthétique et pour une interprétation critique des mutations dites postmodernes marquant les systèmes sociaux capitalistes à l'ère de la globalisation. Suivant cette perspective proposant une sorte de macrosociologie politique, la réalité de ce qui se trouve désigné comme du « populisme » peut ainsi faire l'objet de deux interprétations précédemment mentionnées : d'abord de saisir, à partir d'une perspective anthropologique plus étoffée, la teneur de ce que représenterait ce soi-disant refus populiste des médiations, qui illustrerait une logique politique (ou plutôt *impolitique*) typique des temps postmodernes. Mais également de

[22] P. Legendre, *Dogma : instituer l'animal humain*, Paris, Fayard, 2018.

comprendre de quelle(s) façon(s) la dynamique contemporaine de dissolution tendancielle des structures médiatrices du lien social participe à nourrir une révolte « national-populiste » se réclamant d'une conception unitaire du peuple. Cette réaction (souvent posée, à tort ou à raison, comme « réactionnaire » selon ses détracteurs), participerait ainsi d'un réinvestissement d'un idéal nationaliste alimenté par une vision illibérale du signifiant-peuple : contrairement à la rhétorique et à l'épistémologie nominalistes dominantes, il s'agit de réitérer l'existence d'identités collectives ne pouvant se réduire à une somme d'individus, conception sous-jacente aux visions du monde juridiciste et marchande. En effet, si Michel Freitag voyait dans « l'oubli de la société[23] » la forme la plus profonde et symptomatique des impasses de la globalisation technocapitaliste, un politiste comme Laurent Bouvet soulignait de son côté, avec selon nous une certaine justesse (et en prenant comme base le cas français), que les sociétés contemporaines se spécifieraient pas leur « oubli du peuple[24] », ce qui aurait comme effet de donner du grain à moudre aux protestations populistes.

En résumé, nous proposons un travail d'interprétation socio-anthropologique du phénomène populiste, dont l'objectif sera d'en circonscrire la nature profonde. À partir d'une approche dite phénoménologique ou interprétative, la méthodologie de notre recherche se caractérise par l'analyse critique et systématique d'un corpus considérable en science politique du populisme, afin de l'inscrire dans une théorie des modes de reproduction de la société.

Pour ce faire, nous nous appliqueront à saisir la complexité du phénomène populiste, à la fois dans ses formes historiques (par un examen de l'historiographie existante), dans ses dimensions idéologiques propres (par l'étude de la politologie consacrée), pour finalement tâcher de mesurer la teneur de ses manifestations actuelles (par la mise en relation des analyses théoriques et polémiques du vocable avec la réalité politique contemporaine), au-

[23] M. Freitag, *L'oubli de la société*, Québec/Rennes, PUL/PUR, 2002.
[24] L. Bouvet, *Le sens du peuple*, Paris, Gallimard, 2012.

delà des usages à vocation disqualifiante marquant le terme[25]. Ainsi, après avoir proposé une définition minimale de cette configuration idéologique, qu'il s'agira de comprendre comme expression particulière du politique inscrite dans la modernité démocratique, nous pourrons considérer l'émergence actuelle des protestations populistes autant comme manifestation de la radicalisation d'une certaine logique sociale (postmoderne) de refus des médiations que d'une réaction contre celle-ci, nous amenant à l'hypothèse que le phénomène se trouverait en mesure de canaliser en son sein plusieurs des spécificités d'une conjoncture sociale-historique inédite, qui se spécifierait par une oscillation constante entre dépolitisation et repolitisation des identités collectives.

Dans un ouvrage récent entièrement consacré au phénomène, le politiste Pascal Perrineau écrivait en conclusion que le populisme amène à poser plusieurs des grandes questions politiques auxquelles font face les sociétés contemporaines (y apportant malheureusement, très souvent, de mauvaises réponses) : celles sur la « souveraineté populaire », sur « la place des nations », sur l'avenir de l'idéal de citoyenneté critique, sur « l'appartenance collective », « l'autorité » et finalement sur la place du « peuple » face aux « élites »[26]. Toutes ces questions semblent appeler une interprétation sociologique dépassant à la fois l'essayisme et la politologie classique, en l'inscrivant dans une certaine théorie de la société, prenant en considération l'importance de la référence au peuple comme point d'ancrage pour une totalisation culturelle et politique de l'être-ensemble.

C'est cette dynamique qui nous invite ainsi, en prenant appui sur un nombre important d'analyses politiques, à approfondir notre étude proprement socio-anthropologique de la question populiste, comme de l'émergence de ce « nouveau clivage politique[27] », qui opposerait, selon certains observateurs, le « national-populisme » au libéralisme cosmopolitique[28]. En effet, quelle interprétation générale pouvons-nous donner de la naissance de ce nouveau bloc contre-hégémonique, qui prétendait un temps s'opposer à la

[25] Comme le soulignait avec justesse Pierre-André Taguieff dans un ouvrage ayant fait date, l'essentiel des études sur le populisme se sont souvent acharnées à utiliser le terme pour « marquer l'extrémisme » d'une posture politique particulière. P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 117.
[26] P. Perrineau, *Le populisme*, Paris, PUF, 2021, p. 125.
[27] *Ibid*., p. 104.
[28] Entre les tenants d'une société « ouverte » et d'une société « fermée », opposition qui peut par exemple se manifester en Europe dans le rapport à l'UE, ou dans le retour en force du thème du protectionnisme. *Ibid*., p. 77.

globalisation néolibérale ? Avons-nous affaire à un retour totalisant du *sujet politique*, au travers de la revalorisation des appartenances collectives regroupées autour du « peuple-nation », fondamental au sein des sociétés politiques modernes, ou plutôt à une polarisation manichéenne des affrontements sociaux, ayant vocation à se livrer une « guerre culturelle », où s'opposent sans limite identités « majoritaires » et identités « minoritaires »[29] ?

*

Notre thèse se trouve séparée en deux grandes parties. La première s'intéresse aux formes historiques de la configuration idéologique populiste qui, nous le verrons, prend généralement des traits nationalistes. La seconde se focalise sur les manifestations contemporaines du phénomène, afin de les mettre en contraste avec la façon dont il a pu se présenter dans le procès politique moderne.

Dans le premier chapitre, nous posons les bases de notre appareillage conceptuel, en faisant ressortir les grandes lignes d'une grille interprétative de la modernité politique. Elle se précisera par son articulation dialectique entre culture et politique au sein des sociétés modernes, nous permettant d'établir une interprétation socio-anthropologique plus globale du fait démocratique. En effet, le cadre fourni par une certaine sociologie holiste et dialectique, reconnaissant le caractère communautaire des démocraties modernes (largement invisibilisé par la science politique libérale), procure un terreau fertile pour prendre une mesure plus précise du signifiant peuple, figure ambiguë du sujet politique. En prenant appui sur les travaux théoriques du sociologue Michel Freitag[30], de l'école française de sociologie (Durkheim, Mauss), ainsi que de la « nouvelle » anthropologie politique française (Castoriadis, Lefort, Gauchet, Rosanvallon, Manent), nous traçons les

[29] Dans le cadre général de ce que Jacques Beauchemin nomme la « société des identités », participant d'un procès général de fragmentation et de dépolitisation des appartenances collectives. J. Beauchemin, *La société des identités*, Montréal, Athéna, 2005.

[30] Sociologie théorique possédant un caractère dialectique, influencée notamment pas l'institutionnalisme hégélien, la théorie critique marxienne et l'herméneutique wébérienne. En sus de ces grandes avenues d'influence intellectuelle, il serait possible de mentionner également que l'ontologie sociologique freitagienne, particulièrement riche, peut être mise en relation avec une certaine tradition québécoise en sciences sociales, qui va au-delà des impasses de l'anthropologie individualiste sous-jacente à beaucoup de travaux sociologiques, favorisant le contractualisme, le relationnisme ou le déconstructionnisme.

contours d'une conception moderne de la politique à rebours de sa réduction à l'individualisme universaliste, impasse traversant pourtant le monde contemporain. C'est effectivement en renouvelant l'éclairage de la modernité politique, qui nous amène à en dégager le substrat socio-anthropologique logeant dans la forme nation, que ces théories se révèlent en mesure de préciser la nature d'un type particulier d'identité collective de même que la structure du pouvoir étatique, révélant ainsi la mouture spécifique d'une synthèse sociétale[31]. Opérant à partir de la polysémie constitutive du « peuple » comme représentation symbolique des nations démocratiques, cette analyse des tensions propres à la modernité politique, que Marcel Gauchet considère à partir d'une quête constante d'équilibrage entre les vecteurs de l'histoire, du politique et du droit, nous conduit ainsi vers une compréhension plus précise de la logique propre à la souveraineté stato-nationale, et ouvre déjà sur l'interprétation d'une certaine dynamique populiste logeant au sein même de sociétés ayant institué le *peuple souverain* (à la fois pouvoir et source d'identité) comme garant de la légitimité démocratique.

Le deuxième chapitre entrera plus explicitement au cœur du sujet, en abordant de front la question de la définition de ce concept de « populisme ». Détour obligé pour toute investigation sérieuse du phénomène, cette quête préalable d'une définition, sur un terrain particulièrement miné, nous guidera vers une première proposition : le populisme constitue une « configuration idéologique », à mi-chemin entre le style et l'idéologie, qui met de l'avant une structure polémique d'opposition entre le peuple et l'élite, dans l'optique d'une survalorisation morale du premier sur le second. Cette façon de cadrer un clivage politique participerait ainsi d'une certaine mythologie de la souveraineté populaire, prenant souvent les traits d'un « moment », et qui possède des tonalités identitaires fortes. Dans ce chapitre que nous inscrirons dans le continuum du premier, nous terminerons en posant l'hypothèse que ce que nous appelons, à la suite de certains auteurs, le *national-populisme*, représente la forme privilégiée de ce type de phénomène sous la modernité politique, par sa capacité à synthétiser discursivement peuple souverain (*demos*), peuple social (*plebs*) et peuple identitaire (*ethnos*).

[31] Cette interprétation fait notamment écho au travail théorique étoffé du sociologue et anthropologue Stéphane Vibert dans ses essais d'anthropologie politique : *La communauté des individus*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2016.

Une fois ce squelette dégagé, il s'agira plus précisément de se tourner vers les paramètres idéologiques fondamentaux des populismes historiques, afin de comprendre la nature plus substantielle du phénomène ainsi désigné.

C'est ce que nous ferons dès le troisième chapitre, en accordant une attention particulière à l'idée de communauté nationale de « travailleurs-producteurs » comme fondement d'une certaine vision politique du monde, qui se serait incarnée dans le « populisme ». En effet, alors que l'historiographie tend à répertorier la naissance du phénomène lors de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, d'abord en Russie (*Narodniki*), ensuite en France (boulangisme) puis aux États-Unis (People's Party), une base mythologique commune semble se dégager de ces différentes expériences : l'exaltation de la puissance d'un peuple imaginé comme enraciné dans le territoire national, notamment grâce à son activité laborieuse et la moralité qu'elle suppose. Une part agraire des racines du populisme révèle ainsi un imaginaire du travail concret et tangible, identifiable notamment dans son rapport symbolique (et largement mythifié) à la terre servant de terreau à la communauté nationale, supposant ainsi la mobilisation d'une idéologie dite « producériste ». Suivant l'investissement de ce cadrage idéologique assez large, nous aurons l'occasion de considérer d'ailleurs le rôle du conspirationnisme dans cette rhétorique polémique, selon une tendancielle diabolisation mythologique des élites financières, jugées de leur côté comme une entité parasitaire, détachée de l'enracinement moral fourni par le travail concret.

Ensuite, dans le même esprit, le quatrième chapitre voudra faire ressortir un autre élément fondamental des national-populismes historiques, soit son rapport à la figure du chef. Ce mythe populiste trouverait sa force dans une logique d'opposition entre représentation et incarnation, dévoilant un tiraillement à l'intérieur des démocraties modernes. Afin de saisir ces dimensions, il s'agira de s'intéresser à la prépondérance d'un style populiste particulier, généralement porté par un tribun qui le « performe ». Si nous accordons ici une importance à la question des mouvements populistes, nous pourrons également nous tourner pour une première fois vers les spécificités d'un mode national-populiste d'exercice du pouvoir, dont les racines seraient à trouver du côté du bonapartisme, et qui s'établirait notamment dans l'Amérique latine du milieu du vingtième siècle (péronisme, gétulisme, gaitanisme, etc.).

Effectivement centrés autour du chef, les populismes tendent à valoriser un modèle plébiscitaire de la démocratie, dont le caractère autoritaire le distingue à la fois du libéralisme démocratique et des dictatures, fascismes et autres totalitarismes.

Le chapitre 5 marque le début de la seconde partie. Il se propose d'examiner, de façon préliminaire, la thèse selon laquelle les sociétés globalisées contemporaines traverseraient un « moment populiste ». C'est alors que nous renouons avec le contexte à partir duquel émerge le « problème populiste ». Cette section introductive, souhaitant ouvrir à la compréhension de cette question actuelle, participera à mesurer les différences entre la désignation contemporaine du phénomène et ses formes historiques, et se donnera également comme tâche de distinguer cette conjoncture particulière, marquée par la montée de mouvements à la fois protestataires et illibéraux, des fameuses « années 30 », desquelles on tente souvent de rapprocher cette ère trouble.

Dans l'optique de préciser la nature du chapitre précédent, le sixième s'intéresse plus particulièrement au discours politologique contemporain portant sur le populisme dans les sociétés contemporaines, afin de dégager les bases d'une certaine compréhension du fait libéral-démocratique. En effet, il apparaissait primordial, dans le courant de notre étude, d'analyser avec une certaine précision la littérature en science politique consacrée au populisme, particulièrement abondante dans les dernières années. Cette explosion des essais antipopulistes (car c'est en prenant ce pli qu'ils s'affirment) nous permet d'encore mieux circonscrire l'importance de la chose comme fait social, comme élément perturbateur dans les représentations qu'ont d'elles-mêmes les démocraties libérales.

Le chapitre 7 prend comme source une matière élémentaire du discours populiste, la question des élites, pour se focaliser sur la nature de ce type de protestation politique à l'ère actuelle. En effet, c'est en examinant les tensions inhérentes à l'égard de la défiance contre une oligarchie mondiale, d'abord dénoncée par une logique « populiste de gauche » ancrée d'ailleurs dans certaines représentations altermondialistes, que nous débuterons notre analyse. Ensuite, il sera question de préciser l'évolution rhétorique d'un national-populisme européen axé sur la critique des « élites mondialistes », mythe anti-communautaire réémergeant dans les années 2010. C'est effectivement à partir de cette compréhension de la domination sociale, à distance d'une lecture marxiste du conflit, que

peut s'agglutiner un discours conspirationniste, fondé sur une conception démonologique du pouvoir de la classe supérieure. Une fois cette tendance limite présentée, logeant dans la forme extrême d'une certaine rhétorique anti-élite, il conviendra d'accorder un peu d'intelligibilité à la thèse d'une « sécession des élites » à l'échelle des sociétés occidentales. Cette idée prendrait racine dans l'écart censé se creuser entre des défenseurs politiques, économiques et culturels de la globalisation, historiquement dominants dans les dernières décennies, et des populations nationales en voie de déclassement, sceptiques à l'égard de l'idéologie libérale. Ainsi, en prenant principalement appui sur la thèse du journaliste David Goodhart sur le clivage culturel entre *Anywhere* et *Somewhere*, il deviendra possible de mieux comprendre les dynamiques de fond traversant les sociétés contemporaines aux prises avec la montée du national-populisme, et ainsi prendre la mesure d'une certaine crise de la gauche politique en Occident, qui éjecterait le référent peuple de son discours idéologique. Il sera finalement question de s'attarder sur la défiance à l'égard de la démocratie représentative que contient également en elle cette critique des élites, supposant un rapport particulier aux médiations politiques.

Dans le chapitre 8, il s'agit de porter notre attention sur la nature plus identitaire des discours national-populistes contemporains. Si le chapitre précédent s'intéressait à l'axe vertical marquant la protestation populiste actuelle, pour ce qu'elle peut bien représenter, il sera question d'ensuite se focaliser sur sa ligne horizontale, celle départageant le « nous » du peuple d'« eux » ou des « autres », surtout suivant sa rhétorique polémique actuelle. Après avoir analysé l'importance discursive de l'angoisse démographique marquant les nations occidentales et dégagé en quoi l'islam apparaît comme une figure repoussoir pour ces identités sociétales et civilisationnelles, il conviendra d'interpréter les tensions constitutives propres aux sociétés multiculturelles, oscillant entre utopies postnationales et quête de régénération communautaire, dont le national-populisme pourrait s'avérer un révélateur.

Finalement, le chapitre 9 pose le regard sur les logiques plus clairement postmodernes des populismes contemporains, qualifiables notamment de « technopopulismes ». Ce dernier chapitre entend radiographier les dynamiques spécifiques de ce qu'on désigne comme du populisme suivant les mutations technologiques de l'univers médiatique, principalement

par la télévision et les réseaux sociaux, produisant un univers post-factuel débordant largement cette question politique. Ce chapitre conclusif, qui ne prétendra pas synthétiser l'ensemble des précédents ni regrouper en son sein toutes les grandes questions émanant du « problème populiste », propose plutôt une interrogation sur les limites d'un concept dans le cadre d'une conjoncture hypertechnologique et narcissique qui n'arrive plus à reconnaître le caractère unitaire des identités collectives constituées autour du concept de peuple, se liquéfiant plutôt en « masse » ou en « multitude », suivant un vocabulaire idéologique à la mode.

*

En bref, notre thèse consacrée à la nature (historique et idéologique) et aux significations (contemporaines) du populisme, qui nous dirigera prioritairement vers ce que Gino Germani (dans les années 1970 en Amérique latine) puis Taguieff (dans les années 1990 en France) ont pu appeler le national-populisme, entend renouveler considérablement le regard théorique porté sur le phénomène depuis plusieurs décennies, à distance des analyses condamnatoires marquant trop souvent ce champ de recherche[32]. En effet, le point central de l'apport conceptuel et analytique que nous souhaitons amener dans cette recherche réside dans l'interrogation sur la place de l'imaginaire du peuple dans le cadre sociétal de la modernité démocratique, dont le caractère holiste et dialectique dépasse le discours libéral. Dans un livre de discussions revenant sur les bases de son travail intellectuel, le sociologue Joseph Yvon Thériault soulignait qu'un des points centraux de ses réflexions sur les sociétés, instruites à la fois par son appartenance concrète à l'Acadie et par la pensée politique classique, demeurait dans le dévoilement de « l'autre moitié de la modernité », la part de *monde commun*, souvent captée par le romantisme, qui rappelle aux démocraties libérales leur dimension charnelle[33]. C'est cette *institution symbolique de*

[32] Nous aurons amplement l'occasion d'analyser cette réalité, mais nombre d'études se consacrent à dénoncer le caractère soi-disant « déraisonnable », « dangereux », « extrême », « intolérant » du populisme, agissant finalement comme un miroir discursif qui nous en dit davantage sur la conception sous-jacente que les sociétés libérales-démocratiques possèdent d'elles-mêmes que sur le phénomène réel analysé. Notre chapitre 7 sera intégralement consacré à cette question.

[33] F.-O. Dorais et J.-F. Laniel, *L'autre moitié de la modernité : Conversations avec Joseph Yvon Thériault*, Québec, PUL, 2020.

la société, via le caractère ambigu du vocable de peuple, qu'interroge à notre sens le phénomène socio-anthropologique du populisme.

PARTIE A :

FONDEMENTS HISTORIQUES DES MYTHOLOGIES NATIONAL-POPULISTES : LA QUÊTE D'UNE DÉMOCRATIE D'INCARNATION ?

CHAPITRE 1

« PEUPLE » ET « NATION » : PENSER LES BASES COMMUNAUTAIRES DES SOCIÉTÉS POLITIQUES MODERNES

La nation, c'est un peuple qui devient Le peuple.

Pascal Ory, *Qu'est-ce qu'une nation?*

Introduction

Afin de bien prendre la mesure du populisme, ainsi que du national-populisme, comme phénomène moderne, il convient d'abord de proposer une définition sociologique un peu plus substantielle de cette modernité politique. Car c'est effectivement à l'intérieur de ce cadre référentiel qu'il sera possible de comprendre l'émergence des populismes fondateurs.

Dans ce relativement court chapitre, il s'avérera question de poser les bases conceptuelles d'une macrosociologie typologique de la modernité politique, afin de rendre compte de la façon proprement moderne d'assumer le principe ontologique qu'est la *société*. Pour ce faire, il s'agira d'abord de présenter les linéaments de notre interprétation socio-anthropologique de l'être-en-société, qui se spécifie au niveau tant ontologique qu'épistémologique comme *holiste*, *réaliste* et *dialectique*, devant beaucoup à la théorie sociologique de Michel Freitag, ainsi qu'à la socio-anthropologie de l'école durkheimienne. Une fois brièvement présentée cette perspective interprétative de l'ontologie sociale et la typologie des modes de reproduction qui en découle, il conviendra de retracer les grandes lignes de l'appréhension moderne du politique, qui trouve son incarnation institutionnelle dans le régime démocratique, censé permettre d'assumer l'impératif d'autonomie et l'idéal de Raison. Ces bases posées, nous nous attardons sur l'ambiguïté constitutive du terme de peuple, considéré comme « abstrait », voire « fictif ». En proposant une interprétation « réaliste » de ce concept qui apparaît effectivement, au

premier abord, difficilement saisissable, nous tenterons, à son appui, d'éclairer la nature communautaire du lien politique moderne, où le peuple trouve son foyer historique dans la forme nationale. Préciser la nature particulière de cette acception politique du peuple nous ouvrira déjà la voie sur la façon dont sont appréhendés le « populisme » et le « national-populisme », comme phénomènes jouant sur les ambiguïtés constitutives des identités collectives modernes.

1.1 Le caractère ontologique de la société : une anthropologie holiste et dialectique

Même au sein de sociétés contemporaines toujours plus individualistes, c'est toujours un lieu commun d'affirmer que l'être humain est un animal social. Suivant un élargissement de la célèbre formule aristotélicienne, cette idée renvoie au fait que la vie humaine ne pourrait être réduite à un faisceau de pratiques isolées ou de besoins biologiques, que l'expérience dans le monde présuppose un rapport privilégié (et nécessaire) à l'altérité, et que l'environnement dans lequel chacun évolue se trouve, jusqu'à un certain point, façonné par la culture, reliant (mais aussi divisant) les hommes entre eux. Ces structures signifiantes fournissent le lieu à partir duquel se déploie la subjectivité, marquée par des habitus qui la font se mouvoir dans et par une communauté de sens. La plus évidente d'entre elles s'avère sans l'ombre d'un doute le langage, qui met minimalement à distance le réel pour mieux le dire, afin de référer aux choses *in abstentia*[34]. Sorte de « proto-institution[35] », la langue particulière d'un groupe social agit comme l'instance primordiale de mise en commun par le symbolique, dimension spécificatrice de l'humanité[36]. C'est ici que se précise le concept de médiation sociosymbolique, fondamental dans l'anthropologie du sociologue Michel Freitag, qui vient éclairer ontologiquement le rapport entre le sujet et la société. En effet, la médiation agit comme la liaison qui enracine la pratique individuelle dans un univers de

[34] M. Freitag, *Introduction à une théorie générale du symbolique*, Montréal, Liber, 2011, p. 80.
[35] M. Freitag, « La genèse du politique dans les sociétés traditionnelles » dans *Genèse du politique*, Montréal, Liber, 2016, p. 29.
[36] Cette grille de lecture anthropologique holiste, réaliste et dialectique rejoint en ce sens la thèse récente du sociologue Bernard Lahire dans son ouvrage considérable comme quoi il existerait, sans qu'elles n'incarnent une essence ni une nature (telles que le stipulent les critiques relativistes et nominalistes), des « structures fondamentales des sociétés humaines », localisables dans le symbolique. Voir B. Lahire, *Les structures fondamentales des sociétés humaines*, Paris, La Découverte, 2023.

sens, le tiers qui la met en relation (car la rendant intelligible) avec les autres membres de la société. Cette dernière, Freitag la définit comme « [l']instance synthétique concrète et autonome régissant l'ensemble des pratiques et rapports sociaux particuliers qu'elle intègre en une totalité en même temps "fonctionnelle" et "signifiante"[37] ». Elle agit comme structure apriorique de normes sociales et, suivant une perspective hégélienne, se saisit comme « totalité ».

Toujours de nature historique, les sociétés humaines se caractériseraient selon Freitag par différents modes de reproduction. Les sociétés premières ou archaïques, jadis qualifiées de « primitives », se spécifient par une régulation totale de ce qu'il nomme la médiation *culturelle-symbolique*[38], soit une objectivation du social déterminée primordialement par les frontières du tabou. Traçant une ligne entre le monde du sens et celui de l'absurde (les tabous classiquement recensés sont ceux de l'inceste, du meurtre et de l'anthropophagie), ce mode d'être-en-société s'avère généralement unifié par une cosmologie immanente à tous les aspects du monde, l'ordonnançant par et dans le discours du Mythe. Celui-ci, qui produit et actualise constamment le grand récit des origines (la Palabre, la grande Parole, par exemple), puise sa force de l'évidence et de la cohésion qu'il procure à ses membres, mais les paramètres de la médiation ne s'avèrent pas explicitement identifiables car se confondant directement avec ce qui est conçu, en tant que *sens commun*, comme l'ordre même de la nature (et donc aussi du social)[39]. Ce type de société, à grande homogénéité communautaire et culturelle (une « solidarité mécanique »), fournit cependant le socle symbolique de l'humanité, sur lequel, par la force du mouvement de l'histoire, viendra se poser une pléiade d'institutions et de représentations.

---

[37] Michel Freitag cité dans Y. Bonny « Michel Freitag ou la sociologie dans le monde » dans M. Freitag, *L'oubli de la société*, PUL/PUR, Québec/Rennes, 2002.

[38] M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle* (*Dialectique et société* vol. III), Montréal, Liber, 2013.

[39] Cet ordonnancement du monde autour de la médiation culturelle-symbolique correspond à deux des ontologies identifiées par Philippe Descola dans son grand livre sur la théorie anthropologique, soit les modes d'êtres « animistes » et « totémistes », l'« analogisme » et le « naturalisme » relevant d'un autre niveau de représentation. Voir Ph. Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

1.2 Émergence politique du pouvoir

Avec la Révolution néolithique, c'est-à-dire avec la naissance de l'agriculture comme « base[40] » économique des sociétés, une transformation fondamentale se dévoile effectivement : un pouvoir politique vertical, propre aux différents types de royautés, s'institue et réunifie de façon autoritaire l'ordre social, au-dessus des tensions et contradictions entre différents groupes ethnoculturels pouvant se faire (réellement ou virtuellement) la guerre[41]. Ainsi, la société s'incarne historiquement dans un ensemble plus large, qui surplombe ses bases communautaires : c'est l'émergence de la médiation *politico-institutionnelle*, qui se pose comme un niveau de normativité au-dessus de la régulation culturelle-symbolique, s'instituant par la *domination* mais produisant par le fait même un droit qui la légitime[42]. En effet, l'institution politique du pouvoir, qui se place au-dessus de communautés[43] se reproduisant à partir de médiations culturelles et cosmologiques, produit d'abord une subordination effective des populations sous le joug d'un État qui se présente comme le tributaire du « monopole de la violence légitime[44] », pouvant par ailleurs – lorsqu'il n'en crée pas de nouvelles - jeter un voile sur les divisions réelles (économiques, sociales, culturelles) qui traversent la société. Mais elle s'avère aussi ce qui fait naître une structure juridique et légale objectivée sous la forme de textes de loi, ayant vocation à s'appliquer *au-delà* de la puissance personnalisée de la classe dirigeante. Comme l'écrit effectivement Freitag, le « développement de la royauté politique est ainsi structurellement inséparable de la création du droit, en tant que catégorie sociohistorique *sui generis*[45] ». C'est ce qui est constatable dès l'Antiquité égyptienne, où les royautés

[40] Nous utilisons ici le terme de base au-delà de son acception marxiste traditionnelle, qui considère, à partir de son matérialisme historique, que l'infrastructure économique détermine unilatéralement la superstructure culturelle.

[41] Il convient cependant de reconnaître l'apport de l'anthropologie anarchiste pour nuancer cette corrélation, à partir d'un constat à la fois simple et éloquent : il se serait écoulé pas moins de 5000 ans entre le développement de l'agriculture, avec la Révolution néolithique, et l'apparition de l'État. Voir D. Graeber et D. Wengrow, *Au commencement était…*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2022.

[42] M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle*, *op. cit*., p. 231.

[43] Et participe par ailleurs à les diviser économiquement, culturellement et politiquement en classes, constatables par l'accroissement de la division du travail et la formation d'une élite politique (d'une bureaucratie déjà retraçables dans l'Égypte ancienne).

[44] M. Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003.

[45] M. Freitag, *Genèse du politique*, *op. cit*., p. 88.

pharaoniques s'érigent comme les fondatrices du *Maât*, système juridique à même d'encadrer la domination politique[46].

Si cette institution fondamentale pour les sociétés humaines prend forme dans des entités politiques hiérarchisées qui assoient leur puissance au-dessus de communautés culturelles, pouvant par ailleurs déboucher sur la forme impériale, il n'en demeure pas moins qu'elle dévoile aussi la dialectique du pouvoir, où se dégage, par la *domination*, un espace pour concéder des droits aux sociétaires[47]. En effet, comme l'écrit Jean-François Filion, « l'essence du pouvoir est de faire vivre autre chose que lui-même, à savoir la culture et la liberté individuelle[48] ». Ainsi, le caractère autoritaire de la structure politico-institutionnelle des origines ne produit pas seulement de la subordination et de la répression (qui sont bien réelles), mais ouvre aussi sur la possibilité de le limiter (mais aussi de *libérer*) par l'octroiement des droits individuels et collectifs. Les sujets n'étant plus dépendants de la reproduction immédiate par le culturel-symbolique, leur lien d'interdépendance se trouve sublimé par leur assujettissement à la puissance politique, c'est-à-dire, dans le cas des monarchies, au Roi ou à la Reine, totalisant dans son corps la société[49].

Si le droit ouvre un potentiel d'autonomie, ces sociétés traditionnelles[50], hautement hiérarchiques (beaucoup plus que les communautés premières), s'avèrent structurellement marquées par leur hétéronomie constitutive, pour reprendre l'analyse de Cornelius Castoriadis[51]. À travers les religions monothéistes instituées, qui légitiment le pouvoir et le droit, c'est une *idéologie de légitimation* qui fixe la Référence transcendantale à

---

[46] *Ibid*., p. 76.

[47] Sans pour autant nier le fait important que des parties entières de la population se sont vues (et peuvent se voir encore) niées par le pouvoir institué, au point de former souvent, malgré tout, les conditions de la reproduction (et de la production) sociale.

[48] J.-F. Filion, *Sociologie dialectique*, Québec, Nota Bene, 2006, p. 199.

[49] Il est à noter que si la thèse de Freitag tend peut-être trop à faire coïncider directement État et politique (on pourrait interpréter, en sondant l'anthropologie historique, des formes d'institutionnalisation qui seraient *non étatiques* mais *politiques*), elle s'oppose théoriquement, à ce stade, à l'anthropologie anarchiste développée par Pierre Clastres lors de ses études sur les sociétés de chefferie en Amazonie, puis reprise notamment par Marshall Sahlins, James C. Scott et David Graeber aux États-Unis. Pour une présentation synthétique de ce courant théorique, lire D. Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*, Montréal, Lux, 2018.

[50] Freitag considère, contrairement à la typologie binaire de la sociologie naissante qui oppose tradition et modernité, que les sociétés traditionnelles se distinguent fondamentalement des communautés archaïques par leur institution verticale du politique, ce qui les rapproche des sociétés modernes en ceci qu'elles s'inscrivent globalement dans le même mode de reproduction (politico-institutionnel), les premières appartenant au niveau 1 et les secondes au niveau 2. M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle*, *op. cit*.

[51] C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1999.

l'extérieur de la société, comme si elle s'avérait étrangère à la création humaine. Cet ordonnancement tient ainsi à distance le social, à travers son imaginaire, de son autoproduction.

1.3 La dimension révolutionnaire de la modernité

Le premier tome de *L'Avènement de la démocratie* de Marcel Gauchet s'intitule, de façon évocatrice, *La révolution moderne*[52]. Dans cet ouvrage, le philosophe se proposait d'explorer le caractère profondément révolutionnaire de la modernité politique, ayant la spécificité de se défaire des structures hétéronomes d'institution de l'être-ensemble, propres au monde traditionnel, organisé autour de la religion. Parachevant effectivement le processus de « désenchantement du monde[53] », la société moderne se pense comme intrinsèquement *autonome*, c'est-à-dire à même de s'orienter, hors de la tutelle structurante de Dieu, selon son propre régime de normativité.

Le monde moderne, marqué par le régime d'historicité, est celui du devenir, de la perfectibilité humaine et du Progrès. Il est, comme l'affirme Rémi Brague, le « règne de l'Homme[54] », car ce sont bien les sujets humains, et non des forces divines, qui font l'histoire. L'homme est à l'origine des lois, et se trouve en mesure d'orienter l'ordre socio-politique grâce à l'essor du pouvoir législatif. Ce pouvoir de légiférer, Freitag le nomme « institutionnalisation de la capacité d'institutionnalisation[55] », c'est-à-dire que se voit institué au sein même de la société la possibilité de transformer l'ordre politico-légal, preuve d'une confiance en la raison humaine et la réflexivité, garanties par le pouvoir politique, celui qui s'incarne dans l'État.

Robert Nisbet, dans sa synthèse sur la sociologie classique, reconnaissait aussi la matrice proprement révolutionnaire de la modernité, marquée par les « deux révolutions »,

---

[52] M. Gauchet, *La Révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007.
[53] Titre du *magnum opus* de Gauchet, reprenant la fameuse formule de Max Weber. M. Gauchet, *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1985.
[54] R. Brague, *Le Règne de l'Homme*, Paris, Gallimard, 2015. Voir également, dans la même veine, P. Manent, *La Cité de l'Homme*, Paris, Flammarion, 2012.
[55] M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle*, Montréal, Liber, 2013, p. 383.

française et industrielle[56]. Si la Révolution française fournit le modèle même du procès politique de modernisation, en terrassant l'Ancien Régime et érigeant le Peuple et ses droits, au détriment du Roi et de Dieu, en autorité suprême, la Révolution industrielle, quant à elle, rationalise l'organisation du travail, fait de la technique le moteur de la production, favorise l'urbanisation des sociétés et accroit les réseaux de transports et de commerce. Moments forts de l'histoire occidentale, ces deux révolutions, qui marquent selon l'historien Eric Hobsbawm le « long XIX^{e} siècle[57] », participent à concrétiser, à grande échelle, des tendances lourdes marquant l'imaginaire des sociétés européennes depuis la Renaissance, soit en forçant la rationalisation des institutions sociales, politiques et économiques.

L'*individu*, intrinsèquement libre car doué de Raison, est posé au centre. En effet, si les sociétés traditionnelles se caractérisent par leur « holisme », soit la prépondérance du tout sur les parties, la société moderne est plutôt marquée par son idéologie individualiste, qui fait de l'individu « la valeur suprême[58] ». Si ses racines se trouvent, selon certains auteurs, dans le christianisme[59], elles s'affirment véritablement dans l'institution moderne de la société, établissant les *Droits de l'homme* comme le nouveau fondement transcendantal de l'ordre humain. Contre les anciennes hiérarchies aristocratiques, la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, produit de la Révolution française, proclame les « droits naturels » des individus, formellement libres et égaux. Cette nouvelle anthropologie, qui sape l'assujettissement de l'homme à Dieu et au monarque, se trouve à la base du libéralisme, considérant l'individu comme *a priori* délié de tout rapport de domination, légitimé par la tradition. Elle s'avère aussi le témoignage, comme la modernité en tant que telle, de l'avènement de la bourgeoisie comme nouvelle classe dominante, tel qu'a pu l'analyser, parfois à gros traits, la sociologie marxiste[60].

---

[56] R. Nisbet, *La Tradition sociologique*, Paris, PUF, 1984, p. 37.
[57] Long dix-neuvième siècle débutant « conceptuellement », pour l'historien, en 1789, et s'achevant à l'aube de la Grande guerre (1914). Voir E. Hobsbawm, *L'ère des révolutions*, Paris, Fayard, 2011.
[58] L. Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983, p. 37.
[59] Voir *ibid*. et M. Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2004.
[60] Dans un ouvrage important, l'historienne elle-même marxiste Ellen Meiksins Wood réalise une saisissante critique de ce qu'elle appelle « la thèse de la modernisation » souvent portée par ce courant pour saisir l'émergence du capitalisme comme mode de production, n'étant pas inhérent à la bourgeoisie comme classe historique (bien qu'elle ait pu ensuite s'en accommoder) mais plutôt à une logique abstraite d'optimisation

L'individu, détaché formellement des tutelles traditionnelles, devient celui qui est à même d'entrer en relation contractuelle avec les autres, expression paroxystique du « lien » social libéral. C'est aussi à travers ce canal que se légitime l'hégémonie de la propriété privée et d'un nouveau rapport de travail, le *salariat*. La primauté de l'individu, comme point de départ à toute forme de socialité, est effectivement représentative de l'idéologie économique moderne, marquée par l'« individualisme possessif[61] », anthropologie stipulant que tout rapport socio-économique est bien la rencontre entre deux propriétaires contractants[62]. C'est sur ces assises idéologiques que se développera concrètement le mode de production capitaliste, exigeant un *homo economicus*[63].

Mais ce rapport moderne à la subjectivité, caractérisé par son abstraction, s'exprime également sur le plan politique. L'importante figure du citoyen revêt aussi une dimension abstraite, car sa liberté politique se paye du prix de l'arrachement à ses déterminismes socio-affectifs (famille, classe, ethnie, etc.). Ce détachement du particularisme est une condition pour l'accession du citoyen à l'universel, à même de participer, grâce à l'exercice de sa raison, à l'orientation de la communauté politique[64] dans l'histoire.

1.4 La modernité politique comme régime social démocratique

Selon un certain récit sur les origines de la sociologie, on accorde à Alexis de Tocqueville le statut de précurseur de la discipline[65]. En effet, les deux tomes de son *magnum opus De la démocratie en Amérique* représentent, tel que le note Raymond Aron, une étude de « certains traits structurels des sociétés modernes » qui, « au lieu de donner la primauté, soit au fait industriel, comme Auguste Comte, soit au fait capitaliste, comme Marx, […]

---

des terres (l'*improvement*), garantie par la propriété privée des moyens de production. E. Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme*, Montréal, Lux, 2009.

[61] Suivant l'expression donnée pour qualifier la philosophie politique de John Locke. L. Dumont, *Homo aequalis I*, Paris, Gallimard, 1977 p. 72. Voir aussi l'important ouvrage de C.B. Macpherson : *La théorie politique de l'individualisme possessif*, Paris, Gallimard, 2005.

[62] Même (voire surtout) dans les rapports de travail, le salariat étant la rencontre entre le propriétaire des moyens de production et le propriétaire de sa force de travail. Voir notamment K. Marx, *Manuscrits économico-philosophiques de 1844*, Paris, Vrin, 2007.

[63] Voir notamment, pour une synthèse, C. Laval, *L'Homme économique*, Paris, Gallimard, 2017.

[64] Communauté politique moderne prenant cependant une forme concrète (nous y reviendrons) : la Nation. Voir D. Schnapper, *La Communauté des citoyens*, Paris, Gallimard, 2003.

[65] R. Aron, *Les Étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.

donne la primauté au *fait démocratique*[66] ». En effet, à travers son étude de la société américaine du XIX[e] siècle, l'aristocrate Tocqueville brosse le portrait de la démocratie comme véritable régime social, caractérisé par « l'égalisation des conditions[67] ». Régime fondé sur l'égalité entre les hommes, la démocratie telle qu'analysée par Tocqueville incarne, comme l'écrit Pierre Manent, « l'essence de la société moderne[68] », étant la négation la plus radicale de l'ancienne société d'ordres.

Le regard porté par Tocqueville sur la démocratie dépasse donc celui de l'analyse politique, car il porte sur une nouvelle façon d'être en société, générant un type humain particulier, « l'homme démocratique[69] ». L'enquête comparative de Tocqueville s'avère particulièrement saisissante car elle fait ressortir les spécificités d'une société qui lui est étrangère (les États-Unis), et qui n'a jamais connu le régime aristocratique. Il s'agit d'une société individualiste et égalitaire, car elle n'arrime pas le sujet à une hiérarchie préexistante, mais plutôt « place les hommes à côté les uns des autres, sans lien commun qui les retienne[70] ».

Si l'analyse de Tocqueville est particulièrement clairvoyante par sa capacité à rendre compte, à partir de la question démocratique, des angles morts des abstractions de la modernité, à savoir son travail de sape du lien social, il serait une erreur, cependant, de nier que la société moderne se constitue en communauté politique. Justement, il faut considérer la pensée du philosophe français comme le commencement d'une sociologie de la communauté démocratique, en tant qu'élément constitutif de la société politique moderne.

Alors que les sociétés traditionnelles trouvaient ultimement leur unité dans l'ordre divin, les sociétés modernes, capables d'autoproduction, doivent investir un appareil de pouvoir afin de s'inscrire dans l'histoire. C'est l'État qui incarne cet espace. En effet, celui-ci, bien que préexistant à la révolution moderne, va représenter « une nouvelle figure du pouvoir et du corps politique, au milieu des ruines de l'autorité universelle et de la sacralité médiatrice[71] ». Lieu du pouvoir, l'État moderne est l'institution qui porte le « principe de

---

[66] *Ibid*., p. 223. Nous soulignons.
[67] *Ibid*., p. 225.
[68] P. Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Gallimard, 1993, p. 13.
[69] *Ibid*., « Préface », p. III.
[70] *Ibid*., p. 43.
[71] M. Gauchet, *La Révolution moderne*, *op. cit*., p. 74.

souveraineté[72] ». Si Carl Schmitt disait que « tous les concepts prégnants de la théorie moderne de l'État sont des concepts théologiques sécularisés[73] », il n'en demeure pas moins qu'il faut « comprendre, comme l'écrit Gérard Mairet, la construction du principe de souveraineté comme construction volontaire d'un monde où les hommes sont souverains[74] », c'est-à-dire d'une forme politique proprement moderne, faisant de l'Homme l'agent de transformation de la société. C'est d'ailleurs le *Peuple* qui représente le Sujet de la modernité, instance symbolisant le pouvoir politique d'une communauté d'individus-citoyens. En effet, c'est évidemment de lui qu'il s'agit lorsqu'il est question de la « souveraineté populaire », expression légitime du pouvoir sous le régime démocratique, ainsi que représentation totalisante du corps politique de la société moderne, prenant les traits de la nation. Cette dernière, Michel Freitag en précise la teneur en la définissant en ces termes :

> la nation est la forme qu'a prise la dimension communautaire de la formation sociale lorsque le principe d'unité opératoire de la société et donc son mode de production ont été socialement produits, objectivés et explicités sous le mode d'un système institutionnel centralisé et universaliste, c'est-à-dire lorsqu'il a pris la figure classique de l'État[75].

Intégrée à l'État, la nation doit être comprise comme la forme particulière que prend la communauté politique moderne, intégrée par une culture nationale commune à ses membres, dépassant tant les déterminations ethno-régionales des sujets que leur intérêt personnel : elle est la « synthèse de l'identité collective et sublimation de la diversité sociale[76] ». D'ailleurs, c'est cette réalité sociologique qui vient mettre à mal l'opposition binaire entre nationalisme ethnique et nationalisme civique, à moins qu'elle ne cherche seulement à rendre compte que de caractéristiques idéologiques. Comme l'écrit le politologue Alain Dieckhoff à propos des dynamiques de construction nationale qui ont marqué l'histoire,

> [q]u'elles aient réussi ou échoué, les politiques d'assimilation culturelles menées par les différents États-nations prouvent une chose : pour souder le peuple en une communauté nationale, la sociation (*Vergesellschaftung*), tissée par l'allégeance

[72] G. Mairet, *Le Principe de souveraineté*, Paris, Gallimard, 1997.
[73] C. Schmitt, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988, p. 46.
[74] G. Mairet, *Le Principe de souveraineté*, *op. cit*., p. 41.
[75] M. Freitag, *Nation, ville, architecture*, Montréal, Liber, 2018, pp. 66-67.
[76] J. Beauchemin, *La Société des identités*, Outremont, Athéna, 2007, p. 40.

> citoyenne, est toujours apparue comme insuffisante. Le lien politique qui, en droit, fonde seul l'appartenance à la nation devait être réitéré, dans les faits, par un lien social établi sur une culture commune dont l'épicentre devait être la langue nationale. Pour le dire en termes wébériens, l'appartenance à une même nation ne saurait être fondée uniquement sur des intérêts rationnels. Elle requiert la communalisation (*Vergemeinschaftung*), c'est-à-dire l'apparition d'un sentiment subjectif d'appartenance à une communauté nationale partageant la même identité[77].

Si la nation est donc le cadre socio-culturel de la communauté politique moderne, la démocratie représente, quant à elle, le régime par excellence d'un monde unifié autour de la Raison et des valeurs que sont la *liberté* et l'*égalité*. Freitag considère d'ailleurs qu'il est trompeur, contrairement à ce pense un certain pessimisme culturel, de voir dans la modernité démocratique un mouvement tendanciel vers le nihilisme : « loin du "désenchantement du monde", la croyance en la raison universelle procure à la fois une confiance en la marche de la société vers le progrès civilisationnel et l'espoir pour l'individu de vivre dans un monde libre et juste[78] ».

Si la raison agit comme la référence transcendantale intériorisée, elle s'exerce effectivement, au niveau de la praxis sociétale, dans le cadre démocratique. Forme paroxystique de ce que Claude Lefort appelle « l'institutionnalisation du conflit », la démocratie est effectivement l'expression politique d'un monde toujours *à venir*, où le pouvoir est *a priori* un « lieu vide[79] ». Elle « s'institue et se maintient dans la *dissolution des repères de la certitude*[80] », c'est-à-dire qu'il faut reconnaître que la communauté est une constante autoproduction, soumise à la volonté des citoyens, faisant usage de leur sens critique. Reste que si la société politique moderne est bien caractérisée par une institutionnalisation de l'indétermination, elle demeure toujours inscrite dans un cadre socio-historique préexistant qui, comme nous l'avons déjà souligné, est celui de la nation, que Dominique Schnapper définit comme la « transcendance par la citoyenneté[81] », autre façon de rappeler que, même sécularisée et émancipée du pouvoir du Roi, elle ne s'avère pas exempte de verticalité symbolique, c'est-à-dire de normativité, sans compter le fait

[77] A. Dieckhoff, *La nation dans tous ses États*, Paris, Flammarion, 2012, p. 119.
[78] J.-F. Filion, *Sociologie dialectique*, *op. cit*., p. 240.
[79] C. Lefort, *Essais sur le politique*, Paris, Seuil, 1986, p. 28.
[80] *Ibid*., p. 30.
[81] D. Schnapper, *La Communauté des citoyens*, Paris, Gallimard, 2003, p. 121.

qu'elle possède toujours un certain caractère hiérarchique avec le régime représentatif, sujet par ailleurs à critique pour les tenants d'une démocratie radicale.

1.5 L'ambiguïté moderne du « Peuple » : institution d'un sujet politique

Si la démocratie représente le type de régime spécificateur de l'ordre politique moderne, à travers une certaine réinterprétation des idéaux de l'Antiquité athénienne, le *Peuple* en incarne, comme nous l'avons dit, le sujet privilégié. Expression du pouvoir collectif, il ne se trouve cependant pas exempt d'ambiguïtés[82]. C'est ce que rappelle Margaret Canovan, qui souligne que l'imprécision du terme en fait justement un efficace outil de rhétorique politique[83]. Pierre Rosanvallon, dans son étude ayant fait date sur l'histoire de la représentation, mobilise cette formule saisissante : le peuple se révèle en fait « introuvable[84] ».

Produit de « l'âge de l'abstraction[85] », le peuple de la modernité démocratique a ceci de particulier, selon l'historien français, qu'il apparaît « sans visage[86] », c'est-à-dire qu'il ne peut, comme représentation du pouvoir, être figuré de la même manière qu'au sein des sociétés monarchiques traditionnelles. De la même façon que le mouvement moderne représente le passage de la concrétude de la *Gemeinschaft* (communauté) à l'abstraction de la *Gesellschaft* (société)[87], le peuple de la modernité démocratique se dégagerait de la forte symbolicité des appartenances communautaires. Tel que le souligne Rosanvallon, « le passage d'une société de corps à une société d'individus rend la société moins représentable[88] », la forme politique du collectif ne se donnant pas à voir immédiatement. Ainsi, le peuple incarnerait quelque chose comme la nature foncièrement abstraite du social sous la modernité, une façon de donner un nom à une collection d'individus unis par une même condition politique. Le peuple s'avère une « fiction » qui rassemblerait la masse inorganisée sous un vocable, et qui a vocation à être portée par des représentants pour

[82] M. Canovan, *The People*, Cambridge, Polity, 2005, p. 3.
[83] *Ibid*.
[84] P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998.
[85] *Ibid*., p. 33.
[86] *Ibid*., p. 36.
[87] Suivant la distinction canonique de Ferdinand Tönnies. Voir R. Nisbet, *La tradition sociologique*, *op. cit*.
[88] P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, *op. cit*., p. 44.

prendre une dimension véritablement politique (la démocratie moderne se présentant comme régime représentatif).

Si le peuple peut ainsi être posé comme fiction ou abstraction, c'est pour deux raisons principales : la nature polysémique du terme et l'ambiguïté quant à la teneur du pouvoir en démocratie. D'abord, le concept de peuple peut apparaître comme difficilement saisissable, car il traîne avec lui un lourd ensemble de significations : tel que le rappelle d'entrée de jeu Gérard Bras dans son histoire conceptuelle, il peut désigner autant ce que les Romains appelaient le *populus* (la totalité) ou la *plebs* (la partie des dominés), mais aussi le *plethos* grec, la « multitude » et le *vulgus* (les masses ignorantes), ou encore l'*ethnos* (la communauté culturelle), qui ne se confond pas avec le *demos* (l'ensemble politique)[89]. Ces différents sens qui pèsent sur le terme de peuple se dévoilent lorsqu'il est question de faire usage, chez beaucoup d'analystes et de politiciens, du mot de « populisme », qui renvoie souvent à l'imaginaire d'un peuple qui s'imagine *demos* mais porte en lui tous les défauts de la « populace » ou du « gros animal[90] », la foule pulsionnelle et autoritaire qui détourne la démocratie en tyrannie populaire. Cet héritage sémantique représente le produit des difficultés historiques de la démocratie dans son « bricolage au long cours[91] », mais aussi de la puissance évocatrice de ce terme dans l'imaginaire des sociétés occidentales. Le XIX^{e} siècle, période d'affirmation historique de la modernité, se trouve traversé par toute une mystique du peuple, surtout en France, fille de la Révolution[92]. Marcel Gauchet dira d'ailleurs à cet effet que « [le peuple] fédère en un vocable unique l'ensemble des causes de l'ordre du jour, le gouvernement représentatif, la dignité des individus, l'intégration sociale des laborieux et des humbles, les espérances et les nécessités de l'histoire, la liberté des nations[93] ».

La seconde raison de la désignation du peuple comme abstraction moderne renvoie à la mutation du régime politique : le peuple apparaît comme le résultat politique de la dissolution du pouvoir monarchique, qui s'incarnait *réellement* dans le *corps du roi.* En

[89] G. Bras, *Les voies du peuple*, Paris, Amsterdam, 2018, pp. 18-19.
[90] Suivant la conception platonicienne des dangers intrinsèques de la démocratie. Voir Platon, *La République*, Paris, GF-Flammarion, 2002.
[91] Suivant la jolie formule d'Yves Mény. Y. Mény, *Imparfaites démocraties*, Paris, Sciences Po, 2019, p. 51.
[92] Voir A. Pessin, *Le mythe du peuple et la société française au XIX^{e} siècle*, Paris, PUF, 1992.
[93] M. Gauchet, *La révolution moderne*, *op. cit*., p. 250.

effet, si l'historien Ernst Kantorowicz a participé à mettre en lumière le caractère dual du corps du monarque, soit respectivement sa fonction et sa réalité empirique, c'est parce qu'il est la médiation politique de la doctrine chrétienne de l'Incarnation[94]. À travers la légitimation théologico-politique, le roi se présente comme l'incarnation symbolique, mais aussi proprement charnelle, de l'Unité politique du royaume, constitué en *corps*. Or, la démocratie moderne s'affirme comme la vidange de cette incorporation du politique. Comme peut l'écrire Lefort, suivant sa célèbre formule :

> de tous les régimes que nous connaissons, elle [la démocratie] est le seul dans lequel soit aménagée une représentation du pouvoir qui atteste qu'il est un *lieu vide*, qui maintienne ainsi l'écart du symbolique et du réel. Cela, par la vertu d'un discours d'où ressort qu'il n'appartient à personne ; que ceux qui l'exercent ne le détiennent pas, mieux, *ne l'incarnent pas* ; que cet exercice requiert une compétition périodiquement renouvelée, que l'autorité qui en a la charge se fait et se refait en conséquence de la manifestation de la volonté populaire[95].

Face à cette aporie considérable, qui prend au premier abord la forme d'une crise de l'unité symbolique de la société, c'est bien la fonction de *représentation politique* qui saisit le relais. En effet, la délégation de représentants, travaillant *a priori* dans l'intérêt du peuple, se présente comme la solution démocratique venant pallier cette désincorporation du pouvoir. En tant que « séparation liante[96] », selon les mots de Myriam Revault d'Allonnes, la représentation politique entend réassurer l'unité politique sous la modernité. Comme ensemble d'individus pouvant potentiellement entrer en contradiction les uns avec les autres, suivant la poursuite effrénée des intérêts personnels de chacun, la représentation possède la qualité, à la lumière de la perspective hobbesienne, de transformer la *multitude* en *peuple*[97], c'est-à-dire de former une communauté politique là où il n'existait que des monades isolées[98]. Mais plus globalement, nous pouvons dire que le représentant incarne

---

[94] E. Kantorowicz, *Les Deux Corps du roi*, Paris, Gallimard, 2020.

[95] C. Lefort, *Essais sur le politique*, *op. cit*., p. 291. Nous soulignons.

[96] M. Revault d'Allonnes, *Le miroir et la scène*, Paris, Seuil, 2016, p. 15.

[97] Ce qui, dans la théorie de Hobbes, est garanti par le Souverain. On constate ici que Hobbes, comme philosophe politique moderne primordial, représente un point de passage entre la conception théologico-politique et la théorie libérale-démocratique : si le roi est toujours là, c'est en tant que figure de la *représentation*, et non comme *incarnation* du pouvoir. T. Hobbes, *Léviathan*, Paris, Gallimard, 2000, ainsi que M. Revault d'Allonnes, *op. cit*., pp. 74-82.

[98] C'est d'ailleurs en ce sens que l'on peut considérer le contractualisme politique hobbesien comme le fondement philosophique du libéralisme politique : il est question de mettre ensemble, sous la forme d'un contrat, une masse d'individus *a priori* étrangers les uns aux autres, en fondant un pouvoir « axiologiquement neutre » qui sera en mesure de mettre à distance des conceptions concurrentielles du Bien commun, dont sont

bien celui qui a la tâche, dans son mandat, de porter momentanément les aspirations d'un peuple considéré comme *souverain*, mais qui doit toujours se soutenir sur cette médiation pour exister politiquement. Le représentant fait donc exister la fiction moderne du peuple, mais ne peut se figer dans un corps comme dans les sociétés monarchiques traditionnelles[99]. Ce type de régime politique, caractéristique de la modernité, s'éloigne cependant de l'idéal démocratique athénien qui, bien qu'opérant de radicales exclusions (les femmes, les métèques et les esclaves comme sujets hors de la Cité), mettait de l'avant une conception de la vie collective plus directe et participative[100]. À sa place, la démocratie moderne s'affirme, tel que l'illustre la formule classique de Bernard Manin, comme une « aristocratie élective[101] ».

Cependant, il serait réducteur de ne considérer la démocratie moderne qu'à partir d'une représentation politique garantie par le nombre (le *suffrage universel*, d'hommes et de propriétaires, à ses origines). En effet, il convient de reconnaître que la *volonté générale*, concept classique d'un Rousseau inspirateur majeur de la Révolution française, fait l'objet d'un véritable mythe politique sous la modernité. C'est ce concept qui participe à fonder la légitimité démocratique, qui ne se trouve pas exempte de formes de sacralisation. Chez le philosophe genevois, cette volonté générale représente, comme le rappelle Gérard Bras, l'expression même du peuple, conçu sur un mode politique[102]. S'opposant, ou plutôt dépassant les intérêts particuliers, elle s'avère la manifestation de la subordination du citoyen aux intérêts de la patrie[103], du corps politique unitaire constitué par le peuple, qui s'incarne dans une constitution et des lois. Le peuple souverain se présente comme un « moi moral collectif[104] », doté d'une volonté propre qui ne doit être corrompue par des représentants[105].

---

la funeste conséquence les guerres de religions européennes, auxquelles Hobbes assistera dramatiquement. Voir P. Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Fayard, 2012 et J.-C. Michéa, *L'Empire du moindre mal*, Paris, Flammarion, 2007.

99 Nous aurons l'occasion de discuter plus en détail tous les questionnements qui émergent des différentes interprétations de la médiation politique du peuple (ou de son absence) lorsqu'il sera question, dans un chapitre à venir, du rôle du chef populiste.

100 Voir notamment M. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot, 2019.

101 B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2019.

102 G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 41.

103 J.-J. Rousseau, *Du Contrat social*, Paris, Gallimard, 1964, p. 194.

104 G. Mairet, *Le principe de souveraineté*, *op. cit*., p. 88.

105 *Ibid*., p. 89.

Si la position de Rousseau se révèle radicale, débouchant sur une conception directe d'une démocratie plus théorisée que pratiquée[106], il n'en demeure pas moins qu'elle participe à rappeler que la modernité ne se limite pas aux philosophies de l'individualisme propriétaire, le citoyen de Genève se présentant, tel que le note Pierre Manent, comme un féroce « critique du libéralisme[107] ». Car c'est effectivement comme penseur républicain fondamental que s'affirme Rousseau pour la modernité politique, dont l'influence est manifeste dans le jacobinisme français, agissant d'ailleurs comme figure tutélaire pour un Maximilien de Robespierre[108]. Mais, au-delà du radicalisme révolutionnaire, la souveraineté de la volonté générale incarne une représentation politique qui pose le peuple comme sujet et entend donner corps à la société moderne. Face à la crise de l'unité symbolique de la société, faute à la rupture avec l'ordre des monarchies de droit divin, le Peuple, selon Gauchet, remplit ce vide : « son rôle est d'opérer la conciliation de ces facteurs de rupture par rapport à l'ordre traditionnel avec une figure de parfaite unité de l'établissement humain[109] ». C'est donc comme une certaine représentation transcendantale du social que s'affirme le Peuple : il est le « grand Sujet » des sociétés démocratiques[110]. En effet, c'est bien cette catégorie qui subjective les individus, maintenant considérés comme titulaires de droits inaliénables, dans un corps social qui se comprend comme une totalité significative. Nouvelle figure de l'*Un*, le Peuple totalise la communauté politique sans se confondre directement avec l'empirie, transportant à travers la Révolution française, comme l'écrit Dany-Robert Dufour, une « mystique du soulèvement populaire[111] ». Si la Révolution, comme l'a écrit Michelet, « n'a eu qu'un héros, le peuple[112] », c'est effectivement parce que la République se présente comme fondée à partir d'une sacralisation d'un « peuple-événement[113] », qui agit comme véritable modèle pour les transformations significatives de la France, société politique moderne par

[106] Rousseau n'est cependant pas dupe et a bien conscience des difficultés pratiques de ce type de démocratie : il affirme même, dans une formule devenue célèbre, que « [s]'il y avait un peuple de Dieux, il se gouvernerait Démocratiquement. Un Gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » J.-J. Rousseau, *Du Contrat social*, *op. cit*., p. 228.
[107] P. Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Fayard, 2012, p. 143.
[108] Voir notamment M. Gauchet, *Robespierre*, Paris, Gallimard, 2017.
[109] M. Gauchet, *La révolution moderne*, *op. cit.*, p. 250.
[110] D.-R. Dufour, *On achève bien les hommes*, Paris, Denoël, 2005, p. 211.
[111] *Ibid*., p. 214.
[112] J. Michelet, *Histoire de la Révolution française* (t. II), Paris, Gallimard, 1939, p. 1149.
[113] P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, *op. cit.* p. 53.

excellence. C'est ce qui se manifeste dans les différentes pratiques de « contre-démocratie[114] » et les diverses protestations populaires puisant dans une esthétique insurrectionnelle : il est question de mettre en scène le véritable sujet démocratique, un *peuple* qui serait dépossédé par des représentants qui lui sont étrangers. Aux États-Unis, le *We the People* au fondement de la déclaration d'indépendance fournit quant à lui le cadre de légitimation d'un nouveau pays en Amérique, appelé à s'imposer à l'échelle du globe par son caractère démocratique et formellement égalitaire. C'est au nom de ce peuple que se légitime la méfiance des citoyens à l'égard des institutions étatiques dans ce pays, toujours tendanciellement soupçonnées d'être détournées par les intérêts des élites.

On voit donc qu'à travers cette mythologie du peuple se dégagent clairement deux piliers de la modernité politique : le principe d'*égalité* et l'idéal d'*autonomie*, qui se manifestent dans le culte du peuple souverain. Ces deux éléments participent d'ailleurs à rendre plus difficile la circonscription concrète de la nature du peuple dont nous parlons : figure de la société politique comprise comme totalité (en ce sens proche du *populus* romain), le peuple moderne traîne avec lui un certain imaginaire de la plèbe et des petits travailleurs, ceux qu'idéalise Michelet[115], et qui s'opposerait intrinsèquement aux élites, lesquelles s'enracineraient dans une structure hiérarchique héritée de l'Ancien Régime. Cette ambiguïté qui traverse le terme de peuple, en partie due à un principe abstrait d'égalité qui implique l'impératif d'intégration de la partie basse de la population dans le corps politique, peut apparaître comme un danger pour l'unité de la société. En effet, la volonté générale conçue comme l'expression directe de la voix des masses peut autant faire peur aux tenants d'une conception élitaire de la démocratie (qui ne pourrait se passer d'une « loi d'airain de l'oligarchie[116] ») que s'affirmer comme un véritable rejet de toute forme de médiation institutionnelle, supposément négatrice de l'authenticité communautaire, ou encore instaurer une tyrannie partant à la chasse de ceux que Robespierre qualifiait d'« ennemis du peuple[117] », tel que lors des moments les plus funestes de la Terreur.

---

[114] P. Rosanvallon, *La contre-démocratie*, Paris, Seuil, 2006.
[115] J. Michelet, *Le Peuple*, *op. cit*.
[116] Selon la thèse centrale défendue par l'école élitiste, celle de Robert Michels en Allemagne, mais aussi de Vilfredo Pareto et Gaetano Mosca en Italie. Voir notamment R. Michels, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Gallimard, 2015.
[117] M. Gauchet, *Robespierre*, *op. cit*., p. 11.

Or, le politologue Laurent Bouvet soutient que depuis la Révolution, la France aurait tout de même réussi le pari (jusqu'à récemment) d'articuler les peuples social, démocratique et national[118], afin de mieux fixer l'identité d'un sujet politique moderne. Si le peuple social et le peuple démocratique ont été évoqués, il convient maintenant de retourner vers la nation, figure fondamentale pour une meilleure intelligence sociologique de la modernité politique.

1.6 La nation : lieu moderne du *demos*

Nous avons pris soin de souligner, plus haut, que la nation représente historiquement le fondement communautaire des sociétés modernes. Précisons ce point, maintenant qu'ont été présentées certaines des spécificités du peuple comme sujet politique moderne.

Il est coutume de rappeler, jusqu'à un certain point à juste titre, que la modernité se caractérise par son universalisme abstrait. En effet, afin de tenir tête aux piliers symboliques de la Tradition, il était question de mettre de l'avant les grands idéaux génériques que sont la Raison, l'Égalité, le Progrès, l'Individu, la Liberté, la Démocratie, l'Autonomie. Ceux-ci ont pu prendre forme dans les institutions que sont l'État et le droit, et se pratiquer concrètement par le recours à la méthode scientifique. Le peuple, nous l'avons vu, peut représenter lui aussi une de ces abstractions, lorsqu'il se limite au suffrage. Mais même en tant que suffrage, il renvoie à l'imaginaire d'un ensemble de citoyens reliés par une entité qui les dépasse, afin d'orienter significativement la praxis. Comme l'écrit Dieckhoff, « si la démocratie se fonde sur une légitimité horizontale (contrairement à celle, verticale, de la monarchie), elle n'est pas pour autant sans horizon : elle est circonscrite à un espace socio-politique bien déterminé, celui formé par des sociétés historiques données[119] ».

Ces coordonnées donnent un point d'ancrage à l'universalisme moderne, et participent à forger, à partir d'une certaine mise en récit historique et un processus de socialisation précis, la communauté politique, conçue en tant que *nation*. En effet, la modernité s'affirme

[118] L. Bouvet, *Le sens du peuple*, Paris, Gallimard, 2012, p. 54.
[119] A. Dieckhoff, *La nation dans tous ses États*, Paris, Flammarion, 2012, p.75.

notamment comme « l'enracinement national de la démocratie[120] », car ce sujet collectif apparaît à même de se présenter comme une « communauté de destin qui s'est forgée dans l'action politique elle-même[121] ».

Ainsi, le peuple politique prend historiquement un pli national, car il n'existe pas de démocratie mondiale, malgré la prétention universaliste de ses institutions. Le grand anthropologue Marcel Mauss définit la nation en ces termes : elle est « une société matériellement et moralement intégrée, à pouvoir stable, permanent, à frontières déterminées, à relative unité morale, mentale et culturelle des habitants qui adhèrent consciemment à l'État et à ses lois[122] ».

Cette définition nous permet de dégager quelques éléments de clarification : si la nation se caractérise par son État et ses lois, ce qu'on a nommé plus haut le *politico-institutionnel*[123], elle suppose également des frontières qui la circonscrivent en un lieu géographique propre, mais aussi une certaine unité culturelle et morale. Ainsi, Mauss nous permet de spécifier la nation à partir de deux pôles : elle est une *structure institutionnelle*, qui se manifeste à travers l'État et un système juridique, en même temps qu'un *ensemble culturel* à l'unité relative, dont on trouve les témoignages dans une langue, des coutumes et des mœurs communes, ou à tout le moins dans le partage de représentations collectives (ce qu'il appelle de façon générique le « caractère national[124] »). En effet, si la nation comporte une importante dimension culturelle, elle n'est pas un groupe purement *ethnique*, car elle représente primordialement une forme proprement politique d'assomption du lien social[125]. Les appartenances communautaires archaïques (comme les tribus ou les communautés antiques) se fondant sur ce que nous avons désigné avec Freitag comme le mode de reproduction *culturel-symbolique* possèdent, nous l'avons dit, la spécificité de procéder à une « objectivation mythique[126] » de toutes les pratiques significatives, c'est-à-dire que toute manifestation d'individualité se trouve avalée par le sens préétabli par l'ordre

120 *Ibid*., p. 74.
121 M. Freitag, *L'Oubli de la société*, *op. cit*., p. 91.
122 M. Mauss, *La nation*, Paris, PUF, 2013, p. 84.
123 M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle*, Montréal, Liber, 2011.
124 M. Mauss, *La nation*, *op. cit*., p. 114.
125 D. Schnapper, *La communauté des citoyens*, *op. cit*., p. 45.
126 M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle*, *op. cit*., p. 159.

social[127]. La forme nationale, de son côté, représente d'abord un type politique de société idéaltypiquement appuyé sur une structure étatique[128]. Comme l'écrit Gauchet, « État *et* nation : les deux volets sont inséparables, la forme du pouvoir et la forme de la collectivité étant en intime correspondance. Pour le dire d'une formule synthétique qui recevra plus loin son plein développement, il y va d'une objectivation institutionnelle de l'existence collective dans sa dimension spatiale et dans sa dimension temporelle[129] ».

Ainsi, la totalisation de l'agir social s'avère d'ordre *politico-institutionnel*, soit le fait qu'elle se trouve encadrée par un ensemble d'institutions dont la nature est précisément leur autonomisation vis-à-vis des pratiques culturelles immédiates. En d'autres mots, le cadre sociétal[130] de la nation se trouve primordialement fourni par l'État moderne et l'institutionnalisation de la capacité de légiférer, ce qui suppose une possibilité de sortir ou à tout le moins de se mettre à distance des croyances qui émaneraient de ce que Fernand Dumont nomme la « culture première », dont le noyau familial se fait le relais. En effet, la société nationale, en tant que communauté moderne, comporte à travers ses institutions politiques un second niveau de normativité qui loge dans la naissance même de l'État, grâce au « monopole de la violence conditionnelle », et qui permet donc de « lib[érer] les activités particulières de leur dépendance immédiate et exclusive à l'égard d'un système culturel-normatif commun, et crée ainsi l'espace unifié dans lequel la catégorie même d'intérêts subjectifs peut se constituer et se consolider[131] ». C'est d'ailleurs cette ouverture créée par l'État national qui a permis d'institutionnaliser ce qu'on nomme en français la *laïcité*[132], soit d'assurer à chacun des citoyens, grâce à l'autorité dont jouit le pouvoir

---

[127] Ce qui se dégagerait du sens immanent à l'ordre mythique prendrait ainsi la forme du *tabou*, c'est-à-dire la pratique fondamentalement absurde, dégagée de toute inscription significative.

[128] Nous ne nions évidemment pas la réalité qu'il existe une grande pluralité de nations sans État, mais prenons comme base l'idéaltype de totalisation de la société politique moderne. Pour une étude contemporaine de ces nations non souveraines, suivant une perspective fédéraliste canadienne qui se réclame des « démocraties plurinationales », voir F. Mathieu, *Les nations fragiles*, Montréal, Boréal, 2024. Pour une étude plus générale, voir J.-F. Laniel et J. Y. Thériault (dir.), *Les petites nations*, Paris, Classiques Garnier, 2020.

[129] M. Gauchet, *Le nœud démocratique*, Paris, Gallimard, 2024, p. 51.

[130] Nous entendons ici par « sociétal », avec Freitag, ce qui est relatif à la *société* comprise comme *totalité synthétique*.

[131] M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle*, *op. cit*., pp. 282-283.

[132] Ou à tout le moins la sécularisation des institutions, la laïcité renvoyant tout de même au mode proprement français d'assumer cette séparation entre le religieux et le politique. Voir Notamment P. Raynaud, *La Laïcité : histoire d'une singularité française*, Paris, Gallimard, 2019.

politique, la liberté individuelle de vivre ses croyances religieuses (ou leur absence) dans la sphère privée (abstraction faite des croyances de la majorité), à partir du moment où l'espace et les institutions publiques sont imperméables et protégés de ce type d'influence[133]. Ici se précise donc le caractère dialectique du pouvoir pour les communautés politiques modernes : comme l'écrit Durkheim, il faut « admettre que l'institution de ces droits [individuels] est l'œuvre même de l'État[134] », soit que l'instance de pouvoir totalisant la société nationale n'est pas la réification du particulier, mais la condition d'expression pour celui-ci.

Ainsi, si nous comprenons que la nation, par son caractère politique (et plus précisément ses institutions), ne peut se confondre avec l'appartenance ethnique (qui se définirait en grec non par l'*ethnos* mais par le *genos*), elle n'est pas non plus, comme nous l'avons déjà laissé entendre avec Mauss, exempte de dimensions culturelles. Communauté historique, elle possède son propre processus de socialisation. En effet, la nation représente bien ce que Ernest Gellner, paraphrasant Weber, qualifie comme l'instance qui possède le « monopole de l'éducation légitime[135] », c'est-à-dire qu'elle assume principalement le processus d'intégration des individus dans la société. L'école s'avère effectivement une institution centrale pour les nations démocratiques : elle est obligatoire et porte l'exigence de socialisation des masses. C'est grâce à elle, souligne Dominique Schnapper, « que l'on devient membre d'une collectivité nationale », car « [l'] appartenance et le sentiment national naissent de cette intériorisation des connaissances, des normes et des valeurs communes[136] ». Or, nul n'a mieux qu'Émile Durkheim dégagé l'esprit de l'éducation nationale comme mode d'intégration à ce type de société politique, à partir de son

[133] Tout en pouvant revêtir un caractère contradictoire, ou à tout le moins une tension entre émancipation et resubjectivation culturelle, comme en témoigne l'exemple historique de l'assimilation des communautés régionales en France afin de fonder la République, qui impliquait pour les Alsaciens, les Occitans, les Bretons ou les Provençaux de renoncer à leur patois et leur culture enracinée dans le terroir pour devenir pleinement Français, processus autant d'abstraction de la culture première que de reconstitution jacobine radicale d'une nouvelle identité qui la surplombe. Cette tradition de l'homogénéisation nationale comme modalité d'intégration sociale s'avère encore vivace en France, notamment dans les débats opposant de façon parfois binaire l'« assimilationnisme » au « multiculturalisme ».

[134] É. Durkheim, *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1950, p. 150.

[135] E. Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.

[136] D. Schnapper, *La communauté des citoyens*, *op. cit*., p. 62.

expérience de la III[e] République française[137]. En effet, sa sociologie de l'éducation entend rendre compte des fondements normatifs d'une socialisation proprement moderne : il y est question de rendre l'individu libre grâce à l'exercice de sa raison, et donc de former un citoyen éclairé. Il faut d'abord, selon Durkheim, que l'éducation prenne le caractère le plus universaliste possible, se dégageant des partis-pris politiques[138]. Cela dit, rappelle-t-il,

> en dépit de toutes les dissidences, il y a dès à présent, à la base de notre civilisation, un certain nombre de principes qui, implicitement ou explicitement, sont communs à tous, que bien peu, en tous cas, osent nier ouvertement et en face : le respect de la raison, de la science, des idées et des sentiments qui sont à la base de la morale démocratique. Le rôle de l'État est de dégager ces principes essentiels, de les faire enseigner dans ses écoles, de veiller à ce que nulle part on ne les laisse ignorés des enfants, à ce que partout il en soit parlé avec le respect qui leur est dû.[139]

L'éducation nationale, qui est assurée par un « maître laïc » ayant un sens profond du devoir et qui est épris des impératifs de la raison[140], possède comme vocation de développer l'autonomie des enfants et d'en faire des individus capables de penser par eux-mêmes et de maîtriser leurs passions, mais aussi, par le fait même, des citoyens d'une nation qui cultivent un « sens social[141] », un souci particulier vis-à-vis de la société dans laquelle ils s'inscrivent. En effet, c'est à travers une dialectique serrée entre la patrie et l'humanité que se présente l'anthropologie durkheimienne : il y est question d'articuler, sans contradiction aucune, l'appartenance à une communauté politique particulière ainsi qu'au genre humain compris dans son sens le plus général. Le *patriotisme*, qui est défini par le père de la sociologie française comme « l'ensemble des idées et des sentiments qui attachent l'individu à un État déterminé[142] », est en fait la médiation essentielle qui permet de faire

---

[137] Dont l'essentiel de son entreprise sociologique, tel que nous pouvons le rappeler avec le philosophe des sciences sociales Francesco Callegaro, s'inscrit dans une quête heuristique d'actualisation du « projet moderne d'autonomie ». F. Callegaro, *La science politique des modernes*, Paris, Economica, 2015, p. 15.

[138] Si nous nous focalisons ici sur le discours que porte la III[e] République française sur elle-même, à la fois idéaliste et concrétisé dans des institutions (dites d'ailleurs « nationales »), nous ne nions cependant pas – sans que la chose ne vienne non plus en dévoiler une sorte « d'obscure essence », ni jeter un éclairage souterrain sur l'universalisme républicain de Durkheim - qu'il se déploie parallèlement à une importante politique historique d'expansion coloniale de cette nation dans les pays du Sud (principalement en Afrique et en Indochine). Embrayant à partir d'une base impérialiste vieille de plusieurs siècles, cette poursuite de l'entreprise coloniale trouvera effectivement des éléments de justification de sa domination sur d'autres peuples et territoires de la planète dans l'universalisme abstrait moderne, en se réclamant d'une tristement célèbre « mission civilisatrice » de la France.

[139] É. Durkheim, *Éducation et sociologie*, Paris, PUF, 1922, p. 60.

[140] *Ibid*., p. 68.

[141] É. Durkheim, *L'éducation morale*, Paris, PUF, 2012, p. 217.

[142] É. Durkheim, *Leçons de sociologie*, *op. cit*., p. 169.

le pont entre l'individu et l'humanité, car il donne conscience au sujet de son inscription dans une société donnée, comme condition ontologique. Si l'école dispose de la tâche de former l'individu à des principes universalistes, il n'en demeure pas moins qu'il doit intérioriser une « morale civique[143] » qui le prépare à la vie commune, qui s'exprime par le partage d'une condition historique, culturelle et politique avec des compatriotes et l'ensemble qui forme le peuple national. Il est surtout question, selon une perspective durkheimienne qui exprime bien l'ambition de l'universalisme républicain[144], que « l'idéal national se confonde avec l'idéal humain[145] », afin que puisse être évités les replis identitaires. Cette dialectique entre enracinement et émancipation, qui loge au cœur de cet être-en-société s'exprime, suivant le vocabulaire hégélien, comme une « éthicité » (*Sittlichkeit*), une culture qui fournit une « disposition d'esprit politique » et sert à nourrir le sentiment de participation et d'intégration à la vie collective[146].

Si la défense par Durkheim de la nation comme cadre politique des sociétés modernes arrive à se marier avec des visées universalistes, c'est bien la position contraire qu'on attribue au nationalisme romantique, accusé d'exalter le particulier. En effet, si le nationalisme civique dont Durkheim s'avère le défenseur peut être pensé comme la subordination du culturel au politique, on l'oppose généralement à un nationalisme ethnique qu'on présente comme un anti-universalisme qui nierait, au nom des cultures particulières, l'unité de la condition humaine[147]. Or, si des positions purement civiques, comme le « patriotisme constitutionnel » de Jürgen Habermas[148], ou plutôt ethniques, telle la perspective des nationalismes primordialistes[149], existent bien, il n'en demeure pas moins que d'ordinaire, les frontières entre les deux sont beaucoup plus ténues qu'on ne

---

143 *Ibid*., p. 131.
144 À ce sujet, voir notamment J.-F. Spitz, *Le moment républicain en France*, Paris, Gallimard, 2005.
145 É. Durkheim, *Leçons de sociologie, op. cit*., p. 170.
146 J.-F. Kervégan, *Hegel, Carl Schmitt*, Paris, PUF, 1992, p. 232. Pour une analyse comparative du caractère « institutionnaliste » des théories politiques de Hegel et Durkheim, voir J.-F. Filion, « Réalisme ontologique et subjectivité politique chez Durkheim : quelques traits hégéliens du fondateur de la sociologie », *Cahiers de recherche sociologique*, num. 46, 2014, p. 109-130.
147 Voir notamment, pour le portrait le plus emblématique de cette position, Z. Sternhell, *Les Anti-Lumières*, « Chapitre VI : Les fondements intellectuels du nationalisme », Paris, Gallimard, 2010, pp. 498-569.
148 J. Habermas, *Après l'État-nation*, Paris, Fayard, 2013.
149 Voir notamment C. Geertz, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973. Aussi, pour une vue d'ensemble de ces différentes théories, voir F. G. Dufour, *La sociologie du nationalisme*, Montréal, PUQ, 2019.

pourrait l'imaginer. Johann Gottfried Herder, qui est généralement présenté comme le père d'une conception ethnique du nationalisme s'inscrivant radicalement en faux contre l'universalisme, était pourtant un homme des Lumières. C'est ce que rappelle le philosophe tchèque Jan Patočka dans un article célèbre[150]. Mais c'est aussi parce qu'est articulée dans sa pensée de la nation une reconnaissance de l'enracinement particulier d'une culture avec le fait qu'il est une donnée primordiale pour tous les peuples. Louis Dumont voit d'ailleurs dans le romantisme de Herder une perspective qui n'en demeure pas moins moderne : s'il est radicalement hostile à l'universalisme abstrait qui caractérise la philosophie française de la fin du XVIII[e] siècle, ce qui participe à tracer une anthropologie holiste qui prend en considération « la diversité des cultures », il n'empêche « [qu']il se hisse à l'universalisme [parce qu']il reconnait à toutes les cultures valeur égale dans l'absolu[151] ». Ainsi, le holisme de Herder, qui fait de l'enracinement dans une culture un fait anthropologique, n'en demeure pas moins, selon Dumont, pénétré par l'individualisme, car il projette l'*égalité,* au fondement de l'idéologie moderne, sur les différents peuples du monde[152], ce qui est étranger à l'*homo hierarchicus*, le sujet des sociétés traditionnelles[153].

La conception de Herder de la nation, qui s'affirme effectivement comme un pilier du romantisme, se précise dans la forme d'une anthropologie qui voit le *Völk* comme une communauté de culture, qui s'incarne dans une langue et une histoire particulières, mais qu'il serait malhonnête de juger à l'aune de l'atrocité nazie au XX[e] siècle[154]. Cet accent mis sur le caractère culturel du peuple national se trouve également chez Fichte, mais toujours en soulignant la nécessité d'un cadre politique. En effet, dans ses *Discours à la*

---

150 J. Patočka, « J.G. Herder et sa philosophie de l'Humanité », in G. Hottois (dir.), « Lumières et Romantisme », *Annales de l'Institut de Philosophie de l'Université de Bruxelles*, Vrin, 1989.
151 L. Dumont, *L'idéologie allemande (Homo aequalis II)*, Paris, Gallimard, 1991, p. 23.
152 *Ibid*.
153 L. Dumont, *Homo hierarchicus*, Paris, Gallimard, 1979.
154 Qui se réclamait également du *Völk*, mais dans une perspective raciste, impérialiste et antisémite, en reprenant notamment plusieurs ressources idéologiques dans l'idéologie *völkisch*, notamment revendiquée par les tenants de la Révolution conservatrice. Voir à ce sujet L. Dupeux (dir.) *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992 et J. Herf, *Le modernisme réactionnaire*, Montreuil, L'Échappée, 2018. Or, comme l'écrit Isaiah Berlin, qui souligne tout de même le caractère particulariste de la philosophie herdérienne : « he talks about the nation, but the german word Nation did not have the connotation of 'nation' in the nineteenth. He speaks of language as a bond, and he speaks of soil as a bond, and the thesis, roughly speaking, is this: That which people who belong to the same group have in common is more directly responsible for their being as they are than that which they have in common with others in other places. » I. Berlin, *The Roots of Romanticism*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 71.

nation allemande[155], le philosophe défend l'idée que si les Allemands possèdent une certaine unité culturelle, à trouver dans une langue spécificatrice de leur germanité, ils doivent cependant se constituer en véritable corps politique pour réaliser les idéaux modernes. Comme le souligne Gérard Mairet à cet effet, il est impératif pour Fichte que les Allemands assument le principe d'autonomie à travers l'institution d'une république (c'est ce qu'il souhaite, en admirateur de la Révolution française), qui pourra « donner au peuple allemand la dimension d'un moi collectif, et le faire exister comme peuple, c'est-à-dire comme sujet commun de la liberté[156] ». Car « pour que la nation existe, il faut donc un peuple en lequel elle prendra corps, qui en sera la chair[157] ».

Ces précisions sur le caractère dialectique du peuple-nation, dont la philosophie du droit de Hegel fournit une bonne illustration lorsqu'il est question d'articuler dans les institutions politiques la fidélité à « l'esprit d'un peuple » à la réalisation de la Raison dans l'histoire[158], participent à nous montrer la complexité des sociétés démocratiques modernes. En effet, c'est bien à travers une articulation serrée entre politique et culture que nous pouvons comprendre les spécificités des communautés nationales. D'un côté, il faut considérer que le peuple se précise comme un sujet politique, détenteur de la souveraineté et réalisateur en puissance du principe moderne d'autonomie ; de l'autre, il convient de reconnaître que ce peuple s'enracine dans un lieu, une culture et une mémoire commune, prenant la forme historique de la communauté nationale[159]. En un sens, sans qu'ils soient radicalement séparés, Fernand Dumont a raison de distinguer, dans ses *Raisons communes*, « État » et « nation » : si « l'État se définit par la citoyenneté[160] », « la nation est d'abord la communauté d'un héritage historique[161] ». Cette distinction nous permet de considérer les deux pôles qui fondent les sociétés démocratiques modernes. Le premier, qui renvoie à l'armature politique qu'est l'État mais également aux autres institutions de délibération, se présente comme l'ensemble d'appareils permettant au peuple d'exister comme le détenteur

155 J. G. Fichte, *Discours à la nation allemande*, Paris, Actes Sud, 1992.
156 G. Mairet, *Le principe de souveraineté*, *op. cit*., p. 112.
157 *Ibid*.
158 G.W.F. Hegel, *Principes de philosophie du droit*, Paris, PUF, 2013.
159 D'une « communauté imaginée », telle que le veut la très célèbre formule consacrée, qui implique le partage par ses membres d'un certain imaginaire national. B. Anderson, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 2006.
160 F. Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1995, p. 55.
161 *Ibid*., p. 53.

de la souveraineté, de s'instituer comme *demos*. Le second, quant à lui, représente le fondement communautaire des sociétés modernes, qui trouve sa forme dans la nation. Ainsi, la nation peut être considérée comme une réconciliation de l'universalisme rationaliste et du particularisme romantique, car il est autant question de réaliser les idéaux modernes que de leur donner chair dans un lieu propre. Comme le souligne Freitag, « il n'y a par définition de nation que particulière[162] », et ce bien qu'elle comporte « une dimension universaliste[163] ». Ainsi que le rappelle avec justesse Pierre Manent, « le principe démocratique […] a besoin, pour devenir réalité, d'un *corps* – d'une population délimitée par des frontières et d'autres caractéristiques, d'une population *définie*[164] ». Ce corps, c'est le *peuple national*, comme lieu du *demos*.

*

L'assomption historique du *demos* par la nation ne suppose cependant pas qu'elle constitue nécessairement l'horizon indépassable des sociétés politiques, comme si elle achevait la « fin de l'histoire », ni qu'elle soit la seule entité à même d'assumer le principe démocratique ou simplement le monde commun (ce qui est historiquement et factuellement faux). À travers les époques, l'idéal démocratique a pu être porté à différentes échelles, notamment à de communes historiques que sont Paris en 1871, l'Aragon de la Guerre d'Espagne en 1936 ou Budapest en 1956, agissant comme des références pour les courants libertaires, municipalistes et partisans de la démocratie directe. Nombreuses sont les manifestations, même avant la modernité, des « expériences plébéiennes[165] », qui représentent la quête d'un autre *demos*. Un anthropologue anarchiste comme David Graeber ira même jusqu'à dire que la démocratie comme pratique n'a rien à voir avec la tradition occidentale[166], mais serait plutôt à trouver du côté de différentes communautés autochtones ayant marqué l'histoire humaine. Si ces remises en question d'un récit vraisemblablement occidentalo-centré sur les pratiques politiques et démocratiques

[162] M. Freitag, *Nation, ville, architecture*, *op. cit*., p. 83.
[163] *Ibid*.
[164] P. Manent, *Cours familier de philosophie politique*, Paris, Gallimard, 2004, p. 115.
[165] Voir M. Breaugh, *L'expérience plébéienne*, Paris, Payot, 2007.
[166] D. Graeber, *La démocratie aux marges*, Paris, Flammarion, 2014.

s'avèrent salutaires, il n'en demeure pas moins que l'essentiel de ces utopies libertaires se limitent généralement à l'idéalisation d'un *moment plébéien*, « insurrectionnel » et « fugitif », souvent célébré car ne s'étant justement pas institué[167]. De plus, ce que Castoriadis nomme le « germe grec[168] » de l'Antiquité athénienne a incontestablement nourri un puissant imaginaire pour la quête d'égalité politique en Occident, malgré ses profondes contradictions historiques. Si la modernité se réapproprie de façon imparfaite l'idéal antique de la démocratie, elle puise néanmoins à sa source pour fournir une certaine vision de l'égalité politique, dans un procès qui, tel que le note Rosanvallon, s'avère toujours inachevé[169]. Par ailleurs, Castoriadis prenait soin de souligner que, malgré son propre antinationalisme avéré, la nation captait l'imaginaire politique des sociétés modernes[170]. C'est cette puissance symbolique qui permet de donner une chair aux représentations d'une certaine communauté politique, de s'autoconstituer comme sujet et de donner à voir un certain *peuple* (mythologisé), conçu comme totalité[171]. Cette chose constatée, elle n'empêche pas de garder en tête ce que Freitag soulignait lui-même à propos de la complexité de tous les ensembles sociaux : « Il faut donc admettre que le concept de société, sans cesser d'être compris dans un sens réaliste, possède lui aussi une "géométrie variable" et qu'il désigne des réalités dont les modalités et les formes d'intégration ne se recoupent pas nécessairement sur un même espace social, ni sur l'ensemble des champs de la pratique[172] ».

---

[167] J. Y. Thériault, *Sept leçons sur le cosmopolitisme*, Montréal, Québec Amérique,
[168] C. Castoriadis, *D'Homère à Héraclite* (*Ce qui fait la Grèce I*), Paris, Seuil, 2004.
[169] P. Rosanvallon, *La démocratie inachevée*, Paris, Gallimard, 2003.
[170] C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit*., p. 223-224.
[171] Voir notamment S. Vibert, « L'État-nation souverain : un espace de totalisation comme condition du pluralisme », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 16/num. 2, 2008, p. 401-410.
[172] M. Freitag, « La société : réalité sociale-historique et concept sociologique », texte inédit, 2003, p. 25. En ligne (*Classiques des sciences sociales*) : https://classiques.uqam.ca/contemporains/freitag_michel/la_societe/la_societe_texte.html, (page consultée le 11 février 2025).

CHAPITRE 2
DÉFINIR LE POPULISME :
ESQUISSE INITIALE D'UNE CONFIGURATION IDÉOLOGIQUE PARTICULIÈRE

Introduction

Dans ce chapitre préliminaire, nous nous proposons de définir plus généralement ce que nous entendons par populisme afin de circonscrire convenablement l'objet de notre travail. Plus précisément, il s'agit de dessiner à gros traits le squelette théorique du populisme, en mobilisant plusieurs des contributions essentielles de la littérature sur le sujet. Ce survol nous permettra de rendre compte du noyau du populisme, dont la nature réside dans une configuration idéologique fondée sur l'opposition fondamentale entre un *peuple* et une *élite*, structure investie par différentes idéologies, dont le *national-populisme*, représentant une sorte d'idéaltype privilégié de ce phénomène politique.

Pour réaliser cette première analyse, nous procédons en plusieurs points. D'abord, il s'agira de prendre connaissance de la nature difficilement saisissable du populisme comme concept, tout en dépassant la thèse nominaliste du « mirage conceptuel[173] » (possédant cependant son intérêt), qui fait ressortir sa logique foncièrement polémique. Une fois celle-ci dégagée, il sera question de présenter les différentes formes de l'appel au peuple, se déclinant en axes : celui de l'identité culturelle (*ethnos*), de l'appartenance socio-économique (*plebs*) et de la subjectivité politique (*demos*). Ces bases posées et une fois exposé brièvement le sens de l'opposition entre la thèse du populisme comme *style* et celle qui voit en lui une *idéologie*, nous trancherons à mi-chemin en parlant de celui-ci comme d'une *configuration idéologique*, dont la structure réside dans une survalorisation polémique du peuple, en lutte contre une figure de sa négation (élite, étranger). Le populisme, qui oppose un imaginaire du peuple « concret » et « moral » à une élite corrompue et coupée du réel, prend généralement sa forme politique dans le *national-populisme*, possédant une symbolique idéologique plus substantielle.

[173] P.-A. Taguieff, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième siècle*, vol.56, n°1, p. 8.

2.1 Flou conceptuel et « complexe de Cendrillon »

Terme plurivoque copieusement utilisé dans la sphère politico-médiatique, essentiellement dans une optique de disqualification, le populisme apparaît au premier abord comme un véritable « mot en caoutchouc[174] », canalisant supposément en son sein plusieurs des tendances les plus menaçantes de l'époque contemporaine : celles de l'autoritarisme et de la tyrannie de la majorité, de la démagogie, de l'intolérance, du refus des institutions, de l'irrationalité, ou encore de l'extrême droite. Suivant la formule célèbre d'Isaiah Berlin, abondamment relevée dans les études sur le phénomène, la définition du populisme s'apparenterait à un véritable « complexe de Cendrillon » : il serait une chaussure toujours à la recherche du pied qui arrive à la chausser[175]. Depuis, force est de constater que les entreprises définitoires ne manquent pas, tant la littérature sur le sujet se fait abondante en science politique[176]. Et s'il semble maintenant possible d'en dégager une définition minimale (ce que nous ferons plus loin), il faut d'abord prendre connaissance du fait que le qualificatif de « populisme » prend en premier lieu la forme d'une étiquette, d'une catégorie repoussoir agissant, tel que le note Taguieff, comme un « opérateur d'illégitimation[177] ». C'est précisément cette dimension disqualificatrice qui jette un certain flou sur la réalité du phénomène : il s'agit de « marquer l'extrémisme[178] », de rendre compte d'une « dérive », de désigner un danger pour le bon fonctionnement des démocraties libérales. Qualificatif négatif, voire polémique, il n'est d'abord (jusqu'à récemment), pratiquement jamais mobilisé par les principaux intéressés, représentant plutôt, comme le souligne Christian Godin à la suite de Ricoeur, un « discours de l'autre[179] ». Ainsi, il serait tentant de surtout classer le terme dans la catégorie des insultes politiques, échouant à nous éclairer sur la nature de ce « populisme », car incarnant trop souvent, comme l'écrit Taguieff, un « opérateur d'amalgame permettant de stigmatiser, en les rassemblant abusivement, un certain nombre de phénomènes ou de leaders jugés

---

[174] P. Rosanvallon, *Le Siècle du populisme*, Paris, Seuil, 2020, p. 9.
[175] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, Paris, Fayard, 2000, p. 16.
[176] C'est ce que souligne notamment Pascal Perrineau, en 2021 : « la littérature sur le populisme est prolifique, et c'est par milliers que l'on peut compter les livres, articles et chapitres d'ouvrages qui lui sont consacrés ». P. Perrineau, *Le populisme*, Paris, PUF, 2021, p. 5.
[177] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, Paris, Flammarion, 2007, p. 93.
[178] *Ibid*., p. 114.
[179] Ch. Godin, « Qu'est-ce que le populisme ? », *Cités*, PUF, 2012/num. 49, [En ligne] https://www.cairn.info/revue-cites-2012-1-page-11.htm, p. 12.

détestables ou redoutables par celui qui les dénonce[180] ». C'est cette mauvaise réputation terminologique qui amène un Jacques Rancière, par exemple, à qualifier le populisme d'« introuvable[181] », lorsqu'il ne sert pas de camouflage à des esprits élitistes qui feraient en fait preuve d'une « haine de la démocratie[182] ».

Face à cette tendance bien réelle, qui participe d'ailleurs à tracer en creux une certaine figure de la démocratie idéale, c'est-à-dire pacifiée, ouverte, exempte de démagogie et de dynamiques autoritaires, encadrée par de bonnes institutions de même que composée d'élites rationnelles et exemplaires, il n'en demeure pas moins qu'il serait une erreur, selon notre point de vue, de se débarrasser trop hâtivement de ce concept. D'abord, car comme nous venons tout juste de l'évoquer, il participe, comme catégorie négative, à préciser l'*Autre* de la démocratie libérale (souvent une droite autoritaire), à partir du point de vue de bon nombre de ses thuriféraires[183]. De plus, comme le soulignent, en 2000, Yves Mény et Yves Surel,

> [e]n réalité, l'utilisation multiforme et anarchique du mot « populisme » est un élément essentiel. Elle traduit certes l'ambiguïté et l'imprécision du concept, sa capacité à s'ajuster à des situations diverses et composites, mais témoigne aussi de la difficulté des observateurs à qualifier de manière plus précise les nouveaux modes d'expression politique qui sont apparus dans de nombreux pays au cours de la dernière décennie[184].

Suivant cette perspective, le terme de populisme, comme objet protéiforme et ambigu, participe à nous informer sur une conjoncture politique particulière, dont la nature échapperait en partie à plusieurs de ses commentateurs. Mais aussi, et c'est ce que nous développerons dans le prochain point, car les études sur le phénomène tendent à s'entendre sur un premier élément de définition, qui donne une solidité minimale à la chose : il s'agit d'un discours polémique, qui implique deux acteurs, en opposition radicale : le *peuple*, sujet dominé, en lutte contre l'*élite*, les dominants.

---

[180] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 117.
[181] J. Rancière, « L'introuvable populisme », A. Badiou et al., *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique, 2013, p. 135.
[182] J. Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.
[183] Ce que Federico Tarragoni nomme la « populologie ». Nous aurons l'occasion de revenir sur ce concept. F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte, 2019, p. 59.
[184] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., pp. 12-13.

2.2 Le peuple et l'élite : une structure polémique

Les études sur le populisme tendent effectivement à mettre d'accord, à première vue, la majorité des politologues sur sa teneur, qui tourne autour de deux critères : l'*appel au peuple* et la *critique des élites en place*[185], conformément à ce que Margaret Canovan relevait déjà dans son étude classique[186]. Des auteurs contemporains comme Cas Mudde et Cristobal Rovira Kaltwasser, par exemple, voient dans ce phénomène « *une idéologie peu substantielle qui considère que la société se divise en deux camps homogènes et antagonistes, le "peuple pur" et "l'élite corrompue", et qui affirme que le politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple*[187] ». Même son de cloche chez le politologue allemand Jan-Werner Muller : « les populistes considèrent que des élites immorales, corrompues et parasitaires viennent constamment s'opposer à un peuple envisagé comme homogène et moralement pur – ces élites n'ayant rien en commun, dans cette vision, avec ce peuple[188] ».

C'est effectivement en opposant le peuple, considéré pour ses vertus intrinsèques, aux élites, les « gros[189] », que se structure généralement le discours populiste. Traçant ou rendant compte d'une ligne de fracture, c'est souvent comme rhétorique qu'on désigne le populisme, représentant, selon Pierre-André Taguieff, un « style[190] » plus qu'une idéologie politique. En effet, et comme nous l'avons souligné préalablement, le terme semble particulièrement élastique et ne pas renvoyer à une doctrine claire. Selon Ernesto Laclau, un des théoriciens majeurs du populisme, il s'agirait en fait d'une structure discursive, se fondant dans le « vague et l'indétermination[191] », ce qui n'est pas un défaut pour lui, mais plutôt la preuve des spécificités tant du phénomène que de la réalité socio-politique[192].

---

185 P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit*.
186 M. Canovan, *Populism*, Londres, Junction Books, 1981, p. 294.
187 C. Mudde et C. R. Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, La Tour-d'Aigue, L'Aube, 2018, p. 19.
188 J. W. Muller, *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Gallimard, 2018, p. 51.
189 Ce que notait Pierre Birnbaum dans son ouvrage devenu classique sur la question, *Genèse du populisme : Le peuple et les gros*, Paris, Fayard, 2010.
190 P.-A. Taguieff, « Le populisme et la science politique », *op. cit.*, p. 8.
191 E. Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008, p. 85.
192 Il sera l'occasion, plus tard, d'aborder brièvement les caractéristiques de l'approche d'Ernesto Laclau, un des théoriciens du « populisme de gauche ».

N'allant pas aussi loin que Taguieff ou Laclau, Mudde/Rovira Kaltwasser et Federico Tarragoni, qui ne s'entendent pas sur les finalités du populisme, sont cependant d'accord pour dire qu'il s'agit d'une « idéologie minimale ». En effet, Mudde et Kaltwasser soulignent que le populisme est une idéologie malléable mettant le « peuple » de l'avant, mais qui a toujours besoin de s'arrimer à une « idéologie hôte[193] » pour incarner un projet politique (conservateur, progressiste, nationaliste, socialiste, etc.). Il ne fait qu'orienter la formation politique vers une conception dichotomique de la société, opposant le « peuple » (défini par l'idéologie) aux « élites ».

Afin de donner corps à un concept qu'il entend réhabiliter, Federico Tarragoni ancre plus fortement le populisme dans ses origines, qu'il qualifie de « radicale[s], contestataire[s] et plébéienne[s][194] ». Selon lui, le populisme doit être appréhendé comme un véritable courant politique qui, des *narodnikis* russes au bolivien Evo Morales, en passant par le *People's Party* étatsunien et l'Argentine péroniste, relève d'une « tradition idéologique et historique [qui] est celle d'une critique plébéienne et radicalement démocratique[195] ». Surgissant dans des périodes de crise de la démocratie[196], le populisme représente pour Tarragoni un mouvement toujours à rattacher à la gauche, qui érige le peuple-plèbe, l'ensemble des « subalternes », en sujet politique, contre les instances qui le nient. En effet, s'il n'est pas un courant ayant son manifeste ou son programme propre, comme les grandes idéologies que sont le socialisme, le communisme ou le fascisme, il faut comprendre le populisme, pour le sociologue italien, comme une tentative de radicalisation de la démocratie (tout en considérant, avec Claude Lefort, son indétermination structurelle[197]), qui ne définit pas le peuple en termes d'« *ethnos* », ce qui serait selon lui plutôt la spécificité du nationalisme, dont il se distinguerait clairement[198].

193 C. Mudde et C. Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, *op. cit*., p. 38.
194 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 14.
195 *Ibid*., p. 352.
196 *Ibid*., pp. 162-163.
197 C. Lefort, *Essais sur le politique*, Paris, Gallimard, 1986.
198 *Ibid*., p. 50.

2.3 Des peuples, des populismes : *ethnos*, *demos*, *plebs*

L'interprétation particulière que Tarragoni propose du populisme nous amène à un des principaux défis dans la définition de ce concept : celui d'identifier de quel « peuple » le populisme se revendique. Car si nous acceptons d'abord comme prémisse que le populisme implique une logique d'opposition aux élites en place, à partir d'une certaine façon de faire appel au peuple, il reste à rendre compte de quoi celui-ci est-il le nom. On peut dégager, globalement, trois façons de définir le peuple : comme *demos*, comme *ethnos* et comme *plebs*[199].

En tant que *demos*, le peuple est compris essentiellement comme une entité politique, à rapprocher de la notion de souveraineté populaire. En effet, c'est bien le peuple de la démocratie prise dans son sens le plus fort (c'est-à-dire comme *régime*), où ses sujets incarnent une volonté propre (une *volonté générale*[200]). C'est cette compréhension du peuple qui traverse majoritairement la pensée politique classique (antique et moderne)[201], comme détenteur symbolique du pouvoir et sujet politique de la modernité[202], du régime de l'*autonomie*. Si le terme de *demos* est ambigu, car il suppose un sujet politique, un ensemble de citoyens lui-même à définir et circonscrire, c'est ce populisme se réclamant d'un peuple politique et souverain qui est le plus susceptible de mettre de l'avant les procédés de radicalisation de la démocratie (référendums, convocations, etc.), jusqu'à parfois se revendiquer de la *démocratie directe*, voire tomber tendanciellement dans ce que Taguieff appelle l'« hyperdémocratisme[203] », c'est-à-dire dans une exaltation exagérée de la capacité d'autogouvernement du peuple.

Comme *ethnos*, le peuple est envisagé en tant que communauté de culture, dans son acception la plus large. Dans la modernité, l'*ethnos* prend la forme de la nation, même si

---

[199] Voir notamment J.-F. Kervégan, « Peuple » *in* P. Raynaud et S. Rials, *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, pp. 541-544.
[200] Dont Jean-Jacques Rousseau a formulé la définition la plus marquante dans son *Contrat social* de 1762, inspiration intellectuelle majeure de la Révolution française. J.-J. Rousseau, *Du Contrat social*, Paris, Gallimard, 1964.
[201] Lorsqu'il est pensé sur un mode « positif », et non comme règne de la « populace » ou de la « foule », ce que l'on nomme « l'ochlocratie ».
[202] G. Mairet, *Le principe de souveraineté*, Paris, Gallimard, 1997.
[203] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, Paris, Flammarion, 2007, p. 289.

elle comporte nécessairement une dimension politique la dépassant[204]. Le peuple-*ethnos* se rapproche au niveau sémantique du terme allemand *Völk*, peuple compris comme une « entité à caractère organique préexistante qui dépasse et conditionne les individus[205] ». C'est souvent cette définition allemande, fichtéenne et herdérienne[206], de la nation-culture qu'on oppose à la française, celle d'Ernest Renan, de la nation-politique[207], plus proche d'une association volontaire d'individus. Le populisme mettant de l'avant un peuple-*ethnos*, celui d'une communauté culturelle donnée, peut également s'opposer à l'État-nation, et s'exprimer sous la forme de régionalismes, comme le furent un temps la Lega Nord d'Umberto Bossi en Italie (avant de prendre un récent tournant souverainiste – donc défendant l'intégrité du territoire de la nation italienne – sous la gouverne de Matteo Salvini, rebaptisée simplement *Lega*) ou le Vlaams Belang (anciennement Vlaams Blok) en Belgique, ayant des ambitions séparatistes. Au-delà de cette dimension régionaliste (qui se réclament cependant de l'idée nationale), les appels au peuple compris comme *ethnos* sont généralement le lot des « national-populismes », et rappellent souvent ce qu'on désigne comme des populismes « de droite », voire d'« extrême droite » (mais ne s'y limitent pourtant pas[208]). Ils sont à rapprocher de ce que Taguieff nomme le « populisme identitaire[209] », qui vise à défendre le peuple dans son identité substantielle contre les « forces étrangères », au premier chef contre les flux migratoires. Il peut prendre des caractéristiques particulièrement xénophobes, voire conspirationnistes, dénonçant l'alliance des élites cosmopolites avec les intérêts de l'étranger[210].

Comme *plebs*, finalement, le peuple est entendu comme « la partie la plus basse de la population[211] », celle qui s'oppose aux dominants. Proche de ce qui est désigné comme la

---

[204] Voir notamment G. Delannoi, *La nation contre le nationalisme*, Paris, PUF, 2018.
[205] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, Paris, Fayard, 2000, p. 207.
[206] Voir notamment J. G. Herder, *Histoire et cultures*, Paris, Garnier-Flammarion, 2000.
[207] Celle du « plébiscite de tous les jours ». E. Renan, *Qu'est-ce qu'une nation?*, Paris, Flammarion, 2011, p. 75.
[208] En effet, il existe bon nombre de mouvements nationalistes et nationalitaires, comme les indépendantismes basques, corses, catalans, écossais, de même que les quêtes d'autodétermination autochtone au Canada et au Québec, qui s'inscrivent dans des idéaux culturels-identitaires qui ne sont que rarement associés au « populisme », fort probablement car l'usage de ce terme polémique vise à marquer un caractère sulfureux qui se manifesterait plus clairement, du côté de ses détracteurs, lorsqu'il campe du côté des droites identitaires.
[209] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 227.
[210] *Ibid*., p. 228.
[211] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 195.

« populace », la plèbe incarne tantôt la « multitude » des dominés, tantôt un « peuple-classe[212] » comme le *prolétariat*. Car si le *demos* est le peuple primordialement politique et l'*ethnos* le peuple de culture, la *plebs* renvoie aux caractéristiques proprement sociales du peuple, comme classe. Ce sont les « classes populaires », mais ce peuple peut également être envisagé comme l'ensemble des *subalternes*, ce qui est l'apanage d'un certain populisme de gauche[213]. C'est aussi à partir de ce point de vue sur le peuple qu'on peut envisager les mouvements à sensibilité ouvriériste, ainsi que les éloges du « petit peuple[214] » ou du traditionnel « bon sens populaire », ayant un sens de la vertu, de la solidarité et de l'honneur qui s'inscrirait radicalement en faux contre l'immoralité supposée des puissants[215]. Les populismes qui mettent de l'avant ce peuple-classe fonctionnent généralement à l'opposition entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas[216] », les petits travailleurs contre le grand capital, du « mur d'argent » aux « Deux cents familles[217] ». Nous pourrions également rapprocher ce type de discours populiste de ce que Taguieff appelle le « populisme protestataire[218] », qu'il distingue du « populisme identitaire » précédemment évoqué. Alors que le second trace une frontière essentiellement horizontale, entre le vrai peuple (ceux d'ici) et ce qui lui est étranger (ceux d'ailleurs), le premier opère une division verticale, séparant, comme nous l'avons déjà mentionné, les « petits » et les « gros », les dominés et les dominants.

Le populisme défendant les « petits » peut prendre de multiples visages, qui vont de l'ouvriérisme au plébéianisme. Si on peut être tenté de le classer à gauche, il serait très réducteur de l'envisager uniquement ainsi : le poujadisme des années 1950 en France était

---

212 *Ibid*.
213 Comme celui dont se revendique Tarragoni, où le populisme démocratique est conçu comme un agrégat de peuples subalternes. F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., pp. 357-362.
214 Ce qu'on trouve dans le classique du grand historien national français, Jules Michelet : *Le Peuple*, Paris, Flammarion, 1992. Plus récemment, l'essayiste Michel Onfray s'est également adonné à l'exercice, dans un livre consacré aux Gilets jaunes. M. Onfray, *Grandeur du petit peuple,* Paris, Albin Michel, 2020.
215 La notion de George Orwell de *common decency* (décence ordinaire), propre au sens populaire d'entraide, de limite et de générosité, est ici une bonne expression, sur le terrain de la moralité, de ce « populisme des petits ». Voir notamment J.-C. Michéa, *Orwell éducateur*, Paris, Climats, 2009 et B. Bégout, *De la décence ordinaire*, Paris, Allia, 2017.
216 I. Errejon dans C. Mouffe et I. Errejon, *Construire un peuple*, Paris, Cerf, 2015, p. 163.
217 La dénonciation des « Deux cents familles », grande bourgeoisie étant censée dominer la France des XIX^e^ et XX^e^ siècles, est une forte expression de cet imaginaire populiste. P. Birnbaum, *Genèse du populisme*, *op. cit*., p. 9.
218 P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 221.

un mouvement emblématique de cette défense des humbles, compris dans ce cas comme l'ensemble des petits artisans et commerçants, à partir d'une perspective radicalement conservatrice. Il est l'expression d'un mouvement comportant une dimension protestataire et identitaire, se réclamant d'un peuple de petites gens, celui de la nation enracinée dans son terroir et son identité traditionnelle, nécessairement en opposition aux « financiers apatrides », aux « technocrates » et aux « trusts internationaux »[219]. Son de cloche assez similaire chez un Jean-Marie Le Pen, qui tend à mêler nationalisme agressif et ouvriérisme[220], synthétisant, de façon opportuniste, son opposition au « mondialisme ». Le mouvement péroniste argentin, de son côté, que l'on qualifie souvent de « national-populiste[221] », se caractérise par un appel au peuple-nation ainsi qu'à la plèbe que sont les « *descamisados* », les ouvriers sans-chemises, gens de peu et cœur d'une patrie dominée par l'impérialisme *yankee*[222]. Le péronisme, mais aussi le gétulisme au Brésil[223], incarnent un populisme rassemblant plusieurs types d'appel au peuple, et qui échappe à la dichotomie traditionnelle droite/gauche. Finalement, bon nombre de populismes classés à gauche tendent à articuler le peuple-*demos*, politique, au peuple-*plebs*, ceux d'en bas, afin de faire des dominés le sujet politique de l'émancipation[224].

Si le terme de peuple renvoie à plusieurs définitions, il est impératif de considérer le populisme comme un phénomène composite, qui n'est pas exempt d'ambiguïtés. Les exemples précédemment énumérés nous permettent de rendre compte des différentes articulations possibles de l'appel au peuple, dans le cadre d'une mobilisation proprement populiste. Cette ouverture à différentes articulations discursives et politiques représente

---

219 P. Birnbaum, *Genèse du populisme*, *op. cit*., p. 98.

220 Et ce malgré son adhésion à la doctrine néolibérale et son anticommunisme viscéral. Pascal Perrineau parlera d'ailleurs de « gaucho-lepénisme », terme qui fera polémique, à gauche. Voir notamment P. Perrineau, « La dynamique du vote Le Pen : le poids du gaucho-lepénisme » dans P. Perrineau et C. Ysmal (dir.), *Le vote de crise : l'élection présidentielle de 1995*, Paris, Sciences Po, 1995, pp. 243-261.

221 Suivant le terme introduit par le sociologue uruguayen Gino Germani, spécialiste du péronisme et du populisme latino-américain. G. Germani, *Authoritarianism, Fascism and National Populism*, New Brunswick, Transaction Books, 1978.

222 Voir notamment G. Hermet « L'Amérique latine ou le populisme consolidé », dans *Les populismes dans le monde*, Paris, Fayard, 2001, pp. 205-247.

223 La doctrine national-populiste de Getulio Vargas, chef de l'*Estado Novo* au Brésil, qualifié de « Père du Peuple ». *Ibid*., p. 226.

224 Voir notamment l'ouvrage d'entretiens entre Chantal Mouffe, grande théoricienne du populisme de gauche et Inigo Errejon, numéro deux du mouvement politique espagnol Podemos, *Construire un peuple*. Ch. Mouffe et I. Errejon, *Construire un peuple*, *op. cit*.

selon notre point de vue une des spécificités des populismes, qu'il conviendrait maintenant de mettre au pluriel[225]. Ainsi se dégagent différents types de populisme, qui prennent d'ailleurs le pli d'une pluralité de traditions nationales, et se distinguent selon le fait qu'ils soient des *mouvements* ou des *régimes*[226], mais aussi selon leur contexte d'émergence.

2.4 Le populisme : une idéologie ?

Devant ce qui apparaît comme un objet politique particulièrement hétérogène (quel lien entre le populisme des *narodnikis* russes du XIX^e^ siècle et celui d'un Trump ou d'une Marine Le Pen, par exemple ?), il pourrait être facile d'abandonner le projet de définition du populisme comme idéologie, le rangeant plutôt dans la catégorie de la démagogie ou du seul style polémique. Or, nous pensons qu'il s'agirait d'une erreur. Comme peut l'écrire Rosanvallon, « l'assimilation fréquente des populismes à leur dimension protestataire, avec le style politique et le type de discours que cela entraîne, est une […] façon de ne pas en prendre la pleine mesure[227] ».

Or, la voie du populisme comme idéologie apparaît d'abord peu empruntable : tel que le note Guy Hermet, « à la différence des autres familles politiques, du traditionalisme monarchiste au marxisme en passant par le libéralisme, le socialisme, le fascisme ou l'anarchisme, le populisme ne compte ni théoriciens d'envergure ni doctrines élaborées[228] » – à l'exception, probablement, du populisme de gauche, qui a été véritablement développé plusieurs années après l'analyse du politologue[229].

Une fois cette difficulté importante relevée, il semble que, si l'on peut soutenir qu'il existe bien une pluralité (peut-être hétérogène) de populismes, pouvant radicalement se distinguer, s'opposer entre eux, il n'en demeure pas moins qu'ils comportent souvent des

---

[225] Tel que le font, avec justesse, les auteurs du *Dictionnaire des populismes* : « avant même de savoir ce qu'est *un populisme*, on constate donc qu'existent *des populismes*, d'ailleurs aussi variés dans leurs styles, leurs accents, leurs orientations, que les *peuples* auxquels ils renvoient, que les histoires et les cultures qui les ont nourris […]. », O. Dard, C. Boutin et F. Rouvillois, « Introduction » *in Dictionnaire des populismes*, Paris, Cerf, 2019, p. 8.
[226] Distinction de Taguieff. P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 189.
[227] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 12.
[228] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 70.
[229] Principalement dans C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*.

similarités indéniables : il est pratiquement toujours question de faire appel à un peuple, jugé authentique et moralement supérieur, à de mauvaises élites, voire à des incarnations de l'étranger, comme il est coutume au sein du populisme identitaire. Ce discours protestataire (car il n'est pas question de nier cette dimension), qui entend rendre compte d'une opposition primordiale, implique nécessairement le renvoi à un certain imaginaire du peuple, qui se décline normalement dans les trois formes précédemment évoquées de représentations du populaire : le *demos*, l'*ethnos* et la *plebs*. Ces différentes incarnations du peuple traînent avec elles un ensemble de représentations, de mythes, qui évoquent une figure idéalisée de la communauté, menacée par l'élite et/ou l'étranger, figure(s) de l'*anti-peuple*. Il est donc question, comme peuvent le souligner Laclau et Mouffe, de tracer une frontière politique[230], mais qui est nécessairement remplie par des imaginaires symboliques qui renvoient aux bases de la subjectivité politique moderne, aux formes de son être-ensemble. En effet, l'efficacité de ces mouvements réside dans leur capacité à mobiliser des images du peuple qui le légitiment comme sujet : elle implique une inscription minimale dans l'horizon démocratique, qui fait du *demos* le fondement du pouvoir[231] (et ce, même s'il est question de mettre de l'avant un peuple-classe ou un peuple-culture). Ces représentations populistes du peuple l'expriment généralement, tel que le souligne Rosanvallon, comme un « peuple-Un[232] », posé comme unitaire en soi, qui serait à même de s'incarner immédiatement comme volonté générale et qui coïnciderait directement avec son identité propre. C'est ce que défend Hermet, pour qui l'idéologie populiste privilégie le sentiment de plénitude mythique à la reconnaissance des modalités politico-institutionnelles de la représentation, s'exprimant sur deux plans :

> celui de son unité indissoluble par-delà les divisions malignes que les usages politiciens creusent en son sein, et celui de l'opposition manichéenne que les populistes établissent entre cette communauté humaine meurtrie par les intrigues de ses ennemis et une caste dirigeante indigne de gouverner[233].

Proposant une opposition dichotomique entre un peuple vertueux et des mauvaises élites, l'imaginaire populiste renvoie à un « peuple considéré comme formant une entité unique,

---

230 E. Laclau, *La Raison populiste*, *op. cit*., p. 110.
231 Ce que Margaret Canovan étudie dans son ouvrage sur le *peuple*, transportant également son *mythe*. M. Canovan, *The People*, Cambridge, Polity, 2005.
232 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 27.
233 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 74.

homogène, cohérente, porteur de vérité par essence[234] », impliquant également une mythification de son *sens commun*. Il porte en lui une certaine aspiration à une « démocratie immédiate[235] », fondamentalement polarisée par une opposition entre le « nous » du peuple[236] et son ennemi[237], l'anti-peuple (l'oligarchie, les technocrates, les élites ploutocratiques, les puissances étrangères, etc.). Il participe d'une idéalisation de la communauté populaire, posée comme « authentique, honnête avec [elle]-même, moral[e] donc, fidèle à des valeurs confirmées et avouables, inapte aux subterfuges, aux manœuvres et aux tromperies des politiciens et des puissants[238] ». Cette hostilité vis-à-vis des élites, qui prend une forte coloration morale, est un des fondements des représentations populistes, et fournit la base d'une idéologie politique qui tend à favoriser une démocratie directe qui, grâce à des référendums, serait à même de « rendre la parole au peuple[239] ».

Ainsi, cette propension à se défier de certaines des institutions politiques traditionnelles (notamment du parlement), s'avère représentative de l'idéologie populiste, favorisant plutôt une conception « plébiscitaire[240] » de la démocratie, qui se caractérise par sa dynamique « illibérale[241] ». En effet, s'il y a bien *appel* au peuple, c'est parce qu'un leader en fait l'acte, proposant d'incarner sa volonté. Contre les médiations représentatives de la démocratie libérale, il est effectivement question de procéder à une *incarnation* du peuple, ce qui serait rendu possible grâce aux qualités extraordinaires d'un chef charismatique, porte-voix des aspirations populaires. Car l'appui sur un leader est un autre élément fondamental du populisme, leader se présentant, comme l'écrit Rosanvallon, comme un « homme-Peuple[242] », une sorte d'incarnation charnelle de la volonté populaire. Renvoyant aux régimes césaristes et bonapartistes, tels qu'ils ont pu se déployer, à certains moments, aux XIX^{e} et XX^{e} siècles (second Empire de Napoléon III, régimes nationaux-populaires latino-américains, gaullisme, mais aussi fascismes, etc.), mais également à l'ère actuelle

---

234 I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, Paris, Gallimard, 2018, p. 34.
235 *Ibid*., p. 21.
236 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 31.
237 Suivant la dichotomisation schmittienne, qui fonde le critère du politique, et qui influence directement la pensée de Laclau et Mouffe. C. Schmitt, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 2009.
238 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., pp. 76-77.
239 Suivant la déclaration de Jean-Marie Le Pen en 1985. P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*. p. 39.
240 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 46.
241 P. Rosanvallon, *La démocratie inachevée*, Paris, Gallimard, 2000, p. 199.
242 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 47.

(Orbán, Erdogan, Poutine, etc.), le populisme favorise un chef qui se prétend en face-à-face direct avec son peuple, ce qui lui permettrait d'en incarner l'*esprit* et la *volonté*. Taguieff, dans ses riches typologies des populismes, note qu'ils représentent effectivement, très souvent, des mouvements et des régimes procédant à une « hyperpersonnalisation[243] », ce qui peut autant se manifester dans le caudillisme latino-américain (gétulisme, péronisme, etc.) que dans les national-populismes européens des années 1990-2000 (Haider, Le Pen, Fortuyn, etc.).

Hormis cet appui sur un tribun ou un homme providentiel, se prétendant comme à même de totaliser à lui seul le peuple (contre des élites ayant supposément confisqué le pouvoir), on note également, en consultant les études sur le populisme, que les politistes tendent souvent à en faire une posture « transidéologique[244] ». À distance des clivages politiques traditionnels, les options populistes se présentent régulièrement comme une « troisième voie[245] », qui transcenderait tantôt l'opposition droite/gauche, tantôt les deux partis hégémoniques dans un pays donné. D'où une tendance à former des « partis », souvent « antisystèmes[246] », qui se posent comme « bloc », « rassemblement », « front », « ligue »[247]. Si ce caractère transversal participe à rendre l'objet populiste plus difficilement saisissable, amenant certains à le ranger dans la catégorie des mouvements « postidéologiques[248] » (ce qui permettrait de les réduire à leur dimension uniquement performative), il nous semble qu'il participe surtout à définir ce phénomène comme ayant une certaine force de subversion, poussant à chambouler ou dépasser des clivages en place. En effet, comme les mouvements populistes naissent généralement « sur le terrain d'une crise[249] », ils tendent à mobiliser des options idéologiques hétéroclites (notamment dans

[243] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 225.
[244] Ce que Tarragoni classe cependant parmi les idées reçues des études sur le populisme, suivant son interprétation uniquement plébéienne du phénomène, comportant sa part d'intérêt, mais à laquelle nous n'adhérons pas globalement. Nous préciserons ce point plus loin. F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 78.
[245] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 220.
[246] G. Sartori, *Partis et systèmes de partis*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2011, pp. 195-198.
[247] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 100.
[248] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*.
[249] P. Rosanvallon, « Penser le populisme », in C. Colliot-Thélène et F. Guénard, *Peuples et populisme*, Paris, PUF, 2014, p. 21.

une perspective stratégique) et à se présenter comme le parti de la réconciliation du peuple, de la nation[250].

Suivant ce point de vue, il est possible d'avancer que les mouvements populistes s'affirment très souvent dans des conjonctures particulières, ce qui les caractériserait comme l'expression d'un « moment politique[251] ». En effet, c'est pratiquement toujours sur fond de période trouble[252] qu'émergent ces mouvements protestataires, se pointant, avec un style démagogique caractéristique de ces moments, comme l'ultime option à même de « sauver la démocratie », de « rétablir l'unité nationale », de « redonner la parole au peuple », de « sortir les sortants[253] ». Ces dynamiques portent avec elles, comme nous l'avons dit, une certaine mythologie du peuple, amené à s'imposer radicalement face à des institutions juridico-politiques (supposément) perverties par les élites en place.

Mény et Surel, dans leur analyse du phénomène, rappellent effectivement que la démocratie moderne repose sur deux piliers : « constitutionnaliste » et « populiste »[254], et qui peuvent potentiellement entrer en contradiction. C'est également ce que soutient Chantal Mouffe, pour qui le régime pluraliste moderne articule deux traditions distinctes, celle du libéralisme (donc du constitutionnalisme) et de l'idéal démocratique (souveraineté populaire)[255]. Ces deux tendances, fondamentales pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie libérale, tendent pourtant à s'opposer l'une à l'une, ce qui participe à faire du régime représentatif un bricolage précaire : elles sont l'expression d'une opposition entre la figure de l'*individu*, détenteur de droits inaliénables, et celle du *peuple*, comme source de la légitimité politique. Or, les différentes périodes de l'histoire contemporaine sont souvent l'expression de moments favorisant tantôt la régulation juridico-libérale, tantôt celle de la *décision* du peuple souverain. À la suite du traumatisme de la Deuxième

---

250 Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., pp. 66-69.

251 Concept utilisé dès *Hégémonie et stratégie socialiste* (1985) par Laclau et Mouffe, qui continueront, dans leurs travaux ultérieurs, de penser le populisme comme moment particulier de la démocratie. E. Laclau et C. Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*, Paris, Fayard, 2018.

252 Cette dimension est relevée dans un nombre très importants d'ouvrages sur le sujet, la crise pouvant autant être d'ordre économique, culturel, politique, etc. Voir notamment, pour une analyse du contexte d'émergence du populisme européen contemporain (ce sur quoi nous aurons l'occasion de revenir plus loin), P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit.,* pp. 73-107.

253 Suivant la fameuse formule poujadiste. P. Birnbaum, *Genèse du populisme*, *op. cit*.

254 Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 38.

255 Sans toutefois défendre, comme Carl Schmitt, qu'il s'agit de deux traditions irréconciliables. C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*., pp. 27-28.

Guerre mondiale, les sociétés occidentales ont été à la recherche constante de mécanismes ayant la tâche de contenir le pouvoir politique, au profit du juridique et du libre-échangisme[256]. Reprenant la typologie de Mény et Surel, Stéphane Vibert soutient que le populisme s'affirme comme un « moment », représentant une « réponse aux excès du constitutionnalisme libéral[257] », qui se déploie dans la période contemporaine face aux effets juridico-politiques de la gouvernance néolibérale (dérégulation, privatisation, juridisme, recours abusif au transnational et aux instances non-élues[258], etc.). Ainsi, le populisme se pose comme une réaction au sein d'une conjoncture spécifique, qui implique une réactivation de l'idéal de souveraineté populaire face aux dynamiques impersonnelles propres au juridisme libéral, quitte à parfois apparaître comme moment de courte durée. Émergeant effectivement dans une période où la polarisation est à son comble[259], le populisme comme moment s'avère effectif quand il arrive à mobiliser des masses à partir de ce que Rosanvallon nomme les « émotions d'intervention[260] », soit l'énergie d'une « politique négative[261] » visant à prendre les moyens pour venir à bout des élites du pouvoir, considérées comme mauvaises (voire bien pire[262]). Mais cet accent mis sur les élites, comme incarnation des problèmes contemporains de l'être-ensemble, traduit en fait le profond *illibéralisme politique* du populisme[263], qui fournit selon nous son noyau. Car il s'agit bien souvent de *régénérer* ou *purifier* la démocratie face aux formes de régulation

256 Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit.*, pp. 41-45.
257 S. Vibert, « Le moment populiste de la démocratie » dans Ch. Delsol et G. De Ligio (dir.), *La démocratie dans l'adversité*, Paris, Cerf, 2019, p. 578.
258 *Ibid*., p. 580.
259 Comme le rappelle Ernesto Laclau, « le populisme exige la division dichotomique de la société en deux camps ». E. Laclau, *La raison populiste*, *op. cit*., p. 103.
260 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 72.
261 *Ibid*., p. 73.
262 Soit lorsqu'elle tend à quitter le champ traditionnel du conflit politique, pour se poser comme une véritable démonisation des élites, imaginées comme tirant les ficelles d'un projet diabolique, suivant un récit de facture conspirationniste. Voir L. Poliakov, *La causalité diabolique*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, P.-A. Taguieff, *Court traité de complotologie*, Paris, Minuit, 2013 et P.-A. Taguieff, *Du diable en politique*, Paris, CNRS, 2014.
263 Illibéralisme qui s'exprime dans sa dimension proprement politique, c'est-à-dire en s'opposant à certains piliers de la démocratie libérale, notamment à la ténue séparation des pouvoirs, car sur le plan économique, bon nombre de mouvements populistes peuvent effectivement favoriser le libéralisme (voire le néolibéralisme), comme un Bolsonaro, un Haider, un Berlusconi, un Jean-Marie Le Pen ou un Geert Wilders, ainsi que les partis anti-fiscalistes de la Scandinavie. Voir sur ce dernier point D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, Paris, Fayard, 2013, pp. 29-34.

impersonnelle, afin de proposer, grâce à un homme fort supposément attentif au peuple, une démocratie plus « incarnée »[264].

2.5 Le populisme comme configuration idéologique : pour une première définition sociologique

Pierre-André Taguieff, théoricien majeur du populisme, fut un de ceux ayant popularisé l'interprétation de ce phénomène politique comme un « style », qu'il ne serait pas possible, tel que nous l'avons évoqué au début du précédent point, de catégoriser comme une véritable idéologie. Ce choix épistémologique s'expliquerait par la nature profondément hétérogène du populisme, qui est donc « susceptible de mettre en forme divers matériaux symboliques et de se fixer en multiples lieux idéologiques, prenant la coloration politique du lieu d'accueil[265] ». Or, s'il est vrai que le phénomène tend à se caractériser par une certaine élasticité idéologique, donc difficile, *a priori*, à fixer théoriquement, le recours de Taguieff à la métaphore d'Isaiah Berlin sur l'épistémologie, qui oscille entre la méthode du « renard » et celle du « hérisson »[266], nous apparaît révélateur d'une posture plus nuancée qu'il peut l'affirmer lui-même à l'égard de la « nature » du populisme. Si les « hérissons » sont ceux qui sont susceptibles d'opter pour une vision moniste des phénomènes (jusqu'à l'essentialisme), alors que les « renards » favorisent un « pluralisme empirique » (jusqu'au rejet de la théorie), le politiste français, dans son refus de classer le populisme au rang des idéologies politiques, tendrait donc dans son analyse à opter pour la position du « renard », explorant la multiplicité des manifestations empiriques du populisme, au détriment de tout effort d'unification théorique[267]. Pourtant, Taguieff rappelle avec justesse qu'une analyse politique digne de ce nom impliquerait d'articuler les deux positions[268], tâche bien difficile mais qui aurait la qualité d'éviter de s'engouffrer dans les angles morts vers lesquels peut tendre chacune : l'essentialisme pour les

---

[264] Voir notamment G. Puppinck, « Gouvernance rationnelle *versus* démocratie charnelle », *in* C. Delsol et G. De Ligio (dir.), *La démocratie dans l'adversité*, *op. cit*., pp. 501-515.
[265] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 163.
[266] Méditation de 1953 du philosophe britannique qui prend la forme d'une nouvelle, et qui se présente comme une analyse de *Guerre et Paix* de Tolstoï. I. Berlin, *Le hérisson et le renard*, Paris, Les Belles Lettres, 2020.
[267] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., pp. 163-164.
[268] *Ibid*., p. 165.

« hérissons », le nominalisme nihiliste pour les « renards ». Afin de dénouer cette impasse, le politiste renvoie à la notion wittgensteinienne d'« air de famille[269] », qui permettrait de rendre une certaine unité aux phénomènes empiriques, ouvrant vers une possible classification.

Le travail de Taguieff nous apparaît effectivement comme une dialectisation réussie de ces deux pôles épistémologiques et méthodologiques, car il réussit à marier l'étude patiente des manifestations concrètes du populisme, la revue complète de la littérature sur le sujet, et l'interprétation du sens politique que prend le phénomène en question. Grâce à une typologie colossale, ce travail participe grandement à l'intelligence du phénomène : il est notamment question de rendre compte des populismes comme *régime*[270] et comme *mouvement*[271], comme *attitude*[272] et comme *rhétorique*[273], mais aussi comme *tradition*[274]. Or, la référence à cette dernière semble supposer l'existence d'une certaine pensée populiste, qui se distinguerait justement du style démagogique auquel on l'associe d'ordinaire : en prenant l'exemple russe, Taguieff défend l'idée qu'un tribun nationaliste comme Vladimir Jirinovski mobilise bien une rhétorique populiste, mais qu'il ne peut être associé à la tradition *narodnitschetvo*, telle qu'elle a pu se déployer dans le courant du XIX^{e} siècle en Russie[275]. Cette distinction s'avère intéressante, car elle ouvre justement, à notre sens, sur une interprétation des différentes manifestations idéologiques du populisme : d'un côté, il peut exister en Russie une tradition populiste particulière, qui prend forme autour de l'organisation *Terre et Liberté* (*Zemlia i Volia*) dans les années 1870, et qui mobilise un certain type de socialisme romantique pour unifier le peuple national russe des campagnes autour d'un projet révolutionnaire[276] ; de l'autre, on a pu voir émerger dans ce pays, suite à la chute de l'URSS, des partis nationalistes comme celui de Jirinovski, idéologiquement beaucoup plus proche de l'extrême droite européenne des années 1990, à la sauce

[269] *Ibid*.
[270] *Ibid*., p. 189.
[271] *Ibid*.
[272] *Ibid*., p. 193.
[273] *Ibid*., p. 140.
[274] *Ibid*.
[275] *Ibid*., p. 141.
[276] F. Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, Paris, Gallimard, 1972.

postcommuniste[277]. Les deux peuvent pourtant être rattachés à quelque chose comme des idéologies populistes, compte tenu du fait qu'il s'agit bien, dans les deux cas, de se poser en unificateur du peuple (national), contre des élites corrompues (qui plus est associées à l'étranger, à l'Europe)[278].

Dans sa typologie, Taguieff note également qu'il existe, aux côtés des populismes *attitude*, *régime* et *mouvement*, un *populisme-idéologie*[279], qui renvoie « à une tradition politico-culturelle plutôt que telle ou telle doctrine cohérente, rattachée ou non à un nom d'auteur[280] ». Ainsi, si le populisme n'est pas réductible à ses manifestations idéologiques, il semblerait que cette dimension existe bien, logeant dans la réalité sociale-historique de traditions nationales distinctes. Cette concession à la thèse qu'il puisse exister une *idéologie populiste*, au-delà de ses arrimages à d'autres courants et diverses figures du peuple, apparaît comme la preuve que le populisme, comme phénomène politique, déborde bien ses nominations[281] : il n'est plus une « illusion[282] », mais une véritable façon de penser le politique[283]. En effet, suivant ce point de vue maintenant compatible avec la thèse de l'idéologie minimale chez un Mudde[284], le populisme participe à modeler une certaine représentation du politique, qui « se reconnaît à son idéalisation du "peuple", à sa célébration fondatrice du "peuple", en tant que "sain", authentique, "naturel", vertueux, le plus souvent couplé avec la dénonciation de "ceux d'en haut" (intellectuels, financiers,

[277] En prenant, dans ce cas-ci, une posture également antisémite. G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 291.
[278] En étudiant les différents populismes russes contemporains (mais auxquels on pourrait rattacher également les *narodnikis*), Guy Hermet note d'ailleurs ce fait : « […] ces formations partagent toutes un langage et une symbolique très proche. Toutes s'expriment au nom des "nôtres" (nashi) face aux "autres", les agents de l'étranger, en reprenant par là une formule familière aux "Cent Noirs" [autre mouvement populiste russe du début du XX^{e} siècle, monarchiste et ultra-nationaliste]. » *Ibid*.
[279] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 190
[280] *Ibid*.
[281] Sans toutefois nier qu'en tant que terme polémique, le populisme est également un qualificatif à caractère disqualificatoire qui peut être abusivement utilisé.
[282] Car il s'agit bien du terme mobilisé dans le titre de l'ouvrage.
[283] C'est d'ailleurs le cœur de l'argument de Chantal Mouffe : le populisme rétablit le conflit politique dans des moments d'effacement des clivages. C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*.
[284] Taguieff souligne en effet « qu'il faut considérer les multiples traditions populistes, liées notamment aux spécificités nationales et aux orientations politiques données au populisme par les grandes idéologies (socialisme, nationalisme, anarchisme, etc.) avec lesquelles il entre en syncrétisme. » P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 191.

bureaucrates, etc.)[285] ». Si on ajoute la figure du chef et sa légitimation charismatique[286], nous nous retrouvons devant une certaine structure idéologique, certes articulable à d'autres traditions, mais qui pourrait être qualifiée comme celle qui favorise une « démocratie plébiscitaire », une « démocratie illibérale » ou plus généralement une « démocratie autoritaire[287] », et qui tend clairement vers l'antiélitisme, voire également l'anti-intellectualisme (du fait de sa priorité morale accordée au *sens commun*, plutôt qu'aux abstractions intellectualistes).

À cette lumière, il parait maintenant possible de dégager une certaine définition générale du populisme, compris comme phénomène politique. Discours polémique, il comporte plusieurs des caractéristiques d'une idéologie[288], mais s'avère trop hétéroclite pour se fixer en une seule (il peut être nationaliste, plébéien, démocratique, socialiste, etc.). Ainsi, en acceptant la thèse de Mudde/Kaltwasser qui postule que le populisme est une idéologie minimale, nous défendons l'idée, suivant un terme utilisé par Taguieff pour comprendre d'autres phénomènes particuliers, qu'il représente une « configuration idéologique[289] », structurée autour de cette opposition mythologique entre le peuple et l'élite. En effet, ce « concept » nous semble fournir une troisième voie d'interprétation du populisme, au-delà de l'opposition binaire entre sa réduction à un seul style, et la tentative d'en faire une idéologie achevée, cette dernière position tendant souvent à en faire une figure politique repoussoir, rattachée à l'extrême droite et au fascisme.

Le politiste italien Marco Tarchi, de son côté, parle du populisme comme d'une *mentalité*, celle qui

> conçoit le peuple comme une totalité organique artificiellement divisée par des forces qui lui sont hostiles ; lui attribue des naturelles qualités éthiques ; oppose son réalisme, sa laboriosité et son intégrité à l'hypocrisie, à l'inefficacité et à la corruption des oligarchies politiques, économiques, sociales et culturelles ; et

---

[285] *Ibid*., p. 190.
[286] Il est également question, dans la typologie de Taguieff, d'un « populisme-*type de légitimation* ». *Ibid*., p. 196.
[287] P. Ory, *Peuple souverain*, Paris, Gallimard, 2017, p. 59.
[288] Comprise ici comme une doctrine politique, claire et unitaire.
[289] Taguieff mobilise ce terme notamment pour comprendre la nature de l'antiracisme contemporain ainsi que du néo-progressisme, qu'il nomme le « bougisme ». P.-A. Taguieff, *Résister au bougisme*, Paris, Mille et une nuits, 2001, p. 15 et P.-A. Taguieff, *Les Fins de l'antiracisme*, Paris, Michalon, 1995.

> revendique sa primauté, en tant que source de légitimité du pouvoir, au-dessus de toute forme de représentation et de médiation[290].

Cette définition, riche, participe à donner corps à ce que nous considérons comme la configuration idéologique du populisme. En effet, si le populisme peut se manifester également comme « mentalité » et « vision du monde », c'est parce qu'il fournit un cadre idéologique plus général pour appréhender des dynamiques socio-historiques, à l'intérieur de la modernité politique. Puisant dans le mythe moderne du peuple, nous considérons effectivement que le populisme représente, *comme configuration idéologique*, *un discours de survalorisation morale d'un peuple considéré comme concret (souvent national) et unitaire contre des élites et des figures de l'étranger considérées comme coupées de la réalité organique de ce peuple, jusqu'à représenter pour celui-ci une menace (directe ou larvée) pour son intégrité.* S'appuyant une anthropologie holiste, le discours populiste s'affirme comme le recours à une « mythologie politique » centrée autour des quatre piliers dégagés par Raoul Girardet[291] : il se présente comme un culte de l'*Unité*, renvoie souvent à un *Âge d'Or*, recherche un *Sauveur* et tend à mobiliser un imaginaire de la *Conspiration*[292]. Ainsi, le cadre idéologique du populisme se précise comme la mobilisation d'un certain imaginaire du peuple qui s'inscrit globalement dans la trame narrative de la démocratie moderne, qui le pose comme sujet politique, contre ce qui apparaît comme un ennemi ou une instance de confiscation de son pouvoir, et qui menacerait de le dissoudre dans son être propre. Car le fond moral est important dans la protestation populiste : il participe de l'idéalisation d'un « peuple réel » opposé à des artifices et à un monde soi-disant étranger à ses vertus (celui des élites et des étrangers).

Si donc le populisme, au singulier, peut prendre la forme, selon ce que nous défendons, d'une configuration idéologique, l'usage du pluriel peut nous dévoiler plusieurs de ses déclinaisons. En effet, s'il est possible de distinguer des populismes comme types de régime, mouvement, rhétorique ou même comme anthropologie, il existe différentes

---

[290] M. Tarchi, « Un prince et une chaussure: où est-elle la princesse? ; le "complexe de Cendrillon" dans la science politique cinquante ans après », *Studia Politica : Romanian Political Science Review*, 17(4), p. 516. https://nbnresolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56315-3

[291] R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

[292] C'est aussi ce que défend le philosophe libéral Christophe de Voogd dans un entretien avec le Figaro. C. de Voogd, « De César à Trump : petite histoire du populisme », *Figaro Vox*, 01/07/2016, [En ligne], https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/07/01/31001-20160701ARTFIG00381-de-cesar-a-trump-petite-histoire-du-populisme.php.

manifestations idéologiques du populisme, dont la plus importante est fort probablement le « national-populisme[293] ».

2.6 Le national-populisme : catégorie privilégiée du populisme ?

Alors que le populisme peut effectivement être défini comme une sorte de configuration idéologique, qui renvoie à une opposition mythifiée entre un peuple et une élite, beaucoup de ses expressions tendent à prendre une coloration nationaliste, précisant par le fait même le peuple qu'il s'agit d'incarner. Car en effet, s'il convient de comprendre le populisme comme phénomène qui se déploie prioritairement à l'intérieur de la modernité démocratique, c'est parce qu'il traîne avec lui une certaine mystique du peuple comme sujet politique, s'inscrivant concrètement dans un cadre national. Comme le rappelle Pierre Manent, la nation est bien la « forme politique » de la démocratie moderne[294] : c'est elle qui a la tâche de mettre en forme la société comme ensemble politique particulier. Fondement de l'identité collective moderne, la nation totalise la société et lui donne les traits d'une communauté politique, mue symboliquement par la *volonté générale* du *Peuple*, compris comme corps souverain[295]. Ainsi, si la démocratie moderne se présente comme le régime politique assumant l'idéal d'*autonomie*[296], c'est parce qu'il fait du peuple le maître du destin de la société, à partir du moment où il sait, en tant que corps politique, se montrer à la hauteur des promesses de la Raison.

Or, c'est la nation qui lui donne son unité comme groupe humain. Si l'État, comme institution, l'unifie politiquement, et que la nation incarne une forme moderne de l'être-en-société, amenée à sublimer, comme « communauté de citoyens[297] », les différences ethniques, il n'en demeure pas moins que la forme nationale comporte un important fond culturel, se présentant comme une communauté historique, porteuse d'une tradition propre. Tel que le rappelle Gil Delannoi, la nation, qui « existe sous une double forme politique et

---

[293] P.-A. Taguieff, « Le populisme et la science politique », *op. cit*.
[294] P. Manent, *Cours familier de philosophie politique*, Paris, Gallimard, 2001, p. 71.
[295] G. Mairet, *Le principe de souveraineté*, *op. cit*.
[296] Suivant la reprise gauchétienne de la pensée de Castoriadis, qui distingue régimes d'*hétéronomie*, dominé par l'ordre religieux, et celui d'*autonomie*, qui caractérise la révolution moderne. Voir M. Gauchet, *La révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007.
[297] D. Schnapper, *La communauté des citoyens*, Paris, Gallimard, 2003.

culturelle[298] », constitue une communauté humaine de type moderne à partir d'une « solidarité d'échelle intermédiaire[299] », plus grande que l'individu et plus petite que l'humanité[300], transportant avec elle une mémoire et un destin communs, de même qu'une (ou des) langue(s) nationale(s).

Ainsi, si la nation est la forme moderne qui assume le principe de *société*, inhérent au mode d'être humain, c'est notamment parce qu'elle brosse la figure du peuple d'une société donnée, aussi « introuvable[301] » serait-il. En effet, si le peuple est bien un *demos*, soit une collectivité politique à même d'incarner une volonté propre, c'est généralement comme un ensemble national, unifié par une histoire, une tradition, des institutions et des coutumes qu'il se symbolise. La puissance certaine de l'*imaginaire national* participe effectivement à tracer les contours d'une communauté particulière, pensée comme peuple-nation, terreau culturel de la démocratie de masse, et qui implique une référence négative, c'est-à-dire une figure de l'étranger participant à délimiter l'identité collective.

À cette lumière, il apparaît évident que ce que l'on nomme communément le « national-populisme » participe de l'investissement radical de cette identité culturelle des communautés politiques modernes. En effet, si, comme le souligne Catherine Colliot-Thélène, « les peuples des populismes excluent[302] », c'est non seulement parce qu'ils produisent une figure répulsive de l'élite, mais aussi parce qu'ils entendent tracer une frontière étanche entre nationaux et étrangers, amenant certains à parler d'idéologie « nativiste[303] ». Ce type d'opposition, dont le niveau de virulence polémique peut varier (il y a des marges considérables entre le patriotisme, la xénophobie ou le racisme/antisémitisme), renvoie à ce qui a été nommé plus haut, avec Taguieff, le *populisme identitaire*, qui participe d'une (sur)valorisation de l'identité nationale formant généralement une communauté politique démocratique. Mythifié comme homogène et souvent porté par un imaginaire du travailleur ordinaire, sorte d'incarnation de la richesse

---

298 G. Delannoi, *La nation contre le nationalisme,* Paris, PUF, 2018, p. 34.
299 *Ibid*., p. 51.
300 *Ibid*.
301 P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998.
302 C. Colliot-Thélène, « Quel est le peuple du populisme ? », dans C. Colliot-Thélène et F. Guénard (dir.), *Peuples et populisme*, Paris, PUF, 2015, p. 10.
303 C'est ce que relate Pascal Perrineau dans sa synthèse sur le populisme. P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit*., p. 40.

nationale et de la « majorité silencieuse », le peuple du national-populisme trouverait sa vertu dans son enracinement dans le territoire et son humilité supposée. Ce peuple national, qui aurait son identité substantielle et son unité dans des représentations communes et une moralité concrète, s'oppose comme nous l'avons dit aux non-nationaux, mais également à des élites conçues comme cosmopolites ou « mondialistes » : elles sont, comme l'écrit Taguieff, « rejetées dans la mesure où elles sont perçues comme le "parti de l'étranger", voire comme le "parti des étrangers"[304] ». Car en effet, la dénonciation des élites cosmopolites est un trait fondamental du national-populisme[305], celles-ci incarnant l'ennemi suprême de la nation car l'ayant trahie par l'oubli de ses intérêts fondamentaux et s'étant repliées dans un entre-soi intrinsèquement étranger à la réalité du petit peuple autochtone. Suivant cette perspective, les élites « transnationales » ou « post-nationales » sont l'incarnation concrète de l'idéologie libérale, favorisant autant l'individualisme abstrait, négateur des enracinements particuliers, que le libre-marché, source d'insécurité et de concurrence internationale pour le petit travailleur. Ainsi, il est naturel, selon Pierre Rosanvallon, que le populisme adopte une politique « national-protectionniste[306] », afin de s'opposer à une mondialisation qui déterritorialiserait les peuples et menacerait la masse des travailleurs nationaux. Contre ces élites malfaisantes, un homme providentiel nationaliste doit se lever et incarner la protestation populaire : Boulanger, Perón, Le Pen, Chavez, Orbán, Trump, etc.

Si le national-populisme peut apparaître probablement comme la manifestation idéologique la plus achevée du populisme, c'est parce qu'il trouve dans le mythe du peuple-nation le foyer au feu le plus ardent pour représenter à elle-même la communauté, pour mobiliser des *affects* qui se symbolisent dans un imaginaire collectif[307]. Cette efficacité de la référence nationale pour former un mouvement populiste repose effectivement sur sa capacité à évoquer la société comprise comme totalité, à partir du moment où justement, la

[304] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 228.
[305] Alexandre Dorna classait ce critère parmi les différents points définitoires des populismes contemporains, qui sont souvent rattachés au nationalisme en Europe. A. Dorna, « Le populisme : un concept sans théorie », *Libéralisme ou démocratie*, 13 mars 2006, [En ligne] https://interventions-democratiques.fr/articles/le-populisme-un-concept-sans-theorie.
[306] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 55.
[307] Suivant la logique discursive de la théorie du populisme selon Laclau, sans pour autant que cet imaginaire national ne se réduise au traçage circonstanciel d'une frontière politique. Voir E. Laclau, *La Raison populiste*, *op. cit*.

nation s'est historiquement incarnée comme un processus d'intégration des classes laborieuses dans les démocraties de masse[308]. Ainsi, nous voyons donc s'articuler ici les trois acceptions de la référence au peuple, nous permettant d'esquisser un idéaltype « total » du populisme : il est question d'un peuple national (*ethnos*), dont la majorité morale est représentée par les travailleurs ordinaires (*plebs*), qui doit réaffirmer sa volonté politique (*demos*) contre une élite (l'*anti-peuple*) qui lui a confisqué son pouvoir. Si le national-populisme peut prendre la forme de mouvements et être porté par des partis, c'est également la manifestation idéologique du populisme la plus susceptible de s'établir comme régime, en favorisant une « démocratie d'incarnation[309] » centrée autour d'un chef fort (qui tend à personnaliser la nation), et optant pour un certain isolationnisme (d'un point de vue économique et migratoire) afin de « protéger » la communauté nationale[310] (suivant une dynamique pouvant évidemment tendre vers la xénophobie).

Conclusion. La dynamique ambiguë du populisme

Résumons-nous brièvement : nous avons, dans ce chapitre, tenté de brosser une première esquisse du populisme comme phénomène sociopolitique, en en dégageant le noyau. Celui-ci réside dans la structure polémique du discours populiste, qui oppose de façon frontale un peuple à une élite. Cette structure est investie par l'appel à un peuple particulier, conçu comme *ethnos*, *demos* ou *plebs* (ou une articulation de ceux-ci). C'est ce cadrage autour du peuple comme incarnation d'une volonté politique propre (généralement homogène, voire « anti-pluraliste », tel que peut l'affirmer J.-W. Müller[311]) qui fait du populisme une « configuration idéologique », pouvant prendre, il est vrai, une certaine variété de formes, mais s'inscrivant globalement dans l'horizon de la modernité politique, représentant en quelque sorte son pendant « illibéral »[312]. Parmi ses cristallisations en une idéologie propre,

308 Tom Nairn cité *in* P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, Paris, PUF, 2015, pp. 38-39.
309 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 59.
310 Voir C. Jaffrelot, « Le populisme : définitions, implications et limites », *in* A. Dieckhoff, C. Jaffrelot et É. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Sciences Po, 2019, pp. 31-45.
311 J.-W. Muller, *Qu'est-ce que le populisme ?*, *op. cit*.
312 À partir du moment où il est possible de conceptualiser la démocratie moderne, tel que peut le faire Marcel Gauchet, comme un « régime mixte », comportant un vecteur téléologique (l'Histoire), ainsi que des vecteurs juridique (le droit) et politique. Si le libéralisme est l'idéologie du droit moderne, le « populisme » peut apparaître comme une survalorisation, suivant le détour par une *mystique du peuple*, du pôle politique de la démocratie moderne. Voir M. Gauchet, *La révolution moderne*, *op. cit*.

le national-populisme est probablement celle qui est la plus définie : elle est centrée autour de l'exaltation d'un peuple national par un leader entendant l'incarner, contre des élites et des figures de l'étranger qui le menaceraient dans son essence et représenteraient une source de corruption morale. Généralement à rebours de la conception libérale de la démocratie, le national-populisme favorise une démocratie plébiscitaire, car tend à associer les institutions parlementaires à la domination de mauvaises élites, préconise souvent des politiques protectionnistes et peut présenter une certaine hostilité vis-à-vis de l'étranger (notamment en ce qui a trait à l'immigration et aux institutions transnationales), menace pour la communauté nationale.

Suivant ces différents points dégagés, le populisme et sa figure proéminente, le national-populisme, ont la spécificité suivante : ils manifestent un rapport ambigu aux médiations de la société. D'un côté, il est question de radicalement mettre de l'avant des médiations illibérales (comme le chef, les référendums, la culture soi-disant « nationale-populaire ») en réaffirmant de façon véhémente l'identité culturelle et symbolique (réelle ou supposée) du peuple ; de l'autre, il se dévoile un certain culte de la volonté démocratique qui aurait la « qualité » de venir à bout des institutions politiques traditionnelles, considérées comme au service d'un système élitaire, étranger aux intérêts du peuple. Cette oscillation entre ces deux pôles, qui participe de la complexité du phénomène national-populiste, diffère selon les contextes d'émergence de ce type de mouvement politique. Ainsi, nous ne trancherons pas ultimement sur cette question ici, mais ouvrons plutôt sur l'analyse de cette dynamique dès les chapitres suivants, en proposant un examen du populisme et du national-populisme suivant deux moments interprétatifs : la dimension mythologique de ces phénomènes politiques, à dégager en s'attardant à l'histoire de ces mouvements, ainsi qu'une étude plus spécifique sur le sens que peuvent revêtir ses manifestations contemporaines dans les sociétés globalisées.

CHAPITRE 3

LA COMMUNAUTÉ MORALE DES TRAVAILLEURS-PRODUCTEURS : FONDEMENTS D'UNE MYTHOLOGIE NATIONAL-POPULISTE

Ces ouvriers ne servaient pas, ils travaillaient.

Charles Péguy, *L'Argent*.

I hold that if the Almighty had ever made a set of men that should do all the eating and non of the work, He would have made them with mouths only and no hands; and if He had ever made another class that He intended should go all the work and no eating, He would have made them with hands only and no mouths.

Abraham Lincoln, 1859.

Introduction

Le travailleur est une figure centrale pour les sociétés modernes. Son activité professionnelle, à laquelle il consacre l'essentiel de son temps de vie, l'insère économiquement dans une société précise. Or, dès ses balbutiements, c'est bien la figure du travailleur que le populisme a mise au centre de son discours. Gardien de la nation, le travailleur-producteur serait l'incarnation directe du peuple, celui qui permet à la société de se reproduire matériellement.

En nous focalisant sur l'histoire spécifique des mouvements populistes, nous nous attarderons, dans ce chapitre, au travailleur-producteur comme fondement d'une certaine mythologie national-populiste. À distance du marxisme, le populisme a effectivement développé un discours politique qui met de l'avant cette figure comme l'incarnation la plus

concrète de la réalité populaire, qui s'opposerait au parasitisme d'élites baignant dans l'opulence d'un monde financier, cosmopolite.

Afin de réaliser cette analyse, nous nous tournerons d'abord vers les racines agraires du populisme, afin de constater la primauté donnée au producteur comme base morale d'un peuple national, asservi par des élites qui seraient détachées de cette réalité matérielle. Après avoir porté la focale sur les diverses révoltes des « mains noires » et le courant *narodnischestvo* de la Russie tsariste, nous dirigerons plus particulièrement notre attention sur le populisme américain qui représente, selon notre point de vue, au-delà de l'épisode du People's Party, un véritable idéaltype de l'idéologie producériste. Finalement, nous verrons comment ce que nous appelons le « national-populisme français », qui s'établit idéologiquement dès le moment boulangiste, participe, malgré d'importantes différences, à consolider une certaine mythologie populiste du travailleur-producteur national, en accentuant sa dimension polémique.

Une fois ce parcours réalisé, nous nous intéresserons aux manifestations latino-américaines de ce discours national-populiste, qui opère surtout à partir d'un imaginaire plébéien, du péronisme jusqu'au bolivarisme des Chavez, Morales et autres. Ensuite, nous identifierons les manifestations contemporaines de ce discours producériste, qu'il est possible de retrouver dans le « populisme patrimonial » occidental, renvoyant à un certain mythe du peuple travailleur dans un contexte socio-économique fondamentalement différent, soit celui de la globalisation néolibérale. Avant de conclure, il sera question de retourner aux fondements idéologiques de cette mythologie particulière, que nous considérons comme « romantique », afin d'en dégager la matrice. Celle-ci réside, à notre sens, dans un idéal communautaire qui prendrait concrètement corps dans la figure du producteur, incarnation d'une moralité nationale à trouver directement dans l'activité laborieuse, qui contraste avec l'immoralité supposée des « puissances d'argent », généralement associées à l'étranger, à la spéculation improductive, à la finance internationale.

3.1 Le populisme archaïque des « mains noires »

Dans sa somme considérable sur les populismes mondiaux, Guy Hermet classe, dans la catégorie de « populisme des anciens[313] », les diverses révoltes populaires dans l'histoire qu'il nomme celles des « mains noires[314] », c'est-à-dire les jacqueries et autres insurrections du petit peuple laborieux contre les nantis d'une période donnée. Des insurrections plébéiennes de l'Antiquité gréco-romaine aux Vendéens en lutte contre les révolutionnaires français, en passant par les révoltes paysannes de l'Allemagne luthérienne, ces manifestations de proto-populisme sont à distinguer, selon Hermet, des populismes européens des années 1990-2000. Le populisme des anciens, face au contemporain, est même

> son envers exact : inclusif plutôt que sélectif ; régi par un imaginaire égalitariste de tonalité niveleuse ; impérieusement moralisateur dans ses motivations et quelque peu messianique dans son projet utopique de société parfaite ; radicalement agressif enfin vis-à-vis des élites et de l'État assimilés aux auteurs d'une conjuration contre le bonheur des masses innocentes[315].

Ces soulèvements populaires, qui se manifestent dans l'histoire avant même l'instauration du régime démocratique moderne, fournissent cependant les bases pour les premiers populismes, marqués par une opposition polémique entre classes populaires laborieuses et élites profiteuses. Conflit manichéen pour Hermet,

> c'est bien dans cet esprit que les populistes des origines ont opposé le mérite bafoué du travail à la dépravation de la richesse oisive et exploiteuse. Ils ont voulu laver l'outrage infligé à la communauté vertueuse des travailleurs, aux *moujiks* russes idéalisés par les *narodniki*, aux *producers* de Tom Watson et du People's Party américain des années 1890, aux *cabecitas negras* du général Perón soixante ans plus tard, en général aux ouvriers, artisans ou paysans corvéables à merci par la caste profiteuse des *koulaki*, parasites, ploutocrates et autres détenteurs des moyens de vivre dans l'aisance sans rien faire à leurs yeux[316].

Car la grille de lecture du populisme primitif implique généralement une opposition tranchée entre travailleurs manuels ordinaires, formant le cœur du peuple, et une classe dominante détachée de la réalité laborieuse. C'est ce qu'on voyait notamment, dans

---

313 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 126.
314 *Ibid*.
315 *Ibid*., p. 129.
316 *Ibid*., p. 131.

l'Andalousie du milieu du XIX[e] siècle, lorsque des journaliers agricoles en révolte « divisaient la société entre la masse honnête des "mains noires" et la vile engeance des "mains blanches", dans laquelle ils incluaient les écrivains publics, dont l'encre seule tachait les doigts[317] ». Cette séparation tranchée du social, prenant les traits d'une « mythologie », représente une des façons de donner corps à la structure polémique qu'est le populisme, jusqu'à incarner, selon notre perspective, l'idéaltype par excellence de cette configuration idéologique. Car c'est bien à l'intérieur de ces représentations que va naître le populisme comme mouvement politique : il est généralement question de tracer une frontière entre un peuple jugé authentique car enraciné dans la réalité du travail, et une caste élitaire qui est détachée des nécessités de l'existence laborieuse.

3.2 Les origines agraires du populisme

Grâce notamment aux travaux importants de Margaret Canovan[318], il est d'ordinaire reconnu que les origines du populisme sont à trouver dans certains mouvements agraires du XIXe siècle. Le premier courant identifié, et qui représente un mouvement introducteur du terme même de populisme, est le courant *narodnichestvo*, qui émerge dans la Russie tsariste. C'est effectivement à Saint-Pétersbourg que prennent forme les *Narodniki* (les « populistes » en russe), groupe de jeunes intellectuels révolutionnaires épris d'idées égalitaires et souhaitant « aller au peuple ». « Page de l'histoire du socialisme européen[319] », selon le spécialiste Franco Venturi, ce mouvement pourrait se caractériser, tel que l'affirme Guy Hermet, à partir d'une seule « règle de conduite » : « l'action avec et pour le peuple, et la conviction que le salut de la terre russe viendra de ses paysans[320] ».

Mouvement considéré à la base du populisme, jusqu'à en incarner pour certains la « matrice[321] », le *Narodnichestvo* prend forme grâce à des figures intellectuelles comme le père de l'anarchisme Michel Bakounine, et surtout Alexandre Herzen, que Venturi qualifie

317 *Ibid*., p. 132.
318 M. Canovan, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovic, 1981.
319 F. Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, Paris, Gallimard, 1950.
320 G. Hermet, « *Narodniki*, boulangisme, People's Party : trois populismes fondateurs du XIX[e] siècle », dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2018, p. 24.
321 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 155.

de « créateur du populisme[322] ». En effet, ces jeunes intellectuels révoltés, originaires des grandes villes, souhaitent participer à faire naître un socialisme qui serait en mesure de prendre une voie véritablement russe. Nourris par des penseurs utopistes européens comme Saint-Simon, Fourier mais aussi Proudhon, les *Narodniki* considèrent cependant que ce socialisme typiquement russe doit prendre comme base la paysannerie, bien ancrée dans des traditions encore intouchées par la modernisation, contrairement à l'Europe industrielle : « à leurs yeux, écrit Hermet, le peuple des campagnes incarne l'essence de la Russie par son nombre et surtout par son authenticité[323] ». À travers l'*obsčina* (la communauté paysanne) et le *mir* (l'assemblée rurale), la paysannerie russe de l'époque préconise un mode de vie traditionnel qui serait compatible, selon l'*intelligentsia* (les intellectuels populistes), avec le socialisme. C'est cet enracinement dans la terre russe qui rendrait compte de l'authenticité du paysan, contre l'artificialité de l'industrialisation et de l'urbanisation capitaliste, venant plus tard menacer une Russie traditionaliste. Figure idéalisée par l'*intelligentsia* populiste,

> avec son sens fraternel de la coopération et du commun, le paysan (le « moujik »), écrit Federico Tarragoni, leur apparaît comme la quintessence de cette tradition précapitaliste que les socialistes romantiques avaient regardée de manière nostalgique et rêveuse, en pensant la révolution, de manière cyclique et non linéaire, comme le retour d'un âge d'or perdu[324].

Car c'est effectivement à l'intérieur de la tradition romantique qu'il faut considérer le populisme russe[325]. Elle implique une référence, pourtant socialiste, aux fondements d'un Être russe mythifié, qui s'inscrit en faux contre le rationalisme libéral de l'Occident, d'où son inscription dans le courant slavophile.

Cela dit, le mouvement du *narodnichestvo* est hétéroclite : il fera naître d'autres générations, et débouchera sur le terrorisme (avec les groupuscules *Terre et Liberté* [*Zemlja i Volja*] et *Volonté du Peuple* [*Narodnaja Volja*])[326]. À ce moment, le courant se dégage des

322 F. Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, *op. cit*., p. 103.
323 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 170.
324 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 167.
325 M. Löwy et R. Sayre, *Révolte et mélancolie*, Paris, Payot, 1992, p. 108.
326 F. Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, *op. cit*.

caractéristiques propres au populisme pour se transformer en organisation clandestine révolutionnaire.

L'autre grand mouvement agraire, considéré dans l'historiographie comme à la source du populisme, est l'épisode états-unien du People's Party. Fondé à St. Louis en 1892[327], ce parti, qui s'inscrit dans une tradition populiste américaine plus longue, est le produit d'une assemblée de *grangers* des grandes plaines tentant de trouver une troisième voie à l'opposition républicains/démocrates, qui ne prend pas en compte suffisamment, selon eux, leur réalité laborieuse. Il émerge à la suite de problèmes d'endettement de la classe paysanne états-unienne, problèmes auxquels feront face une première fois, tel que le note l'historien Lawrence Goodwin[328], les fermiers du Texas, en fondant d'abord la Farmers Alliance, dans un État « ou le système de gages sur récolte était le plus brutal[329] ». S'en suivra la naissance du Parti du Peuple au Missouri, s'inscrivant dans le même horizon social : celui d'une paupérisation d'une classe paysanne pourtant considérée comme à la base de la richesse nationale. Cela dit, comme le rappelle Hermet, le Parti du Peuple, qui « fixe l'archétype du populisme dans ce pays[330] », est composé par des personnalités hétéroclites : « les mineurs, les prohibitionnistes, des socialistes chrétiens, des femmes modestes et quelques autres, tous issus de couches plébéiennes[331] ». Prenant effectivement comme base les couches modestes de la population, ce populisme émerge sur fond d'une crise socioéconomique qui, tel que le souligne Tarragoni, est

> due à la transformation financière et oligopolistique du capitalisme américain et à la mise en concurrence croissante d'une agriculture traditionnelle et d'une agriculture industrielle. Son terreau est l'augmentation considérable des inégalités socio-économiques, entre la côte Est et son hinterland rural, entre le Nord et le Sud, entre les villes et les campagnes[332].

---

327 M. Kazin, *The Populist Persuasion*, Ithaca, Cornell University Press, 2017, p. 27.
328 L. Goodwin, *Democratic Promise : The Populist Moment in America*, Oxford, Oxford University Press, 1976.
329 H. Zinn, *Histoire populaire des États-Unis*, Montréal, Lux, 2002, p. 328.
330 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 192.
331 G. Hermet, « *Narodniki*, boulangisme, People's Party : trois populismes fondateurs du XIXe siècle », in B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour du populisme*, Paris, La Découverte, 2018, p. 28.
332 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 183.

En tant que mouvement agrarien, « le peuple du People's Party, note encore le sociologue italien, est le fermier en tant que producteur, et le producteur en tant que citoyen[333] ». Prenant appui sur l'idéal jeffersonien de « république agraire[334] », ces populistes américains mettent de l'avant le fermier comme sujet par excellence de la démocratie américaine, menacée par les élites financières, déracinée de la réalité laborieuse du pays. En effet, c'est bien en menant, comme a pu le faire le politicien populiste du Minnesota Ignatius Donnelly, une « croisade contre la ploutocratie[335] » que s'est affirmé ce mouvement : « [r]écupérant un discours critique de nature économique et sociale, écrit le politologue Frédéric Boily, les populistes dénonçaient les puissances d'argent qui, comme Wall Street ou encore la dénonciation des capitaines d'industrie, accaparaient la richesse économique pour mieux étrangler l'homme ordinaire[336] ».

Protestataire et plébéien, ce populisme agraire américain est bâti sur l'imaginaire d'une « communauté morale de citoyens » à même de « s'autogouverner »[337] à l'abri d'élites économiques d'un capitalisme financier et monopolistique, saignant le petit peuple créateur de richesses[338].

S'il est considéré par certains comme ethniciste, voire raciste[339], il n'en demeure pas moins défenseur de plusieurs idées progressistes, telles que la nationalisation des chemins de fer, ainsi qu'une revendication des nécessités de l'intégration politique des femmes[340]. William Jennings Bryan, agitateur populiste et ex-candidat du parti démocrate, appuiera aussi le mouvement *Free Silver*[341] contre les effets dévastateurs pour les petits fermiers de la domination de l'étalon-or, considérée comme à la source de leur endettement. C'est à partir du constat d'une dégradation des conditions matérielles d'existence des fermiers américains que le People's Party partira en croisade contre Wall Street, incarnation d'un

---

333 *Ibid*., p. 184.
334 *Ibid*. Voir aussi, comme le note Tarragoni, C. Maumi, *Thomas Jefferson et le projet du Nouveau Monde*, Paris, Éditions de la Villette, 2007.
335 M. Kazin, *The Populist Persuasion*, *op. cit*., p. 30.
336 F. Boily, *Droitisation et populisme*, Québec, PUL, 2020, p. 61.
337 M. Kazin, *The Populist Persuasion*, *op. cit*., p. 35.
338 *Ibid*., p. 34.
339 C'est ce que Kazin, Hermet ou Hofstadter défendent dans leur synthèse du mouvement : qu'il s'agit d'un mouvement radicalement hostile à la question afro-américaine, tendanciellement antisémite, et tourné vers les WASP.
340 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 197.
341 F. Boily, *Droitisation et populisme*, *op. cit*., p. 60.

capitalisme de spéculation : comme le proclamait la populiste Mary Ellen Lease, devant une foule à Topeka au Kansas, en 1890, « Wall Street possède ce pays. Il ne s'agit plus d'un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, mais d'un gouvernement de Wall Street, par Wall Street, pour Wall Street[342] ».

Ces deux populismes fondateurs, bien qu'ancrés dans une réalité agraire, apparaissent relativement différents, comme le rappelle Margaret Canovan. Nous avons, d'un côté, les utopies romantiques d'une *intelligentsia* à l'égard d'un peuple paysan russe, de l'autre les préoccupations de petits fermiers face aux méfaits sociaux qu'engendre l'étalon-or[343]. Le rapport à la modernisation s'avère également distinct : si les *Narodniki* russes la rejettent dans la perspective d'un socialisme romantique, les *Farmers* américains se veulent plus directement ancrés dans l'idéal démocratique et acceptent les prémices d'un certain libéralisme économique (nous reviendrons sur ce point). Ces distinctions se révèlent relatives à l'état de la modernité politique dans chacun de ses pays : alors que les intellectuels populistes vivent encore dans une Russie tsariste et préindustrielle, les membres du People's Party font face à une Amérique démocratique en pleine mutation économique. Cela dit, ils ne demeurent pas exempts de ressemblances : comme le souligne l'historien Pascal Ory,

> la première donnée commune à ces deux traductions nationalement colorées tient dans la conviction que la société politique doit se ressourcer dans un peuple oublié par les institutions établies, la deuxième est que l'essence du peuple renvoie à un mythe de la nation, dont il constituerait le pilier le plus sain, enfin la troisième est que le discours se construit sur la dénonciation des dominants économiques ou supposés tels, grands propriétaires terriens, grandes entreprises capitalistes, milieux financiers[344].

Aussi, ces premières véritables expériences populistes se caractérisent par un imaginaire chrétien : orthodoxe pour les premiers, protestant pour les seconds, ce qui participe à leur donner un aspect exalté et messianique[345]. Mais surtout il se dégage, selon notre point de

---

342 Mary Ellen Lease cité dans H. Zinn, *Histoire populaire des États-Unis*, Montréal, Lux, 2002, p. 332.
343 M. Canovan, *Populism*, *op. cit*., p. 99.
344 P. Ory, *Peuple souverain*, *op. cit*., p. 42.
345 Voir F. Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, *op. cit*. et M. Kazin, *The Populist Persuasion*, *op. cit*.

vue, un même idéal politique. Il pourrait se résumer par la mise de l'avant du producteur agricole comme le gardien moral d'une communauté qui se voudrait démocratique et égalitaire, car enracinée dans un terroir qui en ferait l'incarnation la plus authentique de l'esprit d'une nation. Cette perspective suppose donc, par le fait même, qu'elle se construise avec la complicité d'une figure-repoussoir : hormis le tsar, il s'agit de l'Occident capitaliste et moderniste pour les *Narodniki* ; Wall Street et les puissances d'argent de la côte Est pour le People's Party. Ces deux incarnations de l'ennemi du peuple se présentent, pour ces populistes agraires, comme inauthentiques, immorales, artificielles. Elles sont imaginées comme la négation même de la communauté nationale, celle du peuple enraciné.

D'autres mouvements agraires peuvent être rattachés à l'histoire du populisme, bien que moins relevés dans l'historiographie. Ce sont ceux d'Europe orientale, comme le populisme d'extrême droite du roumain Octavian Goga, pourtant en lutte contre les fascistes de la Garde de Fer. Ce national-populisme[346], empreint d'antisémitisme comme plusieurs de ces mouvements d'Europe de l'Est, est fondé sur l'idéalisation du « paysan-citoyen », en tant que cœur politique et culturel de la Roumanie[347]. C'est aussi, notamment, le cas de l'Union nationale agraire bulgare, au début du XX^{e} siècle, menée par un Alexandre Stamboliyski qui deviendra premier ministre de la Bulgarie en 1919[348].

Il convient maintenant de porter une attention plus particulière à la forme proprement américaine de populisme, car elle est particulièrement riche pour comprendre une idéologie qui peut être qualifiée de *producériste*.

3.3 Le populisme américain comme idéaltype producériste

Si l'épisode du People's Party des années 1890 représente d'ordinaire le point de référence pour qualifier la naissance du populisme américain, il serait cependant réducteur de ne pas

[346] Qui fut porté au pouvoir à la fin des années 1930. Voir P.H. Blasen, « De la nomination du cabinet Goga au coup d'État du roi Carol II (28 décembre 1937-10 février 1938) », *Studia Universitatis Babes-Bolyai*, 63/2018, p. 111.-157.
[347] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 261. Par ailleurs, pour une analyse sur les ambiguïtés du « fascisme roumain » de Codreanu et de son rapport à une idéologie potentiellement « national-populiste », voir M. Bertrand, *Codreanu et la Garde de Fer*, Saint-Genis-Laval, Akrybeia, 2010.
[348] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 264.

prendre la mesure de ses racines idéologiques, qui sont à trouver dans les fondements mêmes de l'histoire politique états-unienne. En effet, s'il est devenu pratiquement un lieu commun de rappeler les racines libérales de la fondation américaine, elle n'en demeure pas moins une république moderne fondée sur un idéal démocratique, dont témoigne fortement la formule préliminaire de la Constitution : *We the People*. Terreau d'un mythe national, la référence constitutionnelle au peuple souverain participe nécessairement à nourrir, dans le courant de l'histoire des États-Unis, des mouvements politiques qui entendent incarner momentanément cette volonté.

Dans son ouvrage classique sur le sujet, l'historien Michael Kazin soutient que les bases du populisme américain pourraient se résumer à partir d'une triade : Jefferson, Jackson, Lincoln[349]. En effet, ces trois présidents marquants, différents à leur façon, ont tous en commun de mettre particulièrement l'accent sur la primordialité du peuple comme sujet démocratique, au détriment d'un certain libéralisme individualiste à trouver chez d'autres figures importantes de l'histoire politique américaine (comme James Madison, par exemple). Alors que Thomas Jefferson, un des pères fondateurs des États-Unis d'Amérique, peut être considéré comme le promoteur d'une morale républicaine-démocratique, Andrew Jackson s'est fait le défenseur d'une démocratie fondée sur une majorité de petits producteurs opposée à l'élite financière[350]. Finalement, Abraham Lincoln incarne, selon Kazin, un président qui porte en exemplarité le *common man* resté fidèle à ses racines, et invitant ses concitoyens à faire de même[351].

Le trio Jefferson-Jackson-Lincoln représente en quelque sorte la matrice de l'idéologie producériste états-unienne. D'abord, car les deux premiers opèrent un clivage politique reposant sur une opposition tranchée entre le peuple sain et l'élite néfaste : pour les jeffersoniens, cette mauvaise élite est représentée par les marchands et propriétaires terriens britanniques, comme caste détachée de la réalité du Nouveau monde ; pour les jacksoniens, il s'agit du « pouvoir d'argent » et des oligarques du Nord[352]. Ces deux rhétoriques polémiques, typiquement populistes, reposent sur l'idéal moral du petit travailleur-

[349] M. Kazin, *The Populist Persuasion*, *op. cit*., p. 24.
[350] *Ibid*.
[351] *Ibid*.
[352] *Ibid*., p. 16.

propriétaire, qui serait au fondement de la démocratie américaine. Chez Lincoln, cet idéal persiste, sans conserver le caractère tranché des deux premiers : il est question de mettre de l'avant une « république de producteurs[353] » comme ensemble moral des *plain people*, les « gens ordinaires ».

C'est donc en prenant en considération ce fond idéologique qu'il faut comprendre l'émergence du mouvement populiste qu'est le People's Party. Christopher Lasch, pour qualifier le mouvement, en parle d'ailleurs comme de « la dernière tribune du producteur[354] ». En effet, plutôt que l'acte de naissance du populisme producériste, le Parti se ferait davantage le traducteur d'un idéal fortement ancré dans l'imaginaire démocratique américain : celui du petit travailleur propriétaire comme gardien de la vertu civique. Dans l'optique de définir globalement ce qu'il considère être cette idéologie populiste proprement états-unienne, Lasch souligne que celle-ci s'appuie sur « une posture de producteur ; une défense des métiers menacés (incluant le métier de fermier) ; une opposition à la nouvelle classe de créanciers publics et à la machinerie globale de la finance moderne ; une opposition au travail salarié[355] ».

Tradition politique majeure du XIX^e^ siècle selon l'historien et sociologue américain, le populisme représente une véritable « critique petite bourgeoise du progrès[356] », qui entend remettre en question la dégradation du travail sous le salariat et l'industrie, mutilation, selon lui, d'un certain art de la production, fondamental pour développer un rapport de responsabilité avec le monde. Comme un Pasolini qui voit dans le développement du capitalisme une « mutation anthropologique », venant à bout d'une paysannerie italienne ancestrale[357], Lasch considère que la salarisation du travail, la perte du sens du métier et la mécanisation de la production dégrade le rapport au monde de la vie et empêche l'accès à la citoyenneté. Cette sensibilité populiste, hétéroclite, Lasch la retrouve notamment chez un Ralph Waldo Emerson, le grand écrivain américain, pour qui le monde moderne « dévalue le travail honnête », qui est « la juste monnaie de la nature[358] ». Comme l'écrit

[353] C. Lasch, *Le seul et vrai paradis*, *op. cit*., p. 263.
[354] *Ibid*., p. 256.
[355] *Ibid*., p. 265.
[356] *Ibid*., p. 267.
[357] P. P. Pasolini, *Lettres luthériennes*, Paris, Seuil, 2002.
[358] C. Lasch, *Le seul et vrai paradis*, *op. cit*., p. 331.

Lasch, « le pouvoir de créer une nouvelle richesse appartient, dans la pensée populiste, aux producteurs seuls, la banque, le crédit et la spéculation commerciale ne faisant que recycler des biens déjà existants[359] ». Or, comme il le soutient avec Emerson, ce sont les classes productrices qui seraient les détentrices « de la vertu dans les acceptions les plus classiques du terme ; mais l'association persiste même aux niveaux les plus élevés de sa philosophie dans l'idée suivant laquelle la vertu seule échappe à la Némésis, l'inévitable percepteur de l'impôt[360] ». Ainsi, le petit producteur indépendant est considéré comme aliéné par des puissances prédatrices et parasitaires, qui se rendraient étrangères aux intérêts réels de la nation.

Or, la spécificité du populisme producériste américain, tel que le présente Lasch, réside précisément dans le rapport qu'il entretient avec la propriété privée. À rebours du socialisme marxiste, qui souhaite l'abolir, ce populisme s'inscrirait dans l'héritage « de traditions politiques anciennes, libérales aussi bien que républicaines », et partirait « du principe suivant lequel la possession de la propriété et l'indépendance personnelle qu'elle confère sont les conditions préalables absolument essentielles de la citoyenneté[361] ». Cette indépendance dans la production, qui permet d'échapper à la soumission au salariat, représente pour Lasch la base même de ce républicanisme américain. C'est d'ailleurs cette articulation idéologique, que défend l'historien, qui le fait considérer Thomas Paine, l'un des pères fondateurs des États-Unis, également « comme l'un des fondateurs d'une tradition populiste qui s'inspirait du Républicanisme comme du libéralisme, mais combinait ses éléments jusqu'à parvenir à un résultat inédit[362] ». En effet, l'idéal de Paine d'une « démocratie des petits propriétaires[363] », loin de se résumer à l'individualisme libéral triomphant dans les États-Unis contemporains, doit plutôt être interprété, selon Lasch, comme la reconnaissance du « fondement matériel de la vertu civique américaine[364] », car la propriété privée rend le travailleur libre et responsable de sa production, ancrée dans les communautés locales et nationales.

---

[359] *Ibid*., p. 330.
[360] *Ibid*.
[361] *Ibid*., p. 265.
[362] *Ibid*., p. 214.
[363] *Ibid.*, p. 213.
[364] Voir R. Beauchard, *Christopher Lasch : un populisme vertueux*, Paris, Michalon, 2018.

En plus de cet attachement à la libre production, le populisme américain se caractérise, comme nous l'avons souligné, par une nette opposition entre le peuple et ceux qui le nieraient dans son essence même. C'est la division de la société entre producteurs et élites parasitaires.

> Typiquement, écrit Guy Hermet, les populistes américains opposent deux peuples, formés d'un côté par « ceux qui exercent leur labeur pour gagner leur vie », et, de l'autre, par « ceux qui trouvent leurs moyens d'existence sans travailler à la sueur de leur front », selon les termes utilisés bien plus tôt par un fermier de Nouvelle-Angleterre du nom de William Manning[365].

Cette ligne de partage, essentiellement morale, forme le cœur polémique du populisme, clairement exemplifiée par la perspective américaine : elle entend rendre compte d'une division fondamentale traversant la société, assiégée par un groupe de grands capitalistes accaparant la richesse produite par les petits fermiers.

Suivant une perspective à la fois semblable et distincte, il s'est aussi développé, au Canada (et plus précisément dans l'Ouest), un populisme agraire fondé sur une éthique producériste. Il émerge au début du XXe siècle, sous la forme de coopératives agricoles, comme la United Farmers of Alberta, fondée en 1909. Ce populisme agraire canadien, porté par les producteurs des Prairies, possède cependant la spécificité qu'il « dénonce moins, comme le souligne Guy Hermet, le pouvoir des banques et de la finance que la domination exercée sur le pays par les provinces centrales de l'Ontario et du Québec[366] ». C'est effectivement en dénonçant le pouvoir centralisé des élites du Dominion, basées à Ottawa, Toronto et Montréal, le cœur politique et financier du pays, que s'affirme ce mouvement populiste, ancré dans une réalité agricole détachée des centres urbains. Contre ce qu'ils considèrent être la ploutocratie des grands partis, les populistes de l'Ouest se présentent comme l'incarnation authentique du peuple canadien. Ainsi que l'écrit le politologue David Laylock, dans l'ouvrage de référence sur le sujet,

> farmers were the largest single category of productive participants in an economy geared to exploitation of agricultural and exportable staples. Their lifestyle and moral vantage point contrasted with the urban tendency to distract people from honest pleasures and to sow the seeds of interclass bitterness. In the rural setting, people could more easily recognize common interests and co-operatively work

[365] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 194.
[366] *Ibid*., p. 200.

> towards common goals. To the extent that the West was agrarian and rural, and the East was industrial and urban, all of these factors favoured Westerners over Easterners for inclusion in the chosen circle of "the people"[367].

Suivant une opposition entre élites urbaines de l'Est, tendanciellement parasitaires, et producteurs ruraux enracinés dans l'Ouest, les unions fermières des Prairies actualisent une mythologie producériste fondée sur la division entre un peuple travailleur authentique et une caste de dominants qui vit au crochet de la majorité. Selon ce point de vue, les deux grands partis canadiens (libéral et conservateur) ne sont que le relais politique des élites financières britanniques, basées dans les grandes villes de l'Est du pays[368]. C'est dans une optique semblable que naîtra plus tard, dans les années 1930, le Crédit social (Social Credit), toujours dans l'Ouest (en Alberta), qui entendra défendre des masses productrices délaissées par un pouvoir centralisateur[369].

Ce détour par le Canada avait vocation à rendre compte d'une unité relative dans le discours populiste producériste, comme incarnation d'une certaine configuration idéologique propre à des mouvements agrariens d'Amérique du Nord. Ces populismes agraires n'en demeurent pas moins traversés par une même tonalité polémique, celle qui oppose, comme l'avons dit, les travailleurs-producteurs aux élites parasitaires. Or, cette façon catégorique de diviser le social, intrinsèquement caractéristique du populisme comme rhétorique politique, se présente comme l'incarnation, pour l'important historien Richard Hofstadter, d'un « style paranoïaque », qu'il dénote dès l'épisode du People's Party. Dans *The Age of Reform*[370], l'auteur défend effectivement « l'idée qu'il existe une continuité du populisme à travers l'histoire américaine malgré les évidentes différences[371] ». D'abord, si Hofstadter reconnait le caractère initialement progressiste du People's Party, deux éléments importants ressortent de la mythologie populiste : une polarisation entre « deux nations[372] » et une

---

[367] D. Laylock, *Populism and Democratic Thought in the Canadian Prairies, 1910 to 1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, p. 74.
[368] *Ibid*.
[369] Voir A. Finkel, « Populism and the proletariat: Social credit and the Alberta working class », *Studies in Political Economy*, n° 13, 1984, p. 109-135.
[370] R. Hofstadter, *The Age of Reform*, New York, Vintage Books, 1955.
[371] F. Boily, *Droitisation et populisme*, *op. cit*., p. 55.
[372] R. Hofstadter, *The Age of Reform*, *op. cit*., p. 60.

vision de l'histoire comme « complot »[373]. Cette analyse s'inscrit dans une perspective plus large sur le populisme, pour l'historien, qui sera notamment complétée par les essais sur le maccarthysme et sur ceux qu'il nomme les « pseudo-conservateurs », Barry Goldwater et la John Birch Society[374].

En effet, l'histoire américaine du populisme représente pour Hofstadter une certaine tradition politique qui polarise la société en deux camps moralement antagoniques et irréconciliables, jusqu'à verser allégrement dans le conspirationnisme, en plus de traîner un profond anti-intellectualisme. Cette réalité, qui surplombe la culture politique américaine (surtout sous l'influence de l'évangélisme protestant[375]), trouve dans le populisme son origine du côté de la « démocratie jacksonienne », en lutte contre le gouvernement de *gentlemen* :

> The first truly powerful and widespread impulse of anti-intellectualism in American politics was, in fact, given by the Jacksonian government. Its distrust of expertise, its dislike of centralization, its desire to uproot the entrenched classes, and its doctrine that important functions were simple enough to be performed by anyone, amounted to the repudiation not only of the system of government by gentlemen, but also of the special value of the educated classes in civic life[376].

Cet anti-intellectualisme, enraciné dans la culture américaine, participe aussi à définir la nature intrinsèque du populisme. En effet, alors que les jacksoniens ou les fermiers des grandes plaines critiquent avec véhémence les élites économiques, politiques et culturelles des métropoles de l'Est, le sénateur Joseph McCarthy part à la chasse des intellectuels favorables au communisme, en temps de Guerre froide[377]. Le populisme américain comporterait également un antisémitisme larvé, trop souvent minimisé par l'historiographie[378]. De la condamnation de la domination juive des Rothschild sur l'Amérique chrétienne par Mary Ellen Lease[379] à la dénonciation du « Jew Deal » de Franklin Delano Roosevelt (pour qualifier le New Deal)[380], la rhétorique populiste se

---

373 *Ibid*., p. 70.
374 R. Hofstadter, *Le style paranoïaque*, *op. cit*.
375 R. Hofstadter, *Anti-intellectualism in American Life*, New York, Vintage Books, 1962.
376 *Ibid*., pp. 155-156.
377 C'est à cet époque que Hofstadter écrit d'ailleurs sa synthèse sur l'anti-intellectualisme américain.
378 R. Hofstadter, *The Age of Reform*, *op. cit*., p. 61
379 Voir N. W. Cohen, « Antisemitism in the Gilded Age: the Jewish view », *Jewish Social Studies*, vol. 41, num. 3-4, 1979, p. 198.
380 F. Boily, *Droitisation et populisme*, *op. cit*., p. 72.

caractériserait par son virulent antisémitisme[381], qui stigmatise intellectuels et financiers associés à cette communauté[382].

Si Christopher Lasch a critiqué la thèse de Hofstadter, qui confond selon lui conservatisme et critique populiste du salariat[383], le journaliste et historien Thomas Frank considère de son côté qu'il s'agit d'une erreur importante d'interprétation. En effet, Frank souligne que l'histoire du populisme américain est aussi celle d'une profonde foi en les capacités intellectuelles et politiques du petit peuple. Si les populistes rejettent l'expertise politique et financière, c'est parce qu'ils croient dans les vertus de l'homme ordinaire[384], en ses capacités à s'occuper de sa propre situation. C'est d'ailleurs dans cet esprit que sont fondés au Kansas, en 1919, les *Little Blue Books*, une collection de livres bon marché et à succès, destinés au peuple et trouvables dans les gares ferroviaires du pays[385]. Cette série avait vocation à promouvoir le développement de l'autonomie populaire, en proposant des livres d'apprentissage pratique sur des thèmes variés[386]. Selon Frank, analyste résolument à gauche, le populisme américain doit avant tout être considéré comme la « foi en l'homme ordinaire[387] », ce que redoutent les élites conservatrices comme progressistes, car il met de l'avant la nécessité de démocratiser l'économie[388].

S'il réside cet important écart de représentations entre la perspective de Hofstadter et celle de Lasch et Frank, tous semblent s'entendre, cependant, sur l'importante mutation du populisme américain dans le courant des années 1950. En effet, alors que le populisme agraire mettait l'accent sur l'autonomie des petits producteurs fermiers, jusqu'à incarner,

---

381 Si les questions de l'antisémitisme et du complotisme méritent d'être prises avec le plus grand sérieux, précisément dans leur rapport relativement trouble au populisme, nous laisserons temporairement ce problème en suspens, pour mieux l'aborder au prochain chapitre. Cela sera l'occasion d'un examen plus approfondi, ce qui est nécessaire pour ce type d'enjeu.

382 C'est dans cet esprit, en revisitant de façon fictionnelle l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale aux États-Unis, que la fameuse uchronie de Philip Roth, *Le complot contre l'Amérique*, met en scène un leader populiste et farouchement antisémite, l'aviateur Charles Lindbergh, qui décidera de ne pas entrer en guerre contre l'Allemagne nazie. P. Roth, *Le Complot contre l'Amérique*, Paris, Gallimard, 2006.

383 C. Lasch, *Le seul et vrai paradis*, *op. cit*., p. 265. Même s'il semble difficile de ne pas voir, dans l'histoire originelle du populisme américain, quelque chose comme une certaine articulation entre conservatisme et progressisme, au-delà du clivage traditionnel droite/gauche.

384 T. Frank, *The People, No*, New York, Picador, 2020, p. 47.

385 *Ibid*., p. 248.

386 Comment piloter un avion, écrire, faire ses propres cosmétiques, etc. *Ibid*., p. 250.

387 *Ibid*., p. 252.

388 *Ibid*., p. 247.

selon Frank, une part des mouvements socialistes émergeant un peu partout dans le monde industriel de la fin du XIX[e] siècle[389], le « nouveau » populisme états-unien prendra une tangente radicalement conservatrice, à partir de l'avènement du maccarthysme. Dès ce moment, le populisme et la dénonciation des élites « anti-peuple » ne se feront plus dans la perspective d'un mouvement agraire à vocation démocratique, mais plutôt dans le cadre d'une protestation et d'une chasse aux « ennemis intérieurs » que représenteraient les sympathisants communistes en Amérique. Prenant des traits paranoïaques, voire conspirationnistes, cette chasse aux sorcières que fut le maccarthysme, sous l'impulsion du sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy, s'avère l'expression, selon Hofstadter, d'une « révolte pseudo-conservatrice[390] » qui imagine les institutions politiques et financières américaines infiltrées par une élite communiste malfaisante saignant, en temps de Guerre froide, les petits producteurs de la nation. Un renversement s'opère donc, tout en conservant la même structure polémique : c'est le travailleur moyen de l'Amérique, source de la richesse nationale, qui se voit attaqué par une bureaucratie centralisatrice accaparant ce qui lui appartient. Cette mutation dans la conception de la nature idéologique de l'ennemi possède comme effet de transformer l'interprétation qui est faite du producteur américain : il s'agit maintenant non plus du petit fermier, mais de l'individu de la classe moyenne des USA fordistes, qui participe par le fait même à forger une *American Way of Life* s'inscrivant en faux contre la perversion que représenterait le communisme, perversion qui serait d'ailleurs idéalisée par les intellectuels et les politiciens des côtes.

Ce virage résolument à droite du populisme américain, qui amènera des évangélistes à défendre la « majorité morale[391] » du pays, trouve sa figure de détestation non plus dans une haute finance qui asservirait les petits producteurs, mais plutôt dans un *Big Government* technocratique qui saigne les particuliers. C'est à partir de ce moment que le terme anglais de « *populism* », auparavant signe de fierté (il est question d'être fidèle à un certain esprit démocratique), devient péjoratif, comme synonyme d'une masse lyncheuse, hostile aux intellectuels, à la science et aux experts. C'est également là que, comme le souligne Thomas Frank, l'anti-populisme devient l'apanage d'une certaine élite libérale

389 *Ibid*., p. 25.
390 R. Hofstadter, *Le style paranoïaque*, *op. cit*., p. 89.
391 P. Perrineau, *Le Populisme*, *op. cit*.

(au sens américain, donc progressiste du terme) académique, qui tend à mettre sur le même pied les mouvements agraires des origines, le maccarthysme, l'antisémitisme et la droite religieuse[392].

S'il serait donc particulièrement erroné de placer ces différents « moments populistes » sur le même plan idéologique, entrant plutôt en radicale contradiction, il reste cependant possible de les considérer comme une sorte de structure polémique qui investit un même imaginaire, enraciné dans la société américaine : celui de la primordialité de la figure du travailleur-producteur comme fondement moral de la communauté nationale. Cela dit, si le populisme des fermiers prend plutôt la forme d'un idéal plébéien qui se manifeste dans la culture populaire de la première moitié du XX^{e} siècle américain, avec des personnages comme John Q. Public (incarnation de l'homme du commun) ou les agriculteurs dépossédés des *Raisins de la colère* de Steinbeck, celui de l'autre moitié du siècle se tournera tranquillement vers le mythe du producteur (et payeur de taxes) d'une classe moyenne en expansion, célébré avec l'avènement de l'industrie publicitaire. C'est à partir de ce moment que l'identité populiste américaine passera du producteur au consommateur, ce qui représentera une véritable subversion de son idéologie d'origine. Le capitalisme américain ne devient plus le terrain d'une lutte pour une plus juste redistribution des richesses, ni l'État un potentiel levier pour rendre la société plus démocratique : l'économie ultralibérale s'avère le modèle à célébrer et à opposer intrinsèquement aux menaces de technocratisation portées par une élite qui vivrait dans un idéal dangereux de socialisation des ressources, en investissant des institutions publiques qui feraient porter un poids économique trop lourd sur les épaules du contribuable ordinaire.

3.4 National-populismes français contre le grand capital

Pour plusieurs spécialistes du populisme, il est considéré que le boulangisme français représente, avec les *Narodniki* russes et le People's Party états-unien, une troisième expression originelle de ce phénomène politique. Naissant dans les années 1880 dans une France en mutation, marquée par la Commune de Paris et l'annexion allemande de

[392] T. Frank, *The People, No*, *op. cit*., p. 147.

l'Alsace-Lorraine, ce mouvement participera à tracer les contours des mobilisations populistes sur le Vieux Continent. Centré autour de la figure d'un chef charismatique, le général Boulanger, ce mouvement de masse se présente comme le premier populisme « antiparlementaire[393] », souhaitant venir à bout d'une classe politique jugée corrompue.

C'est effectivement sur fond de crise de la démocratie libérale que prend racine le boulangisme. Dans une fin de siècle européenne à l'atmosphère fiévreuse, hantée par la « décadence[394] », l'entreprise politique du général se présentera comme l'espoir d'une régénération nationale face aux impasses du Progrès, dynamique qui fait naître une démocratie sans visage et qui amorce ce qu'on appellera la « première mondialisation ». En effet, il s'agit d'une période trouble, que Marcel Gauchet considère comme celle de l'émergence d'un « capitalisme systématisé[395] », c'est-à-dire qui unifie le social-économique au-delà des sociétés politiques, donc nationales. C'est face à cette dynamique globale, qui prend la forme en France d'un véritable « malaise national[396] », que s'affirme un mouvement nationaliste et antiparlementariste dont le mot d'ordre sera « Dissolution. Révision. Constituante[397] ».

Nous aurons l'occasion de revenir sur les spécificités plus proprement politiques du boulangisme, centré autour d'un chef charismatique. Or, s'il s'agit bien d'un populisme protestataire, qui s'affirme par son virulent antiparlementarisme, sa coloration idéologique ne se limite pas à cette dimension. Un penseur organique du boulangisme émergera d'ailleurs sous les traits de l'écrivain Maurice Barrès. En effet, l'auteur des *Déracinés* soutiendra passionnément ce mouvement, qu'il voit comme l'occasion de venir à bout de l'ordre bourgeois, associé à la démocratie parlementaire. Dans le journal qu'il fonde, *La Cocarde*, Barrès tente de tracer les contours d'un socialisme national qui saurait synthétiser la question sociale et la question nationale, qui passe notamment par un puissant rejet des représentants des institutions de la III^e^ République. Mais sa pensée politique ne se résume

393 G. Hermet, *Les populismes dans le monde, op. cit*., p. 182.
394 M. Winock, *Décadence fin de siècle*, Paris, Gallimard, 2017.
395 M. Gauchet, *La crise du libéralisme*, Paris, Gallimard, 2007, p. 87.
396 B. Joly, *Aux origines du populisme : histoire du boulangisme*, Paris, CNRS, 2022, p. 61.
397 M. Winock, « Populismes français », *Vingtième Siècle*, num. 56, 1997, p. 78.

pas à cet antiparlementarisme. Comme l'écrit Pierre Rosanvallon, qui tente de saisir les spécificités idéologiques de l'épisode boulangiste,

> [l]e rejet des politiciens se liera par ailleurs pendant cette période en France à l'expression d'un puissant anti-intellectualisme. Chez un Maurice Barrès, il était une sorte de pendant de l'antisémitisme pour constituer le ciment de son nationalisme que l'on dirait aujourd'hui « populiste ». Il opposait ainsi le petit peuple au contact de la réalité et « l'instinct des humbles » au poison rationaliste et individualiste d'intellectuels cantonnés dans l'abstraction[398].

Le peuple des petits travailleurs, enraciné dans le territoire français, entre en contradiction radicale avec une *intelligentsia* parisienne détachée de cette réalité, tournée vers l'Europe et les idées abstraites. La pensée politique de Barrès, qu'il est possible de qualifier de national-populiste, se présente effectivement ici comme la défense radicale de l'instinct des humbles nationaux, menacé par ce qui pourrait être considéré, dans son discours, comme l'immoralité d'élites cosmopolites. Celles-ci sont d'abord associées plus globalement à la bourgeoisie capitaliste, ennemie du peuple laborieux français. Cette bourgeoisie, incarnation mythologique de la prédation et d'intérêts étrangers malfaisants se trouve aussi, dans son discours, rattachée aux Juifs, ce qui fonde ce que Zeev Sternhell nomme « l'antisémitisme social[399] » de Barrès. Chez lui, d'ailleurs,

> le nationalisme est par définition socialiste car il postule la défense de l'ouvrier français contre l'envahisseur étranger, contre la « féodalité financière cosmopolite » qui s'est emparée « de toutes les ressources de l'épargne française », contre « l'aristocratie bourgeoise » qui favorise le parasitisme des étrangers et l'exploitation des nationaux par les Juifs et la haute finance internationale.[400]

En effet, la pensée populiste barrésienne reprend à la sauce antisémite le discours qui oppose les « petits et les gros », afin d'expliquer les misères générées par le grand capital. Thème classique de la fin du XIX^e^ siècle français, cette logomachie polémique s'inspire de la pensée saint-simonienne : on trouve « d'un côté, les producteurs, ouvriers ou dirigeants d'entreprise, de l'autre, les spéculateurs, les parasites qui contrôlent, non la monarchie comme au temps de Saint-Simon, mais la République parlementaire[401] ». Cette façon de partager la société en deux camps antagoniques s'inscrit dans le même imaginaire

398 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 119.
399 Z. Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Fayard, 2016, p. 262.
400 *Ibid*., p. 257.
401 P. Birnbaum, *Genèse du populisme : Le peuple et les gros*, *op. cit*., p. 49.

producériste que celui qui domine les mouvements populistes américains à peu près à la même époque, car il renvoie à un clivage moral supposé entre ceux qui produisent, donc forment le cœur vertueux de la nation, et les parasites spéculateurs, profiteurs qui s'engraissent et seraient des suppôts de l'étranger. Mythologie partagée de l'extrême gauche à l'extrême droite, comme le rappelle Pierre Birnbaum : « Barrès s'attaque lui aussi aux "gros" qui brisent l'unité nationale et la solidarité des divers groupes sociaux ; à ses yeux, il est essentiel de protéger "le menu peuple contre le peuple gras", en s'attaquant essentiellement au capital étranger[402] ». Si cette perspective peut rappeler un certain discours marxiste qui célèbre les forces productrices et abhorre les capitalistes accaparateurs des moyens de production, ce qui s'exprime d'ailleurs dans l'investissement de ces formules au sein de bon nombre de mouvements socialistes de l'époque, elle s'en distingue cependant par ses dimensions nationalistes (donc transclasses) et morales. C'est effectivement comme discours de survalorisation des vertus de l'enracinement dans un terroir formant l'essence nationale, qui s'exprime à travers ses métiers traditionnels et son rapport particulier au travail de sa terre, que se dégagent les fondements mythologiques de ce national-populisme[403]. Portant une conception fermée de la nation, ce populisme se définit en contradiction d'une figure-repoussoir, celle du Juif spéculateur, comme incarnation immédiate de l'abstraction et des intérêts étrangers. Cet accent mis sur la figure de négation de la communauté nationale trace donc en creux l'image d'une France saine, enracinée dans son terroir : la France paysanne et laborieuse, aux mœurs homogènes. Cette mythologie politique, qui n'est pas seulement portée par Barrès[404], s'exprimera d'ailleurs au temps de l'Affaire Dreyfus, pour départager dans une optique populiste et antisémite dreyfusards et anti-dreyfusards. Comme le rappelle Sternhell, « au temps de l'Affaire, Barrès poursuit l'élaboration d'un nationalisme des petits, de tous ceux qui n'ont pour eux que leur enracinement, leur qualité de Français[405] ».

---

[402] *Ibid*., p. 52.

[403] Le roman le plus connu de Barrès, *Les Déracinés*, offre un témoignage fort de cette vision de la France, composant une partie de la trilogie intitulée « Le roman de l'énergie nationale ». M. Barrès, *Les Déracinés*, p. 479-751 dans *Romans et voyages*, Paris, Robert Laffont, 1994.

[404] Elle représente la base d'un mouvement national-populiste français propre, de l'Action française à la droite bonapartiste, que Sternhell considérera comme la matrice d'un fascisme typiquement français. Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, Paris, Gallimard, 2012.

[405] Z. Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, *op. cit*., p. 260.

Si Barrès est probablement le penseur emblématique de ce national-populisme, d'obédience anticapitaliste et antisémite, il ne se limite certainement pas à lui, et tend à prendre une grande place dans l'univers politique français de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle. Le sulfureux Édouard Drumont, auteur du best-seller *La France Juive*, fera de cette opposition antisémite entre le mauvais Juif et le sain paysan français son miel. En effet, Drumont ira d'une idéalisation de la paysannerie française, chrétienne, pour marquer son opposition avec le « Sémite », qui volerait les fruits du travail du peuple.

> Où faut-il donc aller, écrit Drumont, pour retrouver la famille telle qu'elle était autrefois ? Dans les campagnes, où le travail des champs, moralisateur par excellence, entretient, malgré les vices inhérents à l'homme, les mœurs traditionnelles qui ont fait si puissante et si forte la France de nos aïeux[406].

Cette figure du travailleur de la France rurale est tracée en contraste avec celle du Juif apatride, qui spécule sur le blé national. Elle implique une survalorisation morale du travail de la terre, gardien des mœurs et rempart contre les perversions venant de l'étranger. L'extrême droite française, illustrée par les Ligues antisémitiques de Drumont ou de Jules Guérin, investit de façon véhémente cet imaginaire, dans ces cas selon une perspective raciste claire. Comme le rappelle Birnbaum dans son ouvrage classique, à cette période,

> [l]es « gros », les « maîtres », les « rois », ce sont les Juifs, dont seule la disparition (expulsion, assimilation, destruction, etc.) permettra de rétablir l'unité nationale. Comment ne pas voir à quel point les Rothschild sont, dans ce contexte, indispensables : ce sont des « gros », ils sont juifs, ils entretiennent de surcroît de solides relations familiales d'un pays à l'autre. Bien qu'ils soient loin d'être les plus « gros », c'est contre eux plus particulièrement que l'ensemble des forces politiques va partir en guerre. Ce sont eux les véritables « déracinés »[407].

Car comme le souligne le sociologue français, ce type de discours antisémites, souvent centrés autour de la figure des Rothschild, ne se limite pas du tout à la droite de l'échiquier politique : nous aurons l'occasion de revenir sur cette dimension. Mais si nous restons de ce côté, il faudra évoquer l'influence exercée par le chef de file de l'Action française, Charles Maurras. Idéologue réactionnaire, Maurras se fait l'apôtre d'une critique royaliste de la démocratie parlementaire, cette dernière représentant pour le penseur le nouveau

[406] É. Drumont, *La fin d'un monde*, Paris, Albert Savine, 1889, p. 125.
[407] P. Birnbaum, *Genèse du populisme : Le peuple et les gros*, *op. cit*., pp. 56-57.

pouvoir d'argent, l'Or ayant remplacé le Sang dans l'ordre du monde[408]. La démocratie, instaurée par la Révolution, laisserait s'infiltrer dans la nation française les « quatre États confédérés » (les Juifs, les Protestants, les Métèques, les Francs-maçons)[409], qui rendraient le pays étranger à lui-même. Cette lecture conspirationniste de l'histoire moderne favorise donc, suivant la doctrine maurrassienne, un « antisémitisme d'État », apparaissant au cœur d'un projet de reconquête des institutions politiques de la France, perverties par la démocratie et le capitalisme. Ces groupes, considérés comme le corps exogène de la nation, incarnent « l'Anti-France », au sein de laquelle s'agrègent les banques, les Juifs, les représentants politiques et la finance internationale, les entités parasitaires qui mettraient à mal le travailleur national. En opposant la France enracinée du « pays réel » au « pays légal », Maurras a effectivement participé à nourrir une mythologie national-populiste qui marque un clivage radical entre producteurs vertueux de la nation et parasites de l'étranger. C'est ce qui l'amène à se poser comme un défenseur du paysan, incarnation du « pays réel », contre ceux qui le saigneraient dans son labeur, justement, ce « pays légal », car la démocratie parlementaire est bien « le règne de l'argent[410] » :

> [l]es parasites vivent sur lui et le dépouillent en peu de temps. Il n'est pas possible d'éviter ce parasitisme ; armé des droits de mutation et de succession écrans qu'édicte la démocratie, le fisc est là pour dévouer la petite propriété à l'usure. Et l'usure, à son tour, reconstitue au lieu et place des domaines traditionnels des domaines parfois plus vastes mais possédés collectivement, tristes avoirs de cette « fortune anonyme et vagabonde » qui dépossède tout agriculteur, pauvre ou riche, noble ou vilain, des cultures de la patrie[411].

Cela dit, il conviendrait, pour être plus précis, de ne pas classer Maurras directement dans la catégorie des populistes[412] : plutôt dans le groupe de ceux qui mobilisent un certain discours producériste, ici dans une optique clairement antisémite et conspirationniste.

---

[408] Voir C. Maurras, « L'avenir de l'intelligence », dans *L'avenir de l'intelligence et autres textes*, Paris, Robert Laffont, 2018, P. 589-642

[409] Voir O. Dard, *Charles Maurras : le nationaliste intégral*, Paris, Ekho, 2019.

[410] C. Maurras, « Mes idées politiques », dans *L'avenir de l'intelligence et autres textes*, *op. cit*., p. 863.

[411] *Ibid*., p. 893.

[412] L'historien Olivier Dard, spécialiste de Maurras, dira de l'auteur qu'en « élitiste convaincu », son souci « n'a jamais été d'organiser les masses pour qu'elles soient le fer de lance du nationalisme français, à l'inverse des ambitions, déçues des courants plébiscitaires qui irriguent nombre de groupes nationalistes au tournant des XIX^e^ et XX^e^ siècles, à commencer par la Ligue des Patriotes de Paul Déroulède ». Ce sont plutôt ces courants national-populistes (comme la Ligue de Déroulède) qui, eux, influenceront directement le boulangisme. O. Dard, « Charles Maurras (1868-1952) », dans O. Dard, C. Boutin, F. Rouvillois (dir.), *Le dictionnaire des populismes*, *op. cit*., p. 679.

Il s'agit d'un thème, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, que nous n'épuiserons pas ici. Si les tendances complotistes et antisémites ont pu suivre la montée des populismes, elles nécessiteront une partie complète consacrée à cette question. Cela dit, il est à notre sens important de considérer, pour l'instant, que toute protestation populiste et même national-populiste ne débouche pas nécessairement sur ces tares, sans pour autant nier le lien privilégié qu'elle peut entretenir avec ces phénomènes, d'où une tendance à la confusion directe avec le fascisme et l'extrême droite.

Car c'est bien Alphonse Toussenel, un disciple de Charles Fourier et socialiste utopique, qui écrira notamment un des plus violents pamphlets antisémites, *Les Juifs, rois de l'époque*. Ainsi que le rappelle Pascal Ory, « à la fin du XIX^e^ siècle, le juif et la finance internationale, par ailleurs assimilés l'un à l'autre, pouvaient-ils être la cible commune d'une partie de l'extrême droite populiste et d'une partie de l'extrême gauche socialiste[413] ». Le pamphlet de Toussenel s'ouvre d'ailleurs de cette façon, évocatrice : « j'appelle, comme le peuple, de ce nom méprisé de juif, tout parasite improductif, vivant de la substance du travail d'autrui. Juif, usurier, trafiquant, sont pour moi synonymes[414] ».

Comme le note d'ailleurs Ory au passage, Toussenel renvoie d'abord au « peuple » afin de tracer son opposition avec le Juif[415], considéré comme l'incarnation de celui qui jouit du travail des autres. Cette perspective, qui tend à se détacher de la réalité empirique du peuple juif pour le réifier dans un rôle diabolique et en faire le mauvais pôle d'un clivage manichéen, participe à définir la nature polémique (et ici radicalement antisémite) d'un certain producérisme nationaliste mais également socialiste.

On retrouvera, sans nécessairement que s'y exprime automatiquement la dimension antisémite, une même tonalité producériste dans la protestation contre la domination des « Deux cents familles », thème important dans l'histoire des mouvements socialistes français. Au temps du Front populaire, le Parti communiste investira allègrement le sujet :

---

413 P. Ory, *Peuple souverain*, *op. cit*., p. 104.
414 A. Toussenel, *Les Juifs, rois de l'époque*, Paris, Gabriel de Gonet, 1847, p. 1. [En ligne] https://books.google.ca/books?id=QOcZAAAAYAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false.
415 P. Ory, *Peuple souverain*, *op. cit*., p. 82.

> [l]a grande vertu de cette réconciliation française contre les 200 familles – à laquelle nous travaillons ici de toutes nos forces, écrivait Paul Vaillant-Couturier dans *L'Humanité*, - c'est justement qu'elle est en train de rendre la France aux Français, c'est-à-dire à ces masses laborieuses, classe ouvrière, paysans, classe moyenne, que rien ne doit plus diviser…[416]

La grande bourgeoisie capitaliste, ennemie héréditaire du socialisme, doit faire ici l'objet d'une « réconciliation » nationale contre elle, afin de défendre l'ensemble des travailleurs au-delà des frontières de classe. Car un des paramètres du discours producériste national-populiste, dans sa différence fondamentale avec le marxisme, repose dans son caractère identitaire : il est explicitement question de défendre les travailleurs *français*, et non d'appeler, comme chez Marx et Engels, à une internationale prolétarienne. La formule « la France aux Français », un marqueur du discours de l'extrême droite identitaire aujourd'hui, se trouve bien pourtant dans le journal L'Humanité, fondé par Jean Jaurès. Le PCF, communiste, mobilisera néanmoins – et ce pendant longtemps – cette rhétorique national-populiste : sous Georges Marchais, le Parti avait d'ailleurs pour slogan « Produisons français »[417]. Ce patriotisme producériste est un écho de tout un pan de la gauche ouvriériste, ayant connu son âge d'or, notamment, sous le Front populaire.

Par ailleurs, Christopher Lasch, dans son analyse des fondements idéologiques de la sensibilité populiste, voit dans des penseurs français inclassables comme le libertaire Pierre-Joseph Proudhon ou le syndicaliste révolutionnaire Georges Sorel, les tenants d'une « moralité paysanne[418] », qu'il oppose à la téléologie progressiste. En effet, si pour le second ces bases morales permettront de déboucher sur de l'action directe héroïque, pour le premier, elle représente surtout l'esprit populaire qui donnera corps à une « République démocratique et sociale[419] ».

---

[416] P. Vaillant-Couturier dans *L'Humanité* du 19 juillet 1936, cité dans M. Winock, « Populismes français », *op. cit*., p. 85.
[417] S. Laurent et L. Marchand, « Le FN dit-il la même chose que les communistes il y a trente ans ? », *Le Monde*, 20 avril 2015, [En ligne], https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/20/le-fn-dit-il-la-meme-chose-que-les-communistes-il-y-a-trente-ans_4619300_4355770.html.
[418] C. Lasch, *Le seul et vrai paradis*, *op. cit*., p. 373.
[419] P.-J. Proudhon, « Le Manifeste du Peuple », dans « Populisme ? », Revue *Krisis*, num. 29, Février 2008, p. 149.

> Toute notre science, écrit Proudhon, consiste à épier les manifestations du Peuple, à solliciter sa parole, à interpréter ses actes. Interroger le Peuple, c'est pour nous toute la philosophie, toute la politique. Nous voulons la famille, et nous la voulons pour tout le monde. Qui donc, parmi nous, hommes du Peuple, a jamais attaqué la famille ? Qui ne sait que l'homme de labeur est aussi, et par excellence, l'homme d'amour ? Nos yeux ont cherché les ennemis de la famille, et nous avons trouvé que ces ennemis de la famille étaient précisément les nôtres. Nous, dont l'ambition est de gagner de quoi nourrir une femme et la rendre heureuse, voulez-vous savoir quels sont les ennemis de la famille ? Portez le flambeau chez votre voisin le capitaliste, le rentier, l'homme de bourse, le gros salarié, le parasite, l'intrigant, l'oisif; pénétrez dans sa vie intime ; interrogez sa femme, sa bonne, son petit garçon, et vous saurez quel est celui qui, par son égoïsme avare, par ses amours désordonnées, corrompt les mœurs publiques et dissout la famille. C'est la misère qui fait l'ouvrier libertin et fornicateur ; chez lui il y a horreur naturelle du vice et entraînement à la vertu. C'est le luxe qui rend le riche incestueux et adultère : la satiété et la paresse sont en lui des agents indomptables de désordre[420].

À la « bancocratie[421] » source de tous les vices, Proudhon oppose la moralité supposément exemplaire du travailleur national, dont le labeur lui apprendrait l'humilité, la modération et la sobriété, le sens de l'effort et la solidarité. Cette perspective passe d'ailleurs chez Proudhon par un éloge enthousiaste de la famille patriarcale, ici, propre toutefois au conservatisme de l'époque[422]. Mais au-delà de cette perspective s'exprime une mythologie de l'être populaire qui serait la condition pour une société socialiste, à opposer à la rapacité du capitalisme, dont les élites contamineraient moralement les ouvriers[423].

Dans les années 1950 prendra forme un autre mouvement emblématique du national-populisme producériste : l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA). Menée par Pierre Poujade, cette entreprise politique se présente, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, comme la défense de la petite bourgeoisie nationale, mise à mal dans ses activités laborieuses par le procès de modernisation. En effet, Poujade, libraire à Saint-Céré, dans le

---

[420] *Ibid*., pp. 149-150.
[421] *Ibid*., p. 151.
[422] Proudhon a par ailleurs écrit plus longuement sur le sujet de la famille et s'avérait particulièrement conservateur en ce qui concerne la place des femmes dans la société. Voir P.-J. Proudhon, *La Pornocratie*, Paris, L'Herne, 2013.
[423] Il est à noter que cette anthropologie populiste s'inscrit en faux contre celle partagée par la classe bourgeoise au plus fort de l'industrialisation, lorsqu'il était question d'étudier les mœurs douteuses de la classe ouvrière. Voir notamment l'étude classique de L.-R. Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, Jules Renouard et Cie, 1840.

Lot, entend être le porte-voix de tout un ensemble de petits travailleurs, le monde de la boutique et des petits artisans, menacés par les transformations économiques radicales de la société. Tel que le rappelle Michel Winock,

> [s]ous les coups d'une modernisation devenue un impératif du nouveau régime, de nombreuses couches sociales, celles des artisans, des petits commerçants, des petits patrons, voire des propriétaires-exploitants de l'agriculture, se sentirent menacés au début des années 1950 par l'industrialisation, l'urbanisation, l'exode rural, la concentration industrielle et commerciale[424].

Face à ces mutations, propres à la modernisation capitaliste, émerge donc le mouvement poujadiste, qui formera pratiquement le modèle du populisme moderne en France. Anti-fiscaliste, l'UDCA s'attaquera avec véhémence aux institutions étatiques, accusées de servir l'élite parisienne et les « gros bonnets », au détriment du petit peuple. En effet, le peuple des petits travailleurs, fondement de la communauté nationale, est considéré comme la victime d'une élite prédatrice, dont l'identité supposée a peu changé depuis l'émergence du boulangisme. Comme le rappelle Birnbaum,

> Poujade s'en prend donc à son tour aux « gros », aux « puissances financières apatrides et inhumaines » qui sont à « la source du mal », il attaque les « trusts », le Comité des Forges, les Deux cents familles, devenues entre-temps six cents. Il veut mettre un terme à « l'influence des féodalités occultes dans les institutions de l'État »[425].

Face à un capitalisme qui urbanise et industrialise la société française de même qu'il technocratise l'État, le petit travailleur indépendant se prolétarise, alors qu'il est pourtant le cœur de l'esprit gaulois, selon Poujade. Tel qu'il l'affirme dans *Fraternité française*, contre les intellectuels, le petit peuple de travailleurs représente la « substance de la nation[426] ». Comme le rappelle l'historien Michel Winock, « le populisme protestataire de Poujade s'en prend aux parlementaires, aux technocrates, aux intellectuels, à toute cette élite parisienne, qui a perdu le sens du terroir[427] ». Ces entités sont l'Anti-peuple, qui s'oppose à celui, mythifié, qu'il entend défendre : « la France du poujadisme est une France identifiée à sa ruralité, à son peuple des couches préindustrielles, à ses petits blancs des bastions coloniaux menacés. Encore plus qu'anti-parlementaire, Poujade s'affirme anti-

[424] M. Winock, « Populismes français », *op. cit*., pp. 85-86.
[425] P. Birnbaum, *Genèse du populisme, le peuple et les gros*, *op. cit*., p. 96.
[426] P. Poujade, éditorial dans *Fraternité française*, janvier 1955.
[427] M. Winock, « Populismes français », *op. cit*., p. 87.

intellectuel, car la France intellectuelle, c'est la France irréelle […][428] ». Se dégage ici clairement une opposition entre la nation des petits travailleurs, enracinés dans la concrétude du pays, et les élites qui se rendent étrangère à sa réalité communautaire.

Si Birnbaum pousse probablement trop loin le bouchon, à l'instar d'un Zeev Sternhell, lorsqu'il assimile le poujadisme au fascisme, il n'en demeure pas moins fondé, comme il le souligne, sur « l'attachement à une communauté naturelle et organique où tous les petits seraient fraternellement unis, où rien ne diviserait ni n'opposerait les Français les uns aux autres[429] ». C'est cet idéal de communion à travers l'instruction par l'épreuve du travail enraciné qui ressort de la mythologie national-populiste, constamment menacé par des figures parasitaires, associées, plus souvent qu'autrement, à la haute finance cosmopolite, aux Juifs, aux élites parlementaires et aux intellectuels de la métropole.

3.5 L'Amérique latine et le populisme des dépossédés

Si le populisme latino-américain, nous aurons l'occasion d'en discuter dans un prochain chapitre, se distingue particulièrement dans son rapport au chef, il ne demeure cependant pas exempt d'une certaine mythologie « producériste ». En effet, c'est dans le cadre d'une modernisation spécifique qu'émergent les phénomènes populistes latino-américains, sur un continent où les terres sont accaparées soit par des grands propriétaires terriens, soit par des puissances étrangères. Dans ce contexte, il ne sera pas étonnant que soit mise de l'avant, comme figure dominée, celle du petit paysan ou de l'ouvrier exploité, ancien agriculteur dépossédé de ses moyens de subsistance. En effet, alors que les classes populaires étaient ouvertement méprisées par les « républiques oligarchico-libérales », la montée en puissance des national-populismes sur ce continent verra l'occasion d'en faire, comme l'avance Federico Tarragoni, « le fondement même de la nation[430] ».

Plus que le marxisme, c'est effectivement le national-populisme qui sera l'idéologie contestataire marquant l'histoire de la modernisation en Amérique latine. Comme le souligne Pierre Rosanvallon, au moment où, dans la première moitié du XX^{e} siècle,

[428] *Ibid*.
[429] P. Birnbaum, *Genèse du populisme : le peuple et les gros*, *op. cit*., p. 101.
[430] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 225.

l'Europe était en proie avec la montée des mouvements socialistes puis des fascismes, « les sociétés latino-américaines étaient, elles, restées divisées entre une masse asservie et de puissantes oligarchies. Elles n'étaient pas des sociétés de classes au sens marxiste du terme[431] ». D'où la puissance de la référence au « peuple » pour désigner l'ensemble des dominés, sur ce continent.

Dans le travail de fabrication de cet imaginaire populiste, le caudillo colombien Jorge Eliécer Gaitan jouera un rôle important. Véritable tribun du peuple, Gaitan se présentera, dans les années 1930-1940, comme le défenseur des masses comprises comme « entité élargie à tous ceux qui pouvaient se considérer comme *desposeidos*[432] », ceux qu'il nomme, à l'instar de José Maria Velasco Ibarra en Équateur, comme sa *querida chusma* (« chère populace »)[433] : « Le peuple se définissait en effet d'abord pour lui par l'évidence d'une différence et d'une distance avec l'*oligarquia*, la *plutocracia*[434] ». Suivant le mécanisme typique du discours populiste, il s'agit effectivement d'opposer une élite au peuple, mais ici dans un cadre à la fois économique et nationaliste. Le peuple de la Colombie est bien celui de tous les dépossédés, auxquels il entend redonner une dignité, au détriment de l'oligarchie. Proposant une « Restauration morale[435] », « Gaitan ne s'adresse qu'aux pauvres, en se posant lui-même comme un pauvre dont l'unique avantage relèverait de sa capacité à leur donner une voix[436] ».

Juan Domingo Perón et le mouvement qu'il a créé, pilier du populisme argentin, se révèle également un exemple frappant de ce plébéianisme nationaliste. En effet, comme le rappelle Federico Tarragoni, le mouvement péroniste est centré sur la figure du travailleur[437]. Le tribun désigne son peuple comme celui des *descamisados* et des *cabecitas negras*, des sans-chemises et des têtes noires, qui travaillent donc de leurs mains et représentent la part indigène du pays, ce qui contraste avec l'élite d'origine européenne, à la peau plus claire. Ce peuple de travailleurs est celui qui est dépossédé par une Argentine

[431] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 135.
[432] *Ibid*., p. 137.
[433] Voir É. De Ipola, *Ideología y discurso populista*, México, Folios Ediciones, 1982.
[434] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*.
[435] *Ibid*., p. 138.
[436] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., pp. 219-220.
[437] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 225.

aux mains des grands propriétaires terriens et de l'impérialisme états-unien, d'où la figure de l'ennemi *yankee*. Contre le capitalisme international, Perón met de l'avant un programme global de nationalisation des ressources, afin de redonner une souveraineté économique au travailleur argentin[438]. S'adressant particulièrement à un nouveau prolétariat urbain[439], Perón participera à améliorer les conditions de vie des travailleurs, notamment par l'instauration de congés payés[440]. Ses politiques, sans l'ombre d'un doute électoralistes (il s'agit de conquérir une nouvelle démocratie de masse, qui se présentera, selon Alain Rouquié, comme une véritable « démocratie hégémonique[441] »), mettent l'accent sur la puissance de l'appareil étatique, afin de donner corps à une communauté nationale qui ne sera plus dépendante des forces impérialistes, d'où une stratégie géopolitique de « non-alignement » face à l'affrontement Est-Ouest durant la Guerre froide[442].

Getulio Vargas, qui se présente comme le « Père du peuple », s'appuiera lui aussi sur la masse des petits travailleurs brésiliens, dans le cadre de son *Estado Novo*. Son corporatisme étatiste, inspiré du modèle fasciste, l'amènera tout de même à proposer d'importantes réformes du code du travail[443]. Cela dit, comme le souligne Guy Hermet, son bilan fera preuve d'un angle mort de taille : il oublie l'ensemble des agriculteurs, pourtant la majorité nationale[444]. Ici, le gétulisme s'inscrit radicalement en faux, dans ses résultats, à tout le moins, contre l'imaginaire producériste qui marquera les États-Unis de la fin du XIXe siècle.

Les modèles péroniste et gétuliste, plus proches à cet égard des populismes français, représentent donc des idéologies nationalistes qui favorisent des politiques protectionnistes. En mettant l'accent sur le travailleur national, il est effectivement question de mobiliser les institutions étatiques pour le protéger des ingérences économiques de l'étranger. Tel que peut l'analyser Pierre Rosanvallon, ces populismes sont l'expression

438 *Ibid*., p. 231.
439 *Ibid*., p. 229.
440 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 229.
441 A. Rouquié, *Le siècle de Perón*, Paris, Seuil, 2016, p. 349.
442 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 230.
443 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 237
444 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 224.

d'une idéologie « national-protectionniste[445] », comme politique visant à protéger les travailleurs nationaux du grand capital impérialiste. « L'idée protectionniste, écrit-il, présuppose en effet qu'il y ait une entité bien constituée à défendre, une entité clairement distinguée de ce qui lui serait extérieur[446] ». Cette entité est l'ensemble des producteurs de la nation, qui se distingue des oligarchies « vendues » au grand capital mondial. D'où le choix d'une « troisième voie » nationaliste mais sociale, à distance tant du capitalisme libéral que de l'option communiste[447]. Ces caractéristiques idéologiques des national-populismes latino-américains sont typiques de régimes illibéraux de l'après-Deuxième Guerre mondiale, selon Federico Finchelstein, qui prend bien soin de les distinguer des fascismes, malgré certaines parentés[448].

Finalement, le cas de Lazaro Cardenas au Mexique s'avère également intéressant, pour prendre la mesure d'une certaine affirmation du peuple laborieux comme fondement de la nation. En proposant de profondes réformes agraires, le cardénisme s'est notamment affirmé par la redistribution de 18,7 millions d'hectares de terres pour 730 000 paysans dans les années 1930 et en légiférant sur la propriété communautaire des terres[449]. Grâce à ces lois, « les communautés paysannes et indigènes peuvent désormais bénéficier de cette indépendance matérielle qui est, pour elles, une condition de leur autonomie sociale et culturelle sur le sol national[450] ». Il est à noter l'influence d'Emiliano Zapata pour ce populisme agraire mexicain, qui d'ailleurs inspirera le nom du mouvement de révolte dans le Chiapas dans les années 1990, lequel perdure encore aujourd'hui et représente une référence pour les luttes altermondialistes. En effet, sans toutefois posséder la dimension aussi nationaliste que le cardénisme, le zapatisme repose sur une idéologie communautaire qui met l'accent sur la production locale et enracinée comme fondement d'une société populaire, qui renvoie aux imaginaires indigénistes ayant servi de terreau aux populismes latino-américains[451].

---

445 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 55.
446 *Ibid*.
447 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 231.
448 F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, Berkeley, University of California Press, 2018, p. 99.
449 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 239.
450 *Ibid*.
451 Voir notamment J. Baschet, *La rébellion zapatiste*, Paris, Flammarion, 2019.

De même, c'est dans cette tradition de populisme indigéniste qu'on pourra classer l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) dans les années 1920 au Pérou, menée par Victor Raul Haya de la Torre. En tentant de revivifier les imaginaires précolombiens, ce mouvement utopique devient celui « d'une résurrection du très mythique système incaïque de l'*Ayllu*, présenté comme une espèce de paradis sur terre[452] », ce qui donnerait corps à une solidarité communautaire enracinée dans le monde andin. Or, comme le soutient Guy Hermet, ce mouvement se trouve porté par des intellectuels fascinés par un peuple rural idéalisé, ce qui n'est pas sans rappeler l'épisode russe des *Narodniki*[453].

Afin de définir l'objectif politique principal des populismes latino-américains, Tarragoni, qui tend pourtant à minimiser les dimensions nationalistes de ces mouvements auxquels il adhère vraisemblablement, défend plus globalement que

> leur but est d'affranchir les sociétés nationales, et les masses travailleuses en tant que base de la nation, du joug du capitalisme international, considéré destructeur, impérialiste et néocolonial. C'est un projet « national-populaire ». Tout en intégrant les masses sociales exclues du marché international, il s'agit de rendre, après les premières indépendances du début du XIXe siècle, les nations latino-américaines indépendantes *à nouveau*[454].

C'est précisément cette quête d'indépendance politique et économique qui fonde le souverainisme de ces mouvements national-populaires. Il s'agit ainsi d'opposer la patrie à une globalisation s'attaquant à la dignité et aux conditions matérielles des travailleurs nationaux.

La nouvelle vague du populisme latino-américain, dès les années 1990-2000, sous les traits des pouvoirs d'Hugo Chavez (Venezuela), d'Evo Morales (Bolivie), de Rafael Correa (Équateur), continuent de reposer sur cet imaginaire du petit travailleur indigène et fonctionnent sur une « interpellation plébéienne[455] », contrairement aux régimes néolibéraux d'Alberto Fujimori (Pérou), de Jair Bolsonaro (Brésil) ou de Carlos Menem et Javier Milei (Argentine). Il y est question de dénoncer un Nouvel ordre mondial sous la

[452] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 213.
[453] *Ibid*.
[454] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 217.
[455] A. Corten, C. Huart et R. Peñafiel, *L'interpellation plébéienne en Amérique latine*, Montréal, PUQ, 2012.

mainmise des États-Unis, explications polémiques des dominations géopolitiques qui, sans être entièrement fausses, peuvent cependant flirter avec le conspirationnisme[456].

3.6 La postérité du populisme producériste : formes contemporaines et virage à droite ?

Notre tour d'horizon du national-populisme producériste, s'il ne prétend pas à l'exhaustivité, ne pourrait cependant être complet s'il ne nous dirigeait pas vers les manifestations contemporaines de cette forme idéologique du populisme.

Compte-tenu des mutations du capitalisme, la postérité politique de cet imaginaire populiste se trouvera surtout dans l'antifiscalisme. En effet, c'est dès les années 1940-50, en Occident, que nous verrons les manifestations les plus évidentes de ce nouveau type de mouvement : du côté du poujadisme en France, mais aussi du *qualunquismo* en Italie. Ce dernier, qui prend racine au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, est un phénomène politique mené par Guglielmo Giannini, fondateur du *Fronte dell'uomo qualunque* (le « Front de l'homme quelconque »). Ce mouvement se présente effectivement comme une exaltation de l'homme ordinaire, sur qui reposerait la nation italienne, et qui serait pris à la gorge par l'État fiscaliste. Ce type de populisme fonctionne à l'opposition entre le peuple des gens du commun, contribuables ordinaires, et la technocratie qui le dépouille des fruits de son travail.

Mouvement ni de droite ni de gauche, farouchement opposé au communisme, le *qualunquismo* de Giannini, comme l'écrivent Diamanti et Lazar,

> se veut au service des petits pour reconstituer la nation autour des individus quelconques qui, mis ensemble, forment ce qu'il appelle « la Foule », toujours écrit avec un F majuscule, par opposition au peuple, un mot galvaudé par l'usage qu'en font les politiciens. Cette foule, c'est bien la plebs du populisme que Giannini se propose d'incarner, ce qui induit son comportement, son style et son langage, et la direction autoritaire de son mouvement[457].

Alors que le poujadisme restait marqué par un imaginaire fort du petit artisan/commerçant comme base productive de la nation, le *qualunquismo* se démarque surtout par son

[456] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*.
[457] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 82.

caractère « antipolitique », le fait qu'il fait appel à une conception minimaliste du peuple, pour le poser en victime des politiques économiques portées par des élites parasitaires. Sorte de modèle pour les populismes contemporains, selon le politologue Marco Tarchi[458], ce mouvement antifiscaliste marque en quelque sorte un tournant libéral-conservateur du producérisme populiste. En effet, il est une première incarnation d'une perspective qui met moins l'accent sur les qualités intrinsèques du travail productif, mais plutôt sur les vertus ordinaires d'un homme du commun, dépouillé matériellement par l'État technocratique.

Cette perspective trouvera donc sa postérité dans ce que le politologue Dominique Reynié nomme le « populisme patrimonial ». Ce type de sensibilité politique, généralement nationaliste et conservatrice, se présente comme une défense relativement véhémente d'un mode de vie particulier, aux spécificités culturelles et matérielles. Il trouvera son essor dès les années 1970 en Scandinavie (au Danemark, en Finlande, en Suède), et la question fiscale sera au centre de son programme[459]. Comme le souligne Reynié, qui observe effectivement que ces mouvements populistes s'affirment en Europe dans des pays connaissant un certain succès économique (comme la Suède ou la Suisse), « les populistes dénonceront plutôt l'excès de pression fiscale pesant sur les petits patrons et les petits producteurs, ou le sort qui est fait aux salariés dans la compétition internationale, notamment par la concurrence du travail étranger[460] ».

Suivant ce point de vue, le peuple est moins le travailleur, à proprement parler, que la « classe moyenne[461] », comme ensemble national d'individus privés. Or, il n'en demeure pas moins que le fond polémique du populisme producériste se maintient, autant pour critiquer les élites transnationales que l'immigré qui menacerait le marché national du travail. En effet, la figure de l'étranger agit maintenant, de façon plus claire dans des sociétés aux prises avec la globalisation postmoderne, comme l'incarnation d'un poids économique (et culturel) qu'aurait à porter sur son dos la population nationale : « La dénonciation d'une distribution inconsidérée d'aides sociales et de services sociaux aux

458 M. Tarchi, *Italia populista. Dal qualunquismo a Beppe Grillo*, Bologne, Il Mulino, 2015, p. 175.
459 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 350.
460 D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 183.
461 *Ibid*., p. 43.

immigrés et à leur famille, écrit Reynié, est peut-être le thème populiste le plus caractéristique[462] ».

C'est sur ce bouton que vont appuyer les formations national-populistes en Europe et en Amérique du Nord, afin de capitaliser politiquement sur les frustrations populaires générées par les mutations de la globalisation économique. Des Démocrates de Suède au Rassemblement national, en passant par le FPÖ autrichien ou l'Union démocratique du Centre de Suisse, les mouvements populistes de la droite radicale (voire de l'extrême droite) européenne mobiliseront un discours xénophobe empreint d'antifiscalisme et de chauvinisme social. En effet, le peuple « de souche » est présenté comme aux prises avec la menace d'une immigration qui agirait comme parasite pour l'économie nationale. Alors que la cible privilégiée du populisme producériste classique était l'élite financière apatride, souvent identifiée aux Juifs, celle du populisme patrimonial dévie vers l'étranger d'à côté, qui viendrait profiter des avantages du providentialisme occidental sans participer concrètement à la richesse nationale.

D'obédience libérale, ce populisme pointe également souvent l'État du doigt, qui permettrait à trop de gens de vivre en dehors de « l'économie réelle ». Si ce discours trouvera un véritable écho au sein de la droite américaine (ce que nous avons déjà évoqué plus haut), hantée par la peur de voir s'agrandir le *Big Government*, il pullule également en Europe depuis les années 1990. Le FPÖ de Jorg Haider capitalisera beaucoup sur cette rhétorique. Il dénoncera le pouvoir et la prolifération de fonctionnaires autrichiens, détachés de la réalité laborieuse du pays. Comme l'écrivent Mény et Surel, selon Haider « une caste de profiteurs, abritée par l'appareil étatique et associée aux industriels et aux syndicats, peut se permettre de ne plus travailler, contrairement à ceux qui incarnent l'économie réelle et qui sont les victimes du système[463] ».

Cela dit, des vestiges du national-populisme traditionnel peuvent subsister. C'est ce qui s'est manifesté dans le Front national de Jean-Marie Le Pen, héritier, à bien des égards, du poujadisme[464]. Clairement populiste antifiscaliste et attiré d'abord par le néolibéralisme

462 *Ibid*., p. 187.
463 Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 202.
464 M. Winock, « Populismes français », *op. cit*., p. 87. Le Pen commence d'ailleurs sa carrière politique comme député poujadiste en 1956.

reaganien, Le Pen s'est ensuite fait le chantre d'une droite radicale nationaliste, xénophobe et tendanciellement ouvriériste. Dans un discours de 1997, le tribun du Front national tient des propos qui s'inscrivent globalement dans cette tradition national-populiste française :

> Les mêmes intérêts égoïstes, ceux du capital anonyme et vagabond qui firent souvent, au XIXe siècle, des mines et des usines de véritables enfers et qui, aujourd'hui encore, réduisent dans le tiers-monde des dizaine de millions d'enfants en esclavage et des centaines de millions d'autres à la pauvreté, ceux des intérêts massifs de la spéculation, des grandes multinationales, qui, dans le but d'accumuler un profit illimité donc illicite, ont mis en place et imposé dans les esprits comme issue inéluctable les éléments d'un complot : le mondialisme[465].

Dans une perspective qui flirte clairement ici avec le complotisme, Le Pen reprend dans ce discours des lieux communs du national-populisme, comme la dénonciation de la domination d'un grand capital transnational et foncièrement diabolique, jusqu'à tomber dans un point de vue tiers-mondiste, en creusant l'écart moral qui séparerait cette entité « mondialiste » du peuple national, français. Le capital prédateur et improductif est dépeint en contraste avec le peuple français autochtone, qu'il faut protéger des dangers de la globalisation. Le projet mondialiste est d'ailleurs porté, selon Le Pen, par la « bande des quatre », « l'établissement », les partis dominants vendus au capital international.

Sa fille, Marine Le Pen, qui opèrera vers une version plus « républicaine » du parti, continuera cependant de reprendre certains de ces thèmes : ceux de la critique des élites mondialistes qui mettent à mal les travailleurs français, qu'elle nomme « le monstre technocratique à trois têtes » (UE, FMI et BCE), les « puissances d'argent » et « ceux qui organisent l'immigration massive à la charge des contribuables »[466]. Ce discours national-populiste est centré sur la question du travail national :

> Marine Le Pen annonce vouloir « après la parenthèse du communisme » fermer « celle de la mondialisation » dans la promotion d'une « économie de marché dotée de frontières qui protègent et d'un État qui régule ». Elle promet le protectionnisme et la réindustrialisation du pays par le biais d'un « État fort » qui en sera le « fer de lance ». Chef de cet État, elle assure qu'elle sera intraitable : « Je gérerai les finances publiques d'une main de fer »[467].

---

[465] J.-M. Le Pen cité dans Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 201.
[466] D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 221.
[467] *Ibid*., p. 222.

Chez la cheffe du Rassemblement national, il n'est pas question de réduire la taille de l'État comme chez d'autres populistes patrimoniaux, mais plutôt de le rendre véritablement au service du peuple français, qui s'opposerait aux immigrés, lesquels profitent d'un système trop généreux. Encore une fois, cependant, la communauté nationale des producteurs tend à laisser sa place à celle des bons contribuables, déterminés par leurs origines[468].

Les populismes de séparation sont également un témoignage contemporain de cette mutation de l'idéologie producériste. Ils prolifèrent en Belgique (Vlaams Blok puis Belang), en Italie (Lega Nord), mais aussi au Canada (Alberta) et en Espagne (Catalogne). « Le populisme séparatiste, écrit Reynié, obéit à un schéma très simple : une région riche estime excessive sa contribution à la production, à la richesse nationale, et injuste la redistribution opérée par l'État central au nom de la péréquation[469] ». Ces dynamiques font naître des discours polémiques où s'oppose la région prospère à celles qui sont considérées comme à la remorque, en blâmant l'État qui fait le jeu des pauvres. La Ligue du Nord d'Umberto Bossi s'est faite la championne de ce type de populisme : elle oppose une Italie du Nord mythifiée en « Padanie », comme cœur industrieux du pays, à la partie méridionale, le *Mezzogiorno* paresseux qui vivrait sur l'argent généré par les travailleurs septentrionaux. « Pour la Ligue, ce sont les impôts du Nord qui assurent le financement des Italiens du Sud, présentés comme des tire-au-flanc ou des incapables vivant aux crochets des plus travailleurs[470] ». Cette injustice supposée a amenée Bossi à exploiter un slogan devenu célèbre, *Roma ladra !* (« Rome la voleuse ! »)[471], afin de dénoncer le pouvoir de redistribution de l'État central italien, qui subvertirait la morale producériste.

Le Vlaams Blok, qui deviendra Vlaams Belang, en Belgique, opère à partir d'une opposition semblable. En effet, il est question d'opposer une Flandre travailleuse, qui tient à bout de bras un pays divisé, à une Wallonie paresseuse, qui profite de la richesse générée par les Flamands[472]. Même chose pour la question de la Catalogne en Espagne, dans une optique cependant épargnée par la xénophobie d'un Vlaams Belang ou de la Ligue du Nord.

---

[468] Nous aurons l'occasion de discuter, dans un autre chapitre, sur les questions plus proprement culturelles du national-populisme.
[469] *Ibid*., p. 226.
[470] *Ibid*., p. 227.
[471] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 148.
[472] D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 229.

Le Québec, connaît (et surtout a connu) un mouvement indépendantiste d'envergure, qui n'aura pas le même destin populiste. À vrai dire, il est un acteur plutôt passif d'une autre dynamique, qui le rattache à l'Ouest du pays. En effet, c'est plutôt à travers le retour d'une question propre à l'Alberta qu'est mis de l'avant un populisme de séparation. Depuis quelques années, la province de l'Ouest a ressuscité certains éléments d'un discours populiste ancestral, mais précisément dans une optique qui pose comme question phare la richesse pétrolière de la région. Alors que l'Alberta fournirait le Canada en ressources énergétiques et en travail, une province comme le Québec se permettrait de critiquer le caractère antiécologique de l'exploitation pétrolière et ne contribuerait pas de juste façon à l'effort patriotique, en tentant de bloquer le passage d'un oléoduc qui aurait comme fonction de resserrer le lien national. Comme l'écrit Frédérick Guillaume Dufour,

> il n'est pas rare d'entendre des partisans du Westxit [sic], ou de la séparation des provinces de l'Ouest du Canada, dénoncer le programme de péréquation fédérale qui permettrait au Québec de se payer des politiques sociales sur le dos du dur labeur des travailleurs de l'industrie du pétrole de l'Ouest[473].

Ce qu'il est possible de nommer un « pétropopulisme[474] » reprend, à la sauce de droite, l'accusation de mainmise des provinces centrales et de leurs élites libérales sur l'économie canadienne. De son côté, le mouvement indépendantiste québécois ne peut être associé à ce populisme patrimonial-producériste : groupe historiquement dominé[475], les Canadiens-français ont cherché à s'émanciper du joug colonial en investissant l'État provincial durant la Révolution tranquille, et c'est dans ce mouvement de construction étatique que s'est affirmé le principal véhicule du souverainisme québécois, le Mouvement Souveraineté-association et le Parti Québécois de René Lévesque, qui s'inscrivent plus globalement dans une idéologie social-démocrate[476].

Aux États-Unis, comme nous avons pu le constater plus haut, le populisme a opéré un virage à droite à partir de l'épisode maccarthyste. Ce moment fut celui d'une recomposition américaine de l'idéologie producériste, qui fait passer dans les mains de la classe moyenne

---

473 F. G. Dufour, *Entre le peuple et l'élite, le populisme de droite*, Montréal, PUM, 2021, pp. 20-21.
474 Voir D. Mones, « Le pétropopulisme freine la transition énergétique », *La Conversation*, 15 mars 2022, [En ligne] https://theconversation.com/le-petropopulisme-freine-la-transition-energetique-178765.
475 Voir notamment G. Bourque, *Classes sociales et question nationale au Québec* (1760-1840), Montréal, Parti Pris, 1970, ainsi que F. Dumont, *Genèse de la société québécoise,* Montréal, Boréal, 1996.
476 Voir, pour un exposé systématique : R. Lévesque, *Option Québec*, Montréal, Typo, 1997.

le destin de l'économie nationale. La référence symbolique à cet ensemble comme majorité morale donne corps à la nation, comme groupe économique et culturel homogène. C'est dans ce contexte qu'un Donald Trump pourra capitaliser politiquement, en mobilisant un discours producériste lorsqu'il s'adresse à la *Rust Belt*, les secteurs les plus âprement touchés par la désindustrialisation. « Avec ses références à la création d'emplois et aux honnêtes travailleurs délaissés par Washington et Wall Street, il a cultivé l'image d'un politicien non conventionnel prêt à sauver ceux dont le travail est volé par une élite corrompue[477] ». Il participe par ailleurs à garder vivant le mythe d'une Amérique productrice, fière et économiquement indépendante, à l'heure des délocalisations causées par la mondialisation des échanges.

3.7 La communauté morale de travailleurs nationaux : aux fondements d'un mythe populiste

Le populisme producériste, qui repose sur un imaginaire du producteur (d'abord agricole) comme fondement moral de la communauté nationale, représente un sujet d'analyse intéressant pour une sociologie de la modernité politique. En effet, il convient de considérer ces représentations particulières comme une façon spécifique d'appréhender la réalité sociétale. Cet imaginaire du travailleur national enraciné, opposé à une figure de l'élite parasitaire, suppose une conception holiste de la société, société qui serait portée par les petits producteurs et menacée par un petit groupe d'individus puissants, dotés d'une moralité douteuse.

La mythologie du populisme producériste est souvent soutenue par un imaginaire du *heartland*, que le sociologue britannique Paul Taggart a étudié particulièrement. Il le définit en ces termes :

> the invocation of the heartland accounts for another common comment about populism. Although in practice tied to the support of particular classes, populism is often seen to be in theory above class and even classless. Implied in the emphasis on 'the people' is buried the idea that these people are an undifferentiated mass. It is through their very collectiveness that they are able to produce wisdom. The singularity of the heartland implies a singularity in its population. The heartland as

[477] F. G. Dufour, *Entre le peuple et l'élite, le populisme de droite, op. cit*., p. 20.

> a single territory of the imagination demands a single populace. The unity and the homogeneity of the imaginary residents of the heartland explains why populist rhetoric is usually so geared towards seeing 'the people' as homogeneous[478].

Ainsi, si Taggart soutient qu'il s'agit d'un imaginaire voué à dépasser les frontières de classe, la mythologie du *heartland* suppose néanmoins une conception homogène du peuple qui prendrait corps dans un territoire considéré comme hermétique aux influences étrangères, ce qui serait garant de l'unité morale nationale. Or, les représentations du populisme producériste carburent à cet imaginaire : sont considérés comme gardiens de l'authenticité nationale ceux qui sont enracinés dans le territoire à travers le dur travail de la terre, favorisant la richesse collective et les conservant, par l'humilité du labeur, dans une moralité honnête. Le producteur est l'incarnation de l'homme ordinaire, car il est majoritaire et conservé dans une condition simple, à l'écart d'une richesse corruptrice. Le paysan incarne la figure privilégiée de cette authenticité, par le rapport concret qu'il entretient avec la terre qui façonne la nation. C'est le cas, par exemple, du fermier du Midwest américain, qui s'oppose aux élites des côtes, marquées par les influences étrangères. De ce point de vue, le populisme producériste, et plus spécifiquement agraire, articule une conception plébéienne et ethnique du peuple : il circonscrit dans une optique identitaire la nation en l'associant à l'activité sur un territoire précis, de même qu'il identifie une condition sociale à la moralité intrinsèque d'un peuple.

Se dégage du populisme producériste, dans son culte des vertus supposées du travailleur national, un certain idéal d'homogénéité, donc. Face aux mutations modernes des sociétés, marquées par ce qu'Émile Durkheim considèrera être la « différenciation sociale[479] », l'être communautaire se désagrège, pour être intégré dans une entité plus large, la société politique et capitaliste. Ces transformations sociales, majeures, amènent des mutations de la morale commune et l'inquiétude d'une régression vers l'anomie. Alors que l'on considère, dans la sociologie classique, que la modernité se caractérise par le passage de la *Gemeinschaft* (la communauté) à la *Gesellschaft*, une partie importante des grands questionnements sociaux sont dirigés vers l'avenir du lien commun au sein d'une société d'individus, abstraite et impersonnelle[480]. En effet, la discipline sociologique prend forme

[478] P. Taggart, *Populism*, Londres, Open University Press, 2000, p. 96.
[479] D. Martuccelli, *Sociologies de la modernité*, Paris, Gallimard, 1999.
[480] F. Tönnies, *Communauté et société*, Paris, PUF, 2010.

sur fond de panique de dissolution de la communauté, comme fondement moral de l'être-ensemble. Comme l'écrit Robert Nisbet, principal théoricien de cette idée, à propos du précurseur de la sociologie Auguste Comte (que l'on associe pourtant à certains des pires excès de la modernité), « le rétablissement des liens communautaires correspond à une urgence morale, et la Révolution n'est à ses yeux que la désintégration de la société orchestrée par un pouvoir tyrannique[481] ».

Alors que la communauté représente, selon Nisbet, « tous les types de relations caractérisées à la fois par des liens affectifs, étroits, profonds et durables, par un engagement de nature morale et par une adhésion commune à un groupe social[482] », « la notion de *Gesellschaft* prend toute son importance typologique si nous l'envisageons comme une forme spéciale de relations humaines, de nature individuelle, impersonnelle et contractuelle et qui résultent plus de la volonté ou de l'intérêt[483] ». La révolution politique moderne, qui fait de la démocratie son modèle, ainsi que la révolution industrielle, qui marque de façon matérielle et culturelle le passage au capitalisme, transforment durablement les conditions de l'être-ensemble. Elles participent à donner une primordialité à l'individu sur le tout social, ce qui génère une anxiété identitaire profonde. La modernité, qui fait de la Raison, de l'Individu et du Progrès ses fondements normatifs, bouleverse la morale communautaire.

Si le capitalisme modifie le rapport au travail, aliénant le producteur et le rendant « étranger à lui-même[484] », la formation de l'État-nation participe à rendre plus impersonnels les liens sociaux. Cela dit, la forme nationale, culturelle autant que politique, donne également un corps plus concret à la société. Elle unifie le social à travers une langue, des mœurs et une mémoire commune, ce qui tente de combler l'écart causé par le procès d'abstraction moderne. De même, le partage d'une commune condition laborieuse participe à personnaliser les rapports sociaux et à rendre plus transparente la participation active à l'effort collectif au sein de sociétés qui se spécialisent de plus en plus. Ces deux dimensions, qui renvoient à la part « concrète » de la solidarité sociale, semblent se dégager

481 R. A. Nisbet, *La tradition sociologique*, *op. cit*., p. 80.
482 *Ibid*., p. 70.
483 *Ibid*., p. 100.
484 K. Marx, *Manuscrits économico-philosophiques de 1844*, Paris, Vrin, 2014, p. 118.

de l'idéal producériste du national-populisme : le peuple se voit envisagé comme une réalité tangible, qui entretient des liens de proximité enracinés dans le territoire national et qui, par le partage d'une même activité laborieuse, fait preuve d'une certaine uniformité morale, qui possède comme terreau un mode de vie particulier. Il en ressort un certain idéal (ou une nostalgie) de « solidarité mécanique[485] », fondée sur un *ethos* des similitudes, qui contraste avec le procès de différenciation et de spécialisation moderne, pouvant être associé à des élites dont on considère qu'elles se détacheraient de la concrétude populaire. Comme l'écrit Michael Kazin, pour définir l'*ethos* producériste américain : « producerism was indeed an ethic, a moral conviction: it held that only those who created wealth in tangible, material ways (on and under the land, in workshops, on the sea) could be trusted to guard the nation's piety and liberties[486] ».

Cette concrétude populaire s'exprimerait dans le rapport privilégié (tangible) que le travailleur entretient avec la production de richesse, contrairement à une élite pensée comme vivant aux dépens de ce peuple. Car il faut noter que le peuple national des travailleurs, catégorisation centrale du populisme producériste, se définit généralement en opposition à une élite abstraite, associée à l'étranger et à l'argent. Cette division relève d'une certaine représentation *romantique* de la société, qui oppose l'enracinement traditionnel, vecteur d'une morale communautaire, à l'abstraction moderne, qui émancipe des obligations concrètes. Arrêtons-nous plus précisément sur les spécificités romantiques de l'idéologie producériste, en portant notre focale sur un point particulier : la question du rapport à l'argent.

3.7.1 L'Argent corrupteur de la communauté

Dans le discours populiste des origines, la question de l'imaginaire du rapport entre élite et argent se manifeste comme centrale. Il s'avère effectivement une constante du national-populisme producériste que de pointer du doigt la « ploutocratie » ou les « puissances

[485] É. Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 2013, p. 35.
[486] M. Kazin, *The Populist Persuasion*, *op. cit*., p. 13.

d'argent », entités dominantes qui seraient au fondement de l'aliénation collective. Ces puissants représentent le produit de l'organisation capitaliste de la société, et fondent l'oligarchie d'un monde centré autour de l'économie. Ils seraient l'incarnation néfaste de la domination du capital sur la vie laborieuse. Comme nous l'avons évoqué, leur nature est posée comme étrangère au peuple : ils sont d'un *autre monde*. « Finance internationale », « spéculateurs cosmopolites » : l'univers dans lequel baignent les élites du grand capital est marqué, dans le discours populiste, par un imaginaire de l'opulence, de la rapacité, de la perversion, mais aussi du dépassement (ou plutôt de la transgression) des frontières communautaires et nationales.

« Wall Street » pour le People's Party, les « deux cents familles », « l'impérialisme *yankee* » : autant d'incarnations capitalistes posées comme l'ennemi numéro un du peuple. Ils profiteraient de sa création de richesse pour eux-mêmes vivre une vie qui est étrangère à la réalité populaire. Car l'élite, à travers la possession d'argent et son activité spéculative, se poserait comme une figure étrangère au peuple. En effet, alors qu'elle serait censée porter les intérêts (économiques et culturels) du peuple, elle est, dans le discours populiste, considérée comme l'entité qui le dépossède précisément de sa souveraineté. Si l'ère démocratique suppose une égalité de principe, les élites bourgeoises du grand capital participent à rendre visible l'écart (surtout pendant un dix-neuvième siècle « manchesterien ») entre l'idéal moderne et la réalité effective. Le fait que la modernité capitaliste fasse naître une nouvelle classe dominante, fondée directement sur le pouvoir d'argent (et non plus sur une monarchie héréditaire), rend directement manifeste cette association entre la « logique du capital », portée par l'argent, et le pouvoir politique moderne, qui mettrait à mal la nature communautaire des sociétés. Pour éclairer notre propos, qui vise à rendre compte des fondements romantiques de l'imaginaire du populisme-producériste (précisément dans sa critique de la domination financière), il faut donc d'abord considérer brièvement de quelle façon les sociétés modernes se verront radicalement transformées, dans leur nature, par les mutations du capitalisme.

Afin de saisir les bouleversements de la société sous le joug de l'économie marchande, Michel Freitag rappelle que lors du Moyen Âge, l'*usure*, comme concept moral, représentait un interdit structurant les rapports d'échange, l'argent étant considéré comme

d'ordre « improductif[487] » (ce qui relève de la pensée aristotélicienne, elle-même une influence primordiale dans la pensée scolastique). Si les sociétés modernes ont pu venir à bout de cet interdit, qui participait à poser une limite morale à l'accumulation de richesse, il faut considérer le capitalisme comme un « procès social-historique de mutation de la forme fondamentale de régulation normative de rapports sociaux qui caractérisait les sociétés traditionnelles[488] ». En effet, si l'essentiel des liens communautaires tendent à être régulés par ce que Marcel Mauss appelle la logique du don[489], qui renvoie à des niveaux de réciprocités sociales qui posent des *dettes symboliques*, l'échange marchand va venir transformer cette dynamique. Car il est effectivement le propre de l'activité marchande que d'être motivée par une quête directe de profit (la *chrématistique*) plus que de reconnaissance symbolique, qui se réalise hors du *koinon* (commun), c'est-à-dire dans le cadre de rapports avec l'« étranger ». Ces rapports sont donc indifférents à la *relation*, ils sont orientés vers la *chose*. Cela signifie qu'ils ne s'inscrivent pas dans un mode social apriorique, qui est celui de la *communauté*. Ce profit réalisé dans le cadre de l'activité économique, note Freitag, ne se manifeste que lorsque les biens « sont émancipés de leurs assignations sociales dans un régime socio-normatif pour être réintégrés dans un autre[490] » (qui est en fait la formalisation de ces rapports). Cette réintégration, qui suit la dés-assignation normative-concrète, se réalise notamment à travers la généralisation du droit formel impersonnel (et défini de manière purement négative[491]), légitimant ces nouveaux rapports entre étrangers et destituant historiquement, petit à petit, le droit coutumier.

Suivant cette perspective, l'introduction de l'argent, d'abord facilitateur d'échange et facteur d'émancipation de l'asservissement féodal du travail deviendra, sous le capitalisme, une sorte de médiation totale, qui participera à abstraire la nature concrète des rapports sociaux. Elle représente, en fait, un « symbole désacralisé[492] », qui se détache de façon apriorique de la moralité communautaire-concrète, à partir du moment où elle peut s'autovaloriser, donc générer du profit. Comme catégorie sociale, l'argent sous le

[487] M. Freitag, « L'économie et les mutations de la société » dans *L'oubli de la société*, Québec, PUL/PUR, 2002, p. 265.
[488] *Ibid*., p. 257.
[489] M. Mauss, *Essai sur le don*, Paris, PUF, 2012.
[490] M. Freitag, « L'économie et les mutations de la société », *op. cit*., p. 274.
[491] *Ibid*., p. 275.
[492] *Ibid*., p. 285, repris de Heinsohn et Servet (1984).

capitalisme est ce qu'on appelle une *abstraction réelle*, c'est-à-dire un dépouillement structurel du caractère concret des choses pour les résumer à leur commensurabilité abstraite. Il s'agit d'une mise en relation de deux marchandises possédant des caractéristiques différentes : on peut appeler cela, avec Alfred Sohn-Rethel, une « abstraction marchande[493] ». Elle porte une accumulation de travail, mais réduit à de la pure quantité.

L'argent porteur de « capital » (et non pas l'argent dans les sociétés non-capitalistes, comme celles de l'Antiquité et du Moyen Âge) s'impose comme l'agent abstrait qui fait régner le Même, il est, comme l'écrivait déjà Marx dans ses écrits de jeunesse instruits par le génie de Shakespeare, une « puissance de renversement[494] », en mesure de retourner les choses en leur contraire et de les homogénéiser dans l'abstraction de la quantité. « Putain universelle », l'argent « fait fraterniser les choses incompatibles », et représente « le corrupteur universel des hommes et des peuples[495] ».

S'il n'a pas connu les sociétés capitalistes, Aristote distinguait déjà deux formes de richesse : l'*oikonomia* et la *chrématistique*[496]. Si la première renvoie à la richesse commune, à une sorte de valeur d'usage transhistorique, la seconde est orientée vers l'échange et représente « l'art de faire de l'argent avec de l'argent[497] ». C'est ce cadre autoréférentiel qui est la normativité propre au capitalisme (et se présentant comme un *droit naturel*), au nom du *Capital*, qui permet de s'exonérer perpétuellement de la moralité commune.

C'est à partir de ce cadre qu'il faut considérer les protestations du producérisme populiste contre les puissances d'argent : ces dernières pourraient être conçues comme l'incarnation même de l'immoralité (en fait de l'amoralité) de la logique capitaliste. En effet, c'est généralement en mettant l'accent sur l'extériorité des élites à la morale des travailleurs/producteurs qu'est tracé le clivage entre ceux qui créent la richesse de la société et ceux qui en profitent. Alors que les paysans russes, américains (les *plain people*) ou

493 A. Sohn-Rethel, *La pensée-marchandise*, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant, 2010, p. 52.
494 K. Marx, *Manuscrits économico-philosophiques de 1844*, Paris, Vrin, 2007, p. 197.
495 *Ibid*., p. 196.
496 Aristote, *La Politique*, Paris, Vrin, 1995.
497 M. Freitag, *L'impasse de la globalisation*, Montréal, Écosociété, 2008, p. 62.

l'artisan français (le « bon populo » ou les « gars d'en bas » de Poujade[498]) produiraient en conformité avec les attentes communautaires et mettraient la main à la pâte en vivant une vie marquée par le dur labeur et une certaine sobriété, les « gros » du capitalisme mondialisé nageraient dans une opulence corruptrice et seraient détachés, comme le capital lui-même, de l'enracinement dans un peuple donné (« l'argent n'a pas de patrie »). Aussi, l'argent qui fait le prestige des élites financières les amène à cultiver l'oisiveté (« mère de tous les vices ») et la paresse, encouragées par des activités essentiellement improductives. D'où une idéalisation morale du travail manuel, qui serait la mesure concrète d'une vie décente, à l'abri des tentations d'un capitalisme qui ferait de l'usure (donc d'un interdit chrétien) son miel. Comme l'écrit Jules Michelet, grand historien national français et, pourrait-on dire, de « sensibilité » populiste, « le riche n'a jamais cette grande jouissance, cette suprême bénédiction de l'homme, de nourrir chaque jour la famille, du meilleur de sa vie, de son travail. Le pauvre seul est père ; chaque jour il crée encore, et refait les siens[499] ». Le peuple possède ses vertus intrinsèques, qu'il trouve dans un travail socialisateur que ne peut connaître la classe ploutocratique. C'est dans le dur labeur que l'homme du peuple se construit et donne un corps réel à la société : les produits de son effort sont visibles aux autres membres de la communauté, et il permet concrètement à sa famille de se reproduire matériellement.

Mais plus globalement, c'est contre cette dynamique d'abstraction moderne, qui se canalise dans l'argent, qu'il est possible d'envisager l'idéalisation populiste par les *narodniki* de la communauté agraire russe. Comme l'écrivent Löwy et Sayre,

> cette forme de romantisme s'oppose aussi bien au capitalisme industriel qu'à la monarchie et au servage, et aspire à sauver, rétablir ou développer comme altérité sociale les formes de production et de vie communautaire paysannes et artisanales du « peuple » prémoderne[500].

Contre le danger de parcellisation de la société que fait planer un capitalisme industriel qui s'implante de façon éclatante en Europe occidentale et en Amérique, les populistes russes se poseront comme les régénérateurs de l'âme russe en mobilisant le mythe d'un âge d'or qui serait à trouver dans l'*obsčina*, la communauté paysanne ancestrale. Herzen, penseur

[498] P. Birnbaum, *Genèse du populisme : le peuple et les gros*, *op. cit*., p. 98.
[499] J. Michelet, *Le Peuple*, *op. cit*, p. 107.
[500] M. Löwy et R. Sayre, *Révolte et mélancolie*, *op. cit*., p. 108.

organique du populisme russe, admirait les slavophiles, hostiles à la modernisation occidentale : « par haine du monde contemporain, ils exaltaient les formes les plus antiques de possession et de distribution de la terre de la communauté paysanne[501] ». Le mouvement, qui s'oppose également à l'État moderne[502], présente le monde rural comme le cœur organique de la Russie. Idéalisé, cet âge d'or est paysan et traditionnel, où évolue un peuple en communion avec son être authentique, transparent à lui-même. Hors d'une période précise, la communauté paysanne russe se présente comme une réalité immémoriale pour les populistes, car comme le note Raoul Girardet, « le monde de l'âge d'or est celui des horloges arrêtées[503] ». Cet âge d'or populiste évoque un monde où triomphent certaines valeurs : « valeurs d'innocence, de pureté d'une part ; valeur d'amitié, de solidarité, de communion d'autre part[504] ».

De même, la pensée d'un Poujade défenseur des artisans français contre le capitalisme de spéculation, associé par moments à la figure du Juif, se structure autour d'une semblable mythologie d'un âge d'or du travail d'avant la modernisation. Sous certains aspects proches du Front populaire, comme le souligne Birnbaum, il y a derrière le discours poujadiste un « refus de la modernisation, de l'industrialisation, de la haine profonde à l'égard des transformations culturelles et sociales que symbolisent la création, en 1953, de *l'Express*[505] », réaction qui passe par l'idéalisation mythologique d'une communauté ancestrale, fraternelle et organique. Cette quête de communion contre le procès moderne passe, comme chez les *Narodniki* ou les *Grangers* américains, par une idéalisation de la vie rurale, car tel que l'affirmait le Maréchal Pétain, suivant une rhétorique pratiquement archétypique du populisme agraire (sans pour autant qu'il puisse être rattaché à cette tradition), « la terre, elle, ne ment pas[506] ». Garant d'une authenticité supposée face à la modernisation, le monde paysan s'oppose à la ville, endroit impersonnel, avec une criminalité accrue, de la promiscuité, de la sous-prolétarisation, des vices, des mœurs plus libérales, de la pollution. Comme le fait ressortir Girardet à partir des écrits de George

501 F. Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, *op. cit*., p. 134.
502 *Ibid*., p. 210.
503 R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, *op. cit*., p. 129.
504 *Ibid*., p. 105.
505 P. Birnbaum, *Genèse du populisme : le peuple et les gros*, *op. cit*., p. 101.
506 R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, *op. cit*., p. 113.

Sand, Balzac ou Rousseau, l'imaginaire de « la grande ville, la ville moderne, captatrice d'énergies, réductrice des âmes et corruptrice des corps[507] » agit comme représentation d'une modernité abstraite et amorale, qui s'incarnerait dans la société capitaliste. En effet,

> on ne saurait cependant omettre de souligner ce facteur décisif de permanence que représente la dénonciation d'un même type de société : le type de société auquel est censé correspondre l'image de la grande ville moderne présentée comme un entrepôt de richesses toujours renouvelées, un carrefour incessant d'échanges et de trafic[508].

Cette société est bien la « société marchande[509] », mais aussi le lieu où évoluent les élites de la finance et les intellectuels, cette dernière classe étant abhorrée par le romantisme populiste. En effet, si comme le rappellent Löwy et Sayre, le romantisme est aussi une critique de « l'abstraction rationaliste[510] », la mythologie du populisme producériste tend également à prendre pour cible les intellectuels, figure du détachement communautaire et d'une tendancielle oisiveté[511], qui ont la manie de mettre les réalités du monde concret à distance. S'il y a une « leçon que Herzen tire des semaines révolutionnaires de 1848 », c'est que « sa stupéfaction devant les débats verbeux des intellectuels parisiens, écrit Hermet, est à l'origine de son mépris pour les abstractions idéologiques[512] ». On retrouve la même méfiance vis-à-vis de cette classe, essentiellement urbaine, chez les populistes américains, jusqu'au national-populisme contemporain, qui souhaite revaloriser un capitalisme mettant l'accent sur les secteurs primaire et secondaire de l'économie, « réelle », contre les spéculateurs et le « 1% ».

On peut retrouver un même type de sensibilité populiste romantique chez un Charles Péguy qui écrit, dans *L'Argent*, que « tout le mal est venu de la bourgeoisie. Toute l'aberration, tout le crime. C'est la bourgeoisie capitaliste qui a infecté le peuple. Et l'a précisément

---

507 *Ibid*., pp. 114-115.
508 *Ibid*., p. 115.
509 *Ibid*.
510 M. Löwy et R. Sayre, *Révolte et mélancolie*, *op. cit*., p. 60.
511 Il convient de rappeler que le terme grec de *skholè*, à la racine du mot académie, renvoie à « loisir ». Il est, comme le souligne Pierre Bourdieu, le « temps libre et libéré des urgences du monde qui rend possible un rapport libre et libéré à ces urgences, et au monde ». P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 10.
512 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 173.

infecté d'esprit bourgeois et capitaliste[513] ». Aux capitalistes bourgeois, piliers d'un monde moderne qu'il exècre, Péguy oppose, dans le même esprit que Michelet, le peuple français d'antan, celui d'un monde artisanal et paysan où il y avait la « piété de l'ouvrage bien faite[514] ». Pour lui, ce peuple est le détenteur d'une « décence[515] » que ne peut connaître la bourgeoisie capitaliste, corrompue par la société marchande où tout peut s'acheter, se vendre, se négocier, même les valeurs.

> [t]out l'avilissement du monde moderne, c'est-à-dire toute la mise à bas prix du monde moderne, vient de ce que le monde moderne a considéré comme négociables des valeurs que le monde chrétien et le monde antique ont considéré comme non négociables. Et cette universelle négociation fait cet universel avilissement[516].

Critique morale d'une société capitaliste pilotée par la bourgeoisie, la pensée de Péguy s'élève contre la perversion moderne au nom des qualités intrinsèques supposées du travailleur d'antan, dans un monde où « [l']ouvrier de ce temps-là ne savait pas ce que c'est que quémander[517] ». Contre le parasitisme intrinsèque de la bourgeoisie, Péguy loue la morale fière du travailleur. Même son de cloche, encore, chez Michelet, grand apologiste du peuple : « [n]ous avons, nous autres Barbares, un avantage naturel ; si les classes supérieures ont la culture, nous avons bien plus de chaleur vitale. Elles n'ont ni le travail fort, ni l'intensité, l'âpreté, la conscience dans le travail[518] ».

Pour Christopher Lasch, c'est un paramètre définitoire de l'idéologie populiste que de valoriser moralement le travail et la sobriété contre la tentation du luxe dont seraient coupables les élites. Contre le Progrès et le développement quantitatif de la production qui devraient permettre à tout le monde de s'insérer dans une société de consommation, « les Populistes, au contraire, considéraient ce qu'ils appelaient une compétence – un lopin de terre, une petite boutique, une vocation utile –, comme une ambition plus raisonnable et plus digne[519] ».

---

513 C. Péguy, *L'Argent*, *op. cit*., p. 29.
514 *Ibid*., p. 20.
515 *Ibid*., p. 24.
516 C. Péguy, « Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne » (1914), Université Paris-Sorbonne, Labex Obvil, 2016, [En ligne], http://obvil.sorbonne-universite.site/corpus/critique/peguy_note-descartes.
517 C. Péguy, *L'Argent*, *op. cit*., p. 22.
518 J. Michelet, *Le Peuple*, *op. cit*., p. 72.
519 C. Lasch, *Le seul et vrai paradis*, *op. cit*., p. 658.

3.7.2 Vision conspirationniste ?

L'essentiel de la vision romantique du populisme producériste, principalement celui des origines (*Narodniki*, People's Party, national-populisme français) est axée sur une critique morale du capitalisme comme *chrématistique*, c'est-à-dire fondé sur la capacité à faire de l'argent en dehors des obligations communautaires. Or, il existe une contradiction : les petits propriétaires du People's Party peuvent, *a priori*, s'enrichir eux-mêmes, car ils évoluent dans une société capitaliste, fondée sur la propriété privée, institution sociale qu'ils exaltent d'ailleurs. Mais ils accordent, comme on le voit dans les écrits de Lasch, une moralité intrinsèque à leur production, de même qu'aux motifs de leur action. Cette perspective semble s'enraciner dans une certaine éthique protestante comme esprit du premier capitalisme, car elle met l'accent sur les nécessités morales du dur labeur et d'une véritable ascèse dans les mœurs[520].

À partir de ce point de vue, une brèche s'ouvre : la possibilité de distinguer, à l'intérieur même du capitalisme, les bons créateurs de richesse des mauvais. En effet, ce serait ceux qui n'ont su résister au mouvement du capital lui-même, portant vers un accroissement constant de la production jusqu'au passage à la financiarisation, qui seraient considérés comme les agents directs d'un système économique désencastré de toute morale communautaire[521].

La domination de la médiation abstraite de l'argent, qui se reproduit lui-même dans le circuit autoréférentiel du capital, finit effectivement par invisibiliser la part concrète de la production, pourtant à la base de toute forme économique. C'est à partir de cette dynamique étourdissante que le système capitaliste, qui se financiarise et finit, dans ses stades considérés comme ultimes, par générer du capital fictif, que prolifère une panique morale quant à la nature de la production, et que se prolétarise le producteur en même temps que s'enrichit le spéculateur.

---

[520] M. Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003. Voir aussi, sur le l'influence d'une certaine éthique protestante (et plus précisément puritaine) dans la pensée politique de Lasch, l'article de Pierre Prades : « Christopher Lasch et la *common decency*. Un héritage puritain », dans G. Labelle, E. Martin et S. Vibert (dir.), *Les racines de la liberté*, Montréal, Nota Bene, 2014, p. 209-238.
[521] K. Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 2009.

Suivant cette perspective, plus que le capital lui-même et son ordre, c'est le capitaliste bourgeois, le ploutocrate, qui se voit pointé du doigt. L'élite financière, de ce point de vue, devient l'incarnation concrète d'un monde régi par l'abstraction et la perte d'un rapport sensible et « moral » à la production.

C'est cette figure de l'élite financière, généralement posée comme apatride, qui agit comme agent de destruction de la communauté nationale des travailleurs. La mobilisation de cette image de l'Anti-société tend par le fait même à se poser comme une certaine mythologie du Complot[522], car « ceux d'en haut » sont parfois imaginés comme tirant directement les ficelles de tout l'ordre du monde. Ce glissement vers l'imaginaire du complot apparaît comme une radicalisation de l'opposition manichéenne entre le peuple et l'élite, le premier étant considéré tel un « peuple-victime[523] » et la seconde comme entité toute-puissante, qui mènerait consciemment la marche du monde et ses désastres. Comme pour le mythe de l'âge d'or lors de ses moments d'émergence, le thème du complot relève « selon toute vraisemblance, d'une forme relativement proche de malaise, d'inquiétude ou d'angoisse[524] », qui ouvre la porte à une projection des malheurs du peuple, comme entité identitaire, sur une caste d'individus malfaisants, considérés comme à la racine d'un Mal généré par le capitalisme.

Suivant cette perspective, un certain pan de la mythologie national-populiste peut côtoyer le conspirationnisme et l'antisémitisme, ces derniers s'avérant possiblement liés. En dénonçant la « juiverie internationale » ou la « haute banque sémite » qui empoisonneraient le peuple des travailleurs nationaux, le producérisme antisémite mobilise une « théorie » du « mégacomplot[525] » qui attribue aux Juifs une toute-puissance démoniaque, point de vue ayant, comme le souligne Moishe Postone, un « pouvoir explicatif global[526] ». Le financier juif, désigné comme bouc-émissaire, prend la forme concrète de l'immoralité parasitaire, alors qu'il serait plutôt question, comme peuvent le défendre, à la suite de Marx, des auteurs comme Postone ou Robert Kurz[527], de montrer en

522 R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques, op. cit*., p. 25.
523 P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 71.
524 R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, *op. cit*., p. 133.
525 P.-A. Taguieff, *Court traité de complotologie*, Paris, Mille et une nuits, 2014, p. 265.
526 M. Postone, *Critique du fétiche-capital*, Paris, PUF, 2013, p. 63.
527 Voir également R. Kurz, *Avis aux naufragés*, Paris, Lignes-Léo Scheer, 2005.

quoi c'est plutôt le capitalisme lui-même qui représente une *abstraction réelle*, carburant à la logique chrématistique.

Or, si nous aurons l'occasion de revenir, dans les chapitres suivants, sur les liens entre populisme et conspirationnisme, il convient cependant de ne pas associer directement et unilatéralement l'idéologie producériste à ce glissement. En effet, il apparaît surtout question de considérer que le discours producériste du national-populisme opère à partir d'un certain imaginaire d'un peuple de travailleurs qui participent concrètement et moralement à la richesse communautaire, au détriment de l'élite d'un capitalisme qui tend à dématérialiser l'économie. Comme l'écrivent Mény et Surel, « ce qui compte aux yeux de l'argumentaire populiste, c'est l'exercice d'un travail tangible, fondé sur la production matérielle de biens durables, qui contraste avec l'activité financière, le crédit, les rentes…[528] ». C'est cette idée qui loge au cœur de la conviction producériste, qu'elle s'exprime autant dans le populisme des origines que dans la nostalgie des partisans de Donald Trump en 2015 pour l'Amérique industrielle, formée par les travailleurs de l'Amérique profonde.

Conclusion

Nous avons tenté, dans ce chapitre, de mieux tracer les contours d'un populisme qui peut être considéré comme « producériste ». En prenant appui sur notre définition préalable du populisme, qui représente une configuration idéologique opposant les qualités supposées d'un peuple aux défauts d'une figure de sa négation, nous nous sommes intéressés à l'importance d'un imaginaire du travailleur national comme fondement d'une communauté considérée comme aliénée par des élites, souvent financières. Cette mythologie producériste, qui tend à prendre des traits nationalistes, plonge ses racines dans les mouvements populistes fondateurs, d'abord agraires (*Narodnichestvo*, People's Party) puis plus urbains (boulangisme). Malgré les différences réelles entre ces mouvements, nous constations une relative unité, à trouver dans la figure du travailleur-producteur comme

[528] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 200.

fondement moral de la communauté nationale, incarnant un « pays réel » oublié par les élites du grand capital, la « ploutocratie ».

Suivant cette perspective, nous avons décidé de porter le point focal sur le populisme américain comme idéaltype de cette espèce de mythologie politique, d'abord parce qu'il est le véritable introducteur du terme de « producérisme », mais plus globalement car il représente la forme la plus représentative de cette idéalisation du producteur national comme base morale d'une société qui serait assiégée par des élites financières parasitaires.

Cette façon d'opposer le travailleur national à l'élite de la finance internationale se retrouvait également dans les discours populistes en France, de la Belle Époque jusqu'aux années 1950 marquées par le poujadisme. En effet, cette même structure polémique se voit investie pour dénoncer la domination de puissances d'argent (souvent associées aux Juifs) sur le petit travailleur national. En Amérique latine, c'est la plèbe des mégapoles qui représenterait le peuple laborieux, dépossédé par les propriétaires terriens et le capitalisme *yankee*. Finalement, nous nous sommes intéressés aux manifestations contemporaines de ce national-populisme producériste, qui s'exprime de façon essentiellement résiduelle dans les discours protectionnistes et anti-fiscalistes des populismes dits « patrimoniaux » en Europe et aux États-Unis.

Dans un dernier temps, il était question de retourner aux bases d'une mythologie national-populiste qui fait du travailleur-producteur le pilier moral d'une communauté particulière. Cette communauté est généralement conçue en des termes nationaux, représentant la part concrète de l'être-ensemble sous la modernité. Cependant, le discours producériste tend à renvoyer à un imaginaire de l'enracinement et de la proximité qui déborde historiquement les constructions nationales, agissant comme un mythe permettant d'opposer l'ancrage du petit travailleur dans la réalité matérielle de la communauté et le détachement des élites de celle-ci, qui profitent de l'argent générée à cette base. De façon générale, se focaliser sur la figure du travailleur au sein de mouvements national-populistes nous a amené à considérer la façon dont s'actualise le populisme comme configuration idéologique. En effet, cet idéal producériste permet de donner corps à un peuple dont la concrétude nationale s'oppose à des élites qui s'abstraient de leurs devoirs communautaires, en naviguant dans les flots du capitalisme international et de ses réseaux d'argent.

CHAPITRE 4

LA MYSTIQUE POPULISTE DU CHEF

STYLE CHARISMATIQUE, DÉMOCRATIE PLÉBISCITAIRE ET INCARNATIONS DU POUVOIR

Puisque c'est le peuple qui seul est en droit de gouverner, le pouvoir est aux mains de ceux qui parlent en son nom.

François Furet, *Penser la Révolution française*.

Disons-le franchement, il n'y a pas de dictateur plus sanguinaire que le peuple. Seule la main sévère mais juste du chef peut en tempérer la fureur.

Giuliano da Empoli, *Le mage du Kremlin*.

Introduction

Parmi les éléments qui ressortent le plus souvent lorsqu'il s'avère question, spontanément, de désigner le populisme, celui de la prépondérance d'un leader charismatique occupe probablement, avec la « démagogie », le haut du pavé. Le terme de populisme résonne effectivement avec celui de tribun des masses, le visage de mouvements et de gouvernements centrés autour d'une figure providentielle. Hier le Général Boulanger, Huey Long, Juan Domingo Perón et sa femme Evita, Getulio Vargas, Maurice Duplessis, Indira Gandhi, Hugo Chavez, mais aussi Berlusconi, Le Pen, Fujimori, Haider ou Fortuyn; aujourd'hui Viktor Orbán, Donald Trump, Narendra Modi, Recep Erdogan, Giorgia Meloni, Beppe Grillo : tous, malgré leurs différences, se présenteraient comme les incarnations du peuple.

De quoi ces personnalisations populistes (et globalement nationalistes) de la politique sont-elles le nom ? Se distinguent-t-elles du fascisme ? Annoncent-t-elles, comme il est coutume

de le défendre chez les politologues, un refus des médiations politiques, au profit de la figure toute-puissante du leader ?

En continuant notre travail de forge de l'idéal-type du national-populisme, c'est à ces questions que nous tenterons de répondre, du moins partiellement, car il sera question ici de se focaliser sur ce que nous considérons comme son « âge classique » (c'est-à-dire à distance de ses manifestations hypercontemporaines). Le national-populisme, dont la genèse charismatique serait à trouver dans le bonapartisme français pour ensuite se réaliser dans l'Amérique latine du milieu du vingtième siècle, aurait la particularité d'osciller entre une tentative de réaffirmation de la nécessité de la souveraineté nationale, contre les forces élitaires et/ou impersonnelles qui l'aurait captée, et un fantasme de fusion entre le chef et la communauté populaire, posée dans des termes mythologiques.

Après avoir précisé comment le thème du leader colle aux analyses sur le populisme, nous portons dans ce chapitre une certaine attention à la notion de *mouvement populiste*, afin de dévoiler les ressorts d'une personnalisation charismatique de la politique. Cette chose faite, nous pourrons afficher un intérêt particulier à la notion de « style », qui agit comme critère important dans la définition du leadership populiste. Ensuite, le terrain apparaîtra suffisamment dégagé pour interroger les fondements d'un type spécifique de gouvernement, centré autour de la figure rassembleuse du chef, afin d'unifier de manière plus ou moins autoritaire la communauté nationale-populaire. Cette façon d'appréhender la démocratie s'inscrirait dans une conception plébiscitaire du pouvoir, qui valorise l'incarnation au détriment de la représentation. Cette modernité politique alternative s'éclaire en prenant comme base la théorie lefortienne du *lieu vide de la démocratie*. « Démocratie autoritaire » plutôt que fascisme ou totalitarisme, bien que des points de passage puissent être observés, ce type de régime charismatique et antilibéral peut s'agglutiner à des idéologies diverses, cependant qu'il s'inscrive généralement dans le cadre national. Afin d'étoffer théoriquement certains aspects de cette vision du monde, la pensée politique de Carl Schmitt sera brièvement étudiée, étant donné qu'elle oppose typologiquement « libéralisme » et « démocratie » dans sa compréhension de la modernité. Finalement, après un retour sur cette tension constitutive du national-populisme comme « démocratie d'incarnation », nous concluons ce chapitre en ouvrant sur les manifestations

postmodernes de cette sorte de néo-césarisme, prenant la forme du « télépopulisme » ou « cyberpopulisme ». Ces expressions contemporaines pourront faire l'objet d'une étude plus approfondie dans une partie postérieure.

4.1 Importance du chef et du leader dans les définitions sur le populisme

Outre les points précédemment dégagés pour faire ressortir le squelette du populisme comme configuration idéologique, qui fonctionne à partir d'une opposition polémique entre une élite abstraite et immorale et un ensemble populaire considéré « authentique », moral et concret, notamment actualisé dans l'imaginaire mythologique d'une communauté nationale de travailleurs-producteurs, il apparaît possible de retenir un autre pilier du populisme dans nombre des définitions du phénomène : celui qui marque l'importance du leader, du chef charismatique. En effet, si le « populisme » se présente chez les experts comme une réalité politique, c'est aussi souvent pour qualifier un « populiste », une personne particulière qui incarne avec vigueur ce type de discours. C'est notamment ce que l'on constate dans les écrits de Jan-Werner Müller, où ce courant politique se voit généralement associé à un individu spécifique, qui se réclame de l'unité organique et morale du peuple : « L'imaginaire populiste attache une importance décisive à la capacité du dirigeant à reconnaître et mettre en œuvre la volonté du peuple au singulier[529] ».

Élément fondamental dans les représentations à la fois savantes et populaires du phénomène, qui participe d'ailleurs à lui donner une aura sulfureuse car réactivant l'imaginaire des autocrates et autres tyrans aux tendances dictatoriales, la figure du chef ou du tribun s'avère un incontournable dans l'analyse du populisme. « De nombreux spécialistes, écrivent Cas Mudde et Cristobal Rovira Kaltwasser, affirment qu'au-delà de ses diverses manifestations, le populisme se définit par sa dépendance à des leaders forts, capables de mobiliser des masses et/ou de diriger leurs partis en ayant pour objectif la mise en œuvre de réformes radicales[530] ». Le psychosociologue franco-chilien Alexandre Dorna

[529] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 59.
[530] C. Mudde et C. Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, *op. cit*., p. 89.

abonde dans le même sens : l'un des points saillants du populisme réside en « la personnalisation du mouvement et l'adhésion à un homme providentiel charismatique[531] ».

Le leader apparaît, suivant diverses analyses convergentes, comme le pilier de la parole populiste, celui qui rend visible – à tort ou à raison – la communauté populaire dont il se réclame le porte-voix. Car le leader représente l'intermédiaire qui saurait rendre audible la « *vox populi*[532] ».

Dominique Reynié considère la chose dans des termes semblables, soulignant que si le populisme oscille entre idées protestataires de droite et de gauche sans se soucier de cohérence idéologique, il représente aussi une tension entre un leader et la masse : « Ils associent une *revendication de démocratie radicale* avec une *réaffirmation de l'autorité personnelle d'un chef*, considéré comme un sauveur providentiel[533] ».

Selon Pierre Rosanvallon, un paramètre fondamental de la conception populiste de la démocratie repose justement sur son culte du chef, un « homme-peuple[534] », qui aurait la spécificité de prétendre incarner, à lui seul, la communauté politique. « Leader-organe[535] », celui-ci se confondrait avec le peuple, suivant la formule du populaire politicien colombien de la première moitié du vingtième siècle, Jorge Eliecer Gaitan : « je ne suis pas un homme, je suis un peuple[536] ». Ilvo Diamanti et Marc Lazar, dans leur effort de définition du phénomène, écrivent que

> le plus souvent, le populisme s'incarne à travers la personne d'un leader tout-puissant, d'un homme providentiel, parfois vraiment charismatique. Le populisme dispose par conséquent d'un registre plébiscitaire car le pouvoir du leader se trouve légitimé dans son appel constant au peuple et sa prétention à incarner le peuple. Avec lui, la puissance évocatrice de l'incarnation l'emporte sur le principe rationalisé de la représentation[537].

---

[531] A. Dorna, « Du populisme et du charisme », *Le journal des psychologues*, nº 247, mai 2007, p. 31.
[532] *Ibid*., p. 64.
[533] D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 28.
[534] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 47.
[535] *Ibid*., p. 50.
[536] *Ibid*., p. 49.
[537] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 37.

Car, comme nous le verrons, l'opposition entre *incarnation* et *représentation*, comprise dans le cadre des spécificités intrinsèques du régime démocratique moderne, se révèle centrale dans l'analyse des significations des « chefferies populistes ».

Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, qui se réclament d'un populisme de gauche, donnent également une place importante au leader dans leur lecture du phénomène. Dans l'œuvre phare du philosophe argentin, *La raison populiste*[538], on comprend, malgré son caractère implicite, que c'est grâce à un chef que peuvent se soutenir les chaînes d'équivalences caractérisant la rhétorique politique, où il est question de poser les bases théoriques pour refonder un mouvement national-populaire émancipateur, qui puise notamment son inspiration pratique dans le péronisme. Mouffe précise théoriquement la chose, plusieurs années plus tard, dans un de ses ouvrages : le « principe articulateur » d'un mouvement populiste « peut être fourni par une demande démocratique spécifique devenue le symbole du combat commun en faveur de la radicalisation de la démocratie comme il peut être donné par la figure du leader[539] ».

C'est d'ailleurs ce qui fait dire à Antoine Chollet, défenseur de la démocratie directe, que le populisme de gauche défendu par ces auteurs représente en fait un *césarisme*, terme vétuste de la philosophie politique, qui désigne une idéologie mettant plutôt l'accent sur la figure charismatique que sur le mouvement démocratique en tant que tel[540]. Federico Tarragoni, de son côté, partage plutôt, sur ce thème, la lecture de Laclau et Mouffe, voyant dans le leader populiste une réponse émancipatrice aux insuffisances du régime représentatif : il permet de « faire exister l'utopie du peuple démocratique que le mouvement populaire cherche à bâtir[541] ». En mobilisant son charisme, le chef se mettrait au service d'une cause démocratique, en participant à mettre de l'avant une « représentation inclusive et incarnée[542] » du peuple.

---

538 E. Laclau, *La raison populiste*, *op. cit*.
539 C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*., p. 101.
540 A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, Paris, Pluriel, 2023, p. 137.
541 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 283.
542 *Ibid*., p. 284.

Pourtant, tous les populismes ne s'accompagnent pas nécessairement d'un culte du chef. Le moment du People's Party dans les États-Unis de la fin du XIXe siècle ne comportait pas de leader véritablement marquant, même si des figures charismatiques ont pu émerger (tel William Jennings Bryan) ou, beaucoup plus récemment, en ce qui a trait aux Gilets jaunes en France. C'est ce que défendra d'ailleurs Chollet, afin de se poser lui aussi en promoteur d'un populisme de gauche (distinct de Laclau et Mouffe), ancré historiquement dans la tradition démocratique du People's Party, qui s'avérerait exempt de toute forme d'autoritarisme[543]. Cela dit, il n'apparaît pas cavalier, selon nous, d'associer ce que nous avons nommé la configuration idéologique populiste à une certaine valorisation politique du chef, conçu, suivant la typologie de Raoul Girardet, comme un *Sauveur*[544]. En effet, comme nous le verrons, il s'avère que la majorité des populismes s'appuient sur le rôle fondamental du meneur pour faire exister à la fois ce type de mouvement, dont la force réside dans un style charismatique qui lui est propre, mais aussi lorsqu'ils s'établissent comme un type spécifique de gouvernement émergeant au sein des démocraties modernes, tout en se distinguant qualitativement des fascismes et totalitarismes. En tentant de comprendre les populismes historiques en pratique, nous trouvons la figure centrale et mythologique de chefs qui agissent en éclaireurs pour une quête de *démocratie d'incarnation*, ou de rétablissement agressif (voire régressif) de l'ordre, de l'autorité, de la morale, de la justice sociale, du bon sens ou plus globalement de l'ordre des choses dans des périodes de crise ou de perte de légitimité des élites en place.

4.2 Les populismes comme mouvement et l'émergence du chef charismatique

Nous savons, à la lumière des travaux de Pierre-André Taguieff, qu'il est possible de diviser en deux (suivant différents cadrages typologiques) les formes politiques du populisme : les *mouvements* et les *régimes*[545]. Alors que les seconds renvoient à une forme précise d'exercice du pouvoir, les premiers représentent une certaine façon de s'opposer à l'*establishment* politique en place et dénoncer ses élites (considérées comme) corrompues.

[543] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie, op. cit*., p. 142.
[544] R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, *op. cit*., p. 63.
[545] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 189.

Ces mouvements, qui incarnent selon Rosanvallon la forme privilégiée de l'expression populiste[546], remplissent une fonction tribunitienne[547], où le leader prétend exprimer les désirs du peuple bafoué. Car si la logique populiste repose sur une protestation contre l'Élite au nom du Peuple, ce dernier doit être appelé par une entité spécifique qui s'en réclame, faisant preuve de charisme afin de parler en son nom. La référence au peuple est mobilisée, compte tenu de son caractère polysémique[548], par un individu aspirant à en porter concrètement la *volonté* ou l'*esprit*. Tantôt associé à la démagogie d'un tribun qui s'adresse aux masses dociles et/ou en liesse, d'autres fois considéré comme celui qui rend audible la *parole du peuple*, son profil et l'interprétation de ses significations sont variables.

Dans ces situations, c'est le meneur, le tribun ou l'homme providentiel qui émerge, donnant souvent son nom à tout un courant (désigné *a posteriori* ou autoqualifié) protestataire. Tel que le soulignent Andrew Arato et Jean Cohen, le mouvement populiste requiert un entrepreneur politique[549]. Ainsi en est-il du boulangisme dans la France fin de siècle (du XIX^{e}), où un général obscur se verra propulsé au rang de sauveur d'une nation en crise. Soutenu par des mouvements nationalistes (mais aussi par une partie de l'extrême gauche) comme la Ligue des Patriotes de Paul Déroulède, Boulanger apparaît comme le chef charismatique en mesure d'unifier par sa personnalité gouailleuse les insatisfaits de la III^{e} République, démocratie parlementaire dénoncée comme menée par des élites « pourries[550] ». Assaut ligué contre le libéralisme représentatif de la Belle Époque, le nationalisme du boulangisme s'avère une manifestation historique remarquable d'une mobilisation populiste césariste car centrée autour de la figure unificatrice du leader, à même de rassembler les différences idéologiques au nom de ce qui s'avère présenté comme l'intérêt de la nation.

> Par surcroît, écrit Guy Hermet, le boulangisme inaugure une forme de populisme charismatique présentée comme typique – sans qu'elle le soit du reste forcément. Forme caractérisée au cours d'un moment exceptionnel d'une histoire nationale par l'incarnation de la volonté populaire dans un leader perçu comme providentiel, dont

[546] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 47.
[547] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*.
[548] G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 23.
[549] A. Arato et J. Cohen, *Populism and Civil Society*, Cambridge (UK), Oxford University Press, 2021.
[550] S. Berstein, « Les Ligues », *Après-demain*, 2017/3, n^{o} 43, p. 32.

> le pouvoir de fascination et de commandement inexplicable de manière rationnelle ne se comprend qu'à la lumière de la foi amoureuse que des multitudes subjuguées placent en lui[551].

En effet, l'attachement émotionnel au chef agit comme la colle qui ferait tenir l'union populaire, de même qu'incarnant la révolte en un seul homme, dont l'autorité est respectée en tant que militaire. Le boulangisme représentera, avec le bonapartisme (dont il sera question plus loin), une des racines du populisme à la française, posant les bases d'un « populisme protestataire, identitaire, personnalisé[552] ». Dans le courant du vingtième siècle en Amérique latine, des figures providentielles émergent pour symboliser la voix des masses nationales oubliées. La structure partisane est mobilisée pour fonder un mouvement prenant un caractère particulier. Tel que l'écrit Tarragoni,

> le parti populiste s'approche davantage d'un « parti-mouvement » : une formation politique qui canalise un grand mouvement social interclasse, dont l'apparition est le résultat de l'action préalable et conjointe des syndicats et des partis socialistes, et qui revendique la refondation de la démocratie. Il s'agit pour cela de partis très « élastiques » dans leur fonctionnement, tournant autour de la personnalité du leader charismatique ; leur visée est de structurer le mouvement social qui doit le conduire au pouvoir de manière démocratique[553].

C'est le cas du Parti justicialiste du général Perón dans l'Argentine des années 1940, qui fondera un véritable mouvement politique autour de sa figure. « Le leader populiste crée un parti-mouvement *ex nihilo* pour promouvoir son projet politique personnel[554] ».

Plusieurs décennies plus tard, le partis-mouvements feront florès pour donner un visage renouvelé aux « néo-populismes », unifiés autour d'un chef charismatique. La liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas, le chavisme au Venezuela, le mouvement Forza Italia de Berlusconi puis le mouvement Cinq Étoiles de Beppe Grillo en Italie représentent tous des mouvements centrés autour d'une personnalité populiste forte.

Mais revenons un peu plus loin dans le temps. De l'entre-deux-guerres au milieu du vingtième siècle, des figures comme Huey Long, Pierre Poujade, Guglielmo Giannini s'affirment en tribuns d'un petit peuple oublié au sein des démocraties occidentales,

---

551 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 183.
552 I. Diamanti et M. Lazar, Peuplecratie, *op. cit*., p. 69.
553 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 224.
554 *Ibid*., p. 219.

participant à renouveler une certaine vague de mouvements populistes charismatiques. Défenseurs des « petits », ces leaders traînent tous la réputation importante de l'*outsider* telle qu'analysée par Mudde et Rovira Kaltwasser, afin d'apparaître comme agent de disruption de l'*establishment*, entité considérée responsable de la crise économique. En effet, la mise en scène populiste du meneur s'effectue par opposition à un ordre établi considéré comme le produit des élites corrompues, monde auquel s'avèrerait complètement étranger le chef du mouvement. Ainsi en est-il de Poujade, commerçant du Sud-Ouest de la France, en lutte contre « l'État vampire », les « deux cents familles » et les « féodalités », qui fondera un mouvement nationaliste de petits marchands et artisans, que nous avons pu évoquer dans le chapitre précédent. Même chose pour un Réal Caouette dans le Québec des années 1950, pourfendeur abitibien de la « Crasse électorale[555] », qui se présentait comme le défenseur des travailleurs des régions rurales contre les élites des métropoles canadiennes.

Ces meneurs, orateurs de talent, se caractérisent par leur sens de la mise en scène, par un style qui, nous le verrons, entend incarner le peuple dont ils se réclament, les « petits » négligés par la caste de représentants. Les qualités de ces leaders se manifestent par la mise de l'avant de leur appartenance au « peuple » ou de la mise en exergue de leur proximité (réelle ou inventée) avec celui-ci : ainsi Poujade, l'*homme du peuple*, se fait appeler « Pierrot[556] », fustige les intellectuels qui ne connaissent rien au dur labeur des petits qui, comme lui, ont commencé à travailler à seize ans[557]. Il manifeste constamment son rapport privilégié avec les humbles qu'il entend représenter, favorisant, comme l'écrit Pierre Birnbaum, le « tutoiement fraternel[558] », afin de marquer sa distance avec le décorum des représentants professionnels. Sans pourtant s'avérer populiste dans son contenu politique, c'est également ce qui marquera un temps la figure d'Antoine Pinay, surnommé « l'homme au chapeau », qui forme, sous la IV^{e} République, un gouvernement en 1952, agissant à l'époque comme le visage d'une France ordinaire, forgeant une sorte d'idéal de ressemblance qui favorise l'identification au leader.

555 F. Boily, *Droitisation et populisme*, *op. cit*., p. 101.
556 M. Winock, *Les populismes français*, *op. cit*., p. 86.
557 *Ibid*., p. 87.
558 P. Birnbaum, *Genèse du populisme : le peuple et les gros*, *op. cit*., p. 99.

L'élément central des mobilisations populistes, regroupées autour de la figure souvent mystique du chef, se dévoile par le *moment* dans lequel il s'inscrit. Si le chef est posé, tel que maintes fois évoqué par les observateurs, comme une figure providentielle, c'est qu'il émerge dans un contexte de crise, où la société se trouve bousculée par des transformations profondes (économiques, culturelles, politiques) et où le pouvoir s'avère en proie à une crise de légitimité. Dans sa théorie de la domination, Max Weber souligne qu'au sein des démocraties de masse (plutôt jeunes à l'époque où il écrit ces lignes), « on voit toujours resurgir, dans les époques de grands bouleversements, la figure du chef charismatique[559] ». C'est aussi ce que soutient Girardet dans toute sa théorie des mythologies politiques, la chose étant d'autant plus vraie en ce qui a trait au « sauveur » : « blocage institutionnel, rejet global d'un personnel gouvernemental justement ou injustement discrédité, effondrement financier, désordre intérieur, menace étrangère, désastre militaire…[560] » : tous ces troubles peuvent agir comme ligne de fond pour l'apparition d'un individu providentiel. En effet, dans ce climat mouvementé, les sujets d'une communauté politique particulière, précisément démocratique, pourraient être tentés de se tourner vers une figure forte, canalisant en elle l'énergie agressive des masses insatisfaites. En lutte contre un système, contre une caste, un ordre établi des choses, comme le souligne Girardet, « l'homme providentiel apparaît toujours comme un lutteur, un combattant[561] ». Détenant, dans l'imaginaire collectif, l'aura de l'homme seul contre les démons tout-puissants du système corrompu, le meneur mobilise ce que Laclau nomme le « signifiant vide » de *peuple* afin d'opposer la légitimité populaire à l'ordre politique existant. Tel que l'écrit Chantal Delsol,

> C'est parce qu'il représente une réaction contre le rationalisme consensuel enraciné dans les institutions que le phénomène populiste réclame le charisme d'un chef. Qu'il soit âgé, paternel et tribun comme Jean-Marie Le Pen ou jeune, sportif et gouailleur comme Haider, le leader populiste est le plus souvent talentueux, en tout cas s'attire la sympathie et la fidélité de ses adeptes par une forte présence qui le rend titulaire d'un rôle plutôt que d'une fonction. Il faut un homme pour espérer contourner des organisations qui apparaissent toutes puissantes et semblent avoir tiré tous les verrous pour bâillonner les reproches qui s'élèvent d'en bas. L'électorat populiste place donc tous ses espoirs dans un personnage assez seul, censé capable

[559] M. Weber, *La domination*, Paris, La Découverte, 2015, p. 301.
[560] R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, *op. cit*., p. 86.
[561] *Ibid*., p. 80.

> de lutter contre un système, et cette lutte de David contre Goliath augmente son aura[562].

Ainsi, le sauveur populiste, pouvant mobiliser un discours démagogique à la fois protestataire et identitaire, oppose sa capacité d'incarnation populaire à l'impersonnalité de la structure représentative. Se présentant telle une lumière dans les ténèbres, le meneur du peuple entre en croisade contre ceux qui personnifieraient la domination du système, le conduisant à agir en purificateur[563]. Un Hugo Chavez en lutte contre tout l'impérialisme américain, dont le cancer mortel qu'il contractera se verra dénoncé par son allié Nicolas Maduro comme le produit d'un complot de Washington (quand il ne dira pas plus tard, avoir été lui-même victime d'une tentative de meurtre de la part des États-Unis[564]), ou un Pim Fortuyn, assassiné par un militant d'extrême gauche, en passant par un Alexis Tsipras vilipendé par la Banque centrale européenne, cultivaient tous l'image séduisante de celui qui se bat avec courage contre un ordre tentaculaire au grand complet et qui le persécute, favorisant l'identification avec le peuple compris comme les « petits », les « *underdogs*[565] ».

La crise de légitimité qui affecte la société susceptible de voir apparaître un homme providentiel s'affirme aussi souvent comme une « crise d'identité[566] » à l'échelle collective. Comme le note de façon critique le philosophe Pierre-Henri Tavoillot, il est le propre de la logique populiste autoritaire que d'investir ce flou identitaire :

> Ce petit jeu produit un cercle vicieux où le peuple ne se définit que de manière négative, tout en donnant l'illusion de l'évidence. Car si l'on ne sait plus guère qui l'on est, on se rassure en constatant qu'on reste « contre ». Le confort d'une lutte fictive évite à tous l'effort de la réflexion. Quant au peuple, il n'est plus rien : ni les élus, ni les élites, ni les particuliers ni les communautés ni les intérêts ni les idéologies. Le « peuple », figure désincarnée, purement négative, ne sert qu'à mettre au pilori ceux avec qui on n'est pas d'accord.

---

562 C. Delsol, *Populisme*, *op. cit*., p. 180-181.
563 R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, *op. cit*., p. 17.
564 M. Delcas, « La thèse du complot trouve de nombreux partisans », *Le Monde*, 07/03/2013, [En ligne], https://www.lemonde.fr/international/article/2013/03/07/venezuela-la-these-du-complot-trouve-de-nombreux-partisans_1844409_3210.html, AFP, « Venezuela : Maduro dénonce un complot américain pour l'assassiner », *La Presse*, 06/04/2013, [En ligne], https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201304/07/01-4638357-venezuela-maduro-denonce-un-complot-americain-pour-lassassiner.php.
565 M. Canovan, « People, Politicians and Populism », *Government and Opposition*, Cambridge University Press, 2014, p. 315.
566 R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, *op. cit*., p. 86.

> Et c'est à ce moment précis qu'arrive celui ou celle qui dira, afin de réconcilier tout ce petit monde : « Le peuple, c'est moi ! » Robespierre après 1789 ; Staline après 1924 ; ou encore Hugo Chavez en 2012. Alors la démocratie devient au mieux « démocrature », au pire Terreur, voire totalitarisme. La trahison des clercs et le « populisme » se rejoignent dans le culte du chef[567].

C'est notamment suivant cette même voie que le boulangisme français s'avère un exemple historique du populisme comme mouvement charismatique, où un personnage imaginé comme exceptionnel émerge presque surnaturellement dans une période de trouble politique, et où les affects nationalistes s'hybrident à la protestation radicale contre l'abstraction du libéralisme. « [L]e boulangisme, écrit le spécialiste Bertrand Joly, apparaît dans un contexte international de crise du parlementarisme, qu'il va instrumentaliser à sa manière et en fonction du contexte national[568] ». Ainsi, les frustrations des masses se manifestent dans une certaine quête d'un « gouvernement à poigne[569] », ce que le national-populiste maurrassien et ancienne éminence grise de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson, nommera, à la suite de l'intellectuel boulangiste Maurice Barrès, la « France poignarde[570] ».

Tarragoni, défenseur à la fois théorique et politique du populisme (de gauche), remarque lui aussi que la crise est l'élément fondamental pour l'émergence d'une mobilisation populiste, qui prendra généralement la forme d'un mouvement porté par un meneur :

> Le populisme apparaît toujours concomitamment à une forte mobilisation populaire, à base interclassiste et aspirant à créer un nouveau peuple démocratique. Ce mouvement populaire se reconnaît dans un ou des leader(s), au(x)quel(s) il prête des propriétés charismatiques, en vertu de sa(leur) capacité reconnue à garantir la pluralité des causes démocraties en son sein. Cette légitimité l(es) autorise à exercer une domination charismatique sur le mouvement, et donc à pouvoir parler en son nom[571].

Le populisme démocratique, analysé et défendu par l'auteur (car ayant évacué ses formes conservatrices, droitières ou transidéologiques, comme le boulangisme), nécessite un

---

567 P.-H. Tavoillot, *Comment gouverner un peuple-roi?*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 24-25.
568 B. Joly, *Aux origines du populisme*, *op. cit*., p. 40.
569 *Ibid*., p. 65.
570 P. Buisson, *La cause du peuple*, *op. cit*., p. 162
571 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 277. Souligné dans le texte.

leader pour pouvoir s'institutionnaliser comme mouvement[572]. Ce serait d'ailleurs cette absence de chef qui expliquerait l'incapacité des populismes agraires *narodnichestvo* et états-uniens à perdurer.

> Pour que la mobilisation populaire donne lieu à un populisme politique, et donc des changements institutionnels immédiats, il *faut* un leader charismatique. Pour deux raisons : premièrement, car le populisme vise à transformer la démocratie représentative de l'intérieur, et a donc besoin d'un représentant. Deuxièmement, car le *seul* représentant qui peut fédérer une telle variété de groupes sociaux est un leader qui, issu de l'un d'entre eux, peut se prévaloir d'une légitimité qui va au-delà de ce groupe particulier[573].

L'analyse du sociologue est intéressante, parce qu'elle ancre d'abord la mobilisation populiste du chef dans le cadre existant du régime représentatif : c'est parce que le libéralisme démocratique génère une classe de professionnels de la politique que le leader s'avère une figure rassembleuse sur laquelle le mouvement doit prendre appui. En effet, autant le chef populiste s'affirme généralement comme un pourfendeur du parlementarisme, autant il se sert de la légitimité de la représentation pour offrir une version plus incarnée de la démocratie, mobilisant son charisme en affirmant, de façon excluante, « nous sommes le peuple[574] ». « La mobilisation populiste se caractérise ainsi, tel que l'écrit Tarragoni, par une curieuse alchimie de verticalité et d'horizontalité[575] », car elle repose sur la nécessité d'un aller-retour entre la figure du leader et la quête d'une certaine légitimité populaire. C'est ce qui fait dire au sociologue italien que le chavisme au Venezuela, d'inspiration bolivarienne, exige du peuple qu'il agisse comme un ensemble de « mini-leaders[576] » (des mini-Chavez), affirmation nous laissant cependant sceptique compte tenu de la claire asymétrie existant entre le *caudillo* et le reste des citoyens. Dans la majorité des cas, la qualification du national-populisme par Gino Germani comme mouvement produisant une « illusion de participation[577] » semble mieux concorder avec la logique plébiscitaire. Par ailleurs, il conviendra également, pour une lecture plus générale des mobilisations populistes, de ne pas considérer *a priori* le leader populiste comme le

---

572 *Ibid*., p. 281.
573 *Ibid*., p. 282.
574 J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 23.
575 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 288.
576 *Ibid*.
577 G. Germani, *Authoritarianism, Fascism and National Populism*, New Brunswick, Transaction Books, 1978, p. 118.

pur produit de la réalité des classes populaires, mais plutôt comme le sujet qui s'affirme en mesure de se mettre en scène comme tel, justement grâce à sa rhétorique et ses qualités charismatiques, c'est-à-dire son *style*.

4.3 Le style comme élément fondamental du leadership populiste

Comme nous l'avons souligné dans un chapitre préliminaire pour cette thèse, un nombre considérable de travaux sur le populisme se sont consacrés à analyser ce phénomène politique comme un style, ce qui en ferait une catégorie distincte des idéologies. C'est notamment ce que défendait Margaret Canovan dans les années 1980, ainsi que Pierre-André Taguieff dès ses premières études sur le populisme de même que, plus récemment, Benjamin Moffitt, qui a consacré un ouvrage remarqué au « style populiste ». En effet, ce dernier, dont le travail se positionne bien dans le haut du classement des textes de référence sur le sujet en langue anglaise, part de l'idée que le populisme ne doit pas être envisagé comme une idéologie politique unifiée, mais comme un procédé rhétorique (et esthétique) centré autour d'un « performeur[578] », un leader qui rend visible ce mouvement. Suivant l'analyse du politiste australien, le style populiste se présente comme une façon spécifique de faire de la politique, « that is performed, embodied and enacted across a variety of political and cultural contexts[579] ». Ce caractère relativement élastique du populisme, permettrait selon l'auteur d'approcher la nature du phénomène, quand il se manifeste dans la sphère publique, en termes de « degrés » (et non en départageant schématiquement les populistes de ceux qui ne le sont pas), c'est-à-dire suivant à quel niveau de virulence ce style s'avère mobilisé par un entrepreneur politique[580].

La performance populiste se reconnaît selon Moffitt à partir de trois critères. Deux de ceux-ci sont récurrents dans les définitions classiques : la mise de l'avant de l'opposition entre le peuple et l'élite et, comme souligné précédemment, l'importance d'un climat de crise. Le troisième point apparaît moins souvent discuté dans la science politique, mais émerge fréquemment dans les représentations spontanées sur la chose, soit la prépondérance de

[578] B. Moffitt, *The Global Rise of Populism*, *op. cit*., p. 5.
[579] *Ibid*., p. 3.
[580] *Ibid*., p. 46.

« mauvaises manières[581] » (*bad manners*) dans la mise en scène populiste. En effet, le politiste insiste ainsi sur la façon qu'ont les populistes d'être en représentation, théâtralisant leur allégeance au « peuple » en adoptant un style « d'en bas » (*low*), notamment par le recours à un registre « politiquement incorrect », un usage de jurons et de termes familiers[582]. Le style populiste apparaît alors comme la « praxis » de l'entrepreneur politique jouant le rôle de relais d'une sorte de majorité populaire mythifiée, accentuant son statut d'*outsider* en se distinguant des habitus particuliers de la classe des politiciens professionnels. Mais il représente aussi une forme d'énonciation charismatique : de même qu'il existe une « parole pamphlétaire[583] », il y a une parole populiste, qui dépasse par ailleurs les manifestations de vulgarité. Comme l'écrit le politologue Victor Armony à propos des spécificités du péronisme en Argentine, « Perón fut autant à l'origine d'une manière particulière de faire la politique que d'une manière de dire la politique en Argentine : avec lui, la parole devint un puissant instrument de mobilisation sociale[584] ». La parole populiste engloberait d'ailleurs totalement la communauté dont elle se prétend être l'émanation : comme l'écrit Yascha Mounk, « [l]a volonté d'incarner la voix non déformée du peuple est le trait fondamental du populisme[585] ».

Tel que nous avons pu le faire ressortir dans le chapitre préliminaire de notre travail, la *thèse du style*, qui se présente comme distincte de l'analyse du populisme *comme idéologie*, prend comme base la personne du leader. La force de cette perspective réside dans sa capacité à ne pas réduire en un bloc monolithique le phénomène, suivant lequel toute revendication de la « légitimité populaire » apparaîtrait comme une de ses (trop) nombreuses manifestations, ni à catégoriser *ad nauseam* comme tels les mouvements entendant venir à bout du « système ». Cela dit, l'importance accordée à la figure du chef ou du meneur participe déjà, selon nous, à dépasser une conception purement stylistique du populisme et à entrer (au moins minimalement) dans le vaste champ de l'idéologie, car elle en spécifie un paramètre qui la distingue d'autres formes d'idéaux politiques : il s'agit

581 *Ibid*., p. 44.
582 *Ibid*.
583 M. Angenot, *La parole pamphlétaire*, Paris, Payot, 1982.
584 V. Armony, « Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem », *Politique et Sociétés*, Vol. 21, num. 2, 2002, p. 58.
585 Y. Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 65.

de valoriser l'autorité d'une instance d'incarnation (le leader) et ce, jusqu'à un certain point, à rebours de la prétention autant à l'horizontalité qu'à l'impersonnalité de la modernité démocratique. En effet, la centralité du « performeur » pour cette théorie fournit des munitions supplémentaires pour tracer les traits du populisme (et plus précisément du national-populisme), que nous avons qualifié plus haut de « configuration idéologique », se manifestant historiquement, on l'a vu, par une tendance forte à l'appel, contre les élites, d'un *peuple national de travailleurs-producteurs*.

Cette chose notée, cela ne suppose pas nécessairement une idéologie bien définissable. Tel que l'avance Delsol, si les populistes n'ont « pas de théoriciens », c'est parce que « le chef est leur théorie vivante[586] ». Cette primordialité donnée au leader, sans pour autant prendre pour base un corpus idéologique fort, se distingue ainsi des totalitarismes (fascistes et communistes), qui centralisent la société autour de lignes directrices révolutionnaires, colonisant de façon tentaculaire toutes les sphères du monde vécu. Nous aurons l'occasion d'en discuter plus loin en ce qui a trait à la question du gouvernement. Mais pour revenir à la dimension stylistique du leadership populiste, le tribun qui s'inscrit dans ce courant sera celui qui arrive, selon Moffitt, à bien équilibrer normalité et extraordinaireté[587]. En effet, alors que le grand chef libéral, respectueux de l'étiquette exigée par le décorum parlementaire, s'incarnera dans l'archétype du gentleman distingué, surplombant de façon honorable la masse, le populiste s'avèrera de son côté celui sachant se présenter comme « ordinaire » justement par l'usage de manières plus familières, par son franc-parler rompant avec la langue soutenue de l'élite politique. Ainsi en est-il de la vulgarité d'un Umberto Bossi, d'un Berlusconi, d'un Trump ou d'un Beppe Grillo, de la flamboyance kitsch des Jorg Haider, Carlos Menem ou Geert Wilders, de même que des provocations véhémentes d'un Jean-Marie Le Pen, d'un Pim Fortuyn ou d'un Hugo Chavez, qui explosent les codes de la démocratie parlementaire. Mais aussi, comme le souligne Moffitt, l'usage politique de « mauvaises manières » s'affirme comme une façon de s'opposer sémantiquement au discours technocratique et au recours élitiste à l'expertise[588], afin de placer sur le terrain de « l'homme du commun » les considérations générales de la vie

[586] C. Delsol, *Populisme*, *op. cit*., p. 182.
[587] B. Moffitt, *The Global Rise of Populism*, *op. cit*., p. 55.
[588] *Ibid*., p. 46.

politique (suivant une tendance oscillant entre – au mieux – la rhétorique et – au pire – la démagogie). Il s'agit de la dimension intrinsèquement *charismatique* du style populiste, où le meneur joue la carte de la personnification de la politique contre l'impersonnalité procédurale, technocratique ou juridico-marchande qui peut caractériser, plus souvent qu'autrement, les sociétés libérales. Comme le rappelle Max Weber, « la domination charismatique est l'antithèse exacte de la domination bureaucratique[589] ». Car c'est effectivement en opposition à la froide rationalité d'un système ésotérique et pensé sur un mode technique que la voie charismatique du populiste s'impose comme un chemin à exploiter, tel que le notent Ostiguy et Moffitt[590], usant de son corps et de sa voix pour personnifier en chair et en os le mouvement.

La mise en scène du leader populiste comme homme ordinaire se manifeste globalement comme une proposition d'identification des masses à la figure prétendant parler en leur nom, afin de créer un rapport supposément plus authentique avec la population gouvernée. À la différence du chef fasciste, qui surplombe le peuple en prétendant le remodeler selon la doctrine totalitaire de l'homme nouveau, « l'émetteur du message populiste, écrit Guy Hermet, entend incarner le peuple réel presque sur un pied d'égalité », relation qui revêt « une dimension affective de proximité presque physique ou familiale[591] ».

Cette façon particulière de concevoir l'assomption du pouvoir peut être considérée comme insérée dans le champ de la « critique de la représentation[592] ». En effet, comme le notent Mény et Surel à la suite de Bernard Manin, les démocraties modernes comportent dans leur imaginaire une part d'*idéal de ressemblance*, que la rhétorique populiste investit allègrement[593]. Le discours du chef cherchera ainsi à marquer sa proximité avec la population (notamment en renvoyant à ses origines modestes et/ou paysannes, tels Maurice Duplessis, Jean-Marie Le Pen ou même un politicien libéral comme Jacques Chirac), agissant comme la solution face au fossé qui se serait supposément creusé entre les gens ordinaires et la classe des représentants. « Cet idéal de ressemblance, écrivent les auteurs, apparaît notamment de manière négative dans la dénonciation de la distance présumée

589 M. Weber, *La domination*, Paris, La Découverte, 2015, p. 272.
590 *Ibid*., p. 59.
591 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 83.
592 Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 69.
593 *Ibid*., p.75.

entre les élites en place et le peuple dans des contextes socio-historiques divers[594]». Plutôt que le « héros d'exception », le populiste puiserait dans l'imaginaire de ce que Girardet nomme le « héros de la normalité[595] », la quête d'un « homme moyen » providentiel dans les sociétés démocratiques[596].

Cette dynamique de la recherche de ressemblance doit être comprise comme la manifestation d'un effet pervers constitutif des démocraties libérales, car l'ordre représentatif implique une non-adéquation totale entre le représentant et le représenté. En effet, il convient de considérer la logique du régime libéral comme la fonction d'être là pour une entité (le peuple) avec laquelle elle ne se confond pas totalement (« *standing for* »). Suivant cette perspective, soulignent Mény et Surel, « savoir qui est le représentant n'importe pas, pourvu qu'il incarne par sa présence le corps des représentés. Autrement dit, dans une assemblée de représentants, il est normal de considérer qu'un homme peut représenter une femme, de la même façon qu'un bourgeois peut le faire pour un ouvrier, ou un Italien pour un Français dans le cadre du Parlement européen[597] ». Agissant comme une « séparation liante[598] », le régime représentatif comporte un hiatus constitutif, ouvrant la voie aux tentatives de combler cet écart. D'où la prolifération d'un idéal populiste de similarité, pouvant notamment s'exprimer de façon superficielle par la démagogie. C'est ce qui semble caractériser le « populisme banal[599] » dans la période actuelle au Canada, où des personnalités comme Rob Ford, Pierre Poilièvre, Maxime Bernier, Éric Duhaime, Bernard Drainville, ou encore, dans une moindre mesure, François Legault, ont tous réussi à se mettre en scène comme des leaders ancrés dans le monde soi-disant ordinaire. Du renvoi pavlovien au « gros bon sens » de Poilièvre à la revendication d'un « populisme intelligent » de Bernier, en passant par la promesse de bières à un dollar (« *buck a beer* ») de Ford, du retour des « buttes de neige » dans les cours d'école de Drainville ou de la mise de l'avant de son amour du Canadien de Montréal par Legault (au point d'utiliser l'argent

[594] *Ibid*., p. 77.
[595] R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, *op. cit*., p. 70.
[596] J.-C. Monod, *Qu'est-ce qu'un chef en démocratie?*, Paris, Gallimard, 2017, p. 151.
[597] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 72.
[598] M. Revault d'Allonnes, *Le miroir et la scène*, *op. cit*.
[599] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 105.

public pour acheter un chandail de Guy Lafleur), le style populiste se porte bien également au nord des États-Unis.

Mais, dans les manifestations les plus complètes du leader populiste, cette représentation de l'« ordinaire » se couple paradoxalement d'un caractère extraordinaire[600], participant à le distinguer des figures symboliquement interchangeables des représentants en veston-cravate. Comme le souligne avec humour Paul Taggart, le populisme s'avère « *une politique pour des gens ordinaires mise en œuvre par des chefs extraordinaires qui se construisent un profil ordinaire*[601] ». La dimension exceptionnelle du leadership se manifeste justement dans le rapport au corps du chef et à sa façon de le présenter. À cet égard, Moffitt constate la récurrence de certains idéaux typiques de la masculinité dans la rhétorique des chefs populistes, où il est question d'exalter la puissance du chef[602]. Ainsi, bon nombre de leaders mettent en scène leur vitalité et leur fierté en déclarant explicitement « avoir des couilles[603] » (Bossi, Chavez, etc.), de même qu'en surjouant leur puissance sexuelle, comme Berlusconi qui, même septuagénaire, organise des parties fines surnommées avec raffinement « *bunga bunga* ». Le machisme (quand ce n'est pas tout simplement la misogynie) s'affirme comme un paramètre identitaire fort pour la mise en scène de leaders comme Trump ou Jair Bolsonaro, qui se présentent vulgairement (et de façon exagérément caricaturale) comme des hommes virils, intransigeants, sans peur. Lors de la pandémie mondiale de Covid-19, on verra effectivement Bolsonaro ridiculiser le port du masque, au plus fort de la contagion. L'homophobie sera aussi mobilisée par le même personnage, créneau important pour séduire la droite évangéliste brésilienne, en affirmant préférer avoir un fils mort qu'homosexuel[604]. De même, Chavez met de l'avant son caractère sexué lorsqu'il est devant une femme qui l'interviewe, et donne des commentaires suggestifs de sa libido difficilement contrôlable.

---

600 B. Moffit, *The Global Rise of Populism*, *op. cit*., p. 63.
601 Taggart cité dans Mudde et Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, *op. cit*., p. 108. Souligné dans le texte.
602 B. Moffitt, *The Global Rise of Populism*, *op. cit*., p. 63.
603 *Ibid*., p. 65.
604 R. Gutmann, « Le Brésil sous Bolsonaro », *Études*, 2019/11, p. 11. [En ligne] https://shs.cairn.info/revue-etudes-2019-11-page-7?lang=fr#s2n3.

Ces provocations, « politiquement incorrectes » et vulgaires, détonnent avec le sens de la retenue propre aux attentes du parlementarisme libéral. Le sens du spectacle des leaders populistes, de Perón à Beppe Grillo, s'avère porté et grossi par les technologies médiatiques du moment, de la radio au web, en passant la télévision. Ce rapport privilégié aux nouvelles technologies, aux codes du divertissement et de la télé-réalité, cette exploitation opportuniste des nouveaux médias, seront évoqués en conclusion de ce chapitre, pour ensuite se retrouver analysés plus longuement, dans la seconde partie de cette thèse, afin de rendre compte des spécificités intrinsèques des populismes postmodernes. Mais globalement, de ses manifestations classiques aux derniers mouvements protestataires-identitaires, les leaders populistes font preuve d'une certaine constante dans l'investissement d'un style provocateur, dont le caractère non conventionnel (ou plutôt anti-conventionnel) se verra renforcé par l'usage de mediums alternatifs, et transformera la politique, suivant la formule de Giuliano da Empoli, en « carnaval[605] ».

4.4 Les populismes comme mode de gouvernement : un modèle plébiscitaire ou simplement autoritaire ?

Si la forme qui retient le plus souvent spontanément l'attention, quand il devient question du populisme, est lorsqu'il se manifeste en mouvement, il n'en demeure pas moins qu'il peut également désigner certains types de gouvernement, marqués par la référence démocratique. En effet, alors que les dictatures et totalitarismes ne s'encombrent pas de la nécessité, même minimale, de respecter certaines règles du jeu démocratique, le mode de gouvernement populiste possèderait de particulier le fait de faire reposer la légitimité populaire sur la figure magnifiée d'un chef, qui se distinguerait des élites traditionnelles. En effet, le leadership se dévoile comme un paramètre central du populisme comme mode d'exercice du pouvoir. Il représente le levier par lequel la puissance symbolique du peuple se révèle.

Selon l'historien Federico Finchelstein, tout comme Pascal Ory, le populisme en tant que forme de gouvernement représente une « démocratie autoritaire ». S'instaurant

[605] G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, Paris, Gallimard, 2023.

généralement à la suite de mobilisations populistes, l'atmosphère obscure qui les précède et consacrera leur installation au pouvoir traîne souvent, comme nous l'avons maintes fois souligné, des réminiscences de montée du fascisme, avec son agressivité, son culte de l'ordre et de l'autorité, sa désignation martiale de l'ennemi et sa glorification irrationnelle des chefs. Or, la thèse de Finchelstein, argentin et lui-même spécialiste du fascisme, rappelle qu'il apparaît important de distinguer historiquement fascisme et populisme. En effet, si le point commun de ces régimes réside dans leur antilibéralisme, « Populism is a form of authoritarian democracy, while fascism is an ultraviolent dictatorship[606]. »

Pierre Rosanvallon, dans sa généalogie du populisme, porte une attention particulière au bonapartisme de la France du milieu du XIX[e] siècle. Expression selon lui d'un moment populiste historique (s'inscrivant d'ailleurs en faux contre la majorité des historiographies du populisme), cet événement politique aurait la qualité de dégager le caractère idéologique de ce type de régime, fondé autour d'un homme fort. En effet, le régime de Napoléon III, synthétisant des éléments de la modernité démocratique avec le pouvoir autoritaire de l'Empire, s'avère à la fois fondé sur le culte du chef de même que sur la sacralisation de la légitimité populaire, invoquant lui-même le « saint peuple[607] ». « Si ce dernier [Napoléon III] a conquis le suffrage des Français, écrit Rosanvallon, c'est d'abord parce qu'il s'est présenté comme le champion et le serviteur d'un peuple-roi[608] ».

Cette façon alternative mais moderne d'investir le pouvoir fera naître le terme que nous venons d'évoquer, le *bonapartisme*, afin de désigner une reconfiguration française du césarisme[609], soit un régime autoritaire appuyé par la population. « Avec l'épisode du Second Empire, écrit Paolo Pombeni, le populisme se confond avec la question plébiscitaire[610] ». En effet, le gouvernement de Napoléon III s'affirme comme le modèle d'une démocratie fondée à distance du parlement, se réclamant de la volonté populaire afin de venir à bout des médiations propres au régime représentatif : « [a]ux interfaces jugées inévitablement déformantes, les partisans de Louis Napoléon opposaient les vertus du face-

606 F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, *op. cit*., p. 6.
607 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 98.
608 *Ibid*., p. 97.
609 Que Max Weber qualifiera de régime « plébiscitaire ». M. Weber, *La domination*, *op. cit*., p. 293.
610 P. Pombeni, « Typologie des populismes en Europe (19[e]-20[e] siècles) », *Vingtième Siècle*, 1997, vol. 56, num. 1, p. 57.

à-face direct entre le peuple et le pouvoir[611] ». Approche du gouvernement qui méprise la structure parlementaire, le bonapartisme se présente comme une « personnalisation accrue du pouvoir[612] », où la figure du chef (dans ce cas-ci, de l'empereur) n'est pas représentée par un homme mais plutôt, suivant la formule consacrée, un « homme-peuple », c'est-à-dire une incarnation directe de la communauté nationale-populaire (sans égard cependant à la structure *réellement classiste* qui détermine cette société). Cette philosophie de l'art de gouverner se trouve même théorisée dans les écrits de Louis Napoléon (*Idées napoléoniennes*), dans lesquels « le futur empereur n'avait cessé de répéter qu'il fallait un chef pour incarner la volonté populaire, ne jugeant la souveraineté du peuple pleinement accomplie que si elle prenait effectivement corps dans un homme à la fois fort et pleinement responsable[613] ».

La mystique du chef bonapartiste s'avère selon Rosanvallon la manifestation d'une « représentation-incarnation[614] », où les instances du libéralisme parlementaire sont remplacées par le recours à des référendums, afin de faire approuver par le corps politique des décisions ponctuelles. Ainsi, l'appel au peuple apparaît institué dans une structure plébiscitaire voulant marquer le rapport privilégié qu'entretient le chef avec la population, s'adonnant à une « politique de la proximité[615] ». Cette dernière se pratique dans le cas de Napoléon III par ses nombreux voyages à travers la France, afin d'aller à la rencontre des habitants de la nation et établir un sentiment d'intimité avec le leader. L'approche bonapartiste, qui caractérise, selon les travaux précédents de Rosanvallon, les bases d'une « démocratie illibérale[616] », favorise un certain clientélisme électoral qui tend, dans ses représentations symboliques du peuple, à l'unanimisme, considérant les partis comme autant de divisions de l'unité nationale. Cette tendance absolutiste de ce qu'on pourrait qualifier, avec Pierre-André Taguieff, de « césarisme de l'âge des foules[617] », trouve sa

611 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 99.
612 *Ibid*., p. 100.
613 *Ibid*.
614 *Ibid*., p. 101.
615 *Ibid*.
616 P. Rosanvallon, *La démocratie inachevée*, *op. cit*., p. 197.
617 P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 190.

légitimité démocratique dans le plébiscite du peuple, qui participe d'une relation verticale mais duelle entre le peuple et le chef-incarnation.

À bien des égards, le gaullisme, héritier de la tradition politique française, comporte plusieurs des paramètres du bonapartisme lorsque constitué en gouvernement, centré autour de la figure sacrale du Général de Gaulle et organisant régulièrement des référendums. Ce type de gouvernement prend comme point d'appui la fonction présidentielle, fondement du pouvoir français qui recompose la monarchie absolutiste autour du Président de la République. Ce lien entre le gaullisme et le bonapartisme est connu et bien documenté[618], et se manifeste notamment dans le fait que le fameux député gaullien, Philippe Séguin, a consacré un ouvrage élogieux à la figure de Louis Napoléon[619]. Mais d'autres régimes historiques dans le monde pourraient s'inscrire dans ce large horizon des bonapartismes à tendance populiste. C'est le cas de certains régimes issus de l'ère de la décolonisation, comme celui de Nasser en Égypte dans les années 1950. Figure charismatique parfois qualifiée de populiste, la dimension plutôt césariste du gouvernement du *Raïs* ne serait cependant pas suffisante pour qu'il puisse être intégré dans cette catégorie politique, selon Guy Hermet, tout comme de Gaulle : bien que charismatique, il ne développe pas un régime fondé sur sa personne, car « son objectif consiste à mettre son prestige au service de la consolidation d'un régime inédit et d'une société nouvelle, à refonder tant son pays que le panarabisme et même le panafricanisme[620] ». Afin de qualifier la mobilisation de sa figure providentielle, le politiste parle plutôt d'un « populisme de contribution à une finalité qui le dépasse[621] », qui s'inscrit effectivement dans un idéal socialiste et panarabe.

Cependant, dans l'Inde de la deuxième moitié du vingtième siècle, l'ascension puis l'accession au pouvoir de la leader nationaliste Indira Gandhi, figure de proue de la doctrine du non-alignement, représenterait bien le type de régime populiste charismatique. Mettant de l'avant la primauté de la volonté du peuple indien (avec des manifestations de masse sous le slogan « Aller au peuple », rassemblant lors de la campagne de 1971 des foules de

618 F. Choisel, *Bonapartisme et gaullisme*, Paris, Albatros, 1987.
619 P. Séguin, *Louis Napoléon le Grand*, Paris, Grasset, 1990.
620 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 322.
621 *Ibid*.

plus d'un demi-million de personnes[622]), la première ministre présente, suivant l'analyse d'Hermet, quatre piliers d'un populisme classique :

> En premier lieu, l'intervention d'une figure providentielle – la sienne puis celle de Rajiv Gandhi – issue d'une dynastie familiale d'élite ; ensuite, le recours à une rhétorique d'appel au peuple civique (le *dêmos*) et non à un quelconque peuple ethnique (l'*ethnôs*); en troisième lieu, un exercice passablement autoritaire du pouvoir ; enfin, la mise en œuvre effective de certaines réformes d'envergure[623].

Mais c'est sur un autre continent que fleurira ce modèle politique, vers lequel nous nous tournons maintenant.

4.5 L'Amérique latine, continent privilégié des chefs national-populistes

Un nombre important d'analystes voient dans l'Amérique latine la « terre d'élection[624] » du populisme. L'élément saillant de cette interprétation repose sur le fait que c'est dans cette région du monde qu'il se serait affirmé comme un véritable régime politique. Lieu de consolidation de ce courant selon Hermet, Federico Tarragoni et Federico Finchelstein, cette partie des Amériques se caractérise effectivement par son attachement historique à des pouvoirs forts, portés par des chefs autoritaires, dans la tradition des *caudillos* du XIXe siècle.

Dans le courant de la modernisation des différents pays latino-américains, donc dans la continuité des mouvements d'affirmation nationale, aboutissant au démantèlement progressif (mais bien souvent partiel) des oligarchies latifundiaires dominant le territoire, le national-populisme[625] émerge comme réponse alternative à la démocratie constitutionnelle : il se dégage à travers lui l'idéal d'une « démocratie plébiscitaire et communautaire apparemment moins mécanique, reposant non plus sur un contrat de délégation de pouvoir conclu avec des mandataires élus sans conviction mais sur l'incarnation sans limite de temps de leur volonté par des chefs providentiels qui se sont

---

622 *Ibid*., p. 302.
623 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 303.
624 *Ibid*., p. 205.
625 Pour qualifier cette période, qui donnera naissance aux national-populismes latino-américains, le sociologue argentin Gino Germani parle, notamment en ce qui a trait au péronisme, d'une « modernisation asynchrone ». G. Germani, *Politique, société et modernisation*, Paris, Duculot, 1972, p. 13.

posés en sauveurs de l'immense population des humbles[626] ». C'est l'âge des « populismes classiques », un « modèle politique continental[627] » qui prend racine dès les années 1930, comme le cardénisme (le mouvement de Lazaro Cardenas) au Mexique.

C'est aussi sous cette forme que se développe le populisme du leader colombien Jorge Eliécer Gaitán dans les années 1940, agissant comme figure fondatrice, et dont nous avons parlé précédemment. En effet, porté par certains idéaux de justice sociale, l'homme du *Partido Liberal*, qui finira assassiné, se met en scène comme distinct des *caudillos* classiques, appartenant selon lui à l'oligarchie du pays (*oligarquia*), et prétend qu'il porte en lui la grâce d'être « conduit par la multitude[628] » (et non le contraire), afin d'agir en justicier de la masse des dépossédés. Le mouvement qui le porte au pouvoir, grâce à ses qualités charismatiques, s'affirme sous le thème d'une « restauration morale[629] », où la puissance de l'honnête homme que représente le chef arriverait à bout des oligarques corrompus, divisant un peuple qui saurait se réunifier sous la tutelle de sa personne. Proposant un national-populisme protestataire « fondé sur un charisme personnel de tonalité de gauche devenu invincible dans les masses[630] », le tribun colombien n'en demeure pas moins influencé par la rhétorique exaltée de Mussolini[631], comme nombre de leaders autoritaires latino-américains.

Même chose pour Victor Raul Haya de la Torre au Pérou, fondateur dans les années 1920 de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), qui mobilise un discours populiste indigéniste construit d'abord autour de sa personne, puisant dans différents aspects idéologiques du socialisme et de la mythologie inca de l'*Ayllu*, qui n'est pas sans rappeler la quête romantique communautaire des *narodniki* en Russie (suivant des traditions distinctes)[632].

Cela dit, le national-populisme iconique de l'Amérique latine, qui fournira un véritable modèle en tant que type de régime spécifique, est sans l'ombre d'un doute le péronisme.

---

626 *Ibid*., p. 205-206.
627 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 220.
628 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 137.
629 *Ibid*., p. 138.
630 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 219.
631 *Ibid*.
632 *Ibid*., p. 213.

Premier authentique gouvernement populiste selon Finchelstein[633], le mouvement du Général Juan Domingo Perón accède au pouvoir en 1943 à la suite d'un coup d'État militaire, l'issue politique d'une révolution qui vient à bout de ce qu'on a nommé en Argentine la « décennie infâme », marquée par la corruption des oligarchies au pouvoir. En effet, après la conquête du pouvoir par les armes, Perón deviendra le premier président de l'histoire du pays à être élu au suffrage universel, en menant notamment une lutte contre l'élite économique nationale, qui exploite la main d'œuvre paysanne par un système « agro-exportateur » (centré autour de l'industrie bovine), et qui sera désignée péjorativement comme « aristocratie bovine[634] ». En régularisant le statut des travailleurs agricoles, en mettant en place les premières conventions collectives de même qu'un régime de retraites pour les commerçants[635], le gouvernement péroniste s'affirmera comme un mouvement soutenu par les classes populaires et la classe moyenne inférieure, cette dernière profitant des emplois découlant de la formation d'une fonction publique considérable. Perón se présente comme « le colonel des travailleurs[636] » dans l'Argentine d'après-guerre, voyant la nécessité de fonder son pouvoir sur d'autres ressources que sur la force militaire nue. Les masses dépossédées (les *descamisados*, les « sans-chemises ») apparaissent comme la figure symbolique de la nation portée par le chef, qui fera d'ailleurs de la Confédération Générale du Travail la « colonne vertébrale du mouvement péroniste[637] ». Cette tendance au paternalisme social, qui se traduira dans une politique économique corporatiste, donnera naissance à un État « hybride[638] » dans sa première mouture, d'abord une dictature militaire puis installant ensuite une démocratie autoritaire et plébiscitaire prenant la forme d'un « *welfare state* justicialiste[639] » d'ici la fin de la Deuxième Guerre mondiale, conflit dans lequel il prend par ailleurs la posture célèbre de *non-aligné*. Jusqu'au milieu des années 1950, Perón met en place une série de

633 F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, *op. cit*., p. 22.
634 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 229.
635 *Ibid*.
636 A. Rouquié, *Le siècle de Perón*, Paris, Seuil, 2016, p. 17.
637 H. Cucchetti, « Péronisme », dans O. Dard, Ch. Boutin, F. Rouvillois (dir.), *Le dictionnaire des populismes*, *op. cit*., p.791.
638 A. Rouquié, *Le siècle de Perón*, *op. cit*., p. 56.
639 *Ibid*.

nationalisations (chemin de fer, transport aérien, télécommunications), industrialise l'économie et accorde le droit de vote aux femmes[640].

Figure de justicier, en lutte contre l'oligarchie des propriétaires terriens, le Général prétend redonner « la terre à qui la travaille[641] », c'est-à-dire aux petits travailleurs, ceux qu'on appelle les *cabecitas negras*. Guy Hermet en tire des conclusions peu à la hauteur de la rhétorique du populiste, qui serait en fait le porteur d'une démagogie clientéliste, malgré la réalité de mesures sociales et progressistes prises sous son régime :

> Car tout comme l'homme fort du Brésil [le populiste Getulio Vargas], Perón n'a en réalité pas modifié profondément le cours des choses pour les grands propriétaires terriens, en dehors d'une baisse des prix agricoles, ni même véritablement miné la position des intérêts industriels locaux. Tout au contraire, en instaurant un régime syndicaliste d'orientation autoritaire proche de celui de Vargas, il a contribué dans son pays à l'étouffement durable d'une gauche ouvrière indépendante de l'État qui existait auparavant[642].

La force du péronisme, comme national-populisme archétypique, repose sur la forte personnalisation du régime, soutenu d'abord par le style charismatique du Chef, qui entend rassembler un mouvement social par-delà la gauche et la droite, et au détriment des corps intermédiaires qui lui échappent. Cela passe par une esthétique et un art de la mise en scène, en créant un personnage, un corps qui fascine les masses :

> Il aime la parade et met un point d'honneur à être toujours d'une parfaite élégance en uniforme comme en civil. Il entretient sa forme physique avec soin et rappelle à l'occasion ses exploits sportifs en escrime, en boxe comme au ski. Mais il n'a ni la raideur triste ni la religion des règlements, ni la rhétorique patriotique creuse de ses compagnons d'armes. Perón est un homme jovial et vif qui sait être direct et familier. Sa simplicité le rend sympathique aux civils. Il se montre attentif avec les humbles qui reconnaissent son autorité. Son sourire éclatant, qui deviendra bientôt « automatique », semble lui donner des droits. Surnommé « colonel Kolynos » (une marque de dentifrice) au début de son ascension, il deviendra bientôt pour ses adversaires l'inquiétant archétype de « l'homme au sourire entre les dents ». Le « colonel des travailleurs » a la parole facile. Il improvise avec aplomb et hardiesse même sur des sujets qui ne lui sont guère familiers, ce qui irrite ses collègues. La faconde de cet officier supérieur désinhibé passe souvent pour du cynisme, voire de la vulgarité déplacée. Il est amateur de bons mots et on lui en prête beaucoup[643].

---

640 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 230.
641 A. Rouquié, *Le siècle de Perón*, *op. cit*., p. 65
642 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 228.
643 A. Rouquié, *Le siècle de Perón*, *op. cit*., p. 44

Alliant avec brio extraordinaireté et qualités ordinaires de l'homme du commun, le Général ne s'appuie pas que sur lui pour fonder le culte personnel du péronisme : sa première femme Eva Perón s'avère également une figure incontournable du mouvement. Ancienne actrice et première dame extrêmement charismatique, Maria Eva Duarte, surnommée affectueusement « Evita » par le peuple, agira comme la véritable « icône plébéienne des *descamisados*[644] ».

L'alliance du chef et d'Evita formera alors ce qu'Alain Rouquié nomme une « présidence bicéphale[645] ». De 1946 jusqu'à sa mort en 1952 à seulement 33 ans, cette ancienne présentatrice de télévision, qui possède les codes de la société de l'image, saura séduire les masses pauvres. Le premier mai 1948, après une tournée triomphale européenne où elle s'arrête au Vatican, elle annonce la naissance de sa Fondation d'aide sociale à la Plaza de Mayo[646], devenant, suivant une certaine iconographie catholique populaire en Amérique latine, « la madone du peuple », sorte d'incarnation de générosité maternelle, qui agit comme pendant de la figure du chef militaire. Ainsi que l'écrit Olivier Dard,

> la relation d'Eva Perón au peuple est intense, et quotidienne. Jusqu'à ce que sa maladie ne l'en empêche complètement, elle prononce plusieurs discours par jour et multiplie les inaugurations d'écoles, d'hôpitaux ou de tronçons routiers. Et ce, de la province de Buenos Aires au reste du pays. On peut voir à raison de cette omniprésence une mise en scène et une propagande savamment calibrées. Fabriquée aussi par son autobiographie publiée en 1951 et qui n'a pas été rédigée par ses soins, mais très probablement par le journaliste espagnol Manuel Penella de Silva. Elle y propose l'image d'une femme passionnée, toute dévouée à Perón et à son peuple, ses deux « idéaux immuables » et « inaltérables ». Les discours prononcés confirment cette double dévotion, le nom du Général pouvant être prononcé six fois dans la même phrase tandis que l'oratrice martèle que c'est à Perón comme à son peuple que sa vie est consacrée[647].

Sa popularité et l'importance d'une figure féminine pour le mouvement-régime péroniste se manifestera notamment dans la mise en place d'une branche du Parti justicialiste consacrée uniquement aux femmes.

---

644 H. Cucchetti, « Péronisme », dans O. Dard, Ch. Boutin et F. Rouvillois (dir.*), Le dictionnaire des populismes*, *op. cit*., p. 791.
645 A. Rouquié, *Le siècle de Perón*, *op. cit*., p. 72.
646 *Ibid*., p. 76.
647 O. Dard, « Perón, Eva », dans O. Dard, Ch. Boutin et F. Rouvillois (dir.), *Le dictionnaire des populismes*, *op. cit*., p. 788.

Si le péronisme revient au pouvoir dans les années 1970 sous la forme d'une dictature militaire plutôt sinistre, il marque profondément la politique argentine et donnera naissance à tout un courant s'en réclamant. Ainsi, le populiste néolibéral Carlos Menem, dans les années 1980-1990, se présentera comme l'artisan d'un virage radical à droite du péronisme. En effet, ce qu'on pourrait appeler, avec Armony, le « néopopulisme[648] » de Menem, s'enracine en premier lieu dans la Jeunesse péroniste, au sein de laquelle il milite dès ses années universitaires jusqu'à en devenir chef[649], pour ensuite poursuivre une tumultueuse carrière politique qui le mènera à des postes de député puis gouverneur en 1973, avant d'être incarcéré de 1976 à 1981 sous la junte militaire[650]. En 1988, c'est au sein du Parti justicialiste et avec un style populiste rappelant celui de Perón, dont il se réclame sans l'ombre d'un doute, qu'il opère le tournant néolibéral du péronisme, abandonnant la tradition de l'État social :

> Le néopopulisme de [Menem] s'est appuyé sur un discours antipolitique qui véhiculait les thèmes de la corruption, du gaspillage et de la taille excessive de l'État-providence. Plus sportif et play-boy qu'intellectuel, Menem se faisait photographier avec les vedettes du spectacle, jouait au football et se plaisait à conduire à toute vitesse une flamboyante Ferrari rouge : il a été l'emblème du « *star-system* de la politique ». Dans une société de plus en plus atomisée, l'opinion publique construite par les sondages se substitue à l'action collective : la mise en échec des canaux institutionnels de représentation s'associe à une recherche opportuniste de majorités volatiles. La méfiance à l'égard des hommes politiques et des partis traditionnels favorise le recours à des simulacres de contact personnel, notamment à l'aide des médias de masse. Il n'est pas étonnant que, dans ce contexte, le populisme émerge comme un puissant outil d'interpellation politique. Mais ce qui surprend, c'est l'articulation efficace du code populiste avec des programmes de réforme économique de mouture nettement néolibérale[651].

Plus tard, le couple Kirchner, Nestor et Cristina – les deux occuperont successivement le pouvoir –, au nom d'un « péronisme de gauche » et « anti-ménémiste », semble renouer avec plusieurs aspects providentialistes de la doctrine national-populiste des origines.

---

[648] V. Armony, « Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Peron à Carlos Menem », *Politique et Sociétés*, Vol. 21, num. 2, 2002, p. 53.
[649] *Ibid*., p. 61.
[650] *Ibid*.
[651] *Ibid*., p. 53.

Au Brésil, c'est Getulio Vargas qui se présente comme la figure emblématique du national-populisme, à travers différentes phases. Fondateur d'une doctrine qualifiée de gétulisme (*Varguismo*), Vargas émerge dans un contexte où le plus grand pays du Sud des Amériques s'avère dominé par une caste de propriétaires terriens, tenants d'une « république oligarchico-libérale[652] » depuis le tout début du vingtième siècle. Député et ancien ministre des Finances, l'homme politique se porte candidat à la présidence du pays en 1930 et, bien que battu aux élections, se trouvera à la tête du pouvoir à la suite d'insurrections dans différents États en octobre[653]. Figure dictatoriale faisant preuve d'une certaine démagogie pour flatter les masses populaires, Vargas établit un « corporatisme étatique » qui, selon Tarragoni, « rend le populisme brésilien bien plus enclin à l'autoritarisme que le péronisme[654] ». En effet, le gouvernement provisoire gétuliste refonde la république brésilienne, et abolit « le régime parlementaire au profit d'un pouvoir présidentiel omnipotent[655] », tournant autour de sa personne. À la fois antilibéral et anticommuniste, le premier régime de Vargas s'avère « fondé sur une rhétorique populiste » et sur des « institutions corporatistes inspirées de l'Italie mussolinienne[656] ». Cela dit, plusieurs des mesures qu'il réussit à passer contiennent un caractère progressiste et social : modernisation du droit du travail, élargissement du suffrage aux femmes, congé maternité, répression de la fraude électorale, etc.[657]

Comme le note Finchelstein, c'est le deuxième gouvernement de Vargas qui s'affirme comme national-populiste.

> Like Peron, Vargas rejected political and economic liberalism. Also like Peron, he was an anticommunist. His policies reflected equally a manipulation of the working classes and a perceptive reading and means of expressing and acting on their concerns. In other words, Varguismo combined authoritarianism with social democratization[658].

652 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 234.
653 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 224.
654 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 236.
655 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 225.
656 *Ibid*.
657 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 236.
658 F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, *op. cit*., p. 119.

Se présentant comme le « Père du peuple[659] », Vargas fait preuve d'un paternalisme rhétorique à l'égard des classes populaires qui se traduit politiquement en clientélisme, où celles-ci sont souvent réduites en une masse inerte à séduire. Cette articulation entre la figure tutélaire du chef charismatique et la légitimité nationale-populaire fournit le socle d'un régime populiste, qui se transformera en dictature fascisante et anti-communiste avec l'instauration de l'Estado Novo en 1937[660].

*

Le contenu idéologique de ces populismes archétypiques semble au premier abord difficilement définissable, ce qui par ailleurs confirme une part de leur nature populiste. À cet égard, Federico Finchelstein rappelle à juste titre la flexibilité programmatique du péronisme[661]. Car c'est effectivement le propre du populisme que de partir du flou associé au vocable de peuple et de son opposition à l'oligarchie, afin de mieux mobiliser un collectif mythifié par le leader charismatique. Or, ces populismes classiques latino-américains reposent cependant sur plusieurs points communs : d'abord – et il s'agit du thème principal de ce chapitre –, la primordialité de la figure du chef charismatique, conçu comme homme providentiel, ensuite une position de troisième voie vis-à-vis de la bipolarité communisme-libéralisme (ce qui sera désigné comme le tercérisme pour définir la doctrine péroniste), marquant la deuxième moitié du vingtième siècle. Puisant des éléments de la droite radicale voire extrême (notamment du fascisme), de la gauche sociale de même que du progressisme culturel, ce corporatisme de non-aligné participe à mettre de l'avant un type de gouvernement distinct de la démocratie libérale agissant comme le modèle ultime en Occident. Ibarra en Équateur et Gaitan en Colombie s'inscrivent également pleinement dans cette tradition antilibérale et césariste, qui mobilise un imaginaire national et plébéien afin d'unifier la population autour de leur figure d'« homme-peuple ». Il en sera de même, plus tard, pour le régime d'inspiration bolivarienne d'Hugo Chavez au Venezuela, se proclamant dès son accession au pouvoir

[659] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 226.
[660] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 237.
[661] F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, *op. cit*., p. 110.

dans les années 1990 comme le « héros des pauvres » et le « cauchemar de l'oligarchie ». Mettant de l'avant un « socialisme national » centré autour de sa personne, le chavisme possède d'ailleurs plusieurs airs de famille avec le péronisme, dans sa dénonciation de l'impérialisme *yankee*, son « interpellation plébéienne[662] » et son culte du chef : « Hugo Chavez entendait être tout à la fois Perón et Evita, Fidel et le Che, pouvoir et contre-pouvoir symbolique, chef du gouvernement et recours des humiliés et des offensés contre les abus de la puissance publique : une osmose presque magique, que son successeur Nicolas Maduro a le plus grand mal à reproduire[663] ».

Les régimes de Vargas, Perón, Ibarra et Gaitan ont souvent été qualifiés de fascistes, reprenant effectivement certains éléments de son corporatisme, de son autoritarisme, et possédant des appuis parmi la droite radicale de leurs pays respectifs. Cependant, il convient selon Finchelstein de considérer plutôt ces types de gouvernement comme une réponse national-populiste aux limitations de la démocratie en Amérique latine[664]. Ils participent d'une mutation de l'antilibéralisme moderne au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, prônant des politiques protectionnistes et récupérant un certain culte du chef, qui marquera le vingtième siècle. Comme le soutient Finchelstein, ces régimes s'affirment effectivement par leur nationalisme défensif, qui donne sens à leur lutte contre l'impérialisme[665], ou ce que Tarragoni qualifie, pour définir le péronisme, de « patriotisme révolutionnaire[666] ».

Selon Guy Hermet, « c'est dans cette volonté de contrôle de l'intervention politique des masses qu'il convient de trouver l'élément unificateur d'un national-populisme générique dont l'Amérique latine ne constitue que le révélateur le plus probant[667] ». Le national-populisme charismatique du Sud des Amériques doit plutôt être qualifié de « démocratie hégémonique » selon Rouquié : « C'est un régime, où au nom du peuple, de la majorité et

---

662 R. Penafiel, « L'image du peuple. Construction de l'ethos plébéien de Hugo Chavez dans l'emission Alo Presidente », *Mots*, 2011/2, num. 96, p. 29-44.
663 M. Saint-Upéry, « Péronisme et chavisme : affinités et divergences », dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, *op. cit*., p. 159.
664 F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, *op. cit*., p. 118.
665 *Ibid*.
666 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 217.
667 G. Hermet, « Populisme et nationalisme », *op. cit*., p. 43.

du leader qui l'incarne, le gouvernement tend à supprimer les contre-pouvoirs et à cesser de respecter la séparation des pouvoirs[668] ».

Tarragoni, de son côté, retient plutôt le caractère relativement égalitaire qui se dégage de certaines de ces expériences populistes : elles participeraient à créer des mouvements populaires impliquant une mobilisation citoyenne au sein de pays qui conservaient leur unité politique grâce à une organisation ploutocratique. Hermet, encore une fois, même s'il s'avère particulièrement critique du populisme, remarque qu'il apparaît important de distinguer les manifestations historiques du phénomène sur ce continent afin de bien en prendre la mesure idéologique. « En Europe, [le populisme] revêt une tonalité antiparlementaire et même autoritaire dominante. En Amérique latine, il répond à une revendication démocratique, ou plus exactement il représente l'un des deux variantes rivales de la démocratie[669] ».

Car il semblerait exister une voie d'intégration citoyenne minimale à travers le national-populisme latino-américain (et par extension états-unien des origines), ce qui ne se constate que très rarement dans ses moutures européennes. C'est aussi ce que soutient Victor Armony, qui voit dans le populisme, malgré ses défauts, un mouvement ayant favorisé la démocratisation :

> Cependant, durant le XX^e^ siècle, il a offert à bien des Latino-Américains une voie d'accès symbolique, sinon matérielle, à la sphère publique. Le populisme tend à émerger dans des contextes de crise ou de blocage; il s'enracine dans le besoin de reconstituer le lien entre l'individu et la communauté. Dans le rapport populiste, les gens ordinaires cherchent à rétablir le contact entre leurs expériences subjectives et la raison ultime de l'être-ensemble. Le populisme court-circuite les instances de représentation et de médiation politique, vues comme obsolètes ou inefficaces, au nom de l'intérêt national et du bien commun. Il va de soi que cela peut avoir des conséquences néfastes sur les libertés individuelles et le respect des minorités. Toutefois, il serait erroné de ne voir dans le phénomène populiste que l'expression de l'organicisme et de l'irrationalité. Il peut aussi véhiculer, comme ce fut parfois le cas en Amérique latine, un projet pleinement moderne, soit l'affirmation de la souveraineté populaire devant un système qui marginalise de façon structurelle la majorité de la population[670].

---

668 Jean-Baptiste Thomas and Carlos Quenan, « Entretien avec Alain Rouquié, Président de la Maison de l'Amérique latine », *IdeAs,* 2019/14 [En ligne], http://journals.openedition.org/ideas/6846.
669 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 240.
670 V. Armony, « Populisme et néopopulisme en Argentine », *op. cit*., p. 52.

À cette lumière, il n'est pas exagéré d'avancer que la version latino-américaine du populisme, dans sa période classique, oscille entre démocratisation et tendance autoritaire à la domination du chef (de concert avec une vision absolutiste de la majorité), fournissant la base d'une variante à la démocratie libérale. C'est cette dimension que nous explorons dans le prochain point.

4.6 La démocratie d'incarnation contre la représentation : une modernité politique alternative ?

> Le peuple souverain, écrivent Mény et Surel, n'a pas d'incarnation. Il n'a que des substituts : institutions, procédures, représentants collectifs, c'est-à-dire des images floues, abstraites et pauvres, intellectuellement satisfaisantes mais affectivement frustrantes. C'est ce vide que le leadership comble, ce vide qui est insupportable pour une société de l'image. Une fois de plus, le chemin démocratique court le long du gouffre. L'amour du grand homme, la fascination du leader, l'attraction du charisme sont les concessions que doit accorder la démocratie au besoin de remplir l'espace du pouvoir et de lui donner une identification. Mais le risque est grand que, de résiduelle, la concession ne finisse par absorber le tout, que l'identification du peuple et du leader ne devienne totale. C'est la pente naturelle du populisme, au risque d'effacer le peuple, au nom du peuple[671].

Voilà une analyse paradigmatique de la nature soi-disant « antimoderne » du leadership populiste, qui s'opposerait aux modalités de la démocratie représentative. Cette opposition entre un régime d'incarnation par une figure plébiscitée du chef et la logique de la représentation est également mise de l'avant par le maurrassien Patrick Buisson, ancien conseiller politique de Nicolas Sarkozy, pour qui la présidence du Général de Gaulle, dernier grand chef français selon lui, « a renoué avec une tradition plus longue, plus ancienne, et plus profondément enracinée, selon laquelle, en France, pays latin et de culture chrétienne, le pouvoir suprême s'exerce non par délégation, mais par incarnation[672] ». Tentons d'y voir plus clair quant à la nature de cet antagonisme.

*

[671] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 127.
[672] P. Buisson, *La cause du peuple*, Paris, Perrin, 2018, p. 102.

La modernité politique, nous le savons, se caractérise par la consécration d'un régime de pouvoir particulier (que Marcel Gauchet qualifie de « régime mixte[673] »), fondé autour de ce qui deviendra l'*État de droit*, produit de la séparation. Alors que sous les monarchies absolues, l'État et le peuple se voyaient englobés par la figure du roi, le régime moderne vient dissoudre cette incorporation, en consacrant le peuple comme nouveau cadre de référence de la légitimité politique. Produit de ce que Pierre Rosanvallon nomme « l'âge de l'abstraction[674] », il s'avérerait cependant que le peuple serait « introuvable[675] », ce qui viendrait considérablement troubler la figuration symbolique de la société, mais aussi le lieu d'exercice de sa souveraineté.

Ernst Kantorowicz, dans une étude classique, dégage avec acuité la logique qui préside aux royautés européennes du Moyen Âge. En effet, le pouvoir du roi se caractérise par ses « deux corps[676] » : un corps *physique*, limité, et un corps *mystique*, divin, qui incorpore à la fois le Christ et l'éternité de la puissance étatique du monarque. Cette analyse importante dévoile les ressorts de la théologie politique de l'Occident médiéval, et donc de sa doctrine du pouvoir, qui repose sur l'Incarnation. De même que le Christ donne une forme humaine au pouvoir de Dieu, le roi incarne dans sa chair la communauté politique qui loge dans l'État, lui-même légitimé de droit divin. C'est cette logique d'incarnation du pouvoir qu'exemplifie parfaitement la fameuse formule de Louis XIV, lorsqu'il affirme que « l'État, c'est [lui] ».

La modernité, dont le caractère iconoclaste trouvera son apogée avec le régicide de la Révolution française, désenchante la logique d'incarnation du pouvoir, au point de faire surgir un « problème théologico-politique ». Il s'agit du cœur de l'analyse de Claude Lefort sur les sociétés modernes : « la démocratie s'institue et se maintient dans la *dissolution des repères de la certitude*[677] ». Le pouvoir ayant été évidé de son instance d'incarnation, le peuple, *fiction politique*, rétablit de façon précaire l'unité du social, où le politique se révèle avec son autonomie propre, à distance du religieux. Cette révolution de l'être-ensemble suppose une « mise en forme » du social contenant une part structurelle d'indétermination,

673 M. Gauchet, *La révolution moderne*, *op. cit*.
674 P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, *op. cit*.
675 *Ibid*.
676 E. Kantorowicz, *Les deux corps du roi*, Paris, Gallimard, 2020.
677 C. Lefort, « La question de la démocratie » dans *Essais sur le politique*, *op. cit*., p. 30.

et dont l'« institutionnalisation du conflit[678] » dévoile « l'essence *du* politique[679] », mais fournit un socle fragile pour le bien commun, ramenant « la société à l'épreuve de son institution[680] ».

Ce caractère indéterminé du social, qui rend la démocratie difficile à soutenir malgré la noblesse de ses aspirations (l'autonomie politique), apparaît comme le fondement auquel s'attaqueraient les totalitarismes du vingtième siècle, selon Lefort. En effet, à travers les grands récits hyper-idéologiques (ce que Raymond Aron nomme les religions séculières et Marcel Gauchet, les « idéocraties[681] ») et le culte de la personnalité (Staline, Hitler, Mao), ils chercheraient à « refaire à la société un *corps*[682] ». Refusant d'accepter les paramètres du conflit institué et la séparation des pouvoir propre au régime libéral, les gouvernements totalitaires se perdent dans un idéal théologique du *peuple-un*, porté par des « égocrates[683] ». Que ce soient le fascisme, le nazisme ou le communisme prôné par les socialismes réels, le monde se présente dans une unité fusionnelle fantasmée :

> L'État et la société civile sont censés se confondre ; entreprise qui s'effectue par le truchement du Parti, omniprésent, qui diffuse partout l'idéologie dominante et les consignes du pouvoir au gré des circonstances, et par la formation de multiples micro-corps (organisations en tous genres dans lesquelles se reproduit la socialisation artificielle et les rapports de pouvoir conformes au modèle général). Une logique de l'identification est mise en œuvre, commandée par la représentation d'un pouvoir incarnateur. Le prolétariat ne fait qu'un avec le peuple, le Parti avec le prolétariat, le bureau politique et l'*egocrate*, enfin, avec le Parti. Tandis que s'épanouit la représentation d'une société homogène et transparente à elle-même, celle d'un peuple-un, la division sociale, dans tous ses modes, est niée, en même temps que sont récusés tous les signes d'une différence de croyances, d'opinions, de mœurs[684].

Bref, il se rétablit un régime marqué par l'indistinction des sphères, où « c'est un pouvoir qui règne comme s'il n'avait rien en dehors de lui[685] ».

---

678 C. Lefort, *Essais sur le politique*, *op. cit*., p. 292.
679 *Ibid*., p. 294.
680 *Ibid*.
681 M. Gauchet, *À l'épreuve des totalitarismes*, Paris, Gallimard, 2010, p. 646.
682 C. Lefort, *Essais sur le politique*, *op. cit*. p. 301.
683 C. Lefort, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1994.
684 C. Lefort, « La question de la démocratie », *dans Essais sur le politique, op. cit.,* p. 22-23.
685 *Ibid*.

Or, nombreuses sont les analyses critiques du populisme qui reprennent le cadre théorique de Lefort, autant sur les spécificités de la modernité démocratique que sur la nature du totalitarisme, pour l'appliquer au phénomène. En effet, le culte du peuple-un trouverait maintenant son relais, selon Rosanvallon, dans le national-populisme autoritaire, partant à la quête de l'incarnation au sein d'un monde politique en ayant pourtant éjecté la logique structurelle. Ainsi, la fiction de l'Homme-peuple, soit la façon dont se présente le chef populiste, semble tenter de réinstaurer le principe théologico-politique de symbolisation du pouvoir, en essayant de représenter ce qui n'a pas (et ne peut avoir) de visage. Car comme l'écrit l'historien politique, la démocratie représentative doit « être comprise dans des termes qui rendent impossible son accaparement par qui que ce soit ayant la prétention d'incarner la communauté tout entière des citoyens[686] ». Si la mise en parallèle directe des national-populismes avec le totalitarisme a de quoi faire sourciller (les populistes, bien que souvent abreuvés par des éléments mythologiques, ne s'unifient pas autour d'une Idéologie globalisante ni d'un culte révolutionnaire de l'*homme nouveau*), il apparaît possible de considérer qu'il oppose l'incarnation à la représentation. Or, comme le rappelle pourtant le philosophe Jean-Claude Monod, « [l]e gouvernant suprême, dans le cadre démocratique, "incarne" moins le peuple qu'il ne le "représente"[687] ». Rosanvallon va encore plus loin : sous la modernité, écrit-il, « le règne démocratique de la loi est pour cela aux antipodes de ce qui définit un pouvoir personnel : il implique une dépersonnalisation radicale au pouvoir[688] ».

Ainsi, l'idéal d'incarnation porté par les populistes s'opposerait aux bases du régime représentatif, offrant un cadre alternatif. Qu'il se manifeste sous la forme d'une mythologie de l'unité organique de la communauté nationale des travailleurs-producteurs ou de celle de l'homme providentiel incarnant le peuple dans sa totalité indivisible, le populisme refuserait le fait que la démocratie présente le pouvoir comme un lieu vide. Il existe quelque chose comme un « mythe populiste » selon Arato et Cohen, dans le sens d'un voile qui masque la réalité du politique : « Moreover, the empty space of democracy stands as an invitation to such leaders to occupy this place and to "play the sovereign", i.e., to purport

686 P. Rosanvallon, *Le Siècle du populisme*, *op. cit*., p. 209.
687 J.-C. Monod, *Qu'est-ce qu'un chef en démocratie?*, *op. cit*., p. 130.
688 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 155.

to incarnate the people and the polity and to close the gap between the real and the symbolic[689]».

Selon Jan-Werner Müller, c'est même une conception antimoderne du pouvoir qui caractériserait l'imaginaire populiste :

> La conception prémoderne de l'idée de représentation qui avait cours dans les sociétés d'ordre *[Ständegesellschaften]* entre au moins à cet égard en résonance avec celles des populistes : les représentants des différents corps, de la noblesse, du clergé, et encore du « petit peuple », articulaient plus ou moins des intérêts bien déterminés ; un processus dynamique, et pour cette raison même toujours imprévisible, n'était pas ici nécessaire[690].

En étudiant les régimes bonapartistes populistes, notamment ceux d'Amérique latine précédemment évoqués, très généralement formés autour d'un « homme providentiel », Guy Hermet y voit lui aussi une mise de l'avant d'un principe d'incarnation, mais qui ne se confond pas avec la logique propre des monarchies de droit divin :

> Mais si, comme les rois d'antan, il [le chef populiste] prétend représenter en sa personne quelque chose comme le corps mystique de son peuple, il n'assume cette incarnation qu'à titre personnel, pour la durée de sa vie terrestre. Il se pose en somme en refondateur d'une collectivité nationale régénérée par la rupture qu'il provoque, non en figure symbolique et immortelle d'une continuité monarchique ininterrompue par l'effacement physique d'un monarque.[691]

Il s'agirait donc plutôt, selon cette analyse, d'une forme *moderne* d'incarnation politique, s'inscrivant également dans l'horizon général de la *représentation*, avec une dimension charnelle et affective plus prononcée. Cette représentation se doit d'être comprise ici dans le sens plein du terme, c'est-à-dire non seulement comme ce qui permet « de rendre présente une chose absente », mais aussi comme la capacité à « intensifier et renforcer [cette] présence[692] », participant ainsi à figurer l'identité et la volonté populaires. C'est ce que défend Tarragoni, pour qui le leader populiste a comme fonction de rendre visible le peuple qu'il entend représenter : il permet de « faire exister l'utopie du peuple

689 A. Arato et J. Cohen, *Populism and Civil Society*, *op. cit*., p. 121.
690 J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 56.
691 G. Hermet, « Populisme et nationalisme », *Vingtième Siècle*, num. 56, octobre-décembre 1997, p. 44.
692 M. Revault d'Allonnes, *Le Miroir et la scène*, *op. cit*., p. 11.

démocratique que le mouvement populaire cherche à bâtir[693] ». Ainsi, le chef populiste, en mobilisant son charisme, se mettrait au service d'une cause démocratique, en participant à mettre de l'avant une « représentation inclusive et incarnée[694] » du peuple. Car le caractère *exceptionnel* du chef, qui se dévoile dans ses qualités personnelles (son courage, sa « vertu », son héroïsme), comme celles de personnages comme Evita Perón ou Hugo Chavez, fait « pâlir les représentants de la démocratie libérale[695] », et réactive une « légitimité charismatique » transcendant la quotidienneté « rationnelle-légale » des institutions modernes[696]. D'ailleurs, pour Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (qui ne sont pas suspects de vouloir rétablir la monarchie), le chef populiste est lui-même une « institution » politique de première importance, car il permet d'homogénéiser, de représenter, de symboliser des « demandes démocratiques hétérogènes », de « construire un peuple[697] ».

Ainsi, la prétention à l'incarnation du peuple par le chef populiste peut participer d'un « moment politique[698] » qui se présente comme une véritable régénération de l'identité nationale-populaire, telle une « volonté de communion populaire qui s'oppose, comme l'écrit Hermet, à la relation arithmétique et diviseuse que les électeurs ont avec leurs députés ou les partis dans le cadre étranger à toute émotion communautaire d'un régime représentatif ordinaire[699] ». Car c'est à travers une mise en tension de la subjectivité propre à l'incarnation charismatique avec l'objectivité froide de l'appareillage administratif, économique et juridique qui caractérise les États modernes, que s'affirme la parole national-populiste. Encore une fois, les deux pôles de la démocratie, *volonté populaire* et *constitutionnalisme*, sont à penser conjointement, sans quoi pointent les peu alléchantes options dichotomiques que représentent la tyrannie majoritaire-autoritaire ou l'oligarchie libérale. Tel que l'écrit Yves Sintomer qui, en défenseur de la démocratie directe s'avère

693 F. Tarragoni, *L'Esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 283.
694 *Ibid*., p. 284.
695 *Ibid*.
696 Suivant les concepts-clés de la typologie de la domination telle qu'élaborée par Weber. M. Weber, *La Domination*, *op. cit*.
697 E. Laclau, *La Raison populiste*, *op. cit*.; C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*.
698 Voir E. Laclau et C. Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*, Paris, Fayard, 2019.
699 G. Hermet, « Populisme et nationalisme », *op. cit*.

lui-même critique du culte du chef, il n'en demeure pas moins que le leadership populiste possède une force propre, ou à tout le moins un pouvoir de séduction réel :

> À elle seule, la politique politicienne et la technocratie ne peuvent susciter les passions. La théorie populiste met l'accent sur celles-ci. Dans cette optique, elle fait jouer le rôle de catalyseur aux leaders charismatiques qui incarnent une communauté politique alternative. Ce mode de représentation implique à la fois la présentification d'une absence (un travail de figuration et de symbolisation de valeurs abstraites) et l'exhibition d'une présence (une personne singulière qui se met en scène, une présence corporelle irréductible à un pur symbole, ce qui explique notamment que les résultats électoraux d'un parti diffèrent grandement selon qu'ils présentent tel ou tel candidat)[700].

Selon le politologue italien Paolo Pombeni, il faut comprendre le culte populiste de l'incarnation comme la réponse à une période de crise précise, où est remise en question la validité des médiations politiques existantes. On doit

> considérer le populisme comme l'idéologie qui propose de fonder la légitimation politique sur l'existence d'une harmonie entre le siège du pouvoir politique et le « peuple », un peuple qui est systématiquement considéré comme distinct des institutions qui incarnent et représentent le consensus entre les composantes politiques[701].

Il serait une mystique de la communauté populaire (portée par un chef), une quête d'incarnation en temps de crise démocratique, qui dévoile dans sa logique son caractère mythologique :

> En d'autres termes, la dynamique du populisme n'est pas de nature différente de celle qui préside aux réformes religieuses : quand une religion devient mondaine, laissant trop transparaître son caractère d'*Église*, c'est-à-dire d'institution « mécanique » (juridico-institutionnelle) pour la gestion de l'espace religieux, naît une demande de purification, de retour à l'*ecclesia*, à l'assemblée des convertis constituée, non par le fait juridico-institutionnel du gouvernement de l'espace religieux mais par la transformation mystique de la conversion[702].

Suivant cette interprétation, c'est moins une critique générale des médiations politiques qu'une revalorisation du fondement du pouvoir que représenterait le populisme, en touchant à la question des conditions *non politiques* de possibilité d'exercice de la

---

[700] Y. Sintomer, « La représentation-incarnation : idéaltypes et configurations historiques », *Raisons politiques*, 2018/4, num. 72, p. 43.
[701] P. Pombeni, « Typologie des populismes en Europe (19e-20e siècles) », *Vingtième Siècle*, vol. 56, num. 1, 1997, p. 49.
[702] *Ibid*., p. 54.

souveraineté. Nous aurons l'occasion d'y revenir au prochain point. Mais comme le souligne Ernesto Laclau, il apparaît, à plusieurs égards, pertinent de considérer que le populisme loge au cœur de la modernité politique, en tant qu'événement transitoire tâchant de revivifier la base de la légitimité populaire (réelle ou effectivement appropriée par qui parle en son nom).

> Mais ce plein/vide ne peut ne peut exister qu'incarné dans une force hégémonique. Cela signifie que le vide circule entre le lieu et ses occupants. Ils se contaminent mutuellement. La logique des deux corps du roi n'a donc pas disparu dans la société démocratique ; il n'est tout simplement pas vrai que le vide pur ait remplacé le corps immortel du roi. Ce corps immortel est incarné par la force hégémonique. Ce qui a changé dans la démocratie, par rapport aux anciens régimes, c'est que dans ces derniers l'incarnation se faisait en un seul corps, alors qu'aujourd'hui elle s'opère dans une multitude de corps. Mais la logique de l'incarnation continue à opérer dans les conditions démocratiques, et, dans certaines circonstances, elle peut acquérir une stabilité remarquable. Pensons à un phénomène tel que le gaullisme. On pourrait dire qu'un des défauts fondamentaux de la IV[e] République en France fut son incapacité à fournir des symboles incarnant le lieu vide avec une relative stabilité[703].

4.7 Tentation autoritaire

À partir d'un certain nombre d'analyses lefortiennes du populisme, il apparaît ainsi possible, comme nous l'avons déjà souligné avec Rosanvallon, que l'accent mis sur la figure d'incarnation qu'est le chef s'avère un refus des médiations institutionnelles. En effet, la quête d'un leader pour incarner la communauté politique se présenterait comme une tentative de faire coller directement le symbolique avec le réel. Tel que le souligne François Dubet, « [l]e leader populiste est tenu d'abolir la distance entre le peuple et le pouvoir. Il doit incarner le peuple dans toutes ses dimensions : les travailleurs, la nation et la volonté populaire. Essentiel dans le dispositif populiste, il cristallise tout le mouvement dans sa personne[704] ».

[703] E. Laclau, *La raison populiste*, *op. cit*., p. 201.
[704] F. Dubet, « Sociologie du populisme », dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, *op. cit*., p. 62.

De plus, il témoignerait d'un rejet de la mise à distance intrinsèque générée par les institutions du libéralisme représentatif, notamment le parlement. Comme l'écrit Pombeni à propos des national-populismes européens :

> L'antiparlementarisme constitue une composante forte de toutes les tendances « populistes » situées à la charnière des deux siècles et prolonge ses effets jusqu'au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Ceci est dû en bonne partie au fait que le Parlement est identifié comme le lieu où les partis des « sans-patrie » et les représentants de ceux qui refusent de se reconnaître dans la vieille identité populaire collective trouvent leur légitimation[705].

Ce type de logique, hormis le refus des institutions libérales, se caractériserait par un culte de l'union populaire, qui passerait par la figure magnifiée du chef. C'est ce qui fait dire à Müller que les populistes se posent comme détenteurs du *monopole de la représentation*, qu'ils défendent « l'intérêt général de la nation authentique[706] », alors que ses adversaires se révèleraient comme des ennemis de l'intérieur, des relais d'idéologies étrangères à la nature du peuple national.

Ces interprétations doivent être prises au sérieux, car elles pointent le principal danger de la vision du monde national-populiste. En effet, ce culte de l'expression de la volonté générale, posé dans ce cas-ci non pas dans et par la médiation de certaines institutions de la démocratie représentative mais plutôt via celle, totalisante, de la figure du chef (car il se dévoile bien être une médiation de substitution), peut s'avérer négatrice non seulement des droits des minorités discordantes mais également de la simple reconnaissance de la légitimité de la diffusion de leur voix dans l'espace public. Cette dimension potentiellement dictatoriale de la démocratie plébiscitaire suppose aussi une tendance vers l'autocratie, où la parole du chef se prend pour l'incarnation directe du peuple, se présentant, suivant la distinction de Gérard Bras, comme le garant du « Peuple souverain » et non de la « souveraineté populaire »[707]. De même, la culture de l'homme fort, relais direct du peuple, peut également se présenter comme idéal inatteignable de ressemblance et de transparence, de coïncidence totale du peuple avec lui-même alors qu'il représente un dédoublement sans

---

[705] P. Pombeni, « Typologie des populismes en Europe (19e-20e siècles) », *op. cit*., p. 66.
[706] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme*, *op. cit*., p. 57.
[707] Le philosophe oppose ainsi le *Peuple souverain*, porté par l'État-nation moderne et tendant vers un culte du peuple-un à la *souveraineté populaire*, produit pluriel de l'expression d'une démocratie « par en bas », celle des rues et comités. G. Bras, *Faire peuples*, Paris, Kimé, 2024.

achèvement, pluriel, sans l'unité politique totale à laquelle les tenants d'une communauté organique la réduisent Avec l'entretien de ce fantasme, c'est le leader qui confisquerait en fait le pouvoir du peuple à son bénéfice. Tel que l'écrit la philosophe Nadia Urbinati,

> The problem is that in populism the people does not represent itself, and populists do not call for direct self-government; populism's adversarial identity is claimed by a representative leader, who mobilizes the media to convince the audience that he embodies the people's many forms of discontent against traditional parties' spineless mainstreamism[708].

4.8 Un cas-limite de démocratie plébiscitaire: Carl Schmitt critique du régime représentatif

Il apparaît possible de rapprocher la conception national-populiste de la démocratie d'incarnation de la philosophie politique du sulfureux Carl Schmitt. Influence revendiquée des théoriciens du « populisme de gauche » Laclau et Mouffe, le juriste s'avère – malgré un parcours idéologique plus que douteux qui l'amènera à devenir jurisconsulte d'Hitler – un penseur classique du réalisme politique, dans la lignée des Machiavel et Thomas Hobbes. Critique impitoyable du régime représentatif, il pose les bases dans ses écrits juridico-politiques d'un mode de gouvernement s'inscrivant en faux contre le libéralisme moderne. Distinguant effectivement libéralisme et démocratie[709], Schmitt considère le premier comme de l'ordre de la *légalité*, posant l'État comme entité de droit qui ne s'avérerait pas effective en réalité. Or, il faut considérer selon lui le fait que l'État repose avant tout sur l'identité du peuple, qui lui fournit son unité culturelle et institutionnelle[710]. Alors que la pensée libérale se présente comme une version philosophique des grandes neutralisations[711], niant l'essence du politique, la démocratie se fonderait sur la *légitimité* portée par un peuple, ayant son unité propre, qui plébiscite un chef à même de porter sur lui le destin national et prendre les commandes d'un État autoritaire, dont la souveraineté réside dans la décision. S'opposant à la technicisation croissante des sociétés dont se fait l'agent l'ordre juridique libéral et l'abstraction des polarisations constitutives comme celle

[708] N. Urbinati, « Political Theory of Populism », *Annual Review of Political Science*, 2019, p. 113.
[709] C. Schmitt, *Théorie de la constitution*, Paris, PUF, 2013.
[710] J.-F. Kervégan, *Hegel, Carl Schmitt*, Paris, PUF, 1992, p. 61.
[711] C. Schmitt, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 1992, p. 131.

d'ami-ennemi (critère de définition de l'identité politique), Schmitt préfère un réalisme politique fondé sur une conception pessimiste des rapports entre les hommes et une théorie de la souveraineté héritée de Jean Bodin mais aussi de Max Weber, considérant que l'État représente le *monopole de la violence légitime*. Dans son court texte *Légalité et légitimité*[712], sorti en 1932, le juriste s'avère un contempteur féroce du parlementarisme de la république de Weimar, et en appelle à un régime présidentiel et plébiscitaire[713].

Le parlementarisme, régime bourgeois et libéral, fondé sur la représentation, fournit selon Schmitt une conception uniquement propriétaire de la société, donc antipolitique, niant son pouvoir propre au profit de l'ordre économique. Ces représentants du libéralisme se constituent en « aristocratie » ou « oligarchie »[714], captant le pouvoir du peuple pour ses propres intérêts. Or, s'il écrit, dans sa théorie de la constitution, que « [d]ans tout État, il doit exister des personnes qui puissent dire : l'État c'est nous[715] », c'est à partir d'une autre logique que celle de la représentation. Le pouvoir étatique se doit d'être *incarné*, notamment par une subjectivité qui tranche et se présente comme le souverain du peuple, celui qui s'avère garant de la *décision*. C'est le cœur de la doctrine décisionniste schmittienne, que Jean-François Kervégan oppose dans ce cas-ci, dans son étude, à l'institutionnalisme hégélien, anti-libéral également, mais mettant de l'avant la souveraineté de la loi pour un peuple[716].

Le paramètre important de la critique schmittienne de la démocratie libérale, qui fait philosophiquement écho à la perspective national-populiste réside, tel que le note Renaud Baumert, sur son antagonisme entre représentation et identité[717]. À l'inauthenticité de la représentation, que le politologue Francis Dupuis-Déri nomme, à la lumière de sa sensibilité libertaire, un « fétichisme politique[718] », le juriste allemand oppose l'identité démocratique, garante de l'homogénéité populaire. Suivant une perspective qui articule le

712 C. Schmitt, *Légalité et Légitimité*, Montréal, PUM, 2015.
713 J.-F. Kervégan, *Hegel, Carl Schmitt*, *op. cit.*, p. 64.
714 C. Schmitt, *Théorie de la constitution*, *op. cit*., p. 355.
715 *Ibid*., p. 357.
716 J.-F. Kervégan, *Hegel, Carl Schmitt*, *op. cit*.
717 R. Baumert, « Carl Schmitt contre le parlementarisme weimarien », *Revue française de science politique*, 2008/1, vol. 58, p. 18.
718 F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple*, Montréal, Lux, 2016, p. 125. C'est aussi en ces termes que parle Pierre Bourdieu pour désigner cette forme politique. P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, *op. cit*., p. 259.

peuple *ethnos* (dans son acception la plus rigide) et le peuple *demos* (dans une optique plébiscitaire), Schmitt écrit que la condition préalable d'une démocratie non parlementaire est « l'homogénéité nationale[719] ». C'est cette *homogénéité* qui est garante de l'*égalité*, et qui pose le peuple (et non l'humanité) comme sujet politique[720].

Il faut que le chef soit identique (la racine du terme « identité ») au peuple, qu'il se confonde avec lui en tant qu'expression de sa volonté. En cela, la conception de Schmitt s'avère autant nationaliste ethnique qu'autoritaire, où la légitimité du chef n'est pas idéalement garantie par l'élection (produit du régime libéral-bourgeois) mais par le plébiscite. Cette configuration verticale (qui accorde cependant des référendums d'adhésion) a peu à voir avec une conception participative de la démocratie, qui suppose une subjectivation du peuple par la citoyenneté. Dans ce cas-ci, la proximité avec le fascisme est réelle (surtout que Schmitt adhérera au nazisme). « Il faut prendre Schmitt au sérieux, écrit Gérard Bras : le peuple (fasciste) n'a d'autre rôle que l'acclamation du chef. Traduisons : ce peuple est une foule disciplinée, encadrée qui singe l'auto-organisation d'un peuple acteur. Il repose sur un principe hiérarchique classant les sujets selon leur statut social, racial, ethnique, guidé par un chef qui l'incarne[721] ».

C'est effectivement à ce niveau que la vision du monde national-populiste, fondée sur l'incarnation du chef, se rapproche du fascisme. Mais cette proximité, évidente chez Carl Schmitt, ne peut être associée à toutes les formes de régime considérées comme populistes : par exemple, les populismes de la décolonisation d'un Nasser en Égypte ou d'Indira Gandhi en Inde ne peuvent être mis sur le même plan idéologique. De même pour différentes formes contemporaines, tels que le Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales en Bolivie, qui défend un régime populiste plurinational et indigéniste clairement marqué à gauche. Pareillement, des mouvements-partis comme ceux de Podemos en Espagne, le M5S en Italie ou les populismes de types néolibéraux comme le Tea Party aux États-Unis, ou encore le gouvernement d'Alberto Fujimori, par exemple, dans le Pérou des

[719] C. Schmitt, *Théorie de la constitution*, *op. cit*., p. 369.
[720] *Ibid*., p. 371.
[721] G. Bras, *Faire peuples*, *op. cit*., p. 143.

années 1990, possèdent beaucoup d'aspects antisociaux, mais peu de traits les rapprochant du fascisme.

4.9 L'homme-peuple et la démocratie : entre espoir de pouvoir d'agir et démagogie

Au premier abord, le culte populiste de l'homme-peuple apparaît comme un étrange hybride : d'un côté, il fait du peuple et de sa volonté la source de la légitimité du pouvoir ; de l'autre, il réaffirme la puissance du chef, parfois (voire souvent) au-delà des institutions du parlementarisme. C'est là la tension à l'œuvre dans ce que nous appelons l'*idéal national-populiste de la démocratie d'incarnation*, synthétisant de façon précaire des aspects à la fois égalitaires et autoritaires. Il est à noter que cette perspective se caractérise par sa préférence marquée pour la domination concrète d'un seul homme à celle de l'impersonnalité des normes abstraites (juridiques, techniques et politiques), fournissant selon nous une des pierres angulaires de la vision du monde populiste. En effet, la sensibilité pour l'homme fort, à partir d'un registre affectif renvoyant à l'unité nationale et aux valeurs ordinaires (réelles ou fantasmées) du petit peuple de travailleurs, se révèlerait une quête d'autorité dans un univers sociopolitique désenchanté, marqué par un massif sentiment d'impuissance, lorsque ce n'est pas celui d'avoir été tout bonnement lésé par les représentants du pouvoir. Des mouvements historiques comme le boulangisme aux régimes bonapartistes latino-américains, les populismes classiques consacrent une figure providentielle qui viendrait remettre de l'ordre dans des sociétés modernes considérées comme dépossédantes. Ainsi en est-il de personnalités autoritaires de l'ère politique récente, comme Rodrigo Duterte aux Philippines, surnommé le « cyclone Didong », qui agit comme un véritable punisseur pour les trafiquants de drogues de son pays, au-delà de toute considération pour les droits de l'homme.

Plus globalement, la souveraineté du chef détenteur de la décision semble rétablir du pouvoir d'agir, de la subjectivité dans un processus technocapitaliste qui tend à réduire le politique en gouvernance. En ce sens, l'idéal national-populiste de la démocratie d'incarnation s'avère une repolitisation dans un contexte qui le nie. Nous aurons l'occasion de revenir là-dessus. Mais c'est aussi le risque de s'appuyer sur un tribun démagogique qui confond sa propre personne avec les intérêts d'une nation au grand complet, et étouffe

tendanciellement les visions dissidentes. Tel que le note Yascha Mounk, les populistes disent bien souvent « nous sommes votre voix (et les autres sont des traîtres)[722] ».

À plusieurs égards, prépondérance populiste du leader charismatique s'avère une manifestation typique de certaines logiques spécifiques à la modernité démocratique. Comme le souligne Monod à la suite des analyses de Max Weber, « le charisme permet donc de penser l'articulation entre démocratie et chefferie, sur un mode qui les tient en équilibre et qui doit toujours composer avec les autres modes de légitimation, traditionnelle et rationnelle-légale[723] ». Il représente ainsi un pôle à part entière de la figuration d'un pouvoir difficilement saisissable, celui du *peuple*.

Ainsi, il n'en demeure pas moins que le culte national-populiste de la volonté souveraine, qui s'incarnerait dans la figure de l'homme-peuple, permettrait à la fois d'offrir une vision plus assumée du pouvoir démocratique dans un régime à dominance libérale, sans pour autant véritablement remplir les promesses d'une démocratie plus participative. Tel que l'écrit Sintomer,

> Les théories libérales négligent le plus souvent le caractère constructiviste et les ressorts émotionnels et symboliques de la représentation. Elles méconnaissent le fait que des relations autoritaires entre les classes subalternes et leurs représentants ont souvent permis aux premières de se mobiliser et de s'affirmer dans leurs combats contre les élites. La force des théories populistes est à l'inverse de proposer une conception plus participative et inclusive de la représentation-incarnation, présentée comme une condition pour stimuler le pouvoir d'agir (l'*empowerment*) des représentés. Elles pèchent cependant par un défaut inverse à celui des libéraux : elles tendent à identifier le politique et l'action des chefs : Laclau va jusqu'à écrire que « l'absence de meneur » équivaut à « la dissolution du politique ». Elles ne questionnent pas le fait que la remise de soi à des leaders peut se transformer en une dépossession des groupes subalternes au profit de ceux-ci, et sont aveugles devant les dérives autoritaires de bien des populismes de gauche. Elles ne proposent guère de critères en fonction desquels des « chefs » pourraient être qualifiés de démocratiques[724].

C'est le chef qui détiendrait le pouvoir, et non le peuple-*demos*.

---

[722] Y. Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 62.
[723] J.-C. Monod, *Qu'est-ce qu'un chef en démocratie?*, *op. cit*., p. 61.
[724] Y. Sintomer, « La représentation-incarnation : idéaltypes et configurations historiques », *op. cit*., p. 65.

4.10 Du plébiscitaire au publicitaire : vers l'ère postmoderne des télépopulistes

Les chefferies national-populistes de la période dite classique reposaient sur un idéal d'incarnation, qui épouse une logique inverse au libéralisme représentatif. Or, la question du leader refait violemment surface à l'ère de la globalisation néolibérale, avec un point culminant dans les années 2010, où l'autoritarisme maintenant qualifié d'« illibéral » apparaît comme un véritable nouveau bloc international, porté par des grandes puissances qui ne s'encombrent plus des canons du libéralisme politique pour légitimer leur régime (Chine, Russie, Inde, Israël, Amérique trumpiste, etc.). Mais aussi, la figure du démagogue charismatique, à l'ère des nouvelles technologies médiatiques, semble fournir le modèle type de l'agitateur politique, jusqu'au point de pouvoir espérer accéder au pouvoir grâce à la mise en scène « télépopuliste[725] ».

Néologisme créé pour désigner la nouvelle vague de démagogues qui fait surface en Europe dès les années 1980-1990 (Tapie, Berlusconi, Bossi, Haider, Le Pen etc.), le télépopulisme représente un phénomène médiatique où des leaders charismatiques mobilisent les nouvelles communications de masse afin d'orienter l'opinion à leur avantage. Si la conquête des faveurs du public est chose banale au sein de toute démocratie, son combat mené par le filtre de ces technologies donne une coloration inédite au populisme, dont le caractère est sans l'ombre d'un doute *postmoderne*. Reprenant les codes de l'univers télévisuel et publicitaire de la société de consommation, du culte de la célébrité et du divertissement de masse, la figure de proue de ce que le politologue Giovanni Sartori a d'abord nommé la « vidéo-politique[726] » s'avère sans conteste Silvio Berlusconi. Ancien magnat de la télévision devenu figure charismatique du mouvement *Forza Italia*, il réussira à conquérir le pouvoir en Italie grâce à son sens novateur de la publicité et du marketing, sa mise en scène de lui-même et sa démagogie. Se servant de la brèche ouverte par un moment politique opportun où des scandales de corruption arrosent le parti dominant de gouvernement Démocratie chrétienne, Berlusconi arrive en 1992 comme un purificateur de l'État italien, mobilisant sa personnalité et son esprit d'entrepreneur pour se présenter comme l'agent d'une transformation « anti-politique ». Avec un cadre idéologique

[725] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 211.
[726] *Ibid*., p. 212.

pratiquement inexistant, le *Cavaliere* met de l'avant son style charismatique et ses connaissances du monde du spectacle afin de détourner les codes de la démocratie représentative, considérée comme sclérosée dans son pays, vers ceux d'un mouvement télévisuel et technocapitaliste fortement personnalisé. « Par cette effraction, écrit le philosophe Pierre Musso, il n'a fait que pousser à son terme la logique commerciale en traitant le citoyen-électeur comme un téléspectateur-consommateur, c'est-à-dire en ménageant son passage du *caddy* au bulletin de vote, *via* la télécommande[727] ». Expression d'une logique qui traverse globalement les sociétés postmodernes, le chef charismatique italien se révèle l'illustration d'une mutation profonde du champ politique par la voie national-populiste, où le référent de *peuple* auquel renvoie le leader se retrouve vidé de son sens, au profit du statut de consommateur de marchandises télévisuelles, ou encore, comme le cas des clownesques performances de ses continuateurs stylistiques Donald Trump ou Beppe Grillo, de celui du spectateur d'un événement humoristique. Tel que l'affirme encore Musso, « [n]e distinguant plus l'espace privé de l'espace public, Berlusconi a traité le politique comme s'il fonctionnait au marketing télévisuel[728] ». Cette antipolitique fera des petits et deviendra l'une des composantes fondamentales du national-populisme postmoderne dans ses quêtes d'un pouvoir d'incarnation : c'est dans cette lignée qu'il faut considérer la mise en scène charismatique de Trump (qui se présente lui-même comme une marque de commerce), mais aussi des néolibéraux autoritaires tels Alberto Fujimori au Pérou et, plus tard, Javier Milei en Argentine ou Jair Bolsonaro au Brésil, tous des leaders qui traitent les institutions publiques comme un « État-Entreprise », et favorisent la forme-mouvement plutôt que les partis traditionnels (car bridant le pouvoir personnel). Expressions d'un passage de la « religion politique » à la « religion industrielle[729] », ces nouveaux chefs d'État se font les porte-étendards d'un « césarisme régressif » ou d'un « césaro-popularisme[730] », où le dynamitage de l'architecture fiduciaire du régime représentatif se réalise au détriment de toute symbolisation politique et au profit d'une conception purement capitalistique de l'être-en-société, où l'omniprésence de la figure du chef n'agira que comme palliatif au nihilisme managérial. Car la religion industrielle, selon

[727] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, Paris, Fayard, 2019, p. 47.
[728] *Ibid*.
[729] *Ibid*., p. 12-13.
[730] *Ibid*., p. 109.

Pierre Musso, n'a jamais été sécularisée, et a donc rempli l'espace du lieu vide démocratique pour fournir une réincorporation du social : « L'État-entreprise, ce sont deux institutions en une seule, et le Président qui l'incarne, deux corps en une seule personne[731] ».

Contrairement au national-populisme de la « démocratie plébiscitaire », sa mutation en césarisme publicitaire vient toucher directement à la racine les médiations politiques, car il fusionne toutes les sphères de la vie sociale pour les transformer en totalitarisme économiciste où n'arrivent à garder la tête hors de l'eau que les gagnants (*winners*), soit les leaders de cette société social-darwiniste (Tapie, Berlusconi, Trump, Macron, Musk, Renzi, Milei).

C'est là le point fondamental de divergence entre la démocratie d'incarnation portée par les leaderships national-populistes classiques, qui prennent au sérieux le concept politique de *gouvernement* (au point de surjouer l'autorité du grand chef), et les manifestations pourtant (au moins aussi) autoritaires de l'État-entreprise des télépopulistes, qui s'inscrivent globalement dans l'horizon de la *gouvernance*, à ceci près qu'ils s'appuient sur la puissance charismatique d'un chef promu en PDG national.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons tenté de définir, de façon idéaltypique, la représentation national-populiste de ce que nous appelons la *démocratie d'incarnation*, à partir d'une interprétation basée sur ses manifestations classiques (bonapartismes, régimes populistes latino-américains). Pour ce faire, il s'agissait d'abord de spécifier le rapport de cette configuration idéologique au leader, pour ensuite porter une attention particulière aux populismes compris comme « mouvements », nous amenant à considérer le rôle-clé joué par la figure providentielle, comme dans le cas historique du boulangisme en France. Si ce courant de la fin du XIX^{e} siècle a pu être dégagé comme la manifestation fondatrice des national-populismes charismatiques, il s'agissait maintenant d'en saisir les modes d'expression. En se basant sur les écrits d'un certain nombre de politistes, nous avons pu

[731] *Ibid*., p. 29.

constater que la question du « style » s'avère centrale dans la mise en scène populiste, se présentant comme une façon originale de se distinguer politiquement, de prendre la parole et de mobiliser les masses autour d'un imaginaire mythologique de la communauté nationale, en jouant autant sur les registres de la provocation, de l'héroïsme et de la proximité avec l'homme ordinaire.

La question populiste du chef suppose une façon précise d'exercer le pouvoir. C'est ce que nous avons tenté de réfléchir dans le point suivant, où il ressortait, notamment grâce aux écrits de Pierre Rosanvallon, que la mythologie national-populiste de l'homme-peuple s'inscrit dans une certaine tradition bonapartiste, qui plonge ses racines dans la France du XIX^{e} siècle. Afin d'exemplifier historiquement ce modèle, il apparaissait important de se tourner vers l'Amérique latine du milieu du vingtième siècle, où s'est consolidée une pluralité de régimes s'inscrivant dans ce cadre. En effet, ceux de Perón, Vargas, Gaitan, Ibarra, représentent tous des manifestations typiques de régimes populistes centrés autour d'une figure providentielle, qui unifie et porte dans son être la communauté nationale. Ainsi, il devenait possible de définir l'idéal politique du gouvernement national-populiste comme celui d'une démocratie d'incarnation, qui loge dans le chef la totalisation du peuple, relais physique dont la dimension charnelle et émotionnelle s'oppose et s'inscrit en faux contre les procédures et les institutions du libéralisme représentatif. Variante plébiscitaire de la modernité démocratique, nous l'avons ainsi mesurée aux écrits politiques de Carl Schmitt, qui l'avait en partie théorisée implicitement, avant de se tourner vers le totalitarisme nazi. Cette adhésion sans équivoque de Schmitt au national-socialisme après ses écrits critiques du parlementarisme libéral de la République de Weimar demandait de retourner, encore une fois, à des éléments de distinction entre fascisme/totalitarisme et national-populisme, ceux-ci partageant un culte de l'homme fort et de son autorité.

Finalement, l'examen idéaltypique du populisme comme démocratie autoritaire d'incarnation nous amenait à conclure qu'il représente une oscillation constitutive entre, d'un côté, une survalorisation de la volonté politique, passant par la sacralisation de la souveraineté du chef-relais de la communauté populaire afin de remédier à la domination de forces impersonnelles et, de l'autre, une tendance à la mythification du rapport duel du peuple avec le leader, dont le face-à-face fusionnel peut venir court-circuiter toute instance

de médiation et toute mise à distance de la société politique avec elle-même. Nous ouvrions ainsi, en conclusion, sur l'émergence de ce qui a été nommé les télépopulismes qui, eux, passent de la démocratie plébiscitaire à sa version postmoderne, publicitaire, se trouvant de son côté complètement avalée par la logique antipolitique du néolibéralisme.

PARTIE B :

DES POPULISMES FACE À LA CRISE POSTMODERNE ?

CHAPITRE 5

LE MOMENT POPULISTE
OU LE NOUVEAU CLIVAGE POLITIQUE CONTEMPORAIN

Introduction

En 2018, le politiste germano-américain et auteur du best-seller *Le peuple contre la démocratie*, Yascha Mounk, affirmait qu'« il est impossible de nier que nous traversons un moment populiste[732] ». Dans ce court chapitre introductif de la deuxième partie de notre étude, il sera question de présenter les spécificités de ce *moment*, révélateur d'une conjoncture politique particulière, qui serait toujours d'actualité[733]. En effet, c'est comme expression d'une fatigue de l'hégémonie libérale que se forme un véritable bloc populiste en Occident et à l'échelle mondiale, allant jusqu'à tracer les contours, selon la perspective que nous défendons, d'un nouveau clivage politique.

Afin de poser les bases pour une analyse plus substantielle du populisme (et plus précisément des national-populismes) tel qu'il peut se présenter comme force politique dans les sociétés contemporaines, il s'agira, dans ce chapitre, de considérer brièvement à partir de quel arrière-plan historique il est possible de prendre la mesure de cet essoufflement de la globalisation libérale, pour ensuite porter un regard plus attentif à la formation d'une réponse national-populiste à cette conjoncture antérieure. Ainsi, nous verrons que l'avènement du *moment populiste* s'avère l'expression d'un nouveau clivage (entre les tenants d'une société « ouverte » et ceux d'une société « fermée »[734]), sans qu'il ne révèle un « retour des années 30 », car ne s'inscrivant pas dans un même stade pour la modernité démocratique.

---

[732] Y. Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 9.
[733] Cette thèse s'oppose donc à celle défendue par le politologue Thibault Muzergues, qui considère que les années 2020 marqueraient l'avenir d'un « postpopulisme ». T. Muzergues, *Postpopulisme*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2024.
[734] P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit*.

5.1 Globalisation et épuisement de la société ouverte

> Donald Trump habite la Maison-Blanche, l'Union européenne se délite, Vladimir Poutine est le parrain de l'époque et Matteo Salvini son étoile montante, les murs se multiplient et les ponts s'effondrent, les ports se ferment aux exilés et les douanes reviennent en grâce, la démocratie libérale qui devait s'étendre sur le globe se rétracte à vue d'œil : notre échec est grandiose. Nous intellectuels progressistes, militants humanistes, partisans de la société ouverte, défenseurs des droits humains et autres citoyens cosmopolites, sommes incapables d'endiguer la vague nationaliste et autoritaire qui s'abat sur nos sociétés[735].

Telle était la façon dont l'essayiste et politicien libéral français, Raphaël Glucksmann, ouvrait son livre *Les enfants du vide* en 2018, essayant de comprendre pourquoi l'idéal progressiste des démocraties modernes se voit mis en danger par une montée des populismes nationalistes. Il convient de réaliser un court résumé de l'évolution récente de la globalisation libérale afin de mieux cadrer cette montée des populismes.

*

Si la chute du Mur de Berlin représentait la victoire de la démocratie libérale sur les socialismes réels, comme horizon supposément indépassable pour les sociétés mondiales, c'est surtout la période post-1945 qui forge l'imaginaire de la *société ouverte*. Le qualificatif, utilisé par Karl Popper dès 1945, justement, fait l'objet d'une analyse philosophique qui entend rendre compte, dans la perspective d'une généalogie, de ses ennemis conceptuels, de Platon à Marx, penseurs qui seraient intrinsèquement contre la liberté et la démocratie[736]. C'est effectivement avec pour trame de fond une critique libérale des totalitarismes que Popper écrit cet ouvrage théorique, totalitarismes dont le nazisme représente la manifestation la plus troublante.

L'Après-guerre, qui couronne la victoire des forces alliées sur le nazisme, offre l'occasion d'une recomposition libérale du monde, à la suite de l'horreur nationaliste qu'a incarnée l'expansion de l'Allemagne nationale-socialiste. Contre le bellicisme raciste, il est question de refonder l'Europe sur des bases pacifiées, qui seraient permises par l'instauration

[735] R. Glucksmann, *Les enfants du vide*, Paris, Allary Éditions, 2018, p. 11.
[736] K. Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, Paris, Seuil, 2018.

d'organisations internationales et la consolidation de la social-démocratie. C'est en effet à cette période que prend forme l'Union Européenne, que sont signés les accords de Bretton Woods, qu'émergent l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'OTAN. Ce moment se présente comme celui d'un retour aux racines libérales de la modernité démocratique, assombrie par l'épisode nazi, qui représente, comme l'affirme Chantal Delsol, une sorte de « maladie de l'enracinement[737] ». Contre ce « pseudo-holisme[738] », qui s'incarne dans l'idéal d'un corps politique racialement homogène, il est question de renouer avec les vertus de l'individualisme, du droit, ainsi qu'avec une collaboration économique plus large à l'échelle du globe, afin d'éviter toute forme de repli national, servant de terreau pour des guerres futures.

Comme peut l'écrire Joseph Yvon Thériault, l'Union européenne et sa « Méthode Monnet » est l'expression d'un certain « cosmopolitisme pratiqué[739] », ayant vocation à pacifier un espace occidental qui a été tiraillé par des guerres internes. Il est question d'unifier le continent européen au-delà des nationalités, en favorisant une intégration économique qui débouchera sur la formation d'un marché commun, qui culminera plus d'un demi-siècle plus tard avec l'adoption d'une monnaie unique, l'euro. Ce projet d'homogénéisation de l'Europe par le marché rappelle, comme le note encore Thériault, les principes du « doux commerce » de Montesquieu[740], couplés à l'idéal kantien de paix perpétuelle, dont se réclame l'un de ses plus ardents défenseurs, l'influent philosophe allemand Jürgen Habermas[741]. Ces entreprises se dévoilent comme l'avènement concret d'une idéologie cosmopolitique qui entend dépasser les particularismes nationaux, susceptibles de se replier et de voir triompher des chefs autoritaires acclamés par les masses, afin de favoriser des instances supranationales en mesure de créer des réseaux de solidarité et privilégier la raison universelle face aux égoïsmes communautaires. Elle ouvre la voie à un espace postnational où les intérêts des individus seraient défendus par le droit et le marché, de

737 Ch. Delsol, *La haine du monde*, Paris, Cerf, 2016, p. 78-79.
738 C'est en ces termes que Louis Dumont qualifie le totalitarisme nazi. En effet, cette mise de l'avant radicale d'une société allemande comprise comme totalité organique représente en fait selon l'anthropologue une idéologie raciste qui opère à partir des catégories de l'individualisme moderne, en tentant de recomposer artificiellement une *Gemeinschaft*, la *Volksgemeinschaft*. L. Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983, pp. 152-189.
739 J. Y. Thériault, *Sept leçons sur le cosmopolitisme*, Montréal, Québec Amérique, 2019, p. 148.
740 *Ibid*.
741 J. Habermas, *La constitution de l'Europe*, Paris, Gallimard, 2011.

même que portés politiquement au Parlement européen par un ensemble d'experts, les représentants[742]. Ce processus s'accélèrera durant les années 1980, avec l'intégration de nouveaux États-membres (Europe du Sud), la consolidation du marché unique et la nécessaire homogénéisation du droit.

Cette dynamique d'uniformisation du monde européen au-delà des nations, qui prend forme à la suite de la Seconde Guerre mondiale, verra la reconstruction de l'État social, stimulé par des politiques économiques keynésiennes, donnant naissance à la période des Trente glorieuses. Mais c'est aussi à cette époque que s'établit l'idéal de « gouvernance par les nombres[743] », afin de rationaliser l'État et de se prémunir contre les tentatives de détournement volontariste des institutions politiques.

La globalisation, qui représente l'accroissement capitaliste des échanges, prend un autre tournant avec l'émergence du néolibéralisme, qui promeut une éthique de l'efficacité, de la flexibilité et de la mobilité, et arrime directement les objectifs des entreprises privées aux institutions étatiques, donnant naissance au « New Public Management[744] ». Ce stade du capitalisme, qui s'affirme en opposition à la planification soviétique, participe d'une généralisation de la « logique libérale[745] » à la majorité des sphères sociales, où l'individu, posé comme entité primordiale, entre en relation contractuelle avec d'autres individus, porteurs d'intérêts privés, au-delà des appartenances communautaires.

La chute du Mur de Berlin, en 1989, représentera le stade ultime de la *société ouverte*, produit de la globalisation libérale. Avec la victoire sur le communisme soviétique et son économie dirigée, le monde libre porté par la puissance américaine apparaît comme le modèle politique et économique de la « Fin de l'Histoire », selon le politologue Francis Fukuyama[746]. Cette thèse forte, ayant un certain écho, marque une période où la globalisation capitaliste et la démocratie libérale représentent l'horizon indépassable pour les sociétés mondiales, appelées à réaliser les promesses des Lumières.

---

742 J. Y. Thériault, *Sept leçons sur le cosmopolitisme*, *op. cit*., p. 162.
743 A. Supiot, *La Gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard, 2015.
744 Voir notamment L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1998.
745 J.-C. Michéa, *La double pensée*, Paris, Flammarion, 2008.
746 F. Fukuyama, *La Fin de l'Histoire ou le dernier homme*, Paris, Flammarion, 2017.

Or, comme l'écrivent Ivan Krastev et Stephen Holmes, la lumière tend maintenant à s'éteindre[747]. Le culte de la croissance économique et la confiance en la démocratie libérale battent de l'aile depuis, au moins, le début des années 2000. 11 septembre et guerre d'Irak, crise financière de 2008, guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, réchauffement climatique, crise migratoire de 2015, les événements justifiant le retour des frontières ne manquent pas. La société libérale ne séduit plus : « pour beaucoup de citoyens désillusionnés, écrivent les auteurs, l'ouverture du monde est désormais plus porteuse d'anxiété que d'espoir[748] ». C'est dans ce contexte qu'émergent les forces nationalistes et populistes, se posant comme les restaurateurs de frontières.

5.2 Retour des chefs autoritaires

Cette période d'épuisement du compromis libéral se pose également comme celle qui remet sur le devant de la scène les leaders à poigne. Tel que l'écrit l'ancien diplomate français Michel Duclos en 2019,

> Lorsqu'ils s'informent des affaires du monde, nos contemporains, outre les crises et les conflits, voient partout la montée de l'intolérance, le reflux des principes dits libéraux, et donc de la démocratie, l'émergence de partis jouant la politique de « la peur et de la colère », enfin l'irruption de nouveaux « hommes forts », y compris dans des pays à régime démocratique, au point que ces derniers sont parfois difficiles à distinguer des dictateurs des systèmes autoritaires[749].

Alors que l'ère post-totalitaire semblait avoir rompu avec le « culte du chef », le moment illibéral s'avère effectivement celui où, parmi tant d'autres, les Vladimir Poutine, Benjamin Netanyahou, Donald Trump, Bachar Al-Assad (avant sa chute), Kim Jong un, Rodrigo Duterte, Narendra Modi, Recep Erdogan ou Nicolas Maduro fournissent un modèle particulièrement personnalisé d'exercice du pouvoir, suivant différentes nuances d'autocratie. Ce « monde des nouveaux autoritaires[750] » se montre hostile aux organisations trans- et internationales ayant données corps à la mondialisation dès l'après-

[747] I. Krastev et S. Holmes, *Le moment illibéral*, *op. cit*., p. 37.
[748] *Ibid*., p. 9.
[749] M. Duclos, « Voyage dans le monde des nouveaux autoritaires », dans M. Duclos (dir.), *Le monde des nouveaux autoritaires*, Paris, L'Observatoire, 2019, p. 7.
[750] M. Duclos (dir.), *Le monde des nouveaux autoritaires*, *op. cit*.

guerre, et participe d'une revalorisation vigoureuse de l'incarnation verticale du pouvoir ainsi que de la réaffirmation d'une politique de puissance, suivant une certaine interprétation de la souveraineté étatique. Ces meneurs tiennent un discours à la fois sécuritaire et martial, qui fait écho aux peurs partagées par un nombre considérable de citoyens (en même temps qu'il les stimule[751]). S'il serait possible de considérer simplement ces figures comme le témoignage d'un passé révolu à l'échelle globale, tel que l'affirmait jadis avec optimisme la pensée libérale mue par l'ivresse de la modernisation, leur succès semble pourtant s'inscrire dans l'air du temps. Selon le politiste turc Hamit Bozarslan, cette constellation autoritaire se présente comme de nouvelles « anti-démocraties[752] », qui

> se considèrent explicitement comme des réponses nationales, anti-universalistes et guerrières au système démocratique, « cosmopolite », « efféminé » et « corrompu ». À l'inverse des pouvoirs autoritaires classiques du passé, qui se méfiaient le plus souvent des mobilisations populaires, ces régimes, pourtant en partie pluralistes, refusent de reconnaître une distinction entre la politique interne et la politique externe : toutes deux sont définies en unique champ de guerre. Dans leur lutte contre les « traîtres » de l'intérieur et les « ennemis » de l'extérieur, ils soumettent par conséquent leurs populations à un constant test de loyauté[753].

Se réclamant minimalement de la légitimité populaire (selon le type de régime), elles se font cependant un point d'honneur de passer outre les bornes politico-juridiques du libéralisme afin d'établir leur puissance d'agir. Ce retour en trombe des hommes forts et chefs providentiels pourrait être le constat d'une fatigue de la démocratie. Ayant mené une enquête aux États-Unis, un des foyers historiques de la modernité libérale, Yascha Mounk constate effectivement qu'un nombre important des plus jeunes de cette société ne manifesteraient pas un grand attachement pour la démocratie : ils se trouveraient plutôt, comme nombre de leurs concitoyens, « de plus en plus ouverts aux possibilités autoritaires[754] ».

---

751 Voir E. Illouz, *Les émotions contre la démocratie*, *op. cit*., p. 39-99.
752 H. Bozarslan, *L'anti-démocratie au XXI^e siècle*, Paris, CNRS, 2021.
753 *Ibid*., p. 10-11.
754 Y. Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 161.

5.3 Émergence d'un bloc populiste

Depuis les années 2010, le qualificatif de « moment populiste », afin de rendre compte des spécificités politiques contemporaines, semble être entré dans le langage courant[755]. Alors que le terme de populisme, dans la science politique de langue française, servait essentiellement à désigner un pan de l'extrême droite européenne des années 1990 (Front national français, FPÖ autrichien, Vlaams Belang belge, Ligue du Nord italienne, etc.), il représenterait maintenant tout un *moment politique*, de type contestataire, révélateur de l'esprit du temps. C'est notamment ce que défend la théoricienne politique belge Chantal Mouffe, qui considère que c'est le terme définissant le mieux cette conjoncture, comme produit d'une « crise du modèle hégémonique néolibéral qui s'est progressivement implanté en Europe occidentale depuis les années 1980[756] ». En effet, la constitution d'un bloc populiste, critique de l'*establishment* politique et financier, constituerait une réponse contre ce que Mouffe appelle « l'illusion du consensus[757] », portée par le social-libéralisme dit de *troisième voie*. Stratégie de dépassement du clivage droite-gauche, cette idéologie, dont Tony Blair, mais également François Mitterrand et Bill Clinton, se sont faits les relais, représente la synthèse entre le libéralisme économique et le progressisme culturel, se moulant dans la majorité des grands partis traditionnellement de gauche du monde occidental (Démocrates américains, Labour britannique, Parti socialiste français, etc.). Elle tend à s'affirmer comme l'idéologie dominante du néolibéralisme, s'échangeant le pouvoir avec un centre-droit défenseur de la logique du marché.

Ces deux pôles libéraux, qui incarnent selon Mouffe une alternance de façade, comme celle entre « Coca-Cola et Pepsi[758] », étouffent la démocratie. Ils participent à renforcer l'idée thatchérienne qu'il « n'y pas d'alternative » au néolibéralisme[759]. Or, le bloc populiste, d'abord porté par la droite radicale européenne « antisystème » (Front national, FPÖ), réaffirme la nécessité politique du conflit. En effet, ces partis et mouvements prennent un

[755] Pour le moins, en français et en anglais.
[756] C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*, p. 24.
[757] C. Mouffe, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2010.
[758] C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*.
[759] Ce que l'économiste et sociologue Wolfgang Streeck nomme la « pensée unique » du néolibéralisme. W. Streeck, « Le retour des évincés : le début de la fin du capitalisme néolibéral », dans H. Geiselberger (dir.), *L'Âge de la régression*, *op. cit*., p. 261.

ton protestataire qui contraste avec les codes de la classe des représentants politiques et remettent en question le consensus libéral sur le bien-fondé de l'Union européenne, la nécessité des politiques d'austérité, l'accueil des migrants, et plus globalement la question de la souveraineté nationale. Le bloc populiste ramène au centre la critique des élites considérées comme « technocratiques » et pensées comme libérales-progressistes, qui brideraient l'expression de la volonté populaire au détriment d'organisations et d'instances non-élues, qui participent d'une globalisation oublieuse des gens ordinaires.

Le bloc populiste, qui se dessine avec plus de précision dans les années 2010, prend une dimension mondiale, et s'affirme à travers plusieurs événements politiques : l'influence européenne de la Hongrie de Viktor Orbán, la montée des mouvements anti-austérité (comme *Occupy*) et l'épisode SYRIZA en Grèce, le succès du Brexit mené par l'UKIP de Nigel Farage, l'élection de Matteo Salvini en Italie à la suite d'une alliance entre les populistes du Mouvement 5 Étoiles et de la Ligue (puis celle de Giorgia Meloni), la consolidation du Rassemblement national en France comme parti d'opposition (jusqu'à justifier un autre « front républicain » contre la possible accession au gouvernement de Jordan Bardella en 2024), le phénomène des Gilets jaunes, la double élection de Donald Trump aux USA, la contestation des mesures sanitaires et la montée d'un certain complotisme à la suite de la COVID-19, le « *Freedom Convoy* » des camionneurs à Ottawa, l'ascension électorale de l'AfD en Allemagne, etc. Alors qu'émergent des partis populistes et nationalistes un peu partout en Occident, formant soit des mouvements contestataires (des Indignés aux Gilets jaunes), soit des partis de gouvernement (ceux de Trump ou de Boris Johnson), se consolident par le fait même, dans le monde, des régimes autocratiques radicalement hostiles au libéralisme politique : ceux de la Russie de Poutine, de la Turquie d'Erdogan, de l'Inde de Modi, du Brésil de Bolsonaro, mais aussi, sans être à proprement parler « populiste », la Chine de Xi Jinping. La prolifération de ces phénomènes, qui font du populisme une véritable force politique, amènera Krastev et Holmes à parler d'un véritable « moment illibéral[760] » mondial, qui se présente comme un bloc de réaction à la globalisation contemporaine. Si bon nombre de régimes et de partis dits populistes ou « national-populistes » se montreront plutôt libéraux en termes économiques (surtout ceux

[760] I. Krastev et S. Holmes, *Le moment illibéral*, *op. cit*.

qui sont très conservateurs, comme chez Bolsonaro, Erdogan ou au sein des mouvements anti-vaccin face à la COVID-19), ils semblent cependant partager une même aversion pour la dimension libérale de la démocratie moderne, favorisant un leadership autoritaire, l'usage d'un vocabulaire polémique (vis-à-vis des élites libérales et/ou des étrangers), ainsi qu'une conception unifiée du peuple.

De façon plus générale, l'existence d'un bloc populiste s'exprime également à travers l'imposition de certains thèmes politiques : les questions de l'identité des groupes majoritaires, de l'état de la démocratie représentative, du protectionnisme, des frontières, de la sécurité ou de l'autorité. En effet, la popularité de partis populistes (comme en Europe), souvent aux portes du pouvoir, participe à introduire dans la sphère publique plusieurs de leurs sujets de prédilection, et amène les partis traditionnels à se positionner par rapport à ceux-ci. Ainsi, d'un côté, des partis ou gouvernements libéraux (comme celui de l'Allemagne de Merkel ou du Canada de Trudeau, par exemple) préféreront s'opposer aux positions populistes en tenant un discours radicalement favorable à l'immigration[761]; de l'autre, des formations politiques pourtant libérales à la base récupéreront des thèmes identitaires pour aller chercher un électorat insatisfait par la posture cosmopolitique (tels le PQ ou la CAQ au Québec depuis la « crise » des accommodements raisonnables[762], ou encore les Républicains américains sous l'influence du *Tea Party Movement*).

5.4 Obsolescence du clivage droite/gauche ?

Outre l'importance des leaders, on désigne souvent un « moment populiste » par le flou idéologique qu'il génère. Or, selon un certain nombre d'observateurs, le clivage droite/gauche serait maintenant inopérant pour rendre compte de la ligne de fracture primordiale de l'ère actuelle.

> Pour les futurs historiens, écrit l'auteur britannique David Goodhart, les premières années du XXI^e^ siècle – culminant avec ces deux scrutins [ceux du Brexit et de l'élection de Trump] – apparaîtront comme le moment où la césure « culturelle »

[761] Voir notamment, pour Merkel, P. Veronneau, « Angela Merkel face à la crise migratoire de 2015 : entre précautions d'usage et formules politiquement correctes », ILCEA, 42/2021, [En ligne] https://journals.openedition.org/ilcea/11997

[762] Avec une mise de l'avant de la question d'une *laïcité québécoise* comme facteur identitaire, de la Charte des valeurs jusqu'à la Loi 21.

> est apparue pour défier l'ancienne opposition gauche-droite. La question de la culture (au sens des valeurs et de l'identité) a pris autant d'importance que la traditionnelle question économique ; autrement dit, la culture « compte » autant que l'argent.[763]

Le géographe Christophe Guilluy, de son côté, considère que cette grille de lecture masque la réalité sociale en France, où d'autres lignes de fractures prennent forme :

> Les vaines tentatives de réactivation du clivage gauche-droite ou, pis encore, la volonté de « rééduquer » les masses, butent sur une réalité socio-culturelle incontournable : en milieu populaire, la référence gauche-droite n'est plus opérante depuis au moins deux décennies ; une tendance encore plus marquée chez les nouvelles générations[764].

La clivage politique principal du début du XXI[e] siècle serait plutôt à trouver dans l'opposition entre pros-mondialisation et souverainistes. Le journaliste américain Michael Lind abonde dans le même sens : « the old spectrum of left and right has given way to a new dichotomy in politics among insiders and outsiders[765] ». Soit, entre partisans du national-protectionnisme et défenseurs de la mondialisation libérale. Le sociologue Raphael Liogier soutient lui aussi une thèse semblable sur les tensions idéologiques des démocraties contemporaines, où s'opposent maintenant, de façon primordiale, populistes et défenseurs de la démocratie libérale : « La vraie ligne de fracture politique aujourd'hui n'est plus entre la gauche et la droite, mais entre une mouvance populiste (qui circule à droite comme à gauche) et ceux qui résistent à cette tendance de fond[766] ».

Dans son dernier important ouvrage paru dans le milieu des années 1990, *Le Seul et Vrai Paradis*, Christopher Lasch diagnostiquait lui aussi la désuétude de l'opposition entre la droite et la gauche pour faire face aux défis de notre temps : « aucune des deux, écrit-il, ne se confronte à la question majeure des limites[767] ». En effet, si la droite américaine favorise des politiques économiques modernistes, qui impliquent de « conserver un mode de vie clinquant tel qu'il a été maintenu dans le passé, aux dépens du reste du monde (et de plus en plus de [leurs] propres minorités)[768] », la gauche, elle, continue de croire à l'idéologie

---

763 D. Goodhart, *Les deux clans*, Paris, Les Arènes, 2019, p. 13.
764 C. Guilluy, *La France périphérique*, Paris, Flammarion, 2014, p. 72.
765 M. Lind, *The New Class War*, New York, Penguin, 2020, p. 1.
766 R. Liogier, *Ce populisme qui vient*, Paris, Textuel, 2013, p. 12.
767 Ch. Lasch, *Le Seul et Vrai Paradis*, *op. cit*., p. 25.
768 *Ibid*.

du développement[769]. Ces deux positions, aveugles face à la question environnementale, participent d'une même idéologie libérale, incapable de saisir les dynamiques de paupérisation et de crise identitaire qu'engendre la globalisation.

Jean-Claude Michéa, influencé par Lasch, a développé dans les dernières années, en France, la thèse suivante : le clivage droite/gauche s'avère en fait intrinsèquement inhérent à la modernité capitaliste. En se focalisant sur l'histoire française, car c'est bien elle qui a vu émerger cette opposition politique, Michéa souligne que l'origine de ce clivage réside dans la division entre « blancs » (monarchistes) et « bleus » (libéraux-républicains) depuis la Révolution, mettant intrinsèquement de côté les « rouges », les tenants d'une révolution socialiste[770]. Ainsi, si les « blancs », d'abord *réactionnaires* au sens premier du terme (il était bien question, jusqu'à une certaine période en France, de restaurer l'Ancien régime monarchique), ont muté en une droite qui s'est véritablement convertie à l'économie de marché[771], jusqu'à en faire le cœur de sa doctrine, les « bleus », de leur côté, incarneraient bien cette gauche moderniste qui accepte, *a priori*, les principes directeurs du libéralisme (économique, politique et culturel). Or, ces deux pôles, une fois définitivement mise en échec la question royaliste en France, adhèrent selon Michéa à une même « métaphysique du Progrès[772] », la droite devenant le défenseur explicite de la croissance capitaliste, couplée à un certain conservatisme culturel, tandis que la gauche se pose comme l'option du libéralisme culturel, soit le culte de l'individu émancipé *car* délié des contraintes communautaires. Il s'agit des deux faces d'une même *représentation libérale du monde*, à l'intérieur de laquelle n'est pas soluble la tradition socialiste (dont est issu le mouvement ouvrier), cherchant à refaire communauté par-delà l'atomisation capitaliste. Alors que cette mutation s'avère le produit de l'histoire politique de France, il semblerait malgré tout possible d'affirmer que cette alternance entre gauche et droite libérales constitue le pilier des démocraties représentatives occidentales, jusqu'à l'avènement contemporain de la « question national-populiste ».

---

769 *Ibid*., p. 26.
770 J.-C. Michéa, *Les mystères de la gauche*, Paris, Flammarion, 2014.
771 La victoire de la droite dite *orléaniste*, donc libérale et bourgeoise, sur les droites *légitimiste* (monarchiste) et *bonapartiste* (plébiscitaire), pour reprendre la tripartition de René Rémond. Voir R. Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982.
772 J.-C. Michéa, *Les mystères de la gauche*, *op. cit*., p. 23.

Si donc la droite se présente, depuis les années 1980, comme la tenante d'un réalisme économique ancré dans une conception néolibérale de la réalité, avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher en tête, la gauche post-soixante-huitarde a fait, comme nous l'avons souligné, du libéralisme culturel son miel, en proposant des réformes sociales essentiellement axées sur la figure de l'individu, au détriment de toute transformation politico-économique. Le commun politique, fondamental pour les socialistes (mais aussi pour les sociaux-démocrates, qui voyaient dans l'État-providence le lieu de son unité), se voit relégué par la gauche acquise au libéralisme, favorisant la seule référence aux droits de l'Homme. Perspective juridiciste qui détache l'individu des obligations communautaires car « la loi n'ayant plus de consistance intrinsèque, comme le note Pierre Manent, il nous faut chercher ailleurs un principe d'ordre, [et] ce sera dans les *droits humains* au service desquels la loi devra se mettre, trouvant ainsi le seul usage conforme à sa faiblesse ontologique[773] ». C'est donc à travers la défense des droits individuels que la gauche trouvera sa légitimité, en alternance avec une droite qui, lorsqu'elle n'est pas religieuse, part des mêmes principes ontologiques, à partir du moment où elle érige le marché en référence ultime du social.

Or, comme nous l'avions souligné tout à l'heure avec Chantal Mouffe, le champ politique semble être dominé, depuis les années 1980, par un libéralisme (économique, politique et culturel) qui tend à éjecter de son espace la conflictualité démocratique. En effet, cette dynamique de « neutralisation » libérale[774] aurait la spécificité de dépolitiser l'espace public, jusqu'à devenir, suivant le terme de Colin Crouch, une « post-démocratie[775] ». Car si, depuis la chute du Mur, la référence à la démocratie libérale est devenue un lieu commun pour décrire la forme la plus avancée de régime politique, celle-ci aurait tendance à laisser dominer le pôle libéral sur le pôle démocratique. Afin de défendre cette idée, Mouffe rappelle que si la démocratie moderne s'est définie par une tension entre les instances juridiques fondées sur les prémices objectives du libéralisme et celles plus subjectives de

[773] P. Manent, *La loi naturelle et les droits de l'homme*, Paris, PUF, 2020, p. 7. Nous soulignons.
[774] Pour reprendre un concept de Carl Schmitt, qui est d'ailleurs une influence importante pour Mouffe. Voir C. Schmitt, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 2009.
[775] C. Crouch, *Post-démocratie*, Paris, Diaphanes, 2013.

la volonté populaire[776], c'est bien le premier pôle qui tend à invisibiliser le second, jusqu'à nier que le fondement du politique se trouve dans le conflit et la nécessité d'une *décision*[777].

Comme l'écrit la théoricienne politique, « l'erreur du rationalisme libéral est d'ignorer la dimension affective que mobilisent les identifications collectives et d'imaginer que les "passions" prétendument archaïques sont vouées à disparaître avec la montée de l'individualisme et le progrès de la rationalité[778] ».

Dans le même esprit, Marcel Gauchet considère lui aussi que la recomposition néolibérale de ce qu'il nomme le « nouveau monde » tend à prendre la direction d'un « gouffre du droit[779] », qui étouffe toute volonté politique.

C'est cette hégémonie du libéralisme juridique, ce que reconnaît même un politologue libéral comme Yascha Mounk[780], qui participe à générer une réponse populiste mondiale qui entend dépasser « l'alternance unique[781] » entre la gauche et la droite de gouvernement pour ramener le conflit et la souveraineté populaire au centre de l'espace public. Tel que le souligne Mouffe, le populisme contemporain représente un véritable « retour du politique[782] » car il est, en reprenant les analyses de son mari Ernesto Laclau, « une stratégie discursive établissant une frontière politique qui divise la société en deux camps et appelle "ceux d'en bas" (*underdog*) à se mobiliser contre "ceux qui sont au pouvoir"[783] ». Si la politiste appelle, en tant que militante, à former un bloc « populiste de gauche », il n'en demeure pas moins que la conjoncture qu'elle analyse incarne une stratégie de dépassement de la polarité droite/gauche, au profit d'une ligne de division entre ceux qui sont dominés par le pouvoir (le peuple), et les élites à la tête du pouvoir, qu'elles soient de gauche ou de droite. C'est cette rhétorique polémique, *transversale*, que reprendra à son

776 C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*., p. 27-28.
777 Dans ce cas-ci, Mouffe reprend encore les bases de la philosophie politique de Carl Schmitt, sans adhérer directement à son fond belliqueux : « l'ennemi » schmittien est remplacé par « l'adversaire » mouffien. C. Mouffe, *L'illusion du consensus*, *op. cit*., p. 35. Voir également O. Bélanger-Duchesneau, « "Construire un peuple" : essai sur l'anthropologie politique du populisme de gauche », dans F.G. Dufour et E. Peker (dir.), L*e populisme et les sciences sociales : perspectives canadiennes, québécoises et transatlantiques*, Ottawa, PUO, 2023.
778 C. Mouffe, *L'illusion du consensus*, *op. cit*., p. 14.
779 M. Gauchet, *Le nouveau monde*, Paris, Gallimard, 2016.
780 Y. Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, *op. cit*. Chapitre « Le libéralisme sans la démocratie ».
781 J.-C. Michéa, *Notre ennemi, le capital*, Paris, Climats, 2016, p. 30.
782 C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*., p. 19.
783 *Ibid*., p. 23.

compte Inigo Errejon, numéro deux de Podemos et ami de Mouffe, afin d'unifier les dominés de tous horizon contre la « caste[784] », l'*establishment* espagnol. Le clivage n'est plus tracé dans une perspective horizontale, en termes de droite/gauche, mais plutôt transversale, où s'opposent la « démocratie » et « l'oligarchie »[785]. Cette façon de dresser une dualité au-delà de la polarité droite/gauche représente, selon les politistes Y. Mény et Y. Surel, un des traits typiques du populisme. Lors d'une période de crise, la volonté de dépasser les clivages politiques traditionnels pour former un bloc de soi-disant « réconciliation nationale » (ou de « réconciliation du peuple ») émergerait souvent et participerait à définir la nature d'un « moment populiste »[786].

Suivant une perspective plus *sociologique* qu'*idéologique*, à la différence de Mouffe[787], le sondeur Jérôme Sainte-Marie, proche du Rassemblement national[788], reprendra plus tard une opposition apparentée pour rendre compte de la fracture principale qui marque la France sous la présidence d'Emmanuel Macron : se feraient face deux blocs, le premier « élitaire » (libéral-macronien), le second « populaire » (populiste-Gilets jaunes)[789].

Un autre sondeur français prénommé Jérôme, Fourquet de son nom de famille, diagnostiquait également cette mutation contemporaine des frontières politiques : les sociétés occidentales seraient marquées par un « nouveau clivage », « qu'on pourrait résumer de façon schématique par les gagnants et les perdants de la mondialisation, ceux qui s'en accommodent et ceux qui la rejettent ou s'en inquiètent[790] ». Division renvoyant à « celle qui oppose les tenants d'une société ouverte aux adeptes d'une société fermée[791] », ce nouveau clivage transcende le partage traditionnel entre gauche et droite en ce sens qu'il

---

784 Inigo Errejon dans C. Mouffe et I. Errejon, *Construire un peuple*, Paris, Cerf, 2015, p. 185.
785 *Ibid*.
786 Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 66-69. Une idée semblable est évoquée dans P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit*., p. 77.
787 En philosophe politique, Mouffe défend elle-même le caractère idéologique de ses propositions, ce qui serait la véritable façon d'assumer *l'essence du politique*. Voir C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*.
788 Il participera notamment à la formation des cadres du parti de droite radicale populiste avec l'école Campus Héméra dès 2023. C. Lesueur, « Avec Campus Héméra, l'école du Rassemblement national reste dans les limbes, entre regards et plagiats », *Le Monde*, 19/01/2024, [En ligne] https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/01/19/avec-campus-hemera-l-ecole-du-rassemblement-national-reste-dans-les-limbes-entre-retards-et-plagiats_6211759_823448.html.
789 J. Sainte-Marie, *Bloc contre bloc*, Paris, Cerf, 2019.
790 J. Fourquet, *Le nouveau clivage*, *op. cit*., p. 9.
791 *Ibid*., p. 10.

implique des hybridations ou synthèses de plusieurs de ces valeurs politiques, souvent au sein d'un même parti. Les partis populistes se feront les promoteurs d'un système politique à « démocratiser » tout en sacralisant le leadership du chef, alors que les options libérales tendront à articuler liberté individuelle et liberté marchande. Cette tentative de dépassement d'une « orthodoxie » droite/gauche pourrait avoir trouvé son point culminant en France lors du deuxième tour de la présidentielle de 2017 (qui sera d'ailleurs identique en 2022), où se sont opposés deux candidats affirmant la désuétude de ce clivage : Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Alors que le premier appelle à un ralliement des « progressistes » de droite comme de gauche contre les « conservateurs », la seconde entend défendre « les patriotes » contre l'élite « mondialiste »[792].

Au-delà du caractère polémique de ces divisions (il est toujours question de décrédibiliser, voire diaboliser, l'opposition), une certaine cohérence sémantique semble se dégager, à partir de deux groupes distincts : un premier ensemble sociologique et idéologique, plus rural et périurbain (mais aussi moins diplômé et moins riche), réfractaire à la mondialisation libérale et plutôt attiré par l'option populiste, ainsi qu'un deuxième groupe majoritairement urbain, acquis aux avancées du libéralisme et favorable à une conception plutôt cosmopolitique de l'être-ensemble. C'est la division entre ceux que le journaliste britannique David Goodhart nomme les *Somewheres* et les *Anywheres*[793]. En effet, le recours du journaliste à cette typologie entend rendre compte de deux sensibilités distinctes au sein des sociétés contemporaines, trouvant son fond dans une certaine réalité sociologique, celle qui oppose la mobilité et la culture cosmopolite des métropoles mondiales à la sédentarité (voulue ou contrainte) des terroirs ruraux et périurbains des hinterlands nationaux. À l'aide d'un certain nombre de données et en prenant appui sur la division du Royaume-Uni relative à la question du Brexit, Goodhart analyse l'émergence de deux pôles majeurs, un « autoritaire » et un « libertaire », qui illustreraient un conflit idéologique fondamental pour les sociétés nationales[794]. Si les « autoritaires » radicaux sont rares, il n'en demeure pas moins qu'une position modérée à cet égard se révèlerait majoritaire, et que ce serait surtout le sentiment que les sociétés libérales ont besoin d'un

[792] *Ibid*., p. 12.
[793] D. Goodhart, *Les deux clans*, *op. cit*.
[794] *Ibid*., p. 25.

retour à l'autorité qui motiverait le vote favorable au Brexit, d'où la nécessité de recouvrer une sécurité économique et culturelle à travers l'instauration de frontières. Les *Somewheres*, ceux des régions britanniques, s'avéreraient plus sensibles à l'enracinement et hostiles à l'Union européenne que les *Anywheres* de grandes villes comme Londres, plus libérale en termes d'économie, de politique et de mœurs, et se retrouveraient notamment dans les anciens réservoirs industriels du Nord de l'Angleterre, pourtant auparavant marqués à gauche (Labour Party). Or, comme l'écrit Goodhart, « une majorité significative de 56% de Britanniques qui se considèrent comme défavorisés ont voté pour le Brexit[795] ». De ce point de vue, l'option souverainiste/protectionniste, même lorsque portée par la droite, tend à séduire un certain nombre d'ouvriers, jadis acquis à la gauche (réformiste ou même communiste, comme en France). Comme le rappelle Jérôme Fourquet à l'aide d'une analyse des cartes de France, « le vote FN s'ancre dans les territoires les plus frappés par le chômage[796] », alors que les anciens bastions américains du charbon ont eu tendance à appuyer le populiste Donald Trump en 2016[797].

Christophe Guilluy remarque également le même type de fracture : celle entre les métropoles globalisées, favorables aux « élites libérales », et les périphéries nationales, séduites par les populistes. Ce clivage géographique (entre les grands centres connectés et les périphéries plus statiques), qui transcende l'opposition traditionnelle entre la droite et la gauche représenterait, selon Guilluy le marqueur « du lent processus de désaffiliation sociale et culturelle des classes populaires[798] », car ces dernières se trouveraient tendanciellement éjectées des métropoles globales, faute à un processus de gentrification les transformant en « citadelles » de la *société ouverte*[799].

Dans un essai sur le moment politique contemporain, le théoricien de la Nouvelle Droite Alain de Benoist, favorable au populisme, considère que l'émergence et les qualités de ce mouvement résident précisément dans sa capacité à transcender le clivage droite/gauche[800]. En effet, l'auteur reconnaît « que droite et gauche ont bel et bien existé, mais n'ont jamais

795 *Ibid*., p. 26.
796 J. Fourquet, *Le nouveau clivage*, *op. cit*., p. 85.
797 *Ibid*., p. 100.
798 C. Guilluy, *Le Crépuscule de la France d'en haut*, Paris, Flammarion, 2017, p. 11.
799 Et générant par le fait même une « bourgeoisie *new school* ». *Ibid*., p. 13.
800 A. de Benoist, *Le moment populiste*, Paris, PGDR, 2017.

signifié la même chose[801] », ce qui rend leur caractère beaucoup plus relatif que ce qu'il est d'usage de penser. Le productivisme est-il de droite ou de gauche ? Et le différentialisme ? La défense de la volonté générale ? Celles de la nation ou de la communauté ? Et de la liberté d'entreprendre ? Tous ces thèmes, pêle-mêle, ont trouvé des réponses de droite comme de gauche, selon les conjonctures historiques. La nôtre, selon de Benoist (et qui s'inspire de Mouffe), serait marquée par des « lignes de fracture désormais transversales : elles passent à l'intérieur de la droite comme à l'intérieur de la gauche. Elles dessinent d'ores et déjà de nouveaux clivages[802] ». C'est dans ce contexte inédit que le populisme contemporain s'enracine, sans pour autant nier qu'il puisse trouver son incarnation tantôt dans les valeurs et sensibilités historiquement associées à la gauche (comme dans le cas de Podemos ou Occupy), tantôt clairement à droite ou à l'extrême droite (tels le Rassemblement national ou le Fidesz de Viktor Orbán).

Suivant une analyse semblable, mais dans une perspective plus générale et critique, Ivan Krastev soutient qu'il y a bien une tendance à l'effacement de l'opposition droite/gauche, portée par l'émergence d'une « contre-révolution conservatrice » incarnée par les mouvements illibéraux.

> La montée en puissance du populisme représente aussi, écrit-il, un retour à une manière de faire de la politique plus personnalisée, les personnalités des leaders politiques jouant ici un rôle très significatif, et les institutions se voyant le plus souvent dénigrées par eux. Le clivage gauche/droite est remplacé par un conflit entre internationalistes et nativistes[803].

En bref, entre tenants de la société ouverte, libérale, et ceux d'un nationalisme de fermeture.

5.5 Le national-populisme ou le retour des années 1930 ?

Nous avons pu, dans un chapitre précédent, désigner à grands traits ce qui distingue le populisme du fascisme. Cette différence, fondamentale, réside dans le rapport à la démocratie : si le populisme accepte peu ou prou les règles du régime représentatif, le

[801] *Ibid*., p. 60.
[802] *Ibid*., p. 77.
[803] I. Krastev, « Le retour des régimes majoritaires », *in* H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, *op. cit*., p. 123.

fascisme entend explicitement instaurer un État dictatorial, de facture totalitaire. Les populistes, s'ils se réclament du peuple, cherchent une légitimité populaire dont ne s'encombrent pas les fascistes : le destin du peuple devra coller directement avec une idéologie révolutionnaire portée par des élites. Telle n'est pas l'ambition des populistes, faute à l'absence d'un programme politique substantiel.

Cela dit, un certain nombre d'analystes ou de commentateurs politiques remettent en cause ces distinctions : ainsi, le drapeau qui annonce un « retour des années 30 » a souvent été agité, afin de qualifier le moment populiste. C'est ce qu'entendent démontrer Pascal Blanchard, Renaud Dély, Claude Askolovitch et Yvan Gastaut dans un ouvrage de 2014[804], cependant – par moment – un peu plus nuancé que ce que ne le laisse entendre le titre[805]. Cette « concordance des temps » se manifesterait notamment par un même processus de crise économique et d'essoufflement de la démocratie représentative. Selon les auteurs, la montée en puissance au Parlement européen, dans les années 2010, de formations national-populistes comme le UKIP (Grande-Bretagne), le FN (France) ou le Jobbik (Hongrie), représenterait une

> cartographie qui rappelle fortement l'Europe des dictatures des années 30, qui voyait émerger des formes diverses ultranationalistes ou fascistes, dont certaines répondaient à l'appel du grand frère allemand en 1935 à Nuremberg ou applaudissaient des deux mains au « renouveau » fasciste italien et à la victoire de Franco en Espagne dans un « conflit des civilisations ». À chacun son modèle, mais tous filaient dans la même direction : les régimes autoritaires et la fin de la démocratie.[806]

Raphael Liogier considère aussi que le moment populiste des années 2010 comporte plusieurs points en commun avec les années 30, ressemblances qui se trouveraient déclinables en six points. D'abord, par la superposition entre « crise identitaire » et « crise économique[807] » ; ensuite, la « désignation de boucs-émissaires[808] » (du Juif à « l'immigré ») ; par la « dissolution des différences droite-gauche sur l'autel

[804] R. Dély et al., *Les années 30 sont de retour*, Paris, Flammarion, 2014.
[805] En introduction, les auteurs reconnaissent notamment que « questionner le passé, c'est aussi relativiser ce présent qui nous échappe et nous angoisse. ». *Ibid*., p. 10.
[806] *Ibid*., p. 31.
[807] R. Liogier, « Populisme liquide dans les démocraties occidentales », in B. Badie et D. Vidal (dir.*), Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2019, p.42.
[808] *Ibid*., p. 43.

identitaire[809] » ; par le fait que les majorités se sentiraient menacées par les minorités[810] ; par la recherche d'un homme providentiel pour sauver la nation (Liogier parlait déjà avec prophétie, en 2018, de la candidature potentielle d'Éric Zemmour)[811] ; finalement, par la protestation contre une soi-disant trahison des élites, considérées comme « bien-pensantes » et figures de « l'idiot utile[812] ». Plusieurs éléments caractérisant un climat de crise des institutions politiques semblent justes, mais peuvent-ils prendre l'entière mesure d'une menace totalitaire d'extrême droite qui planerait sur les démocraties occidentales ?

Le danger d'un retour de la barbarie des années 30 est également une thèse que défend avec fougue l'universitaire Philippe Corcuff, d'abord dans un petit livre sorti la même année que celui d'Askolovitch, Blanchard, Gastaut et Dély[813], puis dans une somme plus considérable en 2020[814]. En effet, alors que dans le premier opus, le politiste assume un caractère pamphlétaire l'amenant à réaliser des mises en parallèle pour le moins contestables (comme de classer, parmi d'autres, l'économiste de gauche et leader de Nuit Debout, Frédéric Lordon, pratiquement dans la même galaxie politique, car complice de ces virages « néoconservateurs », que l'idéologue antisémite d'extrême droite Alain Soral, sous prétexte que les deux défendent un certain « souverainisme ») afin de proposer une analogie à l'emporte-pièce avec les années 1930[815], le deuxième titre évoqué entend réaliser une analyse plus substantielle de sa thèse. Dans *La grande confusion*, Corcuff soutient toujours l'idée que l'air du temps politique est particulièrement trouble, mais plus précisément car la perte d'une référence solide à une « gauche d'émancipation[816] », qui nourrit des dynamiques « confusionnistes[817] », sert en fait à jouer le jeu d'un « ultraconservatisme » constituant la trame de fond idéologique de l'époque[818]. Résultat :

---

809 *Ibid*.
810 *Ibid*.
811 *Ibid*., p. 44.
812 *Ibid*.
813 P. Corcuff, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, Paris, Textuel, 2014.
814 P. Corcuff, *La grande confusion*, Paris, Textuel, 2020.
815 P. Corcuff, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, *op. cit*., p. 13.
816 P. Corcuff, *La grande confusion*, *op. cit*., p. 80.
817 L'auteur met, entre autres, dans cette catégorie, des personnes aussi diverses, voire opposées, que Chantal Mouffe, Alain Finkielkraut, Manuel Valls, Éric Hazan, Emmanuel Macron, Houria Bouteldja, Michel Onfray, François Bégaudeau, Jean-Claude Michéa, Jean-Luc Mélenchon, etc. *Ibid*., p. 14.
818 *Ibid*.

ce serait à travers ce canal que l'installation d'une confusion à gauche permettrait à l'extrême droite de gagner la « bataille des idées[819] ».

La thèse est plus articulée, mais elle reprend dans l'ensemble le même cadre rigide que celui de son essai précédent, lui-même inspiré d'une thèse célèbre de Zeev Sternhell : les positionnements qui transcendent l'axe droite/gauche tendraient à mener au fascisme[820]. Si l'historien israélien se focalise sur les racines boulangistes de l'extrême droite en France et ses produits pour proposer une critique radicale de la thèse de l'immunité française contre le fascisme et ainsi tirer une conclusion plus générale sur les dangers du dépassement de ce clivage fondamental pour la modernité politique, Corcuff reprend l'idée sous fond de « moment populiste », où l'« identitarisme » (nous sommes ici d'accord avec cette partie de l'analyse) prendrait une place prépondérante[821].

Alors que le sociologue Ugo Palheta va jusqu'à parler d'une « nouvelle internationale fasciste[822] », qui serait composée de Trump, Modi, Poutine ou Bolsonaro, l'historien Enzo Traverso, spécialiste des totalitarismes et de l'antisémitisme, entend tout de même, quant à lui, réaliser une distinction entre « fascisme » et « postfascisme »[823]. Si le « néofascisme » implique une référence contemporaine explicite au modèle fasciste et reste très marginal, dans le postfascisme, « sa matrice reste, dans la plupart des cas, le fascisme classique, mais il s'en est émancipé[824] ».

Cette évocation d'une matrice fasciste des mouvements nationalistes identitaires contemporains exigerait une définition claire de son contenu[825]. On imagine que les questions du nationalisme de fermeture et des logiques isolationnistes, du retour des chefs autoritaires ainsi que des dynamiques xénophobes font partie de celle-ci. Cependant, est-ce suffisant pour tracer un parallèle matriciel avec l'idéologie fasciste ? De ce point de vue, l'analyse de l'historien Federico Finchelstein nous semble particulièrement pertinente pour

819 *Ibid*., p. 15.
820 Z. Sternhell, *Ni droite, ni gauche*, Paris, Gallimard, 1983.
821 P. Corcuff, *La grande confusion*, *op. cit*., p. 80.
822 U. Palheta, *La nouvelle internationale fasciste*, Paris, Textuel, 2022.
823 E. Traverso, *Les nouveaux visages du fascisme*, Paris, Textuel, 2017, p. 13.
824 *Ibid*.
825 Type d'analyse principalement diffusé à travers les travaux de l'historien britannique Roger Griffin. Voir notamment R. Griffin, *International Fascism*, Londres, Edward Arnold, 1998.

comprendre le rapport du populisme contemporain aux années 30 : si le populisme prend effectivement le relais du fascisme, dans l'histoire, pour proposer un pôle illibéral à la modernité politique, c'est à partir du moment où il accepte explicitement les règles démocratiques qu'il se constitue en mouvement de fond, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, et plus précisément dans l'Argentine péroniste[826], pour ensuite se déplacer dans l'Occident contemporain, sans jamais quitter l'Amérique latine. Ainsi, comme le rappelle plus généralement Pascal Perrineau,

> la réalité politique d'aujourd'hui ne peut être regardée avec les lunettes d'hier, au risque de ne pas saisir l'élément de modernité qui caractérise les nationaux-populismes contemporains. À se focaliser sur les filiations, on risque de passer sur ce qui fait l'ampleur et l'originalité d'un phénomène politique nouveau[827].

Cependant, il convient de reconnaître que l'interrogation sur la pertinence du terme de « fascisme » pour désigner le mouvement de fond du moment populiste contemporain n'épuise pas la question de l'extrême droite, qui s'est formée en bloc, en Europe, dès les années 1990. En effet, ce sont souvent ces mouvements politiques, généralement xénophobes (et sur un continent qui a connu le fascisme), qui ont à une période servi de modèle pour désigner ce que représenterait dans son essence même le « populisme », jusqu'à composer un ensemble homogène aujourd'hui. Du Danemark à la Belgique, en passant par l'Italie et l'Autriche, l'Europe prendrait depuis ce temps un tournant fascisant d'extrême droite. Or, si les dynamiques de replis identitaires et xénophobes s'avèrent bien réelles, il conviendrait, selon notre perspective, de prendre la mesure de deux choses. La première est que le moment populiste contemporain ne se trouve pas réductible à l'extrême droite, car il implique notamment une part de « gauche » non négligeable : c'est celui porté par des mouvements comme Occupy ou des partis comme Syriza, Podemos ou la France Insoumise, ou encore en Amérique latine par les gouvernements d'Hugo Chavez, d'Evo Morales ou de Rafael Correa. Des mouvements comme le M5S italien ou les Gilets jaunes en France, bien que transcendant le clivage droite/gauche, ne peuvent non plus être intrinsèquement associés au nationalisme ethnique. Ensuite, ce qui relève véritablement de la nouvelle extrême droite européenne devrait plutôt être qualifiée, suivant les mots de

[826] F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, Berkeley, University of California Press, 2019.
[827] P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit*., p. 38.

Piero Ignazi, comme « postindustrielle » : comme l'écrit Taguieff, citant lui-même l'auteur italien,

> la première caractéristique différentielle de ces partis ou mouvements de l'extrême droite postindustrielle est « qu'ils ne revendiquent aucune filiation avec les fascismes historiques » ; leur seconde caractéristique, qu'ils affichent comme leur « nouveauté », est « qu'ils apparaissent comme étant en mesure de fournir des réponses adéquates aux problèmes nouveaux de la société industrielle[828].

Ainsi, il apparaît donc plus judicieux, afin de prendre la pleine mesure des nouveaux mouvements xénophobes, de considérer en quoi ils peuvent s'inscrire en rupture avec le fascisme qui a marqué l'Europe et le monde entier au milieu du XX^{e} siècle.

Cela dit, il reste important de considérer que le moment populiste, qui secondarise le clivage droite-gauche au profit d'une opposition entre peuple et élite, propose un cadre politique qui favorise l'introduction des idéologies d'extrême droite dans le débat public. En effet, et il en sera question plus loin, cette configuration idéologique populiste portée primordialement à la critique des élites en place ouvre la porte à l'investissement de signifiants marqués à l'extrême droite (comme le nationalisme ethnique, l'anti-immigrationnisme et le racisme, l'antisémitisme, le complotisme, le masculinisme, etc.) agissant comme catalyseur du ressentiment des classes populaires et moyennes déclassées par le rouleau compresseur de la globalisation. C'est à ce moment qu'une radicalisation de la dynamique identitaire portée par l'extrême droite peut trouver dans des mouvements populistes plutôt diffus le lieu où déployer son discours.

*

La référence aux « moments les plus sombres de l'histoire » n'est cependant pas dénuée d'intérêt, afin de comprendre les dynamiques politiques traversant nos sociétés contemporaines. C'est pourquoi, dans un prochain chapitre, nous tenterons de continuer d'éclaircir les spécificité sociologiques et idéologiques du populisme contemporain à la lumière de ses critiques les plus virulents, soit un certain nombre de politologues qu'il serait possible de classer, selon notre perspective, dans la catégorie des « antipopulistes ».

[828] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 266. Les guillemets indiquent qu'il s'agit d'une citation d'Ignazi.

Ensuite, nous tenterons prendre la mesure du moment populiste actuel en analysant le point fondamental de sa critique, touchant à la question des « élites » à l'ère des sociétés globalisées.

CHAPITRE 6
LE « POPULISME » AU MIROIR DE SES DÉTRACTEURS : RADIOGRAPHIE ET CRITIQUE DE LA POLITOLOGIE ANTIPOPULISTE

Introduction

S'il apparaît possible de considérer la période politique des années 2010-2020 comme un moment populiste, qui se présente, dans le discours public des sociétés démocratiques contemporaines, comme un tendanciel effacement du clivage droite/gauche au profit d'une opposition supposée entre le « peuple » et « l'élite », un certain effort de définition du phénomène socio-politique qu'incarne le populisme persiste. Si nous en avions dégagé les grands traits dans un chapitre préliminaire, où le populisme se voyait qualifié de *configuration idéologique*, divisant la société entre un peuple concret et une figure abstraite de sa négation (généralement une élite), et que cette configuration idéologique s'est notamment actualisée, historiquement, dans l'imaginaire d'une communauté nationale de travailleurs, ainsi que dans la quête d'un leadership d'incarnation, un travail d'analyse des formes contemporaines de ce qu'on désigne par « populisme » reste encore relativement ouvert. Or, cette conjoncture représente de façon analogue le moment d'explosion de toute une littérature politologique spécialisée dans la chose qui, dans la majorité de ses manifestations, s'acharne à éveiller les consciences contre la « menace populiste », quand il ne s'agit pas de diagnostiquer une « pathologie des sociétés démocratiques ».

En effet, s'est consolidée pendant cette période une certaine science politique consacrée à la description critique du populisme, dont une des spécificités majeures réside dans sa condamnation radicale, au point de prendre la forme de ce que le sociologue Federico Tarragoni a appelé la « populologie[829] », et le politologue Antoine Chollet l'« antipopulisme savant[830] ». Dans ce chapitre conséquent, notre travail visera à circonscrire les caractéristiques de ce discours savant sur le populisme, dans l'objectif d'en

[829] F. Tarragoni, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *Actuel Marx*, 2013/2 (nº 54), p. 56-70.
[830] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, Paris, Textuel, 2023.

dégager la nature idéologique. Car plutôt que d'orienter le regard sur l'objet plus difficilement saisissable qu'incarne, dans sa mouture contemporaine, le « populisme », nous nous intéresserons ici au *discours actuel porté sur celui-ci*[831], en tant que révélateur d'une lecture dominante sur ce que devrait être, suivant ces analyses normatives, la composition des sociétés libérales sous l'effet de la globalisation, et donc nous instruire sur le regard que posent sur elles-mêmes les démocraties dites modernes (voire postmodernes).

Ce chapitre est divisé en deux parties. La première, qui porte une attention particulière à l'hégémonie de certaines représentations dites « antipopulistes » dans les démocraties libérales contemporaines, tâchera de proposer une radiographie de la science politique dominante du populisme, après avoir interrogé certains des lieux communs sur ce terme polémique. Cette première entreprise, qui s'affirmera en reprenant à notre compte certaines des élaborations théoriques de Tarragoni sur la « populologie » et de Taguieff sur l'« antipopulisme », nous permettra de faire ressortir un idéaltype de cette théorie, que nous qualifierons, à la suite d'une analyse des textes importants de Pierre Rosanvallon et de Jan-Werner Müller en la matière, d'*antipopulisme institutionnaliste-libéral*. En conclusion de cette partie, nous nous pencherons plus particulièrement sur les origines états-uniennes de la science politique antipopuliste.

Dans la deuxième partie, nous nous essayerons à une critique des impasses de l'antipopulisme savant, en nous focalisant uniquement, rappelons-le, sur le discours qu'il incarne. Il ne s'agira pas d'opposer à l'antipopulisme le populisme, mais plutôt de nous interroger sur le sens implicite de cette critique. Face à cela, le point de vue du philosophe Jacques Rancière (et de ceux qui s'en inspirent) considèrera que se manifeste une véritable peur de la démocratie chez une certaine science politique élitiste-libérale. Mais ce cadre, bien que relevant des éléments fondamentaux, ne semble pas prendre, selon notre perspective, la pleine mesure de l'insuffisance intrinsèque de cette position. Ainsi, il sera question de compléter (mais aussi de nuancer) cette critique, en dégageant les fondements de l'anthropologie politique du libéralisme antipopuliste, qui trouve sa base dans la thèse

[831] En ce sens, nous nous donnons comme tâche de réaliser une analyse à partir du même point de départ que le politiste suisse Antoine Chollet dans son essai sur l'antipopulisme (« Plutôt que de se demander ce qu'*est* le populisme, il s'agit de retourner la perspective en s'intéressant aux discours *sur* le populisme »), mais suivant une optique qui, nous le verrons, porte en partie une conception différente de l'anthropologie démocratique. Voir A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 17.

rosanvallienne d'un « peuple introuvable ». Refus apriorique de considérer le peuple comme le substrat socio-symbolique de la collectivité démocratique, cette ontologie nominaliste nous permettrait donc de mettre en lumière les présupposés idéologiques d'un constructivisme qui tend à figer en essentialisme ethniciste ou en décisionnisme schmittien les quêtes politiques de souveraineté national-populaire, tout en pointant du doigt, avec une certaine lucidité, les dérives potentielles que peuvent traîner avec elles les revendications dites « populistes », lorsqu'elles s'attaquent aux bases instituées du libéralisme. Cette enquête critique nous amènera à saisir les tensions inhérentes à l'antipopulisme savant, oscillant entre une défense légitime de la démocratie, comprise de façon un peu réductrice comme *État de droit*, et une tendance à reproduire dans le discours les mêmes procédés disqualificateurs que l'objet qu'ils critiquent, agissant comme son « miroir » discursif, ce que Pierre-André Taguieff nomme le « choc des argumentations[832] », trouvant dans le terme-repoussoir de « populisme » la figure de négation parfaite à sa conception d'une démocratie apaisée et cosmopolitique.

6.1 Radiographie de l'antipopulisme

6.1.1 Explosion de la littérature politologique sur le populisme

« Le mot populisme, écrivent Mudde et Rovira Kaltwasser, est l'un des principaux termes politiques à la mode du XXI^e^ siècle[833] ». En effet, depuis quelques décennies, et plus particulièrement depuis les années 2010, il est remarquable que les écrits savants sur le phénomène dit « populiste » se multiplient. Par exemple, émergent des récents ouvrages de référence, visant à renouveler l'intelligence du phénomène, après les travaux classiques de Gellner et Ionescu[834] et de Margaret Canovan[835] dans le monde anglo-saxon, ainsi que ceux de Gino Germani en Amérique latine[836] : ceux signés par Cas Mudde et Cristobal

[832] P.-A. Taguieff, « Populismes et antipopulismes : le choc des argumentations », *Mots. Les langages du politique*, 1998/55, p. 5-26.
[833] C. Mudde et C. Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, *op. cit*., p. 13.
[834] E. Gellner et G. Ionescu (dir.), *Populism*, Londres, Macmillan, 1969.
[835] M. Canovan, *Populism*, *op. cit*.
[836] G. Germani, *Autoritarismo, fascismo y populismo nacional*, Buenos Aires, Temas, 2004 [1973].

Rovira Kaltwasser[837] ou encore par Jan-Werner Müller[838] agissent comme les nouveaux piliers conceptuels pour comprendre le populisme contemporain, étant traduits dans plusieurs langues. La publication en France d'un nouvel opus consacré au sujet dans la prestigieuse collection *Que sais-je?* en 2020, écrit par le spécialiste Pascal Perrineau[839], après celle d'un *Oxford Handbook* en Grande-Bretagne trois ans auparavant[840], de même que la parution d'un épais *Dictionnaire des populismes*[841], regroupant un nombre considérable d'entrées variées sur ce thème, confirment l'intérêt particulier qui est accordé au populisme dans la science politique actuelle.

D'autres ouvrages, au milieu d'une bibliographie abondante, diagnostiquent un « retour des populismes[842] », un « retour du peuple[843] », l'établissement d'un « moment populiste[844] », d'une « explosion populiste[845] », quand le phénomène ne représente pas tout simplement l'événement politique du siècle[846]. S'il s'agit aussi de titres accrocheurs, laissant planer une menace imminente sur les démocraties libérales, ils n'en demeurent pas moins représentatifs d'un certain air du temps où, tel que maintes fois déjà souligné, la dénonciation des mauvaises élites au nom du « peuple » s'avère une rhétorique prisée. On ne compte plus les colloques internationaux sur le sujet ; des revues (ainsi que beaucoup de numéros de revues) et des groupes d'études (des « *populism studies* ») s'attèlent à l'analyse de la chose[847]. Preuve de son caractère hégémonique dans les représentations

---

837 C. Mudde et C. Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2017, édité en français en 2018 (*Brève introduction au populisme* chez L'Aube) ainsi que C. Mudde, *The Populist Radical Right : A Reader*, Londres, Routledge, 2016.
838 J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*.
839 P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit*. Il existait auparavant un petit livre consacré au populisme dans la même collection, qui était signé par Alexandre Dorna en 2000. Son renouvellement, vingt ans plus tard, est la preuve d'un besoin d'actualisation. A. Dorna, *Le populisme*, Paris, PUF, 2000.
840 C. Rovira Kaltwasser, P. Taggart, P. Ochoa Espejo, P. Ostiguy (dir.), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017.
841 O. Dard, C. Boutin, F. Rouvillois (dir.), *Dictionnaire des populismes*, *op. cit*.
842 B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, *op. cit*.
843 V. Coussedière, *Le retour du peuple*, Paris, Cerf, 2016.
844 A. Jäger et A. Boriello, *The Populist Moment*, Londres, Verso, 2023, A. de Benoist, *Le moment populiste*, *op. cit*., ainsi que C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*.
845 J. B. Judis, *The Populist Explosion*, New York, Columbia Global Reports, 2016.
846 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*.
847 On notera, parmi d'autres, l'existence du European Center for Populism Studies, établi à Bruxelles, qui s'attache à analyser le populisme dans une perspective générale (et suivant un point de vue libéral et critique), en ligne ; https://www.populismstudies.org/, le groupe « *Populism* » au sein de la Political Studies Association au Royaume-Uni, en ligne ; https://www.psa.ac.uk/specialist-groups/populism, l'émergence d'une nouvelle chaire de recherche à l'Université York de Toronto, intitulée L'Observatoire du populisme au

politiques actuelles, il existe même une liste, chapeautée par l'Institut de recherche en sciences sociales d'Amsterdam, constamment mise à jour des partis et mouvements populistes à travers le monde, sous la loupe d'experts internationaux en la matière (Cas Mudde, Paul Taggart, etc.)[848].

En introduction de leur ouvrage collectif sur le *Populisme et les sciences sociales*, les sociologues et politistes Frédérick Guillaume Dufour et Efe Peker soulignent à quel point nous assistons à une explosion des recherches sur cet objet politique :

> Le populisme comme concept a donc une longue histoire, mais il n'a jamais été aussi populaire et utilisé qu'aujourd'hui. Il ne serait pas exagéré d'affirmer qu'au cours de la dernière décennie, l'intérêt pour le populisme a explosé, tant dans les sciences sociales que parmi le grand public. Selon la plateforme d'information *Web of Science*, qui compile les revues savantes les mieux classées en anglais, 7 512 publications entre le 1 janvier 1952 et le 31 décembre 2022 comportaient le mot *populism(s)* ou *populist(s)* dans leur titre, cités 66 053 fois au total. Ce qui est frappant, c'est 4 624 de ces publications (62 %) et 34 872 de ces citations (53 %) sont parues depuis 2016[849].

Tableaux à l'appui, les auteurs documentent cette montée en puissance de l'usage de ce terme dans le vocabulaire courant et scientifique. À travers *Google Books*, on constate effectivement une fulgurante explosion de l'utilisation du mot « *populism* » dans la littérature de langue anglaise à partir des années 2010, surtout (sans surprise) dès 2016, l'année de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis[850]. Toujours selon les chercheurs canadiens, pour ce qui est de l'usage du terme de populisme dans les ouvrages politologiques de langue française, le point de démarcation apparaît plutôt à partir des années 1990[851]. Cette période correspond à celle de l'ascension des partis national-populistes de droite et d'extrême droite en Europe (notamment le Front national de Jean-Marie Le Pen en France, FPÖ en Autriche, Parti pour la liberté aux Pays-Bas, etc.), où la référence au populisme sert surtout à désigner des droites radicales sur un continent qui a connu le fascisme, dont le caractère idéologique tend néanmoins à s'en distinguer, mais

---

Canada, en ligne ; https://www.yorku.ca/research/robarts/observatory-populism/?lang=fr, ainsi qu'une éphémère revue belge (Université de Liège) entièrement consacrée au phénomène, sobrement intitulée *Populisme*.

[848] *The PopuList*, en ligne ; https://popu-list.org/.

[849] F.G. Dufour et E. Peker, « Introduction » dans F. G. Dufour et E. Peker (dir.), *Populisme et sciences sociales*, *op. cit*., p. 11.

[850] *Ibid*., p. 11-12. Voir figure 1.2.

[851] *Ibid*., p. 12.

aussi potentiellement les positions politiques sceptiques vis-à-vis de la Construction européenne (les opposants au fameux Traité de Maastricht), ou plus généralement la mobilisation d'affects nationalistes.

6.1.2 Le champ sémantique du populisme depuis les années 1980-1990

La montée en puissance de toute une littérature consacrée au populisme dans la science politique contemporaine s'accompagne d'un certain champ sémantique, qui permet de mieux circonscrire la façon dont est appréhendé l'objet. Le principal trait saillant de ce corpus est qu'il présente le populisme en des termes essentiellement négatifs depuis les années 1980-1990, en Europe comme en Amérique du Nord. C'est dans un contexte d'ascension, comme nous l'avons précisé plus haut, d'un ensemble hétérogène de droites protestataires sur le Vieux Continent, que le terme de populisme semble rentrer dans le vocabulaire courant en français, transportant avec lui une atmosphère sulfureuse, supposément négatrice de l'esprit libéral au fondement des sociétés démocratiques[852]. Tel que l'écrivent les politologues Humberto Cucchetti, Alexandre Dézé et Emmanelle Reungoat, à cette période,

> [a]lors que les journalistes et les acteurs politiques sont de plus en plus nombreux à se l'approprier, le terme devient dès lors synonyme de « démagogie », de « menace », « d'antidémocratisme » et fonctionne de plus en plus comme un outil de disqualification politique, désignant aussi bien des figures politiques autoritaires, nationalistes ou xénophobes (Margaret Thatcher, Boris Eltsine, Umberto Bossi, Christophe Blocher) que des acteurs politiques atypiques (Ross Perot, Carlos Menem, Bernard Tapie ou Jesse Jackson)[853].

Effectivement, comme a pu le souligner Pierre-André Taguieff il y a déjà presque 20 ans, la désignation du populisme va généralement de pair avec un lexique péjoratif, qui cherche à marquer le caractère extrême de la chose : on le rattache à une dérive, un virus, une

[852] Cette association entre populisme et droite radicale, voire extrême droite, semble pouvoir se généraliser à bon nombre de pays européens et se répercute dans la littérature scientifique de l'époque. À cet égard, on notera par exemple les ouvrages en anglais de l'universitaire suisse Hans-Georg Betz, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, Basingstoke (U.K.), Palgrave MacMillan,1994, ainsi que celui du britannique Paul Taggart, *Populism*, *op. cit*., ou, quelques années plus tard, un des premiers du spécialiste néerlandais Cas Mudde : *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge (U.K.), Cambridge University Press, 2007.

[853] H. Cucchetti, A. Dézé, E. Reungoat, *Au nom du peuple?*, Paris, Le Cavalier bleu, 2021, p. 17.

régression, etc. Il tend à recouper l'intolérance, le nationalisme, voire le fascisme[854]. Dans un article encore plus daté (de 1998), qui s'intéresse aux oppositions entre populisme et antipopulisme, l'historien des idées souligne avec vigueur la chose suivante :

> Disons-le tout net : la plupart des écrits consacrés depuis quelques années en France au populisme sont des pamphlets déguisés. Le populisme est stigmatisé comme un isme intrinsèquement pervers, voire comme la position politique mauvaise par excellence, dans le cadre d'une vision dualiste qui tend au manichéisme. Le « populisme », lit-on çà et là, est l'exact contraire de la « raison » en politique, ce qui signifie soit qu'il incarne l'« émotion », les « pulsions », les « instincts », etc. ; soit qu'il se réduit à une manipulation cynique de cette part d'irrationnel qu'on suppose présente en tout humain, mais singulièrement menaçante lorsqu'elle est portée par « les masses ». Le mot populisme nomme une menace et exprime une hantise, qui parait se fixer sur le populaire ou l'instinctuel, sur le pulsionnel ou le tribal, sur le grégaire ou le passionnel. La peur des « masses » semble renaitre chez les élites en cette nouvelle « fin de siècle », couplée avec la hantise d'une destruction de la démocratie, édifice supposé fragile, par la puissance déferlante du grand nombre et la médiocrité triomphante de la culture médiatique de masse. L'épithète populiste apparait dans des expressions polémiques du type « dérive populiste », « tentation populiste », « danger (ou menace) populiste », voire « prurit populiste ». Étiquette disqualificatoire et opérateur d'amalgame, « populisme/populiste » illégitime en pathologisant ou en criminalisant l'adversaire[855].

Federico Tarragoni, qui ne partage généralement pas les mêmes vues que Taguieff, abonde dans ce cas-ci dans le même sens. Le terme de populisme, comme il le souligne, représente dans le langage courant un « mot barbare[856] », souvent mobilisé pour disqualifier. Utilisé avec un adjectif : « populisme climatique », « populisme pénal », « populisme médical », « populisme industriel »[857], son usage vise à marquer le caractère dangereux et déraisonnable d'une pratique ou d'une idéologie.

[854] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*.
[855] P.-A. Taguieff, « Populisme et antipopulisme : le choc des argumentations », *op. cit*., p. 7-8.
[856] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 32.
[857] Ibid., p. 33.

On parle de « dérive populiste[858] », de « *cultural backlash*[859] » (de ressac culturel), de « tentation populiste[860] », de « menace », de « maladie » de la démocratie[861]. Le terme charrie avec lui un vocabulaire épidémiologique et tout un imaginaire de la contagion, de l'infection. Si le niveau de virulence varie, souvent selon les degrés d'analyse, il est remarquable qu'il soit question, plus souvent qu'autrement, de désigner un comportement, une attitude, voire un être arriéré ou rétrograde, qui devrait être contenu par les digues de la bienséance démocratique. Afin d'imager la chose, le politologue paraguayen Benjamin Arditi parle du populisme comme de l'entrée en scène d'un invité gênant (« *awkward guest* ») lors d'une soirée, mettant tous les convives mal à l'aise avec ses commentaires déplacés et ses comportements douteux après avoir trop bu[862].

Taguieff, dans son étude classique sur la chose, souligne que le terme de populisme sert généralement d'« opérateur d'illégitimation[863] », c'est-à-dire qu'il vise à tracer une ligne entre un discours (politiquement, moralement) admis et un autre qui sortirait des limites de l'acceptable, pour des raisons diverses (ridicule, rétrograde, dangereux, farfelu, extrémiste, etc.). Comme l'écrit le politologue à propos des mutations de l'usage du terme en Europe,

> [l]a nouvelle carrière médiatique du populisme, hors des limites des études savantes, a été inaugurée, au début des années 1990, par un suremploi polémique et une désémantisation croissante. D'outil conceptuel, populisme s'est transformé en arme idéologique. À sa relative valeur de connaissance s'est substituée une puissance d'illégitimer et de stigmatiser des adversaires, lesquels n'ont pas manqué de contre-argumenter en s'appropriant le mot populisme en tant qu'autodésignation positive[864].

Étant donné les contours flous qui sont bien souvent jetés sur le terme, représentant à plusieurs égards un « mot-valise », il tendrait aussi, dans le champ des démocraties libérales contemporaines, à devenir un synonyme de « démagogie » : le politicien ou le journaliste d'opinion (par exemple) populiste, chercherait, par son discours, à flatter le

---

858 P. Bernier Arcand, *La dérive populiste*, Montréal, Poètes de brousse, 2013.
859 P. Norris et R. Inglehart, *Cultural Backlash: Trump, Brexit and Authoritarian Populism*, Cambridge (U.K.), Cambridge University Press, 2019.
860 O. Ihl, J. Chêne, E. Vial, G. Waterlot (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003.
861 La politologue italienne Nadia Urbinati, dans un ouvrage sérieux, en parle comme de la « maladie auto-immune de la démocratie ». N. Urbinati, *Me the People*, Harvard University Press, Cambridge (MA), 2019.
862 B. Arditi, *Politics on the Edge of Liberalism*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007.
863 P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 93.
864 P.-A. Taguieff, « Populisme et antipopulisme : le choc des argumentations », *loc. cit*., p. 6.

« bon peuple », voire à manipuler les masses (considérées elles-mêmes de façon négative). Tel que l'écrit l'intellectuel franco-bulgare Tzvetan Todorov, « le populiste joue sur l'émotion du moment, forcément éphémère[865] ».

Mais plus généralement, comme le soulignait Taguieff dans sa condamnation d'une certaine littérature « antipopuliste », le qualificatif porterait tout un champ lexical organisé autour d'une conception mythologique des travers du « peuple » comme de ceux (les tribuns) qui instrumentaliseraient ses affects : tribalisme, domination des pulsions et des instincts, simplisme, dégagisme, autoritarisme, foule informe et lyncheuse, arriération et refus du « progrès », sans compter le racisme, la haine des minorités, etc. Ces défauts, plutôt hétéroclites, posséderaient au moins en commun le fait de pouvoir être associés à une réaction contre ce qui est considéré comme la raison en politique, forgeant en grande partie l'identité du « populisme » comme terme-repoussoir[866]. Il peut également renvoyer à tout un imaginaire de la « populace[867] », à certains stéréotypes des classes populaires : beaufs, péquenauds, « petits blancs », « cassos », « bouseux » ou « sans-dents » en France, *white trash*, *rednecks* et *hillbillies* aux États-Unis, « mononcles », « B.S. », et « colons » au Québec, *chavs* en Grande-Bretagne, « barakis » en Belgique, etc. Dans ces cas, le qualificatif de « populiste » vise à présenter une certaine idée du peuple et des classes populaires comme ringardes, rétrogrades, racistes, mal élevées et peu éduquées.

Il est constatable, également, que le populisme est porteur d'un certain imaginaire de la décadence : « ombre portée de la démocratie » (J.-W. Müller, Margaret Canovan : « *The shadow of democracy*[868] »), « *The Light that Failed* » (« une défaillance de la lumière », Krastev et Holmes[869]), une « guerre contre la démocratie libérale » (« *the war against liberal democracy* », Drache et Froese[870]), une « pente fatale » sur la route pourtant bien pavée des sociétés ouvertes, où sont prises en grippe les élites européistes[871]. Lorsqu'il

---

865 T. Todorov, *Les ennemis intimes de la démocratie*, Paris, Robert Laffont, 2012, p. 190.
866 À ce sujet, Taguieff critiquait dans les années 1990, avec justesse, l'essai de l'économiste ultralibéral Alain Minc, *L'ivresse démocratique*, dans lequel ce dernier oppose de façon manichéenne raison (des experts) et émotions populaires. Voir A. Minc, *L'ivresse démocratique*, Paris, Gallimard, 1995.
867 G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 113.
868 M. Canovan, *Populism*, *op. cit*.
869 S. Holmes et I. Krastev, *The Light that Failed*, Berkeley, Pegasus Books, 2020, précédemment cité dans sa traduction française : *Le moment illibéral*, *op. cit*.
870 D. Drache et M. D. Froese, *Has Populism Won?*, Toronto, ECW Press, 2022.
871 D. Reynié, *Populisme : la pente fatale*, Paris, Plon, 2011.

n'est pas question de faire des parallèles, comme nous avons pu le relever à quelques reprises, avec un supposé « retour des années 30 », il apparaît à tout le moins flagrant que la désignation, même politologique, du populisme, s'accompagne très souvent d'une atmosphère sombre, supposant une détérioration considérable des démocraties, lorsque ce n'est pas tout simplement leur pourrissement. Jan-Werner Müller, dans son opus majeur, soutient qu'il y est question de « définir enfin la menace[872] », tandis que Pierre Rosanvallon le considère comme un effet pervers de la modernité démocratique, qu'il faut analyser afin de mieux se prémunir contre les problèmes qu'il génère : « Si nous voulons mieux comprendre la démocratie, il nous faut donc aussi mieux saisir ce qu'est le populisme. Car l'intelligence de la démocratie est inséparable de l'intelligence de ses perversions[873] ».

Guy Hermet, dans son volumineux ouvrage au demeurant très critique sur le sujet, soulignait qu'il s'avérait important d'éviter ce type de raccourci, après avoir mentionné qu'il fallait se méfier *a priori* de l'usage savant excessif d'un terme fourre-tout de « populisme ».

> [C]ette velléité ne recèle-t-elle pas un danger supplémentaire quand, dans le langage de tous les jours, dire « populiste » revient presque nécessairement à se situer dans le registre de l'imprécation pour se diagnostiquer une maladie honteuse afin de stigmatiser sans rémission ceux qui perturbent le jeu politique convenu ? Peut-on couper court à ce rite d'exorcisation sans se voir accusé d'indifférence vis-à-vis des valeurs républicaines, voire de collusion avec des conjurés acharnés à détruire nos sociétés de tolérance au profit de nouvelles versions du totalitarisme raciste[874] ?

6.1.3 Démagogie et mauvaises passions : les lieux communs de la dénonciation du populisme

Tzvetan Todorov, dans son ouvrage sur l'état des démocraties contemporaines, mettait en opposition le « démocrate » et le « populiste » de la sorte : « Le démocrate est respectueux des lois et privilégie les comités de réflexions et les commissions d'études, où l'on a le temps de peser le pour et le contre ; le populiste est à son aise dans les assemblées délibératives où la belle prestance, la parole éloquente, le bon mot peuvent emporter

872 J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*.
873 P. Rosanvallon, « Penser le populisme », dans C. Colliot-Thélène et F. Guénard, *Peuples et populisme*, Paris, PUF, 2014, p. 32.
874 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 14-15.

l'adhésion[875] ». C'est la figure du démagogue, celui qui flatte superficiellement le bon peuple pour le manipuler, pour diriger de façon perverse les affects collectifs vers ses intérêts personnels propres. « Plutôt que de solliciter l'avis des hommes et des femmes éclairés, poursuit-il, celui-ci préfère rechercher l'adhésion immédiate de la foule présente. Les grands mots, les idéaux sublimes sont laissés ici aux autres ; le populiste prétend se préoccuper des soucis quotidiens de chacun. Les drames des autres peuples comme des inconnus le laisse de glace[876] ». Telle est une des visions caricaturales du populisme.

Pierre-André Taguieff, pourtant un spécialiste avisé du populisme, a également tendance, dans plusieurs pages de ses livres savants sur le sujet, à apparenter le phénomène à la démagogie. Dans son livre-phare, *L'illusion populiste*, le politologue oscille effectivement entre une condamnation de la réduction du vocable à la démagogie[877] et une tendancielle association de ce qu'il nomme un *style politique* à celle-ci, tel qu'en témoigne par ailleurs le sous-titre de l'ouvrage : « Essai sur les démagogies de l'âge démocratique[878] ». C'est également ce qu'il apparait possible de constater dans son court opus sur *Le nouveau national-populisme*[879] :

> Disons d'entrée de jeu que, par le mot « populisme », je désigne la forme prise par la démagogie dans les sociétés contemporaines dont la culture politique est fondée sur les valeurs et les normes démocratiques traitées comme des absolus. Il s'agit d'une forme spécifique de la démagogie, présupposant le principe de souveraineté du peuple et la norme de son rassemblement dans une nation unie[880].

Ainsi, le néo-populisme nationaliste à l'européenne, qui marque son ascension dans les années 2000, s'exprimerait comme une démagogie spécifique à l'ère démocratique, qui a ceci de particulier qu'elle met de l'avant un appel au peuple national, à *unifier*.

Qui dit démagogie dit manipulation des émotions, des affects. C'est la question des passions collectives qui est souvent en jeu dans les représentations dominantes sur le populisme, considéré comme l'expression d'émotions négatives, honteuses.

---

875 T. Todorov, *Les ennemis intimes de la démocratie*, *op. cit*., p. 190.
876 *Ibid*.
877 C'est le cas dans la préface de la deuxième édition de l'ouvrage. P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste, op. cit*., p. 11.
878 *Ibid*.
879 P.-A. Taguieff, *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS Éditions, 2012.
880 *Ibid*., p. 23.

> L'air du temps, écrit François Dubet en 2018, est aux passions tristes. Sous prétexte de se défaire de la bien-pensance et du politiquement correct, on peut accuser, dénoncer, haïr les puissants ou les faibles, les très riches ou les très pauvres, les chômeurs, les étrangers, les réfugiés, les intellectuels, les experts. De manière à peine plus nuancée, on se défie de la démocratie représentative, accusée d'être impuissante, corrompue, éloignée du peuple, soumise aux lobbies et tenue en laisse par l'Europe et la finance internationale[881].

Tel est le tableau brossé par le sociologue, spécialiste des inégalités et de l'éducation, sur le populisme contemporain, qui aurait la spécificité de s'appuyer sur de « mauvaises passions ».

Un autre sociologue français, Éric Fassin, considère que le phénomène est l'expression de ce même écueil : un « grand ressentiment[882] », principalement porté par des hommes blancs réactionnaires et peu diplômés, et dont l'élection de Trump en 2016 serait le triste témoignage. En effet, l'appui électoral du président américain par une *Rust Belt* (ancien bastion industriel) convoitée pour l'emporter sur Hillary Clinton, représente selon Fassin le succès d'une « politique du ressentiment culturel[883] ».

Eva Illouz, dans un essai qui prend comme matériel empirique le régime ultra-nationaliste de Benjamin Netanyahou en Israël, définit le populisme comme un mouvement politique qui se caractériserait par quatre registres d'émotions, attaquant les bases de la démocratie : la peur, le dégoût, le ressentiment et l'amour de la patrie[884].

Raphael Liogier abonde globalement dans le même sens : le populisme représente la capacité à unir des conservateurs et des progressistes autour d'un « consensus émotionnel[885] », fonctionnant grâce à « l'appel au peuple » (un générateur affectif au-delà des clivages idéologiques), « peuple » supposément authentique.

Ces différentes vues sur le populisme, appuyées sur des références empiriques diverses afin de désigner le phénomène, avoisinent l'idée que le fait populiste prend comme terreau la rancœur populaire, si ce n'est la « haine ». Le sémiologue de renom Marc Angenot

---

881 F. Dubet, *Le temps des passions tristes*, *op. cit*., p. 7.
882 É. Fassin, *Populisme : le grande ressentiment* », *op. cit*.
883 *Ibid*., p. 69. L'auteur reprend une thèse d'Adam Shatz publiée sur le site de Mediapart le 10 novembre 2016.
884 E. Illouz, *Les émotions contre la démocratie*, Paris, Premier Parallèle, 2022.
885 R. Liogier, *Ce populisme qui vient*, Paris, Textuel, 2013, p. 5.

considère d'ailleurs que le populisme, avec le nationalisme, représente une manifestation privilégiée de ce qu'il nomme les « idéologies du ressentiment[886] ».

> Je vois comme trait typique du populisme le fait pour les chefs et doctrinaires de cette sorte de mouvement de prétendre « revenir au peuple, renouer avec les valeurs profondes du peuple », dans le but toutefois de capter, dans ledit « peuple » – et d'y donner force –, non les ferments de révolte et de progrès qui pourraient s'y cultiver, mais justement ce qu'on peut y trouver et y cultiver sélectivement de ressentiment spontané : ressentiment du bon sens « populaire » à l'égard de la domination des intellectuels (des *eggheads*, les « têtes en forme d'œuf », disent les populistes américains), des techniciens (des « technocrates »), des experts d'État dont les compétences font ombrage aux « sagesses » des masses et dévaluent celles-ci ; ressentiment des routines à la petite semaine, improductives, et des bonnes vieilles traditions plébéiennes à l'égard des modernisations et des « rationalisations » qui harassent et déstabilisent ; ressentiment (dont je parle ailleurs) à l'égard de ces inintelligibles arts et littératures d'avant-garde qui ne plaisent qu'aux « grosses têtes » et aux « snobs »... Ressentiment à chaque coup de ceux qui sont attachés à un ordre de valeurs populaires à l'égard des valeurs qui, d'en haut, de la capitale, de l'appareil d'État, viennent les dévaluer, les déclasser[887].

Suivant ce point de vue, on interprétera le populisme comme une manifestation ponctuelle de ce que le psychanalyste critique d'obédience marxiste Wilhelm Reich nomme une « peste émotionnelle[888] », à son époque pour désigner le fascisme.

Or, ces perspectives à la fois réductrices et moralisatrices sont-elles véritablement suffisantes pour prendre la pleine mesure du populisme ? Pourquoi ne pas considérer la démagogie pour ce qu'elle incarne et ce qu'elle désigne réellement, c'est-à-dire un discours de séduction qui déborde la configuration idéologique populiste ? Car tel que le note avec justesse Marcel Gauchet, la démocratie est aussi « la concurrence des démagogies[889] ». Le fait de rendre « populisme » et « démagogie » synonymes passe à côté d'une définition substantielle de la chose. De même, l'association du populisme à des mauvaises passions, si elle peut apparaître pertinente pour comprendre les origines d'une certaine grogne « populaire », ne rend pas plus intelligible le phénomène dans une perspective politique. Le fait de désigner les racines cachées négatives d'une protestation tend à relever d'une quête des bases psychiques de l'intentionnalité qui serait à appliquer à tout le champ

886 M. Angenot, *Les idéologies du ressentiment*, Montréal, XYZ, 1997, p. 48.
887 *Ibid*., p. 48-49.
888 W. Reich, *L'analyse caractérielle*, Paris, Payot, 1976, p. 351-359.
889 M. Gauchet, « Tout démocrate doit être un peu populiste », *Causeur*, 2 novembre 2010.

politique (untel s'engage-t-il dans la Résistance par amour de la patrie ou volonté de tuer, en faveur de la laïcité par libre-pensée ou stigmatisation d'une minorité de croyants, dans la dénonciation du capitalisme financier par égalitarisme ou ressentiment contre les riches ?), voire d'une psychologisation/pathologisation de postures idéologiques souvent hybrides.

Selon le point de vue que nous adoptons, il semblerait que ces grilles de lecture en disent davantage sur une certaine conception normative des démocraties, qui dessine en image-repoussoir celle de l'irrationnalité de la foule. Comme le souligne Tarragoni, « Un même fil rouge traverse l'idée d'un populisme-menace et l'image d'un peuple sensible aux sirènes des démagogues et potentiellement déraisonnable : la matrice de la déraison. Le populisme, et son sujet, se situeraient aux antipodes de la raison politique et donc de la démocratie[890] ».

Il est effectivement le propre de la science politique critique du populisme que d'associer la chose à une manipulation des passions de la masse : « le premier axiome de la populologie, écrit Tarragoni, est que le populisme serait de nature fondamentalement démagogique[891] ». Portons maintenant une attention plus particulière à cette « populologie ».

6.1.4 Une « populologie » en science politique ?

Nous l'avons vu, le populisme est abondamment étudié, dans les dernières années, en science politique. L'inflation de cette littérature, face à un objet parfois difficilement saisissable, amène même certains chercheurs, comme Cucchetti, Dézé et Reungoat, à aller jusqu'à avancer que « [l]e populisme semble ainsi davantage exister dans le discours des observateurs que dans la réalité politique, tendant à revêtir une dimension presque artéfactuelle[892] ».

[890] F. Tarragoni, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *op. cit*., p. 58.
[891] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 63.
[892] H. Cucchetti, A. Dézé, E. Reungoat, *Au nom du peuple?*, *op. cit*., p. 165.

Dans un article spécifique en 2013[893] puis dans son ouvrage de 2019 remarqué sur le populisme[894], le sociologue Federico Tarragoni a créé le néologisme de « populologie » afin de désigner la science politique spécialisée dans l'étude critique du phénomène. Terme ironique[895], celui-ci catégoriserait un pan tout entier de cette littérature politologique consacrée au sujet. En effet, il apparaît flagrant, à la lumière des points précédents, que le populisme comme « attitude », « idéologie » ou « style » traîne une réputation sulfureuse, et que celle-ci est en bonne partie nourrie par son usage dépréciatif en science politique. Ainsi, nombre d'auteurs – plusieurs de grande qualité – se sont consacrés à circonscrire le phénomène, généralement pour alerter le lecteur d'un danger imminent, quand ce n'est pas pour simplement discréditer une entreprise politique, fondée soit sur des bases « illégitimes » (ressentiment, peur, etc.), soit une conception simpliste à la fois de l'entité peuple (un essentialisme ?) et de la politique en général. Mais quelle est plus précisément la nature de cette « populologie » ?

Selon Tarragoni, la populologie aurait ceci de particulier qu'elle prendrait racine à partir du flou conceptuel jeté sur le terme de populisme, soit une situation sémantique qui donnerait lieu, comme l'écrivait en 2004 Alexandre Dézé, à une « cacophonie[896] ». Alors que la « première vague » de la science politique spécialisée dans le phénomène tentait de retracer la genèse du populisme, ce qui est constatable dans les travaux de Gellner et Ionescu, Margaret Canovan et Gino Germani (populismes agraires pour les trois premiers, caudillismes latino-américains pour le dernier), suivant une optique cherchant à rendre compte de ses apports dans le cadre des différents processus de modernisation démocratique (qui posséderait comme défaut, selon Tarragoni, de tomber dans une « indexation empirique » finissant « par submerger le concept[897] »), c'est dans une autre perspective que se situe la « deuxième vague », s'inscrivant dans le cadre déjà évoqué de

[893] F. Tarragoni, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *op. cit*.
[894] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*.
[895] G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 247.
[896] A. Dézé, « Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », *Revue française de science politique*, n° 54/1, 2004, pp. 179-190.
[897] F. Tarragoni, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *loc. cit*., p. 64.

montée des mouvements protestataires dans plusieurs pays européens durant la décennie 1990.

> La conversion des savants du populisme en « médecins de la démocratie », écrit le sociologue, est facilitée par la construction parallèle, dans la deuxième moitié des années 1990, du populisme comme « problème démocratique » dans les médias et la communication politique. Une telle construction s'appuie sur les scores électoraux croissants d'un certain nombre de partis contestataires et anti-système en Europe, pour lesquels les médias et l'establishment politique cherchent désespérément une étiquette en raison de leur positionnement aux marges du spectre politique. Devant ces mouvements et partis difficilement lisibles à travers la grille de la politique traditionnelle, le Front national français, la Ligue du nord italienne et le berlusconisme, le FPÖ autrichien et le Vlaams Blok flamand, on cherche des savants capables de résoudre le dilemme et de rassurer. Les nouveaux « populologues », tout en revendiquant l'incapacité foncière de la science politique à démêler l'énigme populiste, penchent désormais ouvertement pour une définition normative du phénomène[898].

Ainsi, la science politique du populisme, qualifiée par le sociologue italo-français de « populologie », se convertirait généralement à l'*antipopulisme*[899], discipline pour les nouveaux experts de la menace principale planant sur le libéralisme démocratique, au moment où l'on fête le démantèlement du Rideau de fer et du Mur de Berlin, marquant l'évaporation de la menace communiste à l'Est. En effet, comme le souligne Tarragoni, l'analyse du populisme ne cherche plus à étudier (relativement) patiemment un phénomène sociopolitique qui témoignerait, selon les Gellner, Canovan ou Germani, d'un processus inhérent à certaines formes de modernisation démocratique dans nombre de pays de la périphérie, mais plutôt une idéologie (réactionnaire et occidentale) à combattre par une science politique agissant comme rempart de la démocratie.

À travers l'émergence de cette nouvelle populologie, Pierre-André Taguieff personnifierait en France la figure tutélaire de ce type d'analyse selon Tarragoni, avec ses travaux qui visaient notamment à circonscrire le caractère populiste du discours de Jean-Marie Le Pen,

---

[898] *Ibid*., p. 64-65.

[899] Malgré le fait que l'essentiel de son argumentaire semble se focaliser sur le fait que la populologie *dénonce le populisme*, Tarragoni ne la considère pas intrinsèquement comme « antipopuliste », car il intègre (de façon illogique, à notre avis) les points de vue mélioratifs de Laclau et Mouffe dans ce champ politique. Or, les travaux de ces théoriciens politiques n'ont pourtant pas vocation à faire du « *problem solving* » démocratique, posant comme la majorité des experts le populisme comme *danger* pour les sociétés (ce qui caractérise d'ordinaire la populologie selon l'auteur), mais plutôt à réfléchir sur les conditions politiques d'émergence d'une *parole populiste*, notamment en mettant l'accent sur la question des *affects*.

leader d'extrême droite d'un Front national qui opère son « émergence politique » dans les années 1980 puis se consolide comme force contestataire dans la décennie 1990[900], jusqu'à passer de façon éclatante au second tour des élections présidentielles en 2002[901] (l'ascension du parti, renommé « Rassemblement national », se poursuivra considérablement, jusqu'à devenir une force incontournable du paysage politique hexagonal et un potentiel parti de gouvernement). Outre Taguieff, d'autres politistes français[902] représentant ce courant populologique seraient le précédemment cité Guy Hermet, le tandem Yves Mény/Yves Surel, ainsi que Dominique Reynié[903]. Ces différents auteurs posséderaient la spécificité, titre de leurs ouvrages à l'appui, de partir du principe que le populisme représente donc un *danger* pour les sociétés démocratiques. Comme l'écrit Tarragoni, « [l]a clé de voûte de la populologie, qui la définit substantiellement en tant que paradigme, tient à l'opération suivante : *l'appréhension du populisme à partir d'un jugement de valeur sur sa compatibilité ou non avec la démocratie*[904] ».

Cette façon de poser le regard sur le populisme posséderait la particularité de participer à confondre constamment l'analyse avec la dénonciation du phénomène : « la distinction entre le positif et le normatif tend à s'y brouiller[905] ». En effet, bon nombre d'études se placent à mi-chemin entre une énumération historique impressionniste d'un ensemble très vaste (voire éclaté) de courants politiques antilibéraux et autoritaires (où se côtoient notamment l'extrême droite, les fondamentalismes religieux et la gauche partisane de la démocratie directe) et leur critique du point de vue d'un « souci pour le fait démocratique », position moralement unanime dans le cadre des sociétés modernes (et qui serait par ailleurs

[900] Voir à ce sujet S. Crépon, A. Dézé, N. Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Science Po, 2015, « Repères chronologiques », p. 545-558.
[901] La première édition de *L'illusion populiste* date d'ailleurs de 2002. P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, Paris, Berg International, 2002. On notera également, comme texte fondamental de Taguieff sur le populisme au moment de l'émergence du Front national, où il ouvre sur une définition du lepénisme comme « national-populisme » : P.-A. Taguieff, « La rhétorique du national-populisme : les règles élémentaires de la propagande xénophobe », *Mots. Les langages du politique*, num. 9, 1984, ainsi que « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *op. cit*., en 1997.
[902] Car l'analyse critique de la populologie tend à se limiter malheureusement à l'Hexagone, malgré la mention de l'ouvrage de W. A. Galston, *Anti-Pluralism. The Populist Threat to Liberal Democracy*, New Haven, Yale Press, 2018, dans F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 57.
[903] F. Tarragoni, *ibid*.
[904] *Ibid*., p. 58. Souligné dans le texte.
[905] F. Tarragoni, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *op. cit*., p. 61.

partagée, du moins dans le discours, par la majorité des « populistes » pointés du doigt). Ce penchant pour l'indétermination dans la littérature politologique, visant à tracer la généalogie des mouvements, idéologies et styles populistes ayant pu exister, est remarquable. Il s'agit d'une faiblesse réelle se retrouvant effectivement dans certains travaux, notamment dans le fameux ouvrage de Guy Hermet qui, selon le politologue Antoine Chollet, représente l'exemple paradigmatique de l'imprécision dans l'analyse critique du populisme, associant toute dénonciation des élites oligarchiques au phénomène alors qu'elle traverse l'histoire même de tous les mouvements démocratiques[906]. À cette lumière, il apparaît effectivement difficile de fournir une définition rigoureuse d'un phénomène pourtant largement décrié, suivant une dynamique où, pour reprendre la formule de Chollet, nous passerions d'un « complexe de Cendrillon » témoignant d'une incapacité à trouver le « pied » qui saura porter la chaussure du populisme, à une théorie « *one size fits all* » où toute manifestation politique pourrait chausser le soulier[907]. « Le purisme des définitions passées, écrit-il, a laissé la place au flou le plus total[908] ». Ainsi, la théorisation « populologique » agirait non pas comme ressource pour rendre le phénomène plus intelligible, mais instance qui définirait un « populisme spéculaire », miroir grossissant de différentes pratiques relativement banales (mais embarrassantes), propres à la démocratie électorale (démagogie, culte du chef, logique de dépassement des clivages, etc.)[909], ayant peu à voir avec les populismes historiques. Suivant cette critique plutôt éclairante, il serait aussi possible de classer le livre de l'historien Pascal Ory, *Peuple souverain*, dans cette catégorie de textes qui étirent beaucoup trop loin l'élasticité du concept de populisme, regroupant sous cette appellation autant le bolchevisme que le fascisme, de même que n'importe quelle forme de nationalisme ou de mouvement autoritaire[910].

---

906 A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 15. Chollet pointe précisément ce que Hermet nomme le « populisme des anciens », renvoyant de façon très générique à des mouvements et des révoltes prémodernes qui détiennent moindrement une base populaire.
907 *Ibid*., p. 12.
908 *Ibid*.
909 *Ibid*.
910 P. Ory, *Peuple souverain*, *op. cit*. Le livre d'Ory s'ouvre d'ailleurs sur une mise en parallèle, osée, entre la révolution d'Octobre et l'investiture de Donald Trump.

Mais aussi, on trouverait dans la populologie une tendance à l'analyse anhistorique, ce qu'on ne peut cependant pas imputer à Hermet et Ory. C'est ce que soutient encore Chollet, renvoyant à cette affirmation évocatrice de Jan-Werner Müller : « [i]l faut donc tout d'abord nettoyer le concept de populisme des significations qu'il a fréquemment revêtues dans l'histoire sociale[911] ». En effet, afin d'éviter de rapprocher des trop différents types de mouvements et régimes ayant été qualifiés de « populistes » dans l'histoire, suivant des traditions nationales qui ne peuvent à juste titre être uniformisées, Müller en arrive à carrément congédier toute perspective généalogique ou historique, ce qui a comme effet de nuire à l'intelligibilité générale du phénomène, soutenue par peu d'exemples empiriques. C'est souvent sur ce vide socio-historique de l'analyse que finit d'ailleurs par s'agglutiner une lecture purement présentiste du populisme, réduit aux manifestations les plus exécrables de l'extrême droite et des droites radicales contemporaines et à tous les échos sémantiques du refus du libéralisme démocratique.

La production dite scientifique de la populologie se fait très régulièrement à partir des mêmes « lieux ». Tarragoni souligne à cet égard – et avec justesse – qu'un certain nombre des « populologues » appartiennent souvent à des *think tanks* libéraux et/ou conservateurs, proches de certains partis politiques étant ou ayant été au pouvoir. C'est le cas de Dominique Reynié, directeur du très libéral laboratoire d'idées Fondapol (Fondation pour l'innovation politique), d'abord proche de l'UMP (droite sarkozyste), puis associé à Terra Nova (gauche libérale) dans un commun engagement pour l'Union européenne en 2014[912]. Cette mutation « progressiste » de Fondapol apparaît particulièrement par la suite; on note le slogan suivant, bien en évidence sur le site officiel en 2024 : « un Think Tank libéral, progressiste et européen[913] ». Taguieff, de son côté, a été membre du Cercle de l'Oratoire dans les années 2000 (atlantiste et qualifié de « néo-conservateur »[914]) ainsi que de la Fondation du 2-Mars (Fondation Marc-Bloch)[915], qui se réclame des valeurs républicaines

911 J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit.*, p. 33. Cette phrase est citée dans A. Chollet, *op. cit*., p. 14.
912 G. Rzpeski, « Ces viviers où prolifèrent les « experts » médiatiques : plongée dans l'univers des think thanks français », *Le monde diplomatique*, décembre 2019, p. 4-5.
913 Fondapol : [En ligne] https://www.fondapol.org/.
914 J. Birnbaum, «"Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », *Le Monde*, 23/03/2006, en ligne : https://www.lemonde.fr/livres/article/2006/03/23/le-meilleur-des-mondes-une-voix-pour-l-amerique_753718_3260.html
915 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 57.

(et pourrait être qualifié de souverainiste). Yves Mény est le fondateur (en 1993) du Robert Schuman Center for Advanced Studies[916], faisant partie du European University Institute (établi en Italie), institution fondée par l'Union européenne et qui vise la défense de ses valeurs. Pierre Rosanvallon, co-fondateur de la fondation Saint-Simon en 1982, a joué avec ce laboratoire d'idées un rôle important dans la conversion de la gauche française au libéralisme (comme intellectuel organique de la « Deuxième gauche », organisée autour de Michel Rocard), en plus de fonder en 2002 La République des idées, *think tank* de centre-gauche (ou de « centre ») ayant une place importante dans l'espace public français et qui publie un nombre considérable d'ouvrages sur la démocratie[917].

Aux États-Unis, William A. Galston, qui a écrit l'ouvrage critique du populisme *Anti-pluralism. The Populist Threat to Liberal Democracy*, a déjà été conseiller de Bill Clinton dans les années 1990 et travaille comme chroniqueur régulier auprès du Wall Street Journal[918]. Yascha Mounk (qui n'est pas mentionné par Tarragoni), de son côté, a fait partie de l'équipe « Renewing the Centre » au Tony Blair Institute for Global Change[919], en plus d'être membre du laboratoire d'idées états-unien, d'obédience libérale, New America[920].

Ces différents *think tanks*, qui comptent nécessairement un ancrage politique, possèdent tous en commun (si on exclut en partie la souverainiste Fondation du 2-Mars) de défendre la mondialisation libérale, que ce soit du point de vue de l'Union européenne ou de l'atlantisme en géopolitique. Ils inscrivent leurs analyses dans une défense explicite de la démocratie représentative moderne, et ont tendance à considérer les quêtes de radicalisation du processus démocratique comme un assaut porté contre ses institutions. Ils tendent à valoriser, notamment via l'Union européenne, un certain cosmopolitisme libéral et des visées universalistes, méfiantes à l'égard du nationalisme. Également, leur position dans l'espace social, comme pourrait le dire un sociologue bourdieusien, rendrait compte

916 *Robert Schuman Centre for Advanced Studies*, en ligne : https://www.eui.eu/en/academic-units/robert-schuman-centre-for-advanced-studies/about-the-robert-schuman-centre/history-of-the-robert-schuman-centre.
917 *La République des idées*, en ligne : https://www.repid.com/-A-propos-.html.
918 « William A. Galston », *Brookings Affiliation*, en ligne ; https://www.brookings.edu/people/william-a-galston/.
919 *Tony Blair Institute for Global Change*, en ligne : https://www.institute.global/experts/yascha-mounk.
920 « Yascha Mounk », *New America*, https://www.newamerica.org/our-people/yascha-mounk/.

d'habitus sûrement révélateurs de leurs vues sur ce que doit être une démocratie, appuyée en fait sur une conception élitiste. Nous discuterons de ces points plus bas.

Ainsi, les critiques de la populologie ont raison de cibler *à partir de quel point de vue* se pose le regard sur le populisme dans la science politique hégémonique, surtout compte tenu de la proximité de certains avec le pouvoir et de leur surreprésentation dans le champ médiatique. Cela dit, il n'est pas nouveau que des politologues soient engagés politiquement, et c'est d'ailleurs ce que sont eux-mêmes Tarragoni et Chollet, qui assument dans leurs écrits une défense intéressante de la démocratie directe. Laclau et Mouffe, que Tarragoni inclut de façon étrange dans la populologie, se présentent de leur côté comme des promoteurs enthousiastes d'un populisme de gauche qui saurait, selon eux, s'opposer au règne du libéralisme et à son « oligarchie ».

De plus, une fois ces affinités soulevées et ces angles morts mis de l'avant, peut-on considérer *a priori* toutes les études du populisme problématisées du point de vue de ses potentiels effets (néfastes) sur les démocraties libérales comme des analyses qui tendent au mieux à brouiller la question, au pire à la diabolisation polémique ? À la lecture de plusieurs de ces ouvrages, notre réponse penche vers la négative. Les travaux de Mény et Surel, par exemple, mesurés, partent effectivement du populisme comme d'une question intéressante pour penser les démocraties occidentales au tout début du XXI^{e} siècle, mais en critiquant justement avec aplomb les thèses qui l'envisagent comme une pathologie des sociétés modernes. Comme ils le soulignent, « l'identification de l'expression populiste comme une maladie ne permet ni de donner une pleine intelligibilité au phénomène ni de saisir la complexité de sa relation avec la démocratie[921] ». Au même titre que Tarragoni, mais dans une perspective plus généreuse pour la démocratie représentative, ils critiquent l'usage abusif du terme pour saisir certains caractères dits démocratiques du populisme (un des pôles de la politique moderne), sans pour autant en devenir des thuriféraires. Même s'il se concentre surtout sur les manifestations européennes du populisme dans le courant des années 1990 (souvent associé à l'extrême droite), l'ouvrage *Par le peuple, pour le peuple* dépasse de beaucoup la condamnation moralisante provenant d'un certain *establishment* libéral en science politique. De même pour la majorité des travaux de Taguieff (se

[921] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 18.

distinguant de ses plus récents pamphlets s'inscrivant dans une sensibilité plus conservatrice[922]), qui oscillent constamment entre différents regards, souvent au sein du même ouvrage (entre une critique conjointe de l'antipopulisme et du populisme parfois réduit à la démagogie postmoderne). En effet, si l'historien des idées parlait d'une « illusion populiste », c'était justement pour rendre compte de la surmédiatisation de ce qui ne s'avère en fin de compte, selon lui, qu'un « style politique », certes à circonscrire (et souvent à combattre), mais qui ne peut à lui seul expliquer toutes les mutations contemporaines des démocraties.

Mais surtout, il apparaît à notre sens tout à fait pertinent, d'un point de vue heuristique, de poser la loupe sur la façon dont se problématise le populisme pour la séquence 1990-2020. Car c'est effectivement la tâche de la science politique de prendre au sérieux ce qui est déjà présenté, dans les discours sociaux, comme un phénomène politique majeur, ne serait-ce justement que pour en relativiser « la menace », ce que font au demeurant certains de ces auteurs. Il en est de même pour la sociologie, qui tente d'interpréter une ère particulière pour les sociétés politiques contemporaines, consacrant le populisme et le national-populisme comme enjeux fondamentaux pour les démocraties, précisément à l'ère néolibérale.

6.1.5 Idéaltype du discours savant antipopuliste : Müller et Rosanvallon

Le recours au terme de populisme tout comme son étude en science politique apparaissent en effet, pour nous, comme un sujet en soi, qu'il importe d'analyser lui-même en tant que phénomène sociopolitique ayant quelque chose à nous dire sur certaines interprétations hégémoniques des démocraties libérales contemporaines. Comme l'écrit de façon acerbe le philosophe Gérard Bras :

[922] Parmi d'autres, on notera les derniers ouvrages essentiellement polémiques comme celui sur le concept d'émancipation, sur la pensée décoloniale, sur la question palestinienne ou sur le wokisme, où il s'agit à chaque fois de critiquer de façon unidirectionnelle (souvent sans générosité, mais parfois avec une certaine acuité) la « gauche » et le « gauchisme », conçus comme un bloc monolithique. Voir P.-A. Taguieff, *L'émancipation promise*, Paris, Cerf, 2019 ; *L'imposture décoloniale*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2020 ; *Le nouvel opium des progressistes*, Tracts Gallimard, 2023 ; *Le nouvel âge de la bêtise*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2023.

> L'usage du terme est donc moins intéressant pour son contenu que pour ce qu'il exprime du point de vue du locuteur : parler de populisme, en nommant là une position démagogique, nationaliste, xénophobe, voire raciste, c'est se situer du côté des « élites » antipopulistes, raisonnables, donc ouvertes sur le monde, et suggérer que le *peuple* ne peut être le sujet de la politique parce qu'il est sous la menace permanente de (re)devenir *populace*, qui en serait la vérité[923].

Une certaine partie de la littérature politologique même la plus sérieuse, qualifiée de « populologie », ferait-elle preuve de ce que le politiste libertaire Francis Dupuis-Déri nomme – de façon plutôt élastique – l'*agoraphobie*, c'est-à-dire la « peur du peuple »[924] ? C'est notamment ce que nous verrons.

Maintes fois identifié et cité par les analystes comme un ouvrage incontournable de définition du populisme, l'essai du politiste J.-W. Müller, auquel nous avons déjà renvoyé à plusieurs reprises, représente selon notre point de vue l'exemple paradigmatique de la science politique antipopuliste. En effet, le professeur à Princeton y assume dans ce livre son caractère combatif, affirmant fermement dès les premières pages « que le populisme tend toujours à être hostile à la démocratie[925] », et qu'il sera question, dans la dernière partie de son exposé, « de demander avant tout *sur le plan normatif* qu'elle pourrait être la bonne manière de se confronter aux populistes sans contribuer à consolider leur manière de se mettre en scène, de se présenter en victimes des élites libérales[926] ». Afin d'être en mesure de s'opposer à la montée des populismes dans le monde, Müller propose une théorie structurée du phénomène elle-même ancrée dans une théorie de la démocratie, sur laquelle nous reviendrons plus tard. En ce qui a trait au populisme en tant que tel, comme nous avons pu le souligner précédemment, le théoricien allemand le définit non pas simplement comme une dénonciation des élites « au nom du peuple », mais comme un phénomène moderne « anti-pluraliste[927] », qui revendique « le monopole moral de la représentation[928] ». C'est ce dernier paramètre qui spécifie la nature du populisme selon l'auteur, et le rend particulièrement dangereux, car il ne reconnaîtrait aucune opposition légitime à sa parole, et se réclamerait de la seule incarnation possible du peuple. Cette

[923] G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 249.
[924] F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple*, Montréal, Lux, 2021.
[925] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 22.
[926] *Ibid*., p. 25. Souligné par l'auteur.
[927] *Ibid*., p. 23.
[928] *Ibid*., p. 50.

incarnation du peuple serait d'ailleurs pour Müller essentiellement symbolique : pas question de s'appuyer sur les demandes politiques populaires « réelles », qui fonderaient ce que Rousseau nommait la « volonté générale », mais plutôt de revendiquer l'expression de « l'esprit du peuple[929] », prenant donc souvent, on l'aura compris, des traits identitaires (l'authenticité du « peuple »[930]). Le *leader*, qui est un protagoniste important pour comprendre le populisme selon Müller, est celui ou celle qui monopolise l'énonciation politique, n'ayant pas tant à voir avec le charisme : « il est décisif, du point de vue des populistes, que le dirigeant (ou la dirigeante) puisse reconnaître tout(e) seul(e), de lui-même, et avec justesse, l'authentique volonté du peuple, et qu'il ou elle puisse la représenter de façon cohérente[931] ». Cette « volonté du peuple » se limite donc, comme nous le mentionnions, à une sorte de symbolisation purement morale du corps social, qui s'oppose à des élites corrompues[932].

Cette mythification de « l'esprit du peuple » par le leader justifierait selon Müller la passivité de ses partisans (conçus comme une masse inerte et manipulée), s'en tenant à leur chef pour incarner la voix populaire[933]. D'où ce rapport privilégié avec la démagogie et la « vidéocratie », dont le clownesque magnat italien de la télévision Silvio Berlusconi a servi de modèle ultime[934]. Figures autoritaires, les chefs populistes se caractérisaient par leur mainmise sur la totalité de leur parti (par un refus des corps intermédiaires), nourrissant un culte de la personnalité dont seraient également des manifestations les démagogues postmodernes que sont par exemple Geert Wilders (Pays-Bas) et Beppe Grillo (Italie)[935].

Les pratiques populistes, une fois les tribuns au pouvoir, se caractérisent en trois points selon Müller : « la volonté de s'accaparer la totalité des rouages de l'État », l'exercice d'un

---

929 *Ibid*., p. 57.
930 Ce mythe identitaire prend souvent les traits de ce que Paul Taggart appelle le « *heartland* », conception imaginaire de ce que serait censé représenter le « peuple », bien souvent fantasmé. « Le populisme est un hymne louange, épisodique, anti-politique, sans contenu, caméléonesque, à la valeur de la vraie patrie, ce qui est en règle générale entonné en temps de crise », P. Taggart cité dans *ibid*., p. 180.
931 *Ibid*., p. 61-62.
932 *Ibid*., p. 62-63. Müller donne quelques exemples de cette opposition binaire et morale : l'idéologie productiviste américaine (le *producerism* qui oppose « travailleurs » et « parasites »), la dénonciation de la « *Roma ladrona* » (« Rome la voleuse ») par la Ligue du Nord en Italie, mais aussi la défense du tiers état laborieux contre l'aristocratie par l'abbé Sieyès à l'aube de la Révolution française (!).
933 *Ibid*., p. 64.
934 *Ibid*., p. 65.
935 *Ibid*., p. 66-68.

« clientélisme de masse » et « l'hostilité active à l'encontre de la société civile et, notamment, des médias[936] », à la différence des dictatures « traditionnelles » que ces actions autoritaristes se justifieraient toujours, dans leur discours, *moralement*[937]. C'est cet anti-pluralisme appliqué, où le parti fusionne avec l'État comme en Hongrie, au Venezuela, en Pologne, en Turquie ou en Russie (tous ces pays sont évoqués, sur le même plan, comme populistes par l'auteur), qui fonderait l'*illibéralisme* de ces nouveaux régimes, entretenant également un rapport extrêmement partial avec leurs Constitutions respectives. Ayant recours à un « légalisme discriminant[938] », les gouvernements populistes pervertissent la neutralité de la loi et mobilisent un droit à géométrie variable pour mettre à mal leurs adversaires politiques.

Finalement, afin de se confronter démocratiquement à ce phénomène, Müller propose plutôt une stratégie argumentative, avançant qu'il serait contre-productif d'interdire les partis populistes[939], afin de les priver de l'option facile de se poser en victimes[940]. Plutôt que de pathologiser le populisme, il s'agirait de le prendre au sérieux et d'éviter les écueils d'une position de surplomb, tout en défendant les acquis de l'Europe libérale d'après-guerre : « Concrètement, cela signifie qu'il faudrait éviter de se comporter en "cosmopolite" convaincu de sa prétendue supériorité morale, persuadé que le camp adverse n'avance absolument aucun argument défendable, ou que les questions de justice et d'équité se résolvent d'elles-mêmes[941] ». Reconnaissant qu'il est possible d'adhérer sans argument à l'intégration européenne et que l'UE n'est pas en elle-même synonyme d'accroissement de la démocratie[942], Müller en appelle en quelque sorte à une certaine éthique du débat du point de vue des défenseurs de la démocratie libérale, pour ainsi empêcher le contradicteur populiste (supposé comme intrinsèquement eurosceptique) d'entrer dans une opposition binaire entre ouverture et fermeture[943].

---

936 *Ibid*., p. 85.
937 *Ibid*.
938 *Ibid*., p. 90.
939 *Ibid*., p. 119. À moins « qu'ils poussent les gens à commettre des crimes et délits et lorsqu'ils en appellent à la violence », ce qui est pourtant contenu dans la loi de la grande majorité des pays en cause.
940 *Ibid*., p. 120.
941 *Ibid*., p. 139-140.
942 L'accent dans cette dernière partie est presque intégralement placé sur la question de l'intégration européenne.
943 *Ibid*., p. 140.

Admettant à juste titre les impasses d'un sentiment libéral de supériorité de même que l'absence de politique de la logique technocratique (une « *policy without politics*[944] »), la posture du professeur de Princeton s'avère-t-elle aussi humble qu'il le prétend ? Quelques pages plus tôt, Müller tranchait, *grand seigneur*, sur le fait qu'il acceptait de ne pas interdire les partis dits populistes. Il est difficile de ne pas y voir l'expression, juste par cet arbitrage pratiquement déroulé comme une faveur accordée aux mauvais élèves du régime, de se poser comme gardien moral de la démocratie, alors même qu'il est question de décrier, souvent à juste titre, le moralisme des discours populistes. Par ailleurs, même si l'auteur reconnaît certaines impasses du discours antipopuliste, à aucun moment n'est concédée la justesse d'une critique émanant de ceux qu'il appelle les populistes. Or, la dénonciation de la régulation technocratique dans le livre, qui arrive comme par magie, n'est-elle pas justement l'apanage d'une protestation légitime provenant du populisme ? De même qu'une certaine concentration des richesses aux mains d'une oligarchie, des difficultés de faire valoir les voix populaires dans la conjoncture néolibérale ? Dans un essai apparenté à celui de Müller, le philosophe politique libéral Yascha Mounk fait d'ailleurs preuve de plus de mesure dans son analyse pourtant très critique du populisme, qui aurait la spécificité de s'enraciner dans une véritable quête (mais insuffisante, ambivalente et dangereuse) de démocratisation :

> Je partage à la fois la colère de Müller à l'égard des dommages déjà accomplis par les populistes et son inquiétude face aux dangers qu'ils continuent de représenter. Mais je crains aussi que le refus de reconnaître qu'il y a quelque chose de démocratique dans l'énergie qui les a propulsés au pouvoir ne nous empêche de comprendre la nature de leur force d'attraction – et rende plus difficile de réfléchir de manière prudente et créative à la façon de les arrêter[945].

*

Les travaux de Pierre Rosanvallon, dans des ouvrages au demeurant forts stimulants sur l'histoire de la démocratie en France, peuvent également s'inscrire dans le corpus idéaltype de l'analyse politologique antipopuliste. Théoricien de longue date du régime représentatif

[944] *Ibid*., p. 144.
[945] Y. Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 79.

moderne, Rosanvallon écrivait en 2006, dans sa critique de la « contre-démocratie », qu'« avant d'être une idéologie, le populisme consiste […] essentiellement dans un retournement pervers des idéaux et des procédures de la démocratie[946] ». En effet, la pathologie populiste aurait la spécificité de nier la tension inhérente à la logique de la représentation, prétendant « résoudre la difficulté de figurer le peuple en ressuscitant son unité et son homogénéité sur un mode imaginaire, dans une prise de distance radicale avec ce qui est censé s'y opposer : l'étranger, l'ennemi, l'oligarchie, les élites[947] ». Contre la représentation, les populistes privilégieraient l'expression directe du peuple, imaginé « sain » et sans divisions[948]. L'effet du populisme sur la démocratie serait essentiellement négatif, car il empêcherait les régimes de *gouverner*, ce qui est pourtant l'essence du politique : « Le propre du populisme réside dans le fait qu'il radicalise la démocratie de surveillance, la souveraineté négative et la politique comme jugement, jusqu'à achever leur mouvement commun vers l'impolitique[949] ». En effet, le populisme se diviserait en deux maladies : une « pathologie de la surveillance et de la vigilance[950] » et « une pathologie de la souveraineté d'empêchement[951] », soit les logiques postmodernes et dégagistes de ce que Rosanvallon nomme globalement la « démocratie de rejet[952] ».

Plusieurs années plus tard, dans *Le siècle du populisme*, l'historien politique raffine son analyse (reconnaissant lui-même certaines apories à corriger) et propose une théorie générale de ce qu'il considère maintenant être une *idéologie* à part entière[953]. En effet, il deviendra question de prendre au sérieux le populisme comme mouvement traversant l'histoire des démocraties modernes, s'exprimant historiquement dans différents moments politiques à travers le monde (bonapartisme français, régimes nationaux-populaires latino-américains, populisme agraire américain, etc.), et de le comprendre tant comme une

946 P. Rosanvallon, *La contre-démocratie*, *op. cit*., p. 269.
947 *Ibid*., p. 270.
948 *Ibid*.
949 *Ibid*., p. 271.
950 *Ibid*., p. 272.
951 *Ibid*., p. 273.
952 *Ibid*., p. 21.
953 De façon plutôt honorable, Rosanvallon souligne, dans une note de bas de page, ce qu'il considère être les insuffisances de ses analyses précédentes, qui réduiraient le populisme à sa dimension stylistique : « J'ai moi-même autrefois emprunté cette voie réductrice [celle du populisme comme style], en considérant le populisme comme une caricature du principe contre-démocratique. » P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 12.

mythologie du « peuple-un » que comme une véritable théorie du politique. En effet, Rosanvallon soutient qu'il y a bien une théorie populiste de la démocratie, divisible en trois points : elle affiche « une préférence pour la démocratie directe », soutient « une vision polarisée et hyperélectoraliste de la souveraineté du peuple qui rejette les corps intermédiaires et entend domestiquer les institutions non élues », et fait preuve d'« une appréhension de la volonté générale comme étant susceptible de s'exprimer spontanément[954] ». S'inscrivant en quelque sorte dans le courant que Pascal Ory nomme la « démocratie autoritaire[955] », ou plus généralement ce qu'on a appelé, à la suite de Fareed Zakaria, la « démocratie illibérale[956] », le populisme selon Rosanvallon représenterait donc une « démocratie polarisée[957] », qui favorise un gouvernement césariste fondé autour d'un chef charismatique. Porté par un « homme-peuple[958] », le mode de gouvernement du populisme opère à partir d'une certaine mythologie du peuple, plébiscite le chef par le biais de référendums, favorisant donc une certaine « démocratie directe[959] », et privilégierait, comme politique économique, le « national-protectionnisme[960] », d'où sa proximité avec le « national-populisme ». Finalement, cet objet politique se caractérise comme « un régime de passions et d'émotions[961] ». Ces émotions se divisent en trois groupes : les émotions de « position », d'« intellection » et d'« action »[962], et participent toutes à préciser le populisme en tant que *politique de la frustration*, prenant souvent les traits d'un sentiment de mépris ou d'abandon (*position*), de recours à des théories explicatives fallacieuses telles le complotisme ou les *fake news* (*intellection*), ou tout simplement la posture dégagiste (*action*)[963].

S'il se dégage plusieurs éléments intéressants pour une sociologie politique des incarnations historiques des populismes (que nous avons d'ailleurs mobilisés dans la première partie de cette thèse), il n'en demeure pas moins qu'une bonne partie de cet

954 *Ibid*., p. 15.
955 P. Ory, *Peuple souverain*, *op. cit*.
956 F. Zakaria, « The Rise of Illiberal Democracy", *Foreign Affairs*, Novembre/Décembre 1997, p. 21-43.
957 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 165.
958 *Ibid*., p. 47.
959 *Ibid*., p. 39.
960 Ibid., p. 55.
961 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 63.
962 *Ibid*., p. 67.
963 *Ibid*.

ouvrage sérieux se consacre à présenter ce qui est considéré en tant que « populisme » comme ce qu'il appelait plus tôt une « perversion démocratique ». Régime de polarisation et de simplification, le populisme représente dans la théorie de Rosanvallon une éventualité funeste, rongeant les démocraties de l'intérieur, puisque les bases de leur existence repose sur un régime libéral-représentatif.

La spécificité des théories savantes antipopulistes est qu'elles se terminent toujours par un chapitre de conclusion qui entend donner des ressources pour *combattre le phénomène.* La partie « critique » du *Siècle du populisme* représente le tiers de l'ouvrage de Rosanvallon, dans l'objectif d'éviter le sombre « horizon de la démocrature[964] », vers quoi nous acheminerait le populisme.

Résumons brièvement : suivant cet idéaltype de la théorie antipopuliste, dressé à partir des écrits de Müller et Rosanvallon, le populisme incarne une idéologie simplificatrice, manœuvrant à partir d'une mythologie de l'unité du peuple (le « peuple-Un), et qui s'imagine détentrice du « monopole moral de la représentation », manifestation d'un refus global du pluralisme qui serait inhérent à la démocratie libérale. De surcroît, on l'associe à la démagogie, à l'irréalisme (les promesses intenables des tribuns de la plèbe[965]), au dégagisme.

6.1.6 L'antipopulisme comme défense des institutions libérales : combattre l'antipolitique et le refus des médiations ?

Dans *Peuplecratie*, l'historien politique français Marc Lazar et le politiste italien Ilvo Diamanti, en analysant notamment les manifestations transalpines du populisme, en arrivent à une certaine théorie de ce courant politique. Tel qu'en témoigne le titre de leur ouvrage, la survalorisation populiste du « peuple » aurait comme effet de fantasmer une « démocratie immédiate[966] », où la volonté populaire s'incarnerait instantanément. La politique s'effectuerait « sans suspensions ni projections temporelles, sans médiations ni médiateurs, et, en outre, sans canaux ni procédures de consultation, fussent-elles directes,

[964] *Ibid*., p. 227.
[965] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 285.
[966] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 145.

à l'instar des référendums[967] ». C'est également ce que défend l'historien Federico Finchelstein, qui qualifie le populisme, comme le fascisme duquel il se distingue par ailleurs idéologiquement, d'*anti-institutionnalisme*, qui s'incarne dans le culte du chef : « fascist dictators and populist leaders rejected the mediating role of institutions and aimed to establish an organic link between the leader and the people[968] ».

Une conclusion apparentée se retrouve dans l'essai de Müller :

> De surcroît, je l'ai dit, les populistes ne se montrent pas hostiles au principe de représentation politique : ils se montrent seulement plus que sceptiques, plus que réservés, à l'endroit de toutes les institutions censées faire œuvre de médiation (non pas seulement dans la sphère politique, mais aussi dans tout ce qui touche à la sphère médiatique – qui, par définition, fait œuvre de médiation)[969].

Le populisme entretiendrait, comme l'écrit parfois Taguieff pour décrire une certaine tendance propre au phénomène, un rapport « magique » à la politique, prenant la forme d'un « rejet des médiations[970] », thème central pour notre hypothèse de recherche. Suivant cette perspective, le leader populiste (car l'accent est beaucoup donné au rôle du chef) prétend « répondre au rêve infracivique de voir s'effacer toute distance entre les désirs et leurs réalisations, ou satisfaire l'aspiration (bien sûr irrationnelle) à l'abolition de toute temporisation, de tout délai, de toute inscription dans la durée, bref, de tout ce à travers quoi se rappelle à nous le principe de réalité[971] ». C'est aussi l'analyse de Guy Hermet, quelques années plus tôt : sa « nature antipolitique perturbatrice obéit à une relation avec le temps en opposition absolue avec celle qui constitue la règle majeure de l'art normal du gouvernement[972] ». L'auteur poursuit :

> Le jeu classique de la politique s'inscrit dans la longue durée. Il le fait compte tenu d'abord de l'impossibilité de satisfaire toutes les demandes adressées aux détenteurs du pouvoir ou à ceux qui s'efforcent d'y accéder, en raison ensuite de l'obligation de concilier ces demandes multiples et en général contradictoires, et à cause enfin de la nécessité qui en dérive de sélectionner avec prudence et lenteur

967 *Ibid*., p. 145.
968 F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, *op. cit*., p. 176.
969 J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 80.
970 P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 169.
971 *Ibid*., p. 285.
972 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 446.

> leur inscription sur l'agenda des actions reconnues publiquement comme prioritaires[973].

Yascha Mounk abonde dans le même sens : « Les démocraties libérales sont pleines de systèmes de contrepoids conçus pour empêcher tout parti d'accumuler trop de pouvoir, et pour concilier des différents groupes. Mais dans l'imaginaire des populistes, la volonté du peuple n'a pas besoin d'être médiatisée ; tout compromis avec les minorités constitue une forme de corruption[974] ».

Ce culte populiste à la fois de l'instantanéité et de la toute-puissance de la figure du chef, qui fusionnerait avec ce qui est considéré comme la « voix unitaire du peuple », s'imposerait contre les médiations, jusqu'à tomber – c'est notamment ce que défendent Rosanvallon et Taggart – dans l'*impolitique*[975]. Cette impatience couplée à une mystique de la totalité populaire se ferait au détriment de toute temporalité raisonnable : tel que l'écrit Guy Hermet, « [l]e procédé populiste méprise cette prudence politique[976] ».

Cette grille d'interprétation, posant des questions importantes, correspond à la « critique libérale » qu'avait identifiée le politiste australien Benjamin Moffitt dans son important livre sur le populisme[977]. Dans ce camp se retrouvent sans surprise Müller et Mounk, mais aussi les politologues Stefan Rummens et Nadia Urbinati, s'opposant idéologiquement au camp dit « radical », celui où se trouvent les populistes de gauche Ernesto Laclau et Chantal Mouffe[978]. En effet, ces différents auteurs ont en commun de considérer le populisme comme une « menace pour la démocratie[979] », comprise comme régime libéral-représentatif. Tel que le soutient Rummens, le populisme doit être saisi, en plus d'être une *menace*, comme un *symptôme* d'un problème démocratique, qui ne peut absolument pas agir comme correctif[980]. Ce recours, encore une fois, au vocabulaire médical, se retrouve également dans les analyses pourtant raffinées de l'universitaire italienne Nadia Urbinati,

---

973 *Ibid*.
974 Y. Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 18.
975 P. Rosanvallon, *La contre-démocratie*, *op. cit*., ; P. Taggart, « Populism and "unpolitics" », dans G. Fitzi, J. Mackert and B. Turner (dir.) *Populism and the crisis of democracy*, Routledge, Londres, pp. 79-87.
976 G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*.
977 B. Moffitt, *The Global Rise of Populism*, Stanford, Stanford University Press, 2016.
978 C'est le thème du chapitre 8 : « Populism and Democracy ». *Ibid*., p. 133-151.
979 S. Rummens, « Populism as a Threat to Liberal Democracy", dans C. Rovira Kaltwasser, P. Taggart, P. Ochoa Espejo, P. Ostiguy (dir.), *The Oxford Handbook of Populism*, *op. cit*., p. 554-570.
980 *Ibid*.

qui désigne le populisme comme « maladie auto-immune de la démocratie[981] ». Véritable mode de gouvernement – et donc pas « simple » démagogie –, ce courant politique s'attaquerait, tel que nous l'avons déjà présenté avec les mots de plusieurs analystes antipopulistes, aux garde-fous du libéralisme démocratique et aux droits des minorités, produisant ce qu'Ivan Krastev nomme les « régimes majoritaires[982] ». Refusant l'équilibre démocratique moderne résultant de la division des pouvoirs, le populisme s'en prendrait aux institutions politiques, notamment aux constitutions, ainsi qu'aux médias, minimalement muselés ou tendanciellement transformés en organes de propagande comme dans les dictatures.

Ces perspectives critiques du populisme pourraient génériquement être qualifiées d'*institutionnalisme libéral*, s'inquiétant du sort des médiations politiques sous la gouverne des populistes, tel que démontré par le piètre état du fait démocratique (à l'avantage du pouvoir exécutif) dans l'Inde de Modi, la Turquie d'Erdogan ou la Hongrie d'Orbán[983]. Cette angoisse légitime vis-à-vis des dynamiques autocratiques de plusieurs régimes dans le monde, qui mobilisent parfois un discours national-populiste très souvent ethnique et explicitement hostile au libéralisme, semble cependant plus affirmer sa pertinence dans la critique des formes d'ethnonationalisme et d'autoritarisme (qui couplés forment souvent une idéologie dite d'extrême droite, voire fasciste) que de la configuration idéologique populiste en tant que telle, qui offre surtout un cadre polémique pour la désignation identitaire des « ennemis du peuple ». Par ailleurs, la théorisation du populisme, notamment dans une optique critique, sans distinction des différents états de la démocratie et de la nature de ses institutions selon les pays, apparaît peu éclairante pour bien en prendre la mesure. Selon le point de vue que nous défendons, c'est en réaction directe au libéralisme démocratique qu'il faut comprendre l'émergence des séquences populistes, en suivant la

[981] N. Urbinati, *Me The People*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2019.
[982] I. Krastev, « Le retour des régimes majoritaires » dans *L'âge de la régression*, *op. cit*.
[983] Cela dit, contrairement à la Russie ou à la Chine, l'opposition existe et apparaît particulièrement dynamique dans ces trois pays, paramètre important pour distinguer le national-populisme autoritaire des dictatures.

trajectoire qu'a prise sa consolidation au vingtième siècle comme discours contre-hégémonique[984].

Aussi, en ce qui concerne le refus des institutions, il serait opportun de se demander s'il ne s'agit pas plutôt d'un rejet de celles issues du parlementarisme et de la structuration libéral-juridique des sociétés modernes que des médiations en tant que telles, plusieurs formes de populismes (et notamment le national-populisme) donnant la priorité au chef comme figure d'incarnation, à la nation comme mythologie communautaire, aux référendums comme instances de décision. Cet antiparlementarisme larvé, qui s'incarne dans le discours de la dénonciation de l'élite représentative, serait-il antipolitique ?

Comme le note Marco Tarchi :

> Que la place d'honneur, dans le panthéon populiste des ennemis du peuple, revienne au monde de la politique, ne peut que confirmer cette idée. Les partis et les politiciens professionnels sont considérés par les populistes comme les principaux responsables des problèmes irrésolus qui affligent la société ; on dénonce donc leur perméabilité à la corruption et au clientélisme, leur indifférence aux désirs des masses, leur agressivité et leur tendance à se perdre dans le flou. A ceux qui vivent de la politique, on reproche leur esprit de caste, leur obscur langage d'initiés élevé au rang de *status symbol,* leur sensibilité aux seuls intérêts particuliers de ceux qui peuvent garantir leur réélection, l'agitation injustifiée de ceux qui, dans la vie, « ne savent que bavarder » et qui refusent de prendre la peine d'exercer un vrai métier. Chez les parlementaires, on déplore la perte de temps, le rituel hypocrite, la tendance exagérée à la médiation et au compromis. Appliquée à la politique, la vision simplificatrice des processus sociaux caractéristique du populisme se traduit par l'exigence d'une pratique rapide et transparente et par la conviction que la solution à beaucoup de problèmes récurrents serait à portée de main si seulement on s'en remettait au bon sens grâce auquel chaque citoyen résout quotidiennement les siens ; mais si l'on n'adopte pas cette solution, c'est qu'elle ne convient pas à tel ou tel groupe d'influence et aux professionnels de la politique, qui perdraient pour un temps leur clientèle et devraient renoncer à des avantages illicites[985].

S'il pouvait donc effectivement y avoir une tentation populiste *impolitique* selon le politiste italien, il convient cependant d'en nuancer la virulence :

> Si les populistes sont, par impatience et par goût de la simplification, enclins à se méfier de la politique et à la décrire comme un lieu où règne l'oisiveté, la corruption et le parasitisme, cela ne les empêche pas de se mesurer à leurs concurrents sur le

[984] À cet égard, la thèse de Finchelstein sur le passage du fascisme au populisme comme tenant de l'illibéralisme apparaît plutôt pertinente.
[985] M. Tarchi, « Qu'est-ce que le populisme? » dans « Populisme? », *Revue Krisis*, nº 29, Février 2008, p. 15.

> plan de la conquête du consensus et des leviers du pouvoir ; et aussi de chercher à bouleverser la classe des politiciens professionnels, en les remplaçant par des hommes nouveaux qui se sont fait eux-mêmes grâce à leur travail et à leur compétence, ce qui leur permet, sous des habits de dilettante, de se targuer de succès exclusivement dus à leur passion pour la société civile, qui est pour eux le seul véritable impératif. Le populisme reste donc une forme d'action antipolitique quand il s'exprime sous une forme purement protestataire, mais chaque fois qu'il se risque sur le terrain de la compétition institutionnalisée avec d'autres, en commençant par sa participation aux élections, il passe à l'action politique, même si celle-ci s'exprime toujours explicitement par une révolte contre l'establishment[986].

Ainsi, selon l'endroit, le moment où s'exprime la protestation populiste, la teneur de son idéologie et les dynamiques internes qui traversent son mouvement ou son parti, il serait possible qu'il s'institutionnalise dans le cadre déjà établi de la démocratie représentative, quitte à perdre d'ailleurs ses caractéristiques « populistes », et donc parfois dévoiler le caractère plutôt superficiel de sa critique. Des institutions politiques fortes devraient être en mesure de faire contre-poids, *a priori*, aux dérives de la « logique populiste », mais la chose peut être différente et effectivement inquiétante dans des pays où la tradition démocratique est fragile, voire inexistante.

Il semblerait surtout que la dynamique populiste, captée dans un « moment » ou une conjoncture particulière, incarne la domination d'un des deux pôles majeurs du régime politique moderne. Nous rappelions, dans le cadre d'une tentative de définition préliminaire du phénomène, que Mény et Surel distinguaient deux piliers de la modernité démocratique : le *constitutionnalisme*, axé sur les institutions juridiques, le parlementarisme, les mécanismes de *checks and balances* et plus globalement l'État de droit ; et le *populisme*, tourné vers la question de légitimité du *demos* (la majorité) et la souveraineté populaire[987]. Ainsi, il apparaît possible de classer la posture que nous nommons *institutionnaliste libérale* du côté d'un souci en science politique pour la dimension constitutionnaliste de la démocratie, posture que Taguieff qualifie d'ailleurs de « libérale-élitiste[988] ». C'est ce qui ressort des travaux généraux de Rosanvallon, qui critiquent l'impatience vis-à-vis du régime représentatif d'un culte populiste de la volonté

986 *Ibid*., p. 15-16.
987 Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 38.
988 P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 170.

populaire devant garder en tête que la démocratie est nécessairement « inachevée[989] ». « Imparfaites[990] », les démocraties sont « un bricolage au long cours[991] », qui demande à ses sujets un certain flegme afin de leur permettre de persévérer dans l'être et éviter de tomber dans les impasses des autocraties. Or, les dynamiques illibérales du populisme feraient advenir un « hiver de la démocratie[992] », sapant les fondements des institutions de la liberté, au nom d'une légitimité populaire sacralisée.

Nous nous sommes intéressés jusqu'à maintenant aux manifestations contemporaines de la science politique antipopuliste, en en qualifiant un certain pan d'*institutionnalisme libéral*. Portons maintenant le regard sur les racines américaines de la critique du populisme, qui a une histoire spécifique mais qui peut, selon notre perspective, dégager les bases idéologiques d'un discours politologique hégémonique à l'ère actuelle.

6.1.7 Les sources états-uniennes de l'antipopulisme : le « consensus libéral » et la science politique modernisatrice

Dans un chapitre précédent qui consacrait une partie conséquente à l'histoire du populisme américain, nous notions avec Christopher Lasch et Thomas Frank qu'une mutation s'était opérée quant à l'identification de ce courant politique, repérable au moment du maccarthysme. C'est à la suite directe de cette période que l'important historien et politiste Richard Hofstadter publiait *The Age of Reform* (1955)[993], ouvrage dans lequel il défendait qu'il était possible de trouver une continuité entre le populisme agraire des origines, qui émerge à la fin du XIX[e] siècle, et la montée des mouvements réactionnaires états-uniens au plus fort de la Guerre froide, puis plus tard avec l'organisation d'extrême droite John Birch Society[994]. Edward Shils, dans *The Torment of Secrecy* (1956)[995], soutient avec vigueur la thèse selon laquelle le sénateur autoritaire du Wisconsin Joseph McCarthy, célèbre pour avoir déclenché la chasse aux sorcières communistes dans les années 1950,

989 P. Rosanvallon, *La démocratie inachevée*, *op. cit*.
990 Y. Mény, *Imparfaites démocraties*, Paris, Science Po, 2019.
991 *Ibid*., p. 51.
992 G. Hermet, *L'hiver de la démocratie*, Paris, Armand Colin, 2007.
993 R. Hofstadter, *The Age of Reform*, *op. cit*.
994 R. Hofstadter, *Le style paranoïaque*, *op. cit*.
995 E. A. Shils, *The Torment of Secrecy*, Chicago, Ivan R. Dee, 1996.

s'inscrivait dans une sinistre tradition populiste américaine, dont les racines se trouveraient à gauche. Jan-Werner Müller, pourtant très critique du populisme, considère lui-même ces rapprochements douteux, développés par une certaine science politique : « [l]'idée que le People's Party était un foyer de racisme, et même de fascisme, ce funeste portrait fut rétrospectivement forgé dans les années 1950 par les théoriciens libéraux de la modernisation : des chercheurs comme l'historien Richard Hofstadter, les sociologues Edward Shils, Daniel Bell et Seymour Martin Lipset envisageaient les *populists* comme des précurseurs du maccarthysme et de la très raciste John Birch Society[996] ». En effet, comme l'écrit Antoine Chollet :

> au lieu de relier le maccarthysme aux mouvements fascistes, autoritaires ou d'extrême droite qui ont bien existé dans l'histoire américaine, car c'est bien à cette famille politique qu'appartient l'idéologie du sénateur (y compris dans son anti-communisme forcené), Hofstadter, Shils et les autres vont tenter d'en découvrir les prémices dans la tradition populiste américaine, dont l'épisode inaugural se situe à la fin du XIX^e^ siècle avec la création du People's Party, puis de tracer une ligne plus ou moins directe entre ce dernier et les menées fascisantes de McCarthy[997].

Cette mutation dans l'interprétation états-unienne du populisme, qui possède pourtant une histoire particulière dans ce pays, s'opère donc au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Alors que l'antipopulisme représente l'apanage, dans la première moitié du vingtième siècle, de la droite conservatrice et capitaliste, voulant contenir les masses paysannes qui dénoncent le pouvoir de Wall Street et des trusts, les années 1950 verront cette idéologie passer à gauche, avec l'ascension d'une nouvelle élite, que Thomas Frank qualifie de libérale[998]. Après la parenthèse rooseveltienne du *New Deal*, qui a réussi en quelque sorte à venir à bout du populisme des origines en intégrant certaines de ses demandes dans le cadre du compromis entre le capital et la force de travail, la gauche américaine de l'après-guerre trouvera un nouvel ennemi (et réciproquement) avec la montée de la droite anti-communiste, qui prendra les traits, dans le discours académique, des porteurs d'un « néo-populisme ». C'est l'ère que Michael Kazin nomme la « grande peur des intellectuels libéraux » (« *the great fear of the liberal intellectuals*[999] »), où les auteurs précédemment

[996] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 49.
[997] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 32.
[998] Th. Frank, *The People, NO*, *op. cit*., p. 147.
[999] M. Kazin, *The Populist Persuasion*, *op. cit*., p. 191.

cités, Hofstadter et Shils, Seymour Martin Lipset, Daniel Bell, mais aussi David Riesman, tous contributeurs à l'ouvrage d'anthologie *The New American Right* (dirigé par Bell[1000]), réalisent des parallèles entre « l'éthique du producteur » propre au People's Party (mais aussi à la démocratie jacksonienne) et le culte de la majorité des travailleurs américains (culturellement distincts des « intellectuels communistes »), incarnant finalement une même masse lyncheuse et antilibérale, le trait spécifique du populisme pour ces auteurs. Elle marque la théorie d'un moment idéologique que Frank appelle le « consensus libéral[1001] » :

> Each of the consensus thinkers agreed, however, that the paranoid, red-hunting suspiciousness of the 1950s was in fact a descendant of the democratic agrarian Left of the 1890s. In this view, all discontent that is expressed via mass movements of ordinary people is equally vulgar and fraudulent and irrational and scary. The original Populist movement, wrote the famous historian Richard Hofstadter in 1955, "seems very strongly to foreshadow some aspects of the cranky pseudo-conservatism of our time." In 1958, the sociologist Seymour Martin Lipset described McCarthyism as a "recent expression of populist extremism," reasoning the two were the same since McCarthy vilified "the traditional enemy of populism, the Eastern upper class."[1002]

L'anti-intellectualisme de la droite anti-communiste (et sa dénonciation des élites de la côte Est) participe à justifier la thèse de cette continuité populiste, constituant la trame de fond de l'interprétation libérale[1003]. Selon Lasch, Kazin et Frank, cette grille de lecture réductrice, qui homogénéise deux idéologies politiques distinctes en un même terme devenu maintenant repoussoir en anglais (« *populism* »), dévoile surtout la peur des nouvelles élites des mouvements démocratiques. L'illégitimation du populisme des origines, en l'associant à l'expression rétrograde du maccarthysme, marque une idéologie qui considère que les sociétés libérales devraient être dirigées par une élite éclairée. Comme nous le soulignions plus haut, l'antipopulisme américain change donc de camp. Source théorique de ce que Chollet nomme « l'antipopulisme savant[1004] », « [c]es auteurs vont se lancer dans une entreprise visant à renverser complètement le sens donné jusque-

---

[1000] D. Bell (dir.), *The New American Right*, Freeport (NY), Books of Libraries Press, 1971 (publié en 1963).
[1001] T. Frank, *The People, NO*, *op. cit*., p. 149.
[1002] *Ibid*., p. 153.
[1003] Dans son ouvrage de 1962 *Anti-intellectualism in American Life*, Richard Hofstadter range sous l'épithète d'anti-intellectualistes autant le maccarthysme que l'« égalitarisme populiste », avec son dédain pour les *eggheads*, la culture et les experts. R. Hofstadter, *Anti-intellectualism in American Life*, *op. cit*.
[1004] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*.

là au terme de populisme aux États-Unis[1005] ». Tel que le soutient encore Frank, « *Now it was prominent liberal academics who regarded mass movements as dangerous dens of demagoguery, and who begins to use "populism" as a generic term for an ugly, down-market political sensibility. Using the tools Hofstadter provided them, American intellectuals quickly built anti-populism into a towering structure of liberal social theory*[1006] ». Le danger qui guette l'Amérique des années 1950-1960, selon Daniel Bell dans *The End of Ideology*, est la société de masse[1007], qui doit être mise à distance par les experts, ceux que les populistes abhorrent. Hofstadter avançait sérieusement qu'étant donné que les populistes ne venaient pas des villes, haut-lieux de savoir (« *home of intellectual complexity* »), ils ne pouvaient comprendre les problèmes politiques de l'époque[1008].

Dans sa synthèse sur la tradition populiste états-unienne, Christopher Lasch définit l'évolution de cet antipopulisme libéral comme celle de la « politique de la minorité civilisée[1009] », fondée sur le postulat anthropologique anti-démocratique selon lequel le peuple doit fondamentalement être guidé par une élite savante. Celle-ci est idéologiquement libérale et progressiste, géographiquement urbaine et économiquement bourgeoise (à distinguer de la *petite bourgeoisie*), et trouve ses racines profondes dans le processus général de modernisation du pays, au sortir de la Première Guerre mondiale. S'exprimant d'abord sous la forme d'une critique du *retard du Sud*, moins industrialisé et considéré comme « arriéré »[1010] (raciste, inapte au changement et coincé dans la superstition), notamment dans les écrits des élitistes Herbert Croly, H. L. Mencken ou d'un des fameux pères du néolibéralisme Walter Lippmann[1011], cette tradition se poursuivra avec le culte de l'expertise et des nécessités de la planification sociale dans les années 1930-1940, jusqu'à la pathologisation psychologique du « populisme » dans la critique des années 1950-1960, avec le cadre classique fourni par Theodor W. Adorno dans *La*

[1005] *Ibid*., p. 31.
[1006] T. Frank, *The People, NO*, *op. cit*., p. 158.
[1007] D. Bell, *The End of Ideology*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2000.
[1008] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*.
[1009] C. Lasch, *Le Seul et Vrai Paradis*, *op. cit*., p. 504.
[1010] Voir *ibid*., p. 504-520.
[1011] Sur l'influence de Lippmann et de son colloque pour la constitution intellectuelle du néolibéralisme, voir notamment B. Stiegler, *« Il faut s'adapter »*, Paris, Gallimard, 2019.

personnalité autoritaire et par Hofstadter dans *Le style paranoïaque*. Ces grilles de lecture, qui consacreront une interprétation psychologisante du fascisme, développent par le fait même le présupposé soutenant que le populisme incarnerait « l'autoritarisme de la classe ouvrière[1012] ».

En effet, l'étude psychosociologique d'Adorno, menée aux États-Unis dans les années 1950, tentait d'évaluer le « degré de fascisme » marquant la personnalité de différents Américains dits moyens, afin d'éclairer sur les racines psychiques de la haine et de l'autoritarisme. Les plus autoritaires seront classés « F » (pour fascisme), et la famille traditionnelle américaine, couplée à un manque d'éducation, représenterait un terreau fertile pour le fascisme[1013]. Au-delà de la pertinence ou non de l'analyse du grand théoricien critique de l'École de Francfort, il se dégage de cette étude une sorte de normativité de la personnalité libérale, considérée implicitement comme la base naturelle des sociétés libres. C'est également ce qui ressort dans le fameux article d'Hofstadter sur le style paranoïaque, qui brosse le portrait à très gros traits d'une tendance au conspirationnisme et au délire collectif dans les mouvements politiques américains, et dont le populisme constituerait la manifestation.

Plus globalement, ces études classiques s'inscrivent selon Lasch dans le continuum d'un profond mépris savant à l'égard des classes populaires-moyennes, représentées comme fondamentalement inaptes à la démocratie, incarnant le racisme, l'antiprogressisme, le règne du préjugé et de la superstition, l'anti-intellectualisme, l'autoritarisme, le nationalisme réactionnaire. Cette fracture entre élitisme libéral et classes populaires de l'Amérique du milieu (souvent mythifiées, autant par ses détracteurs que ses défenseurs) débouchera selon Lasch sur l'émergence d'un populisme droitier, opposant son conservatisme moral au règne de l'expertise libérale et managériale[1014]. Suivant une analyse entre description empirique d'un débat et complaisance latente à l'égard de manifestations plutôt rétrogrades du « populisme droitier », l'historien et sociologue états-unien mobilise l'exemple polémique du débat sur l'avortement dans son pays pour illustrer

[1012] C. Lasch, *Le Seul et Vrai Paradis*, *op. cit*., p. 566.
[1013] Voir T. W. Adorno, *Études sur la personnalité autoritaire*, *op. cit*.
[1014] C. Lasch, *Le Seul et Vrai Paradis*, *op. cit*., p. 587.

ce clivage[1015]. Au-delà d'une utilisation contestable d'une nécessaire « éthique des limites » qui serait le propre d'un certain discours populaire afin de justifier une position « pro-vie »[1016], Lasch fait tout de même ressortir un témoignage particulier (et paradoxal) d'un paternalisme moralisateur des libéraux à l'égard des croyances d'une partie de la population américaine qui, déjà défiante envers l'État, aura peu de chances de changer de point de vue si la condamnation de ses mœurs provient d'en haut. Même logique concernant la question des armes à feu dans des quartiers sensibles, où les libéraux condamnent l'armement des citoyens (à juste titre selon Lasch), mais sans comprendre les raisons profondes de cette insécurité et de ce sentiment d'érosion de la protection fournie par le public[1017]. L'impuissance de cette « critique déracinée » fournit de l'eau au moulin d'un rejet des « experts » du vivre-ensemble. C'est en creusant ce fossé qui séparerait l'expertise libérale de la majorité de la population, que ceux que Lasch rassemble sous l'étiquette de « nouvelle droite américaine » capitaliseront sur la représentation autoproclamée des classes populaires et moyennes, en reprenant eux aussi le vocabulaire originel du populisme, qui oppose « producteurs et parasites[1018] », scène rejouée avec de nouveaux acteurs.

6.1.8 « Experts » vs « Populistes » : une guerre des démagogies ?

L'historien américain Thomas Frank, influencé par Lasch et Kazin, n'y va pas de main morte : « Anti-populism always serves as a tool for justifying unaccountable power[1019] ».

Au-delà d'un jugement aussi tranché, il apparaît constatable que les nouveaux experts en science politique émergeant aux États-Unis dès les années 1950, qui s'inscrivent dans une certaine tradition libérale et qui participeront à modifier l'interprétation idéologique de l'histoire populiste américaine en la rattachant à un nombre conséquent de manifestations

---

1015 *Ibid*., p. 600.
1016 Antoine Chollet déplore à cet égard avec raison le conservatisme moral qui surplombe l'interprétation de la tradition populiste américaine chez Lasch (précisément en ce qui a trait à cette question), mais elle ne saurait épuiser, selon nous, les intuitions fécondes de l'analyse générale de l'historien états-unien, ni réduire à cette dimension une pensée complexe, qui puise également dans le meilleur de la tradition socialiste. A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 131.
1017 Ch. Lasch, *Le seul et vrai paradis*, *op. cit*., p. 613.
1018 *Ibid*., p. 629.
1019 T. Frank, *The People, NO*, *op. cit*., p. 35.

d'extrême droite, proposent souvent une analyse très polémique et peu nuancée de ce courant politique complexe. En fusionnant idéologiquement (*a posteriori* et « d'en haut ») les demandes égalitaires (généralement énoncées, il est vrai, sur un mode conflictuel et agressif) des *Populists* et *Grangers* avec les idéologies racistes du sinistre Ku Klux Klan[1020] ou même du nazisme[1021], la politologie américaine brouille en grande partie la nature spécifique de ce courant politique. « L'opération essentielle conduite ici par les antipopulistes, écrit Chollet, consiste à identifier la défense du peuple et de son pouvoir aux extrêmes du spectre politique – l'extrême droite et gauche démocratique confondues – et à délégitimer de fait tout programme de démocratisation[1022] ». En effet, il est difficile de ne pas voir dans l'antipopulisme du consensus libéral l'expression savante, en miroir, du mépris d'un populisme qui critique symétriquement ces élites et donc qui nie, tel que le soutient Frank, leur expertise propre[1023]. Diabolisation et mythification réciproques des « élites », libérales et parasitaires, et du « peuple », ignare et fermé. Antipopulisme et populisme comme « choc des argumentations » dont parlait Taguieff : à la démagogie populiste répond une « démagogie antipopuliste[1024] », dans un commun élan de manichéisme.

Or, comme le défend Antoine Chollet, les textes de l'antipopulisme savant américain « anticipent de manière très précise l'antipopulisme d'aujourd'hui, tout en lui donnant un relief singulier[1025] ». En fascisant intrinsèquement le populisme, il aurait participé à forger un « monopole de l'analyse politique légitime[1026] », renforçant son caractère élitiste et nourrissant de façon pratiquement automatique la dénonciation réciproque des « intellectuels », considérés comme l'opposé sémantique du *peuple-demos*.

[1020] C'est, comme le rappelle Chollet, ce que fait Hofstadter dans *The Age of Reform*. A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 39.
[1021] *Ibid*., p. 43.
[1022] *Ibid*., p. 44.
[1023] T. Frank, *The People, NO*, *op. cit*., p. 152.
[1024] P.-A. Taguieff, « Populisme et antipopulisme : le choc des argumentations », *op. cit*., p. 7.
[1025] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 31.
[1026] *Ibid*., p. 90.

6.2 Critique de l'antipopulisme libéral

6.2.1 Une « haine de la démocratie » ? La critique ranciérienne de l'antipopulisme

Dans un essai important datant de 2005[1027], le philosophe Jacques Rancière offrait une réponse cinglante à la critique néo-tocquevillienne de la modernité politique, qui considère que les grands maux contemporains résulteraient d'un « excès de démocratie ». Alors que le référendum français sur la Constitution européenne consacrait la victoire du « Non », l'actualité politico-médiatique de cette période voyait un nombre considérable d'experts déplorer cette fermeture de la population nationale à la construction européenne, qui serait le point culminant d'une nouvelle vague populiste, intrinsèquement dangereuse. Rancière, plutôt que de traiter des questions relatives aux identités nationales et au soi-disant protectionnisme dont serait porteur ce Non au référendum, s'intéressera au discours potentiellement « démophobe » énoncé par un certain nombre de commentateurs politiques. Traduisant selon lui une certaine lecture tocquevillienne de la modernité, réduite à quelques pages des centaines que représentent les deux tomes *De la démocratie en Amérique*[1028], ce discours sur l'état politique des sociétés européennes pourrait se synthétiser en ces phrases : « la démocratie, comme forme de vie politique et sociale, est le règne de l'excès. Cet excès signifie la ruine du gouvernement démocratique et doit être réprimé par lui[1029] ». Produisant une « égalisation des conditions[1030] », la modernité démocratique aurait ceci de particulier qu'elle disloquerait l'ordre ancien où tout le monde logeait à sa place (les seigneurs, le clergé et les gueux), et générerait une *hybris* de l'égalité. Face à ce danger latent, le citoyen raisonnable d'une société moderne représenterait celui qui ferait sienne la formule tocquevillienne de Pierre Manent : « [p]our bien aimer la démocratie, il faut l'aimer modérément[1031] ».

Cette interprétation politologique de la modernité s'accompagne d'une dénonciation de « l'homme démocratique », nouveau sujet politique d'une société où l'on ne serait plus en mesure de distinguer les différentes formes de hiérarchies (entre le médecin et le patient,

---

1027 J. Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2005.
1028 *Ibid*., p. 27.
1029 *Ibid*.., p. 15.
1030 P. Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Gallimard, 1982, p. 12.
1031 *Ibid*., p. 181.

entre l'enseignant et l'élève, etc.), et représenterait l'apanage d'un certain libéralisme conservateur bien français selon Rancière, ayant perdu l'ennemi fondamental qu'incarnait le totalitarisme[1032]. Or, cette critique raffinée de l'individualisme démocratique, provenant d'une position qu'il qualifie d'« élitisme républicain[1033] », témoigne surtout selon lui de la « haine de la démocratie » que nourrit un nombre important de sociologues et philosophes politiques. En effet, en défenseur d'une démocratie radicale, Rancière considère ces analystes comme les porte-paroles d'un régime politique qui s'avère en fait une « oligarchie représentative[1034] ». Suivant la critique classique du régime représentatif, que le politiste Bernard Manin qualifiait « d'aristocratie élective[1035] », le philosophe s'acharne à mettre au jour le caractère finalement antidémocratique de ces présupposés, en déchirant le voile de la soi-disant critique de l'atomisation de la société :

> Ce n'est pas tant la collectivité en général que défend avec tant de passion le dénonciateur de l'« individualisme démocratique ». C'est une certaine collectivité, la collectivité bien hiérarchisée des corps, des milieux et des « atmosphères » qui approprient les savoirs aux rangs sous la direction d'une élite. Et ce n'est pas l'individualisme qu'il rejette mais la possibilité que n'importe qui en partage les prérogatives. La dénonciation de l'« individualisme démocratique » est simplement la haine de l'égalité par laquelle une intelligentsia dominante se confirme qu'elle est bien l'élite qualifiée pour diriger l'aveugle troupeau[1036].

Le critique de la modernité égalitariste, qui retournerait « la démocratie contre elle-même[1037] », incarnerait donc ce que Francis Dupuis-Déri nomme l'« agoraphobie politique[1038] », c'est-à-dire « la peur, la haine ou le mépris du peuple assemblé à l'agora pour délibérer et se gouverner[1039] ». Cette « démophobie » s'exprimerait notamment dans ce recours abusif au terme de populisme dans la politologie :

> Populisme est le nom commode sous lequel se dissimule la contradiction exacerbée entre légitimité populaire et légitimité savante, la difficulté du gouvernement de la science à s'accommoder aux manifestations de la démocratie et même de la forme

---

1032 J. Rancière, *La haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 24.
1033 *Ibid*., p. 32. Assez économe d'exemples dans son petit essai, Rancière cite notamment l'ouvrage de la sociologue Dominique Schnapper, *La démocratie providentielle*, pour illustrer cette posture. Voir D. Schnapper, *La démocratie providentielle*, Paris, Gallimard, 2002.
1034 J. Rancière, *Les trente inglorieuses*, Paris, La Fabrique, 2022, p. 212.
1035 B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, *op. cit.*
1036 J. Rancière, *La haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 76.
1037 M. Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, *op. cit*.
1038 F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple*, *op. cit*., p. 16.
1039 *Ibid*.

> mixte du système représentatif. Ce nom masque et révèle en même temps le grand souhait de l'oligarchie : gouverner sans peuple, c'est-à-dire sans division du peuple; gouverner sans politique[1040].

Suivant la même opération réalisée par la critique libérale américaine, qui rassemble sous un même terme les mouvements de démocratisation et le nationalisme réactionnaire, la mobilisation à visée disqualificatrice du vocable de populisme sert finalement à poser la « science » experte du régime représentatif comme unique analyse politique légitime et évidemment, par le fait même, à présenter les véritables quêtes d'émancipation politique en autoritarisme rétrograde (mettant sur le même plan la critique du régime parlementaire et l'illibéralisme identitaire). Ce genre de contresens possède une dimension paradoxale, en faisant passer une élite finalement conservatrice pour les défenseurs de la liberté démocratique. C'est ce qui fait dire à Annie Collovald que ces experts du populisme « font ressurgir une vision autoritaire et censitaire de la démocratie[1041] ».

Selon l'analyse de Rancière, il est primordial de considérer la fonction du discours des élites sur le sujet :

> « Populisme » n'est pas le nom d'une forme politique. C'est le nom d'une interprétation. L'usage de ce mot sert à faire croire que les formes de renforcement et de personnalisation du pouvoir étatique qu'on constate un peu partout dans le monde sont l'expression d'un désir venant du peuple, entendu comme ensemble des classes défavorisées. C'est toujours la même grosse ficelle qui consiste à dire que, si nos États sont de plus en plus autoritaires et de plus en plus inégalitaires, c'est en raison de la pression exercée par les plus pauvres qui sont bien sûr les plus ignorants et qui, en bons primitifs, veulent des chefs, de l'autorité, de l'exclusion, etc. On fait comme si Trump, Salvini, Bolsonaro, Kaczynski, Orban et leurs semblables étaient l'émanation d'un petit peuple souffrant et révolté contre les élites. Or, ils sont l'expression directe de l'oligarchie économique, de la classe politicienne, des forces sociales conservatrices et des institutions autoritaires (armée, police, Églises). Que cette oligarchie s'appuie par ailleurs sur toutes les formes de supériorité que notre société laisse à ceux qu'elle infériorise (des travailleurs sur les chômeurs, des blancs sur les basanés, des hommes sur les femmes, des habitants des provinces profondes sur les esprits légers des métropoles, des gens « normaux » sur les pas normaux, etc.), c'est certain. Mais ce n'est pas une raison pour mettre les choses la tête en bas : les pouvoirs autoritaires, corrompus et criminels qui dominent aujourd'hui le

[1040] J. Rancière, *La haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 88.
[1041] A. Collovald, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Vulaines-sur-Seine, 2004, Éditions du Croquant, p. 62.

> monde le font d'abord avec l'appui des nantis et des notables, pas avec celui des déshérités[1042].

Un clivage est tracé à partir d'une sorte d'essentialisation erronée d'un autoritarisme du peuple, d'une dangerosité latente qui se manifeste dans l'élection, alors qu'elle n'est qu'une autre expression de l'oligarchie néolibérale, ici nationaliste. « La notion de populisme, écrit encore Rancière, effectue à moindre frais cette synthèse entre un peuple hostile aux gouvernants et un peuple ennemi des "autres" en général[1043] ». Agissant finalement en trompe-l'œil, le vote populiste de droite (et d'extrême droite) provenant des classes populaires est souvent d'ailleurs relativisé, chez certains tenants d'une gauche radicale critique des nationalismes, par le fait que la majorité des fractions les plus pauvres de la population s'avère en fait abstentionniste[1044] (et justifierait par le fait même un « refus politique » de l'oligarchie représentative).

Antoine Chollet, qui reprend la formule coup-de-poing de Rancière dans son ouvrage critique de l'antipopulisme, s'inscrit pleinement dans cette filiation politique. Comme il l'écrit dans son essai, la littérature savante antipopuliste, libérale, participerait d'un travail de délégitimation des bases de la démocratie :

> Sous couvert d'une lutte légitime contre les menaces que les forces d'extrême droite font peser de plus en plus concrètement sur l'État de droit et les libertés, cette logorrhée antipopuliste est en réalité en train de fourbir les armes d'une critique de plus grande ampleur contre la démocratie. Il est donc indispensable d'allumer des contre-feux, et le premier d'entre eux consiste à rappeler qu'on ne défend pas la démocratie en légitimant les plus vieux arguments utilisés contre elle. La litanie des dénonciations du « populisme » représente elle-même une menace contre la démocratie, et ses effets pourraient bien se révéler aussi dangereux que les attaques que certains des mouvements politiques qualifiés de « populistes » lancent contre elle[1045].

Car il y aurait une tendance de fond, dans la science politique libérale, à associer le populisme à toute la tradition démocratique :

> Prétendre que les populistes se distinguent par leur dénonciation des élites ou leur appel au peuple, c'est oublier que les démocrates athéniens vilipendaient les oligarques (ce

---

[1042] J. Rancière, *Les trente inglorieuses*, *op. cit*., p. 212.
[1043] J. Rancière, « L'introuvable populisme », *op. cit*., p. 139.
[1044] Voir notamment la partie V de l'essai d'Éric Fassin, « Du peuple aux classes populaires ». É. Fassin, *Populisme : le grand ressentiment*, *op. cit*., p. 47-57.
[1045] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 20.

> qui a d'ailleurs provoqué quelques guerres civiles dans la cité athénienne), que Machiavel a écrit que dans toute cité on retrouve des « grands » et un « peuple » dont les humeurs sont incompatibles, que Thomas Paine ou Robespierre condamnaient dans des termes assez proches les aristocrates qui oppriment le peuple, et qu'à ce compte on peut sans peine trouver de véritables tirades « populistes » chez Aristote, La Boétie, Spinoza, Rousseau, Thomas Jefferson, Jules Michelet ou Abraham Lincoln. Ce que l'on définit comme populiste désigne des discours et des pratiques que l'on peut sans peine rattacher à l'histoire de la démocratie. La souveraineté du peuple comme fondement de toute légitimité, la dénonciation de la corruption des élites, la critique du régime représentatif, la volonté de réformer les institutions pour donner plus de pouvoir au peuple, toutes propositions unanimement qualifiées de « populistes » aujourd'hui ont pendant longtemps simplement été assimilées aux idéaux démocratiques[1046].

Tous ces éléments, maintes fois exemplifiés, témoignent en fin de compte de quelque chose comme « un parti pris antidémocratique[1047] » de l'antipopulisme savant. Héritier de la « tradition fortement élitiste de la sociologie politique[1048] », celle fondée par Gaetano Mosca, Vilfredo Pareto et Robert Michels, qui considère comme une constante anthropologique la *loi d'airain de l'oligarchie*, cette politologie verrait dans les mouvements populistes historiques « un égalitarisme menaçant[1049] », et s'affirmerait en fin de compte « contre la participation politique[1050] » qui serait à la base de plusieurs de ses revendications, fondement pourtant essentiel pour toute authentique société démocratique.

L'historien Gérard Bras, dans son étude étoffée sur la question du peuple, s'inspirant dans la deuxième partie de Laclau / Mouffe, Balibar et Rancière, actualise une théorie du populisme en des termes resignifiés comme positifs, l'associant notamment à la défense de la « classe du tort[1051] ». Expression ranciérienne[1052], la communauté de ceux qui subissent des dommages de la part des dominants pourrait constituer le sujet politique d'une démocratie revitalisée. En mobilisant le signifiant de peuple pour désigner la « classe du tort », la pensée ranciérienne du politique institue une division avec une oligarchie captatrice de l'essence égalitaire de la communauté. Ainsi, ce que Rancière nomme subjectivation politique[1053] désigne la quête sans fin d'une demande d'égalité fondatrice

---

1046 *Ibid*., p. 15-16.
1047 *Ibid*., p. 83.
1048 *Ibid*., p. 84.
1049 *Ibid*., p. 45.
1050 *Ibid*., p. 55.
1051 G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 288.
1052 Notamment développée dans son maître ouvrage : J. Rancière, *La mésentente*, Paris, Galilée, 1995.
1053 *Ibid*., p. 59.

d'un authentique commun, ancrée dans la parole démocratique et conflictuelle (comme le veut toute politique) des « sans-part[1054] ».

6.2.2 Du populisme introuvable au peuple introuvable ?

Si le populisme s'avère donc « introuvable » selon Rancière, c'est aussi car le vocable de *peuple*, comme le rappelle Bras, est polysémique[1055]. L'ambiguïté de ce terme fondamental de la démocratie moderne fait même parfois osciller les philosophes politiques entre différentes lectures : au premier chef Rancière lui-même, qui tantôt en revendique l'usage avec vigueur dans *La mésentente*, et d'autres fois affirme tout simplement qu'il « n'existe pas[1056] ». Dans le texte d'une conférence sur le populisme, il précise sa pensée sur le sujet, en prenant soin de distinguer le « peuple » capté par des « populistes » et « les peuples » tel qu'il l'entend :

> Le premier [problème de cette vision supposément populiste] concerne la notion de peuple. Présenter la démocratie comme le choix effectué par le peuple, c'est faire comme si le peuple existait avant de choisir. Mais il n'en est rien. Un peuple comme sujet politique n'est pas une population. Un sujet politique, ce n'est pas la réalité substantielle d'un groupe d'hommes. C'est le résultat d'une construction symbolique de la communauté. Un peuple, c'est l'effet d'institutions et de pratiques, et non leur source. Quand je parlerai moi-même ce soir de « peuple » [il s'agit d'une conférence], il faudra l'entendre ainsi : non pas comme une réalité donnée, mais comme un certain type de peuple construit par telles ou telles pratiques et institutions. Il y a ainsi plusieurs types de « peuples ». Et ainsi le peuple du système représentatif n'est pas la population en général qui manifesterait sa volonté en se choisissant des représentants. C'est un type de peuple particulier, le peuple spécifiquement formé par ce système[1057].

Au-delà de la condamnation évidente de la légitimité populaire émanant de la démocratie représentative, conséquence du point de vue libertaire de Rancière (« Tout État est oligarchique[1058] »), on constate que le peuple s'avère intrinsèquement pluriel dans ses manifestations, qu'il est surtout le produit de la *pratique démocratique*, et n'agirait pas comme son fondement. Inspiré par le philosophe, Gérard Bras abonde dans ce sens : « *il y*

1054 G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 320.
1055 *Ibid*., p. 23.
1056 J. Rancière, « L'introuvable populisme », *op. cit*., p. 139.
1057 J. Rancière, *Les trente inglorieuses*, *op. cit*., p. 189-190.
1058 J. Rancière, *La haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 79.

a des peuples[1059] », et ceux-ci « ne sont pas donnés empiriquement : il faut construire la scène qui en révèle un, dans des circonstances déterminées, scènes où un *tort* est nommé et sur lesquelles se déploient *mésentente* et *litige*, sur laquelle un *bruit* advient en parole[1060] ».

Le peuple doit donc être appréhendé seulement comme « acte politique[1061] », comme construction dans le cadre d'une conjoncture qui lui permet d'émerger, et c'est ce qui rapproche cette théorie de celle du populisme de gauche développée par Laclau et Mouffe, à la différence que la conception de ceux-ci, tel que le souligne Chollet, relèverait « davantage d'une forme de *césarisme* que d'une approche démocratique du problème[1062] ». Car en effet, comme l'écrit Bras, « [i]l faut être nominaliste[1063] » : le peuple ne peut être conçu en tant que réalité donnée ou concrète, mais plutôt comme stratégie discursive dont la force réside précisément dans la polysémie du nom, ouvrant les possibles de l'imagination politique.

C'est ici que nous trouvons, au-delà de plusieurs divergences, un point commun entre la perspective ranciérienne (et qui constitue à notre sens sa limite), critique de l'antipopulisme, et la critique libérale du populisme : il est question, dans les deux cas, de proposer une anthropologie politique fondée sur une ontologie nominaliste, que nous préciserons dans le prochain point, soit *l'impossible figuration du peuple*.

6.2.3 La thèse centrale de l'antipopulisme libéral : l'indétermination du peuple

Dans un ouvrage d'histoire politique important, Pierre Rosanvallon soulignait que la modernité démocratique se caractérise par un paradoxe : elle pose le peuple en fondement de la légitimité, alors qu'il se trouve à être tout bonnement « introuvable[1064] ».

[1059] G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 329. Souligné par l'auteur.
[1060] *Ibid*., p. 327. Souligné par l'auteur.
[1061] *Ibid*., p. 334.
[1062] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 141. Souligné par l'auteur.
[1063] G. Bras, *Les voies du peuple*, *op. cit*., p. 334.
[1064] P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, *op. cit*.

> Avec la révolution démocratique, cette lisibilité immédiate du social [de considérer, comme au temps de la Révolution française, le peuple comme sujet historique et peuple-événement] devient problématique. L'impératif d'égalité conduit en effet à abstractiser le social en érigeant l'individu en principe normatif de celui-ci. En témoigne à sa façon l'iconographie de la Révolution française. Alors qu'elle regorge de multiples allégories de l'égalité, de la liberté ou de la justice, elle ne fait presque aucune place au peuple. Et lorsqu'il est représenté, c'est fort abstraitement, sous les espèces d'un Hercule, sorte de puissance polaire, ou encore identifié à un œil, c'est-à-dire à une force de surveillance, là aussi indistincte. Le peuple principe se détache de la sorte du peuple sensible ; sa consécration politique rend plus incertaine son appréhension sociologique[1065].

Alors que le politique sous l'Ancien régime (car toute cette histoire est spécifiquement ancrée dans l'histoire française) avait la particularité de se présenter comme un *régime d'incarnation*, dont le personnage principal est le Roi agissant comme incorporation de la nation, l'avènement de la modernité va venir faire éclater cette « belle » unité pour accoucher d'un « ordre sériel[1066] », désubstantialisé. Le peuple n'a pas de figure, il se réduit maintenant à un nombre d'électeurs, et retrouvera un minimum d'unité par la médiation du suffrage universel. « Avec lui, écrit Rosanvallon, la société n'est plus constituée que de voix identiques, totalement substituables, réduites dans le moment fondateur du vote à des unités de comptes qui s'amassent dans l'urne. La substance s'efface dans ce cas derrière le nombre, redoublant les effets de l'abstraction liée à la constitution purement procédurale du social[1067] ». Devant cette crise de l'imaginaire social, se dessinera un « peuple fictif[1068] », celui présent dans les constitutions des démocraties modernes, afin de fonder leur légitimité. Et c'est au nom de celui-ci qu'émergeront des populismes, qui tenteraient désespérément de retrouver une unité impossible.

L'interprétation de Rosanvallon doit beaucoup à celle de Claude Lefort[1069], qui définit la démocratie moderne comme un pouvoir évidé de toute symbolicité apriorique[1070]. Comme

---

1065 P. Rosanvallon, « Penser le populisme », *op. cit*., p. 28-29.
1066 P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, *op. cit*., p. 18.
1067 P. Rosanvallon, « Penser le populisme », *op. cit*., p. 29.
1068 *Ibid*.
1069 Ayant côtoyé Lefort dans sa jeunesse, Rosanvallon revient sur l'influence de ce maître à penser pour une certaine génération d'intellectuels français dans la revue *Esprit* en 2019. P. Rosanvallon, « Le style intellectuel de Claude Lefort [Entretien] », *Esprit*, 2019/1, p. 49-61.
1070 C. Lefort, « Permanence du théologico-politique? » dans *Essais sur le politique*, *op. cit*., p. 291.

le souligne avec enthousiasme Rosanvallon dans un entretien à propos de l'actualité de la théorie politique du philosophe,

> [s]'il y a une pertinence de sa pensée au-delà de ce moment, elle n'est pas instrumentale. L'un de ses concepts centraux consiste à comprendre la démocratie comme affirmation du « lieu vide » du pouvoir. Cela veut dire qu'il ne faut pas qu'il soit absorbé par l'idée d'un peuple directement actif, totalement incarné dans la figure de « l'égocrate », formule qu'il a reprise à propos de Staline. Il a défini cette notion avec l'obsession de vider ce lieu de cette surcharge d'incarnation, de prétention représentative[1071].

Il poursuit :

> Dans mon travail, j'ai essayé de développer cette notion, en articulant le fait que le peuple était à la fois un principe politique incontournable et une réalité sociologique problématique. Le concept de « peuple introuvable » sert à montrer qu'il y a un hiatus entre le principe politique et le principe sociologique de la démocratie. Il faut travailler ce hiatus en déclinant, justement, les formes du peuple et en ayant recours à une notion élargie et démultipliée du pouvoir social[1072].

Dans *Le siècle du populisme*, Rosanvallon trouve d'ailleurs trois déclinaisons du peuple pour exprimer cet élargissement de ce qu'il nomme le pouvoir social : le « peuple électoral », le « peuple social » et le « peuple-principe »[1073]. Cette définition des trois peuples (englobant ce qu'il nomme le « peuple-corps civique ») tente de tracer les contours des émergences politiques de cet ensemble. Corrigeant en partie une tendance dans ses travaux à limiter la manifestation du peuple à sa participation aux élections, en rappelant l'existence d'un « peuple social », émanation de la société civile (le peuple de la rue, des pétitions, des associations, etc.[1074]), de même qu'un « peuple-principe », centré autour de l'idéal d'égalité[1075], on constate néanmoins le caractère intrinsèquement abstrait de ces formes.

Si Lefort a développé son interprétation de la révolution démocratique en opposition à la question des totalitarismes du vingtième siècle, Rosanvallon se donne comme objectif d'actualiser sa théorie à l'aune du populisme, phénomène politique majeur du vingt-et-

---

1071 P. Rosanvallon, « Le style intellectuel de Claude Lefort [Entretien] », *op. cit*., p. 56.
1072 *Ibid*.
1073 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 148.
1074 *Ibid*.
1075 *Ibid*., p. 149.

unième. En effet, si les totalitarismes représentaient des « idéocraties[1076] » qui s'acharnaient de « refaire à la société un corps[1077] », c'est suivant un procédé semblable, mais émanant de la démocratie elle-même, qu'émergerait le populisme, incapable d'assumer ce vide du pouvoir. C'est exactement à partir de la même lecture lefortienne que se fonde la théorie de Jan-Werner Müller. Comme la démocratie est « l'incertitude institutionnalisée[1078] », il apparaît impossible pour quiconque de se poser comme l'incarnation du peuple, car cela supposerait de donner forme à un pouvoir infigurable. Comme l'écrit effectivement Lefort à propos du régime moderne, « l'essentiel est qu'il interdit au gouvernant de s'approprier, de s'incorporer le pouvoir[1079] ». L'opération tendanciellement totalitaire des populistes, qui prétendent qu'il existe une unité organique du peuple, ne peut émerger qu'à partir d'une « illusion métapolitique[1080] », une mythologie fantasmatique du peuple qui postulerait par ailleurs sa réalité autant sociologique que prépolitique. « Pourtant, écrit-il, il est absolument impossible d'attester, de façon empiriquement vérifiable, de l'existence d'un peuple *prépolitique*, d'un peuple existentiel dans l'acception schmittienne du terme, c'est-à-dire d'un peuple existant à l'écart des institutions[1081] ». En critique féroce du sulfureux Carl Schmitt[1082], Müller refuse par ailleurs toute opposition entre libéralisme et démocratie, reprise tant par la populiste de gauche Chantal Mouffe que le national-populiste de droite radicale Viktor Orbán[1083].

6.2.4 Un cadre politique formel de référence : la démocratie procédurale

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce qui nous semble représenter les insuffisances de cette critique, qui réaffirme cependant avec justesse des éléments fondamentaux du libéralisme démocratique. Mais pour l'instant, considérons la seconde influence majeure de la critique libérale-institutionnaliste du populisme, qui se trouve dans les travaux de

[1076] M. Gauchet, *À l'épreuve des totalitarismes*, Paris, Gallimard, 2017.
[1077] C. Lefort, *Essais sur le politique, op. cit.,* p. 301.
[1078] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 156.
[1079] C. Lefort, « La question de la démocratie », dans C. Lefort, *Essais sur le politique*, *op. cit*., p. 28.
[1080] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 70.
[1081] *Ibid*. Souligné par l'auteur.
[1082] Le politologue consacre effectivement un ouvrage critique sur Schmitt, traduit en français en 2007. J.-W. Müller, *Carl Schmitt, un esprit dangereux*, Paris, Armand Colin, 2007.
[1083] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 17.

Jürgen Habermas. En effet, le philosophe allemand, penseur contemporain majeur de la démocratie, fournit à bien des égards le cadre de référence sous-jacent pour une théorie critique du populisme fondée autour des idéaux modernes de liberté, d'égalité, d'universalisme et de raison. Dans son article liminaire « La modernité : un projet inachevé[1084] », le théoricien de l'agir communicationnel résume les bases d'une interprétation de la modernité conçue comme un processus dynamique d'universalisation de l'idéal des Lumières, qu'il s'agit d'actualiser, malgré ses insuffisances historiques et d'importants ressacs conjoncturels (romantisme, fascismes, etc.). La démocratie, qui est la forme politique de l'universalisme moderne, doit être portée par une *éthique de la discussion*[1085], fondée sur des institutions légitimées rationnellement et qui permettent la délibération, notamment pour se prémunir contre les ravages du « monde du système », produit de la domination de ce que l'École de Francfort a nommé la rationalité instrumentale. Cet idéal politique, Habermas l'a théorisé dans certains de ses écrits comme une « démocratie procédurale[1086] », appellation pourtant très administrative.

C'est à notre sens cette *conception procédurale de la démocratie* qui caractérise la critique normative du populisme chez les institutionnalistes libéraux que sont Rosanvallon et Müller. En effet, c'est à partir d'un même cadre progressiste, libéral et tendanciellement postnational que se déploie cette dénonciation des populismes, qui se révèle notamment en ce qui a trait à la question politique centrale de l'Union européenne sur le Vieux continent, figure de négation de la protestation populiste, et objet d'une défense sans compromis de la part de Jürgen Habermas, qui en est la caution intellectuelle majeure, mais aussi de Rosanvallon et Müller.

[1084] J. Habermas, « La modernité : un projet inachevé » (trad. G. Raulet), *Critique*, num. 413, pp. 950-967, 1981.
[1085] J. Habermas, *De l'éthique de la discussion*, Paris, Flammarion, 2023.
[1086] J. Habermas, *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard, 1997, p. 311.

6.2.5 Sous le populisme, le souverainisme ? Union européenne et libéralisme politique postnational

Un des points fondamentaux de la critique du populisme par Rosanvallon consiste dans la dénonciation de son idéologie « national-protectionniste », s'inscrivant en faux contre l'esprit cosmopolite de l'Union européenne. En effet, il faut comprendre selon l'historien politique que « le populisme est bien au premier chef un souverainisme[1087] ». Cette philosophie politique du populisme, héritière d'une tradition qui la déborde largement, s'affirmerait comme une idéologie sécuritaire qui voudrait protéger la nation menacée par l'immigration, constatable dans les discours des populistes identitaires européens de droite. Procès de politisation de l'économie et de « politisation de l'État[1088] », le souverainisme populiste se préciserait comme une position de repli : « Indépendance veut donc aussi dire la défense sous toutes ses formes de l'identité et de l'homogénéité. Les différentes facettes du national-protectionnisme constituent un axe majeur de la culture politique populiste[1089] ». Ainsi, cette conception fermée de la communauté politique prendrait la forme d'un refus de toute instance transnationale, comme l'UE : « Pour les populismes européens, écrit-il, la Communauté européenne apparaît comme le symbole et le laboratoire de cette confiscation perverse du pouvoir populaire et la main invisible du marché[1090] ». Müller abonde dans ce sens et se montre encore plus virulent à l'égard des populistes européens, marqué par l'« euroscepticisme[1091] ».

Plusieurs des éléments qui ressortent de ces analyses sont justes. Pour récupérer la formule de Taguieff, dans l'Europe du vingtième-et-unième siècle, sous le populisme, nous voyons renaître de ses cendres le phénix nationaliste[1092], qui prend la forme de mouvements xénophobes et réactionnaires pérennes, souvent d'extrême droite et de droite radicale, lesquels font du rejet de l'immigration leur politique et de l'islam la menace existentielle pour la « survie » des peuples nationaux[1093]. Cela dit, quoi d'autre se dégage de cette

[1087] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 170.
[1088] *Ibid*., p. 236.
[1089] *Ibid*., p. 62.
[1090] *Ibid*., p. 57.
[1091] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 139.
[1092] P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, *op. cit*.
[1093] Tellement la chose semble devenue une évidence, il apparaît inutile de les nommer à nouveau. Ce bloc national-populiste représente une force politique majeure des sociétés européennes postmodernes.

critique normative ? Rosanvallon, comme Müller, une fois la condamnation du nationalisme, du souverainisme et du populisme passée, se limitent à proposer des solutions qui auraient vocation à « dynamiser la démocratie ». Le Français propose de développer une « *démocratie interactive*, mettant en place des dispositifs permanents de consultation, d'information, de reddition des comptes entre eux », afin de « rendre présentes sur la scène publique les réalités vécues par les citoyens[1094] ». Le fait d'axer la politique sur la responsabilité des citoyens[1095] permettrait de refonder une « *démocratie d'appropriation*[1096] », fondée sur la confiance. Selon Rosanvallon, « [i]l ne s'agit donc pas tant d'exalter un peuple imaginaire que de construire une *société démocratique* fondée sur des principes acceptés de justice distributive et redistributive, une vision commune de ce que veut dire former une société des égaux[1097] ». L'Allemand, de son côté, en appelle clairement à une « Europe démocratique et non populiste[1098] », fondée sur « une confrontation sobre […] dépourvue de tout accent moral[1099] », et rappelle que « si les Européens continuent d'avancer sur la voie de l'intégration, alors il leur faut renoncer à une part de démocratie nationale au nom et au profit d'une démocratie supranationale[1100] ».

Si, encore une fois, certaines de ces propositions sont tout à fait louables, il est flagrant qu'elles échouent à égaler le niveau d'affectivité que peut générer le populisme et plus précisément le national-populisme européen, car c'est à cette figure qu'elles s'opposent. Participant à dresser une opposition binaire entre émotions populistes néfastes et froide éthique du consensus libéral, l'antipopulisme savant, sur le terrain des solutions, se dévoile comme une actualisation d'une démocratie purement procédurale habermassienne, qui n'est pas en mesure de saisir le caractère charnel des sociétés, ou tout simplement la centralité des émotions en politique. En effet, en condamnant de façon plus ou moins tacite le souverainisme, la recherche d'incarnation et la quête d'une volonté populaire comme l'expression d'un populisme exclusif rance, les politologues imaginent une démocratie pratiquement désymbolisée qui prendrait les traits de ce que Habermas appelle le

1094 P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 248.
1095 *Ibid*., p. 250.
1096 *Ibid*., p. 251.
1097 *Ibid*., p. 224.
1098 J.-W. Müller, *op. cit*., p. 154.
1099 *Ibid*., p. 155.
1100 *Ibid*., p. 160.

« patriotisme constitutionnel[1101] », projet postnational à même de relever les défis que pose la globalisation contemporaine. Dépassant les dimensions archaïques qui logeaient encore dans l'État-nation, cette société constitutionnaliste serait l'achèvement du « projet républicain[1102] » et actualiserait l'idéal moderne de démocratie en émancipant le politique de déterminations culturelles. L'Union européenne représenterait un pilier pour cette mutation vers une constellation postnationale[1103]. Il est question de former un « nouveau type d'intégration sociale, fondée sur une solidarité cosmopolitique[1104] ».

Comme l'écrit F. G. Dufour à propos du patriotisme constitutionnel, la perspective habermassienne « entend aménager la vie politique, non pas autour d'une communauté nationale partageant un héritage ethnique ou culturel, mais autour d'une communauté de citoyens dont les normes qui les assemblent puisent leur seule légitimité dans les procédures de la délibération publique[1105] ». Ces normes sont juridiques, et participent à dépasser l'idée de peuple prépolitique, décriée par les antipopulistes :

> Au fond, soutient le philosophe, l'argument selon lequel il n'existe pas de peuple européen, et donc pas nous plus de pouvoir constituant, ne devient une objection de principe qu'en vertu d'une certaine acception du mot « peuple ». Le pronostic selon lequel un peuple européen ne saurait advenir ne serait convaincant que si la solidarité virtuelle du « peuple » dépendait effectivement de la confiance prépolitique qui règne dans une communauté historique, dont les compatriotes hériteraient pour ainsi dire par le biais de leur socialisation[1106].

Les identités communautaires s'accommodent mal de l'universalisme et la nation, si elle représente aussi une construction juridique, tend dangereusement vers une « naturalité imaginaire[1107] ». De même pour la socialisation disciplinaire qu'elle exige :

> Les exemples du service militaire obligatoire, de l'assujettissement à l'impôt et de la scolarité obligatoire donnent à l'État démocratique l'image d'une autorité qui, en premier lieu, impose certaines obligations et exige des sujets qui relèvent de son autorité de faire certains sacrifices. Or, une telle image s'accorde mal avec la culture

[1101] J. Habermas*, Après l'État-nation*, Paris, Fayard, 2000.
[1102] Voir J. Habermas, *L'intégration républicaine*, Paris, Fayard, 2014.
[1103] J. Habermas, *La constitution de l'Europe*, Paris, Gallimard, 2012.
[1104] J. Habermas, *Après l'État-nation*, *op. cit*., p. 40.
[1105] F.-G. Dufour, *Patriotisme constitutionnel et nationalisme*, Montréal, Liber, 2001, pp. 11-12.
[1106] J. Habermas, *Après l'État-nation*, *op. cit*., p. 110.
[1107] *Ibid*., p. 111.

> des Lumières, dont le cœur normatif consiste à abolir toute morale en vertu de laquelle un quelconque sacrifice serait publiquement exigé[1108].

6.2.6 La démocratie sans peuple ?

Müller, inspiré par Habermas, a consacré un ouvrage complet au concept de patriotisme constitutionnel[1109], fournissant une grille de lecture pour comprendre la nature théorique de son opposition politique au populisme. Rosanvallon critique la tentation populiste à incarner le peuple, de même qu'à politiser des entités comme l'économie et l'État. Mais que supposent ces positions ? Que le marché représente une entité apolitique sur laquelle il est préférable de ne pas intervenir ? Que l'État incarne une pure neutralité ? Ces postulats apparaissent plus intéressants que la critique légitime des abus qu'elles pointent (par exemple la politisation des fonctionnaires et ce qu'il nomme à juste titre la métaphysique de la souveraineté). Quelle normalité le « populisme » vient-il chambouler ? Selon Tarragoni,

> Dans la mise au ban des populistes, la démocratie fonctionne donc comme une valeur étalon. Mais quelle démocratie ? Celle que le populisme met en péril est décrite d'emblée comme un hybride de raison néo-libérale et de gouvernance, et renvoie à l'anthropologie de l'électeur rationnel. La politique démocratique se réduisant à l'élection, son sujet se découvre libre en choisissant une des options électorales sur le marché politique, en faisant jouer l'intérêt contre la passion, tout en veillant à ne pas « déstabiliser le système ». En aiguisant les passions et en flattant les instincts d'un électeur qui en vient à abhorrer l'intérêt au profit de son appartenance – réelle ou rêvée – au peuple, le populisme met par conséquent en péril la gouvernabilité et doit forcément être illibéral[1110].

On comprend alors que le populisme désigne surtout l'ennemi d'une démocratie qui se limite au libéralisme. Or, le libéralisme ne peut pourtant se soutenir sur lui-même, sinon la société ne serait qu'une collection d'individus atomisés, impossibles à mettre en relation les uns avec les autres.

Selon notre point de vue, le trait fondamental de l'antipopulisme savant, qui tend par ailleurs à être partagé par ses contradicteurs de gauche (populistes de gauche et

---

[1108] *Ibid*., p. 110-111.
[1109] J.-W. Müller, *Constitutional Patriotism*, Princeton, Princeton University Press, 2007.
[1110] F. Tarragoni, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *op. cit*., p. 58.

ranciériens), loge dans ce que nous avons appelé l'ontologie nominaliste du peuple. Au pire introuvable, au mieux une construction précaire, le peuple ou plutôt les peuples représentent les grands absents de ces discussions, hormis pour classer immédiatement comme « populiste » qui s'en réclame. Or, quelle société politique, quelle démocratie peut subsister sans un sujet, un *demos* qui s'autoconstitue, certes, mais qui se voit également institué ? Évidemment, une posture qui stipulera explicitement que l'idéal contemporain devrait se limiter à une *démocratie sans « demos »*, comme le souhaite la philosophe Catherine Colliot-Thélène[1111], sera condamnée à considérer comme « populiste » toute mise de l'avant d'un sujet politique.

Tel que l'avait souligné avec aplomb le philosophe holiste Vincent Descombes, la conception procédurale de la démocratie de Habermas, qu'il qualifie de « nouveau contrat social », ne peut se soutenir anthropologiquement, représentant une « pure nomocratie[1112] », l'expression d'une théorie dans laquelle « la notion de gouvernement brille par son absence[1113] ». Contre la souveraineté (car produit de la « décision », pour utiliser le vocabulaire schmittien honni), le pouvoir comme lieu vide aurait-il vocation à être rempli sans tomber dans le populisme ?

Derechef, le libéralisme antipopuliste, même institutionnaliste, propose ainsi une lecture essentiellement juridique et abstraite de la démocratie. Comme l'écrit encore Descombes à propos de la pensée politique habermassienne, « la définition de la démocratie comme pure démocratie procédurale revient en fait à dire qu'une société doit cesser d'être une société (au sens durkheimien) si elle veut devenir une démocratie[1114] ». Or, Cornelius Castoriadis rappelait qu'il est fondamental de distinguer la démocratie comme *régime* et comme *procédure*. Le procéduralisme réduit les sujets individuels (pourtant sacralisés) à de simples « atomes humains », comme de « purs entendements juridiques[1115] », ce qui s'avère en réalité une véritable fiction. La démocratie, quand elle est comprise comme régime et comme *forme de société*, comporte une culture politique propre, préparant les

[1111] C. Colliot-Thélène, *La démocratie sans « demos »*, Paris, PUF, 2011.
[1112] V. Descombes, « Le contrat social de Jürgen Habermas », *Le Débat,* 1999/2, num. 104, pp. 35-56, p. 54.
[1113] *Ibid*.
[1114] V. Descombes, « Le contrat social de Jurgen Habermas », *op. cit*., p. 52.
[1115] C. Castoriadis, « La démocratie comme procédure et comme régime », dans C. Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance – Les Carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Seuil, 1996 p. 281.

individus aux impératifs de la citoyenneté et les intégrant dans le monde commun. Comme l'écrit le philosophe franco-grec, « [i]l ne peut y avoir de société démocratique sans *paideia* démocratique[1116] », c'est-à-dire sans éducation permettant d'enraciner réellement le sujet dans la communauté où il sera amené à faire l'exercice de son pouvoir. C'est tout ce qu'affirmait déjà Durkheim dans *L'éducation morale*[1117], pour qui la discipline instaurée par l'école républicaine a notamment comme fin d'apprendre à l'enfant « [qu']agir moralement, c'est agir en vue d'un intérêt collectif[1118] ». Cela n'est pas donné immédiatement, et demande une socialisation qui passe par l'étude de l'histoire, de la science, de la logique et des lois de la raison, afin de former un véritable citoyen critique et autonome, à même d'investir la discussion publique.

L'éducation, qui inscrit dans la société, représente donc la condition prépolitique de formation d'un peuple, pour peu qu'on le considère comme une communauté de citoyens. De même pour le partage d'un imaginaire collectif, de références communes, de mœurs, d'une histoire collective, d'un destin (national ?). « Il est illusoire de penser, écrit Fernand Dumont, que les citoyens peuvent être rassemblés uniquement par le truchement de partis et de systèmes administratifs. Si les citoyens ne partagent pas une foi commune dans les valeurs de leur société, s'ils ne forment pas une communauté politique, la vie politique devient impossible[1119] ». Ce sont des questions que ne se pose pas l'antipopulisme savant, imaginant une démocratie hors sol, une « démocratie sans société[1120] ».

Conclusion

Dans ce long chapitre, nous avons tenté de brosser un portrait idéaltypique de la science politique antipopuliste, en posant le regard sur ce type spécifique de discours. D'abord en constatant la prolificité de la littérature politologique sur le sujet depuis les années 1990,

---

1116 *Ibid*.
1117 Tout en reconnaissant, évidemment, que ces thèmes sont déjà omniprésents dans la pensée antique grecque (le terme de *paideia* y renvoie explicitement), source à laquelle s'abreuvent autant Durkheim que Castoriadis.
1118 É. Durkheim, *L'Éducation morale*, *op. cit*., p. 74.
1119 F. Dumont*, Un témoin de l'homme* [Entretiens] Montréal, l'Hexagone, 2000, p. 226.
1120 S. Vibert, « Une démocratie sans société ? », *Sociologie et Sociétés*, XLIV (1), 2012, pp.121-142.

puis en faisant ressortir plusieurs des mots-clés d'un champ sémantique marqué négativement, donnant au terme de populisme le sceau officieux d'une menace rongeant de l'intérieur les démocraties libérales. En l'associant génériquement à la démagogie et aux passions tristes, mais aussi aux manifestations isolationnistes, xénophobes et autoritaires d'une certaine extrême droite européenne agissant comme vecteur de réintroduction du terme, cette façon de cadrer polémiquement le populisme demandait un examen plus approfondi, à distance minimale des fièvres de l'idéologie. Ainsi, en nous interrogeant sur les spécificités de ce que Tarragoni a appelé la « populologie », soit la science politique spécialisée (jusqu'au monopole) dans l'étude du phénomène, nous avons été amenés à considérer le sens implicite de ces perspectives normatives, qui tendent parfois à se poser comme les gardiennes d'une « bonne démocratie ». Afin d'illustrer le contenu lui-même idéologique de la politologie antipopuliste, nous avons choisi de nous focaliser sur les textes de deux théoriciens politiques importants, Jan-Werner Müller et Pierre Rosanvallon, ayant tous les deux publié un ouvrage de référence sur le populisme dans le courant des années 2010. Ces travaux d'envergure, qui ne se limitent pas à l'essayisme pamphlétaire, nous ont permis de brosser un idéaltype de l'antipopulisme que nous avons qualifié d'institutionnalisme libéral. Cette lunette critique posée sur le populisme amenait les chercheurs à dénoncer, globalement, le danger que le populisme (qui représente en fait le national-populisme) ferait porter aux institutions de la liberté démocratique, c'est-à-dire au cadre juridique garant du droit des minorités et de la neutralité de l'État de droit.

Une fois cette radiographie effectuée de l'antipopulisme dit savant, nous nous sommes attelés, dans une seconde partie, à réaliser une critique de ce qui nous apparaissait comme les impasses de l'institutionnalisme libéral. S'il considérait avec raison les médiations qui donnent corps au régime représentatif, une dimension de sa critique du populisme pouvait effectivement être interprétée comme une certaine peur élitiste de la démocratie. C'est en cela que la mobilisation de la critique ranciérienne de l'antipopulisme permettait de porter un éclairage différent sur la nature de ce type de discours. Cela dit, la perspective ranciérienne laissait intacte l'anthropologie politique qui préside au discours antipopuliste, échouant selon nous à en déterrer les racines profondes. C'est effectivement en s'intéressant plus particulièrement à la thèse rosanvallienne *du peuple introuvable de la*

démocratie moderne, consécration d'une lecture libérale de Claude Lefort[1121], qu'il devient possible d'identifier l'antipopulisme savant comme un nominalisme ontologique, refusant toute conception totalisante de la forme-peuple, agissant pourtant comme le fondement de la légitimité démocratique. Une fois cette posture dégagée, il apparaissait évident que toute mise de l'avant d'une sorte d'unité populaire, symbolique et politique, prendrait nécessairement la forme d'une négation de la nature neutre et plurielle du libéralisme démocratique. C'est encore ainsi que se dégageait toute la cohérence d'une science politique libérale qui, dans la plupart de ses engagements politiques, s'acharne à combattre le « holisme » des national-souverainismes au bénéfice d'une conception cosmopolitique – et donc universaliste abstraite – de l'être-ensemble, jusqu'à nier la nécessité pour toute démocratie de s'appuyer sur un sujet politique, qui avait fondé la légitimité de son *demos*, durant la modernité historique, dans la communauté nationale.

[1121] Même si son caractère libéral est récusé par Rosanvallon, qui considère dépasser la « critique libérale du populisme ». P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 21.

CHAPITRE 7

DÉFIANCE CONTRE L'« OLIGARCHIE », CONSPIRATIONNISME ET CRISE DE LA LÉGITIMITÉ POLITIQUE :

LA QUESTION NÉO-POPULISTE DES ÉLITES À L'ÈRE DE LA GLOBALISATION

L'histoire en cours est celle de la lutte de l'oligarchie pour le pouvoir absolu.

Jean-Luc Mélenchon, *L'ère du peuple*.

Introduction

Nous savons que l'un des traits distinctifs du populisme réside dans sa protestation contre les élites. Or, c'est précisément cette dimension qui marque ce qu'on a nommé le *moment populiste*, où le clivage traditionnel droite/gauche de la modernité politique se substitue à celui opposant, sur un axe vertical, « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas ».

Dans ce chapitre, il s'agira de réaliser une radiographie de cette nouvelle question populiste des « élites » à l'ère de la globalisation néolibérale. Pour ce faire, nous tenterons d'abord d'expliciter les caractéristiques idéologiques de ce discours antiélitiste, passant selon notre perspective d'une critique de gauche de l'oligarchie à une consolidation nationaliste de la dénonciation des « élites mondialistes », trouvant son foyer naturel du côté de populismes identitaires. Cette rhétorique, campée surtout à droite, tend à mobiliser une mythologie conspirationniste pour expliquer cette domination « mondiale ». C'est ce qui se constatera dans la mobilisation récurrente de mythes postmodernes comme « QAnon » aux États-Unis ou du récit du « Grand remplacement » en Europe, participant à donner un caractère diabolique aux dirigeants politiques.

Au-delà de ces discours outranciers, il apparaît à notre sens pertinent de s'intéresser, à rebours des idées reçues, à la thèse de la « sécession des élites », d'abord avancée, il y a plusieurs décennies aux États-Unis, par l'historien Christopher Lasch. En l'ancrant dans le cadre de référence de la globalisation libérale, nous pourrons constater la postérité de cette analyse chez un nombre important d'auteurs (Bauman, Guilluy, Frank, Fourquet, Supiot,

Krastev, etc.), qui rendraient compte d'un clivage profond se dessinant entre l'univers de représentation d'élites politiques et économiques attachées à un certain cosmopolitisme prôné par la séquence actuelle du néolibéralisme, et des populations nationales des classes moyennes et ouvrières en voie de déclassement. Une fois cette hypothèse présentée, il sera possible de l'articuler à l'analyse du journaliste britannique David Goodhart sur la fracture mondiale entre les *Anywheres* et les *Somewheres*, soit l'expression typologique d'une opposition géoculturelle et idéologique entre les tenants d'une société mondiale ouverte et les partisans d'une protection nationaliste, à l'ère de l'épuisement de l'idéal libéral post-Chute du Mur de Berlin.

Afin de mieux prendre la mesure de cette interprétation des lignes de fractures frappant les sociétés aux prises avec la *question populiste*, il s'avèrera important de se tourner du côté des mutations idéologiques de la gauche occidentale, qui dans le courant des années 1980 alignera ses partis traditionnels de gouvernement (Parti démocrate américain, Parti socialiste français, Labour Party britannique), se réclamant auparavant de la défense des travailleurs et des classes ouvrières, vers un néolibéralisme hyperindividualiste sapant toute représentation du « peuple ». Cette transformation donnera du grain à moudre pour une définition de la classe dominante comme « élite libérale », notamment grâce à une certaine récupération démagogique de ce vocable par une partie des droites populistes, qui saura d'ailleurs se mettre en scène comme les tenants d'une véritable posture « rebelle ».

Finalement, nous conclurons ce chapitre en posant notre regard plus largement sur la question de la défiance et de la démocratie dans le moment populiste contemporain, afin de saisir la double dynamique de la protestation contre l'élitisme en politique : la première représentant selon nous une tendance « hyperdémocratiste », refusant tendanciellement toute médiation démocratique et surplomb légal, et la seconde se posant comme une revalorisation d'une certaine éthique de la citoyenneté, principalement présente chez un populisme de gauche relativement marginal.

7.1 Retour de la dénonciation des élites

7.1.1 La « crise », dessinatrice de clivages

Tel qu'il a déjà été souligné à plusieurs reprises, les populismes émergent généralement sur fond de crise. De la démocratie libérale, des « piliers » identitaires de la société, d'un stade critique de l'économie capitaliste : les moments qui donnent naissance à la protestation soi-disant populaire sont nombreux, et peuvent d'autant plus s'articuler entre eux. Par exemple, le boulangisme prend racine dans le terreau d'une société française humiliée par la défaite contre l'Allemagne (lui cédant l'Alsace-Lorraine à la suite de la guerre de 1871) de même qu'au parlementarisme instable[1122], alors que le péronisme en Argentine s'installe au sortir de la Deuxième Guerre mondiale dans un pays profondément déstabilisé par la junte militaire instaurée à la suite du coup d'État de 1943 et dominé économiquement par une classe de propriétaires terriens déphasée par la modernisation capitaliste[1123]. Ces périodes, qui rompent avec la normalité de l'ordre quotidien, sont la base sur laquelle émergent les discours enflammés de protestation, principalement à l'égard des « élites » de la société.

Les « néo-populismes » et « national-populismes » qui prennent une place pérenne dans le champ politique mondial depuis le début des années 2010, se présentent de leur côté comme le résultat, tel que nous l'avons déjà noté dans le chapitre précédent, d'un certain nombre de périodes critiques, stimulant la grogne populaire : la crise financière de 2008, la crise migratoire de 2015, la pandémie de COVID-19. Ces différents événements, couplés avec les nombreux scandales financiers d'évasion fiscale, ou encore l'évolution générale des mœurs au sein des sociétés occidentales, incarnent plusieurs manifestations d'un capitalisme néolibéral qui s'épuise et prend la forme d'un « interrègne[1124] », et furent autant de catalyseurs de ressentiment à l'égard des classes politiques au pouvoir, nourrissant un climat de défiance populiste inédit à l'ère de la globalisation postmoderne. Comme le rappelle l'économiste Dominique Plihon, « l'ouverture des frontières, qui s'est accélérée à

[1122] B. Joly, *Les origines du populisme*, *op. cit*.,
[1123] Voir F. Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, *op. cit*.
[1124] W. Streeck, *Du temps acheté,* Paris, Gallimard, 2018.

la fin du siècle dernier sous l'effet des politiques néolibérales, constitue la toile de fond de l'idéologie populiste[1125] ».

Cette dynamique de crise, qui en provoque également une autre sur le bien-fondé des représentations à l'égard de la globalisation libérale, nourrit donc un discours populiste amené à se former en bloc hétérogène en Occident et dans plusieurs parties du globe, ayant la spécificité de ramener à l'ordre du jour la dénonciation d'une *oligarchie* au pouvoir, politique, culturelle et financière, qui accaparerait toutes les richesses au détriment des peuples. Autant présente dans la critique altermondialiste contemporaine, héritière du discours polémique marxiste, que chez les extrêmes droites européennes de mieux en mieux installées ou dans l'ensemble des souverainismes qui pullulent dans le monde, la protestation contre les élites de la globalisation s'est affirmée comme un des lieux communs politiques du début des années 2000. Elle est la manifestation la plus éloquente d'une généralisation d'un certain discours populiste dans la sphère publique, qui participera à alimenter une nouvelle ère de la « polarisation » (des « guerres culturelles »), terme de plus en plus investi afin de décrire l'actualité politique dans les sociétés occidentales.

Ainsi, un certain climat d'insatisfaction (si ce n'est pas tout simplement de colère et de frustration) aurait servi de terreau à l'expression de cette grogne antisystème. Le court essai de l'ancien résistant et ambassadeur de France Stéphane Hessel, *Indignez-vous!*, devient un best-seller en 2010 et sera traduit dans plus d'une trentaine de langues[1126]. Appel à l'engagement moral et politique contre les inégalités sociales, la financiarisation et la guerre menée à l'égard des habitants de la bande de Gaza, ce petit livre agit comme symbole d'un certain air du temps[1127]. En effet, comme nous le notions plus haut, les sociétés de l'après crise économique de 2008 s'avèrent traversées par des inégalités socioéconomiques contrastant radicalement avec l'optimisme du discours libéral et développementiste des années 1990. La frustration vis-à-vis des effets de la globalisation se généralise et produit un climat propice à l'émergence de forces « antisystème ».

[1125] D. Plihon, « Les effets délétères de la crise économique et des politiques d'austérité », dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, *op. cit*., p. 49-50.
[1126] *Les Échos*, « *Indignez-vous!* : la pépite d'Indigène éditions », décembre 2010, [en ligne] https://www.lesechos.fr/2010/12/indignez-vous-la-pepite-dindigene-editions-437617.
[1127] S. Hessel, *Indignez-vous!*, Paris, Indigène, 2010.

7.1.2 Retour en force de la figure de l'« oligarchie » dans les années 2000-2010

Comme nous venons de le mentionner, l'éclatement de la bulle financière en 2008, ayant frappé l'ensemble des sociétés globalisées, fut un moment important dans la généralisation d'un nouveau discours génériquement populiste au sein de l'espace publico-médiatique. En effet, si la rhétorique populiste se caractérise minimalement par le renvoi à la vertu d'un « peuple », c'est parce que celle-ci s'oppose à une (mauvaise) « élite ». Or, la critique de « l'oligarchie », afin de désigner un groupe de personnes en haut de la pyramide sociale, a repris de la vigueur dans cette conjoncture socioéconomique.

La mise en lumière de la teneur des inégalités profondes qui marquent le néolibéralisme contemporain, grâce à l'ouvrage-phare et best-seller de l'économiste à succès Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*[1128], participe d'un certain désenchantement collectif à l'égard des promesses de la « société ouverte », posée comme horizon indépassable de la modernité. L'économiste, un néo-keynésien modéré avouant ne jamais avoir pris le temps de véritablement lire Marx[1129], deviendra un temps une égérie de la gauche radicale et participera, dans le courant de la crise et des différents mouvements néolibéraux d'austérité, à repopulariser le penseur socialiste allemand[1130].

C'est dans ce contexte d'une certaine revitalisation de la gauche politique qu'émergera le mouvement *Occupy Wall Street*, se voulant une critique contre la domination du capitalisme financier sur les économies du plus grand nombre. En effet, ce mouvement social s'affirme en 2011 comme l'événement le plus emblématique des mobilisations altermondialistes et démocrates radicales, prenant une dimension internationale. Inspiré par le *Printemps arabe*, qui viendra à bout du gouvernement dictatorial de Hosni Mubarak en Égypte grâce à l'occupation de la place Tahrir au Caire (menant à la Révolution égyptienne[1131]), *Occupy* s'attaque symboliquement au pilier du capitalisme mondial en assiégeant le district financier de Lower Manhattan à New York. Mobilisant un slogan

[1128] T. Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.
[1129] G. Wilgos, « Entretien avec Alain Bihr et Michel Husson : "Pour Piketty, les inégalités sociales sont inévitables" », *Marianne*, 20/10/2020, [en ligne], https://www.marianne.net/economie/alain-bihr-et-michel-husson-pour-piketty-les-inegalites-sociales-sont-inevitables
[1130] À ce sujet, voir le documentaire de Jason Barker *Marx Reloaded*, qui examine avec plusieurs spécialistes l'actualité de la pensée marxienne à la suite de la crise économique de 2008.
[1131] C. Guibal et T. Salaün, *L'Égypte de Tahrir*, Paris, Seuil, 2011.

unificateur, les militants proclament « *We are the 99%!* » (slogan dont la paternité est attribuée à l'anthropologue et militant anticapitaliste David Graeber[1132]), contre une oligarchie financière composée du fameux « 1% », qui représente les plus grands détenteurs de la richesse mondiale (Jeff Bezos, Bill Gates, Bernard Arnault, etc.)[1133]. Se développant un peu partout dans le monde[1134] (il permettra notamment de donner naissance aux *Indignados* en Espagne), ce mouvement d'occupation qui, tel que le souligne Graeber, puise dans les traditions anarchistes et altermondialistes[1135], représente un palier fondamental dans la formation du moment populiste. En effet, ses références rappellent celles des populistes états-uniens des origines, établissant « *The People's Library* » dans les parcs de New York[1136] et dénonçant avec véhémence le détournement du pouvoir politique par Wall Street[1137]. Résolument à gauche du point de vue idéologique, *Occupy* propose également une critique radicale de la représentation politique et investit l'imaginaire et les pratiques de la démocratie directe, en favorisant les assemblées publiques et en cultivant un idéal civique (nous y reviendrons). Mais la force de ce populisme protestataire réside, comme nous l'avons dit, dans sa dénonciation de l'oligarchie économique, suivant un registre moral qui déplore le pouvoir des élites financières prédatrices. Sur fond de sentiment d'injustice sociale, la critique de l'enrichissement de « ceux d'en haut » au détriment de l'appauvrissement de « ceux d'en bas » donne une totalité plébéienne évidente au mouvement, qui n'investit cependant pas complètement un discours de classe, suivant les perspectives marxistes. Le caractère ploutocratique du capitalisme est dénoncé, notamment à travers ceux qui le porteraient, c'est-à-dire les spéculateurs, sans que la chose n'embraye sur une radicalisation de la contestation des dominations classistes. Le milliardaire Warren Buffett, dans une citation

---

1132 D. Graeber, *Comme si nous étions déjà libres*, Montréal, Lux, 2014.

1133 *Oxfam France*, « Inégalités : pourquoi les 1% les plus riches du monde sont un problème selon Oxfam », 8 octobre 2021, [en ligne] https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/les-1-pourcent-les-plus-riches/#:~:text=Jeff%20Bezos%2C%20l'homme%20le,%C3%A9tait%20avant%20la%20pand%C3%A9mie%20de.

1134 C. Emeran, « Occupy, un mouvement social au XXIe siècle », *Cités*, 2013/2 num. 54, [en ligne], https://shs.cairn.info/revue-cites-2013-2-page-101?lang=fr.

1135 D. Graeber, *Comme si nous étions déjà libres*, *op. cit*.

1136 W. Scott, « The People's Library of Occupy Wall Street Lives On », *The Nation*, 22/11/2011, [en ligne] https://www.thenation.com/article/archive/peoples-library-occupy-wall-street-lives/.

1137 Thème central de la critique du People's Party dans les États-Unis de la fin du XIXe siècle. Voir M. Kazin, *The Populist Persuasion*, *op. cit*. et L. Goodwin, *The Democratic Promise*, *op. cit*.

célèbre qui marquera le climat de l'époque, disait pourtant quelques années plus tôt que la « lutte des classes existe », et que c'est celle des riches (la sienne), qui est en train de la gagner[1138]. Le point d'identification de l'oligarchie réside surtout dans l'existence (réelle) d'organisations et de sommets tels la commission Trilatérale, le groupe Bilderberg ou le Forum économique de Davos[1139], qui réunissent des banquiers, PDG, chefs d'État et économistes dans une atmosphère opaque, partageant généralement des positions favorables (c'est un euphémisme) à la globalisation néolibérale. Ce type d'événement participe à nourrir, à l'intérieur de la contestation du capitalisme, diverses théories du complot[1140].

7.1.3 Le moment « de gauche » du populisme

Les années 2010-2014 représentent donc, comme le souligne la politiste Donatella Della Porta, une période phare pour les manifestations « anti-austérité » dans le « néolibéralisme tardif »[1141]. Cette conjoncture canalisant bon nombre de frustrations à l'égard des élites apparaît, selon certains, comme un moment opportun pour diriger ces affects vers un programme dit de gauche. En effet, si la rhétorique populiste s'avère particulièrement élastique, à partir du moment où elle oppose sur un axe vertical « ceux d'en haut » à « ceux d'en bas », il s'agit pour les stratèges du populisme de gauche de profiter d'un *kairos* protestataire contre l'oligarchie pour établir un mouvement critique des dominations, et donc de tenir bon vis-à-vis les tentatives de captation de ces frustrations par les diverses extrêmes droites. Le climat « anti-mondialiste » qui marque les sociétés à la suite de la crise financière et l'émergence du mouvement *Occupy* représente ainsi, selon la théoricienne Chantal Mouffe le moment opportun pour opérer une translation vers le populisme de gauche[1142], dans l'objectif de « construire un peuple » contre les tenants du

---

1138 *L'Humanité*, « C'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner », 5/10/2012, [en ligne] https://www.humanite.fr/politique/bernard-arnault/cest-ma-classe-la-classe-des-riches-qui-mene-cette-guerre-et-qui-est-en-train-de-la-gagner.

1139 Hervé Kempf en fait un élément important dans son identification de l'oligarchie contemporaine. H. Kempf, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie!*, Paris, 2011, p. 37.

1140 Voir P.-A. Taguieff, *L'imaginaire du complot mondial*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

1141 D. Della Porta, « Politique progressiste et politique régressive dans le néolibéralisme tardif », dans H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, *op. cit*., p. 243.

1142 C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*., p. 34.

pouvoir, suivant une optique de justice sociale. Dans ses écrits, la philosophe politique, qui exercera une influence considérable sur un parti-mouvement comme celui de Podemos en Espagne ou un temps sur la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon, mobilise à la fois la pensée de Carl Schmitt, de Gramsci, des poststructuralistes ainsi que de son mari Ernesto Laclau pour théoriser le cadre d'un détournement progressiste des émotions populaires. « Dans la lutte agonistique, souligne-t-elle dans une livre-discussion avec le numéro deux de Podemos Inigo Errejon, il s'agit d'une bataille pour l'hégémonie, et c'est ainsi que je vois l'opposition peuple/élites, qui est centrale dans ma façon de concevoir l'identité populaire de gauche[1143] ». Ce combat politique (car il s'agit pour cette perspective de revaloriser le conflit) doit réussir à produire une « hégémonie progressiste[1144] » construisant un peuple émergeant d'un ensemble de demandes démocratiques : des travailleurs, des immigrants, de la classe moyenne déclassée et des groupes LGBTQ+[1145]. Pour ce faire, il est question de créer des « chaînes d'équivalence » permettant de relier ces entités entre elles, mais précisément dans leur opposition à l'oligarchie. Comme l'écrit Ernesto Laclau dans son ouvrage phare *La raison populiste*,

> Si je parle d'une série d'abus sociaux, d'une injustice générale, et si je les attribue à l'*oligarchie*, par exemple, j'accomplis deux opérations liées entre elles : d'une part, je constitue le peuple en trouvant l'identité commune d'une série de revendications sociales dans leur opposition à l'oligarchie ; de l'autre, l'ennemi cesse d'être purement conjoncturel et acquiert des dimensions plus globales[1146].

Il s'agit donc d'assumer la catégorie d'*ennemi* (ou plutôt d'*adversaire* selon Mouffe), afin de donner de la vitalité à un mouvement à vocation populiste. Car comme l'écrit encore la théoricienne belge, il faut considérer primordialement

> l'« oligarchisation » croissante des sociétés d'Europe occidentale. Le nouveau mode de régulation du capitalisme, où le capital financier occupe une place centrale, a induit des changements au niveau politique. Avec la financiarisation de l'économie, le secteur financier a connu une formidable expansion, au détriment de l'économie productive. Et c'est ce qui explique l'explosion des inégalités à laquelle nous avons assisté ces dernières années[1147].

[1143] Chantal Mouffe dans C. Mouffe et I. Errejon, *Construire un peuple*, Paris, Cerf, 2017, p. 207.
[1144] C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*., p. 78.
[1145] *Ibid*., p. 41.
[1146] E. Laclau, *La raison populiste*, *op. cit*., p. 119.
[1147] C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*., p. 32.

Cette stratégie populiste de gauche, qui possède par ailleurs le paradoxe de valoriser le clivage oligarchie/peuple au détriment de l'opposition gauche/droite (d'où l'idée initiale du populisme comme dépassement d'un certain clivage idéologique), sera incarnée par une multitude de partis en Europe au milieu des années 2010. En effet, c'est en s'inscrivant globalement dans cette perspective qu'émergera le parti grec anti-austérité SYRIZA, refusant de se soumettre aux diktats de l'Union européenne par rapport aux mesures de remboursement de la dette publique du pays. Mené par Alexis Tsipras et le charismatique économiste d'obédience marxiste Yannis Varoufakis, ce mouvement issu de différents courants de la gauche hellène s'est basé sur une opposition qui est celle « du peuple démocratique, formé par l'expérience de l'assemblée sur la place Syntagma, à une élite traitresse rappelant la ploutocratie exécrée, en son temps, par Andreas Papandréou [une figure historique de la social-démocratie grecque][1148] ». Le caractère populiste de son discours s'incarne effectivement dans son opposition entre le petit peuple grec endetté injustement et l'oligarchie de la « *Troïka* », c'est-à-dire la Commission européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE)[1149].

C'est aussi dans ce courant anti-austérité que l'on peut ranger le parti Podemos en Espagne, produit du mouvement des *Indignados* et du 15 de Mayo, formé par des universitaires madrilènes de gauche, inspirés par les travaux d'Ernesto Laclau. En effet, cette formation a été créée par les politologues Juan Carlos Monedero, Pablo Iglesias Turrion et Inigo Errejon, tous les trois chercheurs en science politique à l'université Complutense, qui ont en commun d'avoir fait leurs classes dans différentes organisations de la gauche socialiste espagnole. Monedero fut même un temps conseiller politique auprès de Hugo Chavez au Venezuela, source d'inspiration majeure pour une certaine gauche anti-impérialiste[1150].

La stratégie politique de Podemos se veut populiste dans son style et « nationale-populaire » dans ses influences, puisées du côté des expériences de démocratisation en

[1148] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 321.
[1149] Voir notamment l'ouvrage du ministre des Finances Varoufakis sur les coulisses des discussions avec l'Union européenne. Y. Varoufakis, *Adults in the Room*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2018.
[1150] AFP, « Espagne : un des fondateurs de Podemos démissionne sur fond de divergences », *Le Monde*, 30/04/2015, [en ligne], https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/04/30/espagne-invoquant-des-tensions-au-sein-de-podemos-l-un-de-ses-fondateurs-en-demissionne_4625970_3214.html.

Amérique latine. Comme le soutient Errejon, après son arrivée en Bolivie pour un terrain dans le cadre d'une recherche de science politique,

> [j]e m'étais déjà intéressé aux phénomènes de construction nationale, à commencer par celui de la Catalogne, mais en Amérique latine, je découvre une dimension nouvelle avec le nationalisme populaire. Je suis fasciné par son caractère ambivalent, ses identifications politiques qui n'ont rien de vague et, pourtant, qui ne s'articulent pas sur l'axe gauche/droite. Son caractère populaire et sa construction[1151].

En effet, en prenant exemple sur le patriotisme plébéien des populismes latino-américains, il faut opposer à ceux que Podemos nomme la « caste » (*casta*) le « peuple d'en bas »[1152], victime des politiques néolibérales. D'ailleurs, suivant la tradition populiste propre à ces pays, les gouvernements d'Hugo Chavez au Venezuela, des néo-péronistes Cristina et Nestor Kirchner en Argentine, de Rafael Correa en Équateur ou d'Evo Morales en Bolivie s'inscrivent également dans cette vague populiste de gauche. Fournissant un modèle d'exercice du pouvoir alternatif au libéralisme atlantiste, le national-populisme sud-américain (distinct de ses manifestations occidentales) s'avère marqué par un discours protestataire qui pointe du doigt les élites du capitalisme financier et les « suppôts » de l'impérialisme américain. La figure tutélaire d'Hugo Chavez, qui deviendra président du Venezuela en 1999 après des coups d'État manqués, représente bien ce type de populisme, qui trouve sa réponse politique dans le protectionnisme « bolivarien ». Son autoritarisme certain, lorsqu'il se trouve à la tête de l'État, ne l'empêche pas de se faire pourfendeur de l'oligarchie. Comme l'écrit Olivier Folz :

> Cependant, une fois au pouvoir, Chavez n'abandonne pas son discours de rupture. Au contraire, il exploite les ressentiments populaires vis-à-vis de l'*establishment* et met en place une rhétorique manichéenne opposant « ceux d'en bas contre ceux d'en haut ». Il nous paraît cependant pertinent de souligner que, dans cette tâche, il est aidé par tous les secteurs qui composent l'opposition. Leurs incessantes et maladroites attaques lui donnent matière à alimenter la polémique. Progressivement, Chavez favorise le développement d'un fort antagonisme au sein de la société. Cette bataille rangée contre ses détracteurs à laquelle il se livre s'accompagne d'un lexique servant à les stigmatiser. Ainsi, dans cette opposition binaire, les ennemis (l'élite et les opposants) sont désignés par le pronom *eux* et une série de termes dépréciatifs, tels que : *traîtres*, *oligarques*, *contre-révolutionnaires*, *corrompus* ou encore *mauviettes*. En revanche, les amis (le peuple et les

[1151] I. Errejon dans C. Mouffe et I. Errejon, *Construire un peuple*, *op. cit*., p. 130.
[1152] *Ibid*., p. 163.

> sympathisants) sont définis par le pronom nous, ainsi que par des vocables valorisants, comme : *sauveurs de la patrie*, *bolivariens*, *patriotes*, *le brave peuple* et *le glorieux et noble peuple de Simon Bolivar*[1153].

Afin de qualifier la montée des populismes d'inspiration progressiste en Europe, Errejon ainsi que le politologue Tarragoni parlent d'une « latino-américanisation » du continent[1154], surtout dans sa portion méridionale. Pour compléter (de façon non exhaustive) le portrait, on soulignera l'émergence en Italie d'un populisme de type protestataire, mené par le charismatique (et populaire) humoriste Beppe Grillo. En effet, le comique fonde autour de sa personne le Mouvement 5 étoiles, développant un populisme digital, qui propose une alchimie entre leadership charismatique et radicalisation de la démocratie.

Par ailleurs, la consolidation de Jean-Luc Mélenchon comme force de gauche radicale en France, malgré les contestations au sein de son propre camp, participe d'une stratégie populiste de gauche un temps mobilisée et assumée. Si La France Insoumise des années 2020 s'est recadrée primordialement dans une perspective d'unification des gauches, dont le fait de puiser dans une rhétorique cosmopolitique de « créolisation du peuple » marque un retour idéologique vers un progressisme plus « classique », sa mouture de la deuxième moitié de la décennie 2010 se trouve marquée par le populisme, tel que l'analyse le sociologue Manuel Cervera-Marzal[1155].

Orateur de talent, à la verve trempée dans une certaine sauce plébéienne, Mélenchon s'est souvent mis en scène comme un tribun du peuple, s'inscrivant esthétiquement dans l'imaginaire révolutionnaire français, s'étant longtemps réclamé du robespierrisme. Lecteur de Laclau et Mouffe, l'homme politique souligne dans *L'ère du peuple* qu'il « partage complètement leur vision d'une auto-construction subjective du peuple[1156] ». En 2010, en réponse aux fréquentes accusations de « populisme » à son égard, il affirme qu'il assume cette étiquette[1157]. Dans un livre de la même année, intitulé explicitement *Qu'ils*

1153 O. Folz, « Hugo Chavez : le renouveau du populisme vénézuélien ? », *Amnis*, 2005/5, [en ligne] https://journals.openedition.org/amnis/988?lang=en.
1154 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*.
1155 M. Cervera-Marzal, *Le populisme de gauche*, Paris, La Découverte, 2021.
1156 J.-L. Mélenchon, *L'ère du peuple*, Paris, Fayard, 2014, p. 145.
1157 S. Zappi, «"Populiste, j'assume !", lance Jean-Luc Mélenchon, en campagne pour tenter d'imposer sa candidature en 2012 », *Le Monde*, 1/10/2010, [en ligne] https://www.lemonde.fr/politique/article/2010/10/01/populiste-j-assume-lance-jean-luc-melenchon-en-campagne-pour-tenter-d-imposer-sa-candidature-en-2012_1418826_823448.html

s'en aillent tous, Mélenchon dénonce avec violence toute la classe dirigeante française, une « oligarchie » et une « monarchie présidentielle » qui mangerait la laine sur le dos du petit peuple[1158].

Ces différents types de populismes, à la fois patriotiques, progressistes sur plusieurs aspects et plébéiens, possèdent en commun le fait de proposer une critique de l'élite financière, des diverses puissances politiques de l'ordre néolibéral global qui serait relayé dans les différentes organisations transnationales (OTAN, Sommets du G7, G8, G20, parfois l'Union européenne, etc.), mais aussi de celles à la tête d'un régime représentatif considéré comme anti-démocratique et corrompu. Nous reviendrons sur cette question pour conclure ce chapitre.

7.1.4 Contre les « élites mondialistes » ? L'ennemi « d'en haut » du national-populisme

Le cadrage populiste de la critique de l'oligarchie financière laissera la place à son « remplissage » par un certain nombre d'idéologies, notamment nationalistes. L'élite comme entité homogène désignée par la rhétorique populiste contemporaine peut prendre des traits variables : nous avons évoqué celle des financiers, qui nourrit une certaine mythologie de la (mauvaise) domination capitaliste. Mais la figure du « technocrate » ou du « bureaucrate » remplit également cette fonction en temps de crise de légitimité démocratique, soit pour critiquer une instance transnationale comme l'Union européenne, ou encore pour pointer du doigt l'inefficacité d'une structure étatique qui, suivant les perspectives du populisme néolibéral, ferait vivre une armée inutile de fonctionnaires.

Mais le point le plus saillant du discours national-populiste contemporain, quand il s'incarne à droite et à l'extrême droite, semble être la dénonciation du caractère soi-disant « mondialiste » de cette élite. En effet, c'est souvent en recourant à ce vocable que le populisme (et plus précisément dans sa nouvelle variante nationaliste) identifie son ennemi politique. Sur ce thème, la figure tutélaire d'un national-populisme d'extrême droite que représente Jean-Marie Le Pen agit comme un véritable modèle idéologique. Lors d'un

[1158] J.-L. Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous!*, Paris, Flammarion, 2010.

discours dans le cadre du 11e congrès du Front national à Paris le 30 avril 2000, le tribun fustige le « nouvel ordre mondial » et le « déséquilibre démographique » qu'il génère, instauré par les élites :

> Au-delà des conséquences sociales et économiques dramatiques pour les forces vives de la Nation et dont je parlerai demain dans mon discours du 1er mai, le mondialisme, véritable idéologie érigée au rang de divinité par les élites modernes, est un danger beaucoup plus redoutable pour nos Nations, nos peuples et nos cultures.
>
> Cette fin de millénaire et ce début de siècle sont marqués par une accélération. En tentant de s'approprier en premier lieu les esprits, c'est-à-dire en isolant l'homme de son milieu et de son histoire, le mondialisme tente de construire son nouveau monde, sans âme et sans mémoire, en un mot, totalitaire.
>
> Contrairement au communisme qui faisait mine de prendre le pouvoir par le bas, par le peuple des travailleurs, le mondialisme entend bien le confisquer par le haut, avec la tribu des penseurs. En façonnant les élites et en ralliant les entités économiques, sociales, politiques ou religieuses, les mondialistes diffusent un venin idéologique faussement universaliste qui neutralise les défenses immunitaires naturelles des Nations, pour mieux asservir les peuples[1159].

Projet diabolique, le mondialisme s'avèrerait un plan organisé par une « oligarchie mondiale ».

> Le poison idéologique qu'il diffuse, poursuit-il, n'a qu'un seul objectif, déculturer l'être humain, le multiplier à l'identique et le rendre interchangeable pour réduire les oppositions.
>
> Cette déculturation passe d'abord par le déracinement car en soustrayant l'homme à son besoin vital d'appartenance à un groupe, une culture, une histoire, des traditions, des paysages, un climat, ensemble d'éléments fondateurs de son identité, il compte en faire son fidèle sujet.
>
> Le mondialisme a, pour asseoir sa domination, mission d'effacer les traces de son patrimoine ancien. En ce sens il rejoint la finalité de l'internationale communiste qui prétendait faire du passé, table rase. Fils de la Révolution française le mondialisme est une nouvelle tentative d'asservissement de l'humanité[1160].

[1159] J.-M. Le Pen, « Déclaration de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national pour l'unité française, sur le "nouvel ordre mondial", la mondialisation économique et culturelle, son opposition à la construction européenne, le déséquilibre démographique Nord-Sud et l'avenir du Front national, Paris, le 30 avril 2000. », *Vie Publique*, « Collection des discours publics », [en ligne] https://www.vie-publique.fr/discours/139572-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-pour-l

[1160] *Ibid*.

Dans son livre-programme, *Pour que vive la France*, Marine Le Pen marche dans les pas de son père (qu'elle reniera jusqu'à l'exclure du parti qu'il a lui-même fondé dans le cadre de la stratégie politique qui fut nommée la « dédiabolisation » du Front national) pour tirer à boulets rouges sur ceux qu'elle considère être les tenants du « projet mondialiste[1161] », tout en tentant d'éviter de suggérer, avec prudence, qu'il s'agit d'un complot savamment fomenté contre le peuple.

Viktor Orbán, quant à lui, défend également l'idée selon laquelle « l'élite mondialiste nous [les nationalistes] déteste parce que nous défendons notre patrie[1162] ». Hors des cercles restreints de l'extrême droite conspirationniste et antisémite du web, Orbán représente un des membres influents d'un mouvement national-populiste contemporain qui va le plus loin dans cette chasse aux élites du mondialisme, dont le financier milliardaire George Soros fournit, dans son discours, la figure proéminente de ce « projet global ».

L'intellectuel national-populiste néerlandais Thierry Baudet, dans son ouvrage *Indispensables frontières*, fustige de son côté les « élites multiculturelles », tenantes du « supranationalisme[1163] ». Son compatriote et chef du Parti de la Liberté, Geert Wilders, mobilise la même terminologie pour parler des dirigeants de son pays, ayant trahi le peuple et participé, selon lui, à « détruire » son « identité » et ses « traditions »[1164].

Recep Tayyip Erdogan, même une fois au pouvoir en Turquie, se présente en opposition, du fait de ses origines populaires, aux « élites occidentalisées » et « cosmopolites » qui domineraient son pays[1165].

L'idéologue d'extrême droite derrière le trumpisme, Steve Bannon, soutient aussi que la « révolte des peuples » se fera contre « les élites globales », lors d'un discours devant des nationalistes en Italie[1166]. Donald Trump lui-même fustigera « l'idéologie mondialiste »

[1161] M. Le Pen, *Pour que vive la France*, Paris, Grancher, 2014.
[1162] *RT France*, « Viktor Orban : l'élite mondialiste nous déteste parce que nous défendons notre patrie », 9/02/2025, [en ligne] https://francais.rt.com/international/116740-orban-elite-mondialiste-nous-deteste-parce-que-nous-defendons-notre-patrie.
[1163] T. Baudet, *Indispensables frontières*, Paris, Toucan, 2015.
[1164] G. Wilders cité dans P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, *op. cit*., p. 142.
[1165] É. Massicard, « Gouvernement du peuple et gouvernement au nom du peuple dans la Turquie de l'AKP », p. 249-250 dans A. Dieckhoff, C. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, *op. cit*.
[1166] Steve Bannon cité dans G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 35.

portée par ces élites lors d'un discours devant les États membres de l'ONU en 2018[1167], même si, d'ordre général, il se focalisera surtout sur le « *Deep State* » pour incarner l'élite américaine de l'ère de la mondialisation « heureuse » et de l'humanitarisme, qui ferait tout pour l'empêcher d'exercer le pouvoir, à partir des tréfonds de l'État américain.

Les exemples de ce type de rhétorique idéologique pourraient se multiplier.

Ainsi, les populismes identitaires-protestataires s'avèrent les récupérateurs d'une certaine mythologie, souvent d'extrême droite : celle où des « élites mondialistes » agissent comme l'ennemi suprême de la négation du peuple-nation. Suivant une optique tendanciellement conspirationniste (la chose est évidente dans le discours de Jean-Marie Le Pen), mais aussi pouvant facilement glisser vers la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, cette mise en récit de la domination mondiale comporte un cadrage binaire où le peuple national est présenté comme la victime de la toute-puissance d'une minorité agissant à l'abri des regards et au sommet des États, de la finance et des organisations transnationales, toujours dans une optique à la fois anti-démocratique et étrangère à la communauté culturelle que forme la nation. Cela dit, il convient de rappeler que cette rhétorique n'apparaît pas si éloignée, dans certaines de ses manifestations, d'une protestation anti-mondialiste populiste de gauche, dans la mesure où il s'agit également (généralement sans la xénophobie latente ou manifeste) de s'insurger contre la captation de la démocratie nationale par des oligarques, étrangers aux intérêts du peuple. C'est ce qui lui donne une tonalité national-populiste, sans véritablement se confondre avec ses formes droitières, qui combinent de façon virulente rhétoriques protestataires et identitaires.

Selon Pierre-André Taguieff, le néopopulisme pourfendeur des oligarchies financières est directement le produit d'un épuisement de l'idéal libéral de la mondialisation :

> La globalisation des échanges n'est plus perçue qu'à travers ses effets déstructurants. Elle est dénoncée comme l'expression d'un « néolibéralisme » dont la figure répulsive est celle d'un pouvoir occulte, dernier avatar de la « fortune anonyme et vagabonde ». La peur des ravages produits par une « finance sans visage » inlassablement dénoncée et entretenue par les nouveaux démagogues, qu'ils soient nationalistes ou non. D'où, dans les mouvances de l'extrême gauche, la montée de formes conspirationnistes de populisme protestataire, privilégiant la

[1167] Nations Unies, « Les États-Unis privilégient le patriotisme à l'idéologie du mondialisme », *Onu.info*, 25/09/2018, [en ligne], https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024502.

> rhétorique « antimondialisation » dont on trouve des échos dans les néopopulismes de droite.[1168]

Il semblerait cependant que la rhétorique conspirationniste, dans les années 2020, soit maintenant surinvestie par les droites et extrêmes droites, notamment à la suite de la pandémie de Covid-19, et qu'à elle seule, la critique du néolibéralisme et des élites qu'elle peut récupérer n'est pas en elle-même ni une théorie du complot, ni un nationalisme.

7.1.5 La tentation complotiste

Comme peuvent le noter Mény et Surel, le « manichéisme originel du populisme[1169] » l'amène à opérer une division fondamentale de la société, entre le *peuple*, considéré positivement, et une mauvaise *élite*. Protestation d'ordre essentiellement moral, selon Jan-Werner Müller[1170], le discours populiste se présente avant toute chose comme une dénonciation radicale de l'« oligarchie » ou de l'« élite », figure d'incarnation du pouvoir qui dominerait de façon indue le peuple, souvent compris, dans cette perspective, comme les « gens ordinaires ». Proposant une grille de lecture binaire, ce discours sépare primordialement la société entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas », les premiers étant réputés comme à la source des maux socioéconomiques de toute la société.

Cette façon manichéenne et morale de concevoir l'opposition politique peut effectivement déboucher, comme nous l'avons souligné dans le cas du mythe historique de la communauté nationale des travailleurs-producteurs, sur une vision conspirationniste. En effet, dans ce type de récit, on associe une petite minorité agissante à la source des problèmes qu'ont à porter sur leurs épaules les gens honnêtes, ordinaires et sans véritable pouvoir, généralement dans un contexte de crise. Tel que le note le politiste Jérôme Jamin, afin de définir la vision du monde du populisme protestataire,

> De l'idée de minorité, de l'idée d'un groupe peu représentatif constitué seulement d'une poignée d'individus, la rhétorique populiste en déduit le principe de l'illégitimité. L'élite est illégitime, son caractère minoritaire rend son discours injustifié et par extension injuste au sens où ce qu'elle dit n'est ni juste ni justifié.

[1168] P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, *op. cit*., p. 117-118.
[1169] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 68.
[1170] J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*.

> C'est l'illégitimité qu'implique l'idée de minorité qui donne corps à l'argumentaire populiste et à son appel au peuple légitime. Ainsi, à l'instar de la légitimité populaire qui renvoie à la démocratie et au discours du plus grand nombre se substitue, dans le discours populiste sur les élites, l'idée d'un groupe « non démocratique » animé par ses seuls intérêts privés, un groupe d'individus anonymes qui auraient « confisqué le pouvoir »[1171].

Le glissement de la critique de la légitimité, faute à un pouvoir détourné, vers l'imaginaire de la conspiration, ne s'effectue évidemment pas toujours, mais la frontière s'avère mince. La projection d'une puissance particulière sur ces entités (parfois bien souvent effectivement consacrée par le pouvoir politique et la réalité du pouvoir économique sous la conjoncture néolibérale du capitalisme) amène à potentiellement considérer que l'ordre global du monde est façonné par ces gens, dans le dos du plus grand nombre et dans l'anonymat. Cette protestation devient clairement conspirationniste à partir du moment où l'on attribue une intentionnalité à la production des effets néfastes d'une crise politique, économique ou culturelle[1172]. Comme le souligne effectivement Taguieff, la lecture complotiste du social, qui s'assoit sur une certaine configuration idéologique populiste, s'avère être une sorte d'« hypercausalisme[1173] » : « [l]e sacre de la volonté, écrit-il, va de pair avec un élitisme négatif, imaginant les élites actives sur le modèle du diable[1174] ». C'est la « causalité diabolique[1175] » analysée par Léon Poliakov, où le ressentiment vis-à-vis d'une situation peu enviable ou le sentiment de persécution se traduit en une critique morale et manichéenne, où s'opposent un peuple imaginé comme sain et innocent, et une élite malfaisante, qui le roulerait dans la farine. Ces éléments mythologiques du complotisme possèdent plusieurs affinités avec ceux du populisme (nous pourrions même le qualifier, compte tenu de son antiélitisme de principe, comme un *populisme cognitif*). Dans sa facture national-populiste, l'investissement de cet imaginaire se manifeste généralement dans l'opposition entre le petit peuple « national » et les élites « mondialistes ». Ces dernières, considérées comme étrangères au peuple, représenteraient les exécutrices d'un plan de domination mondiale. Comme l'écrit encore Taguieff,

---

1171 J. Jamin, *L'imaginaire du complot*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009, p. 104.
1172 P.-A. Taguieff, *Court traité de complotologie*, *op. cit*., p. 17.
1173 *Ibid*., p. 43.
1174 *Ibid*.
1175 L. Poliakov, *La causalité diabolique*, Paris, Calmann-Lévy, 2006.

> Le modèle du complot des déviants, de la minorité rebelle, de la « société secrète », disons le complot subversif, a longtemps été dominant dans la culture complotiste, jusqu'à ce que, dans la période de l'après-Seconde guerre mondiale, s'impose le modèle du complot d'en haut, celui des élites dirigeantes accusées de « mondialisme ». Le « complot gouvernemental », complot interne à l'État, fait l'objet d'une littérature de dénonciation foisonnante[1176].

Les « élites mondialistes » qui conspirent dans des sommets et autres grands rendez-vous du gratin mondial, fermés au commun des mortels, tels le Forum économique de Davos, la commission Trilatérale ou le groupe Bilderberg, représentent, comme nous l'avons dit, les thèmes privilégiés pour bon nombre de théories du complot, souvent dans les marges d'un certain altermondialisme ou surtout des nébuleuses d'extrême droite investissant le web. Ces dernières mobilisent d'ailleurs souvent un discours antisémite pour dénoncer la domination d'une oligarchie cosmopolite et apatride, souvent associée aux Juifs, qui fomenteraient un projet global de destruction des nations[1177].

Mais des entités adjacentes, suivant la même logique et tonalité rhétorique, peuvent être identifiées : ainsi en est-il de la fronde menée depuis longtemps par Viktor Orbán contre George Soros, milliardaire américain d'origine hongroise (et juif de surcroît), fondateur des Open Society Foundations. Disciple de Karl Popper, le financier et soutien du Parti démocrate s'avère effectivement une figure militante de la globalisation libérale, mais se trouve considéré comme un véritable « ennemi de l'intérieur » par le premier ministre hongrois, au point de chasser son Université centrale européenne de Budapest, repliée à Vienne[1178]. Orbán consacre Soros en chef d'orchestre d'une « invasion migratoire » en Europe, allant jusqu'à tenter de détruire cette civilisation. Comme l'écrit la journaliste Amélie Poinssot,

> Petit à petit, la théorie du complot vient compléter le tableau. En février 2017, dans son discours sur « l'état de la nation », le Premier ministre hongrois conclut, après tout un développement sur les évolutions de ces dernières années : « C'est ainsi qu'a vu le jour la plus incroyable coalition de l'histoire mondiale entre les trafiquants d'êtres humains, les activistes des droits de l'homme et les hauts dirigeants de l'Europe, dont l'objet est de transporter de manière organisée sur notre

---

1176 P.-A. Taguieff, *Court traité de complotologie*, Paris, Mille et une nuits, 2013, p. 66.
1177 Voir P.-A. Taguieff, *L'imaginaire du complot mondial*, *op. cit*.
1178 S. Walker, « 'Dark day for freedom': Soros-affiliated university quits Hungary », *The Guardian*, 3/12/2018, [en ligne], https://www.theguardian.com/world/2018/dec/03/dark-day-freedom-george-soros-affiliated-central-european-university-quits-hungary.

> continent plusieurs millions de migrants ». Désormais, les mensonges les plus grossiers font partie de l'argumentaire. « Il est important de savoir que George Soros et ses ONG souhaitent transporter dans l'Union européenne 1 million de migrants par an », dit Viktor Orbán devant le Parlement européen, en avril 2017[1179].

Attribuant à Soros et aux « élites mondialistes » le plan concerté d'amener en Europe des millions de migrants, Orbán s'inscrit ici dans un registre complotiste. Cela justifie une guerre menée contre une globalisation culturelle qui menace la nation.

> À partir de 2015, les cibles se démultiplient, sans rapport avec leur poids réel dans la société hongroise. À côté des migrants, George Soros est désigné coupable. Peu connu du grand public quand le Premier ministre évoque son nom pour la première fois en octobre de cette année-là, le milliardaire américain devient rapidement, à la faveur d'une campagne de diffamation tous azimuts, le bouc émissaire responsable de l'arrivée des migrants en Europe. L'Université d'Europe centrale (CEU), qu'il avait créée en 1991, se retrouve dans l'œil du cyclone : au printemps 2017, le gouvernement menace de faire fermer ce prestigieux centre universitaire situé à quinze minutes à pied du parlement hongrois et qui accueille en moyenne 1 500 étudiants originaires du monde entier. La tentative provoque une forte mobilisation dans les rues de Budapest. Finalement, un an et demi plus tard, en l'absence d'accord signé avec les autorités hongroises pour maintenir la reconnaissance de ses diplômes américains, la CEU annonce son déménagement prochain en Autriche et l'ouverture d'un campus à Vienne.
> Cette stratégie obsessionnelle de désignation d'un ennemi détermine la campagne électorale du printemps 2018 : pendant des semaines, le Fidesz martèle qu'il faut lutter contre les ONG, dont une bonne partie, en Hongrie, sont financées par le même George Soros *via* les Open Society Foundations. Le parti d'Orbán n'attend pas pour engager le nouveau combat. Deux mois à peine après sa réélection, il vote le « paquet anti-Soros » – des lois visant à limiter l'activité des ONG qui travaillent en Hongrie auprès des réfugiés. Quiconque aide une personne « illégale » à faire une demande d'asile ou à obtenir un permis de séjour devient passible d'une peine de prison. Le texte introduit en outre une nouvelle taxe : les ONG recevant des financements étrangers seront imposées par le fisc hongrois à hauteur de 25 %. Parallèlement, un amendement à la Constitution est adopté, disposant qu'une « population étrangère » ne peut pas être installée en Hongrie[1180].

La désignation de Soros comme coupable du « mondialisme » fait fortune au sein de l'extrême droite populiste. En 2018, le journal *Valeurs Actuelles* consacre sa une au financier, le présentant comme « le milliardaire qui complote contre la France[1181] ». Celle-

[1179] A. Poinssot, *Dans la tête de Viktor Orbán*, Paris, Actes Sud, 2019, p. 72.
[1180] *Ibid*., p. 77-78.
[1181] *Valeurs Actuelles*, « Le milliardaire qui complote contre la France », 9/05/2018, [en ligne], https://www.valeursactuelles.com/politique/cette-semaine-dans-valeurs-george-soros-le-milliardaire-qui-complote-contre-la-france.

ci rappelle les classiques clichés antisémites d'une certaine critique du capitalisme propre à la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle.

Mais il se dégage aussi, dans le discours d'Orbán, l'idée plus ou moins explicite que le financier participerait à opérer le fameux (et galvaudé par les analystes) « grand remplacement ». Terme à la base mobilisé par l'écrivain identitaire Renaud Camus[1182], il renverrait à une substitution de la population européenne dite « de souche », au profit d'une autre, essentiellement en provenance de l'Afrique et du Moyen-Orient. En effet, le polémiste français mobilise ce terme, qui connaîtra une grande postérité chez les droites radicales occidentales, afin de désigner, en jetant un certain flou sur la notion, le processus de mutation ethnoculturelle (si ce n'est racial) de l'Europe, renvoyant tantôt au « changement de peuple » par l'immigration[1183], tantôt à la « davocratie » et à la globalisation en général, citant avec habileté des auteurs critiques du capitalisme néolibéral comme Johann Chapoutot, Jean Vioulac, Olivier Rey ou Alain Supiot[1184]. Cette ambiguïté semble être savamment nourrie par une posture de dandy cultivée depuis longtemps par l'auteur, jouant la carte des paradoxes raffinés. S'il nie développer une théorie du complot, il n'en demeure pas moins que s'avère mobilisé par l'auteur l'adjectif de « remplaciste[1185] » à un moment ou un autre pour désigner les élites qui porteraient le projet. « Mais si le radicalisme de Camus demeure purement intellectuel, tel que l'écrit le journaliste argentin Pablo Stefanoni, d'autres ont transformé l'idée du "grand remplacement" en appel au meurtre pour la défense de l'Occident[1186] ». La « théorie » se trouvera effectivement récupérée comme le fruit d'un complot par une partie de l'extrême droite contemporaine, comme en témoigne la popularité de la notion chez des suprémacistes blancs, tel l'auteur de l'attentat de Christchurch en Nouvelle-Zélande, lui-même inspiré du funeste Anders Breivik[1187].

1182 R. Camus, *Le grand remplacement*, Chez l'auteur, 2019.

1183 *Ibid*., p. 80.

1184 R. Camus: « La liberté d'expression dans la France de 2020 n'est pas menacée: elle n'existe pas » E. Levy et M. Pimentel : entretiens avec Renaud Camus, *Causeur*, 22/01/2021, [en ligne] https://www.causeur.fr/renaud-camus-entretien-2-190360.

1185 P.-A. Taguieff, *Le Grand Remplacement ou la politique du mythe*, Paris, Éditions de L'Observatoire, 2022, p. 240.

1186 P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, Paris, La Découverte, 2022, p. 199.

1187 « Le "Grand remplacement" et "le Chevalier Breivik" au cœur de l'attaque terroriste néo-zélandaise », *TV5 Monde*, 15/03/2019, [en ligne] https://information.tv5monde.com/international/le-grand-remplacement-et-le-chevalier-breivik-au-coeur-de-lattaque-terroriste-neo.

Éric Zemmour, journaliste puis polémiste devenu leader en France de la formation d'extrême droite Reconquête!, souligne lui aussi, dans le livre qui allait lancer son parti en 2021, qu'il établit le « même diagnostic » que Camus (qu'il apprécie) sur « le grand remplacement[1188] », utilisant d'ailleurs *ad nauseam* le terme lors de ses interventions publiques (où se mélangent militantisme et analyse politique). Dans *Le Suicide français*, sorte de version hexagonale et apocalyptique de la « trahison des clercs », Zemmour défend l'idée que les élites françaises, issues de la gauche soixante-huitarde, ont délibérément détruit la nation, notamment par l'instrumentalisation de l'immigration de masse, produisant « un peuple dans le peuple[1189] ». « Ce n'est plus la trahison des clercs, écrit-il, mais la trahison des technocrates devenus oligarques, membres des élites mondialisées[1190] ».

Dans son étude sur le « nouveau Front national », Grégoire Kauffmann souligne une certaine gêne, au sein de la formation politique, avec la dimension conspirationniste de la thèse, bien qu'elle soit appuyée, comme phénomène démographique, par plusieurs membres du parti (Bruno Gollnisch, Florian Philippot avant qu'il ne le quitte, etc.)[1191]. Plus tard, le nouveau président du parti (maintenant RN), Jordan Bardella, dira également que la « théorie », si elle n'est pas un complot, « pointe une réalité[1192] », celle d'un « changement de population[1193] ».

Son de cloche semblable en Italie, avec moins de précaution qu'en France : dans un tweet de 2015 de Matteo Salvini sur la plateforme Twitter, le premier ministre évoque, avec l'arrivée de 496 nouveaux migrants à Lampedusa, une « tentative de substitution ethnique voulue par la gauche[1194] ». Plusieurs années plus tard, sous un autre gouvernement de droite populiste (celui de Giorgia Meloni, qui avait fait campagne sur des restrictions radicales de

---

1188 E. Zemmour, *La France n'a pas dit son dernier mot,* Paris, Rubempré, 2021, p. 144.
1189 E. Zemmour, *Le Suicide français*, Paris, Albin Michel, 2014, p. 145.
1190 *Ibid*., p. 290.
1191 G. Kauffmann, *Le nouveau FN*, Paris, Seuil, 2016, p. 80-85.
1192 « La théorie du "grand remplacement" pointe "une réalité", estime Jordan Bardella », *SudOuest.fr*, 29/08/2021, [en ligne] https://www.sudouest.fr/politique/marine-le-pen/la-theorie-du-grand-remplacement-pointe-une-realite-estime-jordan-bardella-5637328.php.
1193 F. Johannès, « Jordan Bardella reprend à son compte la théorie complotiste du "grand remplacement" », *Le Monde*, 30/08/2021, [en ligne] https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/08/30/jordan-bardella-reprend-a-son-compte-la-theorie-complotiste-du-grand-remplacement_6092713_823448.html
1194 https://x.com/DavidPuente/status/1648643042528698368/photo/1

l'immigration), le ministre de l'agriculture Francesco Lollobrigida parlera également de « remplacement ethnique[1195] ».

*

Cela dit, le trumpisme est probablement le mouvement national-populiste qui, par son caractère complètement éclaté et postmoderne, va constamment le plus loin en ce qui a trait au conspirationnisme. À partir de l'aplatissement du réel que représente l'ère de la post-vérité promue radicalement par ce mouvement, la prolifération des théories les plus farfelues sur la nature fourbe et diabolique des élites s'amplifie.

Que ce soit, par exemple, en remettant en cause le lieu de naissance de l'ancien président Barack Obama, à travers le mouvement des « *birthers* » (s'étalant sur plusieurs années), imaginant qu'aurait été caché au peuple le fait qu'il serait supposément né, suivant cette version délirante, au Kenya et non aux États-Unis[1196]. Aussi, en affirmant que le premier ministre du Canada, souvent qualifié de « communiste » et de « marxiste » par le président Trump, serait en fait le fils non déclaré de Fidel Castro[1197]. Les exemples sont nombreux et nous ne pourrons être exhaustifs. Mais la théorie du complot la plus fameuse autour du président sera celle de la mouvance QAnon, qui inventa, sur le forum *4chan*, la légende urbaine du « *Pizzagate*[1198] », relayée par un prophète du pseudo de « *Q* ». À l'ère où les termes de *fake news* et de « post-vérité » entrent dans le vocabulaire pour désigner un nouveau palier de l'époque postmoderne, une théorie émerge comme quoi, dans une pizzeria de la capitale des États-Unis, des élites du gouvernement démocrate s'adonneraient à des pratiques pédophiles et sataniques. Tel que l'écrit le collectif italien sous pseudonyme Wu Ming 1,

---

[1195] A. Kaval, « En Italie, un ministre met en garde contre un "remplacement ethnique"» *Le Monde*, 20/04/2023, [en ligne] https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/20/en-italie-un-ministre-met-en-garde-contre-un-remplacement-ethnique_6170308_3210.html.

[1196] « How Donald Trump Perpetuated the 'Birther' Movement for Years », *ABC News*, 16/09/2016, [en ligne] https://abcnews.go.com/Politics/donald-trump-perpetuated-birther-movement-years/story?id=42138176

[1197] K. Duggan, « Former Canadian politicians blast Trump for spreading Trudeau-Castro conspiracy », *Politico*, 13/09/2024, [en ligne] https://www.politico.com/news/2024/09/13/trump-trudeau-castro-conspiracy-00179118.

[1198] Wu Ming 1, *Q comme Qomplot*, Montréal, Lux, 2022, p. 22-23.

> Le Pizzagate était né de la surinterprétation de certains courriels de l'équipe de Clinton. John Podesta, le directeur de campagne, avait discuté avec Alefantis d'un dîner de financement qui devait se tenir dans le restaurant. Les exégètes de ces messages avaient remarqué que les initiales de *cheese pizza* étaient les mêmes que celles de *child pornography*. À partir de là, la communauté avait déchiffré – ou plutôt inventé – un langage codé dans lequel « pâte » signifiait « petit garçon », « fromage » signifiait « petite fille », « sauce » voulait dire « orgie », et ainsi de suite. L'idée avait donc germé que des pontes du Parti démocrate se retrouvaient dans les souterrains du Comet Ping Pong – qui ne possédait pas de souterrains, pas même un sous-sol – pour violer des enfants lors de rites sataniques. Même l'enseigne du restaurant était clairement satanique: autour de l'inscription ressortaient quatre triangles qui contenaient chacun une étoile et un croissant de lune[1199].

Cette histoire, propagée sur des forums internet par l'extrême droite américaine (la fameuse *alt-right*), débouchera sur une tentative de « sauvetage » de ces victimes imaginaires par Edgar Madison Welch, un homme de 28 ans ayant parcouru 600 kilomètres depuis la Caroline du Nord, qui débarquera armé d'un fusil semi-automatique (ainsi que d'un arsenal de secours) à la pizzeria[1200], tirant trois coups de feu.

La constatation de l'absence de sous-sol de même que de preuve de cette gigantesque machination satanique n'épuisera pas ce mouvement, qui culminera avec l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, en pleine pandémie de Covid-19, assaut encouragé par le président Trump déchu. Refusant la défaite aux mains des démocrates, celui qui était alors l'ancien résident de la Maison Blanche (car il reviendra en 2025 pour un second mandat) soutient que les élections ont été truquées, et exhorte à sa foule de partisans, dans un discours à Washington, de se rendre au Capitole pour se battre « comme des diables[1201] ». Plusieurs assaillants, dont un shaman Q autoproclamé, s'y rendront munis de différentes armes blanches et l'assaut débouchera sur plusieurs morts. Le récit conspirationniste autour de QAnon, qui suppose une lutte à finir entre Trump, figure religieuse de sauveur, et le Deep State, entité conspiratrice, servira d'essence pour cette attaque historique[1202].

[1199] *Ibid*., p. 24.
[1200] *Ibid*., p. 27-30.
[1201] « L'assaut du Capitole : retour sur le déroulé de cette journée noire pour la démocratie américaine », *Euronews*, 06/01/2022, [en ligne] https://fr.euronews.com/2022/01/06/l-assaut-du-capitole-retour-sur-le-deroule-de-cette-journee-noire-pour-la-democratie-ameri.
[1202] Voir notamment « QAnon au Capitole », *Le grand continent*, 7/01/2021, [en ligne], https://legrandcontinent.eu/fr/2021/01/07/qanon-au-capitole/.

*

Ces mythologies conspirationnistes, irriguées dans les sables mouvants du web, illustrent à leur paroxysme le fantasme de l'élite omnipotente et maléfique, qui se servirait d'un voile démocratique pour s'adonner à des pratiques totalitaires, et où le summum de l'immoralité s'incarne dans la pédophilie. Comme nous le soulignions plus haut, les explications complotistes pullulent autour de Trump, dont le caractère disruptif et le style charismatique et télé-réel, que Giuliano da Empoli qualifie de « troll en chef[1203] », alimente les fantasmes collectifs. Tel que le note le fondateur du site *Conspiracy Watch* Rudy Reichstadt,

> Les électeurs de Donald Trump sont plus sensibles que les autres aux théories du complot. Selon une étude d'opinion de l'institut YouGov pour *The Economist* réalisée entre le 17 et le 20 décembre 2016, ils sont par exemple 31% (contre 18% parmi les électeurs d'Hillary Clinton) à penser qu'il a été démontré qu'il existait un lieu de causalité entre les vaccin et l'autisme (c'est faux). La moitié des partisans de Trump continuent par ailleurs de penser que Barack Obama est né au Kenya bien que leur champion ait lui-même concédé – après avoir défendu cette théorie du complot pendant des années – que le président démocrate est bien né aux États-Unis. Plus frappant encore : 62% des électeurs de Trump pensent que « des millions de votes illégaux » ont été comptabilisés lors de l'élection présidentielle du 8 novembre 2016 (ils sont 25% côté démocrate). Des chiffres stupéfiants si l'on songe que les électeurs républicains n'ont a priori aucune raison objective d'être séduits par cette thèse : leur candidat n'a-t-il pas remporté le scrutin malgré les 2 millions de suffrage d'avance qui se sont portés sur sa rivale du Parti démocrate ?[1204]

7.1.6 L'Élite, figure mythologique contre l'unité communautaire

Les travaux de Raoul Girardet sur les mythes politiques rendaient compte de l'importance de la « Conspiration » dans les imaginaires collectifs. Le complot, qui émerge généralement lors de bouleversements sociaux et de crises majeures[1205], met en scène – on le sait – une petite (mais puissante) organisation, généralement un groupe minoritaire, exerçant de façon secrète sa domination sur la majorité. Les conspirateurs sont imaginés comme des êtres de l'ombre et des ténèbres, agissant secrètement, contre l'ensemble de la société, pour défendre leurs propres intérêts, ou tout simplement faire régner le chaos,

[1203] G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 101.
[1204] R. Reichstadt, *L'opium des imbéciles*, Paris, Grasset, 2019, p. 75.
[1205] *Ibid*., p. 53.

détourner la communauté de ses fondements éthiques. « Ils constituent, écrit Girardet, à l'intérieur de toute communauté consciente de sa cohérence[,] un corps exogène obscurément soumis à ses propres lois, n'obéissant qu'à ses propres impératifs ou à ses propres appétits[1206] ». En effet, ceux imaginés comme étant à la source du complot apparaissent comme l'expression mythologique d'une menace interne attaquant de façon insidieuse le corps social, tel un virus. Tout un imaginaire de la contamination l'accompagne : « maladie », « épidémie », « infection », « souillure », ainsi que celui de ses supposés agents de transmission, comme le « vagabond », le « voyageur » ou le « nomade », c'est-à-dire la figure générique et menaçante de l'« étranger[1207] ».

La figure de « l'élite mondialiste » répond parfaitement à ce rôle. Son cosmopolitisme la rend hors sol, son libéralisme la dépouille de morale au niveau des mœurs, son pouvoir l'avilit. Son mondialisme la transforme en complice de l'invasion de hordes étrangères (par le « grand remplacement ») et son argent l'amène à chercher à détruire les frontières des communautés. Les Juifs et les Francs-maçons, comme le rappelle Girardet[1208], jouèrent un temps ce rôle fantasmatique, d'ailleurs décriés comme tels par Jean-Marie Le Pen[1209].

Remplissent la même fonction la mobilisation de termes polémiques comme ceux de « marxisme culturel » ou de « théorie du genre »[1210], ou de l'activation de la guerre culturelle du côté droit contre les « *wokes* » (qui de leur côté renvoient symétriquement aux « populistes », « fascistes » ou « réactionnaires ») : il s'avère question de désigner une entité élitaire étrangère à la communauté populaire, à ses mœurs et à sa morale. Ainsi, la mythologie du complot des élites mondialistes canalise en elle, de façon négative, un certain idéal communautaire, homogène et tendanciellement indifférencié.

La pandémie de Covid-19 fut une occasion parfaite pour réactiver l'imaginaire du complot mondial, notamment autour de l'événement tenu lors du Forum économique de Davos 2020

1206 *Ibid*., p. 42.
1207 *Ibid*., p. 43.
1208 *Ibid*.
1209 « Déclaration de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front National, sur les droits de l'homme, la Révolution française et la liberté d'expression notamment le langage du Front national, à La Trinité-sur-Mer le 26 août 1989, parue dans "La Lettre de Jean-Marie Le Pen" du 1er septembre 1989. », *Vie publique*, [en ligne] https://www.vie-publique.fr/discours/226337-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-sur-le.
1210 P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*., p. 88-89.

mené par Klaus Schwab autour du « *Great Reset*[1211] », ou plus généralement sur le contenu des vaccins contre le virus. Ce moment particulier, qui mit sur le devant de la scène mondiale le conspirationnisme, trouva un certain foyer dans divers mouvements populistes, tels les Gilets jaunes en France (notamment en érigeant le professeur Didier Raoult en médecin héroïque antisystème), l'AfD en Allemagne avec les *Querdenker*[1212], et au Canada et au Québec avec le Convoi de la Liberté et les « antivax »[1213]. Ces trois mouvements avaient en commun de s'attaquer à la figure privilégiée de « l'élite mondialiste » à la tête du pouvoir dans leur pays respectif, soit Emmanuel Macron, Angela Merkel et Justin Trudeau.

7.2 De la révolte *contre* les élites à la révolte *des* élites ? La thèse de la sécession « d'en haut »

Nous nous sommes intéressés, dans la première partie de ce chapitre, aux éléments saillants du discours antiélitiste propre au national-populisme contemporain, s'inscrivant dans un climat général « antisystème ». Il ressortait qu'après son moment de gauche, situé dans l'horizon des mouvements sociaux, c'est plutôt du côté d'un bloc national-protectionniste porté par des partis populistes de droite que cette rhétorique polémique s'installera. Nous avons vu que ces saillies contre les élites mondialistes avoisinaient souvent des théories conspirationnistes à l'égard de celles-ci, un pas que franchiront plusieurs des grands représentants national-populistes : Orbán, Trump, Le Pen, Salvini, etc.

Ce constat fait, il s'avèrerait tentant de terminer l'étude et de conclure que la question des élites de la globalisation se résume à un fantasme des populistes nationalistes. Or, au-delà des outrances verbales et du conspirationnisme, un certain nombre d'analystes décident de porter leur attention sur les mutations idéologiques des sociétés néolibérales afin de saisir

---

[1211] N. De Rosa, « Le *Great Reset* n'est pas un complot pour contrôler le monde », *Radio-Canada*, 18/11/2020, [en ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1750586/great-reset-grande-reinitialisation-forum-economique-mondial-davos-complot-communisme.

[1212] M. Fürstenau, « Germany's Querdenker COVID protest movement », *DW*, 03/04/2021, [en ligne] https://www.dw.com/en/meet-germanys-querdenker-covid-protest-movement/a-57049985

[1213] F.-X. Duhamel, « Qui sont les participants à la manifestation des camionneurs? », *Radio-Canada*, 28/01/2022, [en ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1858039/convoi-liberte-camionneurs-vaccin-extreme-droite.

le cadre de référence des élites se faisant les promotrices de ce mode de régulation du social. À partir de cette lunette, il devenait plus clair que la globalisation postmoderne implique en elle-même la constitution de classes supérieures qui se trouveraient en mesure de s'affranchir du fait national garant de la société, jusqu'à produire, selon certains, une « sécession des élites ». C'est à cette thèse que nous nous attardons ici, afin de saisir une logique plus générale se dégageant des systèmes sociaux contemporains.

7.2.1 Christopher Lasch, l'Amérique et la révolte des élites

Dans un ouvrage ayant fait date, l'historien Christopher Lasch défendait la thèse, dès le milieu des années 1990, que nous assistions, aux États-Unis, à une « révolte des élites ». Renversant l'idée fondamentale de José Ortega y Gasset, pour qui l'époque moderne-industrielle s'annonçait comme le règne des masses[1214], Lasch prétend que le principal danger pour la démocratie viendrait plutôt de ses élites, qui n'assument plus leur fonction proprement sociale, se repliant dans l'entre-soi. En effet, une nouvelle bourgeoisie, essentiellement métropolitaine, semblerait avoir rompu avec ce qui écrivait les lettres de noblesse de l'élite d'une société, passant par des obligations civiques et communautaires donnant corps à cette fonction de prestige. Nouvelle classe d'un capitalisme postmoderne, elle « se définit moins, selon Lasch, par son idéologie que par un mode de vie qui la distingue, d'une manière de moins en moins équivoque, du reste de la population[1215] ».

Alors qu'Ortega y Gasset craignait en 1929 la domination, à l'ère démocratique, techno-scientifique et industrielle, des masses asociales, nouveaux barbares n'ayant aucune conscience historique, Lasch considère au contraire qu'à l'aube du XXI^{e} siècle, ce ne sont plus les humbles qui menacent le devenir des sociétés occidentales, États-Unis en tête, mais bien ceux se trouvant tout en haut de l'échelle sociale, qui en seraient venus à perdre « tout contact avec le peuple[1216] ». Prenant l'exemple d'apparence banale d'un George Bush père n'ayant jamais vu de code barre devant un caissier de l'Amérique profonde pendant une tournée électorale, l'historien remarque que « le caractère irréel et artificiel de [la] vie

[1214] J. Ortega y Gasset, *La révolte des masses*, Paris, Les Belles Lettres, 2010.
[1215] Ch. Lasch, *La révolte des élites*, *op. cit*., p. 45.
[1216] *Ibid*. p. 15.

politique [contemporaine] reflète à quel point elle s'est détachée de la vie ordinaire[1217] ». Plutôt que de voir un peuple dangereux pour l'avenir des démocraties modernes, tel que pouvaient déjà le dénoncer les pourfendeurs d'un populisme qui se mettait en place dans les années 1990 (Ross Perot et Pat Buchanan aux USA, montée d'une droite identitaire en Europe), Lasch considère au contraire que les classes dominantes sont bien celles qui mettent le plus à mal les institutions socio-politiques, incapables qu'elles sont de prendre la pleine mesure des problèmes majeurs qui marquent l'Amérique : crise de la classe moyenne, pauvreté, criminalité, crise des stupéfiants, etc.[1218]

Alors que la bourgeoisie états-unienne traditionnelle se faisait un point d'honneur, tel que le rappelle l'auteur, d'user de sa fortune à des fins publiques (pour la fondation et l'entretien de musées, bibliothèques, universités, orchestres, parcs, etc. que nous pouvons admirer dans les communes de la côte Est[1219]), la nouvelle classe, elle, ne s'encombrerait pas de ce type de devoir à l'égard du reste de la société. C'est effectivement ce trait profondément asocial qui marquerait, selon Lasch, ces nouvelles élites, pour lesquelles le maître-mot est « mobilité ». Agissant comme un véritable impératif pour les classes supérieures à l'ère de la globalisation, la capacité à se mouvoir librement hors de toute inscription communautaire représenterait un nouvel idéal de vie. Si l'ancienne bourgeoisie était enracinée dans un territoire donné, qu'elle façonnait, il est vrai, à sa gloire, l'élite du capitalisme néolibéral tend à laisser en toute indifférence une partie de l'Amérique en décrépitude, pour plutôt investir les métropoles mondiales, où elle se sent plus à l'aise. Elles sont, comme l'écrit Lasch,

> bien plus cosmopolites, ou du moins plus vagabondes ou migrantes, que leurs prédécesseurs. De nos jours, il faut pour progresser dans les affaires et les professions intellectuelles être disposé à suivre le chant des sirènes de l'opportunité partout où il voudra nous mener. Ceux qui restent dans leurs pantoufles abdiquent toute occasion d'ascension sociale. Jamais la réussite n'a été plus étroitement associée à la mobilité, concept qui ne figurait que marginalement dans la définition de l'opportunité au XIX^e^ siècle[1220].

[1217] *Ibid*.
[1218] *Ibid*.
[1219] *Ibid*., p. 16.
[1220] *Ibid*., p. 17.

L'avènement de cette nouvelle figure de l'élite sociale est bien l'expression d'une transformation politique et économique profonde, celle d'un nouveau stade de la globalisation, ayant dépassé un autre palier avec l'effondrement du bloc soviétique, dernier rempart politique et symbolique à son hégémonie. En effet, l'abolition d'un pôle « extérieur » au monde libre a pu agir comme promesse, jusqu'à récemment, que nous avions atteint le stade ultime du libéralisme, porté par des élites occidentales abreuvées à un certain idéal postnational.

Dans cette configuration, qui consacre la montée en puissance du capitalisme financier, la prolifération des instances de régulation transnationales, la transformation des grandes villes en mégapoles et la mondialisation plus générale des échanges (économiques, culturels, politiques, etc.), il va de soi que se développent des classes supérieures à même d'exercer leurs activités au-delà du cadre national, baignant dans une culture cosmopolite. Cette dynamique a pour effet de délier l'élite du lieu où s'enracine son pouvoir, lui donnant l'impression de ne rien devoir à personne ni à la société. Comme le souligne Lasch, « elle se pense comme une élite qui s'est faite toute seule et qui doit exclusivement ses privilèges à ses propres efforts[1221] ».

Figure évidente d'une « culture du narcissisme » que l'auteur a précédemment décrite avec acuité[1222], cette élite s'imagine ontologiquement détachée d'une société, d'une communauté politique qui consacrerait (et en même temps briderait) son pouvoir. Occupant essentiellement les milieux urbains, cette classe, comme nous avons pu déjà le souligner avec Lasch, se définit moins par une idéologie toute tracée qu'une sensibilité cosmopolite et multiculturelle, prenant forme dans un mode de vie particulier. En effet, c'est en fréquentant les métropoles globales et en favorisant un *lifestyle* marqué par le métissage culturel et rythmé par une mobilité constante que l'élite américaine contemporaine se démarque de l'ancienne bourgeoisie, jusqu'à s'arracher symboliquement de son caractère national. Cette dynamique aurait comme effet de creuser un fossé incommensurable avec le reste du peuple, ce qui lui ferait perdre le lien qu'elle doit entretenir avec ceux avec lesquels elle est censée *faire société*. Sur fond de déclin de la

[1221] *Ibid*., p. 51.
[1222] C. Lasch, *La culture du narcissisme*, Paris, Flammarion, 2006.

classe moyenne, la société américaine ferait émerger, tout comme dans d'autres pays, une bourgeoisie globalisée qui ne se caractériserait pas tant comme une élite dirigeante traditionnelle que comme un ensemble de professions libérales, culturelles et financières, qui fournissent des revenus élevés, un statut privilégié, et surtout une capacité à traverser aisément les frontières (banquiers, promoteurs immobiliers, publicitaires, médecins, directeurs artistiques, cinéastes, producteurs, metteurs en scène, universitaires, savants, informaticiens, ingénieurs, etc.)[1223]. C'est pourquoi Lasch la désigne surtout comme une « nouvelle classe[1224] », qui s'émancipe du fait national pour converger avec ses semblables à une échelle globale.

> Leurs allégeances – si le terme n'est pas lui-même anachronique dans un tel contexte – sont internationales, plutôt que nationales, régionales ou locales. Ils [les membres de l'élite] ont plus en commun avec leurs homologues de Bruxelles ou Hong-Kong qu'avec les masses d'Américains qui ne sont pas encore branchés sur le réseau des communications mondiales[1225].

La nouvelle classe, qui vit dans des mégapoles globales et relativement homogènes, se serait coupée des préoccupations primordiales de la majorité de la population américaine, considérée avec dégoût comme « arriérée », pour mieux se replier dans l'entre-soi. À l'heure de ce qui était considéré comme le déclin des États-nations, c'est aussi la perte du *sens politique* que Lasch diagnostique chez ces élites, en reprenant les mots de Robert Reich, pourtant optimiste vis-à-vis de ces mutations : si « nous apprenons à nous sentir responsable d'autrui parce que nous partageons avec eux une histoire commune … une culture commune… un destin commun », ce déclin de la référence nationale produit une classe supérieure constituée de « citoyens du monde, mais sans accepter… aucune des obligations que la citoyenneté dans une forme de cité sous-tend normalement[1226] ». Déclin de la *virtu* de l'élite éclairée mais aussi du citoyen d'une république, donc, qui refuse la chose commune pour mieux se tourner vers ses intérêts égoïstes, comme peut en témoigner, à l'échelle la plus saillante, le fléau de l'évasion fiscale.

[1223] *Ibid*., p. 46.
[1224] *Ibid*.
[1225] *Ibid*., p. 47.
[1226] R. Reich, cité *in Ibid*., p. 58.

Cette idée que défend Lasch pour comprendre les mutations fondamentales de la société américaine dans le courant du XX^{e} siècle, qui porte une attention particulière au rôle des élites et aux transformations de leur fonction, s'inscrit dans une réflexion plus large sur le devenir de la démocratie moderne, menacée par un oubli du commun politique. Sa réflexion sur le rapport entre le peuple et l'élite comporte deux moments : un premier, analytique, que nous venons brièvement d'exposer ; et un second, plus normatif, qui entend réaffirmer une certaine tradition populiste états-unienne, contre la domination de cette nouvelle classe, s'apparentant à ce que nous avons précédemment nommé la « communauté nationale des travailleurs-producteurs ».

Avant de poursuivre sur la postérité de cette thèse, notons tout de même cette chose dans l'analyse générale de Lasch : il convient de considérer, dans ses écrits, une tendance à poser l'élite bourgeoise états-unienne d'antan avec une nostalgie cadrant par moment peu avec la réalité historique, notamment car il tend à sous-estimer, tel qu'a pu le noter Serge Halimi, « la brutalité des élites du passé[1227] », comme si elles ne possédaient pas d'intérêts de classe (sans parler du racisme structurel qui marque l'histoire de cette société), de concert avec une certaine idéalisation « populiste » du peuple de petits producteurs américains.

7.2.2 Postérité d'une analyse

La thèse d'une révolte des élites, associée à la globalisation libérale, a été reprise par un certain nombre d'auteurs importants, principalement face à l'émergence européenne puis mondiale d'un bloc populiste. Elle sera notamment la trame de fond de l'essai du sociologue Zygmunt Bauman sur la mondialisation, configuration internationale où se creuse toujours plus un écart entre élites mondialisées et populations sédentaires :

> ce qui apparaît à certains comme mondialisation, écrit-il, signifie localisation pour d'autres ; ce qui est le signe d'une nouvelle liberté pour certains s'impose à bien d'autres comme un destin cruel. La mobilité accède au premier rang des valeurs désirables, et la liberté de circulation, qui a toujours été un avantage rare et

[1227] *Le Vent se Lève*, « La révolte des élites : faut-il lire Christopher Lasch? », 11/09/2021, [En ligne] https://lvsl.fr.

> inégalement réparti, devient rapidement le principal facteur de stratification sociale de l'âge moderne et postmoderne[1228].

D'un côté, l'ouverture promise par la libéralisation globale des échanges se montre un signe de libération pour les mieux nantis ; de l'autre, elle serait une menace pour la sécurité des classes moyennes et inférieures, sédentarisées (parfois par contrainte).

C'est donc d'une dynamique générale, qui transcenderait le cas des élites américaines, qu'il serait question. Plutôt logique, car le phénomène analysé par Lasch avait justement la particularité de se définir comme une culture élitiste cosmopolite, à même de dépasser les frontières. Les intuitions de Bauman, de leur côté, permettent d'ajouter un cadre interprétatif supplémentaire à une configuration plus large : celle de la *globalisation* comme fait social à part entière. Phénomène marquant les sociétés à l'échelle planétaire, la globalisation se présente effectivement comme un procès général de « compression spatio-temporelle[1229] », qui ne détient pas l'unité que le sens commun peut lui prêter. Comme l'écrit le sociologue polonais,

> [l]a mondialisation est tout autant un facteur de division que d'unification, les causes de division étant d'ailleurs identiques à celles qui favorisent l'unification du monde. Parallèlement aux dimensions planétaires que prend peu à peu le flux des affaires, de la finance, du commerce et de l'information, on assiste à un processus inverse de « localisation », de fixation de l'espace. Ces deux formes étroitement interdépendantes entraînent une différenciation marquée des conditions d'existence de populations entières ou d'une importante partie de ces populations[1230].

On perçoit une contradiction fondamentale à l'œuvre. D'un côté, il s'avère que la mondialisation est un processus d'homogénéisation planétaire, permettant l'ouverture des frontières à toutes les formes d'échange possibles, c'est-à-dire la libéralisation que nous venons d'évoquer, agissant comme idéologie dominante. Mais cela est sans compter son revers, qui assignerait une autre partie de l'humanité à résidence, ne pouvant goûter pleinement aux fruits de cette nouvelle configuration. « Certains d'entre nous deviennent totalement "mondiaux", écrit Bauman ; d'autres sont cloués dans leur "localité" : un sort

[1228] Z. Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2010, p. 9.
[1229] *Ibid*., p. 8.
[1230] *Ibid*., p. 9.

qui n'a rien d'agréable et qui est même insupportable dans un monde dont la tonalité générale et les règles du jeu sont établies par les "mondiaux"[1231] ».

Cette interprétation entend rendre compte d'une opposition fondamentale qui émerge du processus de globalisation. Ainsi, on constate l'existence d'une véritable *idéologie globaliste*[1232], portée par des élites et une partie des populations à l'aise dans ce jeu, mais aussi une autre portion du monde confinée dans une sédentarité qui tend, à l'ère de la « mobilité » et de la « flexibilité », à être vécue comme une stagnation, voire une régression.

Les intuitions de Bauman, qui prennent plus souvent qu'autrement la forme de l'essai, peuvent imager une dynamique, une *logique* qui se déploie dans les sociétés postmodernes, mais elles demandent un peu plus de précision. Qui sont ces élites ? De quelle façon ont-elles du pouvoir ? Ont-elles une unité propre ? Si oui, quel est leur dénominateur commun : l'argent ? Marcel Gauchet entend répondre avec plus d'acuité à cette question, à partir du cas français.

Comme le souligne le philosophe et historien,

> elles sont effectivement diverses. Elles concernent l'économie, la politique, les médias, le monde intellectuel. Ce que ces divers groupes ont en commun, c'est *de définir l'orientation générale de la vie des sociétés sur le plan des valeurs, des principes directeurs, sans pour autant exercer toujours une fonction de commandement*. La classe des journalistes, ceux qui fabriquent l'opinion, ne gouverne pas, mais joue un grand rôle dans l'orientation de nos sociétés. Dans le fonctionnement des élites, le plus frappant, à l'heure actuelle, est le consensus qui les réunit et qui constitue leur vrai ciment. Consensus qui n'empêche pas qu'il en existe une droite et une gauche. Mais nos sociétés ont une capacité à fabriquer une sorte d'unité intellectuelle qui va au-delà de ces clivages, laquelle correspond en gros ce qu'on appelle la « gouvernance »[1233].

1231 *Ibid*.

1232 Tel Pierre-André Taguieff, nous favorisons cette expression de « globalisme » au détriment de « mondialisme » pour deux raisons. La première étant, comme le rappelle justement Taguieff, afin d'éviter les pièges d'un qualificatif de « mondialisme » mobilisé par les national-populismes et une partie de l'extrême droite, qui flirte avec une explication conspirationniste de la globalisation (« le mondialisme comme projet de domination »). La seconde est que nous distinguons, comme a pu le montrer avec acuité Michel Freitag, la « mondialisation », procès commencé il y a plusieurs siècles, de la « globalisation », qui représente l'extension généralisée de la logique technocapitaliste à toutes les sphères du social. P.-A. Taguieff, *Résister au bougisme*, Paris, Mille et une nuits, 2001 et M. Freitag, *L'impasse de la globalisation*, Montréal, Écosociété, 2009, p. 15-19. Voir également W. Streeck, *Entre globalisme et démocratie*, *op. cit*.

1233 M. Gauchet, *Comprendre le malheur français*, Paris, Stock, 2016, p. 347-348. Nous soulignons.

Les élites en question partagent donc, suivant leur sensibilité cosmopolite, un idéal « politique » de gouvernance (et non d'*autogouvernement* du peuple), qui entend dépasser le cadre national. C'est ce dont témoigne l'engouement des classes dirigeantes pour l'Union européenne, mais aussi pour la multiplication des traités de libre-échange comme de l'unification de la planète à travers le droit international et les nouvelles technologies de communication. Tel que le soutient Gauchet, « [l]es élites se définissent désormais en fonction de cette ouverture des sociétés à l'international, avec ce qu'elle implique de personnel spécialisé[1234] ».

Ainsi, la définition de Gauchet dépasse celles qui mettent l'accent sur la classe dirigeante, que C. Wright Mills appelle « l'élite du pouvoir », c'est-à-dire ceux qui « sont en position de prendre des décisions aux conséquences capitales[1235] ». Mais cette ouverture posée dans la conceptualisation de l'*élite* est à comprendre comme le résultat d'une nouvelle conjoncture sociale où le politique se trouve en déclin.

> La dilution de la fonction gouvernante a engendré ce qu'on peut appeler une privatisation morale et sociale des élites. Car l'exercice de cette fonction reposait sur l'identification du devoir, très puissant, exprimé en France sous la notion de *service*. L'élite était inséparable d'une éthique du service de la collectivité. Les deux guerres mondiales et la Résistance en avaient renforcé le relief. L'ébranlement de la vision classique de ce que veut dire gouverner ou diriger a complètement brouillé ce devoir des élites envers leur société d'appartenance, et cela dans tous les domaines[1236].

Gauchet rejoint ici l'analyse de Lasch sur la révolte des élites, mais en tant que produit d'une crise plus générale de la démocratie représentative, dominée par la régulation du droit et du marché. Avec l'affaiblissement du pouvoir proprement politique s'effacent les devoirs qui légitimaient la fonction de la classe dirigeante.

L'influence de la thèse de Lasch en France est remarquable, principalement lors du bouillonnement populiste qui a marqué ce pays à la fin des années 2010, trouvant son apogée avec la crise des Gilets jaunes. Le journaliste au Figaro et essayiste Alexandre Devecchio parle des « prophéties » de l'auteur américain dans son ouvrage remarqué

[1234] *Ibid*., p. 349.
[1235] C. Wright Mills, *L'élite au pouvoir*, Marseille, Agone, 2012, p. 2.
[1236] M. Gauchet, *Comprendre le malheur français*, *op. cit*., p. 353-354.

Recomposition[1237]. Afin d'expliquer l'élection de Donald Trump en 2015, que les experts n'avaient pas réussi à prédire, le succès du Brexit au Royaume-Uni, l'accession au pouvoir d'une coalition entre les identitaires de la Ligue et des technopopulistes du M5S en Italie, ou encore l'importance évidente du Rassemblement national en France, l'essayiste considère que le « nouveau monde populiste » représente « la révolte des peuples contre la révolte des élites[1238] ». En effet, ces différents mouvements de repli identitaire et économique, qui mettent l'accent sur la nation, s'affirmeraient comme une violente réponse protectionniste au cosmopolitisme libéral prôné par les élites du monde occidental. En réaction aux effets d'une globalisation portée depuis des années par les élites néolibérales, « ce que l'on appelle aujourd'hui les nationalismes, les populismes, ou les souverainismes, écrit le politiste et sondeur Stéphane Rozès, ne sont pas autre chose que des révoltes des peuples pour se réapproprier leur destin. Ils en reviennent, dans leur bataille, à la forme archaïque de leur imaginaire[1239] ».

La vie intellectuelle française des dernières années semble d'ailleurs particulièrement marquée par cette question d'une crise des élites. Selon l'ancien ministre socialiste Hubert Védrine, la montée du populisme en France, mais également en Europe, représenterait « la mesure de l'échec des élites[1240] ». Plus généralement, un nombre considérable d'essais politiques entendent rendre compte de ce problème, afin de le dénoncer. C'est ce que font par exemple Michel Maffesoli et Helène Strohl qui parlent, suivant une perspective postmoderne, d'une véritable « faillite des élites » à comprendre le désir de communauté du « peuple »[1241]. Dans son ouvrage *Populophobie*, l'essayiste et député RN Guillaume Bigot soutient que « depuis la fin de la guerre froide, de soi-disant élites s'efforcent de jeter par-dessus bord la notion de bien commun[1242] ». Malika Sorel-Sutter, membre du Haut conseil de l'intégration sous Nicolas Sarkozy de 2009 à 2012, écrit en 2015 *Décomposition française*, livre qui entend rendre compte de l'intérieur l'incapacité de la classe dirigeante

[1237] A. Devecchio, *Recomposition*, Paris, Cerf, 2021, p. 198.
[1238] *Ibid*., p. 204.
[1239] S. Rozès, *Chaos*, Paris, Cerf, 2022, p. 31.
[1240] H. Védrine, « Le populisme, c'est l'échec des élites », *France 24*, 23/05/2018, [En ligne] https://www.france24.com/fr/20180522-mardi-politique-vedrine-italie-gouvernement-salvini-di-maio-europe-macron-le-pen.
[1241] M. Maffesoli et H. Strohl, *La faillite des élites*, Paris, Cerf, 2019.
[1242] G. Bigot, *Populophobie*, Paris, Plon, 2020, p. 7.

hexagonale à faire écho aux préoccupations primordiales du peuple, essentiellement identitaires[1243].

> La France et sa République ne se meurent pas tant de la force de leurs adversaires, écrit-elle, que de la faiblesse de leurs partisans. Ce n'est pas la République qui a échoué, c'est l'État. Ce n'est donc pas à la République de cesser de reculer, mais à l'État, garant de l'unité, de cesser de faire reculer la République. C'est l'État qui a, comme cela s'est déjà produit au cours de l'Histoire, failli à son devoir premier, protéger la nation, c'est-à-dire le peuple français, et assurer son unité. Les Français se sentent menacés dans leur identité en tant que peuple car l'État a laissé s'installer, puis s'enraciner, le communautarisme et a promu le multiculturalisme.[1244]

C'est effectivement dans un climat marqué par des actes de terrorisme islamiste sur le territoire national (Charlie Hebdo, Bataclan) et la crise migratoire de 2015, que le débat public français se polarise, ce qui participe à creuser un clivage idéologique élite/populistes, dans une perspective qui oppose généralement libéralisme (de droite comme de gauche) et conservatisme radical. Dans le journal de droite *Valeurs Actuelles*, le célèbre écrivain Michel Houellebecq avance que les classes supérieures ont perdu, depuis la chute du Parti communiste, tout intérêt pour le peuple, ce qui explique l'importance de l'identité « populiste » du Front/Rassemblement national. « Entre la population et les élites, écrit-il, le mot "incompréhension" en France est, à mon avis, beaucoup trop faible. Ce à quoi on a affaire, c'est tout simplement de la haine[1245] ».

Mais c'est avec la montée du mouvement porté par Emmanuel Macron puis son accession au pouvoir en 2017 que se durcit la dénonciation des élites libérales. À l'aube de son élection, le journaliste nordiste François Ruffin, qui deviendra tribun du peuple pour la France Insoumise, parle du futur président comme d'une « caricature de la démission des élites[1246] ». En effet, le militant de gauche, qui défend une politique protectionniste, voit dans l'ancien banquier chez Rothschild l'incarnation d'une élite libérale qui délaisse la classe ouvrière française et son industrie pour prioriser une économie globalisée qui favoriserait les nantis. Pour l'ancien conseiller de François Hollande Aquilino Morelle, le

---

1243 M. Sorel-Sutter, *Décomposition française*, Paris, Fayard, 2015.
1244 *Ibid*.
1245 M. Houellebecq, « Les élites haïssent le peuple », *Valeurs actuelles*, 18 février 2017, [En ligne] https://www.valeursactuelles.com/societe/michel-houellebecq-les-elites-haissent-le-peuple/.
1246 F. Ruffin « Macron, caricature de la démission des élites », propos recueillis par Hervé Mathan, *Marianne*, 11 septembre 2016 [En ligne], https://www.marianne.net/politique/francois-ruffin-macron-caricature-de-la-demission-des-elites.

phénomène Macron représente la consécration du libéralisme économique et de l'européisme, « opium des élites[1247] ».

C'est d'ailleurs un an après l'accession au pouvoir de Macron que sonnera la crise des Gilets jaunes en France. Engagé dans ce mouvement, le militant politique et avocat Juan Branco, issu pourtant de l'élite parisienne (« l'ange noir de Saint-Germain-des-Prés » selon Paris Match), se présente d'ailleurs comme un déclassé par conviction et défenseur du peuple contre le monarque Macron, s'étant héroïquement détaché de ses intérêts de classe. Dans ses essais remarqués *Crépuscule*[1248] puis *Abattre l'ennemi*[1249], il fustige les « Princes de la République » et leur moralité douteuse[1250]. Adoptant un style pamphlétaire à la fois populiste et révolutionnaire, il écrit notamment que

> Les Princes de la République, à mi-chemin du politique et de l'oligarchique, ont pour fonction d'arbitrer et de gérer l'acquis en s'octroyant en passant le droit de le faire au nom de l'État, tandis que les élus, qui sont le plus souvent issus de cette caste, et représentent autrement les intérêts de la bourgeoisie des pays, interfacent avec la nation et s'assurent de son consentement[1251].

Plus généralement, le mouvement des Gilets jaunes, qui émerge à la suite de politiques fiscales et économiques jugées défavorables pour les classes populaires et moyennes de ce que Christophe Guilluy a nommé la « France périphérique », marque une fracture entre deux ensembles distincts. Tel que le souligne le géographe, il « illustre le clivage culturel, social et géographique fondamental d'aujourd'hui : celui qui oppose un nouveau "bloc populaire", celui des périphéries, à un nouveau "bloc bourgeois", celui des métropoles mondialisées[1252] ».

Les termes que mobilise Guilly pour décrire cette opposition renvoient aux travaux du sondeur et politiste Jérôme Sainte-Marie, qui soutient la thèse que la conjoncture politique qui couronne Macron à la présidence est l'expression d'une nouvelle lutte, celles entre un

---

[1247] A. Morelle, *L'opium des élites*, Paris, Grasset, 2021.
[1248] J. Branco, *Crépuscule*, Paris, Au diable vauvert, 2019.
[1249] J. Branco, *Abattre l'ennemi*, Paris, Michel Lafon, 2021.
[1250] Suivant plusieurs aspects d'une mythologie antiélitiste tendanciellement conspirationniste, en prenant appui sur des faits réels (comme ceux de Duhamel et de Strauss-Kahn en France) pour en faire une logique systémique, plusieurs pages d'*Abattre l'ennemi* sont consacrées à la sexualité perverse des classes dirigeantes, comme la sadienne République de Salò mise en scène par Pasolini.
[1251] *Ibid*., p. 222.
[1252] C. Guilluy, *No Society*, *op. cit*., p. II.

bloc élitaire et un *bloc populaire*. Le bloc élitaire, dont le macronisme s'avère l'incarnation, est constitué de trois pôles selon le politiste : une « élite réelle » (les privilégiés économiquement)[1253], une « élite aspirationnelle[1254] » (composée de cadres ou d'étudiants des grandes écoles) et une « élite par procuration » (« tous ceux, notamment parmi les retraités, qui s'abritent derrière le pouvoir en place pour défendre leur situation[1255] »). Ce bloc élitaire, libéral et favorable à la mondialisation, s'oppose à un bloc populaire plus protectionniste et attaché à l'identité nationale.

Dans *L'Archipel français*, le sondeur Jérôme Fourquet défend également l'idée, tableaux à l'appui, que la France est en proie avec un processus de « sécession des élites ». Si l'on assiste à une balkanisation de la société hexagonale, les élites participeraient activement à ce processus.

> Il s'agit d'un mouvement de séparatisme social, qui engage une partie de la frange supérieure de la société. Christopher Lasch a étudié ce phénomène aux États-Unis, mais il est également à l'œuvre chez nous. Les occasions de contacts et d'interactions entre les catégories supérieures et le reste de la population se raréfient. De manière plus ou moins consciente et plus ou moins volontaire, les membres de la classe supérieure se sont progressivement coupés du reste de la population et se sont ménagé un entre-soi bien confortable pour eux[1256].

Cette dynamique de ségrégation sociale se manifeste notamment dans la très forte baisse de la population ouvrière dans les grandes villes de France, déplacée, par la gentrification, vers la périphérie[1257].

Les analyses de cette « révolte des élites » par les deux sondeurs font écho à celles de Guilluy, qui tâchent de décrypter un clivage fondamental dans la société française, opposant une « France d'en haut », celle des métropoles mondialisées, et une « France d'en bas », périphérique. Cette fracture est l'expression de deux mondes au sein d'une même nation, qui vivent deux réalités extrêmement différentes, évoluant en vase clos. La première rassemble les élites politiques, culturelles, médiatiques et économiques en plus d'une « nouvelle bourgeoisie urbaine[1258] », qui bénéficie des bienfaits de la globalisation. Cette

[1253] J. Sainte-Marie, *Bloc contre bloc*, Paris, Cerf, 2019, p. 29
[1254] *Ibid*.
[1255] *Ibid*., p. 30.
[1256] J. Fourquet, *L'archipel français*, Paris, Seuil, 2019, p. 93.
[1257] *Ibid*., p. 99.
[1258] C. Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, op. cit., p. 141.

France des métropoles s'abreuve aux idéaux libéraux et postnationaux, tout en défendant ses intérêts économiques propres, car pour le géographe, cette opposition est avant toute chose une division de classe. De l'autre côté, la France périphérique représente la « France des fragilités sociales[1259] », et forme « un ensemble multiforme qui comprend les agglomérations plus modestes, notamment quelques capitales régionales, et surtout le réseau des villes petites et moyennes », en plus des espaces ruraux et périurbains[1260]. Cette France populaire, qui incarne « la majorité de la population », serait « invisible et oubliée[1261] », jusqu'à la révolte des Gilets jaunes, comme réponse à la sécession des élites. Car, selon Guilluy, il y a « mensonge de la société ouverte[1262] », étant donné que les métropoles globalisées se forment comme de nouvelles citadelles fermées aux classes populaires. « Dans les faits, la société mondialisée est une société fermée où le grégarisme social, le séparatisme, l'évitement et la captation des richesses n'ont jamais été aussi puissants[1263] ». Dans les grandes villes, « vitrines de la mondialisation heureuse[1264] », le géographe constate effectivement une dynamique préoccupante de séparatisme social, qui se manifeste notamment par l'évitement scolaire. Vendant une idéologie libérale et cosmopolite et vantant les bienfaits de l'immigration, les élites se replieraient paradoxalement dans l'entre-soi, en évitant de se confronter elle-même au monde multiculturel qu'elle porte aux nues.

Nous nous focalisons ici sur la France, car c'est là où la thèse d'une révolte des élites semble avoir, dans le discours politologique, pris le plus de place. Mais il est important de relever sa certaine postérité dans le pays d'origine de Lasch : le philosophe Patrick Deneen reprend explicitement le terme pour analyser les grandeurs et misères du libéralisme contemporain[1265]. Le journaliste Thomas Frank, de son côté, reconnaît sa dette envers Lasch pour comprendre la révolte populiste actuelle[1266]. Michael Lind, introducteur du terme *overclass* dans son essai remarqué *The Next American Nation*[1267], considère

[1259] C. Guilluy, *La France périphérique*, Paris, Flammarion, 2015, p. 27.
[1260] *Ibid*.
[1261] *Ibid*., p. 11.
[1262] C. Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, *op. cit*., p. 17.
[1263] *Ibid*., p. 22.
[1264] Ch. Guilluy, *La France périphérique*, *op. cit*., p. 8.
[1265] P. Deneen, *Why Liberalism Failed*, New Haven, Yale University Press, 2018.
[1266] T. Frank, *The People, NO*, New York, Picador, 2020.
[1267] M. Lind, *The Next American Nation*, New York, The Free Press, 1995.

également que le monde occidental est en proie à une sécession des élites libérales, générant une nouvelle lutte des classes, dont le populisme est le symptôme :

> [t]he technocratic neoliberal revolution from above, carried out in one Western nation after another by members of the ever more aggressive and powerful managerial elite, has provoked a populist backlash from below by the defensive and disempowered native working class […][1268].

La montée en puissance de populismes identitaires, qui fustigent les élites mondialisées en appuyant les Trump, Le Pen, Salvini ou Farage, serait la réponse à l'oubli des peuples nationaux par les classes dominantes. Car comme l'écrit Marcel Gauchet, « ce problème des élites n'est pas propre à la France ; il se pose un peu partout dans le monde occidental, comme en témoigne la montée des populismes[1269] ». Le politiste Ivan Krastev considère que l'Europe s'avère aux prises avec une mutation des élites, passant de l'idéal aristocratique à l'idéal méritocratique, postnational et produisant des « mercenaires », sur le même modèle que les vedettes du football mondial[1270] :

> Les élites aristocratiques traditionnelles avaient des devoirs et des responsabilités, et leur éducation les préparait à se montrer à leur hauteur. Leurs aïeux – ces aïeux qui les toisaient du haut des portraits accrochés aux murs de leurs manoirs – avaient eux-mêmes rempli ces mêmes devoirs, des générations durant, et ce seul fait-là signifiait qu'ils devaient être pris au sérieux. En Angleterre, par exemple, les jeunes gens issus des classes supérieures qui combattirent au cours de la Première Guerre mondiale y tombèrent en plus grande proportion que les jeunes hommes des classes les plus modestes. En comparaison, les nouvelles élites sont formées pour gouverner mais sont tout sauf prêtes au sacrifice. Leurs enfants ne sont pas morts au front (et ne serviront pas même sur le moindre front). La nature et la convertibilité des compétences des nouvelles élites les affranchissent très concrètement de leur propre nation. Elles ne dépendent pas des systèmes éducatifs publics nationaux (leurs enfants étudient dans des établissements privés) ni des systèmes de protection sociale nationaux (elles peuvent se permettre les meilleurs établissements hospitaliers). Elles ont perdu la capacité de partager les passions et les émotions de leur communauté. Et les gens vivent cet affranchissement des élites comme une perte de leur pouvoir de citoyen. Les élites méritocratiques sont extrêmement connectées mais leurs réseaux sont horizontaux[1271].

[1268] M. Lind, *The New Class War*, *op. cit*., p. xiii.
[1269] M. Gauchet, *Comprendre le malheur français*, Paris, Stock, 2016, p. 366-367.
[1270] I. Krastev, *Le destin de l'Europe*, Paris, Premier Parallèle, 2017, p. 86.
[1271] *Ibid*., p. 88.

Parlant des problèmes liés à l'immigration dans les pays scandinaves, allant jusqu'à remettre en cause le fameux « modèle suédois », Guilluy affirme que, suivant la thèse de Lasch :

> [e]n Suède comme en France, en Italie ou aux États-Unis, « noblesse n'oblige plus ». La fuite en avant des classes dominantes occidentales, inscrites dans un long processus d'abandon des classes populaires, débouche aujourd'hui sur une remise en question de l'État-providence et sur un abandon généralisé du bien commun. Elle est l'aboutissement d'une « culture de l'égoïsme », mais aussi du développement d'un profond mépris de classe[1272].

Les élites occidentales refuseraient de faire société avec les classes populaires en investissant plus largement le cadre politique national, ce qui nourrirait la grogne populiste.

Si l'usage du terme élite peut être galvaudé dans le discours populiste, il n'en demeure pas moins qu'une fracture socio-culturelle semble être à l'œuvre à l'intérieur de bon nombre des sociétés du globe, l'espace occidental en tête. Observons donc la nature idéologique et sociologique de ce clivage de plus près.

7.2.3 La fracture *Anywhere*/*Somewhere*

Le journaliste David Goodhart a commis un ouvrage, en 2017, qui connut un retentissement international : *The Road to Somewhere – The Populist Revolt and the Future of Politics*[1273]. Dans ce livre important, l'auteur britannique entend faire ressortir les grandes lignes d'une nouvelle fracture. À la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, qui produit une véritable commotion dans le monde médiatique, Goodhart tente de dépasser les idées reçues sur le sujet, qui serait l'expression d'un profond repli de la société britannique[1274], afin de comprendre de quoi le phénomène est l'expression. Il en ressort avec une véritable théorie de la sécession des élites comme de la révolte populiste à l'ère de la globalisation. En effet, afin de saisir la nature d'une opposition fondamentale qui se creuse entre une Grande-Bretagne libérale, portée par ses élites blairistes et effarée devant la victoire du Brexit, et une Angleterre ouvrière et périphérique, qui a voté pour le « Oui »,

---

[1272] C. Guilluy, *No Society*, *op. cit*., p. 157.
[1273] D. Goodhart, *The Road to Somewhere*, Oxford, Oxford University Press, 2017. *Les Deux Clans*, Paris, Les Arènes, 2019.
[1274] *Ibid*., p. 41.

Goodhart forge les « concepts » d'*Anywhere* (Partout) et *Somewhere* (Quelque-Part), typologie qui entend tracer les contours de deux types sociaux.

La première catégorie, celle des Partout, représente la classe dominante au Royaume-Uni, mais qui pourrait être transposée conceptuellement dans toutes les sociétés occidentales. Elle est essentiellement urbaine, diplômée, bien insérée dans le marché de l'emploi, donc apprécie les transformations générales issues de la globalisation. Sa principale caractéristique représente sa sensibilité libérale, une idéologie que Goodhart qualifie d'« individualisme progressiste[1275] ». Cette idéologie, écrit-il

> accorde beaucoup de valeurs à l'autonomie, à la mobilité, à l'innovation, et nettement moins à l'identité de groupe, à la tradition et aux pactes nationaux (Église, patrie, famille). La plupart des Partout voient d'un bon œil l'immigration, l'intégration européenne et la diffusion des droits humains, autant d'éléments qui ont tendance à diluer les revendications nationales[1276].

Les *Anywheres* ont une conception individualiste de l'accomplissement, sont à l'aise avec la méritocratie, et s'inscrivent globalement dans l'agenda politique des nations occidentales depuis plusieurs années.

Les *Somewheres* (Quelque-Part), eux, partagent des perspectives différentes, étouffées pendant longtemps. On les retrouve dans les anciens bastions industriels du Nord de l'Angleterre (Liverpool, Manchester, Sunderland, Newcastle), dans les Midlands et en périphérie de Londres. Ils sont généralement moins diplômés et restent souvent dans leur région natale, et seraient à la base de bon nombre de protestations nationalistes et populistes.

> À l'inverse, écrit Goodhart, les Quelque-Part ont des instincts plus conservateurs et communautaristes. Dans l'ensemble, ils ne sont pas extrêmement religieux (contrairement à leurs homologues américains), et seuls de petits nombres à la marge de l'extrême droite sont des autoritaristes convaincus et des xénophobes endurcis. Ils sont modérément nationalistes. Ils sont gênés par de nombreux aspects de l'évolution culturelle et économique, tels que l'immigration de masse, un discours ambiant qui ne parle que de réussite alors qu'ils ont du mal à s'en sortir, le statut dégradé des emplois non qualifiés et une conception moins tranchée des rôles de l'homme et de la femme[1277].

1275 *Ibid*., p. 19.
1276 *Ibid*.
1277 *Ibid*., p. 20.

Cette partie de la population du Royaume-Uni se trouve à être majoritaire, et serait séduite par les politiques protectionnistes qui justifieraient la sortie de l'Union européenne.

Afin de soutenir cette thèse, Goodhart précise que s'il s'appuie sur son « expérience britannique » pour dresser cette typologie, il n'existe pas moins des « schémas similaires dans nombre d'autres pays développés[1278] ». Si cette opposition peut sembler tranchée et péjorative, l'auteur qualifiant l'objectif de son livre comme une tentative de « décrire avec le respect qu'elles méritent les intuitions et les idées propres aux Quelque-Part, et à les défendre contre le mépris de certains membres du clan des Partout[1279] », il refuse de verser dans le moralisme en rappelant que personne n'est intégralement l'un ou l'autre, qu'il partage lui-même, à la base, la sensibilité des Partout[1280], tout en reconnaissant « qu'il existe aussi des versions grossières et xénophobes de la politique des Quelque-Part, dans lesquels le populisme glisse vers l'extrême droite ou vers la grandiloquence menaçante d'un Donald Trump[1281] ». En appelant politiquement à un « populisme décent[1282] », Goodhart propose une analyse qui aurait vocation à réunir la Grande-Bretagne sous un nouveau pacte social et national, lequel arriverait à prendre en considération les sensibilités des deux groupes et faire renouer les élites libérales avec le « peuple ». C'est d'ailleurs aussi ce que propose Michael Lind pour les États-Unis : trouver les bases d'un nouveau *New Deal* qui réconcilierait l'élite managériale et le peuple américain[1283], en appelant au réinvestissement de l'État-providence.

Goodhart soutient aussi que si cette fracture peut donner l'impression que nous sommes face à deux clans en guerre, comme peuvent en témoigner le caractère acrimonieux des *guerres culturelles* que peuvent se mener le nationalisme réactionnaire et la gauche libérale-culturelle dans le monde occidental à l'heure actuelle, les Quelque-Part ne seraient pas si différents de leurs opposants. « Ils veulent en partie la même chose que les Partout, mais ils souhaitent que cela arrive moins vite, et avec modération[1284] ». Le problème

[1278] *Ibid*., p. 49.
[1279] *Ibid*., p. 34.
[1280] *Ibid*.
[1281] *Ibid*.
[1282] *Ibid*., p. 20.
[1283] M. Lind, *The New Class War*, *op. cit*.
[1284] D. Goodhart, *Les deux clans*, *op. cit*., p. 20.

s'avère que, jusqu'à l'avènement du moment populiste contemporain, c'étaient les élites libérales qui influençaient l'orientation générale de la société :

> le clan des Partout – notamment des élites urbaines de gauche et de droite, qui reflètent les intérêts des catégories socioprofessionnelles supérieures – domine depuis vingt-cinq ans l'agenda politique britannique quel que soit le parti en place, et qu'il a trop souvent confondu ses intérêts propres avec l'intérêt général[1285].

Ce sont eux qui se sont imposés autant comme les influenceurs que les thuriféraires de la globalisation, qu'ils voient comme un procès (et un progrès) inéluctable. L'Union européenne, qui représente selon Goodhart « le projet Partout par excellence[1286] », traduit également l'illustration de la domination politico-économique des élites libérales. « Élitisme technocratique » et « désir de transcender le national »[1287] sont les deux faces idéologiques d'un individualisme progressiste ne prenant pas en compte les demandes des Quelque-Part, qui s'est avéré comme l'unique voie politique jusqu'au Brexit, réaction populiste à cette hégémonie, portée par le UKIP de Nigel Farage puis le gouvernement conservateur de Boris Johnson, qui l'emportera en 2019, suivant une ligne « national-protectionniste », sur le populiste de gauche du Labour Jeremy Corbyn.

Jérôme Fourquet, dans ses études sur les mutations des sociétés occidentales, considère également que nous sommes face à une fracture entre tenants du libéralisme et défenseurs d'un certain localisme nationaliste. Remarquable dans l'opposition entre villes globalisées et *hinterlands* désindustrialisés dans le monde occidental,

> [o]n voit ainsi poindre un clivage entre ceux qui auraient un rapport maîtrisé et apaisé à la mobilité (c'est-à-dire ceux qui ne redoutent pas les flux migratoires, qui défendent le principe de libre circulation et qui pratiquent aisément la mobilité dans un cadre touristique, professionnel ou résidentiel) et ceux qui entretiendraient un rapport plus craintif et restreint ou contraint à la mobilité. Ces derniers voyagent moins, vivent souvent là où ils sont nés, sont inquiets voire opposés à l'immigration et souhaitent le retour des frontières nationales[1288].

L'analyse de Goodhart, qui a eu un certain écho, est partagée par un certain nombre de politologues. Depuis plusieurs années, Thomas Frank observe avec ses spécificités propres ce type de fracture au sein de la société américaine, en proie à une véritable « guerre

---

[1285] *Ibid*., p. 28.
[1286] *Ibid*., p. 151.
[1287] *Ibid*.
[1288] J. Fourquet, *Le nouveau clivage*, *op. cit*., p. 10.

culturelle[1289] ». Aux élites libérales des côtes s'opposent l'Amérique profonde, tenante de valeurs plus conservatrices. Si cette dernière s'est tournée vers la droite radicale du Parti républicain, cette option n'est pas, pour Frank, l'incarnation logique d'une opposition stricte entre gauche urbaine et droite rurale/industrielle. C'est justement parce que le *GOP* a su se positionner, dans sa rhétorique, comme le parti du peuple, contre des élites démocrates repliées dans l'entre-soi, que la majorité des *Somewheres* états-uniens s'est tournée vers lui. Or, le Parti Républicain et le mouvement du *Tea Party* ne pourraient pas être plus étrangers aux intérêts de la classe ouvrière de l'Amérique du milieu. Mais, comme l'écrit Frank,

> [l]a Grande Réaction a permis la renaissance du « laisser-faire », mais cela ne signifie obligatoirement pas que l'on nous parle à la manière de ces vieux capitalistes qui invoquaient le droit divin de l'argent ou exigeaient que les manants se tiennent à leur place dans la grande chaîne de l'humanité. Non, bien au contraire, la réaction s'est présentée comme l'ennemie de l'élite, la voix des victimes d'une persécution injuste, une protestation légitime de ceux qui se trouvent du mauvais côté de l'histoire[1290].

À contre-courant des intérêts économiques des pauvres du Midwest, des Appalaches et des Grandes Plaines, la droite américaine mobilise la question des mœurs et de la culture (contre l'avortement, contre le contrôle des armes à feu, pour l'isolationnisme, contre l'impôt et les mesures étatiques environnementalistes, hostile aux droits des minorités, contre l'éducation rationaliste) pour séparer les « deux nations[1291] », et aller chercher la majorité ouvrière en posant l'élite des métropoles côtières comme étrangère à leur réalité. Ce discours lui permet par ailleurs de légitimer un néolibéralisme qui serait l'apanage d'une certaine tradition conservatrice américaine, reaganienne, d'un peuple de producteurs hostiles à un État encourageant la paresse, la faiblesse, l'assistanat. Ainsi, c'est en couplant un illibéralisme culturel à la sauce protestante à un ultralibéralisme économique, censés être l'incarnation d'une éthique virile de la responsabilité individuelle, que la droite états-unienne a réussi à mettre de son côté une bonne partie des perdants de la globalisation, en capitalisant sur le sentiment d'insécurité culturelle. En mobilisant un discours moraliste

---

[1289] Th. Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Marseille, Agone, 2013, p. 15. La version originale de l'ouvrage est la suivante : *What's the Matter with Kansas? How conservatives won the heart of America*, New York, Picador, 2005.
[1290] *Ibid*., p. 8.
[1291] *Ibid*., p. 19.

qui oppose les soi-disant « producteurs enracinés » du *Heartland* aux élites parasitaires et cosmopolites des côtes plus progressistes, le néopopulisme réactionnaire à l'américaine participe lui aussi d'un imaginaire de la fracture culturelle, mâtiné de producérisme, entre *Somewheres* et *Anywheres*, détaché dans ce discours de toute détermination socioéconomique[1292]. La mythologie du *self-made man* et l'individualisme protestant fournissent ici les fondements des représentations conservatrices du petit peuple américain, qui s'inscrirait en faux contre le snobisme des élites libérales, des *Ivy Leagues*, du Parti démocrate, de la Silicon Valley et de la finance, étrangères à la morale patriotique, traditionnaliste et chrétienne de la majorité.

Symétriquement à cette droite religieuse se prétendant le relais immédiat des intérêts de l'Amérique du milieu s'affirme une « gauche culturelle » sur les villes côtières et les campus, qui puise essentiellement dans les revendications des minorités. En effet, celle-ci est la dernière héritière d'une *New Left* qui s'est développée en rupture avec l'ancien marxisme pro-soviétique dès les années 1960-1970, avec la spécificité, sur le moyen terme, de faire triompher les questions culturelles sur le politico-économique. En prenant appui sur l'efficacité réelle du militantisme centré sur la libéralisation de sociétés encore traditionnelles dans les pratiques (mouvement homosexuel, lutte contre le racisme, féminisme de seconde vague, contre-culture, etc.), la nouvelle gauche états-unienne mutera peu à peu vers les *Identity politics*, au point de jeter avec l'eau du bain soviétique le bébé de la critique de la domination capitaliste. Ces différents mouvements culturalistes, qui ont un temps été qualifiés de « nouveaux mouvements sociaux », fourniront la base de toute dénonciation de l'ordre établi, jusqu'à pénétrer une institution politique comme le Parti démocrate et les grandes organisations du capitalisme cybernétique (*GAFAM*[1293]). Ce développement d'un progressisme d'obédience identitaire, qui fera son chemin au sein des élites culturelles d'une Amérique qui entend encore se poser comme modèle de la mondialisation libérale, se radicalisera au contact de son ennemi populiste-conservateur, ainsi que le montrent les polémiques contemporaines autour de la « question *woke* », censé

[1292] Comme peut le faire ressortir Nancy Fraser, il s'agit en fait des deux pôles du capitalisme américain contemporain. N. Fraser, « Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire : un choix qui n'en est pas un », dans H. Heiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, *op. cit*., p. 60-77.
[1293] Sur ce sujet précis, que nous aurons l'occasion de creuser plus loin, voir l'intéressant ouvrage du géographe américain Joel Kotkin, *The Coming of Neo-Feudalism*, New York, Encounter Books, 2020.

incarner le renouvellement de ces guerres culturelles[1294] qui se transposeront d'ailleurs dans les débats québécois et français[1295].

Or, si aux États-Unis, la *gauche* représente un épouvantail censé représenter exactement l'envers de la nation populaire, il conviendrait de reconnaître qu'elle ne se pose pas comme une tradition politique établie mais plutôt en tant que libéralisme culturel, bien ancré dans le capitalisme néolibéral. En effet, l'usage de l'anathème « communiste » dans le discours public américain, afin de désigner toute mesure qui viendrait minimalement atténuer les dynamiques économiques de privatisation, s'avère un témoignage post-maccarthiste d'une hostilité idéologique de principe à toute logique de socialisation des ressources, qui marque les représentations collectives du pays sur les questions politiques. Ainsi, la dénonciation de la « gauche », si l'on fait exception du moment Bernie Sanders en 2015, passe comme une critique conservatrice d'une idéologie qui se présente avant toute chose comme un progressisme culturel, c'est-à-dire une représentation libérale du social souvent enracinée dans un nouveau stade du capitalisme qui a fait de la *mobilité*, de la *flexibilité* et de l'*inclusion* ses maîtres-mots. C'est cette partie libérale de la classe dominante qui possède une influence culturelle non négligeable au sein des sociétés occidentales[1296], et qui se trouve considérée comme une élite cosmopolite détachée des préoccupations de la majorité nationale.

Le creusement de ce clivage ne serait pas exempt d'un conflit économique, même si cette dimension est rarement mise explicitement de l'avant dans les discours populistes. Dans *The New Class War*, Michael Lind considère effectivement qu'une nouvelle lutte des classes oppose les différentes *overclasses* nationales (mais qui se vivent comme

---

[1294] Le terme renvoie à celui de *Culture Wars* tel que mobilisé par James Davidson Hunter pour saisir les dynamiques de polarisation du débat public autour d'enjeux de mœurs (avortement, homosexualité, armes à feu, etc.) aux États-Unis dans les années 1990. J. D. Hunter, *Culture Wars*, New York, Basic Books, 1991.

[1295] Principalement autour des confrontations sur la question du « politiquement correct ». Voir notamment, dans deux perspectives radicalement antagoniques, ces deux essais polémiques québécois : M. Bock-Côté, *L'empire du politiquement correct*, Paris, Cerf, 2019 et F. Dupuis-Déri, *Panique à l'université*, Montréal, Lux, 2022.

[1296] Ce qu'il est possible de constater notamment dans la mise en place de programmes éducatifs modernisateurs, qui mettent l'accent sur un enseignement différencié « par compétences », l'accompagnement individualisé de l'élève pour le rendre conforme à son moi « authentique », dynamiques générales qui prennent comme prémisse un libéralisme ontologique, substantiellement hostile à toute institutionnalité. Voir notamment D. Auclair, *Moralité, Autorité, Normalité*, Bruxelles, Peter Lang, 2022, F. Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002, ainsi que J.-P. Le Goff, *La barbarie douce*, Paris, La Découverte, 2003.

transnationales) aux majorités ouvrières-moyennes, séparées dans deux ensembles géographiques : les villes centres (*hubs*) et les *heartlands*[1297]. Les métropoles connectées, qui partagent souvent plus de références communes entre elles qu'avec le reste du territoire national au sein duquel elles s'inscrivent, sont des espaces mondialement prisés, où le marché immobilier et les dynamiques de gentrification ont tendance à éjecter les classes populaires de leur centre. Auparavant des piliers de la culture ouvrière à l'époque de la Révolution industrielle, des villes entières comme Londres ou des secteurs et quartiers comme Brooklyn ou l'Est parisien deviennent des hauts-lieux de la bourgeoisie *cool* mondiale, où se développent des *lifestyles* et modes de consommation caractéristiques d'une urbanité mondialisée, marqués par les cafés *third wave*, les restaurants étoilés de cuisines du monde, les espaces de *coworking* pour *digital nomads* et autres *fab labs*, les microbrasseries de bières amères et sures et les bars de « vins nature » effervescents, souvent à l'intérieur d'un patrimoine industriel, dernier vestige d'une présence ouvrière. Nouvel habitat naturel des classes moyennes élevées jusqu'à l'*overclass*, peuplées d'*Airbnb* et de nomades numériques, de quartiers périphériques pour des personnes immigrantes qui occupent souvent des postes de maintenance, ces villes-monde tendent à se ressembler toujours plus d'un pays à l'autre. On les reconnaît aussi par le nombre impressionnant de leurs « non-lieux », pour reprendre le terme de l'anthropologue Marc Augé[1298], qui marquent l'urbanité postmoderne : hôtels de grandes chaînes, chaînes de restauration rapide, aéroports – autant d'endroits rassurants pour une humanité de passage.

Par ailleurs, comme le rappelle Christophe Guilluy, la capitale du Royaume-Uni, présentée comme l'incarnation de la *ville ouverte*, est en fait une citadelle de la bourgeoisie, donc *fermée*, où le mètre carré peut atteindre 80 000 euros[1299].

> Détachée de toute appartenance collective autre que celle de son milieu, écrit le géographe, la nouvelle bourgeoisie surfe sur la loi du marché pour renforcer sa position de classe, capter les bienfaits de la mondialisation et se constituer un patrimoine immobilier qui rivalisera demain avec celui de l'ancienne bourgeoisie[1300].

[1297] M. Lind, *The New Class War*, *op. cit*., p. 14.
[1298] M. Augé, *Non-lieux*, Paris, Seuil, 1992.
[1299] L'auteur convertit les *livres* en *euros* pour son public français. C. Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, *op. cit*., p. 39.
[1300] *Ibid*., p. 16.

Villes globales, elles expriment aussi une culture où la mobilité se révèle preuve de richesse. Par voie de conséquence, la sédentarité est socialement dépréciée. « Exister localement dans un univers mondialisé, rappelle Bauman, est un signe de dégradation et de dépossession sociales[1301] ».

C'est aussi dans ces villes qu'on trouve d'ordinaire l'ensemble des centres académiques, de la classe universitaire et des franges les plus scolarisées de la population mondiale. Emmanuel Todd nomme cette classe *Academia* : marquant les territoires, « elle est devenue une fonction urbaine essentielle[1302] ». Aux États-Unis, ancrée dans les grandes villes côtières ou dans des villes-campus autosuffisantes, *Academia* représente une part importante de l'élite globale, de ses « citadelles[1303] ». Terreau de l'idéologie technolibérale qui fait le miel de la *Silicon Valley*, le monde académique états-unien est une des manifestations saillantes d'un clivage important qui se creuse entre les deux parties de la puissance occidentale. Comme l'écrit encore Todd, aux États-Unis,

> [l]e développement de l'éducation supérieure a brisé l'homogénéité culturelle du corps social qui, dès le milieu des années 1960, peut être décrit comme stratifié, mûr pour l'inégalité économique. Il y a désormais les Américains de la *high school*, d'un côté, ceux du *college*, de l'autre[1304].

La question du clivage éducatif et de ce que Michael Sandel appelle la « diplômanie[1305] » s'avère au cœur d'une opposition de représentation. Comme le souligne avec justesse le philosophe communautarien, elle marque clairement la division pour rendre compte de l'électorat en faveur de Trump et du Brexit[1306].

> Les élites ont tellement valorisé le diplôme universitaire – signe d'ascension et fondement de l'estime sociale – qu'elles ont du mal à comprendre l'*hubris* que génère la méritocratie et le mépris qu'elle impose à ceux qui n'ont pas de formation universitaire. Cette incompréhension est au cœur de la réaction populiste et de la victoire de Trump[1307].

1301 Z. Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, *op. cit*., p. 9.
1302 E. Todd, *Où en sommes-nous ?*, Paris, Seuil, 2018, p. 374.
1303 *Ibid*., p. 423.
1304 *Ibid*., p. 380.
1305 M. Sandel, *La tyrannie du mérite*, Paris, Albin Michel, 2021.
1306 *Ibid*., p. 44.
1307 *Ibid*.

Garnissant les rangs de la nouvelle « économie du savoir », cette élite du capitalisme cybernétique (ceux que Joel Kotkin nomme l'« élite cognitive[1308] ») se distingue des majorités par une dématérialisation numérique du travail qui contraste avec bon nombre de *bullshit jobs* « concrètement aliénants », servant de gagne-pain pour la partie moins scolarisée de la population. Cette division entre les classes universitaires et le reste de l'ensemble national se produit un peu partout en Occident, et témoigne d'un véritable fossé économico-culturel qui ne cesse de se creuser. D'un côté, les métropoles connectées s'affirment comme le creuset des classes supérieures internationales, marquées par les idéologies libérales et postmodernes du *mouvement*, de l'*hybridité* et du *métissage*, tandis que de l'autre, les classes moyennes et périphériques tendent à se fixer dans un habitus de la sédentarité, notamment car occupant des emplois qui limitent la capacité de mouvement, comme l'agriculture. Dans les villes universitaires, comme l'écrit Patrick J. Deneen, « a two tier system as arisen in which elite students are culled from every corner of the globe so that they may prepare for lives of deracinated vagabondage, majoring only in what Wendell Berry called "upward mobility"[1309] ». En France, Coralie Delaume défend également l'idée selon laquelle la « sécession des élites », reprenant la thèse de Lasch, s'exprime au-delà d'un clivage économique bien réel : elle représente la victoire d'une classe de « détenteurs d'un capital éducatif et culturel, lequel s'hérite de plus en plus d'ailleurs, sur fond de destruction de l'école publique et de dégraissage perpétuel du "Mammouth"[1310] », dont la manifestation politique réside dans l'investissement de l'Union européenne, au détriment de la volonté populaire. L'économiste Wolfgang Streeck observe par ailleurs que l'« opinion publique libérale », de concert avec le monde académique (auquel il appartient lui-même), aurait de la difficulté à comprendre « l'expérience quotidienne de groupes et régions en situation de déshérence et de déclin[1311] », témoignant justement du creusement de cette fracture (et se manifestant par ailleurs dans une partie de l'antipopulisme élitaire). Tel qu'il le souligne avec aplomb,

---

[1308] J. Kotkin, *The Coming of Neo-Feudalism*, *op. cit*., p. 50.
[1309] P. J. Deneen, *Why Liberalism Failed*, *op. cit*., p. 131-132.
[1310] C. Delaume, « La sécession des "élites" ou comment la démocratie est en train d'être abolie », *FigaroVox*, 20/04/2018, [en ligne] https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/04/20/31003-20180420ARTFIG00185-la-secession-des-elites-ou-comment-la-democratie-est-en-train-d-etre-abolie-par-coralie-delaume.php.
[1311] W. Streeck, « Le retour des évincés : le début de la fin du capitalisme néolibéral », dans H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, *op. cit*., p. 273.

> Le Brexit et la victoire de Trump n'ont pas seulement sidéré la sphère publique : ils ont aussi sidéré les chercheurs en sciences sociales – ce qui, me semble-t-il, constitue l'une des choses les plus étonnantes que nous aura offertes l'année 2016. Rien n'illustre mieux la scission des sociétés globalisées du néolibéralisme que la stupéfaction de leurs élites politiques et intellectuelles devant le retour des évincés, dont on avait cru pouvoir interpréter l'apathie politique comme un signe sûr de résignation définitive. Même les universités d'« excellence », aux budgets correspondants, des côtes est et ouest des États-Unis n'ont su annoncer le séisme politique. Les enquêtes d'« opinion » et leurs entretiens téléphoniques longs de vingt minutes n'ont à l'évidence plus rien à nous dire de l'état de nos sociétés en crise, profondément déstabilisées. Le nombre de ceux qui semblent considérer les chercheurs en sciences sociales comme des espions au service d'une puissance étrangère, le nombre de ceux qui les évitent ou lorsque ce n'est pas possible, qui évitent leur désapprobation en répondant à leurs questions de la manière supposément attendue par eux, ce nombre, donc, pourrait bien ne plus cesser d'augmenter. C'est ainsi que se renforcent, de façon quasiment pathologique, les illusions des « élites » quant à l'état réel de leurs sociétés[1312].

Stéphane Gendron observe ce même phénomène de clivage territorial au sein de la société québécoise : « [q]u'on le veuille ou non, il existe bien deux territoires qui évoluent en parallèle au Québec : l'un, urbain, qui poursuit sa progression et son étalement, et l'autre, rural, en proie à la désertification sociale et économique[1313] ». C'était d'ailleurs pour combler ce gouffre que l'ancienne députée Québec Solidaire Émilise Lessard-Therrien, originaire du Témiscamingue, prit le poste de co-porte-parole du parti (une expérience de courte durée), afin de représenter une formation de gauche qui peine à percer dans les régions[1314].

Si la division ville/campagne est très loin d'être un nouveau phénomène, c'est l'autonomisation de deux ensembles sociaux séparés qui marque les sociétés postmodernes, pourtant synthétisées symboliquement sous la forme nationale. Alors que les résidents des *hinterlands* périphériques sont majoritairement l'incarnation des *Somewheres*, plus susceptibles d'être attirés par les sirènes d'un national-populisme identitaire qui met de l'avant une certaine appartenance communautaire (souvent restrictive, figée et agressive), ceux des métropoles globales correspondent souvent au

---

1312 *Ibid*., p. 273-274.
1313 S. Gendron, *Rapailler nos territoires*, Montréal, Écosociété, 2022, p. 31.
1314 F. Carabin, « Émilise Lessard-Therrien, nouvelle voix rurale de Québec Solidaire », *Le Devoir*, 25/11/2023, [en ligne], https://www.ledevoir.com/politique/quebec/802687/xx-elue-co-porte-parole-quebec-solidaire.

profil des *Anywheres*, à l'aise avec le mouvement d'un pays à l'autre et défenseurs d'une identité multiculturelle et d'une cosmopolitique.

Ce clivage, qui est analysé par un nombre considérable d'auteurs s'étant intéressés à l'émergence du populisme, semble être de nature anthropologique. En effet, il renvoie à deux visions du monde, deux façons de concevoir l'*être-en-société*. C'est ce qu'avance la philosophe Chantal Delsol, pour qui la montée en puissance du populisme est l'expression d'un affrontement entre tenants du cosmopolitisme et partisans de l'enracinement. Alors que les classes populaires seraient plutôt tournées vers un certain localisme communautaire, les élites auraient une sensibilité plus accrue pour le mouvement, le global, l'étranger. À une sorte de « sens des limites » des gens ordinaires s'opposerait l'universalisme libéral des élites. En effet, avec la modernité et l'avènement de la représentation bourgeoise du monde, les élites occidentales se sont affirmées comme les tenantes d'un universalisme dont la mondialisation serait l'achèvement, comme idéologie de l'unification de l'humanité. À travers l'individualisme libéral, le sujet humain goûterait enfin à la liberté, grâce à la rationalité de l'État, du droit et du marché. À l'inverse, les peuples « autochtones » auraient tendance à rester enfermés dans leurs particularismes, d'où la nécessité de les « libérer ».

Puisant dans l'idéologie des Lumières, « l'élite émancipée » des sociétés modernes est, selon Delsol, « individualiste et cosmopolite, donc dotée d'un large espace, mais surtout moins fragilisée devant les difficultés de la vie, par sa connaissance du monde et par le tissu multiple de ses relations[1315] ». Les classes populaires, de leur côté, mettraient plutôt l'accent sur une existence enracinée, sur l'identification à « un territoire et une culture[1316] », sur des liens de proximité, sur une sociabilité concrète. Ce sont ces valeurs *somewheres* qui seraient, de façon véhémente, mises de l'avant par les mouvements populistes contemporains : primauté de l'enracinement et de la proximité, scepticisme à l'égard de l'abstraction, du lointain, de l'intellectualisme. Si ces deux cadres de représentation (que Delsol pose comme l'opposition entre « émancipation » et « enracinement ») sont tous les deux viables et demandent à être articulés, il semblerait

[1315] C. Delsol, *Populisme*, *op. cit*., p. 118.
[1316] *Ibid*., p. 102.

qu'ils se regardent comme chiens de faïence à l'ère populiste, dans un moment où les élites voient les *Somewheres* comme des « demeurés[1317] » provincialistes, et les populistes l'élite comme des « déracinés » décadents. Ce clivage renvoie encore à la typique opposition du populisme classique entre concrétude populaire et abstraction élitaire, entre particularisme du peuple réel et universalisme libéral de l'élite intellectuelle, politico-juridique et financière.

« Les milieux populaires, parce qu'ils sont davantage enracinés dans leur espace et dans leur histoire, ont un sens primaire des réalités humaines, qu'ils ont tendance par ailleurs à pétrifier[1318] ». De l'autre côté, l'élite aurait la qualité d'entrer facilement en relation avec l'étranger, de transformer positivement la société, mais serait en proie avec l'arrachement de ses propres racines, celles à partir desquelles elle peut se projeter dans le monde, jusqu'à oublier, comme le rappelle Goodhart, l'existence même de la *société*[1319], totalité symbolique qui est toujours particulière.

Cette représentation mythologique d'un clivage culturel entre le peuple et l'élite fait aussi écho à la thèse développée par Jean-Claude Michéa, puisant dans les œuvres de Lasch et d'Orwell. En assumant de prendre une tonalité populiste, le philosophe oppose la *common decency* des gens ordinaires au libéralisme des classes supérieures. En effet, Michéa soutient qu'il est le propre du peuple que de valoriser une morale commune concrète, ancrée dans des rapports de socialisation de proximité (ceux du don/contre-don analysés par Marcel Mauss), se distinguant des abstractions des élites, qui sous le capitalisme se sont détachées des exigences de la vie en commun[1320]. Les élites technocapitalistes, qui prennent comme base idéologique la neutralité axiologique du libéralisme, s'émancipent de toute décence ordinaire en déniant le caractère civilisateur des limites (morale, esthétique, culturelle, politique), afin d'opérer à partir de la maxime du « tout est possible ». En effet, comme le capitalisme trouve son expression la plus achevée dans « l'amoralisme de principe[1321] » des sociétés libérales, son élite légitime l'accumulation

[1317] Qui renvoie à un enfermement, celui de rester dans son particularisme, dans sa « demeure ».
[1318] *Ibid*., p. 121.
[1319] D. Goodhart, *Les deux clans*, *op. cit*., p. 44.
[1320] J.-C. Michéa, *Le complexe d'Orphée*, Paris, Flammarion, 2014.
[1321] *Ibid*., p. 103.

privée d'argent et sa jouissance ostentatoire[1322]. C'est ce rapport décomplexé à la richesse qui fait dérailler l'élite d'un sens de la vie en société. « Or, chacun sait bien que la richesse – c'est-à-dire le privilège de *dépenser sans compter* – finit toujours par corrompre le sens des réalités, puisque les caprices du riche, par définition, ne peuvent jamais venir buter sur les limites qui s'imposent à l'humanité ordinaire[1323] ».

Ainsi, l'*hybris* des possédants n'est pas bridée par des normes communes qui agiraient comme rempart à leurs désirs égoïstes, car le libéralisme rejette sur l'individu privé la responsabilité morale. Or, les classes populaires enracinées seraient celles qui auraient le moins renoncé à un sens des limites inscrit dans la sociabilité ordinaire, car leur condition plus modeste les empêcherait justement d'avoir le luxe de ne pouvoir compter sur personne.

7.2.4 Critique de l'opposition entre métropoles et périphéries : le cas Guilluy

La thèse qui oppose de façon duale les villes métropolitaines et les régions rurales et périurbaines fut l'objet de certaines critiques. C'est notamment le cas, dans l'Hexagone, du concept de « France périphérique » développé par Christophe Guilluy qui, selon un certain nombre de chercheurs, participerait à essentialiser le « peuple », dans son opposition aux « élites », et servirait finalement un certain discours populiste réactionnaire. Le sociologue Benoît Coquard, qui s'est lui-même intéressé à ces régions, voit dans cette idée un « écran de fumée », récupérable par les politiciens démagogues à des fins idéologiques[1324]. Violaine Girard et Colin Giraud, sociologues également, abondent dans le même sens : « La "France périphérique" est une construction rhétorique plus que scientifique, qui simplifie les réalités sociospatiales au point d'en masquer la complexité et la diversité. Catégorie-écran, elle existe donc davantage par ses usages stratégiques, politiques et idéologiques que par sa pertinence sociologique[1325] ». Cette thèse ne collerait

[1322] Voir notamment D. Namian, *La société de provocation*, Montréal, Lux, 2023.
[1323] J.-C. Michéa, *Le Complexe d'Orphée*, *op. cit*., p. 104.
[1324] R. Gaspar, « La France périphérique est un écran de fumée » – Benoît Coquard, *La Gazette*, 17/01/2022, [en ligne] https://www.lagazettedescommunes.com/784086/%E2%80%89la-france-peripherique-est-un-ecran-de-fumee%E2%80%89-benoit-coquard/.
[1325] V. Girard et C. Giraud, « La France périphérique existe-t-elle ? », dans S. Paugam (dir.), *50 questions de sociologie*, Paris, PUF, 2020, p. 212.

pas avec la réalité du terrain, beaucoup plus complexe. Depuis plusieurs années, soulignent les auteurs,

> données et enquêtes se multiplient chez les géographes, les économistes, les sociologues et les politistes et convergent vers un même constat : la « France périphérique » n'existe pas au sens où cette notion ne rend absolument pas compte d'une réalité beaucoup moins univoque sur le terrain. S'il existe des transformations incontestables et de grande ampleur qui affectent le territoire français, et qui ont considérablement fait évoluer la répartition des classes sociales dans les différents types de territoires, ce modèle empêche de rendre compte de la diversité interne de territoires qu'il prétend pourtant dépeindre. Son audience tranche ainsi avec ses remises en cause presque systématiques par les travaux scientifiques[1326].

Parmi ces travaux, on notera par exemple l'article de Cécile Gintrac et Sarah Mekdjian, qui écrivaient en 2014 que le géographe à l'origine de l'expression propose une « version culturaliste et essentialisée des classes populaires[1327] ». Le géographe Éric Charmes, dans une recension de *La France périphérique*, propose une critique intéressante de l'ouvrage, lui reprochant de ne pas prendre la pleine mesure des divisions qui marquent les villes. « Cette insistance de Christophe Guilluy sur les atouts des quartiers populaires est bienvenue. On peut seulement regretter qu'emporté dans son élan et par sa volonté de combattre les idées reçues, Christophe Guilluy minore les difficultés des quartiers populaires des métropoles, pourtant tout aussi réelles que leurs atouts[1328] ». Aussi, l'opposition binaire entre métropole et périphérie ne saisirait pas, dans sa complexité, la diversité des milieux ruraux, et de leurs ressources particulières :

> Cette opposition s'accompagne d'un discours excessivement défensif et pessimiste sur la France périphérique. Sans nier leurs difficultés, les territoires situés à l'écart des métropoles sont loin d'être uniformément en déshérence. En outre, si les métropoles disposent de ressources qui font défaut à la France périphérique, cette dernière possède des atouts qui font défaut aux métropoles : le logement y est moins onéreux, la proximité à la nature et à l'agriculture plus grande, etc. Bref, il y a une vie hors des métropoles et cette vie peut être heureuse. L'avenir de la France périphérique n'est pas totalement noir, il peut aussi être envisagé en prenant appui sur des dynamiques positives[1329].

1326 *Ibid*., p. 207.
1327 C. Gintrac et S. Mekdjian, « Le peuple et la "France périphérique" : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires », *Espaces et sociétés*, 2014/1 (n° 156-157), p. 233-239.
1328 É. Charmes, « Une France contre l'autre ? », *laviedesidées.fr*, 5/11/2014, [En ligne] https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20141105_guilluy-2.pdf, p. 2.
1329 *Ibid*., p. 4.

Le premier élément de la critique de Charmes pointe du doigt une certaine lacune dans la mise en récit de Guilluy. En effet, l'opposition entre *métropole* et *périphérie* n'arrive pas à considérer dans toutes ses spécificités la pauvreté et de la précarité urbaine, sujet pourtant fondamental, et leurs implications sociales, culturelles et politiques. Comme le soulignent avec justesse Girard et Giraud, la pauvreté, au niveau statistique, se trouve d'abord dans les grandes villes de France[1330]. Ce manque limite donc l'analyse en termes de classes, le géographe se réclamant pourtant de Marx[1331]. C'est ce problème, bien identifié par Charmes, qui l'amène à considérer excessivement que Guilluy propose une lecture des classes populaires non pas axé sur le « social », mais sur les « valeurs[1332] », car elle implique un oubli, dans sa conceptualisation, d'une partie majeure composant les classes défavorisées. À ce sujet, le penseur des « fractures françaises » raffinerait considérablement son travail en s'inspirant de ceux de Joel Kotkin aux États-Unis, qui tente de saisir également les lignes de clivages à l'échelle de son propre pays, mais en considérant aussi les divisions impliquées à l'intérieur de grandes villes comme celles de Californie[1333]. Elle nous permettrait par ailleurs de constater ce que les sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon nomment la « griffe spatiale » des villes, apposée par la bourgeoisie sur son territoire[1334].

Mais Charmes, dans sa critique de Guilluy, va même plus loin. Considérant, comme Gintrac et Mekdjian, que l'auteur propose une vision culturaliste de cette « France périphérique », il participerait ainsi à investir le terrain politique identitaire, car derrière l'analyse se cache un « manifeste » : « Ses positions sont d'une certaine manière symétriques de celles avancées par le *think tank* Terra Nova dans une note qui a fait couler beaucoup d'encre, où il est proposé que la gauche travaille les divisions culturelles et les conflits de valeurs plutôt que les tensions économiques[1335] ».

1330 V. Girard et C. Giraud, « La France périphérique existe-t-elle ? », *op. cit*., p. 209.
1331 M.-O. Bherer, « Christophe Guilluy en guerre contre le moyen capital », *Le Monde*, 14/09/2016, [En ligne], https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/09/14/christophe-guilluy-en-guerre-contre-le-moyen-capital_4997230_3232.html.
1332 É. Charmes, « Une France contre l'autre ? *», op. cit*., p. 8.
1333 Voir notamment le chapitre 6 « Feudalism in California, Harbinger of the Future » dans J. Kotkin, *The Coming of Neo Feudalism*, *op. cit*., p. 41-46.
1334 M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2016, p. 41.
1335 *Ibid*.

Le manifeste auquel fait référence Charmes s'avère être le *Plaidoyer pour une gauche populaire*, dans lequel Guilluy signe un texte en 2011[1336]. Nous reviendrons sur les questions idéologiques et leurs implications un peu plus bas. Pour l'instant, il convient de remarquer deux choses. D'abord, que l'opposition entre le social et les valeurs ne peut être posée de façon aussi dichotomique, semblant d'ailleurs être constamment articulée ensemble dans l'œuvre de Guilluy (même probablement trop). Au contraire, on y trouve justement une tendance à subsumer l'ensemble des classes populaires sous la catégorie de « France périphérique » (bien que la question des banlieues pluriethniques se trouve souvent mentionnée mais pas suffisamment pensée autrement que comme sujet de discussion des élites sur l'enjeu des minorités), et c'est la mise en exergue de cette aporie qui constitue la ligne de force de la critique adressée au géographe. Cependant, il apparaît injuste de faire de Guilluy un « défenseur » purement culturaliste de la France périphérique, qui nourrirait les discours identitaires. C'est justement cette « feuille de route identitaire » que dénonce l'auteur dans l'ouvrage qui est l'objet de la critique, où s'opposent de façon manichéenne la « ligne Buisson » (à droite) et la ligne « Terra Nova » (à gauche)[1337]. Ces deux entités joueraient effectivement, l'une contre l'autre, la carte mythologique et ethniciste d'une France majoritaire de « petits-Blancs » (celle du conseiller de Sarkozy d'alors, l'intellectuel réactionnaire Patrick Buisson) *versus* celle des minoritaires (les immigrés)[1338]. Ici, c'est la logique clientéliste (et ethniciste) de la politique française que pointe du doigt Guilluy : il la condamne, à rebours de ce que suggèrent certains de ses critiques. Il souligne d'ailleurs que si ces stratégies identitaires ont fonctionné[1339] (permettant, à l'époque, à François Hollande de l'emporter), les débats « sociétaux » sur les valeurs comme celui du Mariage pour tous (le mariage homosexuel) ont laissé les « milieux populaires de la France périphérique » indifférents[1340]. On sait que ce sont plutôt les classes bourgeoises catholiques et conservatrices qui investirent ce mouvement[1341].

1336 L. Baumel et F. Kalfon (dir.), *Plaidoyer pour une gauche populaire*, Paris, Le bord de l'eau, 2011.
1337 C. Guilluy, *La France périphérique*, *op. cit*., p. 94.
1338 *Ibid*., p. 98.
1339 *Ibid*., p. 99.
1340 *Ibid*., p. 103.
1341 Voir notamment Y. Raison du Cleuziou, *Une contre-révolution catholique. Aux origines de la Manif pour tous*, Paris, Seuil, 2019.

En ce qui a trait au portrait noir et misérabiliste supposément brossé par Guilluy de la France périphérique, la critique peut se tenir en ce qui a trait à ses premiers ouvrages (et c'est à ce moment que la formule Charmes), mais le ton de l'auteur changera considérablement à partir du *Crépuscule de la France d'en haut* (2017), jusqu'aux *Dépossédés* (2023). En effet, avec *Le temps des gens ordinaires*, sorti durant la crise du Covid-19, Guilluy se fait plutôt triomphaliste, posant les classes périphériques comme les tenantes d'une autonomisation populaire et d'un noble *souverainisme d'en bas*, premiers de corvée à l'ère du virus et qui se seront rebellées lors du mouvement des Gilets jaunes. À cet égard, c'est plutôt son héroïsation mythique de cette partie du pays, dans un style justement « populiste », qui pourrait faire l'objet d'une critique.

Malgré le fait qu'il se posait, comme nous l'avons vu, en critique du terme de Guilluy, Benoît Coquard, dans son étude magistrale portant sur les « campagnes en déclin » du Grand-Est français, confirme à plusieurs égards la ligne de fond de l'analyse du géographe. Soit, que ces territoires désindustrialisés et peu attractifs au niveau touristique sont marqués par une « autochtonie de la précarité[1342] » et que la majorité de sa population se trouve soumise à la sédentarité contrainte, forgeant des expériences de sociabilité différentes de celles se développant sur les territoires prisés par les classes supérieures. S'il s'agit de zones délaissées par les services publics, elles n'en conservent pas moins une marge d'autonomie. Ces populations paupérisées, possédant leur mode de vie propre fondant un certain « entre-soi populaire », sont effectivement celles qui s'avèrent les plus susceptibles de soutenir le FN/RN[1343] et participèrent activement à la mobilisation des Gilets jaunes[1344]. Dans l'étude de Coquard, les enquêtés manifestent à la fois une fierté d'être « d'ici » (« Ici c'est la Corse sans la mer[1345] ») et un profond sentiment d'être méprisés par les élites au pouvoir, ayant « cette conviction de ne pas compter aux yeux du pays, ou de ceux qui les gouvernent[1346] ».

[1342] B. Coquard, *Ceux qui restent*, Paris, La Découverte, 2022, p. 31.
[1343] *Ibid*., p. 11.
[1344] *Ibid*., p. 16.
[1345] *Ibid*., p. 167.
[1346] *Ibid*., p. 192.

*

Cela dit, ce qui semble être la cible de bon nombre des détracteurs de Christophe Guilluy s'avère surtout la récupération dont ses thèses font l'objet, lui fournissant une aura sulfureuse. Comme l'écrivent Girard et Giraud à propos de la « France périphérique », il s'agit d'une « catégorie lourde d'enjeux idéologiques[1347] ». Dans le cadre d'une tribune dans *Libération*, la rédaction de la revue en ligne *Métropolitiques* s'attaque de front aux thèses de Guilluy, coupables selon eux d'« alimenter des visions anxiogènes de la France qui nous fragilisent et nous divisent[1348] ». Auparavant figure-repoussoir d'une certaine mythologie classiste, les classes populaires des régions en déclin économique reviennent effectivement sur le devant de la scène politique française avec le mouvement des Gilets jaunes, permettant d'être instrumentalisées politiquement, dans le cadre de clivages identitaires. Comme l'écrit avec justesse Coquard,

> Tout se passe alors comme si, d'un folklorisme à l'autre, la représentation idéalisée des communautés villageoises de « jadis » avait laissé la place à deux représentations opposées des habitants de ces espaces ruraux en déclin : soit un récit misérabiliste du style de vie des prétendus « beaufs racistes » qu'on retrouve plutôt à gauche, soit une ode à ladite « France oubliée », « périphérique », qui incarnerait d'une certaine manière le « vrai peuple » à défendre, qu'on retrouve plutôt à droite[1349].

Car la thèse d'une « France périphérique » plaît manifestement à droite, même à l'extrême droite. Le géographe est cité par Éric Zemmour, Alain de Benoist, Patrick Buisson, François Bousquet. L'appellation sera reprise par des journalistes conservateurs du *Figaro* comme Eugénie Bastié ou Alexandre Devecchio, et utilisée par la cheffe du FN/RN Marine Le Pen. Le géographe Jacques Lévy présente d'ailleurs Guilluy comme un « idéologue géographe du Rassemblement national[1350] ». Interrogé par *Libération*, l'universitaire rectifie en partie le tir : « Je ne veux pas dire qu'il serait mandaté par le RN. Mais sa vision de la France et de la société correspond à celle de l'électorat du parti[1351] ». Or, vis-à-vis de

---

[1347] V. Girard et C. Giraud, « La France périphérique existe-t-elle ? », *op. cit*., p. 210.
[1348] La rédaction de Métropolitiques, « Tribune. Inégalités territoriales : parlons-en ! », *Libération*, 14/10/2018, [en ligne] https://www.liberation.fr/debats/2018/10/14/inegalites-territoriales-parlons-en_1685261/.
[1349] B. Coquard, *Ceux qui restent*, *op. cit*., p. 10.
[1350] T. Sardier, « Peut-on débattre avec Christophe Guilluy ? », *Libération*, 14 octobre 2018, [en ligne], https://www.liberation.fr/debats/2018/10/14/peut-on-debattre-avec-christophe-guilluy_1685263/
[1351] *Ibid*.

ce glissement sur le champ non seulement idéologique, mais proprement politique, il importe de ne pas opérer d'amalgames inutilement polémiques.

En premier lieu, il faut reconnaître que les ouvrages de Guilluy prennent une forme hybride : ils possèdent une certaine fibre combative et n'épargnent pas, plus souvent qu'à leur tour, une certaine gauche libérale et postmoderne, accusée de se placer du côté des élites. Sa critique du « gauchisme culturel » (suivant le terme de Jean-Pierre Le Goff) et sa désignation des « *bobos* » (bourgeois-bohèmes) des villes globalisées donnent un caractère impétueux à sa dénonciation des classes supérieures des métropoles, parfois en homogénéisant des ensembles où, pour parler en termes bourdieusiens, capitaux culturels et économiques ne concordent pas[1352]. En cela, comme nous le soulignions plus haut, ses textes s'avèrent teintés d'un certain populisme. Cela dit, il semblerait qu'au-delà du caractère « engagé » de certains écrits de l'auteur (qui n'appartient par ailleurs à aucun parti politique), ses ouvrages possèdent plusieurs qualités descriptives pour désigner des lignes de fractures fondamentales de la société française, mais qui se répercutent suivant des tendances semblables dans différents pays occidentaux, où s'opposent les centres aux périphéries. D'ailleurs, l'autonomisation des métropoles et l'urbanisation sont au cœur de la globalisation, comme en témoignent les travaux de Pierre Veltz[1353] ou de Saskia Sassen[1354]. Peut-être serait-il plus précis de parler, comme l'a fait Jérôme Fourquet, « d'archipélisation[1355] », mais l'appellation ne saurait gommer une logique de clivage qui se crée justement au niveau idéologique entre différents espaces territoriaux, où l'on constate, faut-il le rappeler, un écart grandissant entre l'adhésion politique des grandes villes et le vote national-populiste en Occident.

Suivant ce point de vue, l'idée de périphérie, comme *conceptualisation*, aurait quelque chose à nous dire sur une expérience de la vie en société qui s'éloigne des représentations hégémoniques des bourgeoisies métropolitaines[1356]. Elle permet même, dans certains cas,

---

[1352] Par exemple, qu'en est-il, dans cette catégorisation, des intellectuels précaires plutôt à gauche politiquement ? Ils peuvent entrer idéologiquement dans le schéma car habitant souvent les grandes villes, mais ne peuvent être considérés comme membres de l'élite économique du pays.
[1353] P. Veltz, *Mondialisation, villes et territoires*, Paris, PUF, 2014.
[1354] S. Sassen, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009.
[1355] J. Fourquet, *L'archipel français*, *op. cit*.
[1356] L'essayiste Nicolas Framont parle d'ailleurs à cet effet d'un véritable « bourgeois gaze » dans la culture française, d'un regard bourgeois qui se manifeste dans la production artistique (films, séries, romans, etc.)

de dépasser les idées reçues sur une partie du vote populiste (sans nécessairement le considérer comme inhérent à ces territoires). Notamment, de comprendre la vision du monde divergente d'une partie des habitants de ces territoires vis-à-vis de la globalisation, vécue différemment dans des espaces culturellement plus homogènes et souvent moins dotés en termes de services, produisant différemment, à cet effet, leurs conditions d'existence.

Cela dit, des aspects de la critique académique à l'endroit de Guilluy devraient nous interroger, selon nous, sur deux choses : en premier lieu, si le mépris à l'égard de ses travaux chez certains universitaires ne recoupe pas quelques éléments de l'antipopulisme élitaire étudié précédemment, tant ces sciences sociales semblent allergiques à l'idée de faire preuve de générosité herméneutique à l'égard des motivations d'une adhésion au national-populisme dans des milieux paupérisés, à force d'être toujours sur ses gardes de ne pas « faire le jeu de l'extrême droite ». Cette perspective, à plusieurs égards, apparaît confirmatrice d'une part de la thèse de Guilluy : une portion des élites intellectuelles se couperait d'une fraction importante de la population, et peinerait à les comprendre au-delà de la condamnation morale. Cependant – et il s'agit de notre deuxième point –, la tendance à l'idéalisation d'un « peuple périphérique », tendanciellement plus « authentique » que le reste de la nation, interroge par moment sur sa véritable coïncidence avec le réel. Par exemple, comment comprendre l'adhésion, aux États-Unis, de travailleurs précaires du Midwest, si supposément attentifs à la « décence ordinaire » vantée par Michéa, à des figures de l'illimitisme et du narcissisme capitaliste que représentent les oligarques Trump et Musk ?

Il semble ainsi indéniable que cette ligne de fracture, surtout lorsqu'elle s'avère célébrée par les récupérateurs (idéologues et politiciens) de la thèse de Guilluy, peut nourrir un national-populisme xénophobe et simplificateur, potentiellement adepte de théories du complot et méprisant à l'égard des fondements du libéralisme moderne. Mais il serait malhonnête de dire que l'auteur franchit ce pas, ou qu'il s'inscrive nécessairement dans la continuité des partisans de sa théorie.

---

qui porte des considérations de classe dans les représentations des personnages. N. Framont, *Parasites*, *op. cit*.

7.3 « Élites libérales », mutation de la gauche et logique de la globalisation

L'analyse d'une fracture des sociétés occidentales, qui rendrait compte d'un fossé entre deux types anthropologiques, les *Anywheres* et les *Somewheres*, s'incarne comme discours polémique à partir du moment où il est question de pointer du doigt une élite, considérée comme « libérale ». En effet, c'est généralement suivant ce qualificatif qu'est désignée la classe dominante des sociétés contemporaines, ensemble flou pouvant autant intégrer l'élite financière, les classes supérieures du capitalisme cognitif, les gens du milieu culturel et artistique ou plus simplement les « intellectuels ». Terme polémique, l'élite libérale représente pour les réactionnaires américains, selon Thomas Frank, « une classe dirigeante surdiplômée qui professe le plus profond mépris pour les us et les opinions des gens ordinaires[1357] », ayant pris le contrôle des institutions et du système éducatif. Agissant pratiquement comme une insulte, il conviendrait *a priori*, face à ce type de qualificatif, de maintenir une saine suspicion à l'égard de sa capacité à dire précisément le réel politique. Car c'est effectivement en homogénéisant un ensemble lui-même disparate (par exemple, au niveau culturel, le poids du discours d'un artiste plastique précaire ou d'une bédéiste *underground* n'ayant absolument rien avoir celui d'un acteur ou d'une actrice d'Hollywood) qu'opère ce qualificatif, confondant différents types d'« élites ». Voilà pourquoi nous considérons que certaines distinctions conceptuelles doivent préalablement être réalisées.

7.3.1 Libéralisme et « *Liberalism* »

La notion « libéral », qui renvoie au *libéralisme*, comporte elle-même une ambiguïté. Celle-ci est relative au sens qu'elle revêt suivant les traditions politiques nationales et l'usage courant qui en est fait. En effet, alors que le terme de *liberalism* entend désigner, par celui qui l'emploie en anglais (donc principalement dans les pays anglo-saxons), une philosophie ou une attitude d'obédience progressiste, qui met de l'avant la *tolérance* d'un point de vue culturel et religieux, celui de *libéralisme*, en français, fait plutôt d'abord référence à une doctrine économique, fondée sur le laissez-faire, donc sur la primauté des

[1357] T. Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, *op. cit*., p. 171.

« lois du marché ». Entre les deux se trouve le libéralisme politique, qu'il serait possible de qualifier, avec Pierre Manent, comme le « régime de la séparation[1358] », c'est-à-dire de l'Église et de l'État, de la morale et de la politique, et plus concrètement de la séparation des pouvoirs[1359]. Distinctes dans leurs manifestations, ces formes de libéralisme partagent néanmoins – et nous y reviendrons – un postulat de base : la primauté de la volonté individuelle sur celle, toujours considérée comme tendanciellement tyrannique, de la société.

Afin d'illustrer la distinction sémantique qu'il existe entre l'acception française et anglaise, lorsqu'il est question de désigner le libéralisme, et notamment « l'élite libérale », prenons le cas de la traduction de l'essai du journaliste américain de gauche Chris Hedges, intitulé *Death of the Liberal Class*[1360]. Édité au Québec par la maison d'édition montréalaise Lux, il devient en français *La mort de l'élite progressiste*[1361]. Le traducteur Nicolas Calvé précise son choix en préambule du livre : influencé par la philosophie des penseurs britanniques John Gray et John Stuart Mill, Hedges considère le libéralisme comme un « égalitarisme », un « universalisme » et un « méliorisme », tout à fait typique de la doctrine progressiste[1362]. Cette philosophie, dont se réclame la « gauche » modérée américaine, est cependant distincte politiquement (car le fonds idéologique reste commun) de la gauche sociale (sociale-démocrate, socialiste et anarchiste), qu'on désigne aux États-Unis en tant que *radical left*[1363]. Ainsi, le terme « progressiste » paraît mieux choisi pour désigner la cible qu'est une caste dirigeante américaine qui aurait rompu avec certains idéaux de gauche (dont l'auteur se réclame), au profit d'un égoïsme de classe qui, pourtant, resterait pleinement « libéral » au sens économique du terme. C'est en ce sens qu'en français, cette classe serait « morte » en tant que « progressiste », mais toujours pas (bien au contraire), comme « libérale ».

1358 P. Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, *op. cit.*

1359 Ce que Montesquieu avait déjà théorisé avant que le libéralisme se constitue comme une idéologie-pilier de la modernité politique. Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, GF-Flammarion, 2019.

1360 C. Hedges, *Death of the Liberal Class*, New York, Nation Books, 2010.

1361 C. Hedges, *La mort de l'élite progressiste*, Montréal, Lux, 2012.

1362 Nicolas Calvé dans *ibid*., p. 8. Cette définition de la gauche correspond bien à l'acception classique qui voudrait que son corpus idéologique soit à trouver dans la philosophie politique des Lumières. Voir notamment S. Roza, *Lumières de la gauche*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2022.

1363 *Ibid*.

Thomas Frank, lui aussi journaliste états-unien d'obédience socialiste, est très critique de ce qu'il nomme la « classe libérale », traduite littéralement par la maison d'édition marseillaise Agone[1364]. En effet, cette édition française accepte ici de jouer sur l'ambiguïté du terme, non sans un certain intérêt, car la classe dont il est question est autant présentée par Frank comme progressiste au niveau culturel que libérale en termes économiques, et c'est précisément cette dialectique qui la rend particulièrement insidieuse :

> [a]ujourd'hui, le libéralisme est la philosophie, non des fils du labeur, mais de « l'économie de la connaissance » et, plus spécifiquement, des vainqueurs de l'économie de la connaissance : les grands chefs de la Silicon Valley, les gros complexes universitaires et les géants de Wall Street qui ont tant donné pour le financement de la campagne d'Obama[1365].

Frank souligne d'ailleurs qu'il parle, à une distinction près, de la même élite que désigne Hedges. Si ce dernier considère que l'élite libérale serait en déclin, au même titre qu'une sociologue comme Eva Illouz[1366], le premier « protest[e] contre son triomphe[1367] ». En effet, c'est précisément en conservant sa sensibilité progressiste que cette élite a su rester dominante, ayant bien saisi la mutation « libérale-libertaire » du capitalisme[1368]. Elle est la « classe de l'innovation », la « classe créative », celle des « travailleurs connectés »[1369], c'est-à-dire l'avant-garde d'un néolibéralisme qui fait de la révolution permanente des technologies de production, de la flexibilité, de l'adaptation et de la déliaison sociale ses fondements idéologiques.

Selon Frank, il faut comprendre la classe libérale des États-Unis, qui dominait le pays (jusqu'à l'élection de Donald Trump en 2016 et la formation d'un véritable bloc réactionnaire qui orchestrera un certain *backlash* culturel, notamment sur des questions

---

[1364] Alors qu'il est aussi intéressant de noter que le titre, en langue originale *Listen, Liberal* (littéralement « Écoute, libéral »), fut traduit, pour faire écho à un ouvrage précédemment publié en France et évidemment pour accrocher le consommateur, par *Pourquoi les riches votent à gauche*, renvoyant encore à cette ambiguïté entre libéralisme, gauche et progressisme dans la dénomination américaine (et plus généralement anglaise) du *liberalism*.

[1365] T. Frank, *Pourquoi les riches votent à gauche*, *op. cit*., p. 38-39.

[1366] E. Illouz, « La disparition des élites libérales », dans H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, *op. cit*.

[1367] T. Frank, *Pourquoi les riches votent à gauche*, *op. cit*.

[1368] Suivant l'expression clairvoyante du philosophe marxiste Michel Clouscard. M. Clouscard, *Néofascisme et idéologie du désir*, Paris, Delga, 2015.

[1369] T. Frank, *Pourquoi les riches votent à gauche*, *op. cit*.

comme l'avortement), comme celle des « professionnels[1370] » (souvent de sensibilité progressiste), détenant un certain « pouvoir de prescrire[1371] ».

> Les professionnels, écrit-il, sont les gens qui savent de quoi nous souffrons et qui délivrent de précieux diagnostics. Les professionnels disent le temps qu'il fera. Ils organisent nos opérations financières et déterminent les règles d'engagement. Ils dessinent nos villes et les modèles de circulation selon lesquels nous nous déplaçons tous. Les professionnels savent quand quelqu'un est coupable d'un crime moral et pénal et ils savent aussi quelle forme de châtiment cette culpabilité appelle[1372].

Ils représentent la classe la plus diplômée des États-Unis[1373], celle qui possède le plus grand capital culturel et qui vante la méritocratie[1374]. Cette classe est celle de l'expertise, et s'adresse plus aux pairs qu'aux citoyens, catégorie politique dévaluée. Elle est la « minorité civilisée[1375] » que désigne Christopher Lasch, c'est-à-dire la classe dominante américaine qui opère, dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale et dans l'esprit d'une restructuration libérale du monde libre, une bureaucratisation croissante de l'État et d'institutions transformées sur le modèle de l'organisation[1376], dans une optique de régulation objectiviste de l'agir social. Ce processus technocratique se fait au nom d'une certaine idéologie progressiste qui considère, comme pouvait le défendre Walter Lippmann, un des pères spirituels du néolibéralisme[1377], que le citoyen délibérant n'a plus sa place dans une société hyperspécialisée, et doit donc accepter de léguer la démocratie à des experts professionnalisés[1378].

La montée en puissance d'une élite technolibérale est remarquable à partir des années 1970. Comme l'écrit Frank,

> « Technocratie » était le nouveau mot pour parler du règne des professions, et ses connotations étaient presque toujours négatives. Le gouvernement des experts paraissait de plus en plus exclure le gouvernement du peuple. Dans cette

---

1370 *Ibid*., p. 28.
1371 *Ibid*., p. 29.
1372 *Ibid*.
1373 *Ibid*., p. 28.
1374 Une méritocratie que le philosophe Michael Sandel considère d'ailleurs des plus défaillantes, qui sépare la société entre « gagnants » et « perdants » et sert finalement de combustible pour les réactions populistes contre les élites. M. Sandel, *La tyrannie du mérite*, *op. cit.*
1375 C. Lasch, *Le Seul et Vrai Paradis*, *op. cit*., p. 504.
1376 Suivant la formule de Michel Freitag, afin de rendre intelligible le passage du politico-institutionnel au décisionnel-opérationnel postmoderne.
1377 Le fondateur du colloque Lippmann de 1938.
1378 C. Lasch, *La révolte des élites*, *op. cit*., p. 24.

> technocratie, les décisions politiques importantes étaient prises dans des bureaux isolés, loin de l'agitation de la société. Ceux qui les prenaient s'identifiaient bien plus aux gouvernants qu'aux gouvernés, et ils ignoraient souvent totalement les problèmes des gens. Un exemple classique d'échec des ambitions technocratiques est le *busing* ; un autre est la guerre du Vietnam, une intervention catastrophique où des dizaines de milliers de prolétaires américains ont été envoyés à la mort – sans parler du bilan du côté vietnamien – essentiellement parce que des professionnels de la politique étrangère à Washington refusaient d'écouter les voix qui s'élevaient en dehors de leur discipline[1379].

Cette conception technique et organisationnelle du politique correspond à ce qu'il convient de nommer la *gouvernance*, qui représente l'idéologie administrative dominante de la globalisation néolibérale[1380]. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question. Mais plus généralement, l'hégémonie d'une classe dite libérale ou progressiste nous informe sur une certaine « unité du libéralisme[1381] », pour reprendre les termes de Jean-Claude Michéa, qui concorde avec une nouvelle configuration des sociétés occidentales capitalistes. En effet, cette idéologie est divisible en trois pôles : culturel, politique et économique. Ceux-ci ont tous en commun d'opérer à partir d'une « neutralité axiologique[1382] » du social et, par le fait même, de donner la primauté à l'autodétermination individuelle. Elle constitue en fait le fondement idéologique de la classe libérale : mise de l'avant de la libre circulation marchande, éloge du cosmopolitisme, de la globalisation, de la société ouverte, priorité accordée aux droits individuels plutôt qu'aux collectifs, suivant une perspective juridiciste.

Cette unité du libéralisme, Jérôme Sainte-Marie l'identifie d'ailleurs au sein du « bloc élitaire » français, rallié contre les populistes autour d'Emmanuel Macron.

> Le bloc élitaire, écrit-il, est cimenté par une représentation spécifique du monde. Politiquement, il tend au pouvoir maximal sur la société française. D'un point de vue sociologique, il vise l'unification des couches sociales dominantes. Sur le versant idéologique, il réalise la convergence entre le libéralisme culturel et le libéralisme économique[1383].

Ce cadre idéologique, qui est violemment remis en cause par le bloc populaire national-populiste, est conforme à la *doxa* d'une mondialisation heureuse, trouvant son écho dans

---

[1379] T. Frank, *Pourquoi les riches votent à gauche*, *op. cit*., p. 36-37.
[1380] A. Supiot, *La gouvernance par les nombres*, *op. cit*.
[1381] J.-C. Michéa, *L'empire du moindre mal*, *op. cit*., p. 11.
[1382] *Ibid*.
[1383] J. Sainte-Marie, *Bloc contre bloc*, *op. cit*., p. 30.

une pléiade d'organisations transnationales qui véhiculent une représentation cosmopolitique du monde, soit de dépassement des souverainetés politiques (autant nationales que populaires). Suivant cette perspective, c'est justement le libéralisme qui permet d'unifier la société civile planétaire, à travers des instances comme le droit international, le marché et la technologie, de même qu'en portant au pinacle la figure de l'Individu, abstrait des médiations culturelles et politiques qui pourtant le définissent.

Désignée par les populistes comme un bloc homogène, l'élite libérale n'en demeure pas moins plurielle. On pourrait avancer qu'elle est composée, tel que le proposait Guilluy, par les catégories supérieures des métropoles globales, gagnantes de la mondialisation[1384], et donc à l'aise avec une idéologie du mouvement véhiculée par « le nouvel esprit du capitalisme[1385] ». En effet, il est possible de rendre compte d'une mutation idéologique fondamentale au sein des bourgeoisies contemporaines, en considérant la transformation générale de la gestion organisationnelle. Alors que l'ancienne classe dominante se caractérisait par un certain conservatisme culturel, qui se manifestait par son nationalisme, son attachement à la famille nucléaire ou son culte de la hiérarchie (la société de caserne), les nouvelles élites du néolibéralisme se sont faites les fers de lance d'une configuration essentiellement réticulaire du social, axée sur une prétention à l'horizontalité. Nouveau stade de la domination de la Forme-Capital sur la vie humaine, le néomanagement, que Boltanski et Chiapello observent se dessiner dans les revues de gestion dès les années 1960[1386], opère à partir d'impératifs de *flexibilisation* (des organisations, de la production et de la main d'œuvre), d'*innovation* et d'*adaptation*, ce qui aura comme effet de profondément « libéraliser » les milieux de travail. *Open spaces*, production en flux tendu, numérisation et robotisation, télétravail : tous sont des phénomènes issus de l'esprit libéral du néocapitalisme qui, comme le rappellent les auteurs, s'affirmera dans les années 1990 dans le « rejet de la hiérarchie[1387] » (d'où la primauté du principe de réseau), ainsi qu'une

[1384] Comportant donc autant la petite bourgeoisie de l'économie tertiaire, une bonne partie du fonctionnariat, les élites culturelles et artistiques, médiatiques, intellectuelles, politiques et financières, qui ont en commun le partage de l'imaginaire libéral de la Mobilité.
[1385] L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, *op. cit*.
[1386] *Ibid*., p. 110.
[1387] *Ibid*., p. 120.

mobilisation constante des technologies[1388], censées libérer la production, le patron et le travailleur.

Ainsi, le « capitalisme cybernétique[1389] » génère des élites à même de porter son idéologie, qu'il est possible de qualifier, avec Pierre-André Taguieff, de « bougiste[1390] », des « nouvelles élites transnationales qui exigent de tous les individus humains qu'ils bougent, qu'ils suivent le mouvement globalisateur, qu'ils accélèrent leur propre mouvement, qu'ils vivent à "l'heure de la mondialisation", après avoir pris le "train de la modernisation"[1391] ». Elle est la représentation dominante des *Anywheres*, qui ne comprennent pas l'inadaptabilité des *Somewheres* périphériques aux impératifs de la globalisation hyperconnectée. Cette configuration idéologique, qui s'oppose au « populisme », Taguieff la définit, ainsi que ses angles morts, en ces termes :

> on peut caractériser le bougisme comme la dernière en date des métamorphoses de l'idée de progrès, produite par l'appauvrissement maximal de celle-ci : lorsque l'affirmation du progrès s'opère sans qu'en soit définie la notion, sans être référée à des fins de l'homme qu'il s'agit de réaliser dans le futur (liberté, justice, etc.), sans s'appuyer sur une vision de l'Histoire universelle, elle revient à faire du « mouvement » ou du « changement » une idole, quelque chose comme un nouvel Absolu, un substitut de l'Être suprême. Il s'agit d'un nouveau système du destin : au cœur de la vulgate émergente, l'on rencontre l'idée d'une évolution techno-marchande inéluctable[1392].

Production perverse de l'idéologie du Progrès, le libéralisme bougiste est un phénomène postmoderne, une « radicalisation de la liberté abstraite [1393]», soit un culte porté à l'individu délié de toute communauté politique, d'où son caractère « antinationiste[1394] ». « L'utopie d'un monde postnational aseptisé, sans souverainetés ni territoires, domine les esprits ralliés à la vision du despotisme planétaire éclairé[1395] ». Dans l'univers de la globalisation technolibérale, tout repose sur l'individu, en mesure (ou non) de tirer son épingle du jeu et de s'adapter aux nouvelles injonctions d'un marché naturalisé. C'est face

---

[1388] *Ibid*., p. 121.
[1389] M. Ouellet, *La révolution culturelle du capital*, *op. cit*.
[1390] P.-A. Taguieff, *Résister au bougisme*, Paris, Mille et une nuits, 2001, p. 15.
[1391] *Ibid*., p. 12.
[1392] *Ibid*.
[1393] G. Labelle, « Comment se pose le problème de la liberté dans *L'abîme de la liberté*? », dans D. Dagenais (dir.), *La liberté à l'épreuve de l'histoire*, Montréal, Liber, 2017, p.23.
[1394] P.-A. Taguieff, *Résister au bougisme*, *op. cit*., p. 87.
[1395] *Ibid*., p. 88.

à cette dynamique que se sentent dépassés bon nombre des membres de la classe ouvrière occidentale, fustigeant – sans critiquer le capitalisme, au contraire – les élites qui portent ce discours modernisateur.

7.3.2 Mutation libérale de la gauche occidentale et oubli du peuple

Selon un certain nombre d'observateurs mais surtout, à la lumière de l'échec d'un nombre important des formations politiques progressistes à mobiliser les électorats populaires occidentaux, la gauche ne séduirait plus le « peuple ». Ce serait ce divorce, les idées de gauche étant maintenant associées au « parti des élites », qui participerait à stimuler la montée des national-populismes, entretenant souvent des relations de proximité avec l'extrême droite (trumpisme aux USA, Rassemblement national en France, coalition Lega-M5S puis gouvernement Meloni en Italie, ex-gouvernement de Sebastian Kurz en Autriche, montée de l'AfD en Allemagne, etc.). Eva Illouz y va de ce rude constat :

> Le populisme droitier prospère parce que le monde ouvrier a été détruit par le capitalisme financier et a été dévalué par les élites culturelles progressistes qui, à partir des années 1980, ont consacré leurs efforts intellectuels et politiques à défendre les minorités sexuelles et culturelles, générant une gauche de plus en plus détachée de la vie quotidienne des ouvriers. Une fois le monde ouvrier détruit et dénigré, des démagogues professionnels ont promis à ses membres qu'ils retrouveraient leur grandeur perdue sur des motifs raciaux, religieux et ethniques[1396].

Pour le politiste Laurent Bouvet, cette rupture entre la gauche et le peuple se manifesterait de la façon la plus explicite à la fin du vingtième siècle, avec l'avènement politique de la « gauche libérale », qui participe aux côtés de la droite à démanteler l'État-providence.

À partir des années 1990-2000, la social-démocratie en Europe perdrait la confiance populaire, et donc peu à peu le pouvoir, parce qu'elle n'aurait pas su se distinguer du libéralisme économiquement dominant. Les sociaux-démocrates, devenus des sociaux-libéraux, n'auraient non seulement pas mieux géré leur pays que la droite mais encore ils auraient accepté massivement les dérives de l'économie de marché : mondialisation,

[1396] E. Illouz, « La disparition des élites libérales », *loc. cit*., p. 103.

dérégulation, privatisation, financiarisation, délocalisation, flexibilisation du travail, etc.[1397]

Embrassant pleinement la globalisation, la nouvelle donne sociale-libérale se caractérise par l'intégration générale des idéaux progressistes au sein du capitalisme. La gauche ayant laissé le mauvais souvenir, dans la deuxième moitié du vingtième siècle, des totalitarismes communistes, réalisés au nom du Prolétariat, on assiste conséquemment, selon Bouvet, à un véritable « oubli du peuple[1398] » au sein des démocraties contemporaines, retournant à l'esprit fondamentalement suspicieux du libéralisme à l'égard des souverainetés populaire et nationale. Choisissant de se lancer de plain-pied dans la dynamique de libéralisation qui frappent les sociétés occidentales, la gauche se « renouvellera » en trouvant sa principale raison d'être non plus dans la *question sociale*, le problème des masses ouvrières paupérisées incapables de jouir des fruits de la modernité industrielle dès le XIX^{e} siècle, mais dans les questions « sociétales », soit le progrès conçu en des termes intrinsèquement culturels (la lutte contre tous les préjugés que la majorité porterait à l'égard des groupes minoritaires [de sexe, de couleur de peau, de statut symbolique, d'orientation sexuelle]). Ces enjeux sont importants, évoluent considérablement et comportent certainement un caractère émancipateur : ils seront cependant imbriqués dans la nouvelle conjoncture capitaliste de domination sociale (qui s'épuisera justement avec l'actuelle ère populiste), formant ce que Nancy Fraser nomme le « néolibéralisme progressiste[1399] ».

Cette dynamique de fond consacre politiquement l'abandon de la référence au peuple, aux classes populaires comme majorité sociale, par l'essentiel des formations dominantes de la gauche occidentale, qui se manifeste par la prolifération des gouvernements de type « troisième voie », fondamentaux dans le moment néolibéral : celui de Tony Blair en Grande-Bretagne (le *New Labour*), de Bill Clinton aux États-Unis, mais surtout, en France, avec le « tournant de la rigueur[1400] » opéré par François Mitterrand. En effet, dès son premier mandat en 1981 (le second, en 1984, marquant l'arrivée du libéral Laurent Fabius au poste de premier ministre), le président français va marquer de façon paradigmatique la

[1397] L. Bouvet, *Le sens du peuple*, Paris, Gallimard, 2012, p. 16.
[1398] *Ibid*., p. 137.
[1399] N. Fraser, « Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire : un choix qui n'en est pas un », *loc. cit*., p. 62.
[1400] L. Bouvet, *Le sens du peuple*, *op. cit*., p. 168.

mutation idéologique de la gauche de gouvernement, qui sera amenée à dominer en Occident. Le tournant que met en œuvre Mitterrand, candidat pourtant soutenu à l'origine par les radicaux du PCF, s'imposera comme la référence d'une nouvelle synthèse dite « sociale-libérale » : à la figure primordiale du prolétariat, cœur de la société opprimée par la bourgeoisie capitaliste, se substituera celle du sujet individuel, titulaire de droits, plutôt marqué par l'appartenance abstraite à l'Union européenne. Comme l'écrit encore Bouvet,

> La nouvelle majorité, sur laquelle pour la première fois de son histoire le PS règne en maître absolu, aura très vite du mal à faire face aux circonstances économiques qui viendront limiter l'effet de la mise en œuvre de son programme. En arrivant au pouvoir, la gauche ne se contente pas d'acter l'oubli du peuple […], elle va peu à peu aller contre lui : en abandonnant le programme économique et social qu'elle prétendait avoir construit pour défendre ses intérêts et son histoire ; en adoptant sans aucune réflexion préalable une nouvelle idéologie qui ne renvoie plus au peuple (ni même à l'idée de peuple) mais à l'individu, à la société (ouverte et diverse) ou à certains groupes identifiés en raison de critères culturels ; en mettant en œuvre des politiques publiques qui entérinent cette double évolution[1401].

C'est d'ailleurs Jacques Delors, figure-phare du gouvernement de Mitterrand, qui participera pleinement de ce nouvel élan, permettant de convertir la gauche de gouvernement aux standards du néolibéralisme. En effet, comme l'écrivent Dardot, Guéguen, Laval et Sauvêtre, celui qui était ministre de l'Économie de 1981 à 1984

> a été un acteur central de l'abandon de la politique de relance keynésienne et de la conversion du Parti socialiste (PS) à une politique de rigueur monétaire et budgétaire. Pour lui, le choix de la seconde plutôt que la première n'était pas un crève-cœur commandé par la nécessité, mais une victoire obtenue par une « bataille longue et dure » à l'intérieur de la gauche. En tant que président de la Commission européenne de 1985 à 1995, il joua un rôle majeur dans l'alignement des positions françaises sur les positions ordolibérales allemandes auxquelles le dirigisme français s'était souvent heurté jusqu'alors[1402].

Ce fondamentalisme de marché définissant la globalisation néolibérale rénove donc en profondeur les partis de la gauche réformiste, cœur progressiste des démocraties de masse d'après-guerre. Comme l'écrit le journaliste autrichien Robert Misik,

> Les partis socialistes et sociaux-démocrates devinrent eux aussi, et toujours plus, des partis de la classe moyenne, n'ayant plus qu'une vague idée du profil de leurs électrices et électeurs. Les réseaux qui structuraient la vie quotidienne dans les

[1401] *Ibid*.
[1402] P. Dardot, H. Guéguen, C. Laval et P. Sauvêtre, *Le choix de la guerre civile*, Montréal, Lux, 2021, p. 180.

> quartiers populaires – ces quartiers ouvriers qui avaient autrefois constitué le cœur de cible des organisations partisanes – disparurent peu à peu, devinrent poreux et incapables de renouveler leurs modes d'action. Mais en réalité, nos sociétés ne se transformèrent pas en des sociétés nivelées uniment et qui auraient été constituées d'une gigantesque classe moyenne. Les processus à l'œuvre générèrent de nouveaux « perdants », qui furent toutefois oubliés[1403].

Ainsi, le cadre référentiel de la *lutte des classes*, pouvant s'articuler en France suivant la « synthèse jauressienne[1404] » dans la perspective d'une alliance entre « peuple social », « peuple national » et « peuple politique », s'avère invisibilisé. La lecture conflictuelle de la société se déplace dans le champ de la lutte contre les discriminations à l'égard des minorités, à distance d'une subjectivation autant sociale que républicaine. En effet, cette nouvelle façon de considérer la chose politique en France opère à partir d'une anthropologie libérale qui sape toute représentation du corps collectif en lutte autrement que sur le mode d'un lobbyisme identitaire, investissant la sphère juridique pour faire valoir des droits individuels. Suivant cette vision, la référence au peuple n'est d'ailleurs pas tant affaiblie qu'agissant comme agent répulsif, en tant que figure conservatrice et nationaliste ayant la spécificité de nier les minorités, nourrissant justement son repli culturaliste. Les classes populaires, conçues à une époque avec optimisme comme une « majorité », supposant donc sa capacité révolutionnaire de renverser la minorité que constituent les classes dominantes et donc d'agir comme actrices d'une transformation égalitaire de la société, sont maintenant (pratiquement uniquement) envisagées à partir de leur capacité d'oppression des minorités culturelles. Suivant la thèse de Guilluy, elles sont devenues « indésirables », ce qui expliquerait en partie pourquoi elles font également « sécession ». La fameuse note du *think tank* Terra Nova, pour le Parti socialiste français en 2011, manifeste de la façon la plus claire cette stratégie de changer de base sociale, des classes populaires aux minorités, sans penser, comme le défend le populisme de gauche, l'articulation entre elles[1405].

Ainsi se produirait « l'oubli du peuple » à gauche. Une partie de son « mépris » pour des classes populaires majoritaires, pas suffisamment libérales selon un cadre d'analyse qui ne

---

[1403] R. Misik, « Le courage de l'audace » dans H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, *op. cit*., p. 198.
[1404] L. Bouvet, *Le sens du peuple*, *op. cit*., p. 78.
[1405] H. Nathan, « Quand la gauche dit "adieu" aux ouvriers et employés », *Marianne*, 10/05/2011, [en ligne] https://www.marianne.net/politique/quand-la-gauche-dit-adieu-aux-ouvriers-et-employes.

s'intéresse qu'aux questions de mœurs, rejoint l'élitisme de la politologie antipopuliste, opérant à partir du même postulat : *il n'y a pas de « peuple », que des populismes*. Symétriquement, la partie des sociétés la plus susceptible de succomber aux sirènes de la protestation national-populiste associe instinctivement la gauche et tous ceux portant un discours vaguement progressiste aux élites du néolibéralisme. Comme le rappelle avec justesse Wolfgang Streeck,

> La phase intensive de la globalisation favorisa les membres les plus « installés » d'une industrie de façonnement de l'opinion à sensibilité cosmopolite, industrie qui vit dans cette globalisation l'occasion rêvée de se développer. Désireuse d'accompagner au mieux l'expansion des marchés capitalistes, cette classe articula à l'idéologie néolibérale les valeurs libertaires de la révolution sociale des années 1960 et 1970 ainsi que leurs promesses utopiques d'émancipation humaine. La *pensée unique* technocratique du néolibéralisme fusionna ainsi avec le *juste milieu* moral d'une communauté de discours internationaliste[1406].

Encore une fois, cette fracture idéologique marquant de façon binaire une opposition entre des cosmopolites gagnants de la mondialisation, à l'aise avec le mouvement, et des majorités sédentaires, voyant les mutations actuelles du capitalisme comme une menace, permet une articulation entre le clivage *Anywhere*/*Somewhere* et l'opposition Élites de la globalisation/National-populistes. Comme le soutient encore Robert Misik,

> Mais ne nous voilons pas la face : les « classes ouvrières » d'aujourd'hui, ceux que l'on appelle les travailleurs, les couches moyennes inférieures dites laborieuses, les différents groupes d'employés, le nouveau prolétariat des petites prestations de services, mais aussi tous ceux qui s'avèrent totalement dépendants sur le plan économique, toutes ces catégories entretiennent des visions du monde radicalement différentes de celles des couches moyennes progressistes et des milieux universitaires des grandes agglomérations urbaines.
>
> C'est qu'un autre facteur est entre-temps venu se greffer sur tout cela : les milieux traditionnalistes, en effet, ont désormais le sentiment que les milieux citadins à la sensibilité cosmopolite les dédaignent profondément, eux et leurs modes de vie. À une inquiétude économique est venue se greffer une inquiétude sociale, de sorte que leur statut se voit doublement menacé[1407].

Hors d'une politique d'intégration des majorités à un projet commun émancipateur, le national-populisme prend le relais. Streeck analyse la chose de la façon suivante :

[1406] W. Streeck, « Le retour des évincés : le début de la fin du capitalisme néolibéral », *loc. cit*., p. 268-269.
[1407] R. Misik, « Le courage de l'audace », *op. cit*., p. 202.

> L'identitarisme cosmopolitique du personnel dirigeant de l'ère néolibérale, qui trouve en partie ses racines dans l'universalisme de gauche, génère comme réaction un identitarisme national – les mesures de rééducation antinationales prodiguées « d'en haut » générant un nationalisme anti-élitaire « d'en bas ». Qui place une société sous une pression économique ou morale synonyme de dissolution doit s'attendre à faire face à une résistance traditionnaliste[1408].

De plus, une des expressions les plus saillantes de cette rupture de la gauche avec les classes populaires est le fait que ces anciens grands partis de masse se trouvent à être maintenant ceux qui comportent le plus de diplômés. Thomas Piketty parle à cet effet de « parti des diplômés[1409] », tandis que Michael Sandel rappelle que, « [a]u cours du XX^{e} siècle, les partis de gauche avaient attiré les moins diplômés ; les partis de droite les plus éduqués. Aujourd'hui, à l'âge méritocratique, cette tendance s'est inversée. Les individus instruits votent pour les partis du centre-gauche ; les moins instruits pour les partis de droite[1410] ». Statistiques à l'appui, Piketty va jusqu'à conclure que le Parti démocrate américain s'avère celui « des gagnants de la mondialisation[1411] ». C'est aussi le constat de David Graeber, qui parle à cet égard d'une « loi d'airain du libéralisme » :

> Finalement, les membres les plus progressistes de cette élite des « cadres de gestion et professions spécialisées » sont devenus la base sociale des partis politiques dits « de gauche », puisque les organisations ouvrières, comme les syndicats, ont été mises hors-jeu. (Pensons au parti démocrate des États-Unis, ou au New Labour en Grande-Bretagne, dont les dirigeants accomplissent des rites réguliers d'abjuration publique de ces mêmes syndicats qui, historiquement, ont été leurs plus fermes soutiens.) Souvent, ces nouveaux électeurs « de gauche » travaillaient déjà dans des cadres profondément bureaucratisés : les écoles, les hôpitaux, les cabinets d'avocats d'affaires. Quant à la vraie classe ouvrière, qui traditionnellement abhorre ce type de personnages, soit elle s'est entièrement retirée de la politique, soit elle se trouve de plus en plus réduite au vote protestataire pour l'extrême droite[1412].

Ainsi, une partie de l'expression du nouveau populisme de droite s'expliquerait par le vide laissé par la gauche dans sa capacité à défendre les perdants du capitalisme néolibéral et financier, comme peut le soutenir le politiste italien Marco Revelli[1413]. Suivant une dimension majoritairement démagogique, compte tenu qu'il se trouve surtout question de

---

1408 W. Streeck, « Le retour des évincés : le début de la fin du capitalisme néolibéral », *op. cit*., p. 283.
1409 T. Piketty, *Capital et idéologie*, *op. cit*., p. 845.
1410 M. Sandel, *La tyrannie du mérite*, *op. cit*., p. 163.
1411 T. Piketty, *Capital et idéologie*, *op. cit*., p. 939.
1412 D. Graeber, *Bureaucratie*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2015, p. 29.
1413 M. Revelli, *The New Populism*, *op. cit*., p. 11.

déplacer le curseur de la protection socio-économique vers autre chose, à une ère d'hyperindividualisme postmoderne. C'est aussi ce que constate Yves Mény, qui déplore la crise des institutions de gauche, permettant de remplir la fameuse fonction tribunicienne :

> Les digues érigées par les partis sociaux-démocrates ou communistes ont cédé pour des raisons non seulement idéologiques mais aussi liées à l'effondrement des instruments traditionnels d'encadrement et de socialisation que ces partis avaient mis en place depuis le début du XX^e^ siècle. Cette évolution a rejoint le mouvement plus général d'individualisation qui caractérise la société contemporaine[1414].

7.3.3 Récupérations droitières et consolidation d'une nouvelle « rébellion »

Comme l'écrit Serge Halimi à propos des États-Unis, suivant les analyses de Thomas Frank, la droite américaine a su récupérer le signifiant populaire au détriment d'une gauche ayant purgé les termes de classes sociales.

> Peu à peu, le désenchantement apparaît, la croyance dans le progrès se délite, la concurrence internationale et la peur du déclassement transforment un populisme de gauche (rooseveltien, optimiste, conquérant, égalitaire, aspirant au désir partagé de vivre mieux) en un « populisme » de droite faisant son miel de la crainte de millions d'ouvriers et d'employés de ne plus pouvoir tenir leur rang, d'être rattrapés par plus déshérités qu'eux. Les « eaux glacées du calcul égoïste » submergent les utopies publiques héritées du New Deal. Pour le parti démocrate, associé au pouvoir gouvernemental et syndical, le retour de bâton est brutal. D'autant que la question de l'insécurité resurgit dans ce contexte. Elle va progressivement embourgeoiser l'identité de la gauche, perçue comme trop angélique, efféminée, laxiste, intellectuelle, et prolétariser celle de la droite, jugée plus déterminée, plus masculine, moins « naïve »[1415].

Le rédacteur en chef du *Monde diplomatique* poursuit :

> Cette métamorphose s'accomplit à mesure que les ghettos s'enflamment, que l'inflation resurgit, que le dollar baisse, que les usines ferment, que la criminalité s'amplifie et que l'« élite », jadis associée aux possédants, aux grandes familles de l'industrie et de la banque, devient identifiée à une « nouvelle gauche » exagérément friande d'innovations sociales, sexuelles, sociétales et raciales. La perte d'influence du mouvement ouvrier au sein du parti démocrate et l'ascendant corrélatif d'une bourgeoisie néolibérale cosmopolite et cultivée n'arrange rien. Les

[1414] Y. Mény, *Imparfaites démocraties*, *op. cit*., p. 255.
[1415] S. Halimi, « Préface. Résonances françaises » dans T. Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, *op. cit*., p. XIII.

> médias conservateurs, en plein essor, n'ont plus qu'à déchaîner leur truculence contre une oligarchie radical-chic au parler exsangue et technocratique, lovée dans de belles résidences des États côtiers, touriste dans son propre pays, protégée d'une insécurité qu'elle conteste avec l'insouciance de ceux que cette violence épargne. Au reste, n'est-elle pas entretenue dans ses aveuglements par une ménagerie d'avocats procéduriers, de juges laxistes, d'intellectuels jargonnants, d'artistes blasphémateurs et autres boucs émissaires rêvés du ressentiment populaire ? « Progressistes en limousine » là-bas ; « gauche caviar » chez nous [en France][1416].

C'est dans ce contexte, où la gauche se trouve identifiée à l'élite et l'élitisme (en partie à tort, l'autre à raison) qu'émerge la critique droitière du « politiquement correct », arme redoutable pour nourrir le national-populisme. Ridiculisant les libéraux et les technocrates, la dénonciation de la rectitude politique marque le fait, comme le soutient le journaliste Pablo Stefanoni, que la rébellion serait passée à droite[1417].

Si la gauche s'avère politiquement impuissante, les thématiques culturelles, qui comportent à la fois des éléments existants et fantasmés, seraient son apanage, à partir des questions aussi diverses que « l'environnement », la « discrimination positive », « l'écriture inclusive », « le droit des animaux », « la *cancel culture* », « la question de l'avortement », de « la violence policière », « la théorie du genre », etc. Ces choses, considérées comme un bloc monolithique, représenteraient la manifestation de l'imposition d'une rectitude morale aux masses, *naturellement* conservatrices.

> C'est ainsi que la transgression change de camp : c'est la droite qui dirait « les choses comme elles sont » au nom du peuple et des petites gens, tandis que la culture de gauche ne serait que l'expression de l'establishment, des élites mondialistes et du *statu quo*. Défiant la correction politique et la « police de la pensée », la droite entend révolutionner l'ordre établi, tandis que la gauche, elle, ne se soucie que de préserver les privilèges existants. D'où son recours à la novlangue et à l'interdiction d'utiliser certains termes tabous afin d'empêcher la vérité de faire surface[1418].

Ce caractère « subversif » des nouvelles droites s'incarne dans le discours d'une pléiade d'agitateurs et de polémistes réactionnaires, influenceurs de l'*alt-right* et *trolls* des réseaux

[1416] *Ibid*., p. XIII-XIV.
[1417] P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*.
[1418] *Ibid*., p. 90.

sociaux, fabricants de *memes*, médias néoconservateurs, groupuscules néo-fascistes. Mais le national-populisme fournit le cadre politique pour la canalisation de cette frustration.

Comme l'écrit encore Stefanoni,

> L'idée centrale des critiques du politiquement correct est donc qu'il existe une élite progressiste mondialisée ayant différentes expressions nationales et imposant sa vision de la réalité. Cette élite ne cesse de maltraiter l'« homme du commun » en proscrivant les cigarettes et les boissons gazeuses, en transformant le terme « homme blanc » en insulte, en traitant de fasciste quiconque s'inquiète de l'immigration ou d'homophobes les opposants au mariage pour tous, en discriminant les amateurs d'armes à feux et ceux qui refusent un régime à base de quinoa, en se moquant de la Bible mais jamais du Coran, en traitant toute dissidence comme un discours de haine, en expurgeant les livres pour enfants de leurs propos et/ou personnages offensant la bien-pensance progressiste, ou encore en qualifiant d'« appropriation culturelle » les déguisements « inappropriés » lors des fêtes comme Halloween, tels que le « blackface » (se peindre le visage en noir) ou les costumes de « peau-rouge »[1419].

Le chroniqueur au Journal de Montréal et à CNews Mathieu Bock-Côté, figure majeure du néoconservatisme au Québec et en France, s'est fait le chantre francophone de la critique du politiquement correct avec son best-seller en 2019, en se réclamant notamment de la dissidence antitotalitaire (Milosz, Orwell, Koestler)[1420]. Dans un entretien pour le magazine Dandy en 2023, suivant le mouvement de son habituelle critique du « wokisme », du progressisme et de la destruction contemporaine de toutes les traditions pour la promotion soixante-huitarde de la révolution culturelle, le docteur en sociologie défendait l'idée, en prenant dans ce cas-ci la question du vêtement et du style traditionnel masculin, que « l'élégance est la nouvelle dissidence » :

> N'est-ce pas une forme extrême d'individualisme aristocratique, sous le signe d'une nostalgie un peu réac ? La réponse est non : il s'agit plutôt d'une volonté de renouer avec une norme abandonnée, mais qui nous habite encore, et nous fascine, même si on la croit souvent inaccessible. Il s'agit de renouer avec une tradition qui n'aurait pas dû mourir, et qu'il appartient à chacun de faire renaître. Il s'agit de renouer avec un monde. Cette remarque, soit dit en passant, ne vaut pas seulement pour les traditions d'élégance, mais aussi, pour certaines traditions intellectuelles et politiques[1421].

[1419] *Ibid*., p. 90-91.

[1420] M. Bock-Côté, *L'empire du politiquement correct*, *op. cit*.

[1421] M. Bock-Côté, « L'élégance est une nouvelle dissidence: texte de mon entretien avec le magazine Dandy », *Journal de Montréal*, 31 mars 2023, [en ligne] https://www.journaldemontreal.com/2023/03/31/lelegance-est-une-nouvelle-dissidence-texte-de-mon-entretien-avec-le-magazine-dandy.

À partir de la mode, Bock-Côté démontre de façon métaphorique la logique de son entreprise idéologique : poser la sensibilité réactionnaire comme forme de résistance au monde libéral-progressiste, qui ferait s'effondrer la civilisation occidentale et la normativité masculine, en proposant de « transformer ce monde une belle cravate à la fois[1422] » :

> J'y vois, instinctivement, sans que la chose soit théorisée ainsi par chacun, une forme de révolte contre l'avachissement contemporain, contre la destruction de notre civilisation. Nous avons été élevés dans un monde aux repères flous, et pour la plupart, nous avons aussi été privés des grands rituels qui structurent l'existence – dont un exemple parlant était la première visite chez le tailleur. Soyons plus précis : dans le monde de l'indifférencié et de la négation fanatique du masculin et du féminin, je crois que l'élégance est une nouvelle dissidence – et plus particulièrement l'élégance masculine, car les femmes, heureusement, n'ont malgré tout jamais cessé d'être élégantes ! C'est une manière d'incarner, quotidiennement, une résistance esthétique à l'avachissement[1423].

Contre le règne de la neutralisation, élément réel de la logique postmoderne, Bock-Côté en profite pour s'affirmer comme un restaurateur courageux de la différence entre les sexes, pourfendeur qu'il est de la rectitude politique. Ainsi, le regard traditionnaliste, suivant souvent une paranoïa décadentiste, se pose comme un horizon contestataire de l'ordre établi, qui serait celui du mouvement, de la liberté individuelle, de l'inclusion, bref d'une nouvelle bien-pensance.

Dans son numéro d'août 2024, le magazine de la Nouvelle droite *Éléments* consacrait un dossier à l'humour qui serait « passé à droite[1424] ». Il s'agit, comme dans l'article de François Bousquet, de vanter la transgression de ces figures politiquement incorrectes traditionnalistes[1425], incarnées par exemple par des influenceurs d'extrême droite clownesques comme Papacito ou le bédéiste Marsault, comme s'ils se trouvaient à représenter les véritables héritiers d'Hara Kiri et de Charlie Hebdo. Plusieurs de ces profils cadrent surtout avec ce que les politistes Pierre Plottu et Maxime Macé ont appelé le « Pop fascisme[1426] », ces groupuscules d'extrême droite qui gagneraient la bataille culturelle sur

1422 *Ibid*.
1423 *Ibid*.
1424 Revue *Éléments*, num. 209, août 2024.
1425 F. Bousquet, « Pourquoi l'humour et la transgression sont-ils passés à droite? » dans *ibid*., p. 78-79.
1426 P. Plottu et M. Macé, *Pop Fascisme*, Paris, Divergences, 2024.

internet. Tel que le souligne encore Stefanoni, le forum de l'*alt-right* très populaire aux États-Unis, *4chan*, s'impose comme une véritable « usine à mèmes[1427] », soit notamment des images de détournements humoristiques à contenu idéologique. La capacité à ridiculiser la correction politique du progressisme américain s'avère une arme pour la mise en scène d'un ultra-conservatisme subversif. L'icône « *Pepe the frog* », d'abord simple dessin de grenouille verte, fut récupéré par l'extrême droite américaine afin de devenir un symbole du mouvement MAGA et de ses franges les plus radicales, se multipliant en même de façon virale[1428]. Le slogan « *The left can't meme* » s'avère également mobilisé par le mouvement trumpiste afin de désigner une soi-disant supériorité de la droite dans cette guerre culturelle. Toujours dans le domaine artisanal, la « créativité » des mouvements réactionnaires dans le montage de théories de complot précédemment évoqués participe également de ce climat, produisant une atmosphère inquiétante de domination diabolique qui règnerait sur la population ordinaire. Thème pourtant souvent mobilisé par la gauche anticapitaliste et altermondialiste, le mouvement antivax, via des thèses conspirationnistes, s'est emparé de la critique de *Big Pharma*, l'industrie pharmaceutique qui développerait des vaccins non pas pour le bien-être des peuples, mais pour leurs intérêts propres, au point de projeter sur elle des projets délirants.

Mais plus globalement, les figures de Jean-Marie Le Pen et de Trump représentent des incarnations presque parfaites de ce national-populisme réactionnaire et provocateur. Celui qu'on surnommait le Menhir avait fait de l'humour particulièrement sulfureux sa marque de commerce, notamment en mobilisant un discours antisémite, comme en témoigne son très douteux jeu de mots « Durafour crématoire »[1429], mais plus généralement en multipliant les outrances langagières. Dans le dernier épisode d'un podcast consacré au fondateur du Front national, Nicolas Lebourg souligne la pérennité du thème des « vaincus » dans la pensée politique d'extrême droite, notamment lepéniste : la fascination

[1427] P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*., p. 115.
[1428] *Ibid*., p. 131.
[1429] AFP, « "Point de détail", "Durafour crématoire" : Jean-Marie Le Pen, des condamnations en cascade, *Le Dauphiné*, 7 janvier 2025, [en ligne], https://www.ledauphine.com/politique/2025/01/07/point-de-detail-durafour-crematoire-jean-marie-le-pen-des-condamnations-en-cascade.

pour Sparte en Grèce, pour les Sudistes aux États-Unis, pour le pétainisme en France[1430]. Cette récupération symbolique des perdants, qui marque le caractère protestataire de ce courant politique, participe d'une mise en récit de l'opposition entre les dépossédés et « l'établissement », les gagnants qui se gavent sur le dos des petits. Il s'agit d'une façon de marquer le caractère subversif de l'extrême droite, en mettant en parallèle un parcours personnel difficile (aux prises avec une « diabolisation » en partie entretenue) et les difficultés quotidiennes d'une France de déclassés, prise à la gorge par une classe dominante qui se gave.

Le magnat de l'immobilier Trump, de son côté, fait de la provocation une ligne de fond de son style politique. Sa dimension subversive relève notamment de sa capacité à se détacher de l'exigence des faits, dans un univers qui fut maintes fois nommé « post-factuel », afin de constamment se poser comme l'entité en lutte contre l'ordre établi, même une fois au pouvoir. Le caractère constamment ambigu de son discours, où le sérieux se mêle avec les apparences de blagues participe de ce brouillage qui détonne avec la classe politique professionnelle, comme lorsqu'il réitère l'idée d'annexer le Canada.

Le président de l'Argentine et égérie du libertarianisme, Javier Milei, s'avère également une nouvelle figure punk de la droite radicale mondiale. Ancien membre d'un groupe rock, celui qui se fait appeler « Captain AnCap » (Capitaine anarcho-capitaliste) dans ses parties de cosplay[1431], se présente en destructeur-créateur, tronçonneuse à la main, du parasitisme de l'État argentin, héritier du péronisme social. Lecteur du paléolibertarien et populiste Rothbard[1432], l'ancien économiste, amateur de vestes de cuir, précise qu'il préfère toujours la mafia à l'État, car au moins, elle pratique la concurrence[1433].

Son ami Elon Musk, roi-PDG de Tesla et Space X et en charge du dégraissage radical de l'État fédéral américain sous le deuxième mandat de Trump, investit lui aussi cette

---

1430 P. Collin, « Épisode 7/7 : Une France contre l'autre », Podcast « Jean-Marie Le Pen, l'obsession nationale » sur *France Inter*, 2023, [en ligne], https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/jean-marie-le-pen-l-obsession-nationale/une-france-contre-l-autre-4495352.

1431 « Sex guru, cosplayer, economist: will Javier Milei be Argentina's next president? », *The Economist*, 13/10/2023, [en ligne], https://www.economist.com/1843/2023/10/13/sex-guru-cosplayer-economist-will-javier-milei-be-argentinas-next-president

1432 P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*., p. 180.

1433 *Ibid*., p. 184.

imagerie contestataire droitière, avec ses Ray Ban, la même tronçonneuse, un style viriliste et l'usage de l'intelligence artificielle dans une logique de propagande postmoderne.

Si la liste pourrait s'avérer sans fin, on notera finalement l'importante culture internet des *gamers* et des podcasts des droites « anti-wokistes » dans le monde anglo-saxon, qui mêle critique du politiquement correct et imaginaire masculiniste, où se côtoient développement personnel, commentaire politique, humour, discussion sur le sport et fascination pour la violence. C'est ce qui ressort de ce qu'on a appelé le « *Intellectual dark web* », constellation d'influenceurs, d'animateurs, de commentateurs mais aussi d'intellectuels comme Jordan Peterson, Douglas Murray, Ben Shapiro, Joe Rogan, etc.[1434], possédant tous en commun le fait de se présenter comme des détracteurs provocateurs du « wokisme » ambiant, en revalorisant un certain mythe de la masculinité.

Face à la consolidation de ce discours à la fois « rebelle » et réactionnaire, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, il convient de se demander si son efficacité ne loge pas dans la réalité d'un certain politiquement correct, comme le reconnaît Stefanoni[1435].

7.3.4 Émergence des contre-élites « illibérales »

La réélection de Donald Trump en 2024, investi en janvier 2025, eut l'effet d'un tsunami sur le monde entier. Son investiture, marquée par la présence de tous les géants de l'industrie de la tech (GAFAM), de même qu'avec la spectaculaire mise en scène du milliardaire Elon Musk, fut l'occasion de retrouver, dans le débat public, la dénonciation de la domination de l'*oligarchie* et de la *ploutocratie*, afin de déplorer le lien qui unit le pouvoir trumpiste et les géants de la Big Tech. En 2025, Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, deux figures tutélaires de la gauche du Parti démocrate, mènent le *Fighting Oligarchy Tour* à travers les États-Unis[1436].

La chose possède une ironie, car il s'agit globalement de remettre de l'avant la terminologie populiste afin de combattre l'affirmation obscène de ce bloc national-populiste au pouvoir,

---

[1434] *Emerge*, « Inside the Intellectual Dark Web, Eric Weinstein », [en ligne] https://www.whatisemerging.com/videos/inside-the-intellectual-dark-web-eric-weinstein.
[1435] P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*., p. 93.
[1436] « Fighting Oligarchy Tour », *Bernie Sanders.com*, [en ligne], https://berniesanders.com/oligarchy/.

qui unit de façon confuse différents courants traversant les droites radicales. Alors que Steve Bannon rêvait de réaliser une « internationale national-populiste », il semblerait que la montée de l'illibéralisme contemporain produit des contre-élites, suivant une « circulation » rappelant la théorie de Vilfredo Pareto.

Comme l'écrivent Krastev et Holmes, qui reprennent eux-mêmes la thèse de Lasch pour comprendre la première accession de Trump à la Maison Blanche, il faut comprendre ce choc des élites en miroir.

> Dans une démocratie, cette indifférence de l'élite politique, économique et culturelle aux préoccupations de la majorité ouvre la porte à une contre-élite populiste désireuse d'écouter (ou de faire semblant d'écouter) les maux de ceux qui se sentent délaissés. Le sondeur républicain Frank Luntz a ce commentaire à propos du message de Trump à sa base : « Il leur dit qu'ils comptent. Il leur dit que leurs votes comptent. Ils se sentent soit oubliés, soit baisés et ils attendaient qu'on leur explique que leur existence compte »[1437].

La prise en compte de la montée de ces nouvelles élites populistes, portées par des milliardaires réactionnaires, généralement appuyés par le bloc illibéral actuel mené par la Russie poutinienne, ne veut pas signifier qu'il s'agisse d'une nouveauté, les visions du monde rétrogrades ayant historiquement marqué les classes dominantes des sociétés capitalistes, malgré leur modernisme industriel. Mais elles réémergent dans un contexte où, à la suite de l'épuisement du libéralisme politique et sociétal, il semble se former un nouveau bloc contre-hégémonique. En effet, comme l'écrivent les auteurs du *Choix de la guerre civile* à propos de la montée d'un « néolibéralisme autoritaire[1438] » (s'étant d'ailleurs radicalisé depuis),

> On ne peut expliquer un tel phénomène d'ensemble qu'en le mettant en rapport avec l'antécédent du néolibéralisme globaliste tel qu'il a émergé dans les années 1980 et s'est développé dans les années 1990. L'alignement de la gauche sur le globalisme et sa complète assimilation aux « élites » mondialisées ne pouvait qu'alimenter un ressentiment des classes populaires[1439].

C'est dans cette brèche que sauront s'engouffrer les chefs populistes comme Trump, Bolsonaro ou Orbán, les tenants du Brexit, la post-fasciste Meloni ou le libertarien Milei, recyclant finalement un cadre idéologique déjà existant, soit le « néolibéralisme

---

1437 I. Krastev et S. Holmes, *Le moment illibéral*, *op. cit*., p. 262.
1438 P. Dardot, H. Guéguen, Ch. Laval et P. Sauvêtre, *Le choix de la guerre civile*, *op. cit*., p. 183.
1439 *Ibid*., p. 184.

nationaliste » marquant le thatchérisme[1440]. Comme le notent encore Dardot, Guéguen, Laval et Sauvêtre,

> [d]ès les années 1980, on trouve déjà en germe les principaux éléments de ce nationalisme néolibéral : la défense du peuple contre les élites globales spoliant les intérêts économiques nationaux, la souveraineté nationale contre les bureaucraties supranationales et, enfin, les identités nationales contre leur dissolution dans la globalisation culturelle[1441].

7.4 Le déficit démocratique et la défiance vis-à-vis des institutions démocratiques : refus postmoderne des médiations ?

La question des élites à l'ère du nouveau moment populiste suppose aussi celle de la démocratie, de son système et de ses institutions (notamment de sa dimension libérale-représentative). Nous avons vu que la ligne de fond du national-populisme reposait dans sa dénonciation des élites « cosmopolites » ou « libérales », qui se détacheraient des préoccupations du peuple, laissant la place à l'émergence de nouveaux leaders. Cette critique suppose ainsi une « corruption des élites[1442] », centrale pour le populisme selon Mény et Surel. Comme l'écrivent les auteurs, elle implique une dénonciation morale d'une mauvaise classe de politiciens :

> La structure idéologique commune en général aux partis protestataires, antisystème ou aux marges du système, est celle d'une critique féroce des modalités d'accès à la politique et de sa captation par des élites. La conjoncture politique est celle d'une faillite constatée ou perçue des élites politiques au regard des missions confiées et de la confiance déléguée. La critique populiste de la représentation politique s'appuie moins sur une analyse théorique à la Rousseau quant à l'inévitable aliénation de la souveraineté à travers tout mécanisme de représentation que sur la constatation d'une trahison des représentés par les représentants. Ce n'est sans doute pas forcer le trait que d'affirmer que, pour les partis qui se défient de la représentation, le problème est moral avant d'être théorique[1443].

Le populisme des partis politiques qualifiés comme tels étant effectivement peu théorique, un premier abord nous laisserait penser que l'essentiel de leurs positions repose dans la thèse abondamment commentée précédemment de la « trahison des élites », interprétation

---

[1440] *Ibid*.
[1441] *Ibid*., p. 186.
[1442] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 165.
[1443] *Ibid*.., p. 164.

possédant une véritable plausibilité à la lecture de la trajectoire des nouveaux clivages se dressant entre les populations nationales, mais pouvant également générer son lot de conspirationnisme, ou à tout le moins de simplification manichéenne, et ainsi ne pas prendre la plein mesure d'une autre dynamique profonde de la postmodernité capitaliste, qui repose dans le rejet de toute forme d'institution politique du social.

Or, derrière la violente condamnation morale des individus qui portent ce système, deux positions émergent particulièrement. D'abord celle d'un certain populisme de gauche, qui se présente comme un critique de la captation de la démocratie par une oligarchie, notamment permise par un régime représentatif intrinsèquement conçu comme élitaire. Ensuite, celle d'une sorte d'antiélitisme de principe, au discours vaguement « hyperdémocratiste[1444] », qui tendrait à refuser les produits de ce que Michel Freitag nomme sommairement le mode de reproduction politico-institutionnel.

Ce deuxième cas se trouve particulièrement analysé par la science politique du populisme, que nous avons qualifiée, dans un chapitre précédent, d'*institutionnaliste-libérale*. Malgré son caractère unidimensionnel, elle nous permettait de constater les dangers réels que portent le discours national-populiste dans son refus apriorique des procédures politiques via la dénonciation de ses élites, intrinsèquement associées à une perversion de la démocratie, pour paradoxalement mieux se tourner vers une figure autoritaire d'incarnation. Contre la dislocation de la société par l'hétérogénéité dont se fait le témoignage la seule existence de représentants, il s'agit de retourner à l'« unité » national-populaire originelle. Selon Diamanti et Lazar,

> Tous les populistes partagent une suspicion fondamentale envers le principe même de représentation sur lequel repose la démocratie. La délégation, voilà l'adversaire. Parce qu'elle favorise obligatoirement la création d'une élite politique. Laquelle confisque tous les pouvoirs selon eux[1445].

Or, cette mythologie populiste, qui relève pour Pierre-André Taguieff d'une « sacralisation du peuple[1446] », participe par le fait même d'une diabolisation des gouvernants. Représentés sous les traits du système, de la caste ou de l'*establishment*, les élites et les

[1444] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*.
[1445] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 42.
[1446] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*., *op. cit*.

partis ne seraient, pour les populistes, « que des instruments au service des dominants, divisant le peuple pour mieux régner et se partageant les ressources et les gratifications offertes par le "système"[1447] ». Cette critique populiste du gouvernement et de ses élites, réduits à n'être que des agents d'un système où ne règne que l'intérêt privé, relève de ce qu'on pourrait appeler une « anthropologie potestative[1448] », supposant que le monde social n'est que « rapports de force », où ne peut jamais se dégager l'horizon du bien commun, du service public et de l'intérêt national, transcendant nécessairement les intérêts personnels immédiats des élites.

Suivant cette dichotomisation entre le « bon » peuple et les « mauvaises » élites, la solution spontanée défendue par les populistes est le choix d'un chef en mesure d'incarner directement le peuple, comme reflet immédiat et authentique de celui-ci. Comme nous l'avions noté avec Mény et Surel dans un chapitre précédent concernant la question de l'incarnation, la dénonciation des élites peut s'avérer l'expression d'un « idéal de ressemblance[1449] », refusant tout hiatus entre le représentant et les représentés.

Cette logique, qui s'exprime dans diverses autres sphères de la société, pourrait effectivement participer d'un rejet profond du principe même de médiation, pourtant à la base de toute symbolisation de la vie sociale. En effet, cette critique de la logique de représentation, prenant la forme d'un éloge de la « mêmeté », oublie que toute institution du sens suppose une mise à distance de la réalité empirique, ne la niant pas, mais représentant plutôt une condition à sa « reproduction »[1450]. Comme le langage arrache la réalité physique à sa pure empiricité en la nommant, le représentant n'étant pas directement le représenté mais agissant en *médiation*, portant des valeurs, des idées et des intérêts qui dépassent nécessairement sa propre personne, lorsqu'en adéquation avec sa *fonction,* inscrite dans l'ordre social. Les impératifs de ressemblance que véhiculent certaines visions populistes relèvent du fantasme de pure authenticité, où la communauté coïnciderait immédiatement avec elle-même, marquée par l'indifférenciation et la transparence. Ce qui résiste aux désirs immédiats du « peuple » apparaît comme une corruption de sa volonté et

[1447] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 36.
[1448] S. Vibert, « Le bain acide des relations de pouvoir. Critique de la socioanthropologie potestative », *Revue du MAUSS*, 2016/1, pp. 287-303.
[1449] *Ibid*.
[1450] Voir notamment M. Freitag, *Introduction à une théorie générale du symbolique*, Montréal, Liber, 2011.

une preuve de non-adéquation avec ses gouvernants, pouvant pourtant simplement faire face aux délais inhérents à la politique représentative[1451], demandant de la patience, comme l'art de gouverner de la *phronesis*, de la sagesse pratique[1452].

Ces dynamiques « hyperdémocratistes », qui peuvent autant sembler relever d'une forme pathologique de l'*égalisation des conditions* que de la nostalgie pour la *Gemeinschaft* (dénonçant notamment, suivant la formule maurrassienne, la domination du « pays légal » sur le « pays réel[1453] »), se présenteraient comme une crise de la « différenciation sociale », pourtant inhérente aux sociétés modernes. Durkheim notait effectivement dès sa thèse d'État sur la division du travail que la solidarité moderne implique une nécessaire différenciation, allant de pair avec le « culte de la personne » et de la « dignité individuelle[1454] ». Cette solidarité dans la division du travail, impliquant une spécialisation des individus, représente la base morale des sociétés modernes, aspirant à l'autonomie à travers des instances politiques[1455]. Elle suppose que les individus occupent des places différentes dans la société, n'agissant pas comme une séparation de leurs congénères, tel que cela serait le cas dans les sociétés traditionnelles, marquées par la « solidarité mécanique ou par similitudes[1456] », mais plutôt comme condition même du lien social, permettant à la société de tenir ensemble, comme totalité composée d'organes complémentaires, se nourrissant des forces de chacun.

De ce point de vue, les « élites » ainsi que les intellectuels doivent être envisagés non pas comme de potentiels parasites, mais plutôt comme des parties de la société, cette dernière ne se limitant pas à eux. Leur positionnement dans les hautes sphères politiques et académiques ne s'avérerait pas le témoignage d'une coupure avec le réel, celui avec lequel se frottent les gens ordinaires, mais plutôt l'ancrage dans un espace particulier d'une société moderne complexe et différenciée, s'unifiant à travers des institutions communes

[1451] Guy Hermet note à cet égard que le populisme a un rapport au temps qui relève de la « temporalité antipolitique », refusant intrinsèquement de « donner du temps au temps ». G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., pp. 50-51.
[1452] Aristote, *Éthique de Nicomaque*, Paris, GF-Flammarion, 1992.
[1453] Dimension importante de la pensée nationaliste du théoricien de l'Action française Charles Maurras, opposant le peuple charnel des régions de France aux artifices des élites républicaines. Voir notamment O. Dard, *Charles Maurras*, *op. cit.*
[1454] É. Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 1930, p. 396.
[1455] Voir notamment l'étude de Francesco Callegaro : *La science politique des modernes*, *op. cit.*
[1456] É. Durkheim, *De la division du travail social*, *op. cit*., p. 35.

(celles de l'État national[1457]), et qui nécessite par le fait même des lieux propres de commandement comme de développement du savoir, en adéquation avec ses prétentions universalistes.

Mais c'est aussi suivant la même logique que se trouve dénoncée la « technocratie » et ses procédures inutiles ou nuisibles, la « bureaucratie », mais aussi parfois tout simplement l'État, parasitant le lien direct entre le peuple et son chef, et souvent « réduit à sa fonction d'instance de prélèvement fiscal accusée de détourner à son unique profit les sommes levées[1458] ». Refus de l'appareil institutionnel donnant corps à la société démocratique, comportant nécessairement, tel que l'analyse Max Weber, une structure administrative et bureaucratique[1459], le populisme est conçu pour certains comme la négation de la complexité inhérente à la modernité politique. Les corps intermédiaires, pourtant une dimension fondamentale des sociétés politiques modernes pour Émile Durkheim[1460], apparaissent comme la négation de la démocratie pour les populistes, qui partageraient « une *conception immédiate et spontanée* de l'expression populaire[1461] ». La « démocratie directe » se présente alors comme la solution providentielle pour nombre de populistes (dans sa facture protestataire, de Le Pen au populisme de gauche), moins théorisée que voie d'évitement efficace des médiations constituant la société juridico-politique. Les instances de représentation étant conçues comme une fausse traduction (une « trahison »[1462]) des aspirations immédiates du peuple, il s'agit d'en finir avec le parlementarisme, la partitocratie et autres technocrates (« sortez les sortants »), étrangers aux intérêts populaires. Mais ces protestations émergent dans le gouffre laissé par l'anomie générée par une société elle-même désinstitutionnalisée. Comme le soutient Mény,

> De ce point de vue, les mouvements populistes collent à la transformation des sociétés contemporaines. Il n'y a rien entre le peuple qu'ils opposent aux élites et les individus. Leur hostilité à toute médiation/représentation ne les prédispose pas à mettre sur pied des structures d'accueil et de formation, et la seule représentation qui vaille est celle qui s'incarne dans le leader charismatique[1463].

[1457] Auxquels sont d'ailleurs intégrés les « immigrants », bouc-émissaires récurrents du national-populisme.
[1458] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 36.
[1459] M. Weber, *La domination*, *op. cit*.
[1460] É. Durkheim, *Leçons de sociologie*, *op. cit*.
[1461] P. Rosanvallon, *Le Siècle du populisme*, *op. cit*., p. 36.
[1462] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 69.
[1463] Y. Mény, *Imparfaites démocraties*, *op. cit*., p. 256.

Plus sommairement, la démocratie se retournerait plutôt « contre elle-même[1464] », jusqu'à devenir *impolitique*, le populisme ne se présentant que comme l'expression protestataire d'une « démocratie de rejet[1465] », dont l'action de contestation des médiations finit par se limiter à la surveillance du pouvoir. Celui-ci tend d'ailleurs, selon Rosanvallon, « à devenir criminalisé ou ridiculisé en son essence[1466] », alors qu'il devrait être appréhendé, justement, comme la condition de possibilité de l'exercice démocratique.

C'est effectivement ce que nous apprenait la sociologie durkheimienne qui, à travers une appréhension dialectique de l'institution, défend l'idée que toute liberté est en fait garantie par le pouvoir politique. Le sujet étant nécessairement « politique » dans la modernité, il faut comprendre que « la fonction essentielle de l'État est de libérer les personnalités individuelles[1467] ». Le peuple comme communauté d'individus-citoyens ne se soutient donc jamais seul pour former un tout : cela passe obligatoirement par autre chose que lui-même, à savoir les institutions juridiques et politiques.

*

Mais comme nous le soulignions plus haut, il existe aussi une critique plus raffinée du système représentatif, pointant effectivement du doigt ses élites, mais dans l'optique de dénoncer son caractère antidémocratique. Si les Gilets jaunes, par exemple, se sont avérés un mouvement possédant une dimension « hyperdémocratiste » voire « dégagiste », il n'en demeure pas moins qu'il mettait de l'avant la nécessité de l'instauration des RIC (Référendums d'initiative citoyenne). Cette demande de plus de démocratie, partant d'une situation d'apparence banale pour les élites politiques, soit l'augmentation du prix du carburant, représentait l'aboutissement pour une portion importante de Français du désir de bénéficier d'une voix plus forte dans la politique actuelle. La volonté légitime émanant du pouvoir de porter des mesures en faveur de l'environnement, dans un contexte de crise écologique, en taxant le prix de l'essence, ne prenait pas en considération l'effet matériel

[1464] M. Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.
[1465] P. Rosanvallon, *La contre-démocratie*, *op. cit*., p. 23.
[1466] *Ibid*., p. 275.
[1467] É. Durkheim, *Leçons de sociologie*, *op. cit*., p. 156.

de cette légifération, particulièrement sur les personnes habitant dans des régions françaises mal desservies.

Mais également, afin de mieux comprendre les formes d'un certain nihilisme dont serait porteur le populisme contemporain, particulièrement marqué à droite, il convient aussi de se tourner vers la montée des mouvements sociaux dans la décennie précédente, évoqués plus haut pour saisir l'arrière-fond du moment populiste de gauche. Car les manifestations antiaustérité inspirant ce courant, malgré certaines apories, participaient à repolitiser la question des droits. Comme l'écrit la sociologue Donatella Della Porta,

> Si elles s'attachèrent à souligner que la souveraineté nationale constituait un rempart contre la dépossession des droits des citoyens du fait d'élites globales (d'élites n'ayant aucun compte à rendre et ignorant toute procédure démocratique), les manifestations antiaustérité des années 2011-2014 défendirent néanmoins des droits politiques et sociaux en les envisageant comme des droits de l'homme. La dénonciation de la corruption des 1% (et l'idée corollaire de la défense des 99 autres) était intégrée à un cadre plus général : celui de la lutte contre l'accaparement, par une petite oligarchie, du pouvoir économique et politique. En ce sens, ces manifestations étaient en partie tournées vers le passé en ceci qu'elles en appelaient à la réinstauration de droits perdus, tout en dénonçant avec véhémence la corruption de la démocratie. Mais elles étaient également tournées vers l'avenir par leur manière de combiner leur défense des droits sociaux à leurs espoirs d'inclusion culturelle[1468].

Suivant cette perspective, il ne s'agit pas uniquement de refuser l'ordre existant, mais, suivant la logique archétypique des luttes politiques pour l'émancipation, de confronter les sociétés dites modernes avec leur idéal d'égalité, sociétés qui dans la réalité s'avèrent de plus en plus inégalitaires. Ce qu'on a appelé le populisme de gauche, théorisé par Chantal Mouffe, avait comme objectif explicite de *radicaliser la démocratie*, en mettant de l'avant le concept de citoyenneté, pratiquement jamais mobilisé par le populisme droitier identitaire. Le peuple, tel que le définit la philosophe, se présente comme

> une construction discursive qui résulte d'une « chaîne d'équivalences » entre des demandes hétérogènes, dont l'unité est garantie par l'identification à une conception démocratique radicale de la citoyenneté, et par une opposition commune à l'oligarchie, ces forces qui empêchent structurellement la réalisation du projet démocratique[1469].

[1468] D. Della Porta, « Politique progressiste et politique régressive dans le néolibéralisme tardif », *op. cit*., p. 248-249.
[1469] C. Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit*., p. 114.

Ainsi, le peuple conçu de cette façon est tout sauf amorphe, homogène et figé : son caractère dynamique et subjectif représente sa « substance » même.

Federico Tarragoni considère de son côté le populisme comme une critique du régime de la modernité politique, en tant qu'« aristocratie élective » : le peuple incarne la « majorité sociale exclue, invisibilisée et non représentée de la démocratie libérale représentative[1470] ». Ses contours sont flous, tout comme ceux de l'élite : ils ne dessineraient pas des groupes socio-culturels particuliers[1471]. Ainsi, la critique populiste des élites telle que la conçoit le sociologue italien repose avant toute chose sur une dénonciation d'un système représentatif en lui-même oligarchique, car consacrant une caste de politiciens professionnels, dépossédant par leur fonction propre l'autonomie politique du peuple.

Antoine Chollet, lui aussi se réclamant d'un populisme de gauche, tout en se distinguant de Laclau et Mouffe, considère également qu'en purgeant le concept de ses manifestations nationalistes et xénophobes, plus conformes à l'extrême droite qu'à ce courant, « le populisme est l'affirmation que le peuple peut être un acteur politique, et qu'en un sens il en est toujours un[1472] », d'autant que la dénonciation de l'oligarchie est consubstantielle à l'histoire de la démocratie[1473].

Conclusion. Les élites, la globalisation et la gouvernance sans peuple

Le juriste Alain Supiot, nous l'avons dit, parle de « gouvernance par les nombres » afin de désigner la mutation du modèle de pouvoir depuis la deuxième moitié du vingtième siècle. Alors que l'Organisation internationale du travail, en 1944, se réunissait dans l'Est des États-Unis pour la *Déclaration de Philadelphie*, proclamant, suivant une optique sociale-keynésienne, que le travail n'est pas une marchandise[1474], les élites politiques auraient

[1470] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 273.
[1471] *Ibid*.
[1472] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 155.
[1473] *Ibid*., p. 15.
[1474] A. Supiot, *L'esprit de Philadelphie*, Paris, Seuil, 2010.

selon lui trahi cet autre idéal de la mondialisation, au profit du marché total[1475]. Comme il le souligne dans un entretien au Figaro au sujet de la France,

> De bonne foi ou par intérêt personnel, nos classes dirigeantes ont pensé que leur mission n'était plus de développer un projet politique propre à notre pays, mais de l'adapter aux contraintes de la globalisation. C'est ce qu'en Italie on nomme le transformisme, par opposition au réformisme. Telle est la voie empruntée par la gauche de gouvernement depuis 1983, et par les « élites économiques » depuis leur conversion à la financiarisation de l'économie et la création du Medef en 1998. Ce tournant majeur a entraîné la désindustrialisation du pays ainsi qu'une mutation complète de notre « République sociale ». Son droit du travail et son droit fiscal visaient une distribution équitable des richesses entre le capital et le travail ; et elle était garante de systèmes de solidarité auxquels tous contribuaient selon leurs ressources et dont tous bénéficiaient selon leurs besoins[1476].

Or, si des élites mettent bien en branle une transformation de la société en la soumettant aux impératifs de modernisation et en démantelant petit à petit l'État social tel qu'il s'était pourtant érigé en modèle au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, une certaine logique de dépolitisation marque la globalisation, à travers l'idéal de régulation automatique du social par le marché, *naturalisé*. En effet, la gouvernance représente un mode cybernétique d'appréhension du pouvoir (que Freitag qualifierait justement de son effritement au profit du contrôle). Tel que l'écrit Supiot,

> La gouvernance par les nombres va plus loin dans la destitution du règne de la loi. Comme la planification, elle substitue le calcul à la loi comme fondement de la légitimité de la norme. Cette norme opère de l'intérieur, à la manière de la norme biologique ou du logiciel d'un ordinateur, par le simple jeu de calcul d'utilité individuelle. La notion de gouvernance désigne cette intériorisation de la norme et de l'effacement de l'hétéronomie. À la différence du *gouvernement* qui opère en surplomb des gouvernés et subordonne la liberté individuelle au respect de certaines limites, la gouvernance part de cette liberté, qu'elle ne cherche pas à limiter mais à programmer[1477].

Cette logique antipolitique de contrôle se manifesterait autant dans la régulation ultralibérale que dans la planification soviétique. Mais on constate une ligne de force : suivant cette perspective, les élites politiques et économiques qui portent ce type d'idéal

---

[1475] *Ibid*., p. 43.
[1476] A. Devecchio et M. Bernier, Alain Supiot: « Des urnes au travail, nous assistons à la sécession des gens ordinaires », *FigaroVox*, 22/07/2022, [en ligne] https://www.lefigaro.fr/vox/societe/alain-supiot-des-urnes-au-travail-nous-assistons-a-la-secession-des-gens-ordinaires-1-2-20220722.
[1477] A. Supiot, *La gouvernance par les nombres*, *op. cit*., p. 174-175.

ne démissionnent pas seulement à l'égard du peuple, mais à l'égard de leur propre pouvoir, car elles congédient le principe de gouvernement, qui permet de faire exister un sujet politique. C'est cet univers global qui consacre ce que Bouvet a nommé la « société sans peuple[1478] », autre manifestation de « l'oubli de la société[1479] ». Ce processus marque un ordre « post-démocratique », tel qu'analysé par Colin Crouch[1480].

La diffusion d'un sentiment de trahison des classes dominantes au détriment des inférieures, de même que la généralisation d'une incompréhension, voire d'un mépris, à l'égard du peuple, décrivent relativement bien la conjoncture politique actuelle, qui se présente de la façon la plus manifeste en France et aux États-Unis. Alors qu'une Hillary Clinton pouvait pourfendre les « Déplorables »[1481] de l'Amérique profonde qui appuient Trump ou que l'ancien Secrétaire d'État Benjamin Griveaux parle d'une France conservatrice (partisane du candidat de droite Laurent Wauquiez) « qui fume des clopes et roule au diesel[1482] », les tribuns populistes n'ont de cesse, comme nous l'avons vu, de pointer du doigt une élite « hors-sol », soi-disant porteuse, tel que le dénonce Marine Le Pen, d'un « projet mondialiste[1483] ». Ainsi, la défiance à l'égard des dirigeants de même que l'inquiétude vis-à-vis de la capacité du peuple à se poser comme le garant de la décision démocratique prennent les traits non pas d'un problème purement procédural, mais d'une authentique rupture dans le partage d'un même imaginaire collectif, de références communes qui donneraient corps à la société, comprise comme l'ensemble qui dépasse la somme de ses parties. Le sociologue Michel Freitag affirme qu'il est le propre de la globalisation postmoderne que de saper les fondements symboliques des sociétés, sous le joug d'une régulation décisionnelle-opérationnelle effritant les échafaudages institutionnels garants de l'être-ensemble[1484]. Cette dynamique profonde est la toile de fond de l'opposition entre élites thuriféraires de la société ouverte et réactions national-

[1478] L. Bouvet, *Le sens du peuple*, *op. cit*., p. 116.
[1479] M. Freitag, *L'oubli de la société*, *op. cit*.
[1480] C. Crouch, *Post-démocratie*, *op. cit*.
[1481] C. Guilluy, *No Society*, *op. cit*.
[1482] P. Sugy, « Le mépris sidérant de Benjamin Griveaux pour les "gars qui fument des clopes et roulent en diesel"», *Figaro Vox*, 29/10/2018, [En ligne] https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/10/29/31002-20181029ARTFIG00214-le-mepris-siderant-de-griveaux-pour-les-gars-qui-fument-des-clopes-et-roulent-au-diesel.php.
[1483] AFP, « Marine Le Pen dénonce l'existence d'un "projet mondialiste" » 28/01/2012, [En ligne], https://www.20minutes.fr/politique/868794-20120128-marine-pen-denonce-existence-projet-mondialiste.
[1484] M. Freitag, *L'oubli de la société*, *op. cit*.

populistes. Émancipées des référents populaire et national, les élites libérales contemporaines s'avèrent les premières courroies de transmission d'une idéologie cosmopolite qui donne primauté aux allégeances inter-métropoles. L'homme politique et essayiste Raphael Glucksmann, incarnation saillante de cette idéologie libérale-élitaire, affirmait avec beaucoup de clairvoyance sur la chaîne franco-allemande Arte : « quand je vais à New York ou à Berlin, je me sens plus chez moi culturellement que quand je me rends en Picardie. Et c'est bien ça le problème[1485] ». Dans son court essai *Les enfants du vide*, il reconnaîtra d'ailleurs cette démission démocratique de l'élite libérale (dans laquelle il se reconnaît pourtant), repliée dans un individualisme sans limite, oubliant la chose commune, la *res publica*[1486].

Cela dit, la réalité d'un clivage qui se creuse entre les élites et les majorités nationales ne devrait pas nous faire perdre de vue deux apories potentielles. La première représente la mythification d'une ancienne élite soi-disant bienfaisante, qui aurait à cœur les intérêts de la société alors qu'elle opère, sous le capitalisme, à partir de la division en classes sociales. La seconde incarne le fait de poser en un ensemble homogène une pluralité d'acteurs, et de personnaliser des formes de domination qui s'avèrent tendanciellement automatisées dans un système technocapitaliste qui possède une logique autoréférentielle. De même, cette opposition entre « l'élite » et le « peuple », prenant des traits mythologiques, peut se révéler surtout celle du grand écart maintes fois souligné, avec la théorie de Marcel Gauchet, entre la tendance libérale de la démocratie et le pôle de la souveraineté populaire, ce dernier se trouvant souvent délégitimé au profit de la référence aux droits individuels par un certain bloc élitaire, serrant un nouveau « nœud démocratique[1487] ».

*

Dans ce long chapitre, il s'agissait d'examiner les controverses contemporaines au sujet d'une opposition populiste entre le « peuple » et les « élites », telle qu'elle peut se déployer dans les discours politiques et l'essayisme politologique marquant cette période. En portant une attention particulière à l'émergence de mouvements contestataires de la globalisation

[1485] Raphael Glucksmann au *28 minutes* d'Arte, cité dans J. Fourquet, *L'archipel français*, *op. cit*., p. 378.
[1486] R. Glucksmann, *Les enfants du vide*, Paris, Allary Éditions, 2018.
[1487] M. Gauchet, *Le nœud démocratique*, Paris, Gallimard, 2024.

à la suite de la crise financière de 2008, il s'avérait possible de constater la réémergence d'une protestation contre l'« oligarchie », débouchant, avec Occupy Wall Street et les Indignados, sur le moment « de gauche » du populisme. Ensuite, notamment en envisageant la réponse à une autre crise, celle des réfugiés en 2015 en Europe, nous nous focalisions sur la captation essentiellement droitière de la nouvelle vague antiélitiste, passant, dans le discours hégémonique, d'une critique du « 1% » à celle des « élites mondialistes », fournissant le socle de la protestation national-populiste. Ce bref examen de cette rhétorique à la fois nationaliste et « anti-système », portée par des tribuns populistes souvent issus des droites radicales, nous permettait de la mettre aisément en parallèle avec la vision du monde conspirationniste.

Une fois cette partie complétée, nous nous donnions comme objectif de passer de « la révolte contre les élites » à la soi-disant « révolte des élites ». En effet, il était question de prendre au sérieux une certaine intelligibilité de cette thèse, qui pourrait surtout prendre la forme d'une rupture conjoncturelle entre un libéralisme élitaire et un populisme identitaire au sein de ce nouveau stade de la globalisation technocapitaliste, témoignage d'une crise fondamentale d'un imaginaire national qui assurait, sous la modernité politique, l'unité symbolique de la société.

Afin de comprendre une partie de la construction idéologique de ce clivage, il nous semblait pertinent de faire ressortir les grandes lignes de transformation de la gauche occidentale de gouvernement depuis les années 1980, qui aurait fait ses « adieux au peuple ». Finalement, ces dynamiques profondes nous amenaient à considérer les paramètres d'une défiance démocratique plus générale dont les « élites » s'avèrent les catalyseurs, dans le cadre d'une logique systémique d'éjection de la souveraineté populaire qui caractérise le mouvement même de la régulation technicoéconomique.

CHAPITRE 8 : LES DYNAMIQUES IDENTITAIRES DU NATIONAL-POPULISME CONTEMPORAIN

La nation hongroise n'est pas une simple somme d'individus, mais une communauté qui doit être organisée, renforcée et développée. En ce sens, le nouvel État que nous construisons est un État illibéral, un État non libéral.

Victor Orbán, Université d'été du Fidesz.

Introduction

Dans le dernier chapitre, nous nous sommes attardés sur le point le plus saillant des populismes contemporains, qui réside dans sa critique virulente des élites de la globalisation. La contestation de cette figure de la domination prenait pour cible, selon sa formulation la plus classique, une « élite mondialiste » qui, dans les discours populistes, s'opposait au *peuple-nation*, souvent essentialisé et mythifié.

La dynamique protestataire des néo-populismes permettait par le fait même de dégager la teneur de sa dimension identitaire : « l'élite », chef de file du pays, pêcherait par son détachement de l'identité nationale, pourtant le terreau symbolique de la communauté. Comme le souligne Pascal Perrineau, « ce néonationalisme se nourrit du sentiment que les élites au pouvoir seraient "dénationalisées"[1488] ».

La configuration de ce cadrage nous informerait ainsi sur certaines spécificités du « malaise de la société ouverte[1489] » : la forme de la protestation contre l'élite participerait à réactiver différents éléments mythiques de la communauté nationale, globalement suivant des tentatives de *repli* manifestant une certaine xénophobie et pouvant déboucher sur

[1488] P. Perrineau, « L'irruption nationale-populiste » dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, *op. cit*., p. 72
[1489] P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit*., p. 77.

l'islamophobie et le racisme, afin de désigner, dans une logique identitaire, la nature de la « menace » (selon la classique élection d'un *bouc-émissaire*). Mais, à l'ère de la fatigue de la globalisation néolibérale, le clivage *Anywhere*/*Somewhere* évoqué précédemment pourrait autant fournir les assises que servir de carburant à ce tendanciel manichéisme, qui trouverait dans l'isolationnisme, le retour des frontières et l'appel à la restauration autoritaire de « l'ordre », les politiques identitaires conservatrices et la réduction de l'immigration les munitions idéologiques à son sentiment d'insécurité, expliquant une montée réelle des extrêmes droites.

C'est notamment en portant une attention particulière au concept de « populisme patrimonial », développé par Dominique Reynié, que nous tentons de comprendre la dynamique particulière de ces manifestations politiques national-identitaires, au-delà de leur bien réelle « mixophobie », s'opposant de front aux doctrines multiculturalistes marquant le libéralisme occidental.

Pour ce faire, nous procédons en quatre temps : après une brève présentation de la nature nationaliste de ce qu'il conviendrait d'appeler les néo-populismes, nous permettant de raffiner notre définition du « national-populisme », il s'agira de s'intéresser précisément au renouvellement de la figure anti-communautaire depuis les années 2000 qui, à partir d'une certaine angoisse démographique marquant l'Occident, projette dans l'islam et ses pratiquants l'image typique d'une menace pour la nation. Ensuite, il deviendra possible de proposer une interprétation des ressorts de ces polémiques identitaires à partir de deux points, potentiellement contradictoires : le premier tentant de saisir le malaise multiculturel suivant l'idée que la vague populiste s'affirme comme une quête « archipolitique[1490] »; le second, que cette obsession identitaire s'avère surtout la preuve d'une incapacité postmoderne de faire *politiquement* société.

8.1 Le retour des national-populismes ? Éléments pour une définition renouvelée

Nous avons souligné à maintes reprises, dans ce qui fut nommé le *moment populiste*, la tendance à proposer un clivage idéologique entre défenseurs de la globalisation et réactions

[1490] C'est la thèse de Vincent Coussedière. V. Coussedière, *Éloge du populisme*, *op. cit*.

populistes. Ces dernières, renouvelant cette configuration idéologique, mobilisaient l'imaginaire d'un peuple dominé par l'oligarchie financière, réactivé hors des marges à la suite de la crise économique de 2008. Mais ce peuple (ou plutôt ces peuples) s'avère(nt) également investi(s) par une pléiade de signifiants identitaires. Si le processus de mondialisation et ses « élites cosmopolites » sont pointés du doigt, c'est souvent pour mieux revaloriser un peuple « local », « enraciné », « authentique » dans son identité.

Comme nous l'avons rappelé à quelques reprises, la rhétorique populiste, généralement portée par le leader charismatique, puise souvent dans un registre identitaire pour donner corps au peuple qu'elle prétend incarner. Afin de définir ce type de populisme, Taguieff défend que, contrairement à certaines de ses manifestations plus proches du progressisme,

> l'appel au peuple prend sa signification principale de se fixer sur le national. Il s'agit d'un appel au peuple tout entier – supposé homogène (en deçà des divisions en classes) – qui se confond avec la nation rassemblée, dotée d'une unité substantielle et d'une identité permanente. D'où l'importance prise dans les métaphores de la « souche », des « racines », de l'« enracinement »[1491].

Sa force mythologique loge donc dans les contours plus rigides (et simplistes) de son imaginaire identitaire.

> La principale différence avec la première figure [le populisme protestataire] réside dans la nature de ce qui est prioritairement critiqué, dénoncé, rejeté : moins ceux « d'en haut » que ceux « d'en face », moins les élites que les étrangers. Ou plus exactement : les élites sont rejetées dans la mesure où elles sont perçues comme le « parti de l'étranger », voire le « parti des étrangers », représentant la puissance maléfique appelée, dans le discours lepéno-mégrétiste des années 1990, « cosmopolitisme » ou « mondialisme »[1492].

Prenant effectivement le Front national de Jean-Marie Le Pen comme archétype français du national-populisme des années 1990-2000, Taguieff brosse un portrait plus spécifique d'un courant politique qui articule, avec une rhétorique bien huilée, les imaginaires du *demos*, de l'*ethnos* et de la *plebs*, suivant une « mythologie nationale de l'identité, de l'homogénéité et de l'unité du peuple[1493] ». Mais il apparaît cependant important de considérer qu'il s'avère question ici de son *discours*, et non de toute la teneur de son contenu idéologique propre, pouvant puiser à tous les râteliers des extrêmes droites

[1491] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 227.
[1492] *Ibid*., p.228.
[1493] *Ibid*., p. 236.

françaises les plus diverses. Car pour définir plus en profondeur la tradition national-populiste de l'Hexagone, dont Le Pen s'est fait l'héritier, Nicolas Lebourg et Jean-Yves Camus proposent une analyse plus étoffée :

> Le national-populisme conçoit l'évolution politique comme une décadence dont seul le peuple, sain, peut extraire la nation. Privilégiant le rapport direct entre le sauveur et le peuple, par-delà les clivages et les institutions parasites dites menacer de mort la nation, le national-populisme se réclame de la défense du petit peuple, du « Français moyen » de « bon sens », face à la trahison d'élites fatalement corrompues. Il est l'apologiste d'un nationalisme fermé, recherche une unité nationale mythique, et est altérophobe (il redoute « l'autre », assigné à une identité essentialisée par un jeu de permutations entre l'ethnique et le culturel, généralement le cultuel). Il joint des valeurs sociales de gauche et des valeurs politiques de droite (ordre, autorité, etc.). Quoiqu'il recoure donc à une esthétique verbale socialisante, son souhait d'union de tous après l'exclusion de l'infime couche de profiteurs infidèles à la nation signifie une rupture totale avec l'idéologie de lutte des classes. Pour faire coïncider la nation et le peuple, il effectue des permutations entre les sens du mot « peuple ». Le peuple c'est le *demos*, l'unité politique ; c'est l'*ethnos*, l'unité biologique ; c'est un corps social, les « classes populaires » ; et c'est la « plèbe », les masses. L'extrême droite national-populiste joue sur la confusion entre les trois premiers sens : un dispositif tel que la « préférence nationale » doit unifier le peuple socialement, ethniquement, politiquement. La plèbe se donne à un sauveur pour qu'il brise le carcan et permette au peuple et à la nation d'exercer leur souveraineté. Débarrassées des parasites, les masses deviennent le peuple uni. C'est donc une idéologie interclassiste, vantant les valeurs « terriennes » contre les « fausses intellectualisations »[1494].

Mais la force polémique plus générique du national-populisme, comme le souligne encore Taguieff, représente le fait que « l'antiélitisme est subordonné à la xénophobie anti-immigrés[1495] ». C'est ce qui incarne le dénominateur commun idéologique de partis, mouvements et gouvernements nationalistes comme ceux du FN/RN en France, du FPÖ en Autriche, de Trump et d'une partie du Tea Party aux États-Unis, du Parti du Peuple au Danemark ou des Démocrates de Suède, des Vrais Finlandais, de l'AfD en Allemagne, du Vlaams Blok puis Belang en Belgique flamande, du Fidesz en Hongrie, de Modi en Inde, de l'AKP en Turquie, de Salvini et Meloni en Italie, du UKIP et Reform UK de Nigel Farage, du PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas, des modestes Parti Populaire au Canada et Parti Conservateur du Québec, etc. Le trait distinctif de ces phénomènes par rapport au nationalisme classique repose dans sa dimension polémique et contestataire. C'est ce qui

[1494] J.-Y. Camus et N. Lebourg, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015, p. 17-18.
[1495] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 228.

explique que, selon notre perspective, des gouvernements ou partis aussi divers que le Likoud de Netanyahou en Israël, par exemple, la Russie de Poutine, la République théocratique islamique en Iran ou encore le Parti conservateur du Canada sous l'impulsion de Pierre Poilièvre ne s'inscrivent pas pleinement dans cette vague national-populiste, même s'ils peuvent éprouver des sympathies pour plusieurs de ces représentants. Netanyahou, Poutine et Raïssi représentent des chefs d'État nationalistes et ultra-conservateurs propres à leur tradition nationale respective, ne possédant pas la rhétorique anti-élite des populismes dont nous parlons, tandis que les populismes à la sauce canadienne d'un Poilièvre ou Doug Ford ne s'avèrent pas suffisamment exclusifs dans leurs définitions (peu substantielle) de l'identité (« *Canada First* », « Gros bon sens » résonnant plus avec une démagogie de pseudo-politique de proximité).

Car le « nous » ethnique et excluant représente une donnée fondamentale du national-populisme. L'ethnopopulisme d'un Evo Morales en Bolivie ne peut également appartenir à cette catégorie car, s'il comporte bien une dimension identitaire forte, proclamant par exemple « Nous, Indiens, sommes la réserve morale de l'Amérique latine », comme le soulignent Mudde et Rovira Kaltwasser, il n'opèrerait cependant pas une exclusion forte d'éléments hors peuple, privilégiant l'attaque aux élites d'en haut[1496].

On constate par ailleurs, chez ce type de populistes, un même *appel au peuple*, dans une optique (souvent non théorisée) de régénération nationale mythologisée[1497]. À ces lumières, et tel que nous avons pu le souligner dans le chapitre précédent, le national-populisme contemporain loge clairement à droite, même si la rhétorique de l'union populaire tend à brouiller les cartes. C'est d'ailleurs en cela que sa dimension populiste représente en quelque sorte, tel que le défend Yves Mény, une stratégie pour mobiliser des soutiens au-delà de cette famille idéologique, prenant les exemples de Le Pen, Haider et Conte : « les mouvements populistes issus de la droite et de l'extrême droite ont tout intérêt

[1496] C. Mudde et C. Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, *op. cit*., p. 101. Selon le point de vue que nous adoptons, il convient cependant de relativiser le caractère supposément inclusif de ce type de populisme dit « de gauche », qui implique tout de même de tracer une frontière ethnoculturelle, voire civilisationnelle, avec le monde occidental.
[1497] P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, *op. cit*., p. 218.

à se dissimuler derrière l'étiquette "populiste" qui leur permet d'aller conquérir des électeurs bien au-delà de l'électorat traditionnel de l'extrême droite[1498] ».

Force politique, les national-populismes représentent un catalyseur générique pour ce que Cas Mudde nomme les « droites radicales[1499] ». Afin de mieux cadrer leur identité, le politologue Jean-Yves Camus, qui s'intéresse à ces mouvements en Europe occidentale, les définit de la sorte :

> D'une manière générale, les populismes radicaux de droite ont une vision de la société fondée sur le rejet de tout ce qui est supranational (l'Union européenne, mais aussi la globalisation) et sur l'opposition du national et de l'étranger qui les conduit même à rechercher qui, parmi les citoyens, est « vraiment » d'ici et qui est d'une autre souche voire, comme Marie Le Pen l'exprimait dans son discours au congrès du Front national (FN) de Lille, le 11 mars 2018, qui est « nomade » et qui est « enraciné ». Ces populismes identitaires s'attachent aux invariants que sont l'identité ethnoculturelle, l'espace nationale, la langue classique, l'histoire-récit du roman national. Ils ont une approche méfiante des transformations culturelles ou sociales, tout en s'inscrivant dans la modernité, même si quelques-uns présentent des traits de continuité avec l'extrême droite classique[1500].

Ainsi, il est possible de constater, comme Lazar et Diamanti, que l'euroscepticisme représente un point majeur qui se dégage de la mouvance national-populiste sur le Vieux Continent[1501]. La campagne victorieuse du Brexit, menée par Nigel Farage, s'avère l'exemple le plus saillant, réussissant à sortir le Royaume-Uni de l'Union. C'est aussi ce qui a marqué le succès de l'accession au pouvoir de la Ligue de Matteo Salvini au côté du Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo en Italie. La Lega, sous l'impulsion du Milanais, passait effectivement d'un discours nordiste séparatiste à un souverainisme italien contre l'Union européenne, luttant supposément contre « les "diktats" de la "technocratie bruxelloise"[1502] ». En 2018, Viktor Orbán mène campagne suivant un discours souverainiste placardant des affiches « Stop Brussels »[1503] à travers la Hongrie, faisant supposément « résistance au néocolonialisme dont l'Union européenne serait le cadre

---

[1498] Y. Mény, *Imparfaites démocraties*, *op. cit*., p. 237.
[1499] C. Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2009.
[1500] J.-Y. Camus, « Les droites radicales en Europe occidentale », dans B. Badie et D. Vidal, *Le retour des populismes*, *op. cit*., p. 176.
[1501] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 49.
[1502] J.-L. Briquet, « Matteo Salvini et le renouveau de la Ligue » dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard, *Populismes au pouvoir*, *op. cit*., p. 62.
[1503] J. Rupnik, « Le pouvoir confisqué dans la Hongrie de Viktor Orbán », dans *ibid*., p. 126.

privilégié[1504] ». L'AfD réalise son entrée en scène dans la politique allemande en mettant de l'avant un discours « anti-euro », proposant un retour au Deutschemark[1505].

Mais ce sont les premières figures tutélaires de ce nouveau national-populisme émergeant, comme force politique, dans les années 1990, tels Jean-Marie Le Pen en France et Jörg Haider en Autriche, qui participent à donner cette dimension eurosceptique au populisme droitier du Vieux Continent, toutes deux traînant avec elles une aura des plus sulfureuses, par leur proximité avec des éléments de la droite la plus extrême.

Hors de l'Europe, les national-populistes tendent à mettre de l'avant leur hostilité aux entités transnationales, comme l'ONU, l'OTAN, le FMI ou la Banque Mondiale, dans le cas de l'administration Trump aux États-Unis. Avec sa politique « *America First* », le président récupère une « politique étrangère populiste » s'inscrivant, comme le rappelle Maya Kandel, dans un certain isolationnisme jacksonien[1506], rompant avec l'universalisme libéral marquant auparavant la géostratégie des élites états-uniennes, agenda jadis partagé tant par la branche néoconservatrice des Républicains que par la quasi-totalité des Démocrates.

Pour Eatwell et Goodwin, la capacité mobilisatrice du national-populisme contemporain dans le monde occidental repose sur un certain conservatisme, qui ne serait pas *a priori*, du côté de ses électeurs, un pur glissement réactionnaire : « They seek to preserve or restore the dominance of the national group, including its customs and traditions, to live in a country which accepts fewer immigrants and has slower rates of ethnic change, and a state which has more power while transnational bodies like the EU has less[1507] ».

La question de l'identité culturelle du groupe national, centrale dans ce cadrage idéologique, peut effectivement s'incarner dans la défense d'un « mode de vie », et aussi, de façon chauvine, d'un « niveau de vie », mais également dans le traçage d'une opposition polémique entre l'intérieur et l'extérieur. Ainsi, si nous avons vu que le premier paramètre

---

[1504] *Ibid*., p. 133.
[1505] M. Weinachter, « L'AfD deux ans après sa création : après la percée, l'implosion ? », Revue *Allemagne d'aujourd'hui*, 2015/2, p. 10.
[1506] M. Kandel, « *America First*, une politique étrangère populiste? » dans A. Dieckhoff, C. Jaffrelot et E. Massicard, *Populismes au pouvoir*, *op. cit*., p. 275-276.
[1507] R. Eatwell et M. Goodwin, *National Populism*, *op. cit*., p. 276.

du national-populisme réside dans sa dénonciation violente des élites de la globalisation, on constate également, ici, une oscillation entre « nativisme » et « populisme patrimonial ». D'un côté, de la défense ethnoculturaliste et xénophobe de l'identité nationale, de l'autre, celle de son mode de vie propre, marquant les rapports inter-individuels et traduisant notamment une peur de déclassement.

Selon Cas Mudde, le « nativisme » représente un élément constitutif des droites radicales populistes en Europe[1508]. Il se définit comme une « idéologie selon laquelle les États devraient être habités exclusivement par des membres du groupe autochtone (la nation) tandis que les autres (personnes et idées) seraient fondamentalement menaçants pour l'homogénéité de l'État-nation[1509] ». La notion s'apparente chez le chercheur à celle de « préférence nationale », et ce que l'on nomme parfois le « chauvinisme providentialiste ».

Ce serait le cas, par exemple, de la Ligue (Lega) de Matteo Salvini, lors de sa campagne de 2018, dont le slogan marquait la « primauté des Italiens[1510] ».

> Sous l'égide de Salvini, écrit le sociologue Jean-Louis Briquet, la Ligue fait de la préférence nationale le pivot de son programme, et se rapproche des droites nationalistes et européennes, avec lesquelles elle noue des alliances […] et dont elle partage les principales orientations : opposition à l'immigration, souvent associée à la lutte contre l'insécurité et contre l'islamisme ; critique de la mondialisation et hostilité à l'égard des institutions européennes considérées comme les responsables de la crise économique et sociale du pays ; renforcement des politiques de lutte contre l'austérité et de protection sociale, mais à destination des seuls nationaux[1511].

Le gouvernement national-populiste de Viktor Orbán apparaîtrait également comme un modèle emblématique du nativisme, favorisant des politiques natalistes agressives pour contrer la baisse démographique de la Hongrie, tout en maintenant une ligne anti-immigration. Cette obsession se prolonge et représente une ligne de fond de tous les mandats du chef magyar. Comme l'écrit Amélie Poinssot,

> La menace d'un déclin démographique lui est apparue dès son premier mandat. « Les jeunes n'osent plus mettre des enfants au monde et le gouvernement de coalition ne peut pas accepter cela, disait-il en février 1999. J'espère que les

[1508] C. Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
[1509] Cas Mudde cité dans G. Ivaldi, « Sur l'articulation des attitudes populistes et nativistes en Europe et aux États-Unis », *Appartenances & Altérités*, 2022/2, [en ligne] https://journals.openedition.org/alterites/296.
[1510] J.-L. Briquet, « Matteo Salvini et le renouveau de la Ligue », *loc. cit*., p. 62.
[1511] *Ibid*.

> familles sentent que ce gouvernement est leur allié sincère et que nous allons tout faire pour que les jeunes s'y remettent. Depuis les dernières élections, l'enfant est devenu une valeur pour la famille et aussi pour l'État ». Le chef du gouvernement annonce alors la mise en place d'une allocation familiale, le renforcement du congé maternité et une fiscalité plus avantageuse pour les familles[1512].

Dans son second mandat, il soumet la proposition de contraindre les diplômés hongrois titulaires de bourses à travailler au moins cinq années au pays, afin d'éviter leur émigration[1513]. « Sous son troisième mandat, Orbán lance une nouvelle mesure : les couples qui s'engagent à avoir trois enfants se voient proposer une aide à l'achat d'un logement. Au début de son quatrième mandat, une vaste campagne accompagnée d'une "consultation nationale" fait la promotion du modèle familial traditionnel[1514] ».

Le voisin autrichien du FPÖ s'est aussi historiquement distingué par ses politiques nativistes, passant d'un ultra-nationalisme néolibéral sous Haider à un chauvinisme du bien-être avec la coalition Kurz-Strache en 2019, marquant une alliance avec les conservateurs du ÖVP. Comme l'écrit le politiste Paulus Wagner,

> La liste des actions gouvernementales établissant une discrimination, réelle ou symbolique, des minorités est longue. Les personnes réfugiées en Autriche ne maîtrisant pas la langue allemande ou anglaise, et n'ayant pas signé un document certifiant leur « volonté d'intégration », ont vu leurs aides sociales fortement réduites : de 863 euros par mois, ces dernières sont passées à 563 euros. Quant au montant des allocations familiales des familles dont les enfants vivent à l'étranger, il est dorénavant indexé sur le niveau de vie de ces pays de résidence. La baisse des subventions destinées à l'apprentissage de l'allemand par les immigrés avait été annoncée, et ce même si la maîtrise de la langue est requise pour l'obtention des aides sociales. Dernière mesure illustrant de manière édifiante cette tendance discriminatoire, le ministre de l'Intérieur FPÖ Herbert Kickl avait annoncé un plan de « concentration » des demandeurs d'asile « dans un endroit », allusion claire aux camps de concentration (ce que réfute bien sûr l'ancien ministre)[1515].

[1512] A. Poinssot, *Dans la tête de Viktor Orban*, *op. cit*., p. 61.
[1513] *Ibid*., p. 62.
[1514] *Ibid*., p. 63.
[1515] P. Wagner, « Les coalitions, passage obligé de l'extrême droite en Autriche », dans A. Dieckhoff, C. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes aux pouvoir*, *op. cit*., p. 176-177.

*

L'analyse des formes actuelles de la constellation national-populiste nous amène à tenter de conserver un fragile équilibre entre la description de ces *mouvements idéologico-politiques*, flirtant constamment (de façon explicite ou implicite) avec les représentations de diverses traditions d'extrême droite, et l'étude de la *sensibilité national-populiste* qui s'exprime chez les citoyens appuyant ces types de mouvement. Certains des derniers exemples relèvent d'une application gouvernementale d'un principe de « préférence nationale », impliquant une certaine façon national-populiste d'exercer le pouvoir, alors que d'autres formations, dans un rôle plus protestataire, se « limitent » à la dénonciation de l'immigration de masse, menace pour l'identité nationale.

Ces précisions faites, nous pouvons affirmer, en résumé, que le cadre idéologique (assez flexible) du nouveau national-populisme, à la fois enfant de la modernité démocratique (référence au peuple-nation) et produit des mutations rampantes de la globalisation postmoderne (réaction identitariste), propose une acception plutôt restreinte des membres de la communauté politique (sans pour autant que notre analyse nie le caractère toujours limité des sociétés). Comme l'affirme un spécialiste du nationalisme Alain Dieckhoff,

> « Faire peuple » n'est […] pas réductible à un contrat politique, c'est aussi s'inscrire dans un environnement historico-culturel singulier. Toutefois, reconnaître la dualité à la fois politique et culturelle du peuple-nation est une chose, valoriser de façon exclusiviste le peuple comme communauté ethno-culturelle en est une autre. C'est précisément ce chemin qu'empruntent les nationalistes populistes (de droite), du Parti pour la liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas au Rassemblement national en France, du Parti du peuple danois à la Lega italienne. Cette conception très organique du peuple va toujours de pair, aujourd'hui, avec une dynamique d'exclusion des immigrés, en particulier musulmans, qu'ils puissent d'ailleurs se prévaloir ou non d'une nationalité européenne[1516].

Cela dit, il convient de noter deux choses importantes à propos de l'usage de ces concepts en politologie, qui abondent en ce qui a trait au populisme identitaire. D'abord, que le « concept » de communauté « ethno-culturelle », mobilisé ici par Dieckhoff, possède lui-même une certaine ambiguïté. Le modèle assimilationniste français, par exemple, tend (et

[1516] A. Dieckhoff, « Les populistes au pouvoir : perspectives comparées », dans A. Dieckhoff, C. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, *op. cit*., p. 17.

réussit historiquement) à produire une unité culturelle qui transcende les différences dites « ethno-raciales », générant ainsi un sentiment national se distinguant qualitativement d'une sorte d'organicisme traditionnaliste. À cet effet, on constate d'ailleurs les scores impressionnants du RN, tenant réputé de la « préférence nationale », dans les Antilles et autres Territoires Outre-Mer[1517], réalité difficilement explicable à partir d'un point de vue purement « racialisant » de l'identité culturelle et politique.

Ensuite, que le terme de nativisme possède une élasticité conceptuelle bien souvent problématique. En effet, alors que Mudde semble mettre sur le même palier « identité culturelle », « préférence nationale », « racialisme », « chauvinisme du bien-être » et « natalisme » (de même que dans certains travaux de P.-A. Taguieff), Hans-Georg Betz, défenseur du concept et analyste chevronné du populisme européen, soutient que le terme se décline en trois grandes catégories : le nativisme « économique », « symbolique » et « providentialiste »[1518]. Ces différents pôles se caractérisent ainsi tous par une préférence pour les « nationaux » au détriment des étrangers (ceux qui viendraient menacer le marché du travail ou le mode de vie de la société d'accueil). Or, au-delà de l'existence réelle d'une rhétorique xénophobe, il peut sembler périlleux de faire du « nativisme » un concept éclairant la logique idéologique des populismes nationalistes, car la distinction entre citoyens et non-citoyens déborde largement les discriminations racistes, agissant même plutôt comme principe structurant, qui délimite les frontières des démocraties concrètes. Comme le soutient avec un certain esprit de provocation Marcel Gauchet, « la préférence nationale est inhérente à l'idée de nation[1519] ». En effet, il apparaît important de rappeler « qu'il est inséparable de l'existence de nations dont la priorité normale est leur intérêt propre, intérêt qui ne signifie nullement l'indifférence aux autres[1520] ». Ainsi, et comme nous aurons l'occasion d'y revenir en ce qui a trait aux questions générales relatives à l'identité nationale, la désignation de *toute forme de conception minimale de la société*

[1517] J.-M. Hauteville, « Législatives 2024 : le RN s'ancre aux Antilles », *Le Monde*, 03/07/2024, [En ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/07/03/legislatives-2024-le-rn-s-ancre-aux-antilles_6246468_823448.html
[1518] H.G. Betz, « Facets of nativism: a heuristic exploration », *Patterns of Prejudice*, Vol. 5 num. 2, 2019, p. 111-135.
[1519] M. Gauchet, « La préférence nationale est inhérente à l'idée de nation. Les Français sont-ils fascistes ? Propos recueillis par Maxime Le Nagard », *Front Populaire*, Mars-avril-mai 2025, num. 20, p. 14.
[1520] *Ibid*., p. 16.

comprise comme totalité en tant que preuve d'un nativisme intolérable peut se révéler plutôt comme une aporie analytique bien réelle et moralisante, posant comme arrière-fond l'universalisme abstrait d'une humanité immédiatement unifiée, vision fantasmatique ayant effectivement marqué la modernité industrielle, mais se prolongeant en tant que prémisse ontologique sous-jacente des sociétés individualistes-libérales. Pire, elle tend à oublier les paramètres propres au seul concept de citoyenneté, qui dans la majorité des démocraties modernes et libérales, n'est pas relatif au « sang », et se précise notamment par le droit de vote, forme de « préférence nationale » s'il en est.

8.2 Immigration et angoisse démographique

Tel qu'il ressort des discours national-populistes se déployant en Europe surtout depuis les années 1990, d'abord aux marges de l'extrême droite, la question migratoire apparaît comme la grande révélatrice des peurs communautaires. L'historien Hervé Le Bras considère que l'immigration est devenue « le ciment du populisme[1521] ». Selon Christophe Guilluy, également,

> [l]a question des dynamiques migratoires et du rapport minorité/majorité est le moteur de la montée des partis dits populistes partout en Europe. Elle contredit l'analyse simpliste des élites protégées autour de la "peur de l'autre" ; surtout, elle exige de traiter les effets de l'immigration et de l'émergence de la société multiculturelle[1522].

Car le sujet de l'immigration, posé d'ailleurs comme une dimension positive importante pour les sociétés libérales et multiculturelles, s'avèrerait au centre des protestations national-populistes en Occident, suivant une lecture beaucoup plus pessimiste (si ce n'est paranoïaque), de ses effets. Tel que le défend Taguieff,

> Tous les mouvements populistes contemporains récusent, avec une virulence plus ou moins grande, l'immigration, perçue comme une menace. Ils la rejettent d'abord au nom de la défense de l'identité ethno-culturelle de la nation (dimension identitaire ou « nativiste » de la « préférence nationale »), ce qui les conduit à percevoir l'islam comme une force conquérante et l'islamisation comme un

[1521] H. Le Bras, « L'immigration est devenue "le ciment" du populisme, juge l'historien Hervé Le Bras », *AFP*, 01/02/2022, [en ligne] https://www.la-croix.com/L-immigration-devenue-ciment-populisme-juge-historien-Herve-Le-Bras-2022-02-01-1301197915.
[1522] C. Guilluy, *La France périphérique*, *op. cit*., p. 150.

> processus de colonisation culturelle ou de dénaturation. Ils la rejettent en vue de réserver les ressources de l'État providence et les mécanismes de redistribution aux nationaux. C'est le « chauvinisme du bien-être », soit la dimension protestataire de la « préférence nationale », théorisation de l'égoïsme national[1523].

La question de la gestion des flux migratoires s'impose effectivement comme un critère fondamental à investir pour faire des gains politiques auprès d'une partie des électorats qui ressentent ce que Laurent Bouvet a nommé, non sans générer des résistances critiques, « l'insécurité culturelle[1524] ».

Le politologue Eric Kaufmann, dans un ouvrage imposant mais controversé, va même plus loin : « Une analyse honnête des enquêtes d'opinion (référence absolue pour le chercheur) ne peut que reconnaître dans le sentiment d'insécurité des majorités blanches vis-à-vis de l'immigration la raison première de l'essor de la droite populiste en Occident. C'est un souci identitaire, non une menace économique, qui donne la clé du phénomène[1525] ». L'étude de Kaufmann, longue de plus de 500 pages, propose des analyses documentées, mais développe une thèse très contestable selon notre perspective, puisqu'elle glisse clairement du côté de l'explication « racialisante », défendant l'idée que le populisme identitaire capitaliserait sur la peur des majorités blanches de « disparaître », dans un contexte de bouleversement démocratique. Or, ce serait l'homogénéité ethnoraciale de pays comme le Japon et la Corée qui expliquerait le fait que les révoltes populistes s'y avèrent inexistantes[1526].

Suivant la composition génériquement multiculturelle des sociétés occidentales, Kaufmann oppose effectivement dans son discours analytique, au sein des différentes nations, un bloc libéral partisan de l'immigration et une partie plus conservatrice, en prenant comme base le fait réel que les migrations posent certains défis d'intégration. Or, ce deuxième ensemble, qui se distingue des élites modernisatrices et représente les majorités nationales, se trouve décrit comme le tenant d'un « ethno-traditionalisme blanc[1527] », perspective à laquelle il donne d'ailleurs une légitimité. Il faut évidemment faire preuve d'un minimum de

---

[1523] P.-A. Taguieff, *Le nouveau national-populisme*, *op. cit*., p. 64-65.
[1524] L. Bouvet, *L'insécurité culturelle*, *op. cit*.
[1525] E. Kaufmann, *La révolution démographique*, Paris, JC Lattès, 2022, p. 8.
[1526] *Ibid*., p. 25.
[1527] *Ibid*., p. 15.

précaution et d'honnêteté pour critiquer un auteur, qui s'avère lui-même d'origine mixte (chinoise, costaricaine, juive), qui plaide en faveur de « majorités inclusives[1528] » et qui condamne le racisme dans son ouvrage. Cela dit, cette projection d'une « identité blanche » sur des populations en partie issues de souches européennes (mais non immuables), semble faire l'impasse sur l'essentiel : ce qui se trouve mis de l'avant comme enjeu, par les populistes, s'avère porter sur des questions culturelles, relatives aux mœurs et aux modes de vie, ce qui explique d'ailleurs une certaine islamophobie (qui n'est cependant pas exempte d'affects racistes), que nous aurons l'occasion de discuter plus loin. Bref, il s'agit d'éléments relevant de la culture, qui marquent des appartenances communautaires à partir de certaines pratiques sociales, se voyant réduits par le démographe à des marqueurs raciaux et génétiques, ce qui passe, selon notre point de vue, à côté de leur sens sociologique. Cela ne voudrait cependant pas dire qu'ils sont dénués de violence et d'intolérance. Comme le note Taguieff, certains de ces populismes procèdent d'un « appel à "nettoyer" le pays des éléments supposés "inassimilables" (nationalisme d'exclusion, à dominante anti-immigrationniste)[1529] ». Cela dit, « [l]'exacerbation de ce dernier trait est au principe d'une dérive vers une forme de racisme, plus différentialiste-culturel qu'inégalitariste-biologisant[1530] ». Même son de cloche pour Eatwell et Goodwin, pourtant apparemment proches de Kaufmann, qui considèrent le national-populisme euro-américain plus « culturaliste » que véritablement « ethno-racialiste »[1531].

Si certains éléments d'analyse de Kaufmann sont intéressants pour comprendre les mutations des sociétés occidentales contemporaines, qui s'avèrent effectivement marquées par l'immigration, par des transformations démographiques et donc des dynamiques de métissage, et ainsi saisir l'efficacité d'une certaine rhétorique raciste pouvant irriguer une partie des discours dits « nativistes », il n'en demeure pas moins que cette articulation confuse entre logiques identitaires culturelles (d'ailleurs souvent mythifiées) et « identité blanche » tout le long de l'étayement de son argumentaire dans le livre provoque un brouillage des représentations, se calquant notamment sur la typologie de Goodhart entre

[1528] *Ibid*., p. 500.
[1529] P.-A. Taguieff, *Le nouveau national-populisme*, *op. cit*., p. 62.
[1530] *Ibid*.
[1531] R. Eatwell et M. Goodwin, *National Populism*, *op. cit*., p. 158.

Anywheres et *Somewheres*[1532], pertinente sur différents angles, mais prenant finalement les traits d'un clivage purement ethnoracial sous la plume de Kaufmann.

À cet égard, la thèse du démographe semble avoir comme revers immédiat de nourrir les thèses d'un antipopulisme plutôt primaire, acquis unilatéralement au cosmopolitisme libéral : si ces phénomènes sociaux se résument à quelque chose comme une préoccupation ethnoraciale (et tribale), ils deviennent alors logiquement catégorisables immédiatement dans le spectre de l'extrême droite raciste[1533], et la parole de ces tenants devrait logiquement être censurée, au nom d'un antiracisme conséquent (ou sinon être « rééduqués », pour reprendre un terme revenu à la mode). De surcroît, le simple questionnement des paramètres actuels de l'immigration en Occident se présentera alors comme la peur de perdre la « majorité blanche ». Mais suivant cette perspective, contrairement à l'antipopulisme, Kaufmann ne voit pas d'un mauvais œil le déblocage de ce « tabou », amenant les sociétés à se questionner au-delà des dogmes du « modernisme de gauche[1534] ». Elle s'accorde aussi symétriquement avec les théories postmodernes d'analyse critique de la « blanchité », telles que développées notamment par les sociologues français et spécialistes des États-Unis Sylvie Laurent ou Éric Fassin, pour lesquels le trumpisme tend à être réduit à une dimension raciale (paramètre toutefois à prendre en considération, compte-tenu du caractère raciste du discours du Président et candidat républicain, en plus de l'histoire d'esclavage et de ségrégation raciale qui marque les États-Unis, de même que l'hégémonie culturelle du groupe ethnique WASP)[1535]. Ainsi, l'électeur national-populiste ne serait que le fameux tenant d'une « fragilité blanche[1536] » dans un monde en perpétuel changement, supposant par ailleurs une opposition ethnoraciale douteuse de lecture de la « nature » des sociétés occidentales contemporaines : ou « suprématie blanche », ou « créolisation ».

[1532] E. Kaufmann, *La révolution démographique*, *op. cit*., p. 167.
[1533] Nous verrons cependant que ce type de discours existe.
[1534] *Ibid*., p. 298-347.
[1535] Voir notamment S. Laurent, « Donald Trump est le symptôme morbide d'un pays en train de rejouer sa guerre civile », *L'Humanité*, 4/11/2024, [En ligne] https://www.humanite.fr/monde/donald-trump/sylvie-laurent-historienne-donald-trump-est-le-symptome-morbide-dun-pays-en-train-de-rejouer-sa-guerre-civile et É. Fassin, « Trump *vs*. Harris : du genre à l'intersectionnalité », *AOC*, 18/11/2024, [En ligne] https://aoc.media/analyse/2024/11/17/trump-vs-harris-du-genre-a-lintersectionnalite/.
[1536] Suivant le terme popularisé par l'intellectuelle américaine vedette Robin DiAngelo. R. DiAngelo, *White Fragility*, Boston, Beacon Press, 2018.

Cela dit, il ne s'agit pas de nier que le national-populisme mobilise des affects identitaires (au contraire), qui peuvent s'exprimer comme différentes formes de repli, puisant souvent dans des registres xénophobes, jusqu'à prendre des formes racistes. C'est d'ailleurs ce que nous verrons. Mais il convient d'abord de considérer que c'est primordialement à partir de représentations culturelles que ce type de discours trouvera son succès auprès d'un électorat qui s'estime menacé dans son existence.

Or, ce culte de la dimension culturelle de la nation, qui s'exprimerait dans un peuple enraciné s'opposant aux élites européistes, se trouverait mis en danger par l'immigration de masse. Tel que le souligne Jean-Yves Camus,

> [l]es trois motivations principales du vote national-populiste restent le rejet de la classe politique ; celui de l'immigration extra-européenne, ce qui conduit à soutenir non seulement l'arrêt de cette immigration, mais aussi l'accueil des réfugiés et, de manière générale, réclamer une politique d'intégration beaucoup plus ferme, visant l'assimilation à une culture européenne vue comme fondamentalement chrétienne et, enfin, de l'autorité, qui s'étend aux questions sécuritaires et sociétales[1537].

Il poursuit :

> La question de l'immigration est partout centrale, mais elle n'est qu'une partie d'un tout plus global : le sentiment du déclin européen et l'idée qu'« aujourd'hui, on ne se sent plus chez soi comme avant », une proposition qu'approuvaient en 2017 86% des électeurs frontistes. L'impact de la montée de l'islam politique puis du terrorisme islamiste radical a rendu audibles des propositions extrêmes, qu'il s'agisse de l'interdiction du Coran exigée par Geert Wilders, de celle de la construction de minarets, votée en 2009 par 57,5% des Suisses à l'initiative de l'UDC, ou, en 2016, au Danemark, sous la pression du Parti populaire danois (DF), de la confiscation de l'argent et des bijoux des réfugiés pour payer leur séjour dans les centres d'accueil[1538].

Parmi les sources du renforcement de cette anxiété, la crise des réfugiés de 2015, en Europe, s'est révélée un puissant catalyseur de ce sentiment d'insécurité chez les populations attirées par l'offre politique nationaliste. C'est ce que note Jérôme Fourquet :

> Autre conséquence et non des moindres, la crise des migrants a servi de carburant aux forces eurosceptiques. Le FN en a profité lors des élections régionales en décembre 2015, l'Allemagne a vu émerger à un niveau inédit dans son histoire post-seconde guerre mondiale une formation de droite populiste : l'AfD, en Autriche, le FPÖ a failli remporter l'élection présidentielle et en Italie, la Ligue a effectué une percée

[1537] J.-Y. Camus, « Les droites radicales en Europe », *loc. cit*., p. 180.
[1538] *Ibid*.

> remarquée. Sur fond de crise migratoire et d'inquiétude identitaire, le rejet et la prise de distance vis-à-vis de la construction européenne se sont également exprimés avec force aux Pays-Bas, où le référendum d'initiative populaire sur l'accord entre l'UE et l'Ukraine a été gagné par le camp du « non ». En Grande-Bretagne, le Brexit l'a emporté. Or, dans ces deux cas aussi la question de l'immigration et du contrôle des frontières a été au cœur de la campagne et des motivations des électeurs du camp « souverainiste ». Tous ces exemples convergent et illustrent le fait que la crise des migrants a puissamment contribué à imposer un nouveau clivage autour de la question identitaire accordant à la notion de frontière une place centrale[1539].

Pendant cette crise, Viktor Orbán se fait connaître mondialement avec le coup d'éclat que représente la construction d'une clôture, en Hongrie, à la frontière avec la Serbie à l'été 2015 pour bloquer l'arrivée de migrants arrivant par l'est. Il était question de protéger sa nation d'une « invasion » venant des pays musulmans[1540], signalant l'arrivée d'une « nouvelle ère », conforme au fait que « les gens veulent des sociétés démocratiques et non des sociétés ouvertes[1541] ». De son côté, l'Allemagne d'Angela Merkel entame un « tournant humanitaire », s'engageant à accueillir un grand nombre de demandeurs d'asile[1542], notamment en provenance de la Syrie, marquée par la guerre civile. C'est en s'opposant primordialement à cette politique que capitalisera l'AfD[1543]. Dans le même moment, aux États-Unis, Donald Trump mène sa première campagne victorieuse sur la promesse de construire un mur gigantesque à la frontière avec le Mexique, supposant, avec son style paranoïaque, une logique d'invasion.

Ces différentes réactions politiques, radicales, participent de l'expression, dans le monde occidental, d'une « angoisse démographique[1544] ». Comme l'écrivent Eatwell et Goodwin,

> Demographic fears flow from a belief that the scale and pace of immigration put the longer-term survival of the national group at risk, amounting to intense concern about its possible *destruction*; they are not necessarily grounded in objective reality but they are still potent. Many people feel that ethnic shifts are now completely out of control and that their much-cherished ways of life are under imminent threat[1545].

1539 J. Fourquet, *Le nouveau clivage*, *op. cit*., p. 140-141.
1540 J. Rupnik, « Le pouvoir confisqué dans la Hongrie de Viktor Orbán », dans A. Dieckhoff, C. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, *op. cit*., p. 130.
1541 *Ibid*.
1542 E. Vollman, « Angela Merkel et la politique des réfugiés 2015-2017 », *Outre-Terre*, 2017/3, num. 52., p. 117-124. [En ligne], https://shs.cairn.info/revue-outre-terre2-2017-3-page-117?lang=fr.
1543 *Ibid*.
1544 Y. Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, *op. cit*.,
1545 R. Eatwell et M. Goodwin, *National Populism*, *op. cit*., p. 147.

En effet, la question migratoire prend une dimension fondamentale dans la construction idéologique des national-populismes. L'immigrant épouse les traits du danger pour l'intégrité de la société, au point de pouvoir la détourner de son authenticité, de son identité, de ses valeurs et du mode de vie de la majorité.

Si nous avons déjà renvoyé à quelques reprises déjà au régime de Viktor Orbán, chef de file des national-populistes en Europe, c'est parce qu'il s'avère le personnage le plus emblématique de cette construction polémique et identitaire. Comme l'analyse l'historien spécialiste des populismes de l'Europe centrale et orientale Roman Krakovsky, la crise des réfugiés de 2015-2016 participe de la radicalisation d'une opposition entre l'ordre libéral dominant et l'illibéralisme nationaliste proposé par le leader hongrois, en instrumentalisant la figure de l'immigrant comme menace imminente pour l'unité communautaire.

> Le migrant devient une figure de la démocratie libérale réaliste et pragmatique qui, au nom du principe d'égalité, réclame les mêmes droits à tous, mais au détriment d'une masse d'exclus ou de marginalisés. En septembre 2015, Orbán dénonce l'hypocrisie du libéralisme, confronté au « défi […] de respecter ses principes tout en préservant son niveau de vie ». Selon Orbán, « il n'est plus possible en Europe de vivre en accord avec les valeurs libérales et de maintenir une prospérité matérielle », à moins de sacrifier les uns au détriment des autres. Le peu de soutien que les démocraties libérales occidentales ont apporté aux pays de la région pour gérer la crise humanitaire provoquée par l'afflux de millions de migrants donne un certain poids à cet argument. Mais le migrant devient aussi une figure du capitalisme, car « les migrants ne recherchent pas un abri dans une situation de vie ou de mort […] mais une meilleure qualité de vie », affirme Orbán et, puisqu'il s'agit de simples « émigrés économiques », ils ne méritent pas l'assistance et la solidarité qu'on doit à un proche en détresse. Enfin, le réfugié devient une figure de la globalisation, un déraciné qui « n'est plus aussi attaché à sa terre et à ses racines qu'auparavant ». Ce déracinement serait, selon Orbán, un des principaux dangers pour la survie de la communauté nationale. Mais, surtout, par sa différence culturelle et religieuse, le migrant représente un danger pour la culture européenne, fondée sur le christianisme : « Si on laisse cette masse de plusieurs centaines de millions de jeunes monter vers le nord, l'Europe se trouvera rapidement mise sous une pression insoutenable […] et notre culture, notre identité et nos nations cesseront d'exister telles que nous les connaissons aujourd'hui. Nos pires cauchemars se réaliseront. » Le danger du « grand remplacement » justifie, aux yeux de Budapest, la construction d'un mur antiréfugiés le long de la frontière avec la Serbie et la Croatie, à l'automne 2015, suivie par la Slovénie et la Croatie[1546].

[1546] R. Krakovsky, « Les démocraties illibérales en Europe centrale », *Études*, 2019/2, p. 12-13.

On voit ici que la mobilisation de la menace du migrant pour la communauté nationale se trouve fortement idéologisée chez Orbán, en faisant appel à une philosophie politique plutôt développée. Sa dénonciation ultraconservatrice de l'hégémonie libérale trouve dans l'étranger l'incarnation consolidante de tout un ordre portant au pinacle le nomadisme et le cosmopolitisme, dévalorisant l'enracinement et créant une culture globale méprisante du fait national-communautaire. Tous ces traits font encore ressortir les piliers symboliques de la mythologie national-populiste : une articulation identitaire entre enracinement national et moralité communautaire supposée, ainsi qu'une opposition par le fait même à la corruption de la globalisation et du multiculturalisme, dont témoigneraient concrètement l'arrivée en masse de migrants provenant de l'Est et du Sud. Jusqu'à imaginer un « peuple souverain débarrassé de ses "parasites"[1547] ».

Au-delà du caractère xénophobe de ces représentations, débouchant sur des politiques anti-immigration drastiques, il convient cependant d'en considérer l'enracinement contextuel. En effet, le cadre du populisme d'Orbán et du rapport de son gouvernement à l'immigration, qui fournit pourtant un modèle pour les nationalistes identitaires partout dans le monde, s'inscrit dans des inquiétudes propres à la Hongrie post-communiste, subissant un déclin démographique majeur : plafonnement de l'espérance de vie, baisse de la fécondité, hausse de la mortalité par maladie comme le cancer et exode vers l'Ouest marquent cette chute de la population et représente une évolution, selon Krakovsky, « à l'origine d'une panique démographique et des angoisses identitaires qui alimentent le populisme[1548] ». Ces dynamiques se constatent également en Bulgarie, en Pologne, mais aussi en Allemagne de l'Est, bastion de l'AfD.

*

En Europe occidentale, une influence majeure du national-populisme identitaire, que Margaret Canovan qualifie de « populisme réactionnaire[1549] », s'avère sans aucun doute l'ancien député conservateur britannique Enoch Powell, qui livra le 20 avril 1968 à

[1547] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 46.
[1548] *Ibid*., p. 12.
[1549] M. Canovan, *Populism*, *op. cit*.

Birmingham le fameux « discours des fleuves de sang ». Fustigeant l'immigration extra-européenne, il y défend l'idée que les sociétés multiculturelles ne peuvent qu'aboutir au chaos et ouvre sur la proposition d'une ré-immigration des populations « étrangères »[1550]. Ce discours décadentiste, paranoïaque et érudit (il s'agit de paraphraser Virgile) comporte également, dans ce cas précis, une tonalité raciale : l'immigration extra-européenne en question est présentée comme une « immigration non blanche ».

C'est à partir de ce moment marquant que le numéro deux d'un Front national encore à ses débuts, le sulfureux François Duprat[1551], convaincra Jean-Marie Le Pen de mobiliser un discours anti-immigrationniste, encore sur fond de ressentiment à l'égard de la défaite de la guerre d'Algérie[1552]. Le slogan emblématique du parti dans les années 1970, « un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop[1553] », agit comme une illustration éloquente de la violente rhétorique national-populiste sous le coup de l'influence powellienne. Le caractère ultra-identitaire de ce discours xénophobe s'articule à une dimension dite « sociale », car il s'avère question de s'adresser aux Français les plus précarisés, et ainsi de détourner l'analyse en termes de lutte des classes pour la rediriger vers la menace migratoire.

Plusieurs décennies plus tard, et ce malgré un processus de dédiabolisation, le discours polémique sur la question migratoire se présente comme une marque de commerce pour le Rassemblement national de Marine Le Pen. Bien avant la mobilisation du terme de « submersion migratoire » par le premier ministre de centre-droit François Bayrou en 2025, afin de parler d'un sentiment qui tarauderait les Français[1554], la cheffe du FN/RN s'est faite

---

[1550] Le discours sera édité en français, dans le *momentum* populiste, par la maison d'édition d'extrême droite La Nouvelle Librairie, agrémenté d'une préface de nul autre que Renaud Camus, qui puise dans ce discours une source d'inspiration pour sa thèse du « Grand remplacement ». E. Powell, *Discours des fleuves de sang*, Paris, La Nouvelle Librairie, 2019.

[1551] Professeur d'histoire, assassiné à la suite d'un attentat à la voiture piégée en 1976, François Duprat fut une figure importante de l'extrême droite hexagonale, *national-révolutionnaire*. Expression de la branche la plus sulfureuse du Front national, notamment par son négationnisme, Duprat fut un proche de Maurice Bardèche et s'est formé dans différentes formations de la droite nationaliste française (Jeune nation, Ordre nouveau). J.-M. Le Pen alla se recueillir fréquemment à sa tombe, ornée d'une croix celtique. Voir N. Lebourg et J. Beauregard, *François Duprat*, Paris, Denoël, 2012.

[1552] J. Fourquet et N. Lebourg, *La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu*, Fondation Jean Jaurès, 2017, p. 35.

[1553] J.-Y. Camus et N. Lebourg, *Les droites extrêmes en Europe*, *op. cit*., p. 159.

[1554] AFP, « François Bayrou maintient l'idée d'une "submersion" migratoire ; en réaction, le PS annule une réunion avec le gouvernement sur le budget », *Le Monde*, 28/01/2025, [En ligne],

le chantre de l'utilisation de qualificatifs incendiaires de cet acabit depuis son entrée en politique, au point d'être utilisés sur le site du parti[1555]. En effet, comme le prouvent des archives de l'INA, l'expression fut mobilisée de longue date par ce qui composait alors le Front national de son père, dès les années 1980[1556].

Cet événement illustre assez bien le fameux phénomène de « fenêtre d'Overton » (concept parfois utilisé abusivement), où un discours d'abord marginal, porté par l'extrême droite, se transforme en un thème populiste majeur faisant son chemin dans l'opinion publique, au point d'être récupéré par les partis traditionnels. C'est ce que souligne Dominique Reynié, qui constate que ce qu'il appelle le populisme patrimonial parvient finalement à imposer ses thèmes, jusqu'à devenir incontournable pour les aspirants au pouvoir s'ils souhaitent être élus. En effet, suivant une logique générale de droitisation des sociétés européennes, il « engage une compétition avec la droite de gouvernement sur le terrain du conservatisme, matériel et identitaire[1557] ». Si la phrase de Bayrou a su résonner à partir du lieu du pouvoir (en créant cependant de vives vagues d'indignation), c'est aussi car l'ancien président Nicolas Sarkozy, issu de la droite traditionnelle, a d'abord tracé un chemin pour cette récupération du discours populiste identitaire critique de l'islam, et glorifiant la valeur travail (« travailler plus pour gagner plus »). Selon Reynié, c'est cette récupération de certains thèmes propres au lepénisme qui permettra de contenir le parti populiste[1558], de la même façon que le premier ministre David Cameron se fera, au début des années 2010, le tenant d'un « libéralisme musclé » afin de répondre aux inquiétudes de la population britannique vis-à-vis de l'avenir de la société multiculturelle[1559].

---

https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/01/28/francois-bayrou-maintient-l-idee-d-une-submersion-migratoire-et-affirme-que-ce-ne-sont-pas-les-mots-qui-sont-choquants-mais-les-realites_6519716_823449.html

1555 Rassemblement national, « Submersion migratoire : Finissons-en ! », [En ligne], https://rassemblementnational.fr/petition/submersion-migratoire-finissons-en.

1556 https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/submersion-migratoire-obsession-front-national-francois-bayrou

1557 D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, op. cit., p. 300. Et ce malgré le fait que Jean-Marie Le Pen défendait l'idée dès 1990 que, afin de vanter l'intérêt de son parti, les électeurs préféreront toujours « l'original à la copie ». « Les gens préfèrent l'original à la copie », *Le Monde* (archives), 03/04/1990, [En ligne], https://www.lemonde.fr/archives/article/1990/04/03/les-gens-preferent-l-original-a-la-copie_3964167_1819218.html

1558 *Ibid*., p. 273.

1559 *Ibid*., p. 274.

En 2010 en Allemagne, l'ancien membre du SPD, Thilo Sarrazin, produit une onde de choc dans toute l'Europe avec la publication de son essai *L'Allemagne disparaît*, qui deviendra un best-seller[1560]. Sorte de version contemporaine et plus étayée du Discours des fleuves de Sang de Powell, ce livre brise le tabou allemand de la critique de l'immigration, défendant l'idée que la population native, par son faible taux de fécondité, se verrait remplacée par des migrants étrangers à la culture allemande. S'inscrivant dans l'horizon de la thèse « camusienne » du « grand remplacement », cet essai marque la dissidence de l'économiste de formation à l'égard du parti social-démocrate, qu'il quittera à la suite d'une multitude de controverses. Ayant fait de la critique de l'immigration comme menace civilisationnelle sa marque de commerce politique, Sarrazin représentera une source d'inspiration pour le populisme identitaire de l'AfD[1561].

8.3 L'islam comme figure-repoussoir

Si l'immigration s'avère le sujet-clé pour la construction rhétorique du national-populisme, participant à forger son identité politique, la question de l'islam participe souvent à revêtir un peu plus concrètement la figure de la menace pour la société nationale, voire pour la civilisation occidentale. Selon le politologue Hans-Georg Betz, « l'islamophobie est dès lors devenue le pivot de l'hostilité différentielle de la droite radicale[1562] ». C'est ce que soutient également Reynié, pour qui les populismes carburent à la peur de l'islam et à celle d'une potentielle « islamisation de l'Europe[1563] ». Cette paranoïa post-11 septembre, où les sociétés occidentales se trouvent traumatisées par la prolifération d'attentats revendiqués par des groupes islamistes (Madrid, Londres, Bataclan, Bruxelles, etc.), mais aussi la réalité de transformations démographiques nourrissant des régimes se réclamant d'une certaine idéologie multiculturaliste, constituent l'aboutissement de ce climat d'angoisse identitaire. En 2015, dans son best-seller *Soumission*, l'écrivain Michel Houellebecq imagine une

[1560] T. Sarrazin, *L'Allemagne disparaît*, Paris, L'Artilleur, 2013.
[1561] F. Virchow, « Alternativ für Deutschland (AfD), un parti d'extrême droite ? », *Comité d'étude des relations franco-allemandes*, mars 2020, [en ligne], https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/ifri_alternative_fur_deutschland_afd_un_parti_dextreme_droite_3.pdf.
[1562] H.-G. Betz, *La droite populiste en Europe*, Paris, Autrement, 2004, p. 143.
[1563] D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 89.

France dystopique aux prises avec un régime politique islamisé, où les professeurs d'université doivent se convertir à l'islam et où la polygamie se trouve institutionnalisée[1564]. Cet ouvrage à la tonalité décadentiste assumée, qui sort « prophétiquement » à la suite des attentats islamistes contre Charlie Hebdo (provoquant le mouvement de masse « Je suis Charlie », défendant notamment le « droit au blasphème »), s'avère une illustration marquante des tensions et angoisses françaises à l'égard de l'islam, dans un pays où la laïcité apparaît comme un pilier « identitaire » historique.

En 2014 à Dresde, bastion historique de la droite radicale allemande, naît le mouvement PEGIDA, soit celui des « Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident »[1565]. Ce mouvement, organisant différentes manifestations, verra se former une pluralité de filiales à travers l'Allemagne, et même une au Québec[1566]. En Angleterre, l'English Defence League émerge un peu avant, en 2009, sous l'impulsion du jeune Tommy Robinson, afin de lutter contre la plus forte présence de l'islam au Royaume-Uni[1567]. Ce groupuscule prenant d'abord les traits d'une association marginale d'hooligans néo-nazis, mêlant toute une imagerie d'extrême droite et une esthétique de supporters de football chantant dans les rues de quartiers multiculturels de Londres et de Luton, se présente comme une résistance à la soi-disant instauration de la charia en Angleterre[1568]. Robinson, qui sera d'ailleurs défendu par Elon Musk à la suite de sa condamnation pour outrage au tribunal et diffamation d'un réfugié syrien mineur[1569] dans le cadre de l'affaire de viols collectifs

[1564] M. Houellebecq, *Soumission*, Paris, Flammarion, 2015.
[1565] D. Rucht, « Pegida & Co. - Ascension et chute d'une entreprise populiste », *Fondation Friedrich Ebert*, Avril 2015, [en ligne] https://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/11328.pdf.
[1566] « Des groupes anti-immigration se font entendre à Québec », *Radio-Canada*, 15/10/2016, [en ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/808894/manifestation-islam-radical-quebec-pegida-justiciers-du-peuple.
[1567] G. Kassimeris et L. Jackson, « The Ideology and Discourse of the English Defence League: 'Not Racist, Not Violent, Just No Longer Silent' », *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 17/1, 2014, [En ligne], https://journals.sagepub.com/doi/10.1111/1467-856X.12036
[1568] A. Mestre et C. Monnot, « La Ligue de défense anglaise : "hools" et islamophobie », *Le Monde*, 12/08/2009, [En ligne] https://www.lemonde.fr/politique/article/2009/12/08/la-ligue-de-defense-anglaise-hools-et-islamophobie_5975506_823448.html.
[1569] B. Melley, « Founder of far-right English Defense League gets 18 months in prison for court contempt », *AP*, 28/10/2024, [En ligne], https://apnews.com/article/tommy-robinson-contempt-of-court-english-defense-league-2234f6eef821543feb688441c019384f.

perpétrés par des gangs dont les membres sont d'origine pakistanaise[1570], emprunte un pseudonyme bien enraciné dans la culture anglaise, faisant référence à un hooligan du club de sa ville, le Luton Town FC[1571]. Le recours à cet imaginaire participe lui-même d'une stratégie populiste, qui cherche à créer un personnage nationaliste et plébéien (le football étant bien ancré dans la culture populaire anglaise), comme dans les romans de John King sur l'hooliganisme (son héros de son livre le plus connu, *The Football Factory*, se nomme d'ailleurs Tom Johnson)[1572]. Au Québec, avec une adhésion populaire plus marginale bien qu'ayant bénéficié d'une forte attention médiatique, le collectif La Meute s'est fait le fer de lance d'un mouvement populiste identitaire, hostile à l'immigration et islamophobe, marquant l'émergence d'une menace d'extrême droite dans la province (avant de disparaître, aux côtés d'autres groupes encore moins conséquents comme Storm Alliance et Atalante[1573]). Le discours de La Meute, qui se voulait une dénonciation du multiculturalisme et de l'immigration de masse (et irrégulière, phénomène moins préoccupant dans un Canada qui pratique l'immigration choisie) au-delà du clivage québécois entre fédéralistes et indépendantistes, constituait surtout l'expression d'une peur de « l'envahisseur islamique »[1574].

Ces différents mouvements d'inspiration populiste, classables dans ces cas-ci à l'extrême droite, représentent les manifestations plutôt radicales d'une islamophobie[1575] qui marque le monde occidental, environ depuis le 11 septembre 2001 et les tensions du modèle

---

[1570] H. Barnes, « The truth about the grooming scandal » *The New Statesman*, 08/01/2025, [En ligne] https://www.newstatesman.com/politics/society/2025/01/tommy-robinson-elon-musk-grooming-scandal.
[1571] C. Ducourtieux, « Qui est Tommy Robinson, l'influenceur de l'extrême droite britannique islamophobe », *Le Monde*, 13/08/2024, [En ligne] https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/08/13/qui-est-tommy-robinson-l-influenceur-de-l-extreme-droite-britannique-islamophobe_6278994_4500055.html.
[1572] Voir notamment J. King, *The Football Factory*, Londres, Penguin, 1997, ainsi que les deux autres romans de sa trilogie : *Headhunters*, Londres, Penguin, 1998 et *England Away*, Londres, Penguin, 1999.
[1573] J.-P. Robillard, « La mouvance de l'extrême droite plus visible au Québec », *Radio-Canada*, 25/09/2017, [En ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1057836/mouvance-xtreme-droite-portrait-quebec-meute.
[1574] I. Porter, « Le discours de La Meute disséqué à l'université », *Le Devoir*, 22/05/2019, [En ligne] https://www.ledevoir.com/societe/554854/titre-des-chercheurs-s-interessent-a-la-meute.
[1575] Le terme d'islamophobie, il faut cependant le reconnaître, possède lui-même une dimension polysémique (si ce n'est tout simplement ambiguë), participant par moments à jeter un certain flou sur des réalités diverses : d'abord l'hostilité à l'égard de l'islam en tant que telle, sa critique en tant que religion (posture tout à fait acceptable dans des sociétés démocratiques), ainsi que le racisme potentiel dont peuvent être victimes les musulmans comme communautés « racisées », alors que ceux-ci, en tant que croyants, ne représentent évidemment pas une « race », ni même un groupe à caractère proprement ethnique. Au même titre que la mobilisation du terme d'antisémitisme lorsqu'il s'agit parfois de critiquer des politiques émanant de l'État d'Israël, le vocable d'islamophobie peut parfois agir ainsi à titre d'écran pour une compréhension de phénomènes sociaux complexes.

multiculturel. Mais les partis populistes établis en Europe ont fait de cette question une ligne de fond de leur rhétorique politique. C'est le cas du FPÖ de Jörg Haider et du Front National de Jean-Marie Le Pen dès les années 1990. Le tribun autrichien affirmait effectivement que cette religion était incompatible avec les valeurs de l'Occident, tendant nécessairement vers le djihad[1576]. Aux Pays-Bas, ce sera d'abord la Liste Pim Fortuyn qui émergera comme incarnation typique d'un populisme identitaire et antimusulman[1577].

En Suisse, Oskar Freysinger, un charismatique enseignant d'éducation physique, poète et membre de l'Union démocratique du centre (UDC), s'est transformé en leader plébiscitaire d'une lutte contre la construction de minarets dans son pays[1578]. En effet, le Valaisan soumet en 2009 l'initiative populaire contre les minarets, participant ensuite aux « Assises contre l'islamisation de l'Europe », organisées par le Bloc identitaire et Riposte laïque[1579]. Ce cas emblématique de populisme patrimonial, qui consacrera Freysinger en héros des identitaires européens, représente selon Yascha Mounk « un exemple paradigmatique de la désintégration de la démocratie libérale en deux nouvelles formes de régime : la démocratie antilibérale et le libéralisme antidémocratique[1580]. » Il y est question d'opposer le *demos*, dans sa dimension à la fois politique et identitaire, aux « principes libéraux fondamentaux[1581] », notamment en retreignant le droit des minorités (et une part de la liberté de culte).

Depuis une vingtaine d'années, donc, l'islam s'avère la figure de négation manipulée par les national-populismes européens. Comme l'écrivent Diamanti et Lazar,

> Aujourd'hui, l'hostilité envers les Turcs en Allemagne, les Arabes et les musulmans en général présente des caractéristiques nouvelles. Elle entre en résonance de façon bien plus nette encore que dans le passé avec le contexte international marqué par la crise du Moyen-Orient, la progression djihadiste sur le Vieux Continent,

[1576] P. Merkl et L. Weinberg, *Right-Wing Extremism in the Twenty-first Century*, Londres, Routledge, 2003, p. 84.
[1577] C.-P. Ghillebaert, « Pim Fortuyn, L'éphémère zonderling populiste », *Cahiers du CEPEN*, 2004, 2, p.23-46.
[1578] France 24, « Oskar Freysinger, figure de proue des anti-minarets, a le triomphe modeste », 01/12/2009, [en ligne] https://www.france24.com/fr/20091201-oskar-freysinger-figure-proue-anti-minarets-a-le-triomphe-modeste.
[1579] « Le Suisse Freysinger fait un tabac aux "Assises contre l'islamisation" », *Le Nouvel Obs*, 18/12/2010, [En ligne] https://www.nouvelobs.com/politique/20101218.OBS4963/le-suisse-freysinger-fait-un-tabac-aux-assises-contre-l-islamisation.html.
[1580] Y. Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 73.
[1581] *Ibid*.

> notamment en France, en Grande-Bretagne, en Belgique et en Allemagne. Il existe par conséquent un lien permanent entre ce qui se passe dans un pays européen et les événements internationaux. La radicalisation de l'Islam à laquelle adhère une minorité de musulmans en Europe de manière visible, ostentatoire et même provocante suscite de grandes inquiétudes et de vives polémiques. Les réelles questions de coexistence de mœurs, de cultures et d'identités sont traditionnellement transformées en ressources politiques par les populistes mais elles prennent dorénavant une tournure encore plus prononcée de nos jours, notamment à cause de leur traitement médiatique. En outre, la crise des deux principaux modèles d'intégration des immigrés, le modèle républicain français et le modèle multiculturel, exacerbe la situation et donne du grain à moudre aux populistes anti-immigrés et anti-musulmans. Enfin, le flux de migrants amorcé à partir de 2013 mais en nette régression depuis 2017 provoque des peurs et des réactions de rejet dans tous les pays européens amplifiées par la masse de personnes concernées et le poids des images diffusées par la télévision et sur Internet[1582].

La réalité de l'islamisme (de la radicalisation de certains jeunes et d'attentats troublants : meurtres de professeurs de lycée comme Samuel Paty ou Dominique Bernard en France, réactions « anti-blasphème », affaire Salman Rushdie, emprisonnement de Boualem Sansal en Algérie, etc.) et des problèmes réels relatifs à la configuration multiculturaliste des sociétés, qui peinent à intégrer une partie de ses membres (mais aussi de ses membres « natifs », par la domination de l'individualisme)[1583], fournissent les bases pour l'adhésion à des discours xénophobes et islamophobes.

Cette mise en scène identitaire de stigmatisation de l'islam s'exprime largement dans les discours populistes en Europe, mais aussi au Québec, dans le cadre d'une crise des accommodements raisonnables marquant différents débats sur le « vivre ensemble » et l'identité nationale. La « charte des valeurs québécoises » proposée par le Parti Québécois, en 2013, supposée se focaliser sur la laïcité et la neutralité de l'État, fut associée par certains

---

[1582] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 47.

[1583] Il convient par ailleurs de reconnaître qu'avec le déclin démographique avéré de l'Europe, les migrations en provenance du continent africain (mais aussi du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud) participent de certaines transformations populationnelles, pouvant avoir des effets culturels et confessionnels parfois sous-estimés. Dans le cadre d'une note de 2023, la Fondation Res Publica en France soulignait, notamment en prenant appui sur l'institut états-unien *Pew Research Center*, qu'étant donné le dynamisme démographique d'une population de confession musulmane issue de ces espaces géographiques, il apparaît possible de projeter une croissance conséquente de cette communauté religieuse dans les prochaines années sur le Vieux Continent. De même, les travaux de la démographe Michèle Tribalat tentent de rendre compte, depuis des années, de la vitalité certaine de l'islam en France, notamment grâce à l'endogamie. L'Observatoire de l'immigration et de la démographie (OID), « Islam et immigration en France : quelles interactions ? », Décembre 2024, [En ligne], https://observatoire-immigration.fr/peut-on-evaluer-le-nombre-de-musulmans-vivant-en-france/#cbebda5c-4727-4e4e-931e-4a87907841f1.

observateurs à une attaque contre le voile, avec son interdiction des « signes religieux ostentatoires » pour tous les membres de la fonction publique. Menée par Bernard Drainville sous un gouvernement Marois qui aurait opéré le virage identitaire du PQ, cette réponse politique à la commission Bouchard-Taylor, au-delà probablement de ses objectifs initiaux, a participé à nourrir un certain climat d'angoisse collective vis-à-vis de symboles religieux associés à l'islam, en faisant écho aux inquiétudes marquant l'Europe. La question de la laïcité devenait un enjeu central du « vivre-ensemble » québécois, produisant, comme le note Guillaume Lamy, des « tectoniques identitaires[1584] ».

Mais cette question, malgré la production d'une hostilité qui culminera avec le sinistre attentat de la Mosquée de Québec en 2017, ne prendra pas la virulence qu'elle possède sur le Vieux Continent dans les débats identitaires.

Par exemple, le chef du Vlaams Belang en Belgique, Filip Dewinter, se déclare lui-même islamophobe[1585], prétendant que cette religion représente la plus grande menace pour la Flandre et l'Europe. L'ancien président de la République Tchèque, Milos Zeman, parlait de l'islam comme d'une « invasion contrôlée » de l'Europe, représentant une menace pour la sécurité nationale et continentale, avec un potentiel afflux de terroristes[1586].

Mais le leader nationaliste le plus emblématique de ce que le chercheur autrichien Farid Hafez nomme le « populisme islamophobe[1587] », s'avère sans conteste le chef du Parti de la Liberté (PVV) néerlandais Geert Wilders, pour qui « l'islam est l'ennemi numéro un[1588] ».

Il relaye la théorie complotiste de l'« Eurabia[1589] » et présente la population musulmane aux Pays-Bas comme une entité intrinsèquement exogène à la nation. « Dans la vision de

---

1584 G. Lamy, *Laïcité et valeurs québécoises*, Montréal, Québec Amérique, 2015.
1585 Web Archive, « Filip Dewinter in Jewish Week », 09/12/2005, [en ligne] https://web.archive.org/web/20070928125113/http://www.filipdewinter.be/page.php?linkID=238.
1586 V. Naxera et P. Krčál, « "This is a Controlled Invasion": The Czech President Miloš Zeman's Populist Perception of Islam and Immigration as Security Threats », *Journal of Nationalism, Memory & Language Politics*, Vol. 12/2, 2018, p. 192-215.
1587 F. Hafez, « Shifting borders: Islamophobia as common ground for building pan-European right-wing unity », *Patterns of Prejudice*, 2014, Vol. 48, No. 5, 479–499.
1588 P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, *op. cit*., p. 140.
1589 Cette théorie a d'abord été mise de l'avant par l'essayiste et historienne britannique Bat Ye'or, supposée rendre compte de l'islamisation de l'Europe. Bat Ye'or, *Eurabia*, Paris, Jean-Cyrille Godefroy, 2014.

Wilders, écrit la professeure Judith Jansma, l'islam est considéré comme incompatible avec la culture néerlandaise. C'est la raison pour laquelle il veut interdire l'éducation islamique, le Coran, les mosquées et le port du foulard dans les institutions publiques, y compris le parlement[1590] ». Très violent dans ses propos à l'égard de cette religion et de ses pratiquants, il qualifie le livre saint de « fasciste » et propose, tel que le souligne cette citation de l'autrice, une restriction des libertés religieuses fondamentales au sein de cette société libérale[1591].

Le tribun néerlandais s'inscrit dans les pas de Pim Fortuyn et récupère politiquement le traumatisme de l'assassinat du cinéaste Theo Van Gogh par un islamiste dans les rues d'Amsterdam. En effet, le premier grand populiste des Pays-Bas brandissait le spectre de l'islam, porté par la population musulmane en Europe, en tant que « culture rétrograde[1592] », pour désigner une entité étrangère aux valeurs et mœurs néerlandaises. Le politicien se fera lui-même assassiner dans les rues d'une ville de Hollande-Septentrionale par un militant d'extrême gauche, souhaitant supposément défendre les musulmans.

La thèse d'« Eurabia », défendue par la frange la plus radicale d'un certain national-populisme, est d'ailleurs celle évoquée par le terroriste et meurtrier d'extrême droite norvégien Anders Breivik. Camus et Lebourg la définissent comme suit :

> Le fantasme d'Eurabia repose, d'une part, sur la croyance en une soumission culturelle et politique volontaire de l'Europe (et en premier lieu de la France) au multiculturalisme imposé par les élites mondialisées et, d'autre part, sur l'obsession de la « dhimmitude » (soumission) qu'imposerait aux Européens – d'ailleurs consentants soit par faiblesse, soit en raison d'un antisémitisme atavique – un islam par nature totalitaire et conquérant, en passe de devenir numériquement majoritaire par le biais d'une immigration de peuplement des populations musulmanes[1593].

Un peu à la manière de la logique d'un certain antisémitisme moderne, que Moishe Postone désignait comme une projection de toute-puissance sur les Juifs[1594], ce conspirationnisme

---

[1590] J. Jansma, « Les "vrais" Pays-Bas contre l'islam et la "racaille" : la carrière politique de Geert Wilders en 10 points », *Le Grand Continent*, 16/05/2024, [en ligne] https://legrandcontinent.eu/fr/2024/05/16/les-vrais-pays-bas-contre-lislam-et-la-racaille-la-carriere-politique-de-geert-wilders-en-10-points/.
[1591] *Ibid*.
[1592] BBC, « Dutch free killer of anti-Islam politician Pim Fortuyn », 02/05/2014, [en ligne] https://www.bbc.com/news/world-europe-27261291.
[1593] J.-Y. Camus et N. Lebourg, *Les droites extrêmes en Europe*, *op. cit*., p. 123-124.
[1594] M. Postone, *Critique du fétiche-capital*, *op. cit*.

islamophobe imagine un islam conquérant qui requiert une réaction forte pour le brider. Suivant une interprétation apocalyptique de l'islam politique, cette théorie suppose un plan de domination concerté par les tenants d'une religion homogénéisée en ensemble pur et cohérent (sans prendre en considération la pluralité des courants de l'islam), réactivant l'imaginaire des croisades, populaire à l'extrême droite, comme nouveau « choc des civilisations ».

Du côté des partis populistes scandinaves, la question de la menace de l'islam s'avère également très exploitée :

> La dénonciation du multiculturalisme s'est plus récemment muée en une dénonciation de l'islam dont les valeurs sont présentées comme incompatibles avec celles des sociétés nordiques. Le Parti populaire danois ainsi que le parti des Démocrates de Suède ont également mis en scène la menace islamique dans leurs vidéos de campagne. Le Parti populaire danois diffusait ainsi des images d'islamistes brûlant le drapeau danois suite à l'affaire des caricatures de Mahomet alors que les Démocrates de Suède représentaient une course à l'aide sociale entre une personne âgée équipée d'un déambulateur et une femme recouverte d'une burqa, courant derrière un landau[1595].

Ces gains par les partis populistes en Scandinavie, notamment au Danemark, s'expriment effectivement par leur affrontement polémique violent avec l'islamisme, alors qu'un quotidien publiera en 2005, à la suite de l'affaire Théo van Gogh, des caricatures du prophète. Cet événement débouchera sur des réactions violentes à l'égard du Danemark par une partie géopolitique du monde musulman, en plus de mener à des tensions communautaires à l'intérieur du pays.

*

Alors que le national-populisme classique, dans sa logique producériste, avait tendance à mobiliser un discours identitaire tendanciellement antisémite, il convient de reconnaître que l'islamophobie fournit un substitut à l'ennemi intérieur de la communauté nationale, pour les populismes occidentaux. Selon Laurent Bouvet, qui participera politiquement au

[1595] C. Coulet, « Les droites extrêmes et populistes dans les pays nordiques », *Hérodote*, num. 144, 2012/1, p. 86.

très critiqué Printemps républicain en France, l'islam représente une source majeure de l'insécurité culturelle en France[1596].

À la lumière de plusieurs discours national-populistes, l'islam apparaît comme figure d'une menace civilisationnelle, le facteur majeur pesant sur le déclin de l'Occident, venant chambouler un mode d'être-au-monde particulier. Dans sa facture la plus théorisée, l'Europe centrale occupe une place prépondérante. Viktor Orbán et les frères Kaczynski invoquent les « racines chrétiennes » de l'Occident, et s'inscrivent davantage dans une perspective de défense d'une Europe aux prises avec la décadence, menacée à la fois par l'islam conquérant et le libéralisme permissif. Chez le leader hongrois, l'afflux des immigrants, spécifiquement de religion musulmane, menace l'identité profonde de l'Europe : ils sont « les représentants d'une culture profondément différente[1597] ». Cette grille de lecture « illibérale » de l'islamophobie national-populiste, puisant essentiellement dans les références à la civilisation chrétienne et pouvant s'articuler avec d'autres aspects des grands modèles des cultures occidentales, ne représente cependant qu'un de ses pôles, le second s'avérant plutôt d'obédience « libérale-identitaire », ce que nous verrons plus loin. Mais pour l'instant, il convient de prendre un peu de distance avec cet élément profondément polémique des populismes identitaires contemporains, afin de s'interroger sur ce qui pourrait former les soubassements éthico-politiques de ces protestations nationalistes, pour certaines d'entre elles du moins.

8.4 La thèse du national-populisme comme quête « archipolitique »

Dans des essais remarqués, le philosophe Vincent Coussedière développe une analyse théorique intéressante pour interpréter la nature des populismes actuels : ils représenteraient, tel qu'il le souligne d'abord dans son *éloge du populisme*, le « parti des conservateurs qui n'ont pas de partis[1598] ». Assumant ainsi un certain cadrage idéologique, cette question se pose cependant, selon lui, au-delà du clivage gauche-droite : elle

[1596] L. Bouvet, *L'insécurité culturelle*, *op. cit*., p. 22.
[1597] AFP, « Viktor Orban : l'afflux des réfugiés menace l'identité chrétienne de l'Europe », *L'Orient Le Jour*, 3/09/2015, [En ligne] https://www.lorientlejour.com/article/942346/les-refugies-menacent-les-racines-chretiennes-de-leurope-orban.html.
[1598] V. Coussedière, *Éloge du populisme*, *op. cit*., p. 61.

s'apparenterait surtout à celle d'une défense « pleine » de la *nation républicaine*, suivant une définition plus substantielle de celle-ci. C'est le point central de l'analyse du philosophe.

Le populisme doit donc d'abord se comprendre, selon Coussedière, comme une révolte dite « conservatrice » vis-à-vis du multiculturalisme. Cette configuration socioculturelle posséderait la spécificité de nier le caractère national de la société mais plus généralement, selon lui, de l'importance des sociabilités concrètes. Le multiculturalisme se présenterait ainsi comme le produit de l'individualisme libéral : « *toute théorie et pratique qui cherche à construire la société à partir d'individus pensés abstraitement comme fondamentalement séparés est multiculturaliste*[1599] ». La conception multiculturaliste de la société refuserait de penser la socialisation politique dans sa dimension la plus radicale. Coussedière poursuit :

> En effet, la chose commune dans le multiculturalisme, ne passe plus par l'assimilation de mœurs et d'opinions qui relient les hommes dans une communauté fraternelle. La chose commune devient la représentation abstraite d'une identité partagée, représentation idéologique d'autant plus urgente à développer que la communauté réelle a disparu. Le multiculturalisme est donc un phénomène idéologique tardif issu des sociétés humaines en voie de décomposition sous l'effet de la mondialisation libérale. Il présuppose la destruction de toutes les médiations qui relient l'homme à une communauté nationale puis à une communauté véritablement politique appelée république[1600].

Face à cette aporie fondamentale des sociétés globalisées, la régulation multiculturelle fournit une appréhension « communautariste » du social, soit une vision de la communauté « dégradée et affaiblie[1601] » : elle produit « la communauté de l'absence de communauté[1602] ».

Au niveau théorique, on pourrait dire que cette assimilation directe du multiculturalisme à l'individualisme libéral n'est qu'en partie vraie : un penseur d'envergure comme Charles Taylor, philosophe québécois communautarien et défenseur de la vision du monde multiculturaliste (suivant son « fédéralisme asymétrique »), reconnaît l'enracinement

[1599] V. Coussedière, *Le retour du peuple*, p. 197. Souligné dans le texte.
[1600] *Ibid*.
[1601] *Ibid*., p. 198.
[1602] *Ibid*.

culturel/communautaire tout comme le fait politique, avec lequel il ne se confond pas[1603]. Malgré sa dimension en partie libérale, les médiations sont omniprésentes dans la pensée multiculturaliste de Taylor, à partir d'une certaine influence hégélienne, mais aussi d'un holisme herdérien[1604]. Cela dit, une part de l'analyse de Coussedière semble viser juste : le multiculturalisme *comme idéologie* (et non comme seule factualité démographique), dans les sociétés modernes, s'appuie effectivement sur le libéralisme juridique pour fonder *a posteriori* le vivre-ensemble, suivant une conception minimaliste du politique, donc de la société en tant que totalité symbolique unifiée[1605].

Ainsi, le multiculturalisme, défendu par une classe politique et financière qui entend dépasser le cadre national, ne prend pas en considération le paramètre fondamental pour fonder la république selon Coussedière : la *loi des mœurs*. Puisant chez Alfred Fouillée, Gabriel Tarde, Charles Péguy mais surtout chez Jean-Jacques Rousseau, le philosophe propose une relecture du fait républicain à cette aune, afin de l'opposer à l'interprétation commune en France. En effet, c'est précisément pour répondre à ce qu'il considère comme les insuffisances de l'idéologie républicaine hexagonale qu'il fait valoir la reconnaissance de la communauté politique nationale comme *politea* : comme « l'unité d'une forme et d'un contenu, c'est-à-dire l'unité d'institutions et d'un peuple qui les reconnaît comme légitimes parce qu'il les a voulues[1606] ».

Cette conception plus « unitaire » du politique entend donc dépasser les apories d'un républicanisme français s'apparentant à une lecture purement civique de la nation, et pêchant par universalisme abstrait. Pire : étant donné que la rhétorique s'est huilée à travers son affrontement avec le Front national dès son ascension dans les années 1980, il s'agissait globalement, selon Coussedière, d'opposer la république à la nation. Ce dualisme entre l'« abstraction » politique et la « concrétude » nationale verrait triompher l'investissement d'une interprétation réductrice de la république démocratique, à la suite d'une conception

[1603] Voir C. Taylor, *Multiculturalisme*, Paris, Flammarion, 2019. Au sujet des rapports des communautariens au multiculturalisme, voir notamment le chapitre II de Stéphane Vibert dans *La communauté des individus*, Paris, Le Bord de l'eau, 2016, intitulé « La démocratie comme lieu d'appartenance. Une approche holiste ».
[1604] C. Taylor, *Hegel et la société moderne*, Québec, PUL, 1998. Pour une synthèse de son anthropologie, hormis *Les Sources du moi*, voir *L'animal langage*, Montréal, Boréal, 2019.
[1605] S. Vibert, *La communauté des individus*, *op. cit*., p. 183-214.
[1606] V. Coussedière, *Le retour du peuple*, *op. cit*., p. 27.

de celle-ci qui ne se distinguerait pas du socialisme. Comme l'écrit le philosophe à propos des « néorépublicains » des années 1980 (Julliard, Chevènement, Debray, Taguieff, Badinter, Finkielkraut, etc.), qui marquèrent le paysage médiatique français avec l'affaire du voile à Creil en 1989 :

> Profondément marqués par l'héritage internationaliste de celui-ci [le socialisme], ayant échoué à penser le thème de la nation, ils se sont montrés incapables de comprendre le caractère communautaire de la république, et ont donné de celle-ci une vision idéaliste, purement juridique et politique, axée sur la figure abstraite du « citoyen »[1607].

Ainsi, le volontarisme républicain, qui se manifesterait à travers le mythe du contrat social, ne s'avère pas en mesure de saisir la dimension culturelle du peuple. Tel que le souligne encore Coussedière,

> Les républicains ont voulu opposer au modèle de la Nation, que le FN cherchait à ressusciter, le modèle de la République librement consentie, ouverte à toute personne prête à passer un certain type de contrat. Ils ont voulu faire de l'appartenance à la communauté française un acte de volonté libre, opposable à une conception de l'appartenance nationale fondée sur la naissance et l'origine. République contre Nation, le durcissement de cette opposition allait faire perdre la pensée et la pratique de leur alliance fondamentale. La refondation républicaine allait se développer sur l'oubli du sens le plus profond de la république. Toute une tradition républicaine allait se perdre dans ce recouvrement. C'est cette tradition qu'il faut aujourd'hui exhumer si l'on veut sérieusement refonder la république[1608].

C'est donc à travers la sombre figure du Front national, ce « diable en politique[1609] », que se trouverait rejeté en bloc le caractère communautaire de la nation, intrinsèquement considérée comme totalité organique homogène. Comme le défend Coussedière, la nation incarne plus que des institutions juridico-politiques et qu'un imaginaire commun[1610], elle implique le partage d'une sociabilité propre fondant l'être-ensemble démocratique. C'est donc suivant cette lecture plus substantielle du fait national qu'il propose de comprendre les différents paramètres de la république : terme antique pour désigner la communauté politique, le philosophe trouve chez Rousseau une actualisation moderne de cette forme sociale, articulée ainsi à la nation, comprise comme ensemble éducatif et de mœurs[1611]. En

---

1607 *Ibid*., p. 33.
1608 *Ibid*., p. 33-34.
1609 P.-A. Taguieff, *Du diable en politique*, Paris, CNRS, 2014.
1610 V. Coussedière, *Le retour du peuple*, *op. cit*., p. 199.
1611 *Ibid*. p. 63-65.

effet, alors que les mœurs fournissent les habitudes, les coutumes, les règles de conduite à la fois génériques et concrètes afin d'orienter le collectif et de permettre de reconnaître à l'étranger un compatriote, l'éducation transmet une culture partagée et facilite le développement d'une conscience nationale.

Afin de renforcer son analyse, Coussedière mobilise ensuite les intuitions d'Alfred Fouillée et de Charles Péguy sur la nation républicaine, ainsi que les écrits du sociologue Gabriel Tarde sur les lois de l'imitation. Les travaux du rival de Durkheim mettent effectivement de l'avant l'importance de l'imitation pour la formation du lien social, notamment à l'échelle nationale : « La nation est donc produite par le peuple qui est à penser comme les individus imitant les mêmes modèles à la fois à l'intérieur d'une même génération ou issus de la génération qui précède[1612] ».

L'interprétation de l'articulation entre nation et institutions politiques possède, selon nous, des qualités chez Coussedière : sa critique du multiculturalisme, du nationalisme purement civique et de l'associationnisme fait mouche (il est à cet égard très juste de poser les apories du socialisme dans sa compréhension du lien social, qui se résume à une association volontaire). Sa force s'avère de considérer le caractère holiste et dialectique des communautés politiques nationales, à partir du cas français. Comme il l'écrit, « [l]'acte par lequel le peuple est un peuple est à la fois un acte politique et un "fait" anthropologique. Le fait anthropologique de la communauté d'un peuple précède et fonde la possibilité de son institution politique[1613] ». Cette conception de la nation, du peuple et de la société peut être qualifiée de *holiste* dans son dépassement du volontarisme, et possède un caractère *dialectique* en ceci qu'elle saisit le tissage entre culture et politique propre à cette forme sociale. Nous avions déjà eu l'occasion de souligner la dimension dialectique de la nation avec un certain nombre d'analystes : Freitag, Mauss, Dieckhoff, Schnapper, Delannoi, etc.

Cela dit, il semble possible de faire ressortir certains éléments de critique dans le mouvement de l'interprétation. D'abord, que si la dénonciation de l'universalisme abstrait qui marque l'idéal républicain français dominant se tient, il ne peut être mis exactement sur le même plan que le multiculturalisme tel que le fait l'auteur dans *Le retour du peuple*.

[1612] *Ibid*., p. 77.
[1613] *Ibid*., p. 48.

En effet, le modèle républicain fondé sur le partage d'un imaginaire commun dépasse les perspectives du multiculturalisme et du libéralisme : il s'agit de prôner une certaine culture civique[1614]. Même si le terme de « citoyen » se trouve mobilisé dans un certain nombre d'écrits sur le libéralisme et le multiculturalisme contemporains, car représentant la figure centrale de la modernité politique, c'est en fait celle de l'individu, privé et détenteur (unilatéral) de droits, qui se trouve posée intrinsèquement. C'est face aux impasses de ce réductionnisme individualiste que le versant républicain de la modernité fait valoir la socialisation citoyenne, qui représente une forme d'intégration politique ne se confondant ni avec le culturalisme, ni avec le juridisme libéral. La sociologue de sensibilité républicaine, Dominique Schnapper, relate en France le débat entre les partisans de l'*intégration*, les républicains, et ceux du multiculturalisme, inspirés par les communautariens anglo-saxons (Taylor, Sandel, McIntyre, Walzer), où s'opposaient finalement les tenants d'une culture publique commune, qui tient bon face à la menace du « communautarisme », et les défenseurs des « politiques de la reconnaissance », considérant impossible de limiter les identités dites communautaires à la seule sphère privée[1615]. Ces deux positions, qui se rejoignent sur certains points, diffèrent de la philosophie de l'assimilation : la seconde s'inscrit dans une politique de la diversité, tandis que la première marque l'intégration à la société nationale à partir d'une conception politique de la sphère publique[1616].

Par ailleurs, la question de l'assimilation, qui s'avère fondamentale dans l'imaginaire collectif de la République française[1617], s'est idéologiquement affirmée comme un processus d'arrachement aux déterminismes communautaires, religieux et culturels préexistants, afin de « rendre libre » (donc apte à exercer un jugement éclairé) le sujet citoyen. Évidemment, ce dépassement des cultures régionales (et aussi des cultures premières des immigrants) produit par le fait même une « autre » culture, *nationale*. Mais sa logique possède elle aussi une dimension libérale-individualiste, ce qui amène contre

[1614] L'auteur reconnaîtra en partie cette distinction dans son ouvrage suivant : *Éloge de l'assimilation*, Monaco, éd. du Rocher, 2021, p. 109.
[1615] D. Schnapper, *Qu'est-ce que l'intégration?*, Paris, Gallimard, 2007, p. 88-99.
[1616] Dans son livre suivant, Coussedière montre qu'il est au fait de ces débats, mais il associe globalement l'intégration républicaine à une autre variante du multiculturalisme. V. Coussedière, *Éloge de l'assimilation*, *op. cit*.
[1617] Voir notamment M. Tribalat, *Assimilation : la fin du modèle français*, Paris, L'Artilleur, 2017.

certaines attentes un penseur de la Nouvelle Droite comme Alain de Benoist à refuser la nation, critiquant son abstraction individualiste au nom des communautés « organiques »[1618]. Ces caractéristiques à la fois idéologiques et anthropologiques participeront d'ailleurs à révéler la nature particulière de la philosophie politique d'A. de Benoist, qui se présente comme un populiste, mais théoriquement distinct du national-populisme (même si l'on constate dans ses écrits une affection pour l'illibéralisme de Viktor Orbán) : il s'agit de défendre, à partir d'une ontologie à la fois holiste et anti-universaliste, un ensemble politico-civilisationnel où les petites communautés culturelles-organiques s'agrègent dans la formation d'une nouvelle Europe impériale (une partie d'un *plurivers*), au détriment des souverainetés nationales, foyers du jacobinisme, de l'universalisme et de l'individualisme. Ainsi, cette pensée difficilement saisissable apparaîtrait, au premier abord (et suivant un ethno-différentialisme caractéristique[1619]), beaucoup plus proche du multiculturalisme postmoderne (sans pour autant partager son nominalisme typique) que ce que ses contempteurs en pensent, le rangeant traditionnellement du côté du nationalisme, étant donné son appartenance historique au GRECE (Groupe de recherche sur la civilisation européenne), rassemblant une extrême droite européenne hétéroclite.

Coussedière, de son côté, reprend à son compte cette notion d'assimilation propre à la tradition française, mais pour en faire un invariant anthropologique, en mobilisant la théorie de l'imitation tardienne. Si l'assimilation procède de l'acte général de rendre « pareil », le procédé d'imitation permet d'uniformiser les mœurs et de conserver une homogénéité culturelle. Cette approche possède la particularité d'assumer sa dimension culturaliste, contrairement à l'assimilationnisme universaliste, qui se couple souvent avec une défense rigide de la laïcité à la française[1620]. Cela dit, il apparaît possible de poser la question de la capacité pour des sociétés aussi hétérogènes et déjà marquées par plusieurs grandes vagues d'immigration (qui se poursuivent et s'intensifient par ailleurs), à l'ère de

[1618] Voir A. de Benoist, *Contre le libéralisme*, Monaco, éd. du Rocher, 2017.
[1619] Voir notamment P.-A. Taguieff, *Sur la Nouvelle Droite*, Paris, Descartes & Cie, 1994 et les différents ouvrages du spécialiste Stéphane François sur le sujet, notamment : *La Nouvelle Droite et ses dissidences*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2021.
[1620] Pour une perspective critique, quoique plus « libérale » que « républicaine », voir J.-F. Spitz, *La République? Quelles valeurs?*, Paris, Gallimard, 2022.

la globalisation, de soutenir un modèle aussi uniforme. Alors que des points importants sont soulevés afin de comprendre le populisme et la logique postmoderne d'« archipélisation », il convient également de remarquer qu'un penseur républicain marquant comme Durkheim soulignait il y a environ 130 ans que les sociétés modernes se caractérisent, contrairement aux communautés traditionnelles, par un type de solidarité enraciné dans la différenciation sociale.

*

Pour revenir à la façon dont ce cadre d'analyse permet d'interpréter le populisme, Coussedière voit dans ce phénomène contemporain l'expression d'une quête dite « archipolitique[1621] ». En effet, il se présenterait comme une réaction contre ce qui nie la dimension culturelle des sociétés nationales, c'est-à-dire contre la destitution actuelle du fondement de la communauté politique. Cette chose s'exprime à travers le caractère violemment nationaliste des populismes contemporains, ce qui l'amène finalement à les considérer comme Taguieff en tant que « national-populisme ».

> Le populisme est une réaction « nationaliste » qui témoigne de l'attachement des Français à ce qu'il reste de leur sociabilité nationale et de leurs institutions en partie détruites par le multiculturalisme de l'Union européenne. De même que le nationalisme de la fin du XIX^e^ siècle était une réaction polymorphe à la première mondialisation libérale, le populisme de la fin du XX^e^ siècle est une réaction toute aussi polymorphe à la deuxième mondialisation libérale cherchant dans le multiculturalisme sa justification idéologique[1622].

Ainsi, le populisme français se pose comme un « attachement à la nation républicaine[1623] ». Mais on devrait dire, surtout, un attachement à la dimension culturelle (et réelle) de la nation, tout en opérant à partir de la dimension complexe de l'entrelacement entre culture et politique, sans véritablement en distinguer les deux sphères, d'où une tendance à l'essentialisme. Par exemple, et ce malgré le fait que ces identités peuvent se dessiner en opposition avec un certain libéralisme culturel propre à une part importante des élites des

[1621] V. Coussedière, « Populisme : une crise archi-politique », *Front populaire*, 10/04/2024, [En ligne], https://frontpopulaire.fr/articles/populisme-une-crise-archi-politique_ma_30707008.
[1622] V. Coussedière, *Le retour du peuple*, *op. cit*., p. 218-219.
[1623] *Ibid*.

grandes villes, lorsqu'est posé intrinsèquement le « conservatisme des mœurs[1624] » des majorités. Cette grille interprétative mériterait des clarifications, afin d'éviter de tomber dans une conception figée de l'appartenance nationale-communautaire.

Cela dit, un point fondamental est identifié tout le long de l'analyse de Coussedière, qui est celui du terreau de la démocratie. Comme a pu le souligner avec acuité Cornelius Castoriadis, la démocratie comme *régime* et la démocratie comme *procédure* représentent deux visions concurrentes : la seconde se limite à des règles juridiques et de délibération, la première reconnaît la nécessité d'une « culture démocratique[1625] ». Cette dimension implique donc la formation d'une sociabilité fondant l'appartenance à une entité politique, ce qu'il appelle, à la lumière des Grecs, la *paideia*. Dans le cadre de la nation, les paramètres de son appartenance communautaire, malgré la réalité des différences (et inégalités) sociales et de la diversité sociétale, s'avèrent primordiaux pour faire tenir une culture commune, constitutive d'un être-ensemble politique pouvant ensuite supporter les divisions idéologiques. En effet, c'est à ce niveau que l'analyse de Coussedière du populisme comme question archipolitique apparaît particulièrement intéressante : il s'agit de considérer les représentations fondamentales de la totalité symbolique que représente la communauté politique nationale au-delà du patriotisme constitutionnel habermassien, réducteur dans sa conception du social. Le national-populisme, dans ses formes identitaires, nous amènerait donc à penser les médiations non politiques du politique (la *Sittlichkeit* hégélienne[1626]), bref, à tenter de saisir *l'institution symbolique du peuple*. Ici, le rapport anthropologique aux institutions change de curseur : le populisme ne se présente plus comme un refus des médiations, mais une valorisation des médiations oubliées par une survalorisation de celles qui émergent de la substance juridico-étatique.

[1624] *Ibid*., p. 50.
[1625] C. Castoriadis, « La démocratie comme régime et comme procédure », *op. cit*. Cette idée fondamentale est également mise de l'avant par Vincent Descombes pour pointer du doigt les impasses du contractualisme libéral tel que défendu par Jürgen Habermas. V. Descombes, « Le contrat social de Jürgen Habermas », *op. cit*.
[1626] J.-F. Kervégan, *Hegel, Carl Schmitt*, *op. cit*.

*

La thématique générale de l'intégration et de l'assimilation à une société particulière suppose ainsi, via la problématisation du multiculturalisme, le lien entre immigration et majorité culturelle. Si Ivan Krastev a ainsi pu qualifier les populismes comme le « retour des régimes majoritaires[1627] », s'opposant intrinsèquement au libéralisme pensant primordialement le social en termes d'individus et de minorités, c'est parce qu'ils posent des questions relatives au groupe dominant en termes numériques, tant sur le plan politique que culturel.

Selon Christophe Guilluy, également défenseur de l'assimilation à la française contre le multiculturalisme, une clé de lecture pour comprendre les différents séparatismes et communautarismes (au sens large du terme chez l'auteur), se retrouve du côté de la condamnation élitaire des modes de vie populaires, autrefois référence d'incarnation du groupe majoritaire. Si Thatcher disait « *There is no such thing as society* », les élites diraient maintenant « *There is no majority*[1628] ». « Dans ce modèle où l'Autre ne devient pas soi, écrit-il, c'est le séparatisme et la segmentation qui sont la norme, pas la naissance d'un nouveau peuple[1629] ».

Guilluy, sans se référer directement à Coussedière, inscrit sa réflexion sur le populisme dans la défense relativement noble d'un mode de vie populaire comme condition du politique. *Le temps des gens ordinaires*, sorti à la suite de la revalorisation éphémère des travailleurs essentiels et autres « premiers de corvée », marquerait le retour de la société majoritaire, celle du peuple, qui possède son mode de vie propre et demanderait sa valorisation comme modèle culturel[1630]. Selon le géographe, les nouvelles révoltes populaires que représentent les populismes, comme celui des Gilets jaunes, ne sont pas des utopies de transformation du social, mais des tentatives de conserver le substrat de la société :

> Contrairement aux mouvements sociaux des XIX^e^ et XX^e^ siècles, il n'est pas porté par une lutte pour l'acquisition de nouveaux droits, mais par la volonté de préserver le statut

[1627] I. Krastev, « Le retour des régimes majoritaires », *loc. cit*.
[1628] C. Guilluy, *Les dépossédés*, Paris, Flammarion, 2022, p. 112.
[1629] *Ibid*., p. 121.
[1630] C. Guilluy, *Le temps des gens ordinaires*, *op. cit*.

> social et culturel d'une majorité ordinaire qu'on appelait hier la classe moyenne occidentale. Il ne repose pas sur l'idéologie d'un monde d'après, mais sur la volonté de ne pas disparaître, d'être dans ce monde d'aujourd'hui. S'il porte de fait des intérêts de classe, ceux des plus modestes, il les dépasse. Il transcende la « lutte des classes » en y apportant une dimension existentielle, celle de vouloir préserver un sens à la société. Il est singulier en ce qu'il ne vise pas la création d'un nouveau monde, mais sa poursuite. Autonome, affranchi depuis longtemps des encadrements politiques, syndicaux ou idéologiques, ce mouvement n'est pas, non plus, récupérable[1631].

Cette grille de lecture, à partir de la question du mode de vie et de la classe moyenne, s'apparente ici à ce que nous avons désigné, avec Dominique Reynié, comme le populisme patrimonial. En effet, si le politiste le distingue du national-populisme (ce que nous contestons), ce type de sensibilité politique se présenterait comme « la défense conservatrice et virulente d'un patrimoine matériel, qui est le niveau de vie, et d'un patrimoine immatériel, qui est le style de vie[1632] ». Ce conservatisme se déclenche à partir d'une peur de déclassement, de régression, de mobilité descendante : « [u]ne partie des Européens vit désormais avec la crainte du déclassement collectif, crainte pouvant se combiner avec celle d'un déclassement personnel. Pour un citoyen, la peur de perdre son rang dans une société se combine avec la crainte de voir son pays perdre son rang dans l'histoire[1633] ».

Également, le mot-clé du populisme contemporain serait, selon Reynié, le terme allemand de *Heimat*. Intraduisible en français, « la Heimat évoque l'appartenance à un lieu, une origine, mais cette appartenance se manifeste sous la forme du sentiment, de l'affect[1634] ». Cette appartenance affective à un lieu et un paysage familier, marquant l'enracinement communautaire et national, se verrait mutilée par la globalisation et le multiculturalisme, ce qui générerait cette tendance à pointer l'immigration du doigt. Ces réactions populistes identitaires résulteraient de la « peur de ne pas comprendre et de la crainte de perdre ce qui était considéré comme acquis, une appartenance, un paysage familier, une façon de vivre autant qu'un confort de vie[1635] ». Selon Reynié, ce sentiment serait stimulé sur des enjeux

---

1631 Ch. Guilluy, *Les dépossédés*, *op. cit*., p. 151.
1632 D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 54.
1633 *Ibid*. p. 55.
1634 *Ibid*., p. 163.
1635 *Ibid*.

locaux, notamment l'urbanisme, le logement, la fiscalité, l'école, la sécurité, la culture locale et les traditions[1636].

Or ces choses, au premier abord dépolitisées, pourraient s'avérer le patrimoine de sociabilité qui permet aux communautés d'exister, et qui donne corps au sentiment de commun, terreau pour le fait national.

Comme le note Taguieff, une des expressions typiques d'un certain national-populisme, empreint parfois de xénophobie, s'exprime comme le sentiment de « ne plus être chez soi[1637] ». Cette anxiété donnerait de l'eau au moulin d'un nationalisme défensif, dont la tonalité populiste relèverait plus de l'affectif que du théorique. Tel que le souligne l'historien des idées,

> Il s'agit moins d'un nationalisme idéologisé et assumé en tant que doctrine que d'un nationalisme d'attitude et de comportement, qui se manifeste à travers diverses mobilisations qu'on peut caractériser comme xénophobes, visant le plus souvent l'immigration – ou, plus exactement, telle ou telle immigration. Le retour du nationalisme en Europe, sous de nouvelles formes, au sein de vieilles nations qu'on croyait satisfaites ou apaisées signe l'éclipse de l'utopie européiste – ou, du moins, l'affaiblissement de son attractivité. Aussi contesté soit-il par différents milieux intellectuels (des socialistes aux libéraux, en passant par les écologistes), le nationalisme demeure le plus puissant principe de légitimité politique du monde moderne, et s'avère capable de résister à la globalisation des échanges, processus censé le faire disparaître à terme[1638].

Également, selon Eatwell et Goodwin, la peur de perdre son mode de vie et son niveau de vie se subjectiverait politiquement par le nationalisme, qui fournit le cadre de référence de l'appartenance communautaire :

> The truth is that many people still feel very committed to their nation state. According to the esteemed World Values Survey, overwhelming majorities of people across the US and Europe say they feel strongly attached to their nation (an average of 82 per cent), see themselves as part of their nation (93 per cent) and would be willing to fight for their nation (90 per cent). While some pundits talk about withering national attachments, the reality is that they remain strong[1639].

1636 *Ibid*.
1637 P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, *op. cit*., p. 2.
1638 *Ibid*.
1639 R. Eatwell et M. Goodwin, *National Populism*, *op. cit*., p. 146.

*

Au-delà de la réalité de la mobilisation d'affects de fermeture, pouvant déboucher sur la stigmatisation de l'altérité, principalement dans le discours « d'en haut » du national-populisme, une des difficultés à comprendre une dimension de sa dynamique identitaire résiderait, selon Taguieff, dans « l'antinationisme[1640] » qui marque la science politique contemporaine. En effet, le refus apriorique de la nation comme forme politique de totalisation du social, que nous avons pu analyser dans un chapitre précédent avec une interprétation particulière de l'idée structurelle de « peuple introuvable », apparaîtrait comme une certaine source de délégitimation systématique des sursauts populistes. Comme le soutient encore Taguieff, « les réactions nationalistes peuvent se comprendre comme des réactions contre l'antinationalisme des élites du pouvoir et de la culture, dont l'idéal déclaré est de "dénationaliser" les nations[1641] ». Conclusion assez semblable chez Goodhart, en constatant le creusement de l'écart entre métropoles et périphéries : « c'est pourtant ce refus de faire un peu de place à un sentiment national modéré qui a revigoré ces démons dans les partis populistes les plus extrêmes[1642] ».

Dans le même esprit, en ce qui concerne les interrogations de Coussedière sur l'assimilation, critiquables du point de vue politique[1643], il semblerait qu'elles posent néanmoins des questions importantes sur la capacité de faire société à l'échelle de la nation, suivant la dimension à la fois culturelle et politique de cette mise en forme du social (dont nous avons pu illustrer la teneur dans le premier chapitre).

1640 P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, *op. cit*., p. 21.
1641 *Ibid*., p. 234.
1642 D. Goodhart, *Les deux clans*, *op. cit*., p. 173.
1643 On notera par ailleurs que Coussedière sautera réellement dans l'arène politique aux Élections législatives de 2024, en se présentant à la sixième circonscription du département du Bas-Rhin, sous les couleurs du Rassemblement national. L'analyse critique de son travail philosophique que nous réalisons dans les pages précédentes concerne strictement la dimension épistémologique de ses thèses sur le national-populisme, et non sur sa tentative d'actualiser des éléments de sa pensée à l'intérieur de ce parti. M. Pimentel (entretien avec Vincent Coussedière), « Le RN a des candidats qui ne correspondent pas à la caricature qu'on en fait depuis des années », *Causeur*, 28 juin 2024, [En ligne] https://www.causeur.fr/le-rn-a-des-candidats-qui-ne-correspondent-pas-la-caricature-quon-en-fait-depuis-des-annees-286329.

8.5 Les populismes patrimoniaux à l'ère postmoderne : un libéralisme identitaire et défensif

Dans la postface de son fameux essai *Les ingénieurs du chaos*, Giuliano da Empoli écrivait la chose suivante :

> Lors d'un séminaire organisé par le *think tank* Global Progress à Copenhague à l'automne 2019, le conseiller en stratégie politique néerlandais Hans Anker énumérait toutes les choses que les partisans du changement donnent l'impression de vouloir enlever aux gens ordinaires.
>
> Voici la liste :
>
> Les cheminées – les voitures diesel – les toilettes pour hommes – les toilettes pour femmes – la musique forte dans les discothèques – les distributeurs de sodas à l'école – les feux de Pâques – les sapins de Noël – les steaks – les blagues salaces – les blagues sur les Belges – les cigarettes – les frontières – les costumes de cow-boys pour enfants – les costumes d'Indiens pour enfants – les voyages en avion – le sel – les œufs de Pâques – les fast-foods – les ampoules électriques – les lampes fluorescentes - les lampes halogènes – les combats de coqs – les barbecues – les chauffages de terrasse – les bocaux à poissons rouges – les poupées féminines – les poupées masculines – le sucre – le pain blanc – les glucides – le foie gras – rouler à 130 km/h – nourrir les animaux sauvages – les ballons de fête – et plus encore, bien plus encore…[1644]

Alors que nous accordions, dans le point précédent, une possible intelligibilité à une grille de lecture plutôt « généreuse » des réactions national-populistes (à distinguer de ses manifestations politiques), qui met de l'avant l'importance de l'appartenance à la communauté politique (suivant différentes expressions), le contenu de cette liste, dressée non sans humour, nous amène ailleurs en termes de défense patrimoniale, contre une logique « progressiste » moralisatrice et politiquement correcte, colonisant supposément, pour détourner l'expression habermassienne, le *monde vécu* des gens ordinaires. En effet, si le concept de Reynié apparaît encore mobilisable, ce serait ici pour valoriser non pas un imaginaire collectif, mais plutôt afin de s'inquiéter des pertes de repères de classes moyennes surtout repliées dans la sphère privée. Il s'agirait plutôt, dans ce cas, de déplorer les pertes d'un niveau de vie et de modes de vie profondément détachés de la formation de toute « disposition d'esprit politique[1645] », considérations contemporaines relatives autant

[1644] G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 212-213.
[1645] J.-F. Kervégan, *Hegel, Carl Schmitt*, *op. cit*., p. 232.

à un certain conservatisme culturel qu'à un libéralisme permissif (apparaissant au premier abord contradictoires), propres à la configuration individualiste d'une société de consommation de la deuxième moitié du vingtième siècle en Occident. Le caractère dual de cette sensibilité se trouve identifié par Diamanti et Lazar : si les populismes contemporains « expriment le désir d'une société fermée[1646] », ils s'avèrent hybrides dans leur discours. Malgré certaines tonalités réactionnaires, « ils tendent à se présenter comme les vecteurs de la modernité[1647] ». Afin de définir ces paradoxes, le politiste Gaël Brustier parle d'un « hédonisme sécuritaire[1648] », qui serait en mesure de désigner un populisme libéral, exemplifié notamment par des partis protestataires comme le FPÖ autrichien, le PVV des Pays-Bas, le Parti du Progrès norvégien, le Parti du Peuple danois, L'UDC en Suisse, la Ligue du Nord et Forza Italia, ou encore les Démocrates de Suède. Ces différentes formations européennes, hétéroclites, ont toutes en commun de se réclamer de la liberté et du libéralisme (en Autriche et aux Pays-Bas, on parle d'ailleurs des partis « de la Liberté » ou « pour la Liberté »), et puisent beaucoup, comme nous avons pu le souligner précédemment, dans un anti-fiscalisme[1649] empreint de producérisme. Inspirés par la contre-révolution néolibérale opérée par Thatcher et Reagan en Grande-Bretagne et aux États-Unis, les premières manifestations de ces néopopulismes européens, dans les années 1980, s'affirment à la fois comme des nationalismes identitaires, tout en proposant une certaine dénonciation de l'État social, considéré comme dilapidant la richesse d'un peuple de petits travailleurs, comme chez Haider. Cette articulation se déploie de façon éloquente dans la critique d'une immigration qui serait financée par les nationaux laborieux : tel que l'écrit Reynié, « [l]a dénonciation d'une distribution inconsidérée d'aides sociales et de services sociaux aux immigrés et à leur famille est peut-être le thème populiste le plus caractéristique[1650] ».

Il poursuit :

> Il semble être le plus efficace. Parce qu'il permet d'associer la préférence nationale ou la xénophobie avec l'antifiscalisme. Le thème budgétaire est capable de

[1646] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 51,
[1647] *Ibid*.
[1648] G. Brustier, *Le désordre idéologique*, Paris, Cerf, 2017.
[1649] D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 186.
[1650] *Ibid*., p. 187.

> mobiliser les classes populaires et les classes moyennes, favorisant la constitution d'un mouvement interclassiste qui est le propre du populisme[1651].

Or, selon le politiste, ce type de populisme se distinguerait de ses manifestations nationalistes, puisque surtout ancré dans la défense de standards de vie propres à l'Europe depuis les années 1970 :

> En d'autres termes, les populistes européens qui, au-delà du populisme protestataire, cherchent à mobiliser un levier de type identitaire, peuvent moins compter sur l'amour du drapeau que sur la passion pour le confort privé, matériel et personnel. C'est ici, de mon point de vue, que le national-populisme s'efface devant le populisme patrimonial. Le style de vie qui est à défendre est moins une culture nationale, que l'on voudrait faire vivre et transmettre, qu'un mode de vie, que l'on veut préserver pour en jouir plus longtemps. Il s'agit moins d'un « Moi collectif », mythique et glorieux, que d'un Moi privé, domestique et ordinaire. Le peuple est celui des classes moyennes[1652].

La majorité de l'interprétation semble se tenir, dévoilant le caractère profondément postmoderne de ce type de réaction politique, mais elle doit selon nous reconnaître, contrairement à ce qui est énoncé, son articulation avec des représentations mythologiques du fait national. En effet, comme Reynié le soutenait d'ailleurs lui-même plus haut, c'est en opérant une distinction entre « nationaux » et « non-nationaux » que cette expression de populisme patrimonial mobilise une certaine référence à la société, notamment en Europe. Il s'agirait cependant surtout d'une conception qui n'implique pas une grandiloquente mise en scène de l'histoire nationale, mais plutôt des egos à la fois collectifs et individuels (de droits individuels enracinés dans l'identité nationale, comme celui du port d'arme aux États-Unis), témoignage de l'épuisement des « grands récits » marquant la modernité politique.

La nation, suivant ce populisme, tendrait à se réduire à une conception folklorisée du mode de vie. C'est ce que soutient l'islamologue Olivier Roy, qui voit dans ces mouvements de défense rudimentaire d'un mode de vie mythifié (et peu substantiel) la preuve d'une crise de la culture marquant les sociétés occidentales, et plus précisément les sociétés européennes. Ces dimensions se manifestent à la fois par une guerre identitaire et une tentative de politisation des valeurs.

1651 *Ibid*.
1652 *Ibid*., p. 43.

> La guerre des marqueurs identitaires – crèches, voiles, abaya, hallal, corrida, fêtes de Noël –, loin d'opposer des communautés défendant leur culture, contribue à la déculturation générale, ou plutôt l'accompagne. Les identités imaginaires, menacées et à défendre, sont désormais au cœur des mobilisations politiques[1653].

Produits d'un monde occidental s'étant sécularisé et libéralisé, jusqu'à potentiellement générer un certain nihilisme, les populismes se présentent comme une des différentes réponses identitaristes, organisées politiquement, visant à restaurer, de façon pervertie, du sens, en réduisant la culture à des marqueurs identitaires (messe en latin dans le monde post-chrétien, crucifix de l'Assemblée nationale au Québec, débats sur les signes religieux, etc.). Dans *La sainte ignorance*, le politiste soulignait déjà que face à la globalisation, on voyait se former des mouvements populistes se réclamant d'une conception purement culturaliste de la religion chrétienne, foyer de sens pour une réaction identitaire à la libéralisation de sociétés occidentales qui se sentiraient fragilisées vis-à-vis d'autres espaces civilisationnels marqués supposément par leur vitalité religieuse[1654]. Dans un ouvrage suivant, Roy pose encore sa loupe, mais de façon plus précise, sur le rapport qu'entretient l'Europe contemporaine avec le christianisme, essai dans lequel il analyse la montée des populismes « civilisationnels » comme celui du Fidesz d'Orbán, en Hongrie, relevant plus, selon lui, d'une politisation des valeurs chrétiennes que d'un véritable retour du religieux, fusionnant culture et politique[1655]. Ainsi, les références à « l'identité » et aux « valeurs », deux choses d'ailleurs distinctes, représenteraient surtout le témoignage de ce qu'il nommera plus tard « l'aplatissement du monde[1656] », où la culture comme monde partagé s'effrite, au point d'en faire ressortir des versions appauvries.

C'est dans le cadre de cette dynamique profonde, caractéristique selon Freitag d'une globalisation postmoderne où s'efface « la référence transcendantale » au symbolique[1657], qu'apparaissent ces néo-populismes identitaires, dont le contenu idéologique s'avère confus. Dans cette conjoncture, l'islam précédemment évoqué, fournit l'incarnation d'une altérité illibérale, qui permettrait de distinguer la culture des sociétés européennes, par

---

1653 O. Roy, « Le grand recentrement », *Le Grand Continent*, 29 mars 2024, [en ligne], p. 7.
1654 O. Roy, *La sainte ignorance*, Paris, Seuil, 2008.
1655 O. Roy, *L'Europe est-elle chrétienne?*, Paris, Seuil, 2019.
1656 O. Roy, *L'aplatissement du monde*, Paris, Seuil, 2022.
1657 M. Freitag, *Culture, pouvoir, contrôle*, *op. cit*.

exemple. Comme l'écrit Laurent Bouvet, qui investira d'ailleurs lui-même politiquement ce clivage avec le Printemps républicain[1658],

> Ceux qui s'inquiètent de l'évolution du mode de vie en raison de la présence d'immigrés et de Français d'origine étrangère de religion musulmane se font les défenseurs d'un mode de vie à la fois autochtone, libre et ouvert, dont la laïcité a fini par incarner le sens le plus précieux. Sans doute est-ce un effet de nombreux débats de ces dernières années. Sans doute la récupération lepéniste de cette thématique influence-t-elle aussi une fraction de l'opinion en ce sens[1659].

Or, selon Olivier Roy, l'islam dans le discours populiste représente surtout l'image fantasmatique d'un univers servant effectivement à tracer les contours d'un Occident se caractérisant par son libéralisme, alors qu'il se trouve pourtant, par moment, déploré par ces mêmes mouvements. C'est ainsi que Roy décrit ces profondes contradictions :

> Car les mouvements populistes ont un rapport schizophrène aux valeurs, ou, plutôt, ce qu'ils ont en commun n'est en rien un système de valeurs, mais un refus du migrant/musulman et la crainte du « grand remplacement ». Les populistes mettent dans le même sac Islam et migrants ; ils leur opposent les « valeurs européennes », mais celles-ci sont déclinées selon deux registres contradictoires. L'un s'appuie sur la tradition chrétienne — et donc suppose l'hostilité à la liberté sexuelle et au mariage pour tous —, l'autre au contraire met en avant la liberté des mœurs européennes opposée à l'intolérance supposée des musulmans : on défend le féminisme contre le voile et le droit des LGBT contre l'homophobie religieuse[1660].

Ces perspectives, qui sont en fait des stratégies rhétoriques, manifestent des courts-circuits pratiquement structurels. Comme l'écrit encore l'auteur,

> Dans le premier cas, le paradoxe est que l'islam est plus proche des valeurs chrétiennes traditionnelles que ces dernières ne le sont de la société libérale contemporaine. Patrick Buisson, penseur on ne peut plus réactionnaire, l'avait bien vu : « Ce ne sont pas les musulmans qui ont vidé les églises » ; « J'ai plus de respect pour une femme voilée que pour une Lolita en string ». Pourtant, parmi les catholiques traditionalistes qui ne cessent de vilipender le sécularisme et les Francs Maçons, c'est bien l'islamophobie qui domine : Charles Martel et la bataille de Lépante sont les topoi dominants incarnant l'Europe chrétienne repoussant l'invasion musulmane. Dans le deuxième cas, la frontière entre populistes et libéraux en tout genre s'efface. En France par exemple la défense d'une laïcité qui

---

[1658] « Manifeste pour un printemps républicain », *Printemps républicain*, [En ligne] https://www.printempsrepublicain.fr/notre-manifeste/#menu. Expression d'une laïcité identitaire et « fermée » selon certains de ses détracteurs, le romancier Aurélien Bellanger sortira un roman-pamphlet très violent à l'encontre de ce mouvement : *Les derniers jours du Parti socialiste*, Paris, Seuil, 2024.

[1659] L. Bouvet, *L'insécurité culturelle*, *op. cit*., p. 26.

[1660] O. Roy, « Le grand recentrement », *loc. cit*., p. 7-8.

> s'attaque surtout à l'Islam unit une gauche laïque dogmatique, un centre droit libéral et le Rassemblement National[1661].

Afin de décrire cette dernière dynamique de captation national-populiste des grandes références libérales ayant marqué la gauche française, le philosophe Jacques Rancière soulignait, quelques mois après le traumatisme des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, que « les idéaux républicains sont devenus des armes de discrimination et de mépris[1662] ». Ce constat, qui ne justifie pas *a priori* de prendre son revers immédiat, décrirait assez bien une tendance identifiée également par Roy, afin de rendre compte d'une synthèse que nous qualifierons de « libérale-identitaire », formant le ressort idéologique majeur d'un national-populisme postmoderne.

C'est effectivement dans cette catégorie que nous rangeons les figures précédemment évoquées de Pim Fortuyn et Geert Wilders aux Pays-Bas, qui donnent de façon paroxystique un rôle-pivot à l'islam, entité mythifiée de traditionalisme réactionnaire et d'obscurantisme (tel que le rappelle J.-Y. Camus, cette religion se trouve réifiée, dans ce discours, en une seule culture[1663]), afin de mieux valoriser une société néerlandaise (et par extension l'Europe et l'Occident) profondément marquée par le libéralisme des mœurs, fondant une culture « ouverte » et individualiste. Dans un pays historiquement défini par sa liberté économique, sa tolérance religieuse et son libéralisme permissif (des Provinces-Unies marchandes à Amsterdam comme ville-phare de la contre-culture), les deux populistes se présentent comme des trublions gardiens de l'individualisme et de l'ouverture. Fortuyn, homosexuel, ancien professeur de sociologie et admirateur de Margaret Thatcher, s'est avéré un précurseur de ce qu'on nomme l'« homonationalisme », en jouant, en dandy, de son orientation sexuelle minoritaire pour s'opposer à une altérité non occidentale supposément repliée sur des conceptions traditionnelles de la famille. Son continuateur Wilders, comme l'écrit Pablo Stefanoni, se présente également comme celui qui « défend les droits des homosexuels comme un emblème des acquis de l'Occident

---

1661 *Ibid*., p. 8.

1662 E. Aeschimann en entretien avec J. Rancière, « Les idéaux républicains sont devenus des armes de discrimination et de mépris », *Le Nouvel Obs*, 04/04/2015, [En ligne] https://www.nouvelobs.com/essais/20150403.OBS6427/les-ideaux-republicains-sont-devenus-des-armes-de-discrimination-et-de-mepris.html.

1663 J.-Y. Camus, « Les droites extrêmes en Europe », *op. cit*.

aujourd'hui menacés par l'islam[1664]. » La cheffe actuelle de l'AfD en Allemagne, Alice Weidel, est lesbienne et mariée à une femme d'origine sri-lankaise, et se trouve d'ailleurs mobilisée par son parti pour rendre compte du caractère libéral de celui-ci en termes de mœurs, afin de mieux favoriser une opposition à l'immigration qui viendrait menacer ces acquis sociaux, culturels et finalement « identitaires »[1665]. En effet, Weidel réussit à articuler une certaine idée de la liberté occidentale et un nationalisme fermé, en se posant, par exemple, comme une défenseuse de la remigration et une dénonciatrice des hordes de migrants qui viendraient menacer la sécurité des femmes en Allemagne[1666], à la suite de l'affaire d'agressions sexuelles du Nouvel An 2016 à Cologne. Le Rassemblement National de Marine Le Pen, qui s'est toujours historiquement distingué de la droite bourgeoise catholique française, comporte aussi beaucoup de cadres du parti issus de la communauté LGBT (même s'ils peuvent critiquer son « lobby »), au grand dam d'une extrême droite traditionnaliste beaucoup plus marginale[1667]. Renaud Camus, le fameux penseur du « grand remplacement », s'avère du côté intellectuel un exemple paroxystique des paradoxes de la droite radicale européenne, mélangeant les acquis soixante-huitards et l'anti-immigrationnisme réactionnaire. Il affirme d'ailleurs, comme le note encore Stefanoni,

> qu'il n'y a pas de rupture entre l'écrivain d'avant-garde sulfureux des années 1970 et 1980, auteur d'un roman autobiographique provocateur préfacé par Roland Barthes dans lequel il faisait l'éloge de la promiscuité (homo-)sexuelle, et le croisé anti-immigration tout aussi provocateur des années 2000[1668].

Au-delà d'une étude herméneutique qui nous amènerait à évaluer si le Camus de la révolution sexuelle et celui de l'angoisse démographique est bien « resté le même », ainsi que du questionnement à savoir si ce « *pinkwashing* » du populisme identitaire s'avère sincère ou une pure stratégie de communication, il n'en demeure pas moins que ces paradoxes participent à dévoiler un certain esprit du temps. Celui-ci rend compte du fait qu'à droite, la mise de l'avant de ces questions identitaires (à la fois « progressiste » et « conservatrice ») semble nécessaire pour mobiliser son électorat potentiel. L'essayiste

---

1664 P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*., p. 193.
1665 *Ibid*., p. 207.
1666 Daily Sun, « German AfD MP under fire for anti-Muslim new year tweets », 15/10/2025, [En ligne], https://www.daily-sun.com/post/279222.
1667 P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*., p. 209-210.
1668 *Ibid*., p. 197.

espagnol Daniel Bernabé, dans un ouvrage critique intéressant portant sur ce qu'il nomme le « piège identitaire », à partir d'un point de vue socialiste, voit dans cet homonationalisme une preuve de l'efficacité droitière sur le marché des identités :

> Stimulée par la promotion du multiculturalisme, qu'elle considère comme une attaque contre la société occidentale, l'extrême droite européenne est aujourd'hui en pointe dans l'exploitation des possibilités offertes par le nouveau marché identitaire. Les vagues migratoires et la crise des réfugiés syriens ont été, en Europe centrale ainsi qu'en Allemagne, en Autriche et en France, un coup définitif qui a placé les partis d'extrême droite dans une position avantageuse, si bien que même les partis de la droite traditionnelle et les sociaux-démocrates ont dû modifier une partie de leur rhétorique pour ne pas se voir distancés dans la course au nationalisme et à la xénophobie. Les musulmans étant présentés comme l'ennemi principal – sans faire de distinctions entre les simples croyants, les islamistes et les djihadistes –, le risque est réel que les femmes et les personnes LGBT se sentent menacées dans leur identité par des conceptions religieuses potentiellement hostiles, et qu'elles tombent de ce fait dans la sphère d'influence de l'extrême droite. Même si cette dernière s'est le plus souvent montrée réticente au mariage homosexuel et attachée à défendre une conception traditionnelle et patriarcale du rôle des femmes, elle a ainsi trouvé le soutien d'une partie de ces deux communautés[1669].

Car il semblerait que c'est surtout en mobilisant un discours libéral-identitaire que le populisme droitier réussit à s'imposer, en Europe à tout le moins. Comme le note encore Olivier Roy,

> [l]e populisme qui gagne est un populisme libertaire qui entérine les nouvelles valeurs sociétales mais ne les inscrit pas dans un système de démocratie parlementaire. Marine Le Pen l'a bien compris, qui définissait l'identité de la France par la laïcité et pas par le christianisme dans son programme de la campagne présidentielle de 2017. Elle ne remet en cause ni le droit à l'avortement, ni le mariage pour tous. Elle monte dans les sondages tandis que Marion Maréchal ne décolle pas. Geert Wilders, vainqueur des élections hollandaises de décembre 2023, a un programme résolument libéral sur la question des mœurs — alors même que les évêques catholiques hollandais s'opposent à la décision du Pape d'autoriser la bénédiction de couples homosexuels. Giorgia Meloni, quant à elle, a bien compris cette dynamique et se contente, dans une société vieillissante et conservatrice, de criminaliser la GPA, qui de toute façon, est loin d'être consensuelle y compris à gauche, tandis que son beau-frère Lollobrigida, ministre de la « souveraineté culinaire » — intitulé qui en dit long sur le rétrécissement de la souveraineté — défend la pizza, c'est-à-dire le folklore[1670].

[1669] D. Bernabé, *Le piège identitaire*, Paris, L'Échappée, 2022, p. 238-239.
[1670] O. Roy, « Le grand recentrement », *op. cit*., p. 9.

Ainsi, le libéralisme et la laïcité, par exemple, deux références qui se caractérisent par leur abstraction structurelle, d'ailleurs objet de critique à la fois pour une droite qui considère ces idéologies « hors sol » que pour une gauche qui déplore leur invisibilisation des rapports de domination sous-tendant les relations sociales, se trouvent récupérés en tant qu'incarnation d'un mode de vie propre, expression d'un particularisme occidental et européen. D'où le renvoi, dans le discours national-populiste, aux « libertés comme patrimoine[1671] ». La liberté d'expression, celle du « droit au blasphème », l'égalité entre les sexes dans une perspective dite « fémonationaliste[1672] », de même que le droit de disposer librement de son corps pour refuser la vaccination de masse ou encore de déplorer le fait d'être constamment empêché par une normativité juridico-étatique dans sa liberté d'entreprendre, participent de ces paradoxes et de ces guerres culturelles, menées à la fois contre le « wokisme » ou « l'islamo-gauchisme », ce dernier terme synthétisant bien en France l'ennemi à la fois complice d'un rigorisme islamique et partisan d'une déconstruction des valeurs occidentales, en s'étant vautré dans le culte des minorités, contre les majorités nationales.

Or, face à la montée réelle d'un islamisme politique, qui se développe notamment sur le territoire européen, Reynié souligne encore que (et ce avant les attentats de Charlie Hebdo),

> Les pays du Vieux Continent se trouvent profondément confrontés à une opposition dressée contre la culture politique libérale et laïcisée qui les caractérise et qui sert de référent commun à l'ensemble des citoyens. À ce titre, les crises du type de celles qui sont nées à la suite de la publication de caricatures danoises ont pu favoriser le doute quant à la capacité de résistance des élites intellectuelles et médiatiques, voire des élites politiques[1673].

*

Cette opposition national-populiste aux dangers de l'immigration de masse et de l'ombre de l'islam amène donc à poser au centre celle de « mode de vie », occidental et européen. Mais tel que l'écrit Roy,

---

[1671] D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 187.
[1672] S. R. Farris, *Au nom des femmes*, Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2022.
[1673] D. Reynié, *Les nouveaux populismes*, *op. cit*., p. 124.

> […] comment qualifier ce « mode de vie européen » ? À première vue, ce serait un euphémisme consensuel pour désigner une culture européenne qu'on ne veut pas ou ne peut pas définir davantage. Mais on frise l'antiphrase : il s'agit bien, par la valorisation des « modes de vie », d'assumer de fait l'absence de culture commune, non seulement par manque de consensus sur les valeurs, mais parce que la notion même de culture ne fait plus sens dans le libéralisme politique et économique qui est au fondement même de la construction politique de l'Union européenne[1674].

Ces défenses pseudo-conservatrices du mode de vie, pénétrées par la vision libérale du monde, se construisent en opposition à une altérité négative *d'à côté*, nous l'avons vu, mais aussi, d'*en haut*, avec la juridicisation du social portées tant par la logique capitaliste que par les références purement contractualistes aux droits humains, à partir desquelles opèrent quasi-uniquement les gauches contemporaines et les partis sociaux-libéraux de gouvernement, afin de légitimer d'autres formes de politiques identitaires (*identity politics*). C'est effectivement dans le cadre d'une opposition interne au libéralisme que se déploie ce clash identitaire, qui permet de mieux saisir le sens de la liste évoquée par da Empoli au début de cette section, agitant ces marqueurs d'un « mode de vie » contre un empire des normes effectivement grossissant, témoignant de cette fameuse crise des imaginaires communs, qui pouvait donner une certaine consistance à la nation comme projet démocratique de société. À ce niveau, le caractère technocratique de l'Union européenne, au-dessus des peuples politiques, participe à nourrir cet écart, comme l'illustre par exemple l'aspect purement fonctionnel de l'anglais *globish* comme langue non pas de culture, mais de communication[1675]. « Ce degré zéro de la référence culturelle n'est pas un signe de décadence mais une conséquence de la vision libérale de la société […][1676] ».

Malgré la dimension « illibérale » de bon nombre de mouvements national-populistes dans le monde, plusieurs de leurs formes dans l'espace euro-américain tendent à embrayer à partir des représentations idéaltypiques du libéralisme, justifiant par ailleurs l'ordre économique capitaliste.

> La déculturation va donc de pair avec le projet libéral, puisque ce dernier considère que les sociétés « holistiques » où la culture conditionnerait les choix politiques, ne sauraient construire un bon État et ne relèveraient que des « *failed states* » ou des dictatures. Il ne reste alors, pour l'Europe, qu'une liste de valeurs supposées

[1674] O. Roy, *L'aplatissement du monde*, *op. cit*., p. 128.
[1675] *Ibid*., p. 137.
[1676] *Ibid*., p. 129.

> partagées (féminisme, liberté, démocratie) mais qui ne le sont pas vraiment, et… un mode de vie, qui définirait un comportement individuel moyen, c'est-à-dire le reflet d'un conformisme statistique[1677].

Valeurs abstraites érigées en culture et mode de vie typique de la classe moyenne resteraient ainsi les dernières choses sur lesquelles les populations trouveraient matière à s'appuyer, oscillant constamment entre réaction conservatrice et promotion d'un populisme libertaire, plutôt vide de contenu.

> Les sociétés européennes, supposées se droitiser, semblent en fait de plus en plus libérales sur la question des mœurs, tout en votant de plus en plus à droite sur la question identitaire. Avant l'élection européenne de juin, explorer ce paradoxe est sans doute un point de départ utile. Alors proposons une autre approche : l'illibéralisme politique qui se développe aujourd'hui correspond à une extension du libéralisme sociétal qui légitime son hostilité au migrant/musulman précisément par ce libéralisme. Bref les meilleurs agents de la défense identitaire sont des libéraux, parce que les valeurs « européennes » opposées aux musulmans/migrants sont précisément des valeurs libérales en termes de morale et de mœurs. Mais cela suppose bien sûr une mutation autoritaire du libéralisme politique qui n'a rien à voir avec le retour d'un ordre moral[1678].

*

La pandémie mondiale de Covid-19, ayant frappé le globe en 2020, a constitué un puissance facteur de radicalisation de logiques populistes préexistantes propres aux différentes sociétés, aggravant un sentiment de méfiance à l'égard des élites politiques par leur gestion de la crise sanitaire. Comme le soutient da Empoli,

> La séquence Covid a également permis à la droite radicale de compléter son étonnante mutation en un mouvement qui, tout en appelant à la restauration de l'autorité et des valeurs traditionnelles, mène en même temps un combat libertaire et transgressif, s'érigeant en défenseur de la liberté individuelle contre la répression sanitaire au point d'en arriver, dans un court-circuit hallucinant, à comparer les antivax d'aujourd'hui aux Juifs contraints de porter l'étoile de David sous le nazisme. C'est ainsi que, durant la pandémie, la rébellion est définitivement passée à droite, face à une gauche qui n'a fait depuis longtemps qu'imposer limites et contraintes au nom du politiquement correct ou de l'écologie[1679].

1677 *Ibid*., p. 130-131.
1678 O. Roy, « Le grand recentrement », *op. cit*., p. 10.
1679 G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 205.

La normativité « d'en haut », provenant souvent de gouvernements de l'« *establishment* » libéral comme ceux de Justin Trudeau au Canada (PLC), d'Angela Merkel puis d'Olaf Scholz en Allemagne, d'Emmanuel Macron en France (avec les premiers ministres Édouard Philippe puis Jean Castex) ou de Mario Draghi en Italie, participe à nourrir une opposition politique qui s'érige en défenseuse des libertés concrètes contre la domination « politiquement correcte » d'un pouvoir castrateur, forçant ses populations à se vacciner et à respecter des couvre-feux (mesures contraignantes et contestables).

Cet épisode marquant a servi de combustible pour la formation d'un mouvement populiste au Canada, soit le Convoi de la liberté (*Freedom Convoy*)[1680], prenant racine dans la résistance au gouvernement restrictif de Justin Trudeau (et dans une partie de la nébuleuse antivax), et dont le maître-mot était, comme le montre son titre, celui de *liberté*. Ce mouvement des camionneurs, qui fut notamment appuyé par le conservateur Pierre Poilièvre (et le propulsera plus tard au rang de chef du parti), érigeait la gestion laxiste de la crise sanitaire par Trump à la frontière Sud comme un modèle, laissant rouler l'économie et permettant supposément aux petites et moyennes entreprises de survivre, ainsi que les transporteurs de marchandises (deux champs professionnels qui représenteraient la vitalité économique du Canada), face à ce moment exceptionnel.

Paroxysme d'un populisme patrimonial posant la liberté individuelle comme mode de vie, avec une référence rudimentaire à la nation (des drapeaux unifoliés et fleurdelisés posés à l'envers, comme en berne), le Convoi des camionneurs s'abreuve sommairement d'un discours anti-étatiste propre à la droite américaine libertarienne, lorsque ce n'est pas à un certain conspirationnisme. Les restrictions causées par la gestion gouvernementale de la pandémie, générant un véritable lot de problèmes, sociaux et économiques (isolement social des populations, difficultés de développement chez les jeunes et aggravation des enjeux de santé mentale[1681]), fournit un terreau propice à la grogne populaire, à partir de ressources politico-symboliques à disposition. C'est ainsi qu'un populisme défenseur du

[1680] Sécurité publique Canada, « Notes des comités parlementaires : Aperçu - Le convoi de la liberté 2022 », *Gouvernement du Canada*, 20/12/2022, [En ligne] https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20221013/03-fr.aspx.

[1681] L. Gagné, « La santé émotionnelle des adolescents malmenée par la pandémie », *Radio-Canada*, 14/03/2022, [En ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1868771/adolescents-jeunes-adultes-quebec-impacts-deux-ans-pandemie-sante-developpement-confinement

mode de vie économiquement libéral et culturellement individualiste des classes moyennes apparaît comme la référence ultime pour unifier un certain ensemble de travailleurs canadiens aux sensibilités sommairement conservatrices, idéologie mâtinée de producérisme et d'antifiscalisme (notamment en fustigeant la « générosité » étatique avec la PCU/PCE, nourrissant potentiellement des « parasites d'en bas[1682] »). Ce cadrage mènera à des rapprochements analytiques avec le mouvement des Gilets jaunes en France, les franges droitières et antivax de ce dernier (comme les leaders Florian Philippot et Idriss Aberkane[1683]) appuyant le Convoi (au point où sera importé le modèle dans l'Hexagone), mais il ne permet pas de prendre la mesure des différences idéologiques entre les traditions politiques de ces deux pays et le fait que la classe moyenne se trouve dans une situation de déclassement moins avancée au Canada, malgré l'inflation et l'augmentation très considérable du prix des logements.

Ce mouvement permit de remettre de l'avant, un temps, le Parti Populaire du Canada de Maxime Bernier, figure beauceronne libertarienne et populiste qui fut ministre conservateur sous Stephen Harper, et aussi de refaire émerger différents groupuscules d'une nébuleuse d'extrême droite canadienne (une *alt-right*), comme la porte-parole pro-Wexit Tamara Lich[1684], ainsi que d'augmenter la visibilité d'un média conspirationniste et islamophobe comme Rebel News. Mais au Québec, c'est plutôt le Parti Conservateur provincial d'Éric Duhaime qui réussit à capitaliser sur ce moment, en se présentant comme alternative à l'étatisme des élites québécoises et canadiennes « progressistes ». Promoteur de la philosophie libertarienne et ayant fait ses classes comme animateur à Radio X dans la région de la Capitale nationale, Duhaime propose une sorte de « populisme sans peuple » (quelle unité collective pour les individus de la classe moyenne nationale ?), fustigeant les élites progressistes en se réclamant de la défense d'un certain conservatisme et de la liberté

[1682] M. Feher, *Producteurs et parasites*, *op. cit*.
[1683] « "Convoi de la liberté" : ce qu'il faut savoir sur l'arrivée en France du mouvement canadien d'opposition aux restrictions sanitaires », *La Dépêche*, 05/02/2022, [En ligne] https://www.ladepeche.fr/2022/02/04/convoi-de-la-liberte-comment-le-mouvement-anti-pass-vaccinal-venu-du-canada-sorganise-en-france-10089009.php.
[1684] F.-G. Dufour et D. Mones, « Convoi des camionneurs : aux origines d'un mouvement en pleine dérive », *The Conversation*, 11/02/2022, [En ligne] https://theconversation.com/convoi-des-camionneurs-aux-origines-dun-mouvement-en-pleine-derive-176833

individuelle, contre « l'extrémisme sanitaire[1685] » et la gauche. Dans un portrait que lui consacrait le journal La Presse, ses parents rappellent qu'il avait une image de Margaret Thatcher accrochée au mur de sa chambre à douze ans[1686], et finit par faire campagne, durant la pandémie, en détournant des slogans emblématiques de la modernisation libérale (le premier au Québec, le second en Occident), avec « Libres chez nous » et « Mon char, mon choix ». Cette façon de mobiliser (vraisemblablement avec sincérité) les principes de la souveraineté individuelle marque bien la synthèse idéologique de ce populisme libéral-identitaire, proche du degré zéro de la culture.

Nous nous tournions vers ces manifestations protestataires « d'ici » car elles semblent dire quelque chose sur le mouvement plus général de ces phénomènes dans le monde contemporain. Patrimonial, ce type de populisme identitaire détaché de toute conception du peuple comme sujet politique semble parachever le fait postmoderne, proposant une sorte de lobbyisme des contribuables/consommateurs, un peu sur le modèle du Parti des automobilistes en Suisse (signe de la permanence de cet « imaginaire », un parti du même nom émergera d'ailleurs récemment en République Tchèque[1687]). De surcroit très réfractaire aux mesures écologiques, accusées de produire des normes liberticides pour les gens ordinaires et imposant une idéologie « punitive » d'en haut, cette branche du populisme s'avère fortement marquée par le « climato-scepticisme ». Nous aurons l'occasion de discuter de ce point dans le dernier chapitre. Mais pour l'instant, l'intérêt sociologique de ce courant réside selon nous dans son libéralisme structurel, le mobilisant par ailleurs, tout comme ses variantes européennes, en contraste avec la figure de l'islam comme incarnation de l'intolérance, avoisinant notamment, dans le cas de Duhaime,

[1685] G. Béland, « Portrait d'Éric Duhaime : le polémiste de la droite décomplexé », *La Presse*, 18/04/2022, [En ligne] https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2022-04-18/portrait-d-eric-duhaime/le-polemiste-de-la-droite-decomplexee.php
[1686] *Ibid*.
[1687] G. Narguet, « À dix mois des législatives, le parti d'extrême droite des "Automobilistes" fait rugir le moteur » *Radio Prague International*, 09/12/2024, [En ligne] https://francais.radio.cz/a-dix-mois-des-legislatives-le-parti-dextreme-droite-des-automobilistes-fait-8836927.

l'homonationalisme[1688]. Mais l'autre pendant de cette défense d'un « mode de vie » des classes moyennes, s'avère évidemment la question du « niveau de vie ».

Car si les libertés se trouvent effectivement mises de l'avant comme patrimoine, il convient aussi de considérer leur dimension matérielle. Dans une période où les populations occidentales se trouvent confrontées à la hausse du coût de la vie (et notamment à une crise du logement au Québec), l'enjeu du pouvoir d'achat apparaît fondamental. Ainsi, Pierre Poilièvre fustigera la « Justinflation[1689] », rendant responsable le gouvernement libéral de l'inflation à cause des dépenses publiques et l'accroissement de la dette nationale et proposant, suivant une démagogie populiste typique, une baisse des impôts (« *Axe the tax*[1690] »). Car à partir de la mise en scène d'une sensibilité à la réalité matérielle des populations, notamment à travers la question de l'accès à la propriété, il s'agit généralement de véhiculer une même vision néolibérale du monde, ultime incarnation patrimoniale. Cela dit, ce populisme libéral semble prendre une dimension nationaliste plus violente en France et aux États-Unis, par exemple.

Dans son essai sur la généalogie de l'idéologie producériste, jusqu'à sa récupération par les extrêmes droites contemporaines, le philosophe Michel Feher tente de déconstruire (ou plutôt relativiser) l'idée que le FN/RN propose une conception sociale de l'économie. Si la formation de Jean-Marie Le Pen, d'abord admiratrice des Reagan/Thatcher et profondément anticommuniste, s'est forgée à l'aune d'un programme économique néolibéral, elle mutera un temps vers le national-protectionnisme. Comme l'écrit Feher,

> Prenant acte du peu d'appétit de leurs sympathisants potentiels pour la libéralisation des marchés, les cadres du Front puis du Rassemblement national cessent bientôt d'invoquer l'impact négatif des étrangers et autres « Français de papier » sur la compétitivité et le dynamisme de l'économie française pour réserver leurs griefs au coût social de la présence des immigrés sur le territoire national. Plus qu'à la bureaucratie envahissante et à la distorsion des prix, ce sera désormais aux conséquences délétères du libre-échange – délocalisations, précarité, chômage –,

[1688] M.-A. Turcotte, « Éric Duhaime raconte ses expériences homosexuelles dans un pays arabo-musulman », *Journal de Montréal*, [En ligne] https://www.journaldequebec.com/2017/03/20/audio--eric-duhaime-raconte-ses-experiences-homosexuelles-dans-les-pays-arabomusulmans.
[1689] Parti Conservateur du Canada, « La Justinflation pousse davantage de Canadiens vers la faillite », [En ligne], https://www.conservateur.ca/la-justinflation-pousse-davantage-de-canadiens-vers-la-faillite/.
[1690] Parti Conservateur du Canada, « Axe the Tax », [En ligne], https://www.conservative.ca/cpc/axe-the-tax/?utm_content=120211422188150453&utm_medium=paid&utm_source=ig&utm_campaign=120204252713090453.

> de l'austérité budgétaire – pouvoir d'achat en berne et services publics délabrés –, ou encore de l'emprise de la finance sur l'économie – bulles spéculatives et rémunérations indécentes des actionnaires – qu'ils vont s'efforcer d'accrocher leur collection d'objets phobiques[1691].

Cette grille de lecture protectionniste, qui permet d'articuler préférence nationale et défense des autochtones plus vulnérables (une sorte de « social-nativisme »), permet effectivement d'aller chercher des couches populaires (ce que ne reconnaît pas suffisamment l'auteur dans son analyse, afin d'en prendre la pleine mesure, soit cette France des Gilets jaunes qui se trouve aussi tentée par l'extrême droite[1692]). En effet, tel que le note le philosophe, le RN se voudrait le parti qui renoue « avec la France des propriétaires[1693] », mais en s'adressant à un électorat majoritairement peu diplômé (et donc potentiellement en danger de déclassement), comparativement aux autres formations politiques. La ligne de fond de cette idéologie économique nationaliste s'avèrerait moins le protectionnisme social que le producérisme, qui suppose le peuple enraciné de travailleurs coincé au milieu, entre les prédateurs d'en haut (la finance cosmopolite) et les parasites d'en bas (les immigrés qui viendraient profiter du système). Comme le souligne Feher, « [l]es prédateurs dont Marine Le Pen instruit le procès sont en effet accusés de dévaloriser les actifs, matériels et immatériels, qui assurent le train de vie des producteurs hexagonaux[1694] ». Pourtant, cette unité de classe n'est pas tant réelle que l'expression d'un sentiment nationaliste, prenant une dimension morale :

> […] ce qui les rassemble est moins leur situation socio-économique ou leur appartenance aux professions intermédiaires que la fierté de ne pas compter parmi les oisifs qui vivent de placements spéculatifs, du trafic d'idées spécieuses ou de transferts sociaux, et dont les agissements attentent aux principales sources de revenus, tant psychiques que monétaires, des Français dont ils abusent[1695].

La droite populiste américaine, qui trouve son apogée dans le trumpisme, représente encore plus parfaitement cette « culturalisation » d'un mode de vie enraciné dans un capitalisme

---

[1691] M. Feher, *Producteurs et parasites*, *op. cit*., p. 143-144.
[1692] Cette analyse cadre cependant pour décrire les électeurs du RN qui agissent à titre d'enquêtés dans les travaux du sociologue Félicien Faury sur le vote d'extrême droite en région PACA (Sud-Est), lequel représente une France de petits propriétaires et une classe moyenne-bourgeoise (dont les emplois ne sont pas précaires : employés, commerçants, pompiers, retraités) tentées par la quête d'un « entre-soi blanc ». F. Faury, *Des électeurs ordinaires*, Paris, Seuil, 2024.
[1693] M. Feher, *Producteurs et parasites, op. cit*., p. 176.
[1694] *Ibid*., p. 175.
[1695] *Ibid*.

national mais aussi néolibéral, auquel fait écho le mythe *Make America Great Again*. Les essais de Thomas Frank, évoqués à plusieurs reprises, retracent bien la pénétration d'une mentalité ultralibérale chez les classes moyennes et populaires américaines, articulée avec un patriotisme virulent et un christianisme tendanciellement dogmatique. Ce qu'il nomme les « deux nations[1696] », soit la séparation entre une Amérique culturellement progressiste et urbaine et une autre conservatrice et plus rurale, manifeste cet écart de représentations purement identitaires, où il s'agit d'opposer au libéralisme culturel des côtes un mode de vie conservateur et traditionaliste, dont les bases se trouveraient dans le libéralisme marchand. Le néo-producérisme américain, contrairement à ses bases populistes archaïques, réside effectivement dans une défense néolibérale de la propriété et du mode/niveau de vie des travailleurs, qui par leur humilité et virilité supposées ne demandent pas de protection sociale comme des parasites. Il s'agit d'une autre variante de l'individualisme libéral (défendant les libertés négatives), philosophie pourtant à laquelle il prétend s'opposer.

Mais la chasse-gardée identitaire de cette spécificité américaine, comparativement à l'Europe de l'Ouest et au Québec, réside aussi dans un réel traditionalisme, qui s'enracine notamment dans un christianisme issu de différentes branches du protestantisme, possédant dans bon nombre de cas une dimension ultra-conservatrice, qui l'amène par exemple à adopter des positions réactionnaires concernant le droit à l'avortement (et les droits des femmes en général), le rôle de la science et l'éducation sexuelle. De ce point de vue, le populisme identitaire états-unien se distingue qualitativement de ses manifestions libérales précédemment analysées, tout en partageant globalement la même anthropologie économique.

8.6 Désaffiliation sociale et capital d'autochtonie

Les deux éléments d'interprétation de la dimension identitaire du national-populisme, soit la quête archipolitique et la réaction libérale-patrimoniale, nous portent à considérer la tension qui structure les phénomènes politiques identitaires contemporains en Occident.

[1696] T. Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, *op. cit*., p. 19.

Ces pôles distincts nous amènent à constater deux logiques qui traversent les sociétés capitalistes avancées, soit d'une part, la dynamique profonde de désaffiliation sociale, et de l'autre, la quête de sécurité par un capital d'autochtonie, marquant l'existence de pans entiers des populations.

Afin de dresser les profils sociaux les plus susceptibles d'adhérer à l'offre des national-populismes, les travaux précédemment cités de Benoît Coquard dans le Grand-Est en France sont particulièrement stimulants[1697]. En effet, il apparaît possible de constater, à leur lecture, un univers propre de références et de conduites attendues rattachées à un certain être-ensemble communautaire, construit en marge des grands centres. Cette enquête empirique amène à mieux prendre la mesure des représentations populistes « d'en bas » (donc populaires), au-delà de la démagogie potentielle des entrepreneurs politiques. Marquée particulièrement par ce que Coquard nomme une « autochtonie de la précarité[1698] », cette région, ancien pilier de l'industrie française et de la culture ouvrière dont la gauche socialiste et communiste s'est un temps faite la gardienne, voit ses habitants insécurisés par le déclassement, les conduisant à adhérer massivement au discours des Gilets jaunes, mouvement caractérisé par la dénonciation de mesures venant directement affecter la vie ordinaire des classes populaires, en augmentant le prix du carburant et en baissant les limites de vitesse sur certaines routes régionales.

> Si certaines personnes ont embrassé le mouvement des Gilets jaunes c'est notamment parce qu'elles sont persuadées que leurs conditions d'existence se sont dégradées et que le style de vie auquel elles tiennent est menacé. Les Gilets jaunes, de ce point de vue, sont bien « ceux qui restent » ou plus exactement de ceux qui veulent rester faire leur vie dans les campagnes en déclin, contre le cours des choses et souvent dans une nostalgie d'une époque moins morose que nous aborderons dans un chapitre suivant. Celles et ceux qui ont arboré du fluo évoquent dans leurs conversations le vague « temps d'avant », des « anciens » qui auraient « mieux vécu » ou « savaient mieux vivre » dans ce même espace rural qui était alors plus dynamique. C'est vrai qu'il n'y avait pas de problème de prix de l'essence, tout était à portée de vélo, y compris l'usine, l'épicerie et les services publics aujourd'hui démantelés…[1699]

[1697] B. Coquard, *Ceux qui restent*, *op. cit*.
[1698] *Ibid*., p. 31.
[1699] *Ibid*., p. 18.

Or, dans ces espaces peu attractifs et peu touristiques, *ceux qui restent* (contrairement à « ceux qui partent »), n'ont pas le choix de développer une certaine autonomie : sociale, culturelle, économique, bref, un mode de vie propre. Preuve de l'écart des représentations avec l'hégémonie culturelle du libéralisme qui marquait la société française jusqu'à l'émergence du bloc populiste, il s'agit d'endroits, selon Coquard, où le fait de marquer son adhésion au FN/RN ne porte pas préjudice, mais représente même un signe de respectabilité[1700]. Cette réalité témoigne en elle-même d'un univers politique qui, comme le note Guilluy dans l'ensemble de ses ouvrages, s'est affranchi de l'idéologie dominante[1701], qui se caractérise toujours, en France, par le fameux Front républicain contre la menace du fascisme au second tour. Elle exprime également une fracture qui se manifeste par le sentiment profond d'être méprisé par la classe politique et les milieux urbains[1702].

Le portrait sociologique brossé de « ceux qui restent » nous incite effectivement à constater l'ampleur de sociabilités fondamentales pour un être-ensemble populaire, passant notamment par des groupes associatifs sportifs comme le club de football du coin, le local de boxe ou la pratique de la chasse. Dans un monde qui contraste avec la vie urbaine d'une partie des classes supérieures, ce sont également les sociabilités « semi-privées[1703] » qui assurent le lien communautaire, suivant une division traditionnelle genrée plus nette (plutôt patriarcale), amenant même Coquard à parler du « foyer des hommes[1704] », malgré la grande importance des femmes dans le mouvement des Gilets jaunes. L'accès à la propriété apparaît central dans ces milieux où l'on reçoit fréquemment à la maison ses proches, la « bande de potes » pour les apéritifs, renforçant le sentiment et l'importance d'être véritablement « chez soi » (et non en location)[1705]. En effet, dans des régions où l'on a vu arriver la « fin des bistrots[1706] », c'est-à-dire les indispensables lieux intermédiaires qui caractérisaient un pôle important de la sociabilité française, et où on regrette un passé

[1700] *Ibid*., p. 11.
[1701] C. Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, *op. cit*.
[1702] B. Coquard, *Ceux qui restent*, *op. cit*., p. 37-40.
[1703] *Ibid*., p. 125.
[1704] *Ibid*., p. 147.
[1705] *Ibid*., p. 136.
[1706] *Ibid*., p. 126.

mythifié que la majorité n'a pas connu (« c'était mieux avant[1707] »), signe d'une ruralité plus dynamique, le fait d'être propriétaire de son logement signifie être capable de participer à la vie en commun et d'y accueillir ses amis. Ce groupe de proches, à la base du lien social « concret » avec la famille, fournit également le socle d'un réseau d'entraide, notamment pour les travaux manuels et l'entretien du domicile, la rénovation et les réparations (mais on pourrait aussi évoquer la garde des enfants et des tâches relatives au soin), permettant de profiter d'une sécurité matérielle à coût moindre[1708].

Dans ces groupes où les valeurs de loyauté, de travail et de fidélité s'avèrent primordiales, se forgent des contre-sociétés populaires où une certaine idée d'autonomie se trouve valorisée. Principalement celle inhérente à « l'autoentreprise[1709] », permettant une liberté relative et ainsi d'être son propre patron, même si les amitiés transclasses sont répandues, ce qui s'avère par ailleurs le témoignage d'un monde ouvrier postmarxiste, ne voyant plus la conflictualité sociale en termes de classe (l'auteur souligne que le patron se trouve souvent à être un ami ou à tout le moins une connaissance proche, ce qui participe à brouiller les rapports de domination[1710]).

Coquard note également l'importance d'une formule définissant sommairement l'identité collective, celle du « déjà, nous ».

> L'expression « déjà, nous » exprime cette permanence d'une conscience collective affinitaire et la volonté farouche des membres du groupe d'amis de montrer qu'ils font véritablement partie d'un groupe. Elle désigne aussi le souhait qu'il leur soit accordé localement de la reconnaissance pour ce qu'ils sont. Car au sein de la « bande de potes » règnent de fortes valeurs – la solidarité, la fierté, l'humilité – et un esprit de groupe toujours vivifié par des positionnements communs sur différents sujets de débat et enjeux de lutte. Dire « déjà, nous », c'est s'offrir un point de repère commun fondamental sur ce que l'on est, savoir que l'on est reconnu quelque part[1711].

Le sociologue constate par ailleurs que le « déjà, nous », signifie un « nous d'abord »[1712]. Il marque une anthropologie communautaire qui donne priorité à son groupe

[1707] *Ibid*., p. 42.
[1708] *Ibid*., p. 160-161.
[1709] *Ibid*., p. 166.
[1710] *Ibid*., p. 36.
[1711] *Ibid*., p. 177.
[1712] *Ibid*., p. 175-176.

d'appartenance. À plusieurs égards, elle fait écho à la sensibilité *Somewhere* dont parle Goodhart, ou à la question populiste de la « demeure » chez Delsol. Si l'on se trouve face à une « autochtonie de la précarité », on voit aussi que se manifeste ce qui fut désigné plus haut comme un *capital d'autochtonie*, formant un « entre-soi populaire[1713] », qui par ailleurs se forge en opposition à « ceux qui partent » (soit ceux qui migrent vers les grandes villes pour les études, comme l'auteur lui-même, ou encore tel que le documente Didier Eribon dans son fameux essai autobiographique *Retour à Reims*[1714]). À cette lumière, le populisme patrimonial prend une dimension moins caricaturale qu'une simple défense d'un « niveau de vie », pouvant même cadrer avec la reprise orwellienne de l'idée de *common decency* dans les essais « populistes » de Jean-Claude Michéa[1715].

Mais selon Coquard, cette expression précédemment évoquée peut aussi revêtir une dimension politique : on passerait ainsi facilement du « déjà, nous » au « Français d'abord[1716] ». Ce type de représentation, qui serait à la base d'un nationalisme d'exclusion, rappelle les gradations de Gilles Deleuze et de Jean-Marie Le Pen pour distinguer la gauche de la droite, le premier pour la dénoncer, le second pour la célébrer. « Je préfère ma fille [ou ma famille] à mes amis, mes amis à mes voisins, mes voisins à mes compatriotes, mes compatriotes aux Européens[1717] », disait le tribun du Front national, tandis que le philosophe avançait qu'« être de gauche c'est d'abord penser le monde, puis son pays, puis ses proches, puis soi ; être de droite c'est l'inverse[1718] ». Attachement à sa communauté *vs*. fermeture, altruisme désintéressé *vs*. oubli de ses racines : ces oppositions paraissent binaires et ne pourraient, à notre sens, prendre la véritable mesure du clivage droite/gauche, flirtant avec le risque de leur donner une essence morale idéelle, détachée de leurs conditions socio-historiques de déploiement. Mais elle rend compte d'une certaine sensibilité potentiellement populiste, évoquée plus haut à plusieurs reprises, qui se distingue intrinsèquement d'une anthropologie libérale-cosmopolite (qui de son côté pense

[1713] *Ibid*., p. 19.
[1714] D. Eribon, *Retour à Reims*, Paris, Flammarion, 2018.
[1715] Voir notamment J.-C. Michéa, *Orwell anarchiste tory*, Paris, Flammarion, 2020.
[1716] B. Coquard, *Ceux qui restent*, *op. cit*., p. 187.
[1717] « Citation de Jean-Marie Le Pen », *Le Parisien*, [En ligne] https://citation-celebre.leparisien.fr/citations/97215.
[1718] « Citation de Gilles Deleuze », *Le Parisien*, [En ligne] https://citation-celebre.leparisien.fr/citations/301577

d'abord l'être humain dans son abstraction). Cette tendance à valoriser l'enracinement communautaire apparaît logique quand on sait que celui-ci rend compte d'un ensemble de liens marquant des solidarités concrètes, parfois posé en contraste avec une entité agissant comme son revers, telle la métropole parisienne, lieu souvent présenté en symbole d'impersonnalité et d'absence d'entraide dans le discours des enquêtés[1719].

Cette sensibilité à l'enracinement s'exprime également par le patriotisme de beaucoup de membres de ces classes sédentaires, que constate le sociologue dans son enquête, se manifestant d'ailleurs dans le culte de certains métiers comme ceux de pompier, de policier ou militaire, symboles de la noblesse de servir son pays[1720]. Mais le nationalisme banal qui caractérise les représentations des classes populaires enquêtées comporte une ambiguïté, entre xénophobie/racisme (qui pourra se « subjectiver » dans le vote populiste d'extrême droite) et côtoiement d'une certaine diversité, contrairement aux idées reçues, auxquelles certains tendent à les figer. Comme l'écrit Coquard,

> Les discours ethnicistes ou racialistes ont largement imprégné les milieux populaires ruraux, où par ailleurs la fierté d'être français a toujours constitué, indépendamment de l'orientation politique, une manière de se rattacher à une histoire valorisante, dans laquelle le critère de la naissance ou de la descendance joue à plein. Cependant, des proximités entre lesdits « petits Blancs » et les autres s'observent au sein même des groupes les plus sélectifs et solidaires que sont les « clans » d'amis. Dans ces espaces relégués, les uns et les autres sont amenés, par la force des choses, à grandir puis travailler ensemble ; et parfois à se considérer comme des « vrais potes », quitte à manœuvrer entre ces contradictions lorsque l'on est, comme Émilien, porteur d'un discours d'extrême droite mais ami de fils d'immigrés maghrébins[1721].

Ces représentations pourraient trouver un foyer autant dans un patriotisme universaliste un temps défendu par le Parti communiste français de Georges Marchais, que dans le Front/Rassemblement national lepéniste, qui profite de cet espace laissé vacant aujourd'hui. Ces dynamiques pourraient être mises en parallèle avec différents autres pays.

Également, le sociologue souligne d'autres choses relatives à certaines conceptions de la vie, parfois aptes à se traduire politiquement : d'abord un certain producérisme, se manifestant à la fois par un éloge de la concrétude du travail, ainsi qu'une volonté forte de

[1719] B. Coquard, *Ceux qui restent*, *op. cit*., p. 116.
[1720] *Ibid*., p. 116.
[1721] *Ibid*., p. 196.

ne pas passer pour un « cassos » (un « cas social », un assisté, un chômeur). En effet, il ressort constamment de ces discours populaires l'éloge du travail acharné et le mépris à l'égard de ceux qui n'en ont pas (« ça bosse pas, ça vaut rien[1722] »), alors qu'il s'agit de zones toujours plus précarisées, ce qui justifie probablement une rhétorique de stigmatisation de ceux qui « n'auraient pas souffert » de se mettre constamment en danger dans des emplois sans sécurité. Les longues études, notamment consacrées à des choses qui ne permettent pas directement l'intégration sur le marché du travail (comme des études supérieures en sociologie) se voient déconsidérées, alors que les formations scolaires courtes et efficaces sont favorisées, témoignant moins d'un anti-intellectualisme (qui peut cela dit exister) que d'une volonté de ne pas être une charge économique pour ses parents ou vu, par la communauté, comme quelqu'un qui « glande »[1723].

La valorisation du labeur s'accompagne d'une vision du monde comme « dur », face auquel il faut être réaliste : « ne pas être bisounours ». Cette phrase, par ailleurs utilisée abondamment à une époque par Marine Le Pen pour désigner une classe politique bien-pensante et qui ne reconnaîtrait pas l'insécurité[1724], signifie qu'il faut regarder les choses en face, sans angélisme. Comme le note Coquard, le FN/RN, contrairement aux conceptions libérales et pacificatrices du politique, assume que la vie est un combat, ce qui séduit un électorat dont les représentations de l'existence sont marquées par la dureté.

*

Si cette étude s'enracine dans une région particulière, elle permet tout de même de faire ressortir des logiques plus « universelles », qui amènent à prendre la mesure de certaines dimensions du mouvement des Gilets jaunes, par exemple. Elle offre un éclairage plus empirique sur les tensions identitaires qui caractérisent le populisme patrimonial, où si des

[1722] *Ibid*., p. 62.
[1723] *Ibid*., p. 88-89.
[1724] A. Ventura et M.-P. Haddad, « Zemmour : Le Pen dénonce des propos "excessifs" mais fustige la "France des Bisounours" », *RTL*, 06/10/2020, [En ligne] https://www.rtl.fr/actu/politique/zemmour-le-pen-denonce-des-propos-excessifs-mais-fustige-la-france-des-bisounours-7800884342.

formes de liens sociaux se manifestent, au point de pousser un auteur comme Christophe Guilluy vers l'optimisme, il est également possible de constater leur forte précarité.

Car les populations en question (que certains nomment le « peuple » ou les « gens ordinaires »), s'avèrent également aux prises avec un processus de désaffiliation sociale assez puissant. Les travaux de Jérôme Fourquet, encore une fois appliqués à la France, fournissent une grille de lecture plus sombre des évolutions économiques et culturelles de ce pays, en proie à la fragmentation du lien social. Avec son concept d'« archipélisation[1725] », le sondeur brosse le portrait sociologique d'une dynamique générale d'atomisation de la communauté nationale, qui ne se réduit pas à la « sécession des élites », thèse qu'il défend pourtant. À travers l'américanisation des références, le développement de la culture de masse et l'exacerbation de l'individualisme, l'épuisement du religieux et l'affaiblissement du syndicalisme, les majorités des classes moyennes et ouvrières se trouvent tout autant que les « élites » repliées sur elles-mêmes. Comme le note Pascal Perrineau, la déliquescence des institutions centrales que représentaient l'Église et le Parti communiste français incarne un paramètre de déliaison important, car celles-ci fournissaient des références (une plus à droite, l'autre à gauche) et des médiations fondamentales pour les classes populaires de l'Hexagone, et intégraient en leur sein tout un tissu associatif et communautaire (scoutisme, syndicats, etc.)[1726]. Suivant ce point de vue, allant dans le sens de l'analyse précédemment présentée d'Olivier Roy, le national-populisme apparaîtrait surtout comme une réponse postmoderne aux apories d'une « culture du narcissisme[1727] », tentant de reproduire, de façon peut-être perverse, du lien social.

Comme l'écrivent Yann Algan, Elisabeth Beasley, Daniel Cohen et Martial Foucault dans leur enquête sur les « origines du populisme[1728] » (et renvoyant notamment au mouvement des Gilets jaunes), trois crises marquent les sociétés contemporaines : politique, économique et culturelle. À plusieurs égards, ces trois sphères se rejoignent dans la forte

[1725] J. Fourquet, *L'Archipel français*, *op. cit*.
[1726] P. Perrineau, *Le populisme*, *op. cit*., p. 75.
[1727] Ch. Lasch, *La culture du narcissisme*, *op. cit*.
[1728] Y. Algan et al., *Les origines du populisme*, *op. cit*

dynamique d'individualisation des sociétés et la crise globale des institutions, ce que constate également Marcel Gauchet[1729].

> Ce sont en fait non seulement les perdants de la nouvelle économie, mais encore les perdants de la « sociétés des individus » qui trouvent dans le populisme l'expression politique de leur ressentiment. La société postindustrielle a conduit à plus d'autonomie ainsi qu'à un éclatement des structures sociales traditionnelles. Cette véritable rupture anthropologique a gagné toutes les dimensions de la vie sociale, qu'il s'agisse du travail, des structures familiales ou encore des territoires, dans tous les pays occidentaux[1730].

Comme le défendent les auteurs de l'ouvrage, l'option du repli identitaire apparaît comme sécurisante pour les sociétaires bénéficiant de peu d'intégration communautaire : c'est ce qu'ils constatent dans les zones désindustrialisées pro-Trump aux États-Unis et dans le Nord-Est français[1731]. Joel Kotkin abonde dans le même sens, soutenant également qu'aux États-Unis, la logique du capitalisme contemporain vient à saper les fondements d'un lien social ancré dans des formes culturelles[1732], participant de la séduction d'un populisme identitaire.

Selon le sociologue François Dubet, le ressort principal du populisme nationaliste loge dans la question du travail, des pertes de solidarités relatives à cette sphère et le mépris néolibéral à l'égard des travailleurs. En effet, la question laborieuse marque l'oubli du social, se transformant en passions tristes :

> Avec le ressentiment, la question sociale devient une question nationale et morale. La dignité des travailleurs est menacée. La montée du nationalisme, de la xénophobie, de la peur du déclassement et des pauvres ne peut être réduite aux seuls succès de propagandes perverses et d'idées fausses. Elle s'inscrit dans une économie morale défendant un certain type de société et de solidarité[1733].

Les quêtes identitaires prennent ainsi le relais d'un ancien modèle de société, autrefois défendu par la social-démocratie, en transformant notamment les sujets plus vulnérables en potentiels parasites.

> Mais le soupçon général envers les chômeurs et les bénéficiaires des prestations sociales procède de l'épuisement de la représentation du contrat social qui est au

[1729] M. Gauchet, *Le nœud démocratique*, *op. cit*.
[1730] Y. Algan et al., *Les origines du populisme*, *op. cit*., p. 31-32.
[1731] *Ibid*., p. 151.
[1732] J. Kotkin, *The Coming of Neo-Feudalism*, *op. cit*.
[1733] F. Dubet, *Le temps des passions tristes*, *op. cit*., p. 84.

> fondement de l'État-providence. Ce contrat reposait sur un imaginaire solidariste, sur l'idée que le travail donnait des droits en fonction de la contribution de chacun à la richesse nationale. Le travailleur et sa famille avaient des droits parce qu'ils donnaient à la société, parce qu'ils participaient à la prospérité de la « ruche », pour utiliser une célèbre image saint-simonienne[1734].

Dubet soutient même que cette crise néolibérale de l'économie morale résulte de l'épuisement de l'imaginaire égalitaire qui fondait l'État-nation de la deuxième moitié du vingtième siècle, comme garant politique et social de la solidarité :

> En définitive, l'économie morale du mépris et du respect défend une représentation de la société fondée sur le contrat social, la nation et l'individu tels qu'ils ont été constitués dans les sociétés industrielles nationales et le régime des classes sociales. Tandis que ces sociétés s'épuisent et que nous vivons dans le régime des inégalités multiples, l'imaginaire collectif des victimes des inégalités reste celui de la société perdue, celui de la société industrielle où chacun est à sa place, celui de la nation homogène et de l'État fort, protecteur et pleinement souverain. Au fond, la situation n'est guère différente de celle des sociétés européennes qui, au XIX^e^ siècle, étaient devenues romantiques et nostalgiques des ordres perdus, avant d'accepter la modernité. Non sans quelques retours du refoulé[1735].

Ainsi, il conviendrait de considérer que le retour des national-populismes identitaires ne représente pas tant la preuve de la « santé » de la forme nationale mais plutôt de ses pathologies postmodernes, en idéalisant un « monde d'avant » et une unité originelle n'ayant jamais véritablement existé, stimulant ainsi des conceptions nativistes de la nation.

Conclusion

À la lumière des manifestations du national-populisme contemporain, difficilement défendable dans ses incarnations politiques, ressort pourtant selon nous deux quêtes légitimes : celle de la souveraineté et de la communauté. La première est relative à l'exercice du pouvoir démocratique, censé représenter la volonté d'un ensemble politique distinct. La seconde renvoie justement à la nature de cette totalité sociale, s'incarnant à la fois dans certaines pratiques culturelles et une communauté de destin, donnant sens au terme de peuple, compris sous la modernité comme la nation démocratique.

[1734] *Ibid*.
[1735] *Ibid*. p. 88.

La dimension identitaire du populisme contemporain pose donc des questions sur les conditions de possibilité d'une société démocratique, sur la solidarité, l'être-ensemble et les identités collectives. Dans ce chapitre, nous avons tenté d'esquisser deux directions afin d'en saisir le sens, pouvant potentiellement entrer en contradiction. Après avoir raffiné notre définition du national-populisme, à la lumière de ses formes postmodernes, nous avons pu constater comment la question migratoire agit comme le thème central de la constitution de ces mouvements identitaires. Plus précisément, l'immigration en provenance de pays musulmans, car l'islam représenterait la figure-repoussoir idéaltypique pour les national-populismes occidentaux. Cette tendance réelle à l'islamophobie, s'exprimant autant en France, en Scandinavie, en Allemagne, en Italie, au Benelux, au Québec ou en Grande-Bretagne, fournit la base pour une opposition « civilisationnelle » entre des identités occidentales présentées comme « libérales » et l'ombre d'une menace traditionaliste et supposément rétrograde. Cette insécurité culturelle oscillerait, selon les perspectives que nous avons dégagées, entre la quête archipolitique d'une communauté nationale unie par un certain socle culturel, afin de s'opposer à la logique multiculturaliste des sociétés contemporaines, et une tendance à embrayer à partir du socle même de la déculturation postmoderne, où la valorisation mythifiée d'un mode de vie « national » ou « occidental » représenterait la perte de tout horizon commun.

Afin d'offrir un éclairage complémentaire pour l'interprétation des dynamiques identitaires des succès des formations populistes actuelles, nous nous sommes également tournés vers les travaux de Benoît Coquard sur les populations des campagnes en déclin du Grand-Est français, dans l'optique de mieux circonscrire, notamment, les représentations politiques structurantes d'un certain type de catégorie sociale, cadrant avec un certain discours à la fois nationaliste et « populaire ».

CHAPITRE 9
TECHNOPOPULISMES ET LOGIQUES POSTMODERNES : L'ÈRE DES « ANTIPOLITIQUES » ?

Introduction

Ce dernier chapitre, qui ne prétendra pas faire une synthèse des enjeux abordés, s'intéresse plus particulièrement aux logiques postmodernes traversant les populismes contemporains, notamment dans leur rapport aux technologies médiatiques. En effet, il s'agit de se focaliser plus précisément sur les formes du « télépopulisme » et autres « technopopulismes », dans leur capacité à s'hybrider avec des phénomènes technologiques et communicationnels actuels, suivant le cadre des mutations politiques fondamentales caractérisant les sociétés capitalistes avancées. C'est ainsi que nous pourrons constater de quelles façons une part de ce qui se trouve désigné comme « populisme » participe d'un travail de sape général des médiations de la société, mais généralement en suivant une dynamique qui le dépasse largement.

Pour ce faire, nous commencerons par présenter les élaborations théoriques existantes tentant de circonscrire le « télépopulisme ». Ensuite, nous porterons une attention particulière à l'Italie, souvent désignée comme le « laboratoire » privilégié du populisme, précisément dans ses moutures postmodernes. Une fois ces choses faites, nous pourrons prendre une perspective théorique plus large, notamment avec l'aide des écrits conceptuels de Michel Freitag, afin de considérer comment l'arrimage du populisme aux transformations technologiques peut s'inscrire plus généralement dans la cybernétisation du social. Ces bases posées, nous explorerons les hypothèses d'un « techno-césarisme » comme nouveau mode d'exercice du pouvoir, reprenant à son compte certains éléments du leadership populiste pour finalement s'en dégager au profit d'une normativité managériale.

Pour terminer, nous nous intéresserons plus en détail à l'émergence médiatique d'un nouveau bloc illibéral dans le monde occidental, dont le national-populisme pourrait

apparaître comme une manifestation. Ce point focal sur la dimension plus idéologique des transformations communicationnelles contemporaines permettra d'équilibrer la thèse d'une hybridation purement instrumentale et post-idéologique du populisme avec les technologies médiatiques. Nous conclurons finalement en évoquant le sombre avenir que porte l'ère de la « post-vérité », comme phénomène postmoderne qui dépasse qualitativement le champ du populisme, lequel apparaît plutôt comme un révélateur.

9.1 « Télépopulisme », « télé-politique » : premières investigations

Dans son ouvrage fondamental sur le sujet, auquel nous avons maintes fois renvoyé dans cette recherche, Pierre-André Taguieff mobilisait le terme de « télépopulisme » afin de définir une manifestation politique inédite. En prenant appui sur les travaux de Giovanni Sartori, qui parlait de « vidéopolitique » dans l'optique de désigner une nouvelle démagogie médiatique propre à la société italienne dès la décennie 1990, le politiste et historien des idées entendait compléter la typologie des populismes réalisée par Margaret Canovan afin de rendre compte d'une expression hypercontemporaine de ce phénomène, investissant le champ télévisuel. Dans la préface à la nouvelle édition de son livre, il resynthétise ainsi sa définition du populisme tel qu'il se déploie dans les années 2000 :

> On caractérisera l'appel au peuple comme « populiste » lorsqu'il se passe de médiations institutionnelles et court-circuite ainsi le système politique. Ce qui est décisif, dans la politique antipolitique contemporaine, c'est ce qui se produit dans l'espace médiatique : les nouvelles technologies de communication ont favorisé la mise en place de nouveaux rites de la lutte politique, où la personnalité du leader-démagogue est mesurée par la popularité de son image télévisuelle. Le néopopulisme, en Europe et hors d'Europe, est un télépopulisme[1736].

L'usage de ce néologisme entend caractériser un type de style politique s'hybridant avec l'univers technologique contemporain. Il s'agit selon lui d'une « forme de populisme adaptée aux exigences de la médiatisation télévisuelle et susceptible d'infléchir en même temps tous les types classiques de populismes[1737] ». Il rend compte d'une inflation d'un type inédit de personnage politique, se lançant dans le jeu électoral : Ross Perot, Alberto

[1736] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 32-33.
[1737] *Ibid*., p. 213.

Fujimori, Christoph Blocher, Carlos Menem, Bernard Tapie, bref, des démagogues charismatiques possédant généralement bien les codes du marketing et du monde entrepreneurial[1738].

> Ce bonimenteur s'adresse au « peuple » pour le faire rêver : il est l'homme de toutes les promesses et vise idéalement tous les publics. Mais il s'adresse à ses publics principalement par la télévision. Démagogue télégénique, grand comédien de l'âge de la « vidéopolitique » – selon l'expression justifiée introduite par Giovanni Sartori –, ce type de leader populiste est le plus souvent un homme d'affaires ou un chef d'entreprise qui a réussi, et offre ainsi la possibilité d'identifications imaginaires fortes : Ross Perot aux États-Unis, Silvio Berlusconi en Italie, Stanislaw Tyminski en Pologne, Fernando Collor de Mello au Brésil, Bernard Tapie en France. Il s'agit bien d'une nouvelle figure historique du Sauveur : le démagogue « télépopuliste » est reconnu comme tel par le peuple (*dêmos*) ou une importante fraction de l'opinion. Le démagogue populiste qu'on dira « classique », quant à lui, se contentait d'être acclamé par une foule enthousiaste : du « brave général » Boulanger à Pierre Poujade, il était le porte-parole de couches sociales menacées et en révolte. Le recours systématique à l'outil télévisuel fait surgir un nouveau type de démagogie, lié à l'emprise croissante du marketing sur la politique[1739].

Ces différentes figures, qui émergent vers la fin des années 1980 pour se propager ensuite dans la décennie suivante jusqu'au deuxième millénaire, marquent l'émergence d'une nouvelle classe dominante attirée par la politique, souhaitant la « moderniser », suivant la logique d'un néolibéralisme ayant vocation à devenir hégémonique, et opposer ainsi, selon les termes précédemment utilisés, une logique d'incarnation supposément populaire, permise par les nouveaux médias, au détriment du système représentatif.

Philosophe spécialiste de Saint-Simon, Pierre Musso utilise de son côté le concept de « télé-politique[1740] », quelques années plus tard, afin de désigner une forme nouvelle de quête et d'incarnation du pouvoir. Dans ce premier ouvrage sur le sujet, il réfute justement le concept de « télépopulisme », trop équivoque selon lui, afin de préférer ce terme plus englobant pour décrire une mutation fondamentale du politique, qui s'inscrit dans le champ sémantique de l'entreprise privée, et dont le « sarkoberlusconisme » (les politiques des présidents télégéniques Silvio Berlusconi et Nicolas Sarkozy) s'avère le témoignage de l'époque.

1738 *Ibid*.
1739 *Ibid*., p. 211-212.
1740 P. Musso, *Télé-politique*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2009.

Musso refuse aussi le vocable de « télécratie ». Or, le philosophe de la technique Bernard Stiegler mobilise justement ce néologisme afin de caractériser, dans une perspective théorique assez générale, une logique de destruction de l'espace public et politique, s'enracinant dans ce qu'il nomme le « populisme industriel[1741] ». En effet, ce type contemporain de populisme, inscrit dans une société de massification spectaculaire, participerait à « désindividuer » les sujets et substituer, à la figure démocratique du citoyen, celle de consommateur de marchandises télévisuelles[1742].

Or, au-delà des duels théoriques sur l'usage des termes, ces différentes analyses semblent pouvoir converger. Les trois intellectuels français s'entendent sur la dynamique générale qui traverse les sociétés dites postmodernes : elles s'avèrent marquées par une dévalorisation du politique, transformé par la globalisation techno-marchande. Cette réalité pourrait représenter le témoignage ultime du populisme considéré ici comme *refus des médiations*, passant au-delà des structures instituées et instituantes du social afin de nourrir le fantasme de fusion entre l'individu-consommateur et la masse incarnée instantanément par un démagogue mobilisant à son profit les réseaux de communication, eux-mêmes logeant dans un capitalisme numérisé.

9.2 Le laboratoire italien des populismes postmodernes

Beaucoup d'analystes voient dans l'Italie, après un vingtième siècle latino-américain, la terre d'élection du néo-populisme. « Silicon Valley du populisme » selon Giuliano da Empoli[1743], la péninsule se trouve souvent décrite comme le terreau de ce type politique[1744]. Pierre Musso considère de son côté cette nation comme le « laboratoire de l'anti-politique[,] du fait de sa méfiance historique envers l'État[1745] ». Pour le politiste Marco Revelli, un des paramètres définitoires des différents populismes italiens réside dans la forte personnalisation de ces mouvements, comme en témoignent le berlusconisme, le

[1741] B. Stiegler, *La télécratie contre la démocratie*, Paris, Flammarion, 2008, p. 19.
[1742] *Ibid*.
[1743] G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 36.
[1744] M. Revelli, *The New Populism*, *op. cit*., p. 167.
[1745] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 133.

« grillisme » (Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo) ou encore le « renzisme » (Matteo Renzi)[1746]. Nous reviendrons sur ces courants contemporains.

Pour l'instant, alors que se consolide au pouvoir, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le parti post-fasciste Fratelli d'Italia mené par Giorgia Meloni, succédant au gouvernement de coalition archétypiquement populiste de la Ligue de Salvini et du M5S de Grillo, il convient de se tourner brièvement vers certains des mouvements antisystème marquants de ce pays. En remontant dans leur histoire politique moderne, il apparaît important de rappeler l'existence, en premier lieu, du Frente dell'Uomo Qualunque de Guglielmo Giannini dans les années 1940, qui représente d'ailleurs pour le spécialiste Marco Tarchi le prototype du populisme patrimonial européen[1747]. En effet, en mettant de l'avant la figure de l'homme ordinaire contre les élites étatiques et fiscales, le *qualunquismo* pose les bases d'un mouvement « antipolitique » remonté contre la classe dirigeante, agissant comme modèle des protestations à la fois libérales et identitaires. On pourrait aussi nommer la figure d'Achille Lauro à Naples dans les années 1950-1960, armateur, dirigeant d'un club de football et maire de la même ville, qui la dirigea en mobilisant les codes de la radio mais aussi de la télévision, qui se développe à l'époque[1748]. Ensuite, la force du Parti communiste italien (PCI), qui propose une synthèse sémantique entre peuple et prolétariat, de même que l'existence du parti néofasciste Mouvement social italien (MSI), accapareront avec une dimension idéologique plus assumée les affects national-populaires pendant plusieurs décennies où le radicalisme politique est en vogue, jusqu'aux fameuses années de plomb.

Mais, à la toute fin des années 1980, émerge la Ligue du Nord, qui s'inscrira dans le retour global des populismes européens. Selon Diamanti et Lazar, elle représente

> la « mère » des populismes italiens de ces trente dernières années. Bien que très différente de Forza Italia, elle présente aussi les traits, reconnaissables et bien marqués, du « parti personnel ». Elle est l'autre artisan de la Deuxième République, qu'elle a contribué à fonder en œuvre activement, dans les années 1980, pour enfoncer la Première. Dès ses origines, la Ligue attire et mobilise les classes moyennes privées de la province productrice du Nord. Elle possède une identité forte et marquée : anticentraliste et antiromaine[1749].

[1746] *Ibid*.
[1747] M. Tarchi, *Italia populista*, *op. cit*., p. 149.
[1748] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 82-83.
[1749] *Ibid*., p. 109.

Sous l'impulsion d'Umberto Bossi, la Ligue du Nord, héritière de la Ligue lombarde (et de d'autres ligues régionales : Piémont, Vénétie, etc.), propose un populisme séparatiste qui entend détacher un territoire fictif, la Padanie, de la République italienne, afin de former une nouvelle entité politico-économique, débarrassée de la partie méridionale de la péninsule, considérée comme peu laborieuse et vivant aux crochets du Nord[1750]. Cette force politique, qui se reconfigurera en souverainisme eurosceptique et anti-immigration sous Matteo Salvini, laisse plusieurs traces populistes dans la vie démocratique italienne : un leadership fort au style polémique et non conventionnel, ainsi qu'un parti-mouvement, au-dessus des codes du système représentatif.

Mais le moment le plus emblématique de la révolution postmoderne du populisme italien s'avère probablement l'ascension de Silvio Berlusconi, avec son mouvement Forza Italia. Magnat de la télévision et figure du monde publicitaire, il capitalise sur l'opération Mains propres, soit une série d'enquêtes relatives à la corruption de l'État, scandale éclaboussant les deux partis traditionnels que sont les Démocrates-chrétiens et le Parti socialiste italien, afin de se poser en alternative à la classe politique en place et donner corps à un néo-populisme médiatique. Ce parti alternatif se trouve « fondé à la veille des élections législatives de 1994 par l'homme d'affaires italien avec le concours direct de ses chaînes de télévision et l'appui indirect de ses entreprises, la Finninvest et Pubblitalia[1751] ». Le mouvement Forza Italia de Silvio Berlusconi agit comme la pierre angulaire d'un nouveau style politique, participant à forger en science politique le concept de télépopulisme précédemment évoqué. Selon Guy Hermet, cette formation s'inscrit « dans le répertoire d'une antipolitique "postidéologique"[1752] ». Marco Revelli abonde dans le même sens, soulignant l'absence pratiquement totale de matrice idéologique donnant une consistance au mouvement[1753]. Distinct des partis traditionnels, Forza Italia se caractérise par sa forte personnalisation (tout tourne autour du fondateur et leader Berlusconi), son discours entrepreneurial et ses qualités dans la mise en scène médiatique[1754]. « Président-

[1750] Voir notamment, en langue italienne, I. Diamanti, *La Lega*, Rome, Donzelli, 1995.
[1751] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 394.
[1752] *Ibid*., p. 395.
[1753] M. Revelli, *The New Populism*, *op. cit*., p. 171.
[1754] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 106.

entrepreneur[1755] » qui s'affirme surtout dans un positionnement « anti » (antisystème, anti-communiste, anti-politique, anti-parti, anti-État[1756]), l'essentiel de son cadre tourne autour de la normativité néolibérale de l'efficacité. Hermet définit en ces termes son « idéologie », fluctuante :

> Elle défend l'idée que, afin de réduire les impôts en taillant dans les coûts exagérés de la protection sociale, l'État devrait être géré selon le « sens commun » comme toute entreprise sérieuse. De même, le parti de Berlusconi combine l'européisme et l'antieuropéisme juste ce qu'il faut – à la façon des conservateurs britanniques – pour se calquer sur les sentiments mêlés de son auditoire. Il exalte aussi les valeurs familiales, sur lesquelles tout le monde s'accorde, ou vante les mérites du libre jeu du marché tout en convenant que celui-ci doit respecter les traditions italiennes. Et si son leader ne répugne pas à se prêter à un certain culte du chef, c'est plus exactement celui du président-directeur général inspiré. À cela s'ajouter le fait que le populisme médiatique de Forza Italia n'est pas seulement télévisuel. Quand, par exemple, il déclare vouloir restaurer le prestige de l'Italie, Berlusconi le démontre en finançant des clubs de football tenus de flatter la fibre nationaliste de ses compatriotes[1757].

La figure de Berlusconi représente ainsi, probablement, à la fois la synthèse postidéologique du populisme italien, de même qu'une expression de la mutation entrepreneuriale du discours populiste contemporain, tout en prenant un caractère ludique et spectaculaire, son slogan renvoyant aux cris des supporters lors des matchs de la *Squadra Azzurra* (l'équipe nationale italienne de football), présentant effectivement son camp comme une équipe sportive.

Afin de caractériser plus globalement cette nouvelle vague de la politique italienne, Mény et Surel écrivaient au début des années 2000, que

> les partis politiques ont gagné en leadership ce qu'ils ont perdu en idéologie : D'Alema, Prodi, Berlusconi, Fini, Bossi sont en Italie les nouveaux protagonistes d'un jeu politique qui mêle leaders démocratiques et leaders populistes, la frontière entre les deux types étant parfois particulièrement mince et fluctuante[1758].

Cette ère d'hyperpersonnalisation de la politique prend place dans un pays qui voit ses institutions représentatives plus facilement ébranlées que dans d'autres pays occidentaux,

---

[1755] P. Musso, *Le temps de l'État-entreprise*, *op. cit*., p. 36.
[1756] *Ibid*., p. 39.
[1757] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p.
[1758] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 109.

qui a connu le totalitarisme fasciste ainsi que les affres d'un parlementarisme clientéliste autour de partis tout-puissants et corrompus.

Presque dix ans plus tard, c'est l'émergence du comique Beppe Grillo comme homme politique et leader protestataire du Mouvement 5 Étoiles (M5S) qui marque un nouveau palier du populisme italien. Showman apprécié de la péninsule, il fait d'abord carrière dans l'humour, où il mobilise son sens de la répartie et son impertinence pour ridiculiser la classe politique dans ses spectacles, notamment dans des émissions télévisées satiriques durant les décennies 1980-1990. Son entrée véritable en politique se fait via la création de son blog personnel dans le milieu des années 2000, très consulté par les Italiens, et l'animation de deux journées populaires nommées le « V-Day » (un hommage au débarquement D-Day du débarquement de Normandie), soit le « Vaffanculo Day » en 2007 et 2008. Signifiant « va te faire foutre », ces deux événements (reprenant l'imagerie contestataire de la bande dessinée à sensibilité libertaire *V pour Vendetta* d'Alan Moore), visent à exprimer un ras-le-bol collectif contre l'élite politique, la corruption et le système électoral du pays[1759]. C'est à leur suite que se met en branle le Mouvement sous l'impulsion de Grillo et de son acolyte, l'entrepreneur web Gianroberto Casaleggio, mobilisant des plateformes comme *Meetup* pour proposer une alternative de démocratie plus directe. En effet, le M5S s'impose dès ses débuts comme une proposition politique digitale, à travers la communication par internet et la formation d'une autre plateforme, *Rousseau*, en l'honneur du philosophe. Comme le souligne Revelli, le « grillisme » représente une expression du passage du télépopulisme au cyberpopulisme, preuve d'une mutation médiatique[1760]. Federico Tarragoni définit le M5S de la sorte :

> Il s'agit d'un mouvement contestataire, revendiquant la transparence des politiques publiques, la démocratie directe, l'usage d'Internet pour renforcer la participation citoyenne, l'écologie et les droits des minorités, en particulier sexuelles. De simples citoyens, souvent sans expérience politique préalable, créent sous son égide des listes pour les élections locales. Les « cinq Étoiles » renvoient aux points fondamentaux de leur programme : l'eau publique, l'environnement, le développement, la connectivité et les transports. Autant d'enjeux considérés

[1759] J. Dousson, *Un populisme à l'italienne ? Comprendre le Mouvement 5 Étoiles*, Paris, Les Petits Matins, 2018.
[1760] M. Revelli, *The New Populism*, *op. cit*., p. 179.

> postidéologiques par les militants des *meetups*, car renvoyant à des biens communs censés n'être ni « de droite » ni « de gauche »[1761].

En lançant son mouvement, Grillo, se faisant appeler « *capopolo*[1762] » (chef-peuple), s'est ainsi transformé en fer de lance d'une « antipolitique » à la fois numérique et personnalisée, de même qu'un catalyseur rusé d'une défiance à l'égard des élites italiennes, s'expliquant par des situations objectives de corruption et de stagnation démocratique.

Selon da Empoli, le Mouvement 5 Étoiles s'avère une pièce fondamentale du puzzle politique en Italie, ayant ouvert la voie aux formes plus autoritaires du populisme comme la Ligue ou plus tard Fratelli d'Italia. Comme il l'écrit,

> En Italie, sans l'algorithme postidéologique du Mouvement 5 Étoiles, qui a récolté un tiers des voies des Italiens aux élections grâce à une plateforme sans aucun contenu politique et donc prête à être utilisée par n'importe qui pour arriver au pouvoir, Salvini n'aurait pas aujourd'hui le rôle qu'il a[1763].

Se voulant « ni de droite, ni de gauche » et « antipolitique », il représenterait un « techno-populisme postidéologique[1764] »,

> fondé non pas sur les idées mais sur les algorithmes mis au point par les ingénieurs du chaos. Il ne s'agit pas, comme ailleurs, d'hommes politiques qui engagent des techniciens, mais bien de techniciens qui prennent directement les rênes du mouvement en fondant un parti, en choisissant les candidats les plus aptes à incarner leur vision, jusqu'à assumer le contrôle du gouvernement de la nation entière[1765].

En tant que « parti attrape-tout[1766] », assez représentatif des logiques populistes contemporaines, le M5S possède la capacité d'agréger en son sein des perspectives idéologiques opposées et contradictoires, et ainsi de s'adapter de façon opportuniste aux passions du moment (notamment identitaires), mais aussi de se trouver objet de manipulations par des *spin-doctors* voulant faire avancer un certain agenda politique. C'est probablement en suivant un peu de ces deux dynamiques que le mouvement de Grillo se coalisera avec la Ligue de Matteo Salvini, parti d'extrême droite avec lequel il formera un gouvernement populiste dont l'essentiel du programme sera capté par la critique de

---

1761 F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, op. cit., p. 310.
1762 *Ibid*., p. 311.
1763 G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 40.
1764 *Ibid*.
1765 *Ibid*.
1766 I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 111.

l'immigration, dans le contexte de la gestion des réfugiés traversant la Méditerranée pour demander l'asile à Lampedusa.

Mais Federico Tarragoni, défenseur d'un certain populisme de gauche, malgré le fait qu'il constate une mutation idéologique du Mouvement 5 étoiles en cohabitant avec la Ligue (notamment par l'exaltation postpolitique de l'homme ordinaire[1767]), voit dans ses formes originelles l'expression d'une tentative de radicalisation démocratique. Comme il le souligne dans son étude, le M5S a d'abord fait campagne sur des enjeux progressistes, proposant des lois anti-corruption, une certaine défense des travailleurs précaires, un revenu universel de citoyenneté, une transition écologique, un avancement de l'âge de la retraite, etc.[1768]

Nous l'avons évoqué, le prochain moment du populisme italien représente son virage identitaire, marqué par la transition de la Ligue du Nord vers un souverainisme droitier sous l'impulsion du personnage charismatique Matteo Salvini, qui conclura une entente avec le Mouvement 5 Étoiles. Selon certains observateurs, un des maîtres à penser de l'opération s'avérerait notamment l'intellectuel marxiste et médiatique Diego Fusaro, philosophe critique au style populiste, n'hésitant pas à mobiliser la théorie critique de l'École de Francfort ou Antonio Gramsci pour mettre de l'avant un souverainisme anti-immigration[1769], flirtant parfois avec le conspirationnisme.

La Ligue sous Salvini, qui troquera son régionalisme séparatiste pour un nationalisme protectionniste fonctionnant au slogan de « L'Italie d'abord[1770] », défend un populisme au caractère idéologique plus cadré, proche des extrêmes droites européennes, mais possédant toujours cette élasticité propre à ces courants politiques. C'est sa montée en puissance, culminant avec l'alliance avec le M5S, qui fera dire à Steve Bannon, dans le cadre d'une conférence en Italie, que Rome est de nouveau le centre de l'univers politique[1771], et que

[1767] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 316.
[1768] *Ibid*., p .312.
[1769] A. Moura, « Emmanuel Macron face au défi italien », *FigaroVox*, 28/05/2018, [En ligne], https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/05/28/31001-20180528ARTFIG00117-emmanuel-macron-face-au-defi-italien.php.
[1770] E. Toscano, « L'Italie à l'ère du populisme : entre souverainisme et antipolitique. Le cas de la Ligue et du Mouvement 5 Étoiles », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, [En ligne] https://www.erudit.org/fr/revues/ncs/2020-n23-ncs05186/92904ac.pdf, p. 111.
[1771] G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 34.

les populistes de gauche et de droite oubliant leurs divisions pour faire face au « parti de Davos » représentent l'avenir d'une « internationale nationaliste ». C'est dans ce *momentum* que pourra émerger Giorgia Meloni et porter ensuite au pouvoir le parti postfasciste Fratelli d'Italia. Si ce courant s'inscrit clairement du côté de l'extrême droite identitaire, certains comme Thibault Muzergues y voit l'expression d'un « postpopulisme », quittant le logiciel disruptif de l'opposition « peuple-élite » pour réactiver le clivage gauche-droite[1772].

Finalement, afin de compléter ce portrait non exhaustif du populisme italien, il apparaît important de mentionner la figure de Matteo Renzi (sur laquelle nous reviendrons), représentant une variante « libérale » de cette catégorie politique. En effet, l'ancien maire de la ville de Florence, ayant dirigé le gouvernement national en 2014-2016, s'est fait le chantre d'un « populisme d'en haut[1773] », distinct de ses concurrents. Surnommé le « broyeur » et promettant d'« envoyer à la casse toute la vieille classe politique[1774] », Renzi se distingue par sa capacité à mettre de l'avant un style populiste afin de rendre plus attractive la démocratie parlementaire et défendre un réformisme centré autour de sa personnalité charismatique. Selon Marc Lazar, son style politique s'inscrit sur certains points dans la continuité de Berlusconi :

> Comme Silvio Berlusconi, mais avec un contenu différent, il rompt avec les conventions attendues d'un responsable politique dans son langage, sa gestuelle, son hexis corporel, sa façon de s'habiller. Il s'affirme comme un outsider par rapport aux élites politiques, économiques et culturelles qui dominent l'Italie. Virtuose de la communication, maestro de la télévision, adepte des réseaux sociaux, brillant orateur parlant le plus souvent sans note dans des shows à l'américaine, il a le sens de la réplique et sait forger des phrases percutantes[1775].

[1772] T. Muzergues, *Postpopulisme*, *op. cit*.
[1773] M. Revelli, *The New Populism*, *op. cit*., p. 183.
[1774] M. Lazar, « L'expérience gouvernementale de Matteo Renzi. Un progressisme populiste », *Parlement[s]*, 2022/1, num. 35, p. 97.
[1775] *Ibid*., p. 102.

9.3 Mutations communicationnelles et mise en scène populiste

Il y a maintenant déjà quelques décennies, le sociologue catalan Manuel Castells popularisait l'expression de « sociétés en réseaux », qualificatif utilisé pour comprendre les évolutions technologiques de la fin du vingtième siècle et leur impact général dans le contexte de la mondialisation, suivant ce qu'on a appelé les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication)[1776]. Dans nombre de ses écrits critiques, Michel Freitag propose avec une certaine acuité une analyse des transformations fondamentales marquant les sociétés postmodernes, en intégrant les questions techno-communicationnelles dans ce contexte plus large. Durant les années 1990, il considère l'avènement d'une « société informatique[1777] » comme expression d'une mutation profonde du social, envisageant l'être-ensemble sur le seul mode d'un « méga-réseau continu[1778] ». Avec le développement de l'ordinateur, de l'internet, de l'intelligence artificielle et plus tard de la régulation algorithmique, les structures politico-économiques adoptent un mode de reproduction « communicationnel-informationnel[1779] », sapant les architectures institutionnelles au détriment d'une « mise en forme » réticulaire. Pénétrée par les logiques de la cybernétique et des impératifs du capitalisme néolibéral, la société informatique se caractérise par un procès général de dépolitisation et de désinstitutionnalisation, soit de « dissolution progressive de toute référence normative et identitaire synthétique à la société comprise comme totalité[1780] ».

Cet univers prend la forme d'un monde automatisé, traversé par des flux et des *inputs* et *outputs* circonstanciels, où le codage remplace l'institution symbolique. La réalité décrite rend compte de ce que nous avons déjà désigné plus haut dans notre recherche, avec Alain Supiot, comme la « gouvernance par les nombres ». Tel que l'écrit le juriste,

> comme la planification, elle substitue le calcul à la loi comme fondement de la légitimité de la norme. Cette norme opère de l'intérieur, à la manière de la norme biologique ou du logiciel d'un ordinateur, par le simple jeu du calcul d'utilité

[1776] M. Castells, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001.
[1777] M. Freitag, « La société informatique et le respect des formes », dans *Le Naufrage de l'université*, Québec, Nota Bene, 1998, p. 197.
[1778] *Ibid*., p. 198.
[1779] *Ibid*.
[1780] *Ibid*., p. 202.

> individuelle. La notion de gouvernance désigne cette intériorisation de la norme et l'effacement de l'hétéronomie[1781].

De la même façon que les mutations postmodernes peuvent nous permettre de rendre compte des dynamiques hyperpolitiques propres à certaines manifestations national-populistes, l'ère des technopopulismes semble plutôt pointer vers une tendance (même souvent assumée) au rejet du politique. En effet, plusieurs de ces phénomènes, tirant pleinement à leur avantage les transformations communicationnelles, témoignant de ce que Pierre Musso a nommé « le temps de l'État-Entreprise[1782] ». Face au lieu vide de l'institution symbolique du social supposément propre au régime représentatif, les figures médiatiques postmodernes s'affirmeraient ainsi comme les restauratrices d'un principe d'incarnation, mais ancré dans la religion industrielle et entrepreneuriale, plutôt que dans l'ordre politique.

> Voilà notre thèse : la désymbolisation et la désincorporation du politique n'a pas laissé durablement vacant le « lieu vide » de la démocratie identifié par Lefort. Avec l'industrialisation, le lieu vide du symbolique a été investi par l'anti-politique, c'est-à-dire par la techno-science-économie, au profit de l'Entreprise[1783].

Dans le monde postpolitique, les nouvelles technologies médiatiques s'avèrent à la fois un catalyseur et une manifestation d'une logique de mise à mal profonde de l'espace public comme lieu dialectique, c'est-à-dire autant une arène de conflit qu'un point d'ancrage du commun.

> La réalité médiatique se présente plutôt comme un simple tissu, réseau, ou mieux comme un ensemble de flux – dont les sources émettrices sont indéfiniment multiples et changeantes – qui interfèrent les uns avec les autres en n'opérant que de manière circonstancielle et latérale les uns sur les autres, à travers les signes qui les constituent, pour produire à toutes leurs intersections des champs, des impacts et des apparitions de « réalités », elles aussi purement circonstancielles, locales, fugaces et arbitraires[1784].

C'est dans ce contexte de virtualisation que s'affirme le marketing comme technologie de communication, favorisant la propagande marchande au détriment de la persuasion rationnelle.

[1781] A. Supiot, *La gouvernance par les nombres*, *op. cit*., p. 174.
[1782] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*.
[1783] *Ibid*., p. 27-28.
[1784] M. Freitag, « La société informatique et le respect des formes », *loc. cit*., p. 207.

> Il est devenu l'espace de la publicité comprise comme « pub », comme *advertizing*, comme marketing. Pour résumer, disons que si, dans sa forme même, l'espace public classique était caractérisé essentiellement par une fonction politique et culturelle de légitimation, et qu'il trouvait donc fondamentalement sa source dans des idéalités normatives, la forme de l'espace public contemporain a désormais été entièrement assujettie à l'immédiate matérialité ou empiricité des flux communicationnels et informationnels qui le constituent dans leur mouvement même, et avec lesquels ils s'identifie beaucoup plus qu'il ne leur fournirait un espace de diffusion, autre que technique. Dans ce sens, le lieu de la « transparence » que voulait être l'espace public est devenu entièrement opaque à mesure qu'il se convertissait en champ publicitaire, et sa définition n'est plus sujette à des débats de principes, elle n'est plus elle-même qu'objet de recherches purement empiriques[1785].

Dans cet espace publicitaire, qui donc ne respecte plus la distinction classique entre public (commun) et privé, s'imposent ainsi les technologies médiatiques (elles-mêmes portées par des intérêts privés), mobilisant les codes de la mise en marché afin de « vendre » des options politiques, notamment populistes.

> Ce que la communication et l'information ainsi déployées et agissantes tendent finalement, objectivement, à dissoudre, c'est le fondement de possibilité d'une communication et d'une praxis interpersonnelles effectives orientées vers la recherche réfléchie d'une synthèse publique impliquant un engagement normatif commun et un partage collectif des objectifs légitimes de l'action sociale, et qui passe alors nécessairement par la forme politique entendue au sens large de la *politheia*. Les médias refoulent une telle communication et une telle action proprement symboliques dans le domaine de la vie et des relations interpersonnelles privatisées et, en tant que telles, indifférentes à l'orientation, au développement et à la régulation de la vie sociétale effective, qui se trouve régie de manière non critique, non dialogique et non réfléchie par une multitudes [sic] de « mécanismes autonomisés » dont les médias, au sens large que j'ai donné ici à ce terme, représentent en même temps le mode d'interconnexion, le moyen opératoire et la substance même[1786].

*

De la télévision commerciale aux réseaux sociaux, les « télépopulismes » et « cyberpopulismes » représentent bien l'investissement antipolitique de ces potentialités techno-démagogiques. Cette logique se manifeste notamment par la mise en scène « télé-

[1785] *Ibid*., p. 217.
[1786] *Ibid*., p. 218.

réelle[1787] » du leader charismatique, comme Berlusconi ou Trump, qui maîtrisent les codes du divertissement télévisuel. Musso parle à cet effet de l'art de « l'*emotainment* » du *Cavaliere*, véritable professionnel de la mise en scène émotionnelle[1788], mais aussi de Trump, ancienne vedette de télé-réalité grâce à sa série *The Apprentice*[1789]. Comme l'écrit encore le philosophe,

> Dans la logique de Berlusconi, la télévision n'est pas simplement l'outil d'un pouvoir, elle est le moyen qui met en relation plusieurs sphères d'activité : elle est le lien et le lieu, peut-être le principal en cette époque, où s'échange et se transforme du temps social, le temps donné par les téléspectateurs, elle engrange et accumule les ressources publicitaires et plébiscitaires. Elle est l'un des moyens de transmutation du temps en argent, en actes d'achat et/ou en votes[1790].

L'avènement de la télévision marque effectivement un moment fort dans le développement communicationnel du capitalisme de consommation de masse. Bernard Stiegler en fait un pilier du « populisme industriel », massifiant les comportements et sapant la responsabilité politique :

> En tant qu'elles mettent essentiellement en œuvre des dispositifs de télé-communication (télé-graphie, télé-phonie, radio-télé-diffusion, télé-vision, réseaux de réseaux, etc.), les technologies d'aujourd'hui constituent, comme organes de pouvoir, comme télé-*cratie*, ce qui menace et ruine de l'intérieur la démo-*cratie*[1791].

Si les technologies pourraient cependant être réappropriées démocratiquement selon le philosophe de la technique, il n'en demeure pas moins que leur structure actuelle repose sur la publicité, marquant un *capitalisme pulsionnel*[1792], dont l'ancien PDG de TF1 Patrick Le Lay a dévoilé sans vergogne la logique : il s'agit, en tant que propriétaire d'une chaîne de télévision, de « vendre du temps de cerveau disponible » à Coca-Cola[1793]. Ce dispositif techno-marchand prend la forme d'une invitation à jouir, constamment et immédiatement, des produits de consommation, en investissant l'économie libidinale du sujet au détriment de l'examen rationnel. Le ciblage de ce que le philosophe Dany-Robert Dufour nomme

---

[1787] G. Balandier, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Fayard, 2006, p. 151. Le terme est repris par Pierre Musso.
[1788] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 44.
[1789] *Ibid*., p. 64.
[1790] *Ibid*., p. 45.
[1791] B. Stiegler, *La télécratie contre la démocratie*, *op. cit*., p. 35.
[1792] *Ibid*., p. 14.
[1793] *Ibid*.

« l'âme d'en bas[1794] », c'est-à-dire la pulsionnalité de l'individu, représente un fondement de la manipulation publicitaire, tel que l'avait déjà remarqué Edward Bernays en 1929, produisant un type de propagande propre aux démocraties libérales de masse[1795]. Dans le cadre de cette économie pulsionnelle, la société génère non pas des citoyens mais des égo-grégaires[1796], dominés par leurs envies instantanées, souvent créées par les publicitaires, et piégés par les démagogues télégéniques. Suivant cette perspective, le peuple se trouve réduit à une audience, et sa participation s'avère factice, filtrée par les codes de la télé-réalité, comme en témoigne par exemple la dimension plébiscitaire de l'élection de son candidat favori à une émission de type *Star Académie*[1797]. Comme le souligne Musso en reprenant encore l'exemple paradigmatique de Berlusconi, rénovant l'État en entreprise télévisuelle, « [p]ar cette effraction, il n'a fait que pousser à son terme la logique commerciale en traitant le citoyen-électeur comme un téléspectateur-consommateur, c'est-à-dire en ménageant son passage du *caddy* au bulletin de vote, *via* la télécommande[1798] ». Plus globalement, nous ferions face à une « organisation télécratique » de « foules artificielles ». Afin de saisir cette transformation de grande ampleur, Stiegler reprend Freud pour penser les paramètres d'une nouvelle massification démagogique :

> À partir des analyses de Le Bon, Freud montre qu'il existe aussi des « foules artificielles », ou « conventionnelles », qu'il analyse à travers les exemples de l'Église et de l'Armée. Il montre également que de telles foules tendent aussi à se trouver ce que l'on appelle un *meneur* – un « conducteur » ; en allemand : un *Führer*.
>
> Or, les industries de programmes sont aussi ce qui se forme chaque jour, et précisément à travers les programmes qu'elles diffusent en masse, de telles « foules artificielles ». Celles-ci deviennent, comme masses (et Freud parle exactement de *Massenpsychologie* : de psychologie des masses), le mode d'être ordinaire et permanent des démocraties industrielles, lesquelles forment du même coup des télécraties industrielles[1799].

Car la télévision s'arrime particulièrement bien à la communication populiste : elle participe de la fabrication d'une « communauté émotionnelle[1800] », accentuant l'intensité

[1794] D.-R. Dufour, *Le Divin marché*, Paris, Gallimard, 2007.
[1795] E. Bernays, *Propaganda*, Montréal, Lux, 2008.
[1796] D.-R. Dufour, *Le Divin marché*, *op. cit*.
[1797] B. Stiegler, *La télécratie contre la démocratie*, *op. cit*., p. 27.
[1798] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 47.
[1799] B. Stiegler, *La télécratie contre la démocratie*, *op. cit*., p. 50-51.
[1800] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 43.

des affects à travers une certaine stylisation narrative : mettre en scène la polarisation politique comme un affrontement sportif, personnaliser les conflits, dramatiser une situation, intensifier, stéréotyper et aussi simplifier[1801]. C'est également ce que constatait Taguieff dans son analyse des télépopulismes, pour lesquels la mise en scène politique se passe au-delà des institutions traditionnelles grâce aux nouveaux médias.

> L'espace public tend dès lors à se situer hors du champ parlementaire. L'hypermédiatisation de la politique que le néopopulisme implique se marque par la réduction du message communiqué par le leader télégénique à un énoncé du type : « Suivez-moi », ou « Faites-moi confiance », servi avec un large sourire. Politique minimaliste de la séduction, manipulation des affects et des imaginaires. Pseudo-politique du rêve et de l'instant, de la réalisation des désirs sans médiations. Il s'ensuit que le champ du nouveau populisme est plus large que celui qu'occupent les formations labélisées « populistes ». Dans les sociétés de satisfaction immédiate, les « grands communicateurs » ne lésinent pas sur les promesses intenables, oscillant entre le thème de l'insécurité-zéro (ou celui de l'immigration-zéro) et l'utopie de la fête perpétuelle dans la communauté enfin purifiée, débarrassée de ses éléments indésirables ou bien rendue magiquement vertueuse. L'action populiste relève de la magie politique : le leader fait croire qu'il change ou peut changer le monde par la seule puissance de sa parole. Une parole qui tient sa légitimité mythique de ce qu'elle viendrait du « peuple » : pour le démagogue lançant qu'il faut « rendre la parole au peuple » (Le Pen), tout en affirmant qu'il est issu du peuple, qu'il est son porte-parole, voire qu'il le peuple, l'objectif réel est de sa donner la parole, et de monopoliser la parole populaire légitime[1802].

La télévision, dont l'hégémonie médiatique se trouvera plus tard déclassée par internet – surtout auprès des plus jeunes générations –, fournit un canal idéal pour la diffusion d'un discours populiste produisant une hyperproximité entre le tribun et l'auditoire. Berlusconi et Trump, mais aussi Chavez (avec son émission *Alo Presidente*) ou Grillo et Zelensky (tous deux anciens humoristes), investissent le petit écran dans une logique spectaculaire où le politique se transforme en *show*. Tel que l'écrit encore Musso, en la distinguant des premiers usages de la télévision,

> La néo-télévision [le terme vient initialement d'Umberto Eco], elle, établit une relation directe et continue entre l'animateur-présentateur et le téléspectateur qui « se regardent les yeux dans les yeux ». L'essentiel est la captation de l'attention et la fidélisation du téléspectateur-consommateur, dont l'attention est transformée en « audience », mesurée, calculée en parts de marché et vendue aux annonceurs. Le contenu de « vérité » du message devient second, alors qu'il était premier dans la

[1801] B. Moffitt, *The Global Rise of Populism*, *op. cit*., p. 76-77.
[1802] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 33.

> paléo-télévision : désormais, seul importe le maintien de la relation entre le média et son téléspectateur[1803].

Ainsi, les médias audiovisuels participent d'une radicalisation de l'immédiateté sociale, tendant à refuser les impératifs propres au temps historique inhérent aux communautés politiques. Ils s'avèrent également le témoignage comme la courroie de transmission principale d'une société de l'image et de « l'authenticité », où la *célébrité* agit comme le héros par excellence de la postmodernité technocapitaliste, et participe à repersonnaliser la politique. C'est ce filon qu'exploitent encore une fois Berlusconi et Trump, mais également les *self-made men* venus de l'entreprise comme Bernard Tapie ou des *playboys* comme Carlos Menem, Jorg Haider et Imran Khan, qui se mettent en scène telles des vedettes de films américains, à travers l'exhibition ostentatoire de leur richesse, la fréquentation de femmes mannequins transformées en objets, de même qu'en ayant fréquemment recours aux chirurgies esthétiques afin de masquer les signes du temps et mieux passer au petit écran. Comme l'écrivent plus globalement Mény et Surel en 2000 sur l'interaction entre populisme et nouveaux médias,

> Les exigences simplificatrices des médias – en particulier des médias télévisés –, la prédominance de l'image dans les sociétés contemporaines, l'importance croissante du *scoop* et du « coup » se combinent aisément avec la tendance à la personnalisation analysée plus haut. La communication télévisée impose ses règles et ses contraintes, celle de l'audimat et, en aval, celle du marché publicitaire[1804].

*

La grande révolution techno-communicationnelle des années 2000, qui participera à accélérer cette dynamique, se réalise cependant à travers l'avènement du numérique et des réseaux sociaux, qui incarnent la forme privilégiée des médias populistes. Dans son ouvrage de 2001, Guy Hermet parlait déjà de la montée, encore marginale, d'un « populisme internet[1805] », qu'il identifie à l'époque du côté d'un altermondialisme à la fois enraciné et connecté, celui de l'écologiste paysan José Bové en France ou du mouvement zapatiste dans le Chiapas mexicain. Si l'intuition était bonne, ces exemples datés rendent

[1803] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 43.
[1804] Y. Mény et Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, *op. cit*., p. 124.
[1805] G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit*., p. 399.

compte de l'évolution importante, dans les dernières années, de ce couplage entre technologie et politique, où l'utopie de la « société civile mondiale » semble s'être affaiblie.

Environ au même moment, le juriste et cadre de la gauche italienne Stefano Rodota sortait un ouvrage sur la « démocratie électronique », visant à penser l'ouverture des possibles démocratiques permise par l'avènement des NTIC[1806]. Comme le souligne Taguieff, Rodota fait partie de ceux qui voient dans le web une occasion pour affirmer une démocratie plus directe, en contournant les entraves institutionnelles[1807]. Il sera d'ailleurs soutenu, presque quinze ans plus tard, par le Mouvement 5 Étoiles afin de se présenter à la présidence du pays en 2013[1808]. Ce lien n'a rien de surprenant compte tenu du fait que le M5S s'est affirmé comme l'archétype même du *cyberpopulisme*, avec la mobilisation par plateforme et la mise de l'avant, via son *spin-doctor* Casaleggio, d'une démocratie numérique. En effet, Casaleggio, fort de son expérience dans une entreprise du domaine électronique, représente l'architecte technologique du mouvement, ayant *designé* le blog de Grillo[1809]. Au sein de ce « populisme assumé[1810] », l'entrepreneur, nourri à la contre-culture californienne, participera à la popularisation algorithmique de la formation, précisant, comme le souligne da Empoli dans son enquête sur les « ingénieurs du chaos », qu'il ne s'intéresse pas à la politique, mais à l'opinion publique[1811].

Si, en tant que « parti anti-parti[1812] », le M5S met de l'avant l'idéal noble de la démocratie directe s'actualisant par les médias sociaux, dont l'efficacité a pu se manifester notamment lors du mouvement des Gilets jaunes en France ou plus tôt du Printemps arabe en Égypte (grâce à Facebook), le fait de poser le mouvement lui-même comme l'incarnation propre de la démocratie, en tant qu'instance facilitatrice et immédiate de délibération, comporte son lot de problèmes. D'abord parce que Casaleggio, comme l'écrit da Empoli dans son

---

1806 S. Rodota, *La démocratie électronique*, Paris, L'Harmattan, 1999.
1807 P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 214.
1808 AFP, « L'Italie peine à nommer son futur président », *La Presse*, 18/04/2013, [En ligne], https://www.lapresse.ca/international/europe/201304/17/01-4641929-litalie-peine-a-nommer-son-futur-president.php
1809 B. Moffit, *The Global Rise of Populism*, *op. cit*., p. 79.
1810 H. Rayner, « Le Mouvement 5 étoiles en Italie : un populisme assumé », *Questions internationales*, num. 83, 2017, p. 44-65.
1811 G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 45.
1812 I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 136.

essai, en obsédé du contrôle et fasciné par des figures autocratiques comme Genghis Khan, mit en place une structure ésotérique et verticale dans la conception de ses plateformes : elles possèdent « une architecture en apparence ouverte, fondée sur la participation par le bas, mais en réalité complètement verrouillée et contrôlée par le haut[1813] », comparant notamment les électeurs à des fourmis[1814]. Ensuite, car le caractère démocratique de ce type de plateforme, à l'heure de la régulation algorithmique par le Big Data, a de quoi interroger, compte tenu de la manipulation des données personnelles vendues par les GAFAM à des firmes publicitaires, à d'autres entreprises privées et à des États, participant d'une véritable économie comportementale, réputée à la base d'une certaine radicalisation « populiste » ou « complotiste ». Finalement, il convient de se demander quel type d'éthique citoyenne peut émerger de ce genre de processus, qu'Evgueny Morozov qualifie de « démocratie liquide[1815] », que Nadia Urbinati appelle une « démocratie en direct[1816] » plutôt qu'une démocratie directe, tandis que Diamanti et Lazar parlent d'une « démocratie immédiate », « sans médiations ni médiateurs, dans l'espoir que les effets des décisions soient eux aussi immédiats[1817] ». Ces manifestations participent surtout d'un rêve techno-démocratique s'inscrivant dans la société informatique postmoderne, fonctionnant à « l'utopie de la transparence et celle de la communication directe ou immédiate, que le recours à l'Internet paraît réaliser sous nos yeux[1818]. » Cette représentation du politique apparaît donc comme une variante populiste d'une démocratie numérique cosmopolite promue à une époque par les oligarques de la Tech, alliés à certains cadrages idéologiques de la gauche radicale[1819], et pour laquelle les nouveaux médias apparaissent comme des agents de « désintermédiation[1820] ». Or, comme l'écrit Taguieff,

> Si la démocratie implique une temporisation, remplie par « l'attente d'une décision prise collectivement », une attente nourrie de réflexion, de discussion et de délibération qui suppose l'existence d'un citoyen idéalement éclairé, le consommateur des instruments technopolitiques ne sait pas attendre, il ne veut pas prendre le temps de la discussion et de la réflexion. La démocratie virtuelle qui se

[1813] G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 52-53.
[1814] *Ibid*., p. 53.
[1815] E. Morozov, *Le mirage numérique*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2015.
[1816] N. Urbinati, *Democrazia in diretta*, Milan, Feltrinelli, 2013.
[1817] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*., p. 140.
[1818] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*., p. 215.
[1819] Voir notamment M. Ouellet, *La révolution culturelle du capital*, Montréal, Écosociété, 2016.
[1820] I. Diamanti et M. Lazar, *Peuplecratie*, *op. cit*.

> profile suppose le remplacement de l'espace public par un espace publicitaire indéfiniment élargi. Le temps réel mis en œuvre par les nouvelles technologies de la communication est un temps non historique, il constitue un temps mondial ou un présent perpétuel mondial, celui du grand marché planétaire, où le type du citoyen disparaît au profit de ceux du client et du consommateur. Dans le contexte de la mondialisation technocommunicationnelle, on observe que la dynamique de l'individualisation s'entrecroise avec celle de la « présentisation ». L'individualisme marchand contemporain s'articule ainsi avec le présentisme technocommunicationnel, au risque de réduire la vie démocratique à un jeu électronique[1821].

Par ailleurs, si le peuple du télépopulisme tend à se réduire concrètement à une audience, celui du cyberpopulisme se résumerait à un algorithme, généralement nourri par des *likes* sur Facebook ou Google. Comme l'écrit encore da Empoli, qui tel que nous l'avons souligné, s'est intéressé à l'orientation populiste de ces contenus,

> [s]i l'algorithme des réseaux sociaux est programmé pour offrir à l'utilisateur n'importe quel contenu susceptible de l'attirer un peu plus souvent et un peu plus longuement sur la plateforme, l'algorithme des ingénieurs du chaos les pousse à soutenir n'importe quelle position, raisonnable ou absurde, réaliste ou intergalactique, à condition qu'elle intercepte les aspirations et les peurs – surtout les peurs – des électeurs[1822].

C'est ainsi que se dévoile la nature « post-idéologique » (et démagogique) du technopopulisme. L'auteur poursuit :

> En cultivant la colère de chacun sans se préoccuper de la cohérence de l'ensemble, l'algorithme des ingénieurs du chaos dilue les anciennes barrières idéologiques et réarticule le conflit politique sur la base d'une simple opposition entre le « peuple » et les « élites ». Dans le cas du Brexit, ainsi que dans celui de Trump et de l'Italie, le succès des nationaux-populistes se mesure à leur capacité à faire exploser le clivage gauche/droite pour capter les suffrages de tous les fâchés, et non pas simplement des fachos[1823].

Dans ce qui pourrait s'apparenter à un Far-West digital, une « horde numérique[1824] » composée de trolls est lâchée pour participer à la victoire de Trump lors de sa première élection, ainsi qu'à des manipulations de l'opinion publique comme celles opérées par Cambridge Analytica, firme de Steve Bannon, qui influencera le vote en faveur du Brexit.

1821 P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste*, *op. cit*.
1822 G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 23.
1823 *Ibid*., p. 24.
1824 *Ibid*., p. 129.

*

De surcroît, la communication par les réseaux sociaux, qui permettent de simplifier à outrance le message et donner une impression de proximité avec l'auditoire, se trouve particulièrement mobilisée par les populistes, notamment par Trump grâce aux médias comme Twitter/X et ensuite Truth Social. Ces stratégies permettent de communiquer une information, une idée ou un objectif en peu de mots (et dans le cas du président américain, suivant un vocabulaire limité), et de façon instantanée, en mobilisant une tonalité affective et en se mettant à l'abri de toute vérification factuelle[1825].

Nous reviendrons plus bas sur le rapport qu'entretient, dans ses discours et une part de ses pratiques idéologiques, le populisme avec les médias. Mais pour l'instant, tournons-nous plus en détails sur l'hybridation de ce courant avec l'« utopie » technomanagériale.

9.4 Du populisme au techno-césarisme ?

Nous avons évoqué les contours d'un nouveau césarisme avec Pierre Musso. Inscrit dans la « religion industrielle » plutôt que dans la « religion politique », cette dernière ayant marqué un temps l'architectonique des sociétés occidentales traditionnelles et modernes, la nouvelle prétention à l'incarnation du pouvoir prendrait les traits d'un État-Entreprise. Cette mutation postmoderne du politique se manifesterait notamment à travers le personnage que le philosophe nomme *BTM* (Berlusconi, Trump, Macron), protagoniste « imaginé » de cette démocratie managériale :

> les trois hommes sont trois figures symboliques de la religion industrielle en politique qui ont conquis le pouvoir et prétendent gouverner « au nom » des compétences acquises dans l'entreprise, au nom du pragmatisme et de l'efficacité… Ils importent ainsi massivement le management dans l'État dépolitisé, désacralisé. Tout se passe comme si on faisait communiquer deux vases, l'État étant vidangé symboliquement, réduit à une rationalité techno-managériale et limité sur son territoire, tandis que la grande Entreprise se remplirait, nouvelle puissance culturelle et politique, conquérante et sans limite territoriale, productrice de biens et de services, mais aussi d'« hégémonie » et de normativité, permettant de colmater les failles du politique[1826].

[1825] P. Bonnet, « Médias et style populiste », dans Groupe d'études géopolitiques, *Le style populiste*, *op. cit*., p. 140.
[1826] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 29.

Reprenant les élaborations théoriques du juriste Pierre Legendre, mais aussi de Claude Lefort sur la démocratie, Musso voit dans cette transformation qualitative une tentative, suivant un registre normatif exogène, d'incarner via le chef d'entreprise le lieu vide du pouvoir, prenant la forme d'une « incorporation opératoire[1827] ». Sorte de résurgence de l'autorité (voire de l'autoritarisme), sa dimension se légitime plutôt par la « rationalité techno-économique, normative et performative[1828] » :

> La « verticalité » symbolique est réduite au charisme que peut dégager le chef d'entreprise ou le manager qui, compte tenu de son parcours personnel, porte la promesse d'une action efficace, notamment dans les domaines de l'économie et de l'emploi. Au symbolique affaibli répond la prolifération d'images, de récits, de signes agrégés qui participe à créer un héros déterminé, césariste ou bonapartiste, animé de l'« esprit de conquête », objet d'un culte de la personnalité. L'axe « horizontal » de l'agir, voire de l'activisme, est celui du manager omniprésent, mobile, télé-réel, sur le front de la mondialisation et de la mutation techno-économique[1829].

Contrairement au national-populisme « classique », l'objet de notre première partie, qui appelle à une démocratie autoritaire d'incarnation agissant comme l'autre pôle du régime moderne, ce césarisme managérial postmoderne viendrait profondément corroder le gouvernement représentatif, en sapant l'ordre politique de la souveraineté, paradoxalement en son nom même. En effet, la colonisation de la normativité managériale participe ainsi de la désymbolisation de la société, visant à la réduire à une entité technique et technologique[1830]. Or, cette dynamique de dépolitisation pourrait tout autant caractériser le libéralisme technocratique, objet de détestation des populistes et nationalistes. Veillons donc à préciser notre point, mais aussi le rapport particulier que peut entretenir ce type de phénomène avec celui de « populisme ».

Tel que nous l'avons mentionné, Musso propose une analyse de cette transformation du politique à partir de trois figures : Berlusconi, Trump et Macron. Alors que les deux premiers apparaissent comme des expressions archétypiques de leaders « populistes » pour l'essentiel des analyses médiatiques et politologiques, le troisième, président français, pourrait au premier abord représenter l'exact opposé de cette configuration idéologique.

1827 *Ibid*., p. 27.
1828 *Ibid*., p. 88.
1829 *Ibid*.
1830 *Ibid*., p. 247.

En effet, le chef de l'État, ancien banquier et figure de détestation ultime du mouvement populiste (et populaire) des Gilets jaunes, incarne assez parfaitement l'élite de la nation. Produit de l'ENA (École nationale d'administration) et passé par la grande banque d'affaires, défenseur convaincu du libéralisme économique comme de l'Union européenne, ses références idéologiques primordiales l'inscrivent dans le sillage du bloc hégémonique marquant la globalisation à la sauce occidentale, inspirée par la synthèse blairiste de la troisième voie, bref le candidat de la « société ouverte[1831] ». Des analystes comme Jérôme Sainte-Marie ou Christophe Guilluy en font le tenant du bloc bourgeois, à opposer au bloc populaire des populistes[1832]. Pourtant, certains le considèrent malgré tout comme le représentant d'une sorte de « populisme du centre[1833] », venant même à s'en réclamer lui-même[1834].

À première vue, cette plasticité de l'étiquette populiste, maintes fois commentée, contribue à nous diriger vers deux conclusions, possédant chacune leur part de vérité : la première relève le fait que les sociétés libérales mobilisent abusivement ce terme afin de rendre compte de toute tentation autoritariste ou toute manifestation de démagogie. La seconde nous invite à considérer l'édulcoration idéologique des mouvements politiques contemporains, produit d'une logique structurelle technocapitaliste et postmoderne précédemment décrite abondamment.

Une fois ces choses remarquées, il demeure que le président français possède des caractéristiques pouvant le mettre en relation avec un certain éventail de leaders politiques dont Berlusconi et Trump sont les exemples. En effet, il apparaît également comme un importateur primordial des références managériales dans la structure politico-étatique (au sein même du pays de la religion politique par excellence), tout en sachant se présenter comme chef totalisant de façon bonapartiste l'ensemble national. Leader de la « *start-up*

[1831] P.-A. Taguieff, *Macron : miracle ou mirage ?*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2017, p. 32.
[1832] J. Sainte-Marie, *Bloc contre bloc*, *op. cit*.
[1833] V. Marchand et B. Roger-Lacan, « Le style populiste du centre », dans Groupe d'études géopolitiques, *Le style populiste*, *op. cit*., p. 17-41.
[1834] M. Jublin, « Emmanuel Macron se désigne désormais comme "populiste" : comment s'y retrouver parmi tous les populismes ? », *TF1 Info*, 22/11/2018, [En ligne], https://www.tf1info.fr/politique/emmanuel-macron-se-designe-desormais-comme-populiste-comment-s-y-retrouver-parmi-tous-les-populismes-2105364.html

nation[1835] », Macron arrive à porter au pouvoir un mouvement attrape-tout se voulant « révolutionnaire[1836] » et « ni de droite ni de gauche », fortement personnalisé (sa formation pour la présidentielle de 2017 se nomme En Marche, soit EM, ses propres initiales). Qualifié de « Mozart de la finance[1837] » et de « Jupiter[1838] », il réalise une synthèse entre un certain bonapartisme républicain (pouvant prendre les traits d'une « monarchie présidentielle ») et la logique technico-économique, étant donné qu'il s'agit de « gérer la Nation comme une Entreprise[1839] ». Comme le note Marcel Gauchet, le macronisme possède la spécificité d'opérer à partir de la dimension intrinsèquement « populiste » de la V^e^ République, en jouant du « lien personnel du pouvoir et des citoyens[1840] », mais en incarnant un leadership compris « dans le langage de l'entreprise[1841] ».

Ainsi, la structuration de la politique (ou de l'antipolitique) macronienne relève à bien des égards d'un « techno-césarisme », modèle flexible en vogue à l'ère des néopopulismes. Ces différentes façons d'imbriquer nation, entreprise, césarisme, technologie et technocratie se manifestent dans le Brésil néolibéral de Jair Bolsonaro, du « capitalisme de connivence » de Modi en Inde[1842], dans l'utopie libertarienne-réactionnaire de Javier Milei en Argentine ou des géants de la Tech Musk, Thiel et Yarvin, mais aussi dans le « technopopulisme » du centre de Matteo Renzi, du Mouvement 5 Étoiles ou de droite radicale de Giorgia Meloni en Italie, du régime dictatorial « cool » de Nayib Bukele au Salvador, etc.

Le caractère éclectique (ou plutôt éclaté) de ces gouvernements autoritaires marque peut-être un épuisement postmoderne de la forme « populiste » (ne réussissant plus, à partir de ce vocable, à en circonscrire l'unité conceptuelle), malgré son hybridation dans un large

---

1835 P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 70.
1836 Son livre-programmatique se nomme « Révolution ». E. Macron, *Révolution*, Paris, XO, 2016.
1837 C. de Sèze, « Remaniement ministériel : Emmanuel Macron, "le Mozart de la finance" à l'Économie », *RTL*, 26/08/2014, [En ligne], https://www.rtl.fr/actu/politique/remaniement-emmanuel-macron-au-ministere-de-l-economie-de-l-industrie-et-du-numerique-7773924690
1838 M. C. Auger, « Jupiter au pays des insoumis », *La Presse*, 10/04/2022, [En ligne], https://www.lapresse.ca/contexte/chroniques/2022-04-10/jupiter-au-pays-des-insoumis.php.
1839 P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 261.
1840 M. Gauchet, *Macron, les leçons d'un échec*, *op. cit*., p. 46.
1841 *Ibid*., p. 40.
1842 C. Jaffrelot, « Narendra Modi au pouvoir en Inde, au nom de quel peuple ? », *op. cit*., p. 267.

éventail de *patchworks* idéologiques : il apparaît souvent moins question de mettre de l'avant le peuple comme sujet politique (même dans une optique démagogique ou fantasmatique) que d'opposer la figure verticale du chef/leader aux élites de la démocratie représentative, considérée comme inefficace, molle et politiquement correcte. Ainsi, l'entrepreneur politique aux références managériales, qu'il soit d'extrême-centre comme Macron, Renzi ou Babis (Slovaquie), libertarien comme Milei ou national-technocratique comme Meloni et Bardella, participe d'un mouvement plus général, tendanciellement contradictoire, d'illibéralisme politico-culturel (hormis Macron et Renzi) et de « libéralisme autoritaire[1843] », au sein duquel nous pourrions inscrire également Erdogan, Duterte, Modi, Orbán, Netanyahou, en plus de tous les tenants d'un nouvel autocratisme capitaliste (Singapour, Chine, Russie, pétromonarchies du Golfe), articulant généralement nationalisme et néolibéralisme. De ce néo-césarisme, Musso en voit une autre expression du libéralisme, en tant qu'oubli techno-économique des institutions :

> Le modèle managérial est le référent partagé de leur projet politique visant à « réformer » et à réduire le politique par l'anti-politique – d'où la convergence profonde avec le libéralisme – ; il en résulte que le libéralisme pousse à faire de l'État-nation une Nation-entreprise. Quelle est la référence que prétend incarner BTM [Berlusconi, Trump, Macron], si ce n'est l'efficacité de la Nation-entreprise, et un État-entreprise répondant à l'obligation de « compétitivité » dans la mondialisation économique ? La Nation est ainsi considérée comme une marque, et le leader antipolitique pratique le national branding et l'« art du deal », comme le défend Trump. Le pionnier Berlusconi fit de la « démocratie compétitive » un de ses slogans favoris. La vision antipolitique du « politique entrepreneur » est celle d'un Président-PDG de la Nation, d'un État-entreprise et d'un État entreprenant[1844].

*

La conjoncture actuelle, qui réactive la personnalisation des régimes politiques, pourrait être celle qui voit émerger un nouveau « modernisme réactionnaire[1845] », à travers cette hybridation entre technologie et autoritarisme. Avec l'alignement des géants de la Tech du côté de Donald Trump pour triompher électoralement en 2024, le terme de « techno-

[1843] G. Chamayou, *La société ingouvernable*, Paris, La Fabrique, 2018.
[1844] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 132.
[1845] J. Herf, *Le modernisme réactionnaire*, *op. cit*.

césarisme[1846] », que nous utilisons, fut mobilisé afin de rendre compte d'une alliance entre les utopies technolibertariennes et l'autocratisme nationaliste. En effet, le virage réactionnaire d'une partie de la Silicon Valley, principalement autour de la figure narcissique d'Elon Musk, mais aussi du fondateur de PayPal Peter Thiel, participe à créer une nébuleuse idéologique où se côtoient social-darwinisme, accélérationnisme technologique, transhumanisme, philosophie libertarienne et fascination pour le féodalisme[1847]. Ces utopies technophiles s'avèrent profondément anti-démocratiques et, au-delà de la synthèse paléo-libertarienne proposée à une époque par l'économiste Murray Rothbard entre libertarianisme et populisme (dont on dit qu'il représente une influence majeure pour Javier Milei[1848]), sembleraient s'émanciper d'une certaine base politique « national-populiste », dont s'était fait le gardien le vice-président américain J.D. Vance.

Mais plus globalement, on pourrait interpréter la recrudescence de la personnalisation des régimes et des mouvements[1849], où le chef télé-réel oscille « entre narcissisme et autoritarisme[1850] », comme la manifestation du moment « décisionnel » des sociétés cybernétiques[1851]. La « démocratie émotionnelle » apparaitrait ainsi comme la réponse démagogique et la promesse d'incarnation postmoderne vis-à-vis de son autre pôle, celui qui la nie intrinsèquement, soit la « démocratie d'experts », le propre de la technocratisation mise en place par la gouvernance[1852].

[1846] D. A. Bell, « De Musk à Trump : comment l'oligarchie techno-césariste veut renverser la démocratie en Amérique », *Le Grand Continent*, 20/01/2025, [En ligne] https://legrandcontinent.eu/fr/2025/01/20/de-musk-zza-trump-comment-loligarchie-techno-cesariste-veut-renverser-la-democratie-en-amerique/.
[1847] Voir notamment Q. Slobodian, *Le capitalisme de l'apocalypse*, Paris, Seuil, 2025.
[1848] P. Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*., p. 186.
[1849] L. Castellani, « Les transformations de la démocratie libérale à l'ère du techno-populisme », dans Groupe d'études géopolitiques, *Le style populiste*, *op. cit*., p. 132.
[1850] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 90.
[1851] Michel Freitag qualifie le mode de reproduction des systèmes sociaux postmodernes comme « décisionnel-opérationnel », c'est-à-dire régulé de façon virtuellement automatique, suivant les flux du marché et de la technique, mais demandant, comme le demande la structure capitaliste, une intervention circonstancielle et contingente de l'humain.
[1852] P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise*, *op. cit*., p. 135.

9.5 Rapport aux médias traditionnels et consolidation de médias « illibéraux »

Lorsqu'il est généralement question de désigner le rapport du populisme aux médias, il est coutume de parler de l'hostilité de principe qu'il entretiendrait avec les institutions traditionnelles de l'information. Comme le note Benjamin Moffitt, si les médias représentent la scène principale du style populiste, ils possèdent une dimension duale pour ses tenants : ils peuvent à la fois être ami (*friend*), étant donné leur capacité à attirer l'auditoire, et ennemi (*foe*)[1853], suivant un tendanciel non-respect des principes de l'espace public libéral.

Si nous avons déjà abordé de front l'hybridation des populismes contemporains avec les nouvelles technologies de communication et de l'information, formant des « télépopulismes » et des « cyberpopulismes », concentrons-nous maintenant sur les dimensions plus précisément polémico-idéologiques qu'entretient le phénomène dans son rapport aux médias traditionnels. En effet, ces derniers, selon divers discours populistes, représenteraient le « relais des élites » ou le « parti des élites », en tant que piliers de l'ordre établi, quand ce n'est pas de l'« *establishment* ». Symptôme le plus troublant de cette logique, le groupe anti-islam PEGIDA en Allemagne ainsi que certains manifestants de l'extrême droite (*alt-Right*) pro-Trump ressortent le sinistre vocable allemand de *Lügenpresse*, issu de la propagande nazie[1854], au milieu des années 2015, afin de désigner les médias traditionnels.

Des grands journaux à tirages quotidiens comme le *New York Times* et le *Washington Post* (États-Unis), *Le Monde* ou *Libération* (France), *The Guardian* ou *The Economist* (Royaume-Uni), *Il Corriere della Sera* (Italie), *Der Spiegel* et *Die Welt* (Allemagne), *El País* (Espagne), *Le Soir* (Belgique), *La Presse*, *Le Devoir* et *The Globe and Mail* (Québec/Canada), en plus des chaînes du service public (BBC, PBS, Radio-Canada/CBC, Radio France et France Télévisions, Rai, ARD, RTBF, RTS) représentent tous des protagonistes centraux des démocraties libérales occidentales, et purent être pointés du

[1853] B. Moffitt, *The Global Rise of Populism*, *op. cit*., p. 72.
[1854] R. Noack, « The ugly history of 'Lügenpresse', a Nazi slur shouted at a Trump rally », *The Washington Post*, 24/10/2016, [En ligne], https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/10/24/the-ugly-history-of-luegenpresse-a-nazi-slur-shouted-at-a-trump-rally/.

doigt, à un moment ou un autre, par différents discours populistes protestataires et identitaires, comme des agents de propagande du camp ennemi.

À cet égard, Donald Trump apparaît comme l'exemple le plus frappant de cette rhétorique incendiaire et de la mise en scène spectaculaire d'une « guerre » envers les médias : ces derniers, notamment la presse des côtes, se voient accusés de propager des *fake news* afin de rouler le (vrai) peuple dans la farine[1855]. En effet, comme le note Lauric Henneton, dans le récit trumpiste,

> la presse défend les intérêts particuliers de l'oligarchie contre le bien commun ; elle est accusée de mentir, de déformer la réalité, d'être « malhonnête ». Passé du statut de candidat à celui de président, Trump se pose à nouveau en défenseur des intérêts du « merveilleux peuple » : pour continuer de tirer sa légitimité de ce peuple qu'il entend représenter et défendre, il est impératif d'agiter une menace et de montrer qu'on la combat[1856].

Durant sa première campagne, il qualifie de « *Clinton News Network*[1857] » l'ensemble des organes qui ne lui apparaissent pas favorables : CNN, le New York Times, MSNBC, etc.

Mais ces attaques ne se limitent évidemment pas à celles du milliardaire américain devenu président. Au Canada, un des traits populistes majeurs du candidat du Parti conservateur à l'élection de 2025, Pierre Poilièvre, réside dans son hostilité à l'égard de ce qu'il nomme les « médias libéraux[1858] », et propose de définancer la CBC[1859]. Aussi, comme l'écrit Pierre Bonnet,

> [e]n France, Marine Le Pen s'en prend très régulièrement aux médias. Durant la campagne présidentielle de 2017, lors d'un meeting à Nantes, elle déclarait : « Dans cette élection, les médias ont choisi leur poulain », comme si élites politiques et médiatiques ne formaient qu'un seul ensemble poursuivant un objectif commun[1860].

[1855] L. Henneton, « La démocratie américaine à l'ère du trumpulisme » dans A. Dieckhoff, C. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, *op. cit*., p. 192.
[1856] *Ibid*.
[1857] *Ibid*.
[1858] La Presse canadienne, « Pierre Poilièvre souhaite faire entrer des "médias indépendants" au parlement », *Radio-Canada*, 14/02/2025, [En ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2140629/poilievre-medias-presse-tribune-independant.
[1859] C. Nardy, « Poilievre says no timeline for defunding the CBC », *National Post*, 14/04/2025, [En ligne], https://nationalpost.com/news/politics/federal_election/pierre-poilievre-says-no-timeline-for-defunding-the-cbc.
[1860] P. Bonnet, « Médias et style populiste » dans Groupe d'études géopolitiques, Le style populiste, *op. cit*., p. 143.

Cette rhétorique ne représente pas une chasse gardée de la droite radicale : Jean-Luc Mélenchon pu également fustiger le « parti médiatique », infusant de la drogue « dans les cerveaux[1861] ».

Selon Jan-Werner Müller, l'anti-pluralisme apparaîtrait comme un paramètre définitoire du rapport populiste à la politique[1862]. Refus de l'opposition, des droits des minorités, des corps intermédiaires et des organisations de la société civile, mais également des médias, comme *contre-pouvoir*. Yascha Mounk considère que « les attaques à l'encontre de la presse libre[1863] » représentent un palier important du populisme politique contemporain, se manifestant autant chez Grillo, Kaczynski, Tsipras ou Chavez. Ces dynamiques illibérales se constatent effectivement, sans prendre les traits d'un régime totalitaire, au sein d'un certain nombre de gouvernements national-populistes, aux traditions démocratiques variables. L'ouvrage collectif sur les populismes au pouvoir, sous la direction de Dieckhoff, Jaffrelot et Massicard, rend compte de ces différentes réductions des libertés de presse dans le monde. C'est le cas sous le Venezuela de Nicolas Maduro, qui propose un chavisme plus répressif à l'égard des médias[1864], souvent accusés d'être à la solde des intérêts américains. La chose se constate également dans la Hongrie sous le règne du Fidesz orbanien. Tel que le souligne Jacques Rupnik,

> [l]a mainmise du pouvoir sur les médias constitue le second volet de la « démocratie illibérale » selon Orban. Dès décembre 2010, une loi permit la création d'une nouvelle autorité censée nommer les directeurs des chaînes d'audiovisuel public, attribuer les fréquences radio et veiller à « l'objectivité de l'information ». Un fidèle d'Orban fut nommé pour neuf ans à la tête de ce nouveau Conseil des médias, composé de cinq membres proches du Fidesz. Une fois l'audiovisuel public sous contrôle, ce fut au tour des médias privés de passer sous la coupe d'oligarques proches du pouvoir. L'un d'entre eux, Lajos Simicska, entré en conflit avec Orban, a dû revendre ses médias à des oligarques plus « fiables »[1865].

L'homme fort magyar a trouvé un créneau : il rachète les médias plutôt que de les réduire au silence[1866], amenant d'ailleurs certains opposants à surnommer l'audiovisuel public

---

1861 *Ibid*.
1862 J.-W. Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit*., p. 31.
1863 Y. Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 68.
1864 T. Posado, « De Chavez à Maduro : de la démocratie délégative à la dé-démocratisation », dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, *op. cit*., p. 97.
1865 J. Rupnik, « Le pouvoir confisqué dans la Hongrie de Viktor Orban », *loc. cit*., p. 128-129.
1866 *Ibid*.

« Télé Orban[1867] ». En Inde, on parle de « *Godi Media* » afin de désigner l'emprise de Modi sur l'information dans le pays[1868]. Finalement, on notera la mainmise politique du gouvernement polonais sur l'audiovisuel sous l'impulsion de Kaczynski de Droit et Justice (PiS), participant à idéologiser son contenu, jouant de l'idée de réinjecter des valeurs patriotiques (et catholiques) à des médias supposément corrompus par les élites libérales[1869]. Cela dit, il convient malgré tout d'éviter les amalgames faciles avec les régimes autocratiques en Chine, en Iran, en Corée du Nord ou même en Russie, qui possèdent une structure exécutive beaucoup plus répressive à l'égard de la société civile et des droits individuels.

Si les populistes fustigent donc les médias traditionnels, il n'en demeure pas moins que leur formation en bloc contre-hégémonique s'est faite grâce à la complicité d'une partie de ceux-ci. Trump a pu compter sur le soutien indéfectible de Fox News pour « contrebalancer » le libéralisme de CNN. Mais les autres propriétés médiatiques du magnat ultra-conservateur Rupert Murdoch, comme *The Sun*, surent probablement participer à influencer le Brexit au Royaume-Uni[1870]. En France, le rachat du groupe Canal par l'industriel milliardaire et traditionnaliste Vincent Bolloré en 2015 complète une entreprise de consolidation d'un ensemble médiatique mettant de l'avant des thèmes identitaires, de CNews au Journal du dimanche (JDD)[1871]. Les national-populistes d'Europe centrale ont quant à eux véritablement constitué leur empire médiatique, de même qu'en Inde et en Turquie.

Mais depuis les années 1980, dans les sociétés ouest-européennes, l'apparition télégénique des populistes de droite dans les médias traditionnels se fait de manière spectaculaire. Associés – souvent à raison – à l'extrême droite dans cette partie du Vieux continent, plusieurs de ses représentants font d'abord l'objet d'un cordon sanitaire médiatique dans

[1867] P. Riutort, « Techniques de propagande et gestion des imaginaires », dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, *op. cit*., p. 95.
[1868] C.J. Werleman, « "Godi Media" in Modi's India: A War on Journalists? », *Politics Today*, 15/02/2022, [En ligne], https://politicstoday.org/godi-media-in-modis-india-a-war-on-journalists/.
[1869] H. Foy et Z. Wasik, « Poland: An inconvenient truth », *Financial Times*, 01/05/2016, [En ligne], https://www.ft.com/content/4344ca44-0b94-11e6-9cd4-2be898308be3.
[1870] D. Sabbagh, « Power and scandal: how Murdoch drove the UK, US and Australia to the right », *The Guardian*, 21/09/2023, [En ligne], https://www.theguardian.com/media/2023/sep/21/power-and-scandal-how-murdoch-drove-the-uk-us-and-australia-to-the-right.
[1871] M. Bénilde, *Le péril Bolloré*, Paris, La Dispute, 2025.

leurs pays respectifs, d'ailleurs toujours en vigueur en Belgique à l'égard du Vlaams Belang (à l'époque Vlaams Blok)[1872]. Cela dit, l'entrée par effraction du sulfureux Jean-Marie Le Pen dans le champ audiovisuel français, durant les années 1980, marque un coup d'éclat médiatique qui s'ancrera dans le paysage politique. Comme le notent Cucchetti, Dézé et Reungoat, son passage à l'émission « L'Heure de vérité » en 1984, où il demandera d'observer « une minute de silence en l'honneur des victimes du communisme », représente son véritable acte de naissance médiatique[1873]. C'est en occupant le rôle lui-même établi d'*outsider* disrupteur, suivant un certain *storytelling* publicitaire, que le national-populisme européen s'épanouit, consacrant également les personnalités publiques de Jörg Haider et Umberto Bossi à la même époque[1874], personnages charismatiques qui maîtrisent bien les codes du petit écran, en jouant une carte identitaire plus affirmée que les « télépopulistes » Berlusconi, Collor de Mello ou Tapie. Le caractère protestataire et politiquement incorrect de ce populisme droitier se trouve une place dans l'écosystème libéral-médiatique à la sauce spectaculaire, où le tribun bénéficie d'ailleurs d'un avantage rhétorique à se mettre en scène comme un persécuté des médias traditionnels. Dans un contexte de *talk-shows* consacrant « l'ère du clash », brilleront ainsi tour à tour Marine Le Pen (dans les pas de son père), Oskar Freysinger, Matteo Salvini, Éric Zemmour, Donald Trump, Jordan Bardella, mais également Pablo Iglesias, Jean-Luc Mélenchon, Yannis Varoufakis, François Ruffin, Sarah Wagenknecht ou Matteo Renzi, de même que Catherine Dorion au Québec, dont la posture de persécutée des médias (notamment à travers l'affaire du code vestimentaire à l'Assemblée nationale) participa à lui donner justement des qualités médiatiques.

*

Nous avons évoqué la formation d'un bloc médiatique participant explicitement de la diffusion des discours national-populistes. Cette entreprise semble se mener clairement à droite (voire à l'extrême droite) à l'heure actuelle, à l'intérieur d'une configuration

[1872] F. Debras, « Cordon sanitaire », *La Revue européenne des médias et du numérique*, Automne 2024 num. 71, [En ligne], https://la-rem.eu/2025/01/cordon-sanitaire/.
[1873] H. Cucchetti, A. Dézé et E. Reungoat*, Au nom du peuple ?*, *op. cit*., p. 99.
[1874] *Ibid*.

idéologique illibérale plus large. C'est dans ce cadre que s'inscrivent ainsi les précédemment nommées Fox News aux États-Unis et CNews en France, mais également GB News au Royaume-Uni[1875], chaînes en continu qui agissent comme des exemples paradigmatiques pour une guerre culturelle de l'information. Au Québec, l'empire Québecor de Pier-Karl Péladeau, avec TVA, le *Journal de Montréal* et Qub Radio, joue également un rôle semblable. Suivant un style relativement simple de livraison de l'information, ces chaînes s'inscrivent dans l'esprit général des journaux de type tabloïd : mettre en scène le scandale et prétendre représenter une majorité nationale étouffée.

Dans son livre *Fox Populism*, Reece Peck analyse la dimension idéologique de la grande chaîne américaine, marquée par une rhétorique ressemblant à un « conservatisme de col-bleu[1876] ». Proposant une sorte de tabloïd télévisuel[1877], Fox News s'affirme comme le média des gens ordinaires et de la « majorité silencieuse », suivant un discours populiste d'opposition à la « nouvelle classe » libérale[1878]. Cet antiélitisme s'active par une esthétique pseudo-populaire d'une certaine idée de la classe ouvrière des États-Unis du *Heartland*, les présentateurs-commentateurs mettant en scène, par exemple, leur goût pour la NASCAR et la chaîne de restaurants Red Lobster[1879]. Cette façon de se réclamer d'un capital culturel contrastant avec celui des « élites » participe à générer un sentiment de proximité avec le public ciblé, notamment à travers les saillies de ses animateurs vedettes, tel Bill O'Reilly. Mais plus généralement, la force de Fox News, comme média produisant un attachement identitaire auprès de ses auditeurs en tant que poste des « vrais Américains », réside dans ce que certains ont nommé la « polarisation affective[1880] », soit la capacité à mobiliser les émotions des téléspectateurs pour brosser un clivage moral et politique supposément irréconciliable. Dans les dernières années, comme l'écrit le sociologue Samuel Bouron,

> [l]a chaîne a mobilisé un langage progressivement plus virulent, plus émotionnel et moral, faisant une large part à l'injure, aux attaques personnelles et à l'outrance

[1875] J. Petley, « How a 'Populist' Media Has Mainstreamed the Far Right », *Byline Times*, 29/04/2025, [En ligne], https://bylinetimes.com/2025/04/29/far-right-populism-media/.
[1876] R. Peck, *Fox Populism*, Cambridge University Press, Cambridge (É.-U.), 2019.
[1877] *Ibid*., p. 40.
[1878] *Ibid*., p. 127.
[1879] *Ibid*., p. 140.
[1880] S. Iyengar et al., « The Origins and Consequences of Affective Polarization in the United States », *Annual Review of Political Science*, vol. 22, 2019, p. 129-146.

> pour présenter le camp démocrate comme une menace existentielle pour les valeurs américaines traditionnelles. Ce registre militant vise à renforcer la frontière entre un « nous » (les « vrais » Américains) et un « eux » (les « élites corrompues », les médias d'information, les féministes, les immigrés, etc.). La place prépondérante laissée aux faits divers, aux paniques morales et aux controverses vise à maximiser l'impact émotionnel et les tensions entre les groupes[1881].

Mais aussi, le sociologue rappelle que

> [p]lus qu'une opinion politique, soutenir Trump et regarder Fox News devient une identité sociale, réunissant tout particulièrement les électeurs blancs qui se sentent victimes d'un « racisme anti-blanc » mais aussi ceux qui se sentent persécutés par les revendications féministes et les injonctions à lutter contre le dérèglement climatique[1882].

De surcroît, comme la chose a été évoquée, ce type de chaîne capitalise particulièrement sur la diffusion des faits divers. Piliers de la presse sensationnaliste, ces derniers s'avèrent un facteur important de « dramatisation de l'information[1883] », et peuvent faire l'objet d'une politisation, afin de s'accorder avec une certaine grille de lecture idéologique fondée sur la peur, en prenant appui sur la réalité de crimes violents. Tel que le souligne l'historien spécialiste de la propagande David Colon, ce genre journalistique a d'ailleurs participé à faire passer Jean-Marie Le Pen au second tour en 2002[1884].

Or, comme le note la journaliste Pauline Perrenot, les faits divers se trouvent particulièrement mobilisés dans les médias de droite, pour s'inscrire dans les thèmes polémiques plus larges que sont les « trois i » en France : « insécurité », « immigration » et « islam »[1885], de véritables combustibles pour le national-populisme. Si, comme le veut la formule bourdieusienne, « les faits divers font diversion[1886] », ils participent aussi à créer, suivant l'expression parfois galvaudée, des « paniques morales » sur l'état des mœurs sociétales. Tel que le soutient encore Bouron, leur exploitation par une chaîne en continu comme CNews constitue une « arme idéologique[1887] » (et démagogique) visant à

1881 S. Bouron, *Politiser la haine*, Paris, La Dispute, 2025, p. 80.
1882 *Ibid*.
1883 D. Colon, *Propagande*, Paris, Flammarion, 2021, p. 239.
1884 *Ibid*., p. 240.
1885 P. Perrenot, « Médias et extrême droite : de la banalisation à la promotion », dans U. Palheta (coord.), *Extrême droite : la résistible ascension*, Paris, Amsterdam, 2024, p. 194.
1886 P. Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1997.
1887 S. Bouron, « Les faits divers, industrie médiatique et arme idéologique pour l'extrême droite », dans U. Palheta (coord.), *Extrême droite : la résistible ascension*, *op. cit*., p. 129.

choquer et à produire un consensus sécuritaire en focalisant notamment l'attention sur la criminalité dans les quartiers populaires (par exemple les fameuses « banlieues »), où vivent des gens issus de l'immigration.

> Les faits divers, et plus généralement l'outrage en tant que genre discursif, représentent pour les partis conservateurs un moyen d'exploiter une forte charge émotionnelle, en intensifiant les affects. Ils se situent en cela dans un autre registre que les médias de gauche. Leur priorité est en effet de radicaliser le débat, en procédant à des généralisations abusives et simplificatrices, de façon à valider des inclinations idéologiques préexistantes et à souder le public militant face à un ennemi essentialisé (les musulmans, les féministes, les islamo-gauchistes, les bobos, etc.). Dans ce cas, la sélection et la hiérarchisation de l'information opèrent dans cet objectif de produire une cohérence idéologique, notamment en portant les attaques vers des cibles personnelles[1888].

Cette industrie médiatique du fait divers s'inscrit dans un cadre général de confusion entre information et opinion. En effet, les nouvelles sur bon nombre de chaînes en continu se limitent à une présentation, souvent sans reportage ni journaliste sur place, pour ensuite être copieusement commentées par une pléiade de chroniqueurs et polémistes, dans l'optique de nourrir un « débat » (qui n'arrivera pas). Cette approche s'avère peu coûteuse, ne demandant pas de frais pour produire des reportages (les nouvelles étant généralement sous-traitée par l'AFP). Or, comme l'écrit Perrenot, ces choix de production « *low-cost* » de l'information représentent une variable autant économique qu'idéologique :

> Parallèlement, le mode de propriété capitalistique des moyens d'informations concourt lui aussi à la droitisation sans fin du débat public. Les objectifs de rentabilité qu'il impose et les contraintes commerciales qui en découlent réclament une production toujours accrue de contenus dans des temps toujours plus restreints. Du fait d'une dépendance aux recettes publicitaires, de l'alignement sur l'audimat, des rapports de concurrence et des politiques d'austérité budgétaire, l'enquête et le reportage sont sacrifiés. Le modèle est celui d'un « low-costisation » de l'information, notamment audiovisuelle, reconfigurée sur le modèle d'un talk-show permanent[1889].

Il en ressort quelque chose comme un « journalisme de préfecture[1890] », participant à construire la menace de l'insécurité et de l'immigration. L'espace se trouve alors

[1888] S. Bouron, *Politiser la haine*, *op. cit*., p. 58.
[1889] P. Perrenot, « Médias et extrême droite : de la banalisation à la promotion », dans U. Palheta (coord.), *Extrême droite : la résistible ascension*, *op. cit*., p. 195.
[1890] *Ibid*., p. 196.

complètement occupé par le commentaire politique, suivant une grille de lecture radicalement conservatrice. La table est mise pour

> démultiplier les plateaux où les éditorialistes et autres « toutologues », vus comme des « fast-thinkers », alternent platitudes et saillies provocatrices. Les commentateurs réactionnaires nagent dans de tel dispositifs comme des poissons dans l'eau : nul besoin, pour eux, de remettre en cause les cadrages des « débats » tant leurs idées y font désormais office de prêt-à-penser[1891].

Cette dynamique est remarquable à Fox, CNews ou TVA/Qub au Québec, où une masse de chroniqueurs capitalisent, comme nous l'avons dit, sur la peur pour servir un discours alarmiste sur l'identité et la sécurité. La logique à l'œuvre, possédant une dimension national-populiste, produit un appel à ce qu'Eva Illouz nomme la « démocratie sécuritariste[1892] », et s'articule particulièrement bien à l'ultraconservatisme :

> comme l'ont montré des recherches en science politique, la peur pousse l'électorat à glisser vers la droite de l'échiquier politique, comme s'il s'agissait ici d'anticiper et prévenir une menace en votant pour des formations dont on espère qu'elles prendront à cet effet des mesures de précaution. Si la peur est l'alliée de la droite dure, c'est parce qu'elle l'aide à imposer aux populations ce que Carl Schmitt appelait des états d'exception – des configurations qui autorisent à ignorer et dépasser l'État de droit au nom de l'État, de la nation et de la sécurité[1893].

Une fois présentée la question du discours sécuritaire médiatique et de ses apories, il convient cependant de considérer les éléments qui participent à la rendre particulièrement saillante, au-delà des débats opposant de façon souvent confuse le « sentiment de danger » au « danger réel ». Par exemple, le phénomène récemment médiatisé des *grooming gangs* à Londres, nourrissant un certain discours populiste identitaire, possède de quoi inquiéter légitimement les populations locales au-delà des affects racistes (les criminels en question ayant des origines pakistanaises), et reléguer sa réalité à celle de pur fantasme provenant de la tête d'un petit peuple malléable et rempli de préjugés ne participe pas à jeter des ponts de représentations communes. Selon une enquête nationale (amenant d'ailleurs Londres à présenter ses excuses), ces différents gangs ayant sévi dès les années 1990 purent agir en toute impunité pendant des décennies, notamment grâce à une certaine inaction des

[1891] *Ibid*.
[1892] E. Illouz, *Les émotions contre la démocratie*, *op. cit*., p. 39.
[1893] *Ibid*., p. 86.

pouvoirs publics, « de peur de paraître raciste[1894] ». Ce type de situation, qui rend compte de la chape de plomb d'une certaine rectitude politique ne voulant pas voir l'objectivité du réel, participe à alimenter la défiance dite populiste vis-à-vis de « médias traditionnels » libéraux, tendant parfois à fantasmer leurs aprioris idéologiques comme la réalité elle-même, et peut justifier un désir de justice, de sécurité et d'autorité, prenant par moments les traits d'une quête de restauration agressive.

Par ailleurs, dans une ville comme Montréal, qui n'a rien d'une mégalopole d'Amérique latine, on rend compte d'une hausse marquée des violences envers les employés et les usagers du métro en 2024[1895]. On constate également une montée du « sentiment d'insécurité » à Bruxelles, notamment à cause du trafic de stupéfiants[1896]. En Suède, les guerres de gangs témoignent des transformations d'un pays auparavant reconnu comme l'un des plus sûrs au monde, sous fond de débat sur la question migratoire[1897].

Dans ses différents travaux, Jérôme Fourquet documente notamment l'augmentation des violences urbaines, de la délinquance et des zones d'activités illégales en France[1898], allant jusqu'à qualifier ce processus, non sans générer des controverses (le terme ayant été repris par le peu populaire président Macron), de « décivilisation[1899] ». Se référant aux théories sociologiques de Norbert Elias, il s'agissait globalement de défendre l'idée que la société française se trouverait aux prises avec des difficultés à produire des individus capables de

[1894] A. Bouin, «"Tout le monde savait, personne n'a rien fait" : le scandale des "grooming gangs" et des réseaux de prostitution de mineures secoue le Royaume-Uni », *France Info*, 17/06/2025, [En ligne], https://www.franceinfo.fr/monde/royaume-uni/tout-le-monde-savait-personne-n-a-rien-fait-le-scandale-des-grooming-gangs-et-des-reseaux-de-prostitution-de-mineures-secoue-le-royaume-uni_7319958.html.
[1895] L. Carrier, « Un sentiment d'insécurité croissant chez les usagers », *La Presse*, 19/03/2024, [En ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/les-agressions-contre-les-employes-en-hausse/2024-03-19/un-sentiment-d-insecurite-croissant-chez-les-usagers.php.
[1896] A. François, « Un Bruxellois sur 5 ne se sent pas en sécurité dans son quartier : "Préoccupant", estime le ministre Quintin », *VRT*, 23/05/2025, [En ligne], https://www.vrt.be/vrtnws/fr/2025/05/23/un-bruxellois-sur-5-ne-se-sent-pas-en-securite-dans-son-quartier/.
[1897] S. Tenré, « La Suède, un pays aux mains des gangs violents issus de l'immigration », *Le Figaro*, 05/02/2025, [En ligne], https://www.lefigaro.fr/international/la-suede-un-pays-aux-mains-des-gangs-violents-issus-de-l-immigration-20250204
[1898] J. Fourquet, *Métamorphoses françaises*, Paris, Seuil, 2024, p. 156-175.
[1899] S. Mahrane, « Jérôme Fourquet remonte aux origines de la "décivilisation" », *Le Point*, 31/05/2023, [En ligne] https://www.lepoint.fr/politique/exclusif-jerome-fourquet-remonte-aux-origines-de-la-decivilisation-31-05-2023-2522515_20.php.

se contrôler, de maîtriser leurs pulsions violentes, dont s'avèreraient le témoignage la montée des incivilités[1900].

En effet, chiffres à l'appui, le sondeur souligne l'importance de la délinquance et de certaines activités criminelles dans le processus de fragmentation de la France contemporaine, notamment par le trafic de drogues, ce qui possèderait comme effet réel de produire de l'insécurité[1901]. Selon Fourquet, les points de vente se multiplieraient considérablement dans l'Hexagone, et plusieurs zones d'activité, notamment à Marseille, se dégageraient du contrôle étatique[1902]. Si le trafic de la cocaïne prospère, celui du cannabis participerait aussi de la sécession de certains quartiers, à la fois de banlieues et de grandes villes, à travers des trajectoires commerciales ayant comme point d'origine le Maroc[1903]. Cette activité commerciale nourrit une véritable économie parallèle, mais participerait par le fait même à éroder un tissu social déjà fragilisé dans plusieurs de ces quartiers populaires[1904].

*

Une distinction digne d'intérêt pourrait cependant être faite entre l'univers culturel dans lequel gravite Fox News et celui qui caractérise l'avènement de CNews en France. En effet, alors que le premier média s'inscrit dans un champ national marqué par un certain anti-intellectualisme, le renouveau médiatique du conservatisme en France semble prendre racine dans un univers idéologique plus affirmé. Si, comme le note Thomas Frank à propos des États-Unis, « l'identification des intellectuels à la classe dominante est une vieille tradition de la droite politique[1905] », la chose n'est pas aussi tranchée en France, malgré

[1900] C. Lhaïk, « Jérôme Fourquet : "La décivilisation désigne la moindre capacité à gérer ses affects et sa frustration, la propension croissante à l'insulte, à l'incivilité, à la violence physique" », *l'Opinion*, 08/10/2023, [En ligne] https://www.lopinion.fr/politique/jerome-fourquet-la-decivilisation-designe-la-moindre-capacite-a-gerer-ses-affects-et-sa-frustration-la-propension-croissante-a-linsulte-a-lincivilite-a-la-violence-physique.
[1901] J. Fourquet, « Trafic de drogue : un enjeu de société devenu central », *Fondation Jean Jaurès*, Janvier 2022, [En ligne] https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2022/01/Trafic-drogue-Fourquet.pdf.
[1902] *Ibid*., p. 15.
[1903] J. Fourquet, *L'archipel français*, *op. cit*., p. 194-202.
[1904] *Ibid.*
[1905] T. Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, *op. cit*., p. 282.

l'importance des figures tutélaires d'Émile Zola, de Jean-Paul Sartre et de Pierre Bourdieu. Le journaliste au *Monde* Nicolas Truong considère que l'Hexagone est en proie avec un nouveau « national-populisme intellectuel et médiatique[1906] », s'attaquant à une soi-disant bien-pensance libérale.

> Bien plus qu'une petite musique, c'est une véritable offensive idéologique. La France est ainsi saisie par l'essor du national-populisme médiatique. Il ne se passe pas un trimestre sans qu'une maison d'édition ne publie un ouvrage contre la « dictature » wokiste ou la « bien-pensance » progressiste. Pas un mois sans qu'un polémiste ne fustige le « droit-de-l'hommisme » des élites. Pas une semaine sans qu'un hebdomadaire ne raille la « tyrannie de la repentance » ou les « idiots utiles » du communautarisme et de « l'islamo-gauchisme ». Pas une émission de débat sans que ne soit dénoncée l'emprise du « politiquement correct » ou les dérives du « féminisme victimaire ». Pas un jour sans que des « chaînes d'info » n'imposent des problématiques à sens unique[1907].

Une figure de proue de ce courant (qui n'est pas aussi homogène que peut le prétendre l'auteur) est représentée par Éric Zemmour, ayant joui d'une longue carrière de polémiste dans les médias télévisuels avant se lancer en politique.

S'inscrivant de plain-pied dans cette « société du commentaire[1908] », Zemmour s'est fait connaître du grand public en France grâce à ses talents tantôt de critique, tantôt de *clasheur*, dans différentes émissions du service public, agissant comme pôle réactionnaire-contestataire d'un système médiatique alors relativement consensuel, alternant analyses historiques de relative envergure et remarques rétrogrades sur le féminisme et le « grand remplacement ». Ces positions polémiques participèrent ainsi d'une véritable mise en spectacle des oppositions idéologiques, contrastant avec l'absence de pluralisme de la postpolitique libérale. Le « style paranoïaque » qui caractérise son discours apocalyptique sur la civilisation et l'avenir de la France possède ses stratégies rhétoriques. Comme le note Alain Roy, « Zemmour utilise la stratégie de défense qui consiste à associer toute critique qu'on pourrait lui adresser à la rectitude politique[1909] ». Mais, avant de lancer son

---

1906 N. Truong, « Il s'érige contre la "dictature" de la "bien-pensance" : l'essor du national-populisme intellectuel et médiatique », *Le Monde*, 06/03/2020, [En ligne], https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/06/l-essor-du-national-populisme-intellectuel-et-mediatique_6032005_3232.html.
1907 *Ibid*.
1908 N. Truong, *La société du commentaire*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2023.
1909 A. Roy, *Les déclinistes*, Montréal, Écosociété, 2023, p. 61.

mouvement politique, en se distinguant d'ailleurs peu de sa fonction de « journaliste », il officiera dans « Face à l'info » à CNews, en baignant dans un environnement idéologique maintenant délesté de contradiction. Il sera d'ailleurs remplacé par Mathieu Bock-Côté, qui agira comme son successeur à l'émission-phare du réseau[1910] (en plus d'officier chez Quebecor de l'autre côté de l'Atlantique), récupérant à tour-de-bras son discours décliniste[1911].

Si l'usage du terme de « national-populisme » peut posséder trop d'élasticité pour désigner les différentes réactions à une hégémonie culturelle libérale qui n'est pas fantasmée, il n'en demeure pas moins qu'un véritable bloc national-conservateur semble se solidifier en France, notamment à travers une radicalisation (et une montée en puissance) du journal *Valeurs Actuelles*, ainsi que l'animation intellectuelle fournie par le *FigaroVox*. Cela dit, la figure médiatique du philosophe Michel Onfray apparaît paradigmatique d'un national-populisme s'établissant idéologiquement dans l'espace public français. Habitué des plateaux de télé, l'ancien professeur normand, auparavant de sensibilité libéral-libertaire, s'est converti à un souverainisme national-plébéien dans les dernières années, se réclamant constamment de ses origines paysannes et des valeurs d'enracinement et de droiture transmises par son père agriculteur, constituant le socle moral de son patriotisme social, qu'il oppose d'ailleurs à la « décadence » de la civilisation occidentale[1912]. À la suite d'une carrière médiatique qui consacre ses qualités de rhéteur (et de *clasheur*), Onfray tente de se présenter comme l'intellectuel organique du mouvement des Gilets jaunes, et fonde la revue *Front populaire* en 2020, avec le producteur de télévision Stéphane Simon, déjà responsable de sa chaîne « Michel Onfray TV »[1913]. Dans un recueil de textes comportant plusieurs de ses articles dans la revue, intitulé *Puissance et décadence : Une politique de civilisation*, le philosophe fait ressortir ses grandes lignes idéologiques : critiquant l'Union

[1910] A. Chemin et H. Jouan, « Mathieu Bock-Côté, la doublure d'Éric Zemmour sur CNews », *Le Monde*, 13/12/2021, [En ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/12/13/mathieu-bock-cote-la-doublure-d-eric-zemmour-sur-cnews_6105799_823448.html.
[1911] A. Roy, *Les déclinistes*, *op. cit*.
[1912] Voir à cet égard, en plus de ses nombreuses apparitions médiatiques, ses deux ouvrages « Cosmos » et « Décadence », le premier proposant sa philosophie personnelle de la nature, évoquant ses origines rurales, et le second défendant l'idée, prégnante à droite, d'un « déclin de l'Occident ». M. Onfray, *Cosmos*, Paris, Flammarion, 2015 et *Décadence*, Paris, Flammarion, 2017.
[1913] A. Berteau, « Stéphane Simon et Michel Onfray se déchirent autour de la revue "Front populaire" », *La Lettre*, 13/05/2024, [En ligne], https://www.lalettre.fr/fr/medias_presse-ecrite/2024/05/13/stephane-simon-et-michel-onfray-se-dechirent-autour-de-la-revue-front-populaire,110224402-art.

européenne, qu'il qualifie d'« État maastrichien[1914] », il fustige cette configuration postnationale

> dont le modèle orwellien consiste à évincer les peuples, à soumettre les individus, à éradiquer la conscience critique, à travailler à la propagation de l'illettrisme qui favorise le travail de propagande, en un mot : à détruire la civilisation judéo-chrétienne. Tout ce qui permet de la ravager est célébré par les sicaires de l'État maastrichien[1915].

Face à cette structure bureaucratique, impersonnelle et antidémocratique, Onfray présente la revue comme une tentative de « *construire une machine de guerre populiste*[1916] », car il s'agit « [d']opposer un Front populaire à ce Front populicide[1917] ». La ligne directrice de ce national-populisme assumé s'avère ainsi la promotion d'un mouvement souverainiste français, par-delà droite et gauche[1918]. Entreprise intellectuelle plutôt diabolisée à son origine (des journaux comme *Libération* et *Le Monde* y verront le retour des « rouges-bruns »[1919]), il convient selon le politiste Jean-Yves Camus de plutôt définir *Front populaire* comme une revue « antilibérale, populiste et souverainiste », trois perspectives dont les contributeurs hétéroclites tendent à se réclamer explicitement[1920], malgré la présence en son sein de plusieurs collaborateurs issus de la droite radicale.

*

Dans la formation du nouveau bloc illibéral, consacrant la montée des national-populismes, nous pourrions aussi mentionner la naissance de différents réseaux alternatifs souhaitant s'opposer aux médias traditionnels : au premier chef *Breitbart News* de Steve Bannon, qui sut avoir un temps une influence considérable sur la montée du trumpisme et la défiance vis-à-vis des nouvelles provenant des canaux établis, mais aussi la transition de Twitter en

---

1914 M. Onfray, *Puissance et décadence*, Paris, Bouquins, 2022, p. 29.
1915 *Ibid*., p. 38.
1916 *Ibid*., p. 32.
1917 *Ibid*.
1918 Il a comme objectif de « rassembler *les souverainistes de droite, de gauche, d'ailleurs et de nulle part* ». *Ibid*., p. 48.
1919 J. Dion, « Lancement de "Front Populaire" : Michel Onfray, l'homme qui les rend tous fous », *Marianne*, 27/05/2020, [En ligne], https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/lancement-de-front-populaire-michel-onfray-l-homme-qui-les-rend-tous-fous.
1920 J.-Y. Camus, « "Front populaire" : une revue souverainistement correcte », *Charlie Hebdo*, 2/07/2020, [En ligne], https://charliehebdo.fr/2020/07/politique/front-populaire-revue-souverainistement-correcte/.

X sous la gouverne d'Elon Musk, la naissance du Daily Wire en ligne aux États-Unis également, en plus de médias alternatifs comme Rebel News au Canada ou des chaînes Russia Today (RT) et Sputnik en Europe, agissant comme relais du Kremlin. Ces différentes chaînes, qui s'inscrivent globalement dans une « guerre de l'information[1921] », ont toutes en commun d'être régulièrement accusées de propager de la désinformation. Elles s'avèrent les témoignages d'une nouvelle ère communicationnelle, dont les populismes postmodernes représentent une des manifestations. Comme l'écrit Christophe Jaffrelot,

> À l'âge des chaînes d'information continue et des médias sociaux, les techniques de communication par lesquelles le populiste s'adresse à son peuple revêtent une importance accrue, tant en termes qualitatifs que quantitatifs. Ces nouveaux canaux permettent en effet aux populistes d'établir plus facilement encore une relation directe avec les citoyens et de diffuser plus rapidement leur propagande en court-circuitant, au besoin, les procédures de vérification de l'information – une aubaine des leaders portés, plus que d'autres, à la démagogie et au mensonge. Si la propagande cherche à endoctriner, la démagogie cherche à séduire[1922].

9.6 *Fake news* et ère de la « post-vérité »

La fabrication et la diffusion de fausses nouvelles, en plus de leur usage polémique pour désigner le contenu informationnel de certains médias, apparaissent comme le stade suprême de la logique postmoderne, débordant largement la question du « technopopulisme ». En effet, à travers la figure apocalyptique (littéralement : comme *révélation*) d'un président milliardaire états-unien, les sociétés mondiales se sont surtout rendu compte de leur basculement dans une autre ère, que certains ont qualifiée comme celle de la « post-vérité ». Tel que l'écrit David Colon, « [l']élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016 a fait entrer le monde dans un nouvel âge de la propagande et du rapport à la vérité[1923] ». Selon différentes études, le réseau social de masse X, sous la propriété du pro-Trump Elon Musk, représente d'ailleurs le média ayant

[1921] D. Colon, *La guerre de l'information*, Paris, Tallandier, 2023.
[1922] C. Jaffrelot, « Le populisme : définition, implications et limites » dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, *op. cit*., p. 36-37.
[1923] D. Colon, *Propagande*, *op. cit*., p. 279.

le plus contribué à la propagation de *fake news*[1924]. Car c'est effectivement en abolissant le « *fact-checking* » (la vérification de contenus) que le milliardaire sud-africain tente de mener une guerre culturelle contre le « virus woke », dont serait notamment atteinte selon lui la plateforme Wikipédia[1925].

Or, selon le philosophe Christian Godin, le terme de « post-vérité » ne saisit pas dans toute son ampleur cette mutation anthropologique fondamentale. Plus que de la dissimulation consciente de la vérité, il s'agirait surtout d'une *crise de la réalité* :

> Aujourd'hui, ce n'est plus seulement la vérité qui est en jeu et en question, mais la réalité même. La campagne présidentielle américaine de 2016, qui a vu l'arrivée au pouvoir d'un homme d'affaires particulièrement grossier, inculte et sans scrupules, a été l'occasion de la diffusion soudaine et massive, en France et dans d'autres pays, de trois inventions lexicales : la « post-vérité », les « faits alternatifs » et les *fake news*. Mais, contrairement à ce que ces expressions tendent à nous suggérer immédiatement, ce n'est pas tant la vérité qui se trouve démantelée et détruite par l'idéologie sous-jacente de la propagande et de la communication que traduisent ces néologismes, que la réalité même[1926].

Cette crise du rapport au réel se manifeste de différentes façons et loge dans les logiques profondes d'un certain nihilisme occidental, nourri par un hyper-individualisme et le culte de la régulation technico-économique. Il produit un univers anxiogène pour les jeunes générations, comme le montrent les travaux du célèbre psychologue américain Jonathan Haidt[1927]. Nous reviendrons plus loin sur les dimensions plus générales de ces transformations. Pour l'instant, considérons son lien intime avec le technopopulisme.

On associe, à raison, le populisme à une défiance à l'égard des élites, prenant souvent la forme d'une hostilité envers les médias, accusés de relayer de l'information orientée, voire trompeuse. Ainsi, dans un premier cas de figure, les *fake news* servent d'accusation à l'endroit du contenu informationnel « *mainstream* ».

[1924] P. Laloux, « Le populisme radical de droite champion de la désinformation politique », *Le Soir*, 21/01/2025, [En ligne], https://www.lesoir.be/649931/article/2025-01-21/le-populisme-radical-de-droite-champion-de-la-desinformation-politique.
[1925] A. Rascouët-Paz, « Elon Musk Urged People to Stop Donating to Wikipedia. Here's Why », *Snopes*, 27/12/2024, [En ligne] https://www.snopes.com/fact-check/elon-musk-stop-donating-wikipedia/.
[1926] C. Godin, *La crise de la réalité*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020, p. 9-10.
[1927] Pour la nouvelle édition en français (du Québec) voir J. Haidt, *Génération anxieuse*, Sherbrooke, D'eux, 2025.

Le journaliste belge d'extrême gauche Michel Collon, ayant fondé un site internet de « réinformation » nommé Investig'Action, a par exemple popularisé, dans l'univers conspirationniste, le terme de « médiamensonge », qu'il récupère dès le début des années 1990 dans son premier pamphlet critique de la Guerre du Golfe[1928]. En effet, l'usage de ce type de vocable polémique, précédant largement le cas du trumpisme, s'inscrit dans une vision apocalyptique de dénonciation de la propagande occidentale supposément relayée par les « médias officiels », Collon préférant s'aligner sur des perspectives tiers-mondistes, pro-Chavez et parfois qualifiées de pro-russes, ayant travaillé pour la presse vénézuélienne et pour Russia Today[1929]. En ce sens, ce type de critique d'une « fabrication de la vérité officielle », s'inscrivant dans une sorte de récupération de la critique antitotalitaire, prend également la forme d'une protestation contre des « *fake news* ».

Le deuxième cas de figure représente la désignation avérée de fausses nouvelles[1930], notamment la désinformation produite et diffusée sur internet, irriguant les protestations populistes.

Dans un long article digne d'intérêt, la rédactrice en chef du *Guardian*, Katharine Viner, défendait l'idée que le référendum du Brexit témoigne du premier vote de l'ère post-vérité[1931]. La journaliste relève effectivement l'importance, dans le courant de la campagne sur le statut du Royaume-Uni dans l'Union européenne, d'une « nouvelle » à propos du Premier ministre de l'époque David Cameron, stipulant qu'il ait commis un acte obscène avec une tête de cochon mort alors qu'il était encore étudiant à la prestigieuse université d'Oxford[1932]. Cette information, dont la véracité s'avérait un enjeu secondaire (et fut démentie dans un communiqué officiel par le principal intéressé), participait à combler l'imaginaire représentant l'immoralité et l'indécence des élites du pays, et put témoigner

[1928] M. Collon, *Attention, médias!*, Bruxelles, EPO, 1992.
[1929] D. Albertini et J. Lefilliâtre, « Russia Today : allo Paris, ici Moscou », *Libération*, 08/04/2016, [En ligne]. https://www.liberation.fr/futurs/2016/04/08/russia-today-allo-paris-ici-moscou_1444970/.
[1930] Sans pour autant nier que, malgré le caractère conspirationniste de plusieurs des positions émises par le média en question, il rappelle une chose trop souvent oubliée : la réalité d'une *propagande proprement libérale*, mentant pour justifier des guerres (comme le gouvernement américain sur George W. Bush en vue de l'invasion en Irak) et vendant un modèle politique, économique et culturel, trop souvent essentialisé comme neutre.
[1931] K. Viner, « How technology disrupted the truth », *The Guardian*, 12/07/2016, [En ligne], https://www.theguardian.com/media/2016/jul/12/how-technology-disrupted-the-truth.
[1932] *Ibid*.

de cette atmosphère populiste marquant l'ère du Brexit. Ainsi, comme l'écrit Viner, « Does the truth matter any more? » (« La vérité importe-t-elle encore ? »).

Giuliano da Empoli a bien analysé comment des experts en manipulation de l'opinion ont su investir le référendum britannique pour exploiter une logique de persuasion (ou plutôt de propagande) individualisée, notamment en proposant des messages spécifiques à des clientèles diverses sur Facebook et les réseaux sociaux, dans l'optique de faire basculer le vote en faveur du *Leave* :

> Grâce au travail des physiciens, chaque catégorie d'électeurs a reçu un *message ad hoc* : pour les animalistes, un message sur les réglementations européennes qui portent atteintes aux droits des animaux ; pour les chasseurs, un message sur les réglementations européennes qui protègent les animaux ; pour les libertaires, un message sur le poids de la bureaucratie de Bruxelles et, pour les étatistes, un message sur les ressources soustraites à l'État providence par les transferts à l'Union[1933].

Ces logiques, qui rendent compte en partie du caractère post-idéologique du technopopulisme, même « souverainiste », représentent le phénomène des « bulles de filtre », exploitées par le Big Data, créant un univers idéologique personnalisé à chacun, dans l'optique de faire avancer des objectifs politiques. Comme l'écrit David Colon,

> Les propagandistes s'appuient donc sur la bulle de filtre et le phénomène d'exposition sélective pour renforcer le cloisonnement des communautés numériques et les clivages politiques. À l'ère de l'ultra-individualisation algorithmique, l'information ne joue plus autant que par le passé le rôle de ciment et de cohésion de la société. Elle ouvre la voie à une nouvelle forme de propagande, qui repose moins dans les contenus que dans les architectures des sites qui proposent ces contenus[1934].

Il en ressort ainsi que, si ces stratégies propres à la propagande numérique débordent largement le fait populiste et demandent à être considérées comme le produit plus général d'un certain type de société (da Empoli rappelle à juste titre le fait trop souvent oublié que ce même genre de procédé fut utilisé, par exemple, pour la campagne de Barack Obama aux États-Unis[1935]), elles produisent sans l'ombre d'un doute du cloisonnement et de la polarisation idéologiques[1936]. Tel que le note encore Colon, le façonnement de l'opinion

---

1933 G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 168-169.
1934 D. Colon, *Propagande*, *op. cit*., p. 326.
1935 G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*.
1936 D. Colon, *Propagande*, *op. cit*., p. 327.

publique dans les démocraties libérales passe de la « fabrication du consentement[1937] », décriée par Noam Chomsky, à la « fabrique du dissentiment[1938] », soit la production contemporaine du chaos. Dans cet espace numérique, « la foule, masse compacte, a été abolie au profit d'individus séparés, chacun d'entre eux pouvant être suivi dans les moindres détails[1939] ».

Les clientèles numériques répondent à ce qui se trouve identifié par les *spin-doctors* comme des « *trending topics*[1940] » (tendances fluctuantes), où les contenus extrêmes et souvent faux jouissent d'une véritable popularité-viralité. Grâce à la création de faux comptes et de « fermes à liens », qui d'ailleurs s'inscrivent plus globalement dans l'économie numérique[1941], la production industrielle de *fake news* renforce son efficacité auprès des masses digitales. Tel que le rappelle l'historien spécialiste de la propagande,

> [s]elon une étude du MIT, menée sur 126 000 rumeurs propagées par 3 millions de personnes entre 2006 et 2017, les fausses informations ont 70% de probabilité en plus que les vraies informations d'être partagées, et touchent beaucoup plus rapidement un bien plus grand nombre de personnes[1942].

À cet égard, l'américain Steve Bannon représente sans l'ombre d'un doute le maître à penser national-populiste de cette industrie, suivant une compréhension fine de l'importance des réseaux sociaux pour former une contre-hégémonie culturelle réactionnaire. En effet, le fondateur de la plateforme de l'*alt-right* américaine, Breitbart News, a rapidement identifié le potentiel de l'univers des jeux vidéo et des communautés digitales, comme 4chan, 8chan et tout ce qui relève de forums chapeautés par Reddit[1943]. Ce terreau, souvent composé d'une part non négligeable de jeunes hommes isolés et psychologiquement vulnérables, irrigué par la culture masculiniste et « *Red pill* » (une référence à Matrix : accepter supposément de voir le monde différemment qu'à travers les illusions des « *fake news* » progressistes), fournit des bases intéressantes pour la propagande MAGA, à travers les attraits d'un politiquement incorrect postmoderne[1944]. Les

---

1937 N. Chomsky et E. Herman, *La fabrication du consentement*, Marseille, Agone, 2008.
1938 D. Colon, *Propagande*, *op. cit*., p. 379.
1939 G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos, op. cit*., p. 175.
1940 D. Colon, *Propagande*, *op. cit*., p. 382.
1941 *Ibid*., p. 383.
1942 *Ibid*., p. 384.
1943 G. da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, *op. cit*., p. 107.
1944 P. Stefanoni, *La rebellion est-elle passée à droite?*, *op. cit*., p. 87-139.

ingénieurs du chaos, qui trouvent dans le populisme nationaliste un véhicule pour la colère, participent ainsi à créer une « une propagande d'ensauvagement[1945] ». Tout cet univers entretient des liens particulièrement explosifs avec le complotisme, que nous avons déjà évoqué dans un chapitre précédent, participant pleinement d'une nouvelle construction polémique (et délirante) de la réalité.

De façon plus générale, l'émergence de la question des *fake news* interroge sur la crise des garde-fous (*gatekeepers*) encadrant la factualité des nouvelles, mais aussi comme nous l'avons mentionné, le rapport à la confiance dans les sociétés contemporaines. De surcroît, à l'ère de l'internet et de la confusion entre information et opinion, des avancées de l'intelligence artificielle et des différentes « réalités virtuelles », de même que la constitution de chambre d'échos et de bulles de filtres individualisant toujours plus les contenus idéologiques sur le web, beaucoup d'ingrédients explosifs se rencontrent pour détacher les sujets du réel. Le politiste italien Damiano Palano soutient d'ailleurs que la dissolution de l'idéal public du régime moderne laisserait maintenant la place à une « *bubble democracy* », fondée sur des individus privés[1946]. L'avènement de ce nouveau genre politique réside dans les mutations technologiques qui frappent l'univers médiatique contemporain, transformant le pouvoir des lignes éditoriales à transformer le réel :

> Une différence importante qui distingue les « vieux » médias des « bulles » contemporaines réside cependant dans le fait que chez ces dernières il n'existe pas de « parterre » – réel ou virtuel – qui assiste à un spectacle, qui lit un texte, ou qui écoute un programme radiophonique. À l'intérieur de la bulle, chaque individu est seul, dans le sens où le spectacle qu'il a devant lui est « personnalisé ». C'est une représentation partielle et limitée du monde construite « sur mesure » sur la base de ses goûts et de ses préférences consolidées auparavant[1947].

Ce phénomène témoigne du fameux monde liquide maintes fois analysé par Zygmunt Bauman, où tout ce qui est solide se voit dissous, dont le réel lui-même[1948]. La production industrielle de réalités personnalisées, servies à la carte aux individus atomisés, apparaît comme l'expression paroxystique de ce que Christopher Lasch appelait déjà la « culture

---

[1945] D. Colon, *Propagande*, *op. cit*., p. 386.
[1946] D. Palano, « La fin du "public", la *bubble democracy* et la nouvelle polarisation », dans C. Delsol et G. de Ligio (dir.), *La démocratie dans l'adversité*, *op. cit*., p. 699.
[1947] *Ibid*., p. 707.
[1948] Z. Bauman, *La vie liquide*, *op. cit*.

du narcissisme[1949] » à la fin des années 1970. Cette régulation du social, où l'individualisme invite finalement les sujets à se replier sur eux-mêmes, reproduisant un sentiment d'omnipotence infantile, s'avère l'expression d'un refus des limites institutionnelles[1950] qui permettent de socialiser les individus, de les mettre en relation avec les autres, et d'être en mesure de reconnaître une réalité partagée[1951].

Mais, en tant que produit de l'époque, il existe également un narcissisme « d'en haut », soit celui dont témoigne sans la moindre vergogne le président américain Donald Trump. Si la mégalomanie et l'amour exagéré de soi n'ont rien de nouveau dans l'histoire politique, où se sont accumulés les leaders égocratiques, la subjectivité du président des États-Unis représente un produit typique d'époque, suivant un rapport pervers à la réalité. Car comme nous l'avons mentionné, l'émergence de la question des *fake news*, des « faits alternatifs » et des perturbations générales quant à la réalité des faits relayés par les médias est inséparable de l'émergence du magnat de l'immobilier comme figure politique.

Ayant « inventé » le terme de *fake news* (d'abord, par un procédé de retournement, en désignant les médias traditionnels), sa capacité à ériger le mensonge en normativité du pouvoir, un grand classique de la propagande politique, s'enracine dans une partie de ses représentations de publicitaire, de son narcissisme propre et de sa formation auprès de l'avocat sans scrupule Roy Cohn. Dans le film *The Apprentice*, qui représente un biopic de l'ascension immobilière de la marque Trump dans les années 1970-1980 à Manhattan, son mentor lui dit ceci, après avoir rappelé que la loi n'existait pas (se limitant aux hommes derrière elle) : « There is no right and wrong. There is no morality. There is no truth with a capital T. It's a construct. It's a fiction. It's man-made. None of it matters except winning[1952] ». En plus du *déni* et de la *contre-attaque*, cette négation de l'objectivité du réel, son aplatissement sur des pures subjectivités en lutte, fournissent les critères de base de sa vision du monde. Comme l'écrivent Krastev et Holmes,

---

[1949] C. Lasch, *La culture du narcissisme*, *op. cit*.
[1950] Voir notamment J.-P. Lebrun, *Un monde sans limite*, Toulouse, Érès, 1997.
[1951] O. Bélanger-Duchesneau, « Du sujet politique au néo-sujet narcissique », *Cahiers Société*, 2023, p. 67-101.
[1952] « 'The Apprentice' director talks about the film Donald Trump doesn't want you to see », *NPR*, 10/10/2024, [En ligne], https://www.npr.org/transcripts/nx-s1-5100620.

> Trump ne considère pas seulement le mensonge éhonté comme un moyen parfaitement légitime de remporter les multiples compétitions de la vie. Il croit aussi que ses ennemis disent des vérités non parce qu'ils nourriraient une dévotion impartiale envers la véracité des faits, mais parce que (et lorsque) cela sert leurs intérêts[1953].

Ainsi, le monde se trouve appréhendé à partir de ce que Stéphane Vibert a appelé, afin de désigner un pan dominant des sciences sociales contemporaines, la « socio-anthropologie potestative », où le réel se voit constamment décrit en champ de luttes entre une collection de micro-pouvoirs, eux-mêmes réduits à des éléments de langage, suivant une perspective ontologique anti-réaliste[1954]. Tel que le soutient l'essayiste Alain Roy, qui brosse un portrait psychologique du personnage,

> Trump adhère à une conception performative du langage : les mots n'ont pas pour utilité de nous aider à décrire la réalité le plus fidèlement possible, ils ne sont pas assignés à une fonction de vérité ; ils sont un outil de persuasion, un instrument visant à amener autrui à faire ce que l'on veut. Pour le politicien, les mots servent à convaincre les gens de voter pour lui ; pour le promoteur immobilier, ils servent à amadouer les décideurs, à obtenir du financement des banquiers et des investisseurs, à vendre des condos à des acheteurs[1955].

Samuel Bouron, en parlant de l'importance du rapport du trumpisme à la désinformation, note que la polarisation affective par les fausses nouvelles se véhicule essentiellement à travers les médias de droite, en prenant appui sur l'ouvrage *Network Propaganda* de Faris, Roberts et Benkler.

> Dans l'ensemble, écrit-il, les électeurs démocrates restent en effet davantage connectés à des médias qui respectent, au moins en partie, les normes journalistiques d'enquête et d'objectivité. Ils tendent davantage à ne plus croire une fausse information après qu'elle ait été vérifiée, même si cette fausse information conforte leurs croyances. Au contraire, dans la galaxie médiatique conservatrice, les fausses informations continuent de circuler même après avoir été démenties par des médias d'information. Cet espace médiatique est en cela indifférent et même méprisant à l'égard des vérités établies par des autorités scientifiques et journalistiques légitimes. Ce cadre, caractéristique de ce qui serait un régime de post-vérité, fait primer les émotions et le ressenti intérieur, subjectif, sur une démarche qui recourt à l'examen des faits[1956].

1953 I. Krastev et S. Holmes, *Le moment illibéral*, *op. cit*., p. 272.
1954 S. Vibert, « Le bain acide des relations de pouvoir. Critique de la socioanthropologie potestative », *op. cit*.
1955 A. Roy, *Le cas Trump*, Montréal, Écosociété, 2025, p. 45.
1956 S. Bouron, *Politiser la haine*, *op. cit*., p. 81.

Ainsi, ce sont les droites qui capitalisent maintenant ce que la journaliste Anne-Cécile Robert avait nommé « la stratégie de l'émotion », afin de détourner le réel de toute interprétation rationnelle :

> En politique, le recours aux émotions a pour fonction d'étouffer le débat avec des ressentis et des affects qui, par définition, ne se démontrent ni ne se discutent. Mais il sert aussi à instituer l'impuissance, à la justifier : exprimer une tristesse, par exemple, éviter d'agir ou masquer l'incapacité à le faire[1957].

*

Il est effectivement avéré, selon une étude néerlandaise menée sur Twitter/X, que plus un parti se trouve à droite, plus il tend à partager de fausses nouvelles sur ces réseaux[1958]. Il apparaît cependant curieux de constater, à notre sens, cet acharnement à ne voir que le symptôme que représente le populisme de droite dans ce processus général de déconstruction du réel. La phrase précédemment citée de Roy Cohn pourrait avoir été énoncée par un philosophe postmoderne, de sensibilité progressiste, représentant un nouveau stade du nihilisme occidental[1959] culminant avec la post-politique néolibérale. Comme le défend Maxime Ouellet, en prenant notamment appui sur les analyses de Godin, les nouvelles gauches et droites américaines se clivent entre elles de façon binaire, mais possèdent des affinités onto-épistémologiques, soit le fait primordial de refuser l'objectivité de la réalité :

> Sur le plan politique, l'affrontement médiatico-spectaculaire qui oppose un mouvement néoconservateur, la *Alt-right*, à la *Fake Left*, la première dénonçant la rectitude politique d'une gauche multiculturelle adepte du relativisme et pour qui toute prétention à l'universel n'est que l'expression d'un discours colonial porté par l'Occident, participe également de cette […] crise de la réalité[1960].

1957 A.-C. Robert, *La stratégie de l'émotion*, Montréal, Lux, 2025, p. 13.

1958 S. Blin et S. de Rivet, « Réseaux sociaux : plus un parti est à droite, plus il diffuse des fake news », *Libération*, 11 février 2025, [En ligne], https://www.liberation.fr/idees-et-debats/reseaux-sociaux-plus-un-parti-est-a-droite-plus-il-diffuse-des-fake-news-20250211_6YFYNXUTMBGFNJSNTZ5EVKRWDU/.

1959 Au sujet des impasses politiques de la « déconstruction », voir notamment R. Garcia, *Le désert de la critique*, Paris, L'Échappée, 2015. Voir également, du philosophe des sciences Jean-François Braunstein : *La philosophie devenue folle*, Paris, Grasset, 2018, ainsi que, de la philosophe politique Stéphanie Roza : *La gauche contre les Lumières?*, *op. cit*.

1960 M. Ouellet, « De la *New Left* à la *Fake Left* : les *Cultural Studies* et la crise de la réalité », *Cahiers Société*, (4), 2023, p.88.

En effet, tel que le rappelle avec justesse le politiste,

> la logique nominaliste de déconstruction du discours, qui était traditionnellement l'arme privilégiée de la gauche culturelle, a été récupérée par les tribuns populistes de la nouvelle droite postmoderne qui diffusent des discours médiatiques visant à produire une réalité alternative (Trump). Les théories conspirationnistes de cette droite postmoderne consistent en une forme de pensée fétichisée qui tend à personnifier les rapports structurels de domination[1961].

La pensée postmoderne s'affirme ainsi comme « [l']expression théorique réifiée de cette nouvelle société où la communication médiatique s'est substituée au langage[1962] », en ceci qu'elle ne fait que refléter la domination abstraite de la valeur sur les représentations sociales, prenant par ailleurs les traits d'une « autocratie numérique[1963] ». Comme l'écrit encore Ouellet,

> on peut émettre l'hypothèse que ce processus de dissolution de la réalité symbolique est une conséquence de l'extension de la logique marchande à l'ensemble des sphères de la pratique sociale, notamment celle de la culture, qui a été rendue possible grâce au déploiement des technologies de l'information et de la communication à la fin du XX^{e} siècle[1964].

C'est cette colonisation de la logique capitaliste étendue à tous les espaces de la vie humaine dont l'ère de la « post-vérité » rend compte. Rosanvallon parle à juste titre d'une « dispersion du social[1965] », propre au régime numérique contemporain, qui désinstitue les médias et déconstruit le commun[1966].

> À l'âge des réseaux sociaux, chacun peut désormais prendre la parole et espérer se faire entendre personnellement. L'opinion est du même coup une réalité matérielle immédiate, qu'aucun filtre n'encadre. Elle est devenue une puissance autonome, directement active et à proprement parler informe. Ce nouveau régime d'opinion et cette désintermédiation redéfinissent en profondeur le mode de production de la raison démocratique et conduisent structurellement à une forme d'archipellisation du sens commun[1967].

1961 *Ibid*., p. 92.
1962 *Ibid*., p. 89.
1963 R. Gori, *La fabrique de nos servitudes*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2023, p. 87.
1964 M. Ouellet, « De la *New Left* à la *Fake Left* : les *Cultural studies* et la crise de la réalité », *op. cit*., p. 88.
1965 P. Rosanvallon, *Les institutions invisibles*, *op. cit*., p. 276.
1966 Voir notamment M. Revault d'Allonnes, *La faiblesse du vrai*, Paris, Seuil, 2018.
1967 P. Rosanvallon, *Les institutions invisibles*, *op. cit*., p. 277.

Or, si le « capitalisme de catharsis[1968] » généré par les réseaux numériques participe à (re)produire constamment cette crise de la réalité, il serait une fausse bonne idée d'interdire le complotisme, selon Godin, afin de *restaurer le réel*, car cela participerait, malgré de bonnes intentions, à renforcer le sentiment populiste de défiance des élites médiatiques par les masses digitales :

> Aucune loi ne pourra empêcher les individus de croire ce qu'ils ont le désir de croire, et si un pouvoir extérieur les empêche d'exprimer publiquement leurs croyances, ils feront tout pour le contourner. Le complotisme est une attitude de défiance radicale à l'égard du monde présent, il doit sa force à une donnée psychique fondamentale : l'être humain a tendance à ne pas croire ce qu'il sait. C'est la raison pour laquelle l'éducation et l'instruction, constamment convoquées, ne suffiront jamais à replacer les individus sur le chemin de la réalité et de la vérité. Les théories du complot sont un discours de l'inconscient contre lequel, peut-être, l'outil le plus efficace est l'arme de la dérision[1969].

[1968] É. Sadin, *L'ère de l'individu tyran*, Paris, Le Livre de Poche, 2022.
[1969] C. Godin, *La crise de la réalité*, *op. cit*., p. 233.

CONCLUSION

La démocratie, c'est le pouvoir du peuple
exerçant la souveraineté sans entrave.

Charles de Gaulle, 1942.

Dans le courant de l'écriture de cette thèse, un nombre important d'essais sur le populisme se sont rajoutés à une masse déjà fournie, embrayant encore (trop) souvent à partir d'un certain flou[1970]. Des régimes « populistes » se sont pourtant succédé ou installés, certains ont chuté. Des mouvements de ce type, traduisant une certaine grogne populaire provenant « d'en bas », se sont multipliés. Un pays comme l'Allemagne, considéré « immunisé » contre les pulsions nationalistes et « populistes » les plus dangereuses, principalement grâce au fait qu'il aurait éliminé en profondeur les racines toxiques de l'expérience nazie de la société, au point de devenir un modèle de démocratie libérale, procédurale et tendanciellement cosmopolite, se trouve maintenant aux prises avec un parti de droite radicale (qu'on tente par ailleurs d'interdire[1971]), l'Alternativ für Deutschland, qui fait son miel du rejet véhément de l'immigration.

Alors que certains observateurs se réclamant de théories critiques déplorent l'entrée dans une nouvelle ère marquant une crise de la démocratie libérale, prenant les traits d'un « nationalisme du désastre[1972] » ou carrément d'un « techno-fascisme[1973] », en tant que

[1970] Par exemple, on notera (parmi d'autres) au Québec la parution d'un recueil de textes de journalistes intitulé *Les mille visages du populisme*, qui recoupe dans ses pages la majorité des travers des régimes libéraux contemporains, en mobilisant le vocable pour expliciter une dynamique perverse, autoritaire et démagogique traversant les démocraties. Collectif, *Les mille visages du populisme*, Montréal, Somme Toute/Le Devoir, 2024.
[1971] E. Conesa, « La question de l'interdiction du parti d'extrême droite AfD divise l'Allemagne », *Le Monde*, 23/06/2025, [En ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/06/21/la-question-de-l-interdiction-de-l-afd-divise-l-allemagne_6615053_823448.html
[1972] R. Seymour, *Disaster Nationalism*, Londres, Verso, 2024.
[1973] Chayka, K., « Techno-fascism comes to America : The historic parallels that help explain Elon Musk's rampage on the federal government », *The New Yorker*, 26/02/2025, [En ligne], https://www.newyorker.com/culture/infinite-scroll/techno-fascism-comes-to-america-elon-musk.

nouvelles moutures de la « menace populiste » (généralement confondue avec toutes les droites les plus extrêmes), d'autres, comme Thibault Muzergues, y voient plutôt l'expression d'une période « post-populiste », restaurant le traditionnel clivage droite/gauche. En effet, selon le politiste, l'Italie de Meloni, les États-Unis de Joe Biden et la Suède sous le charismatique Jimmie Åkesson s'avèreraient la preuve d'un épuisement mondial du populisme depuis les années 2020, au profit (surtout) d'une droite conservatrice supposément plus modérée[1974]. Alors que l'ancien président démocrate représente effectivement une option libérale plus classique (atlantiste et modérément progressiste) mais bien éphémère (vraisemblablement affaibli cognitivement lors de son mandat, il devra être remplacé d'urgence par Kamala Harris pour les élections, qui perdra contre les Républicains), Meloni et Åkesson, tenants pourtant d'une certaine droite dure européenne, incarneraient un recentrage vers le « centre droit » selon Muzergues[1975].

L'essai de Muzergues fut publié juste avant le retour de Donald J. Trump au pouvoir aux États-Unis suite à la campagne de 2024 – mais également de la prolifération de nombre de régimes autoritaires à légitimité supposément plébiscitaire dans le monde –, moment phare stimulant l'imaginaire sans cesse ressassé d'un retour aux *heures les plus sombres de l'histoire*. Cette dernière formule semble représenter l'autre extrême discursive du spectre où loge l'« optimisme » du politologue basé à Rome, les deux points limites à notre sens incapables de prendre la pleine mesure du national-populisme des temps présents. Car si les événements politiques récents tendant effectivement à fragiliser le noyau libéral des institutions politiques héritées de la modernité démocratique possèdent de quoi inquiéter légitimement l'honnête citoyen, il apparaît toujours intellectuellement incapacitant, à notre sens, d'en faire un simple copié-collé des totalitarismes qui marquèrent de lettres de feu et de sang le vingtième siècle. Comme l'écrit Maya Kandel à propos de la vitalité d'une nouvelle droite « populiste » états-unienne (mais qui ne se limite pas à cette forme), pour l'instant bien installée au pouvoir,

> Profondément américain, le trumpisme parle d'abord des États-Unis, mais il nous dit aussi quelque chose de fondamental de notre époque, du moment politique et géopolitique que nous traversons. Quoique certains de ses ressorts et attributs

[1974] T. Muzergues, *Postpopulisme*, *op. cit*., p. 145-198.
[1975] *Ibid*., p. 166.

> évoquent le passé de l'Europe, le trumpisme est un phénomène de son temps et il est à la fois paresseux et réducteur de le ramener au fascisme[1976].

Cette affirmation apparaît – pour l'instant - tout aussi applicable à l'Europe, où déferle pourtant la menace réelle d'un populisme s'ancrant clairement à droite. En effet, on constate la montée en 2024 de partis comme l'AfD précédemment évoquée, du Rassemblement national français maintenant mené par le jeune Jordan Bardella, mais également l'installation pérenne du Parti de la Liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas, celle du Reform UK de Nigel Farage au Royaume-Uni, du FPÖ en Autriche, l'arrivée aux portes du pouvoir de George Simeon en Roumanie, sans compter les toujours évoqués gouvernements d'Orbán et du PiS en Hongrie et en Pologne. Cette énumération ne peut être exhaustive, tant elle s'allongerait indéfiniment, preuve que le national-populisme prend place un peu partout sur le Vieux Continent. Au Canada comme au Québec, autrefois qualifié d'exceptionnalisme[1977], le phénomène populiste s'installe également, notamment sous la forme d'une exaspération à l'égard des élites libérales ayant dominé idéologiquement les dernières décennies, gardiennes de la doctrine multiculturaliste et « postnationale » marquant le pays. Cette réaction à la fois canadienne et québécoise prend des traits divers, d'un retour du conservatisme anglo-canadien à la sauce protestataire, mâtiné de libertarianisme jusqu'à la remontée (quoique timide) du souverainisme nationaliste au Québec (prenant souvent des traits identitaires), en passant par le sécessionnisme albertain.

Si donc nous voyons un fort vent de droite (politique) souffler sur les sociétés contemporaines (occidentales comme du « Sud global »), il n'en demeure pas moins que l'authentique « logique national-populiste » tend à brouiller le cadre idéologique traditionnel droite/gauche au profit de certaines hybridations. Ainsi en est-il du parti de Sahra Wagenknecht en Allemagne, issu d'une scission avec la gauche populiste de Die Linke, qui entend proposer une critique de l'immigration massive et pointe du doigt les impasses du libéralisme culturel. Marxiste de formation et mariée à Oskar Lafontaine, la leader allemande, radicale dans ses positions pour la socialisation des ressources (conforme

[1976] M. Kandel, *Une première histoire du trumpisme*, Paris, Gallimard, 2025, p. 17.
[1977] Kwak, L. J., « Problematizing Canadian exceptionalism: A study of right-populism, white nationalism and Conservative political parties », *Oñati Socio-Legal Series*, 2020, 10(6), pp. 1166–1192.

à une certaine gauche sociale), pourfend le « wokisme » et la bien-pensance marquant le progressisme actuel, se désaligne de façon sulfureuse du conflit russo-ukrainien et refuse d'embarquer dans le train de la société civile qui demande l'interdiction de l'AfD, au nom d'une certaine conception de l'expression démocratique.

Au Danemark, le parti traditionnellement social-démocrate au pouvoir (intitulé sobrement « Social-démocratie »), originalement de la gauche radicale anticapitaliste, fait de la restriction de l'immigration un pilier de son programme de gouvernement[1978]. Ce recadrage, attribué par certains observateurs à l'influence que fait peser le populisme « nativiste » du Parti populaire sur la vie publique danoise, connaît un certain succès, lui permettant de conserver le pouvoir, en présentant ces limitations des flux migratoires comme la condition pour le maintien du modèle social scandinave.

C'est un modèle qui semble inspirer le Parti québécois sous Paul St-Pierre Plamondon (ayant étudié dans ce pays scandinave[1979]), qui fait de la question migratoire un élément essentiel pour la défense de la souveraineté nationale du Québec[1980] (politiquement sous le joug du régime fédéral canadien), et prétend au pouvoir provincial pour les élections de 2026.

Ces différents phénomènes, que les analystes férus de raccourcis réduiront à la colonisation d'une vision trumpiste, représentent à notre sens des témoignages d'un épuisement général de l'illusion du consensus (néo)libéral, qui marque la globalisation postmoderne. Selon l'économiste David Cayla, il apparaît pertinent de considérer l'articulation contradictoire entre populisme et néolibéralisme dans les sociétés contemporaines, en tant que logiques structurantes.

> Populisme et néolibéralisme sont les deux faces d'une même médaille. Le néolibéralisme théorise un État impuissant à répondre au mécontentement social et

[1978] C. Coulet, « Danemark : une politique d'asile et d'immigration de plus en plus restrictive », *Vie publique*, 16/062024, [En ligne], https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/294769-danemark-la-politique-dasile-et-dimmigration-cyril-coulet#le-revirement-social-d%C3%A9mocrate.
[1979] K. Gagnon, « Le jeune parfait (Paul St-Pierre Plamondon le prétendant) », *La Presse*, 25/05/2024, [En ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/politique/paul-st-pierre-plamondon/le-pretendant/2024-05-25/le-jeune-parfait.php.
[1980] T. Laberge (La Presse canadienne), « Immigration : le PQ présentera son plan de réduction "drastique" lundi », *Le Soleil*, 24/10/2024, [En ligne], https://www.lesoleil.com/actualites/politique/2024/10/24/immigration-le-pq-presentera-son-plan-de-reduction-drastique-lundi-CNHWP7L2YJBUBNDSGWGW7GTIJI/.

> uniquement concerné par la préservation de l'ordre du marché ; le populisme engendre en réaction un État autoritaire, obsédé par l'idée de satisfaire les attentes immédiates de ses électeurs[1981].

Marcel Gauchet, dans son dernier ouvrage, voit de son côté le populisme comme une réaction au tout-économique auquel la globalisation tend à réduire les sociétés. En effet, le néolibéralisme aurait ainsi avalé la communauté politique (c'est ce que nous avons suggéré dans cette thèse), en favorisant une régulation par le droit (réduit aux droits individuels) et le marché. Ainsi, comme l'écrit le philosophe et historien, « l'idéal libéral tend à devenir anti-démocratique, ce qui suscite une remobilisation de l'idéal démocratique qui tend à le rendre illibéral[1982] ». Cayla, de son côté, partage une partie de l'analyse de Gauchet, mais nuance la chose en reconnaissant l'enracinement tout aussi économiciste des réponses populistes, souvent fascinées par des tribuns issus du monde entrepreneurial : « Si, dans le discours populiste, le monde politique est perçu comme celui du mensonge et du faux-semblant, le système marchand est le plus souvent naturalisé et considéré comme l'émanation d'une force transcendante susceptible de révéler les valeurs véritables[1983] ».

En un sens, une part des néopopulismes, bien que se réclamant d'un nationalisme protecteur, participe ainsi à prendre comme base naturelle ce que le philosophe marxiste Mark Fisher nomme le « réalisme capitaliste[1984] », soit la vision du monde qui suppose que l'existence humaine est inhérente à ce mode de (re)production. C'est ce qui ressortait des populismes postmodernes défendus par des tribuns au discours entrepreneurial et spectaculaire comme Trump (évidemment), mais aussi Modi, Milei, Bukele ou Bolsonaro, qui se font les chantres d'un « capitalisme musclé[1985] » (*muscular capitalism*), supposé se différencier de celui des élites précédentes, à tort considérées comme « communistes » ou « socialistes », alors qu'il s'agissait (et s'agit) surtout des thuriféraires d'un « néolibéralisme progressiste[1986] ».

[1981] D. Cayla, *Populisme et néolibéralisme*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2020, p. 287.
[1982] M. Gauchet, *Le nœud démocratique*, *op. cit*., p. 10.
[1983] D. Cayla, *Populisme et néolibéralisme*, *op. cit*., p. 69.
[1984] M. Fisher, *Capitalist Realism*, Londres, Zero Books, 2009.
[1985] R. Seymour, *Disaster Nationalism*, *op. cit*., p.
[1986] N. Fraser, « Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire : un choix qui n'en est pas un », *loc. cit*.

a) Du national-populisme à l'illibéralisme comme révolte globale ?

Cette contradiction que nous venons d'évoquer, non pas celle pourtant réelle entre le populisme et son revers antipopuliste, mais son conflit interne entre ses dimensions protectionniste et néolibérale, témoigne d'une ère de confusion et/ou de reconfiguration idéologique(s). Les national-populismes émergent effectivement dans des contextes de crise : économique, démocratique, identitaire, généralement produites par le mouvement même de la modernisation capitaliste. Alors que ses différentes moutures historiques, de la Russie des *narodnikis* à l'Argentine péroniste, se caractérisent par l'activation d'une mythologie nationale justifiant la réaffirmation de la toute-puissance d'un petit peuple (généralement de travailleurs), souvent porté par un chef, contre des élites accaparant ses richesses, débouchant parfois sur l'adoption de politiques économiques avoisinant le socialisme (sans pour autant être clairement classables à « gauche »), les variations postmodernes du populisme reprennent plus systématiquement le logiciel néolibéral réellement existant pour l'agréger à un nationalisme identitaire redonnant un vernis communautaire à un ordre social déjà en lui-même éclaté. Ces formes, nous l'avons vu dans le huitième chapitre, apparaissaient particulièrement visibles dans le nord de l'Europe, en Scandinavie, en Allemagne ou aux Pays-Bas (des Partis du « Progrès », de la « Liberté » ou une « Alternative »), où un libéralisme identitaire populiste émerge pour vanter à la fois la liberté économique et le libéralisme culturel comme piliers d'un mode de vie occidental s'opposant drastiquement à un obscurantisme venu de l'extérieur (et sous la complaisance des élites supposément « immigrationnistes »). Mais on constate également, suivant une dynamique partiellement contradictoire, un réalignement vers un national-conservatisme amené à constituer un bloc contre-hégémonique nouveau, en porte-à-faux avec l'Occident libéral. En effet, avec la Russie de Vladimir Poutine en tête sur le plan tant idéologique que géostratégique, ce que la politiste Marlène Laruelle appelle l'*illibéralisme* désignerait mieux que le national-populisme ce nouveau grand ensemble politique[1987]. Si la Hongrie et la Pologne constituent une partie du noyau doctrinaire de ce nationalisme traditionnaliste, se réclamant d'un certain ordonnancement civilisationnel-religieux (dans ce cas-ci, les « racines chrétiennes » de l'Europe) inspiré par certains intellectuels

[1987] M. Laruelle (dir.), *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford (R.-U.), Oxford University Press, 2025.

conservateurs (Roger Scruton[1988], Douglas Murray[1989], Riszard Legutko[1990], Patrick J. Deneen), d'autres pays comme la Chine, Israël, l'Iran, la Russie, Singapour ou les pays du Golfe (sans partager les mêmes intérêts stratégiques et économiques) pourraient aussi, pêle-mêle, s'intégrer, en tant que différents pôles, à cet ordre illibéral.

Si donc beaucoup d'observateurs voient un essoufflement du néolibéralisme (chose qui n'apparaît pas si évidente compte tenu de l'incapacité à penser une *alternative économique*), c'est également un enterrement de l'idéologie universelle clamant la suprématie du capitalisme démocratique post-1989 que viendrait annoncer ce nouveau bloc. Dans leur essai, Ivan Krastev et Stephen Holmes constataient l'échec de ce qui s'annonçait comme « l'ère de l'imitation » du libéralisme occidental à l'échelle de la planète. Il s'incarne dans la prolifération contemporaine de régimes conservateurs, populistes et autoritaires, se présentant comme les restaurateurs d'une identité particulière, non soluble dans cette logique homogénéisante :

> Le refus de se prosterner devant l'Ouest libéral est le trait marquant de la contre-révolution illibérale dans le monde postcommuniste et au-delà. On ne peut pas traiter une telle réaction à la légère en affirmant benoîtement qu'« accuser l'Ouest » est un procédé de bas étage employé par des dirigeants non occidentaux pour éviter d'endosser la responsabilité de l'échec de leurs politiques. Cette histoire est bien plus tortueuse et astreignante que cela. C'est entre autres choses l'histoire du libéralisme abandonnant le pluralisme au profit de l'hégémonie[1991].

Ne cadrant plus avec son idéal pluraliste, le libéralisme occidental se tirerait dans le pied en niant son caractère dominateur à l'égard d'un monde qui se verrait incapable de considérer l'irrésistibilité de son mouvement. Puisant pourtant dans un vocabulaire hérité autant des Évangiles chrétiens que des Lumières, il *ne coïnciderait plus avec son concept* à l'ère contemporaine, représentant une sorte de messianisme des Droits de l'homme.

[1988] J. Scheffer, « Bringing Light Behind the Iron Curtain – The Special Relationship between Roger Scruton and Central Europe », *Hungarian Conservative*, 04/08/2024, [En ligne], https://www.hungarianconservative.com/articles/culture_society/roger-scruton_central-europe_relations_legacy_conference_budapest/.

[1989] J.P. Forgas, « The curious case of Hungary », *Quillette*, 16/03/2022, [En ligne], https://quillette.com/2022/03/16/the-curious-case-of-hungary/. La parution d'un best-seller de l'essayiste britannique, consacré à la critique de l'immigration de masse en Europe, fut l'occasion pour Orban de le recevoir en Hongrie. D. Murray, *The Strange Death of Europe*, Londres, Bloomsbury, 2017.

[1990] R. Legutko, *Le diable dans la démocratie*, Paris, L'Artilleur, 2021. Le professeur d'université polonais (en philosophie politique) est un membre du PiS et ancien ministre de l'Éducation.

[1991] I. Krastev et S. Holmes, *Le moment illibéral*, *op. cit*., p. 15.

Comme l'écrit la philosophe conservatrice Chantal Delsol à propos d'un « crépuscule de l'universel », « [o]n peut dire que la vision *humaniste* moderne a produit une vision *humanitaire* postmoderne[1992] ». La réponse illibérale signifierait à l'Occident que le libéralisme est allé trop loin, sans le nier dans son essence même (parfois en se réclamant de sa forme originelle, le pluralisme des formes de vie humaine). Tel que le souligne Laruelle, cette idéologie « peut revendiquer une filiation au sein même de la généalogie libérale, par exemple en affirmant représenter la forme authentique du libéralisme face à une idéologie progressiste ou woke pervertie[1993] ». Nous reviendrons brièvement sur ces questions.

Mais comme l'écrit encore la politiste spécialiste de la Russie, pour rendre compte de ce qui se jouerait, idéologiquement, à l'heure actuelle,

> Le concept d'illibéralisme constitue en effet un bien meilleur outil descriptif que celui de populisme, car il affirme que nous avons largement dépassé le stade d'un simple malaise protestataire : une partie de nos citoyens est désormais prête à expérimenter d'autres ordres sociaux. L'imaginaire politique collectif s'est rouvert, et le libéralisme n'est plus le modèle normatif évident ni consensuel. Ce qui est en jeu ici, ce n'est donc pas seulement la domination d'un style de communication et d'une approche politique comme le populisme, ni une catégorie de régime comme l'autoritarisme, mais bien une idéologie sociopolitique dans son ensemble[1994].

La réalité de cette alternative globale au libéralisme, réactivant un monde multipolaire et dont le populisme n'aurait été qu'un *moment de transition*, pourrait également coïncider avec la montée de ce que le politiste turc Hamit Bozarslan a appelé les « anti-démocraties ». Distinct des populismes (bien qu'il mobilise souvent l'exemple du régime d'Erdogan), ces régimes se caractérisent par un nationalisme exacerbé, renforcé par des idéologues chevronnés, un désir d'articuler le peuple-nation avec des visées impériales, une anxiété profonde quant au déclin démographique de leur pays, de même qu'une réaction à l'égard des valeurs progressistes (individualisme, diversité sexuelle, cosmopolitisme, féminisme,

---

[1992] C. Delsol, *Le crépuscule de l'universel*, Paris, Cerf, 2020, p. 15.
[1993] M. Laruelle, « Pourquoi l'illibéralisme explique les changements dans l'ordre social actuel », *Politics and Rights Review*, 23/06/2025, [En ligne], https://politicsrights.com/fr/pourquoi-illiberalisme-explique-changements-ordre-social/.
[1994] *Ibid*.

etc.) portées par le monde occidental. En se focalisant sur la Turquie, l'Iran et la Russie, le politiste souligne que ces dictatures

> […] se pensent comme une réponse nationale et radicale à la démocratie libérale, coupable d'avoir détruit la nation comme entité organique. Cette dernière est considérée en termes irrédentistes : la violente nostalgie d'Empire et la volonté de revanche sur l'histoire – noyau dur de leurs idéologies officielles – étayent un discours d'inimitié qui déborde des livres scolaires, des cimaises des musées ou des séries télévisées pour s'incarner dans une pratique belligène réelle, de proximité ou à distance[1995].

Ainsi, il apparaît effectivement fécond de mobiliser le terme d'illibéralisme pour englober une tendance de fond rendant compte d'une crise politique et du traçage d'un nouveau grand clivage à l'échelle planétaire, opposé à un cosmopolitisme libéral qui s'est fait la courroie de transmission de la globalisation technocapitaliste. De Trump II à la Chine de Xi Jinping, en passant par Singapour, l'Israël du Likoud, les Talibans de l'Afghanistan, le poutinisme russe, la Corée du Nord totalitaire, le national-hindouisme indien, les dictateurs africains ou les identitaires européens, la réaction globale contre le libéralisme culturel et politique (mais rarement, rappelons-le, économique) déborde ainsi largement ce que nous avons tenté de circonscrire (présentant un caractère encore plus hétéroclite), dans cette thèse, comme le national-populisme. Mais ce dernier, à notre sens, possède tout de même une certaine intelligibilité pour caractériser un mouvement de fond traversant les sociétés libérales-démocratiques, notamment en Occident. Afin de distinguer le populisme du mouvement illibéral (beaucoup plus générique, tel qu'il s'avère possible de le constater à la lumière de l'énumération précédente), le philosophe Pierre-Henri Tavoillot souligne la chose suivante :

> le populisme n'est pas anti-démocratique ; il est *hyper-démocratique*. Alors que le libéralisme cherche à poser des limites au peuple et au pouvoir ; alors que la démocratie radicale aspire à moins de pouvoir et à plus de peuple et que l'illibéralisme désire plus de pouvoir et moins de peuple, le populisme, lui, veut tout : il veut toujours plus de peuple et encore plus de pouvoir. Et c'est pour cela qu'il dépasse le clivage gauche/droite au point qu'on peine désormais (et sans doute de plus en plus) à distinguer entre un populisme de gauche et un populisme de droite[1996].

[1995] H. Bozarslan, *L'anti-démocratie au XXI^e siècle*, *op. cit*., p. 33.
[1996] P.-H. Tavoillot, « Le populisme comme défi pour la démocratie », *Administration*, 2021/2, num. 270, p. 103.

Ainsi, si nous pouvons convenir que la configuration idéologique que représente le populisme s'affirme généralement comme moment protestataire, c'est également pour justifier un *retour au peuple*, dont la mise de l'avant d'une loi de la majorité s'incarnant comme souveraineté *nationale* et *populaire* s'avère la clé. Ainsi, le national-populisme se présente comme un investissement polémique d'une conflictualité logeant au cœur de la démocratie (ce que Chantal Mouffe nomme le « paradoxe démocratique[1997] »), au point de s'hybrider avec ce qui peut potentiellement le faire sortir de ses rails idéologiques : l'autoritarisme, les utopies technologiques, le dogmatisme religieux, le socialisme national, mais aussi le libéralisme (voire le libertarianisme), comme dans le cas précédemment étudié d'un identitarisme qui pose la liberté comme *mode de vie*.

b) Le national-populisme comme questionnement sur l'être-ensemble démocratique

Dans cette thèse, nous avons tenté d'ancrer une certaine théorie du populisme dans une compréhension macrosociologique de la modernité politique (Chapitre 1). En prenant appui sur une certaine anthropologie holiste et dialectique, nous étions conduits à considérer les contradictions travaillant les démocraties libérales, tiraillées entre leur fond *communautaire-identitaire*, logeant dans la forme nationale et s'ancrant comme sujet politique à partir d'une certaine conception de la délibération majoritaire, et leur pôle *individualiste-juridique*, fournissant la base d'une vision purement procédurale de l'être-en-société, mais fondant en même temps l'architecture de l'État de droit.

Une lecture générale du populisme comme configuration idéologique (Chapitre 2), nous portant à dégager un certain squelette qui trouve dans la nation son foyer privilégié, nous a amenés à en considérer prioritairement les manifestations politiques. D'abord en décelant ses expressions historiques dans un certain culte du travailleur-producteur national (Chapitre 3), ensuite dans sa valorisation d'une démocratie plébiscitaire marquée par la figure bonapartiste du chef (Chapitre 4). La première origine est à trouver dans les mouvements *narodniki* (en Russie), agraires des Grandes Plaines (aux États-Unis) et boulangiste (en France), la seconde se consolidant dans l'Amérique latine du mitan du

[1997] C. Mouffe, *Le paradoxe démocratique*, Paris, Beaux-arts de Paris, 2018.

vingtième siècle. Ces deux grands moments d'un national-populisme historique (l'objet de deux chapitres visant à dégager la structure fondamentale d'un certain imaginaire démocratique), aux influences idéologiques à la fois diverses et confuses, nous entrainaient à cadrer ce courant politique hétéroclite comme l'expression d'un *moment* traversant parfois des sociétés aux prises avec la modernisation démocratique (historiquement et idéologiquement distincte selon les pays), mouvements exprimant des réticences à l'égard de son vecteur libéral, au profit d'une certaine idée de la volonté populaire ainsi que d'une conception communautaire de l'être-ensemble national. Cette dynamique duale nous conduisait à considérer la nature ambiguë du populisme, précisément dans ses formes nationalistes, oscillant entre la quête d'une démocratie d'incarnation et une tendance au repli dans la chaleur supposée d'une communauté fantasmée.

Une fois ces racines sociohistoriques dégagées, il s'agissait de porter notre attention sur les manifestations contemporaines d'un « populisme » désigné comme tel. D'abord, en prenant appui sur la banalisation du vocable de « moment populiste » afin de désigner l'ère politique actuelle, principalement en ce qui a trait à la décennie 2010 (Chapitre 5). Ensuite, grâce à un passage par l'étude critique des textes sur le « populisme », afin de mieux problématiser la nature de ce phénomène actuel, qui émerge d'abord du monde social par le fait que le terme se trouve surmobilisé afin de désigner supposément plusieurs des tares des démocraties actuelles (Chapitre 6). Ainsi, nous avons été amenés à dégager plus clairement, dans ce chapitre, la structure argumentative d'une interprétation dominante de la modernité politique (pouvant en partie être opposée à celle que nous adoptons), qui se résume dans la thèse de Pierre Rosanvallon stipulant que sous ce régime de société, le *peuple est introuvable*. Cette interprétation sous-jacente à un nombre important d'études condamnant explicitement le phénomène, recoupant à plusieurs égards une science politique « antipopuliste », participe à brosser le portrait, en miroir, d'un idéal normatif logeant dans une certaine lecture de la démocratie libérale, qui refuse de considérer le peuple-nation comme mise en forme à la fois culturelle-symbolique et politico-institutionnelle des sociétés modernes, pourtant à la base de la totalisation communautaire. Cette anthropologie libérale, qui ne peut que considérer comme du populisme et du nationalisme toute réclamation d'une légitimation populaire ainsi qu'une mise de l'avant (parfois protectionniste, parfois solidaire, parfois isolationniste) de la souveraineté

nationale, constitue le soubassement idéologique dominant les analyses du phénomène en Occident depuis les trente dernières années, ayant finalement intégré, même dans une mouture « progressiste », l'oubli thatchérien de la société. Mais elle participe aussi à considérer, quand elle prend la forme d'un institutionnalisme libéral, à penser les dangers du populisme lorsqu'il nie les fondements juridiques du pouvoir moderne (sans prendre toutefois les mêmes caractéristiques que le totalitarisme), s'affirmant comme État de droit.

Ensuite, il apparaissait important de consacrer une partie de notre analyse à la question centrale que pose de front le populisme, soit le rapport aux élites au sein des démocraties libérales-capitalistes (Chapitre 8). En ancrant la perspective dans ses expressions contemporaines, il s'agissait de radiographier la teneur d'un discours contestataire à l'égard de l'oligarchie depuis la crise financière de 2008, jusqu'à sa généralisation dans un moment populiste, qui finira par déboucher sur un populisme protestataire-identitaire critique des « élites mondialistes ». Cette conjoncture politico-économique nous conduisait d'abord à nous rappeler la captation « de gauche » du discours populiste, se manifestant primordialement dans le mouvement Occupy et son slogan « *We are the 99%* », remonté contre la ploutocratie financière et qui irriguera des partis comme Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, la France Insoumise ou même le Mouvement 5 Étoiles en Italie (sans compter les populismes latino-américains), mais aussi la campagne de Bernie Sanders aux États-Unis en 2016. Cette critique sociale des élites participait à brosser le portrait d'un peuple conçu essentiellement en des termes plébéiens (souvent inspirée par les théories de la démocratie radicale et les mouvements sociaux), jusqu'à la montée en puissance des droites radicales européennes, qui prendront le dessus sur ce conflit interne au populisme en proposant un cadre discursif national-identitaire depuis la crise des réfugiés de 2015, la montée du terrorisme islamiste sur le territoire du Vieux continent, de même que les controverses générales sur le pluralisme culturel au sein sociétés occidentales. Ainsi, la frustration à l'égard de la classe dominante prendra les traits d'une dénonciation des élites « libérales » et « déracinées », complètement acquises à une globalisation hors sol. Ce cadrage polémique demandait toutefois un éclairage allant au-delà de la condamnation élitaire et de sa glorification national-populiste. Pour ce faire, nous accordions certaines qualités heuristiques à la thèse originellement élaborée par Christopher Lasch, dénonçant une « révolte des élites » à l'ère de la globalisation postmoderne, qui s'incarnerait dans un

oubli du peuple majoritaire au sein des sociétés nationales. À cet égard, les paires conceptuelles entre « *Anywhere* »/« *Somewhere* » (Goodhart) et Métropole/Périphérie (Guilluy), développées par des analystes adulés du côté d'un certain essayisme conservateur (voir réactionnaire) et conspués par la politologie libérale-académique, nous permettaient de mieux interpréter (avec certaines limites) la nature d'un nouveau clivage contemporain, dont le populisme nationaliste s'avère un puissant investisseur.

Le chapitre suivant s'intéressait plus en détail au caractère identitaire des protestations populistes contemporaines, en nous focalisant principalement sur ses manifestations occidentales (Europe et États-Unis). En effet, il s'agissait globalement de traiter de front les questions émergeant des angoisses identitaires qui traversent ces mouvements, ayant à notre sens plusieurs choses à dire sur l'équilibre précaire des démocraties modernes. Marquées par un certain déclin démographique et une anxiété face à l'immigration de masse, les sociétés occidentales contemporaines se trouvent traversées par des quêtes de repères communautaires qui semblent justifier leur adhésion vers des options identitaires parfois radicales. À la lumière de ces enjeux construisant une certaine figure de la communauté (menacée), il devenait possible de renouveler notre définition du national-populisme contemporain (oscillant entre les références modernes et le nihilisme postmoderne), qui se trouve généralement incarné politiquement par des tenants césaristes (Le Pen, Orbán, Trump, Salvini, etc.) d'un nationalisme fermé (parfois qualifié de « nativisme »), eurosceptique (en Europe), tendanciellement islamophobe et hostile à l'immigration, mais axé également sur les réclamations populaires d'une défense d'un « mode de vie » propre. Sur le Vieux Continent, celui-ci prend effectivement les traits d'un *populisme patrimonial*, impliquant à la fois la mise de l'avant de ce que nous avons appelé un *libéralisme identitaire défensif*, conception nationale et occidentale de la liberté posée comme trait culturel et civilisationnel distinct (en opposition à des populations qui lui seraient étrangère), et une volonté de préservation d'un certain capital d'autochtonie qui fonderait des mœurs communes, protectrices d'un cadre de vie face au mouvement déstabilisateur de la globalisation.

Le chapitre final se focalisait plus particulièrement sur les dimensions clairement postmodernes du « populisme », principalement en portant attention à son rapport aux

nouvelles technologies et au capitalisme néolibéral. En prenant appui sur son « laboratoire italien », il s'agissait de comprendre l'ancrage d'un certain néo-césarisme spectaculaire dans la société de consommation, la culture du narcissisme et les télécommunications, dont le magnat de la publicité Silvio Berlusconi s'est avéré le précurseur. Cette forme postmoderne de populisme, opérant principalement à partir des codes du marketing, de l'entreprise, de la télé-réalité, du kitsch et du divertissement spectaculaire, fournissait les bases stylistiques pour le succès d'une nouvelle démagogie pseudo-contestataire, qui favorisa l'émergence d'une figure comme Donald Trump en tribun du peuple. Inscrite dans l'immédiateté d'un système social s'émancipant des institutions politiques au profit d'un culte technologique et d'une naturalisation des lois du capital, cette mouture du « populisme » laissait présager, à notre sens, son détachement du sens originel de ce courant idéologique, au point de représenter autre chose, soit une manifestation plus globale de ce que Gilles Lipovetsky nommait dès les années 1980 « l'ère du vide[1998] ».

*

Notre thèse prenait comme base le populisme comme objet de problématisation du rapport des démocraties libérales contemporaines avec ce qu'il convenait d'appeler les médiations de la société. Comme nous l'avons souligné, nous constations une oscillation à la fois contradictoire et dialectique dans la façon dont s'articule et s'oppose ce phénomène aux institutions donnant corps aux communautés politiques modernes. D'un côté, différentes manifestations historiques et contemporaines du national-populisme représentent une quête circonstancielle de rééquilibrage de l'idéal démocratique, tant dans l'incarnation concrète du pouvoir (rejet de certaines élites ayant oublié le « peuple souverain », demande de référendums, quête autoritaire d'une démocratie « charnelle ») que dans la mise en scène du sujet politique (le peuple national – et majoritaire - des travailleurs ordinaires), à l'intérieur d'un contexte de destitution du lien social sous le joug de la globalisation technocapitaliste, logique impersonnelle sapant l'institution de la société. De l'autre, il peut radicaliser ce dernier mouvement nihiliste, en participant à détruire les médiations donnant

[1998] G. Lipovetsky, *L'ère du vide*, Paris, Gallimard, 1983.

corps à l'État de droit, tout en glorifiant les vecteurs d'immédiateté que représentent les nouvelles technologies de communication pour fantasmer une réconciliation totale du peuple communautaire avec lui-même.

Ainsi, le thème du populisme (qualifiable plus précisément de national-populisme) fournit un véhicule privilégié pour poser plusieurs des grandes questions touchant à l'être-ensemble démocratique. Face à l'avènement de cette réalité (parfois grossie par une certaine politologie contemporaine), nombre d'analystes partagent, classiquement à la fin de leur démonstration, leurs solutions.

Devant le problème que le populisme cause, le philosophe Yascha Mounk, défenseur de la démocratie libérale, propose de « domestiquer le nationalisme[1999] », rétablir une certaine « religion civique[2000] » et renouveler les démocraties dites « multiethniques » en mettant de l'avant le concept de « parc public[2001] ». Pierre Rosanvallon parle de son côté d'une rénovation de certains paramètres des institutions démocratiques, afin de favoriser la délibération collective (une « démocratie interactive » pensant de façon plus dynamique le lien entre représentés et représentants[2002]), et ainsi « complexifier » les sociétés politiques[2003].

Federico Tarragoni appelle plutôt, dans une optique populiste assumée comme telle, à la constitution d'un mouvement « plébéien, cosmopolitique et anti-souverainiste[2004] », afin d'éviter de sombrer dans les travers du nationalisme (ne s'inscrivant pas véritablement dans le populisme selon lui). Antoine Chollet abonde dans le même sens, en mettant de l'avant un populisme radicalement démocratique et non identitaire inspiré des travaux de l'historien américain Lawrence Goodwin[2005], afin d'éviter les impasses d'un césarisme propre au populisme de gauche de Laclau et Mouffe ainsi que du conservatisme supposé de Christopher Lasch ou de Jean-Claude Michéa[2006]. Éric Fassin va encore plus loin dans

[1999] Y. Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, *op. cit*., p. 287.
[2000] *Ibid*., p. 349.
[2001] Y. Mounk, *La grande expérience*, Paris, L'Observatoire, 2022, p. 197.
[2002] P. Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, *op. cit*., p. 248.
[2003] *Ibid*., p. 252.
[2004] F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit*., p. 357.
[2005] A. Chollet, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, *op. cit*., p. 143.
[2006] *Ibid*., p. 136.

sa critique du populisme de gauche : il ne s'agit pas de « construire un peuple », mais de « construire une gauche », n'ayant plus rien à récupérer des gens ordinaires mus par le ressentiment, s'étant tournés vers le populisme et l'« extrême droite »[2007]. Il s'agit en quelque sorte d'assumer politiquement les théories de Catherine Colliot-Thélène et d'Étienne Tassin : aller « au-delà du peuple[2008] », dans l'optique de réaliser une « démocratie sans *demos*[2009] », une citoyenneté cosmopolitique délestée de sujet national-populaire.

De leur côté, les penseurs anglo-saxons Michael Sandel et David Goodhart voient chacun dans l'émergence de la protestation populiste l'occasion de revaloriser la dignité du travail[2010]. La question de la valorisation du labeur représenterait un facteur majeur de l'écart culturel et économique se creusant entre les classes supérieures d'un capitalisme cognitif habitant primordialement dans les métropoles globales et des classes ouvrières-moyennes reléguées en périphérie. En effet, les mutations néolibérales de l'économie, qui flexibilisent et précarisent l'emploi, participent à saper les bases sociales de cultures ouvrières fournissant protection et reconnaissance pour la majorité des populations. Mais elles stimulent également un sentiment de supériorité pour un bloc élitaire formé par les « gagnants » de la globalisation (et marqués par le voile idéologique de la méritocratie), ayant peu tendance à valoriser des emplois manuels, qui par ailleurs possèdent souvent la spécificité de sédentariser une partie des citoyens (les *Somewheres* de Goodhart). Les travaux de Matthew B. Crawford[2011], de même que ceux de Richard Sennett[2012], en proposant des interrogations philosophiques et socio-anthropologiques sur le sens du travail dans les sociétés occidentales, font écho à ces préoccupations, et paraissent intéressants pour penser les fondements d'un nouveau pacte social. Au sein d'un univers ultra-technologique (robotique, numérique, intelligence artificielle), les sujets postmodernes se trouvent dépossédés de leur rapport au monde, et le travail manuel

[2007] É. Fassin, *Populisme : le grand ressentiment*, *op. cit*.
[2008] É. Tassin, « Au-delà du peuple? Pluralité et cosmopolitique », *Tumultes*, 2013/1, num. 40, p. 221-238.
[2009] C. Colliot-Thélène, *La démocratie sans « demos »*, *op. cit*.
[2010] M. Sandel, *La tyrannie du mérite*, *op. cit*. et D. Goodhart, *La tête, la main, le cœur*, Paris, Les Arènes, 2020.
[2011] Voir notamment son ouvrage de référence : *Éloge du carburateur*, Paris, La Découverte, 2010.
[2012] R. Sennett, *Ce que sait la main*, Paris, Albin Michel, 2022.

participe à fournir un *contact* avec la réalité[2013], à offrir une concrétude et une tangibilité vis-à-vis de la domination abstraite du capital[2014]. Ainsi, ce qui se manifeste comme *producérisme*, généralement en opposition à une élite considérée détachée de l'activité *véritablement* laborieuse, pourrait aussi offrir des bases pour une revalorisation du travail incarné, au-delà des *bullshit jobs*[2015] sécrétées par le nihilisme d'une économie désencastrée du social. Selon le politicien et essayiste belge Paul Magnette, il apparaît justement urgent, pour la gauche, de ressaisir la question du travail[2016], complètement captée par des droites qui valorisent une éthique individualiste néolibérale comme planche de salut pour le sujet postmoderne.

c) La souveraineté nationale comme clef de compréhension des populismes ?

Dans un ouvrage datant de 2015, Taguieff soulignait que sous la question occidentale du populisme, souvent associé à l'extrême droite et au fascisme, se retrouve en fait le nationalisme :

> Ce que cache de plus en plus mal l'expression « extrême droite » (avec ses multiples synonymes approximatifs : « droite radicale », etc.) ainsi que le mot « populisme » mis à toutes les sauces, c'est la réalité du nationalisme, de sa persistance, voire de son renouveau, de ses métamorphoses et, bien sûr, de sa popularité sous d'autres nom, comme « souverainisme » ou « identitarisme »[2017].

En effet, la montée des tribuns protectionnistes, conservateurs et critiques de l'immigration marquent un retour aux pulsions nationales, puisant parfois dans des formes d'égoïsmes collectifs, mais incarnant certainement une réaction à l'égard de la globalisation, technologique et libérale, suivant son mouvement effréné.

> Le schème d'une réaction contre la mondialisation permet de donner du sens aux mouvements nationaux-populistes. Si le populisme est ici, avant tout, un mode de mobilisation, il s'entrecroise avec une orientation idéologique dominante, issue de diverses traditions nationalistes, pour définir une offre politique à forte résonance affectivo-imaginaire. La généralisation du déracinement ne saurait être élevée à la

---

2013 M. B. Crawford, *Contact*, Paris, La Découverte, 2016.
2014 Sur cette domination du côté abstrait du travail sur la concrétude au sein du capitalisme, voir l'œuvre-maîtresse de Moishe Postone : *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et une nuits, 2009.
2015 Voir D. Graeber, *Bullshit jobs*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2019.
2016 P. Magnette, *L'autre moitié du monde*, Paris, La Découverte, 2024.
2017 P.-A. Taguieff, *La revanche du nationalisme*, *op. cit*., p. 195.

> hauteur d'un destin désirable. Il est facile de constater que le besoin d'identité, qu'il soit ou non un invariant anthropologique, s'exacerbe en même temps que s'impose l'uniformisation techno-marchande du monde[2018].

Ainsi, à l'*ère identitaire*, les néopopulismes expriment bien, comme peut le défendre le sociologue Wolfgang Streeck, une demande politique de contrôle[2019]. Ils se manifestent en opposition au globalisme libéral, porté par la classe dominante des trente dernières années en Occident :

> L'univers des « gagnants » de la mondialisation est le monde, non la nation, du moins dans l'image qu'ils se font d'eux-mêmes ; et ces « gagnants envisagent comme une opportunité l'ouverture progressive des sociétés nationales, de même qu'ils considèrent de façon positive l'entrée des travailleurs étrangers sur leurs territoires respectifs – comme autant d'occasions à saisir, pour eux comme pour tous les autres prestataires de services. […] Chez les « gagnants » de la mondialisation, il s'agira entre autres de placer très haut sur le plan moral les orientations universalistes et de dénigrer à l'avenant les orientations sociales particularistes : il s'agira de s'affranchir de l'État national et du *tissu d'obligations imposées* qu'il représente pour rejoindre une tout autre dimension, *celle des obligations que l'on se choisit soi-même*, une dimension envisagée comme moralement supérieure et ne connaissant plus, pour l'essentiel, d'étroite obligation imposée par le cadre national. De nouveau, on pourra parler ici, avec Weber, d'un milieu ayant tout d'un corps social [*ständisch*], qui se dote d'une certaine conception de l'honneur en parfaite adéquation avec ses intérêts économiques[2020].

Dans l'univers impolitique du globalisme postnational, la démocratie se réduit à une « posture morale », alors qu'il s'agirait, selon Streeck, d'en refaire une *institution plébéienne*[2021]. Pour ce faire, le sociologue allemand propose, contre la domination libérale, de refonder des démocraties sociales et nationales (à distance de tout impérialisme comme de tout isolationnisme), en effectuant un retour à la pensée politique et économique de Karl Polanyi afin de forger un « système d'États mondial », en tant que « condition de la démocratie nationale[2022] ». Cet idéal prendrait sa base dans le concept politique de *souveraineté*, grand oublié de la globalisation technocratique.

Yascha Mounk, dans sa défense d'une démocratie libérale (donc véritablement pluraliste) à investir, consacre de belles pages à la défense d'un patriotisme à la fois culturel et citoyen

---

2018 *Ibid*., p. 235.
2019 W. Streeck, *Entre globalisme et démocratie*, *op. cit*., p. 28-29.
2020 *Ibid*., p. 39.
2021 *Ibid*., p. 37.
2022 *Ibid*., p. 169.

émancipateur, se réclamant de George Orwell. S'il reconnaît que sa sensibilité cosmopolite initiale l'amène d'abord à être méfiant à l'égard des dangers du nationalisme, il reconnaît que cette position comporte ses impasses :

> En tant que Juif allemand dont les ancêtres ont péri dans l'Holocauste, je comprends très bien cette position [l'antinationalisme]. Ni le patriotisme ni le nationalisme ne me viennent très naturellement, pour dire le moins. Mais en tant que politologue qui tente de comprendre comment nous pourrions nous préserver de nos pires instincts, je suis revenue petit à petit sur cette répulsion initiale. Si nous voulons que réussisse la grande expérience, nous devons rallier le patriotisme à sa cause.
>
> Le patriotisme ne sera jamais totalement purgé des dangers qu'il recèle. Il est néanmoins la fondation la plus solide qu'on puisse imaginer à la solidarité de ceux qui n'ont pas grand-chose en commun. Historiquement, il a joué un rôle important pour étendre le cercle de nos sympathies au-delà de la famille, du village et de la tribu. Il peut aujourd'hui servir de liant entre les citoyens des démocraties de très grande diversité et pousser un chrétien blanc du Tennessee à se sentir concerné par le sort d'un athée hispanique vivant à Los Angeles, et vice versa[2023].

Sans représenter le Salut de l'humanité – et il s'agit peut-être de sa force –, la nation fournit un cadre pour la mise en forme politique de la société, afin d'articuler le signifiant peuple, déterminé par des cultures et des histoires particulières, un sens du commun et des institutions démocratiques.

*

Cette thèse, qui prenait comme base le phénomène populiste, suivant toute sa pluralité constitutive (expressions historiques, discours péjoratifs, moment politique, régime, etc.), tentait de jeter un certain éclairage sur cette notion polysémique. En recentrant la notion autour de l'idée de configuration idéologique, et en l'ancrant dans une théorie holiste et dialectique des sociétés démocratiques qui prend au sérieux la nation comme mise en forme politique du social sous la modernité, nous avons été amenés à aborder plusieurs des grands enjeux du monde contemporain. Pourtant, il apparaît important de noter l'absence relative du défi probablement le plus marquant de notre temps dans cette thèse, soit la crise climatique. La chose peut sembler curieuse, alors que certains analystes écologistes parlent

[2023] Y. Mounk, *La grande expérience*, *op. cit*., p. 180-181.

de l'avènement d'un « fascisme fossile[2024] » pour désigner l'ascension de droites radicales « climato-négationnistes[2025] », et articulent la dénonciation du capitalisme industriel à celle de la montée d'une extrême droite extractiviste.

Cette thèse mérite une certaine attention, mais elle ne semble pas à notre sens prendre la pleine mesure du phénomène national-populiste. D'abord, parce que ce dernier ne se confond pas, comme nous avons pu le souligner à maintes reprises, avec l'extrême droite ni avec les droites radicales, même s'il est possible qu'il fournisse, de façon conjoncturelle, un véhicule discursif pour leur expression. Ensuite, parce qu'il apparaît surprenant d'attendre la révélation des nouvelles droites identitaires pour développer une critique « progressiste » du déni climatique, alors que l'impérialisme libéral occidental, modèle dominant des dernières années, se caractérise par un culte de la croissance économique complètement étranger au souci de la planète. Pire, ce sont justement les idéologies du développement, marquées par un culte du « Progrès », qui s'avèrent d'abord les légitimatrices de l'exploitation capitaliste de la Terre, notamment des territoires du Sud global[2026]. Ainsi, les droites radicales extractivistes, de Bolsonaro à Trump (*Drill, baby, drill!*) en passant par la néothatchérienne Alice Weidel de l'AfD, ne représentent pas tant une révolte contre un ordre écologique supposé qu'un prolongement néolibéral des politiques économiques hégémoniques depuis les années 1980, se parant cependant des habits du « politiquement incorrect » afin de continuer de défendre l'ultraproductivisme de la civilisation industrielle et tout le mode de vie qu'elle charrie. De surcroît, il semble effectivement possible d'intégrer une partie de ce discours populiste de droite au sein de ce que nous avions nommé le « libéralisme identitaire », soit la demande de préservation d'un *lifestyle* hérité du capitalisme de consommation et axé sur la seule liberté individuelle (et le moralisme qui la constitue), au mépris de ses effets sur les collectivités humaines (et plus globalement sur les non-humains et la nature).

Par ailleurs, la crise des Gilets jaunes en France fut l'occasion de voir émerger un slogan évocateur, parlant de ceux qui craignent « la fin du mois », en contraste avec ceux qui

[2024] Zetkin Collective (coord. par Andreas Malm), *Fascisme fossile*, Paris, La Fabrique, 2020.
[2025] *Ibid*.
[2026] À ce sujet, les travaux du précurseur de la décroissance Serge Latouche restent une référence. Voir notamment S. Latouche, *L'Occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte, 1989.

s'inquiètent de « la fin du monde[2027] ». Cette formule, reprise à l'envi, possède peut-être la capacité de rendre compte d'une tendancielle opposition entre préoccupations matérielles immédiates pour des classes moyennes-populaires, récupérées par des démagogues populistes, et une nouvelle bourgeoisie métropolitaine et culturellement progressiste (cf. chapitre 7), plutôt instruite aux dangers des changements climatiques. Mais, au-delà du mépris de classe qu'elle peut véhiculer, il apparaît douteux de lui donner une valeur heuristique absolue. En effet, elle témoigne à notre sens surtout d'une moralisation constante des questions politiques, propre à la dynamique de notre temps.

Cette dernière question ouvre sur un autre sujet peu abordé de front dans notre thèse, bien qu'il pût la traverser en filigrane. Il concerne effectivement, à l'intérieur du « problème national-populiste », la nouvelle *polarisation manichéenne des valeurs*, souvent sous l'influence des produits d'importation de la société états-unienne (les « *culture wars* »). Si, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises (et au point de l'intégrer dans notre définition du populisme), le monde social se trouve divisé en deux camps ennemis, les sociétés occidentales contemporaines se fragmentent idéologiquement dans une opposition explosive entre « wokisme » et « anti-wokisme ». Objet de grandes polémiques de nature culturelle, ce clivage aux contours souvent peu définis prend les allures d'un moralisme hystérique, ayant tendance à diaboliser une figure de négation (le « *woke* » ou le « réactionnaire ») afin de politiser des valeurs (« valeurs occidentales », « antiracisme », « inclusion », etc.), et de reconfigurer une division « populiste » entre tenants élitistes d'une éthique individuelle de l'ouverture et plèbe nationale enracinée dans la morale traditionnelle et le sens commun. Ces binarisations postmodernes, qui s'inscrivent dans l'âge identitaire, doivent selon nous être comprises, tel que nous avons pu le défendre dans les chapitres 7 et 8, comme le produit du libéralisme contemporain, venant à bout de toute définition du bien commun garanti par le cadre politico-institutionnel, qui aurait comme vertu de rééquilibrer des rapports sociaux tendus par des visions concurrentes de l'incarnation du vivre-ensemble.

[2027] B. Masse-Stamberger, «"Fin du monde" contre "fin du mois", la rhétorique méprisante de nos élites », *Marianne*, 29/11/2018, [En ligne], https://www.marianne.net/agora/humeurs/fin-du-monde-contre-fin-du-mois-la-rhetorique-meprisante-de-nos-elites.

Par ailleurs, nous devons reconnaître que nous nous focalisions principalement, dans le cadre de notre travail, sur les manifestations national-populistes qui traversent le monde occidental, même si nous nous sommes tournés par moment vers le continent latino-américain, terreau important du phénomène. Cet ancrage pratique prenait particulièrement pour base les exemples français et états-uniens, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, car il s'agit de deux pays occidentaux de taille importante, ayant joué un rôle marquant dans la constitution historique des sociétés démocratiques, à la fois libérales et républicaines, produisant un véritable idéaltype de la modernité politique. Ensuite – et c'est certainement en lien avec ce dernier point –, car ces deux nations s'avèrent particulièrement affectées par le national-populisme dans leur histoire respective, principalement depuis la fin du XIX^{e} siècle (People's Party, boulangisme). Le parcours des populismes américains et français diffère, et ces mouvements puisent souvent, à l'intérieur même de leurs propres frontières, dans des registres idéologiques distincts (socialisme, libéralisme, nationalisme réactionnaire, agrarisme, bonapartisme, etc.), mais ils possèdent en commun de magnifier la référence au peuple national, cœur de la légitimité démocratique et base sociosymbolique de ces communautés politiques.

Une étude plus exhaustive et spécifique aurait été en mesure de réaliser une analyse comparative plus serrée suivant les nations et les ensembles géographiques où émergent des populismes : nous avons fait le choix de poser un regard macrosociologique plus englobant, en nous appuyant sur une théorie institutionnaliste du politique sous la modernité, base sociétale qui se trouverait érodée à l'ère contemporaine, dite *postmoderne*. Cette décision d'ordre interprétatif implique une nécessaire généralisation, qui tente de saisir sur le temps long les transformations des sociétés nationales depuis la *révolution moderne* (démocratique-républicaine, capitaliste-industrielle, libérale-individualiste), et de proposer une herméneutique du mouvement de modernisation.

On constatera par ailleurs, hormis sa mention dans la conclusion, la faible présence d'exemples québécois et canadiens dans notre thèse, fournissant pourtant les coordonnées géographiques à partir desquels se pose le regard du chercheur. Ce fait part d'une thèse assumée : le Québec, comme le Canada en général, ne se trouveraient pas aux prises avec l'émergence de mouvements national-populistes significatifs, traversant de façon

disruptive la société. Il ne s'agit pas ici de nier l'existence de populismes historiques (agraires dans les Prairies, Reform Party, Crédit social, une part du duplessisme, ADQ, etc.) ni de fermer les yeux sur certaines de ses manifestations actuelles (droite libertarienne de Radio X, montée de la figure d'Éric Duhaime, certaines dimensions de la campagne de Pierre Poilièvre, convoi des camionneurs lors de la crise de Covid-19, critique de l'oligarchie à Québec solidaire, mobilisation des affects identitaires par la CAQ et le PQ, etc.), auxquelles nous avons pu tout de même renvoyer selon les circonstances. Cela dit, il convient à notre sens de constater que le degré de virulence polémique nécessaire (dénonciation radicale d'élites malfaisantes, discours plébéien) semble insuffisant pour désigner un véritable courant national-populiste agissant comme force politique organisée au Canada. Cette réalité, qui peut s'expliquer à la fois par la relative modération marquant le patriotisme canadien (se caractérisant depuis plusieurs décennies par l'hégémonie trudeauiste du récit multiculturaliste), de même que par la subjectivation historique du nationalisme québécois dans le projet moderniste de social-démocratie et la quête d'indépendance nationale (de la souveraineté-association au Parti québécois de René Lévesque, en passant par le RIN et la gauche indépendantiste), ne veut cependant pas dire que le pays se trouvera immunisé éternellement par cette ligne de fond des sociétés contemporaines que représente le national-populisme, tel qu'en témoigne déjà l'importance des controverses identitaires dans le Québec du XXI^{e} siècle. En cela, le national-populisme a probablement vocation – si ce n'est déjà fait –, à s'implanter durablement au sein des sociétés globalisées, et la nation québécoise n'y fait pas exception.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages sur le(s) populisme(s) :

Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen et Martial Foucault, *Les origines du populisme*, Paris, Seuil, 2019.

Arato, Andrew et Jean Cohen, *Populism and Civil Society*, Cambridge (UK), Oxford University Press, 2021.

Arditi, Benjamin, *Politics on the Edge of Liberalism*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007.

Bell, Daniel (dir.), *The New American Right*, Freeport (NY), Books of Libraries Press, 1971.

Benoist, Alain (de), *Le moment populiste*, Paris, PGDR, 2017.

Bernier Arcand, Philippe, *La dérive populiste*, Montréal, Poètes de brousse, 2013.

Betz, Hans-Georg, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, Basingstoke (U.K.), Palgrave MacMillan,1994.

Betz, Hans-Georg, *La droite populiste en Europe*, Paris, Autrement, 2004.

Bigot, Guillaume, *Populophobie*, Paris, Plon, 2020.

Birnbaum, Pierre, *Genèse du populisme : Le peuple et les gros*, Paris, Fayard, 2010.

Boily, Frédéric, *Droitisation et populisme*, Québec, PUL, 2020.

Bouvet, Laurent, *Le sens du peuple*, Paris, Gallimard, 2012.

Bouvet, Laurent, *L'insécurité culturelle*, Paris, Fayard, 2015.

Bras, Gérard, *Les voies du peuple*, Paris, Amsterdam, 2018.

Bras, Gérard, *Faire peuples*, Paris, Kimé, 2024.

Buisson, Patrick, *La cause du peuple*, Paris, Perrin, 2018.

Canovan, Margaret, *Populism*, Londres, Junction Books, 1981.

Canovan, Margaret, *The People*, Cambridge (R.-U.), Polity, 2005.

Cayla, David, *Populisme et néolibéralisme*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2020.

Cervera-Marzal, Manuel, *Le populisme de gauche*, Paris, La Découverte, 2021.

Chollet, Antoine, *L'antipopulisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, Paris, Pluriel, 2023.

Collectif, *Les milles visages du populisme*, Montréal, Somme Toute/Le Devoir, 2024.

Collovald, Annie, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Vulaines-sur-Seine, 2004, Éditions du Croquant.

Corten, André, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel (dir.), *L'interpellation plébéienne en Amérique latine*, Montréal, PUQ, 2012.

Coussedière, Vincent, *Éloge du populisme*, Grenoble, Elya, 2012.

Coussedière, Vincent, *Le retour du peuple*, Paris, Cerf, 2016.

Crépon, Sylvain, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Science Po, 2015.

Cucchetti, Humberto, Alexandre Dézé et Emmanuelle Reungoat, *Au nom du peuple?*, Paris, Le Cavalier bleu, 2021.

Dard, Olivier, Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois (dir.), *Le dictionnaire des populismes*, Paris, Cerf, 2019.

Delsol, Chantal, *Populisme : les demeurés de l'histoire*, Paris, Éditions du Rocher, 2015.

Devecchio, Alexandre, *Recomposition*, Paris, Cerf, 2021.

De Ipola, Emilio, *Ideología y discurso populista*, México, Folios Ediciones, 1982.

Diamanti, Ilvo et Marc Lazar, *Peuplecratie*, Paris, Gallimard, 2019.

Diamanti, Ilvo, *La Lega*, Rome, Donzelli, 1995.

Dorna, Alexandre, *Le populisme*, Paris, PUF, 2000.

Dousson, Jérémy, *Un populisme à l'italienne ? Comprendre le Mouvement 5 Étoiles*, Paris, Les Petits Matins, 2018.

Drache, Daniel et Mark D. Froese, *Has Populism Won?*, Toronto, ECW Press, 2022.

Dubet, François, *Le temps des passions tristes*, Paris, Seuil, 2019.

Dufour, Frédérick Guillaume, *Entre le peuple et l'élite, le populisme de droite*, Montréal, PUM, 2021.

Dufour, Frédérick Guillaume et Efe Peker (dir.), *Populisme et sciences sociales*, Ottawa, PUO, 2023.

Eatwell, Roger et Matthew Goodwin, *National Populism*, Londres, Pelican Books, 2018.

Empoli, Giuliano (da), *Les ingénieurs du chaos*, Paris, Gallimard, 2023.

Fassin, Éric, *Populisme : le grand ressentiment*, Paris, Textuel, 2019.

Faury, Félicien, *Des électeurs ordinaires*, Paris, Seuil, 2024.

Feher, Michel, *Producteurs et parasites*, Paris, La Découverte, 2024.

Finchelstein, Federico, *From Fascism to Populism in History*, Oakland, University of California Press, 2017.

Fourquet, Jérôme, *Le nouveau clivage*, Paris, Cerf, 2020.

Frank, Thomas, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Marseille, Agone, 2013.

Frank, Thomas, *Pourquoi les riches votent à gauche*, Marseille, Agone, 2018.

Frank, Thomas, *The People, NO*, New York, Metropolitan Books, 2020.

Galston, William A., *Anti-Pluralism. The Populist Threat to Liberal Democracy*, New Haven, Yale Press, 2018.

Gellner, Ernst et Ghita Ionescu (dir), *Populism*, Londres, Macmillan, 1969.

Germani, Gino, *Politique, société et modernisation*, Bruxelles, Duculot, 1972.

Germani, Gino, *Authoritarianism, Fascism and National Populism*, New Brunswick, Transaction Books, 1978.

Goodhart, David, *Les deux clans*, Paris, Les Arènes, 2019.

Goodwin, Lawrence, *Democratic Promise : The Populist Moment in America*, Oxford, Oxford University Press.

Guilluy, Christophe, *La France périphérique*, Paris, Flammarion, 2014.

Guilluy, Christophe, *Le crépuscule de la France d'en haut*, Paris, Gallimard, 2017.

Guilluy, Christophe, *No Society*, Paris, Flammarion, 2019.

Guilluy, Christophe, *Le temps des gens ordinaires*, Paris, Flammarion, 2020.

Guilluy, Christophe, *Les dépossédés*, Paris, Flammarion, 2022.

Hermet, Guy, *Les populismes dans le monde,* Paris, Fayard, 2001.

Hofstadter, Richard, *The Age of Reform*, New York, Vintage Books, 1955.

Hofstadter, Richard, *Le style paranoïaque*, Paris, François Bourin, 2012.

Ihl, Olivier, Janine Chêne, Éric Vial, Ghislain Waterlot (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003.

Illouz, Eva, *Les émotions contre la démocratie*, Paris, Premier Parallèle, 2022.

Jäger Anton et Arthur Boriello, *The Populist Moment*, Londres, Verso, 2023.

Joly, Bertrand, *Aux origines du populisme : histoire du boulangisme*, Paris, CNRS, 2022.

Judis, J.B., *The Populist Explosion*, New York, Columbia Global Reports, 2016.

Kandel, Maya, *Une première histoire du trumpisme*, Paris, Gallimard, 2025.

Kauffmann, Grégoire, *Le nouveau FN*, Paris, Seuil, 2016.

Kaufmann, Eric, *La révolution démographique*, Paris, JC Lattès, 2022.

Kazin, Michael, *The Populist Persuasion*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 2017.

Krastev, Ivan, *Le destin de l'Europe*, Paris, Premier Parallèle, 2017.

Krastev, Ivan et Stephen Holmes, *Le moment illibéral*, Paris, Fayard, 2019.

Laclau, Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

Lasch, Christopher, *La révolte des élites*, Paris, Flammarion, 2006.

Lasch, Christopher, *Le Seul et Vrai Paradis*, Paris, Flammarion, 2007.

Laylock, David, *Populism and Democratic Thought in the Canadian Prairies, 1910 to 1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1990.

Lind, Michael, *The New Class War*, Portfolio/Penguin, New York, 2020.

Liogier, Raphaël, *Ce populisme qui vient*, Paris, Textuel, 2013.

Mény, Yves, *Imparfaites démocraties*, Paris, Sciences Po, 2019.

Mény, Yves et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple,* Paris, Fayard, 2000.

Moffitt, Benjamin, *The Global Rise of Populism*, Stanford (CA), Stanford University Press, 2016.

Mouffe, Chantal et Inigo Errejon, *Construire un peuple*, Paris, Cerf, 2015.

Mouffe, Chantal, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016.

Mouffe, Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2016.

Mounk, Yascha, *Le Peuple contre la démocratie*, Paris, Éditions de l'observatoire, 2018.

Mudde, Cas, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge (U.K.), Cambridge University Press, 2007.

Mudde, Cas, *The Populist Radical Right : A Reader*, Londres, Routledge, 2016.

Mudde, Cas et Cristobal Rovira Kaltwasser. *Brève introduction au populisme*, La Tour-d'Aigue, L'Aube, 2018, p. 19.

Müller, Jan-Werner, *Qu'est-ce que le populisme?*, Paris, Gallimard, 2018.

Müller, Jan-Werner, *La peur ou la liberté*, Paris, Premier Parallèle, 2020.

Muzergues, Thibault, *Postpopulisme*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2024.

Norris, Pippa et Ronald Inglehart, *Cultural Backlash: Trump, Brexit and Authoritarian Populism*, Cambridge (U.K.), Cambridge University Press, 2019.

Ory, Pascal, *Peuple souverain*, Paris, Gallimard, 2017.

Peck, Reece, *Fox Populism*, Cambridge University Press, Cambridge (É.-U.), 2019.

Perrineau, Pascal, *Le populisme*, Paris, PUF, 2021.

Pessin, Alain, *Le mythe du peuple et la société française au XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1992.

Reynié, Dominique, *Populisme : la pente fatale*, Paris, Plon, 2011.

Reynié, Dominique, *Les nouveaux populismes*, Paris, Pluriel, 2014.

Revelli, Marco, *The New Populism*, Londres, Verso, 2019.

Rosanvallon, Pierre, *Le Siècle du populisme*, Paris, Seuil, 2020.

Rouquié, Alain, *Le siècle de Perón*, Paris, Seuil, 2016.

Rovira Kaltwasser, Cristobal, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo, Pierre Ostiguy (dir.), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

Roy, Alain, *Le cas Trump*, Montréal, Écosociété, 2025.

Sainte-Marie, Jérôme, *Bloc contre bloc*, Paris, Cerf, 2019.

Shils, Edward A., *The Torment of Secrecy*, Chicago, Ivan R. Dee, 1996.

Taggart, Paul, *Populism*, Londres, Open University Press, 2000.

Taguieff, Pierre-André, *L'illusion populiste*, Paris, Flammarion, 2004.

Taguieff, Pierre-André, *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS, 2014.

Taguieff, Pierre-André, *Du diable en politique*, Paris, CNRS, 2014.

Taguieff, Pierre-André, *La revanche du nationalisme*, Paris, PUF, 2015.

Tarchi, Marco, *Italia populista. Dal qualunquismo a Beppe Grillo*, Bologne, Il Mulino, 2015.

Tarragoni, Federico, *L'esprit démocratique du populisme,* Paris, La Découverte, 2019.

Urbinati, Nadia, *Me the People*, Harvard University Press, Cambridge (MA), 2019.

Venturi, Franco, *Les intellectuels, le peuple et la révolution* (2 volumes), Paris, Gallimard, 1972.

Articles scientifiques sur le(s) populisme(s) :

Armony, Victor, « Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem », *Politique et Sociétés*, Vol. 21, num. 2, 2002.

Bélanger-Duchesneau, Olivier, « Construire un peuple : essai sur l'anthropologie politique du populisme de gauche », dans F.G. Dufour et E. Peker (dir.), *Populisme et sciences sociales*, Ottawa, PUO, 2023.

Bell, Daniel A., « De Musk à Trump : comment l'oligarchie techno-césariste veut renverser la démocratie en Amérique », *Le Grand Continent*, 20/01/2025, [En ligne] https://legrandcontinent.eu/fr/2025/01/20/de-musk-zza-trump-comment-loligarchie-techno-cesariste-veut-renverser-la-democratie-en-amerique/.

Betz, Hans-Georg, « Facets of nativism: a heuristic exploration », *Patterns of Prejudice*, Vol. 5 num. 2, 2019, p. 111-135.

Bonnet, Pierre, « Médias et style populiste », dans Groupe d'études géopolitiques, *Le style populiste*, Paris, Amsterdam, 2019.

Briquet, Jean-Louis, « Matteo Salvini et le renouveau de la Ligue » dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard, *Populismes au pouvoir*, Paris, Science Po, 2019.

Canovan, Margaret, « People, Politicians and Populism », *Government and Opposition*, Cambridge University Press, 2014.

Campi, Alessandro, « La démocratie dans le miroir du populisme », *in* Ch. Delsol et G. De Ligio (dir.), *La démocratie dans l'adversité,* Paris, Cerf, 2019.

Camus, Jean-Yves, « Les droites radicales en Europe occidentale », dans B. Badie et D. Vidal, *Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2018.

Castellani, Lorenzo, « Les transformations de la démocratie libérale à l'ère du techno-populisme », dans Groupe d'études géopolitiques, *Le style populiste*, Paris, Amsterdam, 2019.

Colliot-Thélène, Catherine, « Quel est le peuple du populisme ? », dans Catherine Colliot-Thélène et Florent Guénard (dir.), *Peuples et populisme*, Paris, PUF, 2015.

Coulet, Cyril, « Les droites extrêmes et populistes dans les pays nordiques », *Hérodote*, num. 144, 2012/1, p. 86.

Coussedière, Vincent, « Populisme : une crise archi-politique », *Front populaire*, 10/04/2024, [En ligne], https://frontpopulaire.fr/articles/populisme-une-crise-archi-politique_ma_30707008.

Cucchetti, Humberto, « Péronisme », dans O. Dard, Ch. Boutin, F. Rouvillois (dir.), *Le dictionnaire des populismes,* Paris, Cerf, 2019.

Dézé, Alexandre, « Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », *Revue française de science politique*, n° 54/1, 2004, pp. 179-190.

Dieckhoff, Alain, « Les populistes au pouvoir : perspectives comparées », dans A.

Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Science Po, 2019.

Dorna, Alexandre, « Le populisme : un concept sans théorie », *Libéralisme ou démocratie*, 13 mars 2006, [En ligne] https://interventions-democratiques.fr/articles/le-populisme-un-concept-sans-theorie.

Dorna, Alexandre, « Du populisme et du charisme », *Le journal des psychologues*, nº 247, mai 2007.

Dubet, François, « Sociologie du populisme », dans Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2018.

Emeran, Christine, « Occupy, un mouvement social au XXIe siècle », *Cités*, 2013/2 num. 54, [en ligne], https://shs.cairn.info/revue-cites-2013-2-page-101?lang=fr.

Finkel, Alvin, « Populism and the proletariat: Social credit and the Alberta working class », *Studies in Political Economy*, n° 13, 1984, p. 109-135.

Folz, Olivier, « Hugo Chavez : le renouveau du populisme vénézuélien ? », *Amnis*, 2005/5, [en ligne] https://journals.openedition.org/amnis/988?lang=en.

Fraser, Nancy, « Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire : un choix qui n'en est pas un », dans H. Heiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, Paris, Gallimard, 2018.

Ghillebaert, Christian-Pierre, « Pim Fortuyn, L'éphémère *zonderling* populiste », *Cahiers du CEPEN*, 2004, 2, p.23- 46.

Godin, Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », *Cités*, PUF, 2012/num. 49, [En ligne] https://www.cairn.info/revue-cites-2012-1-page-11.htm.

Gutmann, Raphaël, « Le Brésil sous Bolsonaro », *Études*, 2019/11, p. 11. [En ligne] https://shs.cairn.info/revue-etudes-2019-11-page-7?lang=fr#s2n3.

Hafez, Farid, « Shifting borders: Islamophobia as common ground for building pan-European right-wing unity », *Patterns of Prejudice*, 2014, Vol. 48, No. 5, 479–499.

Hermet, Guy, « Populisme et nationalisme », *Vingtième Siècle*, num. 56, octobre-décembre 1997.

Hermet, Guy, « *Narodniki*, boulangisme, People's Party : trois populismes fondateurs du XIXe siècle », dans B. Badie et Dominique Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2018.

Henneton, Lauric, « La démocratie américaine à l'ère du trumpulisme » dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Science Po, 2019.

Ivaldi, Gilles, « Sur l'articulation des attitudes populistes et nativistes en Europe et aux États-Unis », *Appartenances & Altérités*, 2022/2, [en ligne] https://journals.openedition.org/alterites/296.

Iyengar, Shanto et al., « The Origins and Consequences of Affective Polarization in the United States », *Annual Review of Political Science*, vol. 22, 2019, p. 129-146.

Jaffrelot, Christophe, « Le populisme : définitions, implications et limites », dans Dieckhoff, Alain, Christophe Jaffrelot et Élise Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Sciences Po, 2019, pp. 31-45.

Jaffrelot, Christophe, « Narendra Modi au pouvoir en Inde, au nom de quel peuple ? », dans Dieckhoff, Alain, Christophe Jaffrelot et Élise Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Sciences Po, 2019.

Jansma, Judith, « Les "vrais" Pays-Bas contre l'islam et la "racaille" : la carrière politique de Geert Wilders en 10 points », *Le Grand Continent*, 16/05/2024, [en ligne] https://legrandcontinent.eu/fr/2024/05/16/les-vrais-pays-bas-contre-lislam-et-la-racaille-la-carriere-politique-de-geert-wilders-en-10-points/.

Kandel, Maya, « *America First*, une politique étrangère populiste? » dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard, *Populismes au pouvoir*, Paris, Science Po, 2019.

Kassimeris, George et Leonie Jackson, « The Ideology and Discourse of the English Defence League: 'Not Racist, Not Violent, Just No Longer Silent' », *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 17/1, 2014, [En ligne], https://journals.sagepub.com/doi/10.1111/1467-856X.12036.

Krakovsky, Roman, « Les démocraties illibérales en Europe centrale », *Études*, 2019/2.

Krastev, Ivan, « Le retour des régimes majoritaires », dans H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression,* Paris, Gallimard, 2018.

Kwak, L. J., « Problematizing Canadian exceptionalism: A study of right-populism, white nationalism and Conservative political parties », *Oñati Socio-Legal Series*, 2020, 10(6), pp. 1166–1192.

Laruelle, Marlène, « Pourquoi l'illibéralisme explique les changements dans l'ordre social actuel », *Politics and Rights Review*, 23/06/2025, [En ligne], https://politicsrights.com/fr/pourquoi-illiberalisme-explique-changements-ordre-social/.

Lazar, Marc, « L'expérience gouvernementale de Matteo Renzi. Un progressisme populiste », *Parlement[s]*, 2022/1, num. 35.

Liogier, Raphaël, « Populisme liquide dans les démocraties occidentales », dans B. Badie et D. Vidal (dir*.), Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2019.

Marchand, Vera et Baptiste Roger-Lacan, « Le style populiste du centre », dans Groupe d'études géopolitiques, *Le style populiste*, Paris, Amsterdam, 2019.

Massicard, Élise, « Gouvernement du peuple et gouvernement au nom du peuple dans la Turquie de l'AKP », p. 249-250 dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Science Po, 2019.

Misik, « Le courage de l'audace » dans H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, Paris, Gallimard, 2018.

Mones, Djamila, « Le pétropopulisme freine la transition énergétique », *La Conversation*, 15 mars 2022, [En ligne] https://theconversation.com/le-petropopulisme-freine-la-transition-energetique-178765.

Naxera, Vladimir et Petr Krčál, « "This is a Controlled Invasion": The Czech President Miloš Zeman's Populist Perception of Islam and Immigration as Security Threats », *Journal of Nationalism, Memory & Language Politics*, Vol. 12/2, 2018, p. 192-215.

Palano, Damiano, « La fin du "public", la *bubble democracy* et la nouvelle polarisation », dans Ch. Delsol et G. de Ligio (dir.), *La démocratie dans l'adversité*, Paris, Cerf, 2019.

Penafiel, Ricardo, « L'image du peuple. Construction de l'ethos plébéien de Hugo Chavez dans l'emission Alo Presidente », *Mots*, 2011/2, num. 96, p. 29-44.

Perrineau, Pascal, « La dynamique du vote Le Pen : le poids du gaucho-lepénisme » dans P. Perrineau et C. Ysmal (dir.), *Le vote de crise : l'élection présidentielle de 1995*, Paris, Sciences Po, 1995, pp. 243-261.

Perrineau, Pascal, « L'irruption nationale-populiste » dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2018.

Plihon, Dominique, « Les effets délétères de la crise économique et des politiques d'austérité », dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes,* Paris, La Découverte, 2018.

Pombeni, Paolo, « Typologie des populismes en Europe (19e-20e siècles) », *Vingtième Siècle*, vol. 56, num. 1, 1997.

Posado, Thomas, « De Chavez à Maduro : de la démocratie délégative à la dé-démocratisation », dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Science Po, 2019.

Puppinck, Grégor, « Gouvernance rationnelle *versus* démocratie charnelle », dans Ch. Delsol et G. De Ligio (dir.), *La démocratie dans l'adversité*, *op. cit*., pp. 501-515.

Rancière, Jacques, « L'introuvable populisme », A. Badiou et al., *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique, 2013.

Rayner, Hervé, « Le Mouvement 5 étoiles en Italie : un populisme assumé », *Questions internationales*, num. 83, 2017, p. 44-65.

Rey, Olivier, « La trahison des élites », *in* Chantal Delsol et Giulio De Liglio, *La démocratie dans l'adversité*, Paris, Cerf, 2019.

Riutort, Philippe, « Techniques de propagande et gestion des imaginaires », dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2018.

Rosanvallon, Pierre, « Penser le populisme », dans C. Colliot-Thélène et F. Guénard, *Peuples et populisme*, Paris, PUF, 2014.

Roy, Olivier, « Le grand recentrement », *Le Grand Continent*, 29 mars 2024, [en ligne], https://legrandcontinent.eu/fr/2024/03/29/le-grand-recentrement/.

Rucht, Dieter, « Pegida & Co. - Ascension et chute d'une entreprise populiste », *Fondation Friedrich Ebert*, Avril 2015, [en ligne] https://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/11328.pdf.

Rummens, Stefan, « Populism as a Threat to Liberal Democracy », dans C. Rovira Kaltwasser, P. Taggart, P. Ochoa Espejo, P. Ostiguy (dir.), *The Oxford Handbook of Populism*, *op. cit*., p. 554-570.

Rupnik, Jacques, « Le pouvoir confisqué dans la Hongrie de Viktor Orban », dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Science Po, 2019.

Saint-Upéry, Marc, « Péronisme et chavisme : affinités et divergences », dans B. Badie et D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2018.

Taggart, Paul, « Populism and 'unpolitics' », dans Fitzi, Gregor, Jürgen Mackert et Bryan Turner, (dir.) *Populism and the crisis of democracy*, Routledge, Londres, pp. 79-87.

Taguieff, Pierre-André, « La rhétorique du national-populisme : les règles élémentaires de la propagande xénophobe », *Mots. Les langages du politique*, num. 9, 1984.

Taguieff, Pierre-André, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième siècle*, vol.56, n°1., 1997.

Taguieff, Pierre-André, « Populismes et antipopulismes : le choc des argumentations », *Mots*, n°55, juin 1998.

Tarchi, Marco, « Un prince et une chaussure : où est-elle la princesse? ; le "complexe de Cendrillon" dans la science politique cinquante ans après », *Studia Politica : Romanian Political Science Review*, 17(4), [En ligne], https://nbnresolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56315-3.

Tarchi, Marco, « Qu'est-ce que le populisme? » dans « Populisme? », *Revue Krisis*, nº 29, Février 2008.

Tarragoni, Federico, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *Actuel Marx*, 2013/2 (nº 54), p. 56-70.

Tavoillot, Pierre-Henri, « Le populisme comme défi pour la démocratie », *Administration*, 2021/2, num. 270, p. 102-104.

Toscano, Emmanuele, « L'Italie à l'ère du populisme : entre souverainisme et antipolitique. Le cas de la Ligue et du Mouvement 5 Étoiles », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, [En ligne] https://www.erudit.org/fr/revues/ncs/2020-n23-ncs05186/92904ac.pdf.

The PopuList, [en ligne], https://popu-list.org/.

Urbinati, Nadia, « Political Theory of Populism », *Annual Review of Political Science*, 2019.

Vibert, Stéphane, « Le moment populiste de la démocratie », *in* Chantal Delsol et Giulio De Ligio (dir.), *La démocratie dans l'adversité*, Paris, Cerf, 2019.

Virchow, Fabian, « Alternativ für Deutschland (AfD), un parti d'extrême droite ? », *Comité d'étude des relations franco-allemandes*, mars 2020, [en ligne], https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/ifri_alternative_fur_deutschland_afd_un_parti_dextreme_droite_3.pdf.

Wagner, « Les coalitions, passage obligé de l'extrême droite en Autriche », dans A. Dieckhoff, Ch. Jaffrelot et E. Massicard (dir.), *Populismes aux pouvoir*, Paris, Science Po, 2019.

Weinachter, Michèle, « L'AfD deux ans après sa création : après la percée, l'implosion ? », Revue *Allemagne d'aujourd'hui*, 2015/2.

Winock, Michel, « Populismes français », *Vingtième Siècle*, num. 56, 1997.

Ouvrages généraux (théories sociologiques et politiques, philosophie, idéologies, histoire, essais politiques) :

Adorno, Theodor W., *Études sur la personnalité autoritaire*, Paris, Allia, 2007.

Anderson, Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 2006.

Angenot, Marc, *La parole pamphlétaire*, Paris, Payot, 1982.

Angenot, Marc, *Les idéologies du ressentiment*, Montréal, XYZ, 1997.

Aristote, *Éthique de Nicomaque*, Paris, GF-Flammarion, 1992.

Aristote, *La Politique*, Paris, Vrin, 1995.

Aron, Raymond, *Les Étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.

Auclair, David, *Moralité, Autorité, Normalité*, Bruxelles, Peter Lang, 2022.

Augé, Marc, *Non-lieux*, Paris, Seuil, 1992.

Balandier, Georges, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Fayard, 2006.

Baschet, Jérôme, *La rébellion zapatiste*, Paris, Flammarion, 2019.

Bat Ye'or, *Eurabia*, Paris, Jean-Cyrille Godefroy, 2014.

Baudet, Thierry, *Indispensables frontières*, Paris, Toucan, 2015.

Bauman, Zygmunt, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2010.

Baumel, Laurent et François Kalfon (dir.), *Plaidoyer pour une gauche populaire*, Paris, Le bord de l'eau, 2011.

Beauchard, Renaud, *Christopher Lasch : un populisme vertueux*, Paris, Michalon, 2018.

Beauchemin, Jacques, *La société des identités*, Montréal, Athéna, 2005.

Bégout, Bruce, *De la décence ordinaire*, Paris, Allia, 2017.

Bell, Daniel, *The End of Ideology*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2000.

Bénilde, Marie, *Le péril Bolloré*, Paris, La Dispute, 2025.

Benoist, Alain (de), *Contre le libéralisme*, Monaco, Éditions du Rocher, 2019.

Berlin, Isaiah, *The Roots of Romanticism*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

Berlin, Isaiah, *Le hérisson et le renard*, Paris, Les Belles Lettres, 2020.

Bernabé, Daniel, *Le piège identitaire*, Paris, L'Échappée, 2022.

Bernays, Edward, *Propaganda*, Montréal, Lux, 2008.

Bertrand, Michel, *Codreanu et la Garde de Fer*, Saint-Genis-Laval, Akrybeia, 2010.

Bock-Côté, Mathieu, *L'empire du politiquement correct*, Paris, Cerf, 2019.

Boltanski, Luc et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2011.

Bourdieu, Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.

Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1997.

Bourdieu, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2014.

Bourque, Gilles, *Classes sociales et question nationale au Québec* (1760-1840), Montréal, Parti Pris, 1970.

Bouron, Samuel, *Politiser la haine*, Paris, La Dispute, 2025.

Bozarslan, Hamit, *L'anti-démocratie au XXI^e siècle*, Paris, CNRS, 2021.

Brague, Rémi, *Le Règne de l'Homme*, Paris, Gallimard, 2015.

Branco, Juan, *Crépuscule*, Paris, Au diable vauvert, 2019.

Branco, Juan, *Abattre l'ennemi*, Paris, Michel Lafon, 2021.

Braunstein, Jean-François, *La philosophie devenue folle*, Paris, Grasset, 2018.

Brustier, Gaël, *Le désordre idéologique*, Paris, Cerf, 2017.

Callegaro, Francesco, *La science politique des modernes*, Paris, Economica, 2015.

Camus, Renaud, *Le grand remplacement*, Chez l'auteur, 2019.

Camus, Jean-Yves et Nicolas Lebourg, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015.

Castells, Manuel, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001.

Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1999.

Castoriadis, Cornelius, *D'Homère à Héraclite* (*Ce qui fait la Grèce I*), Paris, Seuil, 2004.

Chamayou, Grégoire, *La société ingouvernable*, Paris, La Fabrique, 2018.

Chanial, Philippe, *La sociologie comme philosophie politique*, Paris, La Découverte, 2011.

Chapoutot, Johann, *Les irresponsables*, Paris, Gallimard, 2025.

Choisel, Francis, *Bonapartisme et gaullisme*, Paris, Albatros, 1987.

Chomsky, Noam et Edward Herman, *La fabrication du consentement*, Marseille, Agone, 2008.

Clouscard, Michel, *Néofascisme et idéologie du désir*, Paris, Delga, 2015.

Colliot-Thélène, Catherine, *La démocratie sans « demos »*, Paris, PUF, 2011.

Collon, Michel, *Attention, médias!*, Bruxelles, EPO, 1992.

Colon, David, *Propagande*, Paris, Flammarion, 2021.

Colon, David, *La guerre de l'information*, Paris, Tallandier, 2023.

Coquard, Benoît, *Ceux qui restent*, Paris, La Découverte, 2022.

Corcuff, Philippe, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, Paris, Textuel, 2014.

Corcuff, Philippe, *La grande confusion*, Paris, Textuel, 2020.

Coussedière, Vincent, *Éloge de l'assimilation*, Monaco, du Rocher, 2021.

Crawford, Matthew B., *Éloge du carburateur*, Paris, La Découverte, 2010.

Crawford, Matthew B., *Contact*, Paris, La Découverte, 2016.

Crouch, Colin, *Post-démocratie*, Bienne, Diaphane, 2013.

Dard, Olivier, *Charles Maurras : le maître et l'action*, Paris, Armand Colin, 2013.

Dard, *Charles Maurras : le nationaliste intégral*, Paris, Ekho, 2019.

Dardot, Pierre, Haud Guéguen, Christian Laval et Pierre Sauvêtre, *Le choix de la guerre civile*, Montréal, Lux, 2021.

Delannoi, Gil, *La nation contre le nationalisme,* Paris, PUF, 2018.

Delsol, Chantal, *La haine du monde*, Paris, Cerf, 2016.

Delsol, Chantal, *Le crépuscule de l'universel*, Paris, Cerf, 2020.

Dély, Renaud et al., *Les années 30 sont de retour*, Paris, Flammarion, 2014.

Deneen, Patrick J., *Why Liberalism Failed*, New Haven, Yale University Press, 2018.

Descola, Philippe, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

DiAngelo, Robin, *White Fragility*, Boston, Beacon Press, 2018.

Dieckhoff, Alain, *La nation dans tous ses États*, Paris, Flammarion, 2012.

Dubet, François. *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002.

Duclos, Michel (dir.), *Le monde des nouveaux autoritaires*, Paris, L'Observatoire, 2019.

Dufour, Dany-Robert, *On achève bien les hommes*, Paris, Denoël, 2005.

Dufour, Dany-Robert, *Le Divin marché*, Paris, Gallimard, 2007.

Dufour, Frédérick Guillaume, *Patriotisme constitutionnel et nationalisme*, Montréal, Liber, 2001.

Dufour, Frédérick Guillaume, *La sociologie du nationalisme*, Montréal, PUQ, 2019.

Dumont, Fernand, *Genèse de la société québécoise,* Montréal, Boréal, 1996.

Dumont, Fernand, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1997.

Dumont, Fernand, *Un témoin de l'homme* [Entretiens] Montréal, l'Hexagone, 2000.

Dumont, Louis, *Homo aequalis I (Genèse et épanouissement de l'idéologie économique)*, Paris, Gallimard, 1977.

Dumont, Louis, *Homo hierarchicus*, Paris, Gallimard, 1979.

Dumont, Louis, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983.

Dumont, *L'idéologie allemande (Homo aequalis II)*, Paris, Gallimard, 1991.

Dupeux, Louis (dir.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992.

Dupuis-Déri, Francis, *La peur du peuple*, Montréal, Lux, 2016.

Dupuis-Déri, Francis, *Panique à l'université*, Montréal, Lux, 2022.

Durkheim, Émile, *Éducation et sociologie*, Paris, PUF, 1922.

Durkheim, Émile, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 1991.

Durkheim, Émile, *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 2010.

Durkheim, Émile, *L'éducation morale*, Paris, PUF, 2012.

Drumont, Édouard, *La fin d'un monde*, Paris, Albert Savine, 1889.

Eribon, Didier, *Retour à Reims*, Paris, Flammarion, 2018.

Farris, Sarah R., *Au nom des femmes*, Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2022.

Fichte, Johann Gottlieb, *Discours à la nation allemande*, Paris, Actes Sud, 1992.

Filion, Jean-François, *Sociologie dialectique*, Québec, Nota Bene, 2006.

Finley, Moses, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot, 2019.

Fisher, Mark, *Capitalist Realism*, Londres, Zero Books, 2009.

Fourquet, Jérôme et Nicolas Lebourg, *La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu*, Fondation Jean Jaurès, 2017.

Fourquet, Jérôme, *L'archipel français*, Paris, Seuil, 2019.

Fourquet, Jérôme, *Métamorphoses françaises*, Paris, Seuil, 2024.

Framont, Nicolas, *Parasites*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2023.

François, Stéphane, *La Nouvelle Droite et ses dissidences*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2021.

Freitag, Michel, *L'oubli de la société*, Québec/Rennes, PUL/PUR, 2002.

Freitag, Michel, *L'impasse de la globalisation*, Montréal, Écosociété, 2008.

Freitag, Michel, *Introduction à une théorie générale du symbolique*, Montréal, Liber, 2011.

Freitag, Michel, *Culture, pouvoir, contrôle*, Montréal, Liber, 2012.

Freitag, Michel, *Genèse du politique*, Montréal, Liber, 2016.

Freitag, Michel, *Nation, ville, architecture : formes de la société II*, Montréal, Liber, 2018.

Fukuyama, Francis, *La Fin de l'Histoire ou le dernier homme*, Paris, Flammarion, 2017.

Garcia, Renaud, *Le désert de la critique*, Paris, L'Échappée, 2015.

Gauchet, Marcel, *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1985.

Gauchet, Marcel, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

Gauchet, Marcel, *La révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007.

Gauchet, Marcel, *La crise du libéralisme*, Paris, Gallimard, 2007.

Gauchet, Marcel, *À l'épreuve des totalitarismes*, Paris, Gallimard, 2010.

Gauchet, Marcel, *Le nouveau monde*, Paris, Gallimard, 2017.

Gauchet, Marcel, *Comprendre le malheur français*, Paris, Gallimard, 2017.

Gauchet, Marcel, *Robespierre*, Paris, Gallimard, 2017.

Gauchet, Marcel, *Macron, les leçons d'un échec*, Paris, Stock, 2021.

Gauchet, Marcel, *Le nœud démocratique*, Paris, Gallimard, 2024.

Geertz,Clifford, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

Gellner, Ernest, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.

Gendron, Stéphane, *Rapailler nos territoires*, Montréal, Écosociété, 2022.

Girardet, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

Glucksmann, Raphaël, *Les enfants du vide*, Paris, Allary Éditions, 2018.

Godin, Christian, *La crise de la réalité*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020.

Goodhart, David, *La tête, la main, le cœur*, Paris, Les Arènes, 2020.

Gori, Roland, *La fabrique de nos servitudes*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2023.

Graeber, David, *Comme si nous étions déjà libres*, Montréal, Lux, 2014.

Graeber, David, *Bureaucratie*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2015.

Graeber, David, *La démocratie aux marges*, Paris, Flammarion, 2018.

Graeber, David, *Pour une anthropologie anarchiste*, Montréal, Lux, 2018.

Graeber, David, *Bullshit jobs*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2019.

Graeber, David et David Wengrow, *Au commencement était…*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2022.

Griffin, Roger, *International Fascism*, Londres, Edward Arnold, 1998.

Guibal, Claude et Tangi Salaün, *L'Égypte de Tahrir*, Paris, Seuil, 2011.

Habermas, Jürgen, *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard, 1997.

Habermas, Jürgen, *Après l'État-nation*, Paris, Fayard, 2000.

Habermas, Jürgen, *La constitution de l'Europe*, Paris, Gallimard, 2011.

Habermas, Jürgen, *L'intégration républicaine*, Paris, Fayard, 2014.

Habermas, Jürgen, *De l'éthique de la discussion*, Paris, Flammarion, 2023.

Haidt, Jonathan, *Génération anxieuse*, Sherbrooke, D'eux, 2025.

Hedges, Chris, *La mort de l'élite progressiste*, Montréal, Lux, 2012.

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich, *Principes de philosophie du droit*, Paris, PUF, 2013.

Herder, Johann Gottfried, *Histoire et cultures*, Paris, Garnier-Flammarion, 2000.

Hermet, Guy, *L'hiver de la démocratie*, Paris, Armand Colin, 2007.

Herf, Jeffrey, *Le modernisme réactionnaire*, Paris, L'Échappée, 2018.

Hessel, Stéphane, *Indignez-vous!*, Paris, Indigène, 2010.

Hobbes, Thomas, *Léviathan*, Paris, Gallimard, 2000.

Hobsbawm, Eric J., *L'ère des révolutions*, Paris, Fayard, 2011.

Hofstadter, Richard, *Anti-intellectualism in American Life*, New York, Vintage Books, 1962.

Hunter, J.D., *Culture Wars*, New York, Basic Books, 1991.

Jamin, Jérôme, *L'imaginaire du complot*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009

Kantorowicz, Ernst, *Les Deux Corps du roi*, Paris, Gallimard, 2020.

Kempf, Hervé, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie!*, Paris, 2011.

Kervégan, Jean-François, *Hegel, Carl Schmitt*, Paris, PUF, 1992.

Kotkin, Joel, *The Coming of Neo-Feudalism*, New York, Encounter Books, 2020.

Kurz, Robert, *Avis aux naufragés*, Paris, Lignes-Léo Scheer, 2005.

Labelle, Gilles, Martin, Eric et Stéphane Vibert (dir.), *Les racines de la liberté*, Montréal, Nota Bene, 2014.

Laclau, Ernesto et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*, Paris, Pluriel, 2018.

Lamy, Guillaume, *Laïcité et valeurs québécoises*, Montréal, Québec Amérique, 2015.

Laruelle, Marlène (dir.), *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford (R.-U.), Oxford University Press, 2025.

Lasch, Christopher, *La culture du narcissisme,* Paris, Flammarion, 2006.

Latouche, Serge, *L'Occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte, 1989.

Laval, Christian, *L'Homme économique*, Paris, Gallimard, 2017.

Lavau, Georges, *À quoi sert le Parti communiste français?*, Paris, Fayard, 1981.

Lebourg, Nicolas et Joseph Beauregard, *François Duprat*, Paris, Denoël, 2012.

Lebrun, Jean-Pierre, *Un monde sans limite*, Toulouse, Érès, 1997.

Lefort, Claude, *Essais sur le politique*, Paris, Seuil, 1986.

Lefort, Claude, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1994.

Legendre, Pierre, *Dogma X : Instituer l'animal humain*, Paris, Fayard, 2017.

Legutko, Ryszard, *Le diable dans la démocratie*, Paris, L'Artilleur, 2021.

Lévesque, René, *Option Québec*, Montréal, Typo, 1997.

Le Goff, Jean-Pierre, *La barbarie douce*, Paris, La Découverte, 2003.

Le Pen, Marine, *Pour que vive la France*, Paris, Grancher, 2014.

Lind, Michael, *The Next American Nation*, New York, The Free Press, 1995.

Lipovetsky, Gilles, *L'ère du vide*, Paris, Gallimard, 1983.

Löwy Michael et Robert Sayre, *Révolte et mélancolie*, Paris, Payot, 1992.

Macpherson, C.B., *La théorie politique de l'individualisme possessif*, Paris, Gallimard, 2005.

Macron, Emmanuel, *Révolution*, Paris, XO, 2016.

Maffesoli, Michel et Hélène Strohl, *La faillite des élites*, Paris, Cerf, 2019.

Magnette, Paul, *L'autre moitié du monde*, Paris, La Découverte, 2024.

Mairet, Gérard, *Le principe de souveraineté*, Paris, Gallimard, 1997.

Manent, Pierre, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Gallimard, 1993.

Manent, Pierre, *Cours familier de philosophie politique*, Paris, Gallimard, 2004.

Manent, Pierre, *Le regard politique*, Paris, Flammarion, 2010.

Manent, Pierre, *La cité de l'homme*, Paris, Flammarion, 2012.

Manent, Pierre, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Fayard, 2012.

Manent, Pierre, *Les métamorphoses de la cité*, Paris, Flammarion, 2012.

Manent, Pierre, *La loi naturelle et les droits de l'homme*, Paris, PUF, 2020.

Manin, Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2019.

Martuccelli, Danilo, *Sociologies de la modernité*, Paris, Gallimard, 1999.

Marx, Karl, *Manuscrits économico-philosophiques de 1844*, Paris, Vrin, 2007.

Maumi, Catherine, *Thomas Jefferson et le projet du Nouveau Monde*, Paris, Éditions de la Villette, 2007.

Maurras, Charles, *L'avenir de l'intelligence et autres textes*, Paris, Robert Laffont, 2018.

Mauss, Marcel, *Œuvres* (3), Paris, Minuit, 1969.

Mauss, Marcel, *Essai sur le don*, Paris, PUF, 2012.

Mauss, Marcel, *La nation, ou le sens du social*, Paris, PUF, 2018.

Mélenchon, Jean-Luc, *Qu'ils s'en aillent tous!*, Paris, Flammarion, 2010.

Mélenchon, Jean-Luc, *L'ère du peuple*, Paris, Fayard, 2014.

Merkl Peter et Leonard Weinberg, *Right-Wing Extremism in the Twenty-first Century*, Londres, Routledge, 2003.

Michéa, Jean-Claude, *La double pensée*, Paris, Flammarion, 2008.

Michéa, Jean-Claude, *Orwell éducateur*, Paris, Climats, 2009.

Michéa, Jean-Claude, *L'empire du moindre mal*, Paris, Flammarion, 2010.

Michéa, Jean-Claude, *Le complexe d'Orphée*, Paris, Flammarion, 2014.

Michéa, Jean-Claude, *Les mystères de la gauche*, Paris, Flammarion, 2014.

Michéa, Jean-Claude, *Notre ennemi, le capital*, Paris, Climats, 2016.

Michéa, Jean-Claude, *Orwell anarchiste tory*, Paris, Flammarion, 2020.

Michelet, Jules, *Histoire de la Révolution française* (t. II), Paris, Gallimard, 1939.

Michelet, Jules, *Le Peuple*, Paris, Flammarion, 1992.

Michels, Robert, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Gallimard, 2015.

Minc, Alain, *L'ivresse démocratique*, Paris, Gallimard, 1995.

Monod, Jean-Claude, *Qu'est-ce qu'un chef en démocratie?*, Paris, Gallimard, 2017.

Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, GF-Flammarion, 2019.

Morelle, Aquilino, *L'opium des élites*, Paris, Grasset, 2021.

Morozov, Evgueny, *Le mirage numérique*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2015.

Mouffe, Chantal, *Le paradoxe démocratique*, Paris, Beaux-arts de Paris, 2018.

Mounk, Yascha, *La grande expérience*, Paris, L'Observatoire, 2022.

Müller, Jan-Werner, *Carl Schmitt. Un esprit dangereux*, Paris, Armand Colin, 2007.

Müller, Jan-Werner, *Constitutional Patriotism*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

Murray, Douglas, *The Strange Death of Europe*, Londres, Bloomsbury, 2017.

Musso, Pierre, *Télé-politique*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2009.

Musso, Pierre, *Le temps de l'État-entreprise*, Paris, Fayard, 2019.

Nisbet, Robert A., *La tradition sociologique*, Paris, PUF, 1984.

Onfray, Michel, *Cosmos*, Paris, Flammarion, 2015.

Onfray, Michel, *Décadence*, Paris, Flammarion, 2017.

Onfray, Michel, *Grandeur du petit peuple,* Paris, Albin Michel, 2020.

Onfray, Michel, *Puissance et décadence*, Paris, Bouquins, 2022.

Ory, Pascal, *Qu'est-ce qu'une nation?*, Paris, Gallimard, 2022.

Ortega y Gasset, José, *La révolte des masses*, Paris, Les Belles Lettres, 2010.

Ouellet, Maxime, *La révolution culturelle du capital*, Montréal, Écosociété, 2016.

Palheta, Ugo, *La nouvelle internationale fasciste*, Paris, Textuel, 2022.

Pasolini, Pier Paolo, *Lettres luthériennes*, Paris, Seuil, 2002.

Péguy, Charles, *L'Argent*, Paris, Allia, 2023.

Piketty, Thomas, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

Piketty, Thomas, *Capital et idéologie*, Paris, Seuil, 2019.

Pinçon, Michel, et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2016.

Platon, *La République*, Paris, GF-Flammarion, 2002.

Plottu, Pierre et Maxime Macé, *Pop Fascisme*, Paris, Divergences, 2024.

Poinssot, Amélie, *Dans la tête de Viktor Orbán*, Paris, Actes Sud, 2019.

Polanyi, Karl, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 2009.

Poliakov, Léon, *La causalité diabolique*, Paris, Calmann-Levy, 2006.

Popper, Karl, *La société ouverte et ses ennemis*, Paris, Seuil, 2018.

Powell, Enoch, *Discours des fleuves de sang*, Paris, La Nouvelle Librairie, 2019.

Postone, Moishe, *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et une nuits, 2009.

Postone, Moishe, *Critique du fétiche-capital*, Paris, PUF, 2013.

Proudhon, Pierre-Joseph, *La Pornocratie*, Paris, L'Herne, 2013.

Raison de Cleuziou, Yann, *Une contre-révolution catholique. Aux origines de la Manif pour tous*, Paris, Seuil, 2019.

Rancière, Jacques, *La mésentente*, Paris, Galillée, 1995.

Rancière, Jacques, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

Rancière, Jacques, *Les trente inglorieuses*, Paris, La Fabrique, 2022.

Raynaud, Philippe, *La Laïcité : histoire d'une singularité française*, Paris, Gallimard, 2019.

Reich, *L'analyse caractérielle*, Paris, Payot, 1976.

Reichstadt, Rudy, *L'opium des imbéciles*, Paris, Grasset, 2019.

Rémond, René, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982.

Renan, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation?*, Paris, Flammarion, 2011.

Revault d'Allonnes, Myriam, *Le miroir et la scène*, Paris, Seuil, 2016.

Revault d'Allonnes, Myriam, *La faiblesse du vrai*, Paris, Seuil, 2018.

Robert, Anne-Cécile, *La stratégie de l'émotion*, Montréal, Lux, 2025.

Rodota, Stefano, *La démocratie électronique*, Paris, L'Harmattan, 1999.

Rosanvallon, Pierre, *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998.

Rosanvallon, Pierre, *La contre-démocratie*, Paris, Seuil, 2006.

Rosanvallon, Pierre, *Les institutions invisibles*, Paris, Seuil, 2024.

Rousseau, Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, Gallimard, 1993.

Roy, Alain, *Les déclinistes*, Montréal, Écosociété, 2023.

Roy, Olivier, *La sainte ignorance*, Paris, Seuil, 2008.

Roy, Olivier, *L'Europe est-elle chrétienne?*, Paris, Seuil, 2019.

Roy, Olivier, *L'aplatissement du monde*, Paris, Seuil, 2022.

Roza, Stéphanie, *La gauche contre les Lumières?*, Paris, Fayard, 2019.

Roza, Stéphanie, *Lumières de la gauche*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2022.

Rozès, Stéphane, *Chaos*, Paris, Cerf, 2022.

Sadin, Éric, *L'ère de l'individu tyran*, Paris, Le Livre de Poche, 2022.

Sandel, Michael, *La tyrannie du mérite*, Paris, Albin Michel, 2021.

Sarrazin, Thilo, *L'Allemagne disparaît*, Paris, L'Artilleur, 2013.

Sartori, Giovanni, *Partis et systèmes de partis*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2011.

Sassen, Saskia, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009.

Schmitt, Carl, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988.

Schmitt, Carl, *La notion de politique – Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 2009.

Schmitt, Carl, *Théorie de la constitution*, Paris, PUF, 2013.

Schmitt, Carl, *Légalité et légitimité*, Montréal, PUM, 2015.

Schnapper, Dominique, *La démocratie providentielle*, Paris, Gallimard, 2002.

Schnapper, Dominique, *La Communauté des citoyens*, Paris, Gallimard, 2003.

Schnapper, Dominique, *Qu'est-ce que l'intégration?*, Paris, Gallimard, 2007.

Séguin, Philippe, *Louis Napoléon le Grand*, Paris, Grasset, 1990.

Sennett, Richard, *Ce que sait la main*, Paris, Albin Michel, 2022.

Seymour, Richard, *Disaster Nationalism*, Londres, Verso, 2024.

Slobodian, Quinn, *Le capitalisme de l'apocalypse*, Paris, Seuil, 2025.

Sohn-Rethel, Alfred, *La pensée-marchandise*, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant, 2010.

Sorel-Sutter, Malika, *Décomposition française*, Paris, Fayard, 2015.

Spitz, Jean-Fabien, *Le moment républicain en France*, Paris, Gallimard, 2005.

Spitz, Jean-Fabien, *La République ? Quelles valeurs ?*, Paris, Gallimard, 2022.

Stefanoni, Pablo, *La rébellion est-elle passée à droite?*, Paris, La Découverte, 2022.

Sternhell, Zeev, *Les Anti-Lumières*, Paris, Gallimard, 2010.

Sternhell, Zeev, *Ni droite ni gauche*, Paris, Gallimard, 2012.

Sternhell, Zeev, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Pluriel, 2016.

Stiegler, Bernard, *La télécratie contre la démocratie*, Paris, Flammarion, 2008.

Stiegler, Barbara, *« Il faut s'adapter »*, Paris, Gallimard, 2019.

Streeck, Wolfgang, *Du temps acheté,* Paris, Gallimard, 2018.

Streeck, Wolfgang, *Entre globalisme et démocratie*, Paris, Gallimard, 2023.

Supiot, Alain, *L'Esprit de Philadelphie*, Paris, Seuil, 2010.

Supiot, Alain, *La gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard, 2015.

Taguieff, Pierre-André, *Sur la Nouvelle Droite*, Paris, Descartes & Cie, 1994.

Taguieff, Pierre-André, *Les fins de l'antiracisme*, Paris, Michalon, 1995.

Taguieff, Pierre-André, *Résister au bougisme*, Paris, Mille et une nuits, 2001.

Taguieff, Pierre-André, *L'imaginaire du complot mondial*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

Taguieff, Pierre-André, *Court traité de complotologie*, Paris, Minuit, 2013.

Taguieff, Pierre-André, *Macron : miracle ou mirage ?*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2017

Taguieff, Pierre-André, *Le Grand Remplacement ou la politique du mythe*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2022.

Tavoillot, Pierre-Henri, *Comment gouverner un peuple-roi?*, Paris, Odile Jacob, 2019.

Taylor, Charles, *Hegel et la société moderne*, Québec, PUL, 1998.

Taylor, Charles, *Multiculturalisme*, Paris, Flammarion, 2019.

Taylor, Charles, *L'animal langage*, Montréal, Boréal, 2019.

Thériault, Joseph Yvon, *Sept leçons sur le cosmopolitisme*, Montréal, Québec Amérique, 2019.

Thériault, Joseph Yvon, *L'Autre moitié de la modernité*, Québec, PUL, 2020.

Todd, Emmanuel, *Où en sommes-nous?*, Paris, Seuil, 2017.

Todd, Emmanuel, *Les luttes de classes en France au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2020.

Todd, Emmanuel, *La défaite de l'Occident*, Paris, Gallimard, 2024.

Todorov, Tzvetan, *Les ennemis intimes de la démocratie*, Paris, Robert Laffont, 2012.

Tönnies, Ferdinand, *Communauté et société*, Paris, PUF, 2010.

Toussenel, Alphonse, *Les Juifs, rois de l'époque*, Paris, Gabriel de Gonet, 1847.

Traverso, Enzo, *Les nouveaux visages du fascisme*, Paris, Textuel, 2017.

Tribalat, Michèle, *Assimilation : la fin du modèle français*, Paris, L'Artilleur, 2017.

Truong, Nicolas, *La société du commentaire*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2023.

Urbinati, Nadia, *Democrazia in diretta*, Milan, Feltrinelli, 2013.

Vance, J.D., *Hillbilly Élégie*, Paris, Le Livre de Poche, 2018.

Varoufakis, Yannis, *Adults in the Room*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2018.

Veltz, Pierre, *Mondialisation, villes et territoires*, Paris, PUF, 2014.

Vibert, Stéphane, *La communauté des individus*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2016.

Villermé, Louis René, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, Jules Renouard et Cie, 1840.

Weber, Max, *Le Savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003.

Weber, Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003.

Weber, Max, *La Domination*, Paris, La Découverte, 2013.

Winock, Michel, *Décadence fin de siècle*, Paris, Gallimard, 2017.

Wright Mills, C. *L'élite au pouvoir*, Marseille, Agone, 2012.

Wu Ming 1, *Q comme Qomplot*, Montréal, Lux, 2022

Zemmour, Éric, *Le Suicide français*, Paris, Albin Michel, 2014.

Zemmour, Éric, *La France n'a pas dit son dernier mot,* Paris, Rubempré, 2021.

Zetkin Collective (coord. par Andreas Malm), *Fascisme fossile*, Paris, La Fabrique, 2020.

Zinn, Howard, *Histoire populaire des États-Unis*, Montréal, Lux, 2002.

Articles généraux (actualité, théorie et politique) :

« Citation de Jean-Marie Le Pen », *Le Parisien*, [En ligne] https://citation-celebre.leparisien.fr/citations/97215.

« Citation de Gilles Deleuze », *Le Parisien*, [En ligne] https://citation-celebre.leparisien.fr/citations/301577.

« Manifeste pour un printemps républicain », *Printemps républicain*, [En ligne] https://www.printempsrepublicain.fr/notre-manifeste/#menu.

Jean-Marie Le Pen « Les gens préfèrent l'original à la copie », *Le Monde* (archives), 03/04/1990, [En ligne], https://www.lemonde.fr/archives/article/1990/04/03/les-gens-preferent-l-original-a-la-copie_3964167_1819218.html

« Oskar Freysinger, figure de proue des anti-minarets, a le triomphe modeste », *France 24*, 01/12/2009, [en ligne] https://www.france24.com/fr/20091201-oskar-freysinger-figure-proue-anti-minarets-a-le-triomphe-modeste.

« Le Suisse Freysinger fait un tabac aux "Assises contre l'islamisation" », *Le Nouvel Obs*, 18/12/2010, [En ligne] https://www.nouvelobs.com/politique/20101218.OBS4963/le-suisse-freysinger-fait-un-tabac-aux-assises-contre-l-islamisation.html.

« *Indignez-vous!* : la pépite d'Indigène éditions », *Les Échos*, décembre 2010, [en ligne] https://www.lesechos.fr/2010/12/indignez-vous-la-pepite-dindigene-editions-437617.

« C'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner », *L'Humanité*, 5/10/2012, [en ligne] https://www.humanite.fr/politique/bernard-arnault/cest-ma-classe-la-classe-des-riches-qui-mene-cette-guerre-et-qui-est-en-train-de-la-gagner.

« How Donald Trump Perpetuated the 'Birther' Movement for Years », *ABC News*, 16/09/2016, [en ligne] https://abcnews.go.com/Politics/donald-trump-perpetuated-birther-movement-years/story?id=42138176

« Des groupes anti-immigration se font entendre à Québec », *Radio-Canada*, 15/10/2016, [en ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/808894/manifestation-islam-radical-quebec-pegida-justiciers-du-peuple.

« Les mots de la campagne », *Le Grand Continent*, 17/05/2019, [En ligne], https://legrandcontinent.eu/fr/2019/05/17/les-mots-de-la-campagne/.

« Le "Grand remplacement" et "le Chevalier Breivik" au cœur de l'attaque terroriste néo-zélandaise », *TV5 Monde*, 15/03/2019, [en ligne] https://information.tv5monde.com/international/le-grand-remplacement-et-le-chevalier-breivik-au-coeur-de-lattaque-terroriste-neo.

« La théorie du “grand remplacement” pointe “une réalité”, estime Jordan Bardella », *SudOuest.fr*, 29/08/2021, [en ligne] https://www.sudouest.fr/politique/marine-le-pen/la-theorie-du-grand-remplacement-pointe-une-realite-estime-jordan-bardella-5637328.php.

« QAnon au Capitole », *Le grand continent*, 7/01/2021, [en ligne], https://legrandcontinent.eu/fr/2021/01/07/qanon-au-capitole/.

« L’assaut du Capitole : retour sur le déroulé de cette journée noire pour la démocratie américaine », *Euronews*, 06/01/2022, [en ligne] https://fr.euronews.com/2022/01/06/l-assaut-du-capitole-retour-sur-le-deroule-de-cette-journee-noire-pour-la-democratie-ameri.

« "Convoi de la liberté" : ce qu'il faut savoir sur l'arrivée en France du mouvement canadien d'opposition aux restrictions sanitaires », *La Dépêche*, 05/02/2022, [En ligne] https://www.ladepeche.fr/2022/02/04/convoi-de-la-liberte-comment-le-mouvement-anti-pass-vaccinal-venu-du-canada-sorganise-en-france-10089009.php.

« Sex guru, cosplayer, economist: will Javier Milei be Argentina’s next president? », *The Economist*, 13/10/2023, [en ligne], https://www.economist.com/1843/2023/10/13/sex-guru-cosplayer-economist-will-javier-milei-be-argentinas-next-president.

« 'The Apprentice' director talks about the film Donald Trump doesn't want you to see », *NPR*, 10/10/2024, [En ligne], https://www.npr.org/transcripts/nx-s1-5100620.

« Fighting Oligarchy Tour », *Bernie Sanders.com*, [en ligne], https://berniesanders.com/oligarchy/.

Agence France Presse, « Marine Le Pen dénonce l’existence d’un “projet mondialiste” » 28/01/2012, [En ligne], https://www.20minutes.fr/politique/868794-20120128-marine-pen-denonce-existence-projet-mondialiste.

Agence France Presse, « Venezuela : Maduro dénonce un complot américain pour l'assassiner », *La Presse*, 06/04/2013, [En ligne], https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201304/07/01-4638357-venezuela-maduro-denonce-un-complot-americain-pour-lassassiner.php.

Agence France Presse, « Espagne : un des fondateurs de Podemos démissionne sur fond de divergences », *Le Monde*, 30/04/2015, [en ligne], https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/04/30/espagne-invoquant-des-tensions-au-sein-de-podemos-l-un-de-ses-fondateurs-en-demissionne_4625970_3214.html.

Agence France Presse, « Viktor Orban : l'afflux des réfugiés menace l'identité chrétienne de l'Europe », *L'Orient Le Jour*, 3/09/2015, [En ligne] https://www.lorientlejour.com/article/942346/les-refugies-menacent-les-racines-chretiennes-de-leurope-orban.html.

Agence France Presse, « "Point de détail", "Durafour crématoire" : Jean-Marie Le Pen, des condamnations en cascade, *Le Dauphiné*, 7 janvier 2025, [en ligne], https://www.ledauphine.com/politique/2025/01/07/point-de-detail-durafour-crematoire-jean-marie-le-pen-des-condamnations-en-cascade.

Agence France Presse, « François Bayrou maintient l'idée d'une "submersion" migratoire ; en réaction, le PS annule une réunion avec le gouvernement sur le budget », *Le Monde*, 28/01/2025, [En ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/01/28/francois-bayrou-maintient-l-idee-d-une-submersion-migratoire-et-affirme-que-ce-ne-sont-pas-les-mots-qui-sont-choquants-mais-les-realites_6519716_823449.html.

Albertini, Dominique et Jérôme Lefilliâtre, « Russia Today : allo Paris, ici Moscou », *Libération*, 08/04/2016, [En ligne]. https://www.liberation.fr/futurs/2016/04/08/russia-today-allo-paris-ici-moscou_1444970/.

Auger, Michel C., « Jupiter au pays des insoumis », *La Presse*, 10/04/2022, [En ligne], https://www.lapresse.ca/contexte/chroniques/2022-04-10/jupiter-au-pays-des-insoumis.php.

Barnes, Hannah, « The truth about the grooming scandal » *The New Statesman*, 08/01/2025, [En ligne] https://www.newstatesman.com/politics/society/2025/01/tommy-robinson-elon-musk-grooming-scandal.

Baumert, Renaud, « Carl Schmitt contre le parlementarisme weimarien », *Revue française de science politique*, 2008/1, vol. 58.

BBC, « Dutch free killer of anti-Islam politician Pim Fortuyn », 02/05/2014, [en ligne] https://www.bbc.com/news/world-europe-27261291.

Béland, Gabriel, « Portrait d'Éric Duhaime : le polémiste de la droite décomplexée », *La Presse*, 18/04/2022, [En ligne] https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2022-04-18/portrait-d-eric-duhaime/le-polemiste-de-la-droite-decomplexee.php.

Bélanger-Duchesneau, Olivier, « Du sujet politique au néo-sujet narcissique : la crise postmoderne de la citoyenneté », *Cahiers Société*, (5), 2023, p. 67–101.

Berstein, Serge, « Les Ligues », *Après-demain*, 2017/3, nº 43.

Berteau, Alexandre, « Stéphane Simon et Michel Onfray se déchirent autour de la revue "Front populaire" », *La Lettre*, 13/05/2024, [En ligne],

https://www.lalettre.fr/fr/medias_presse-ecrite/2024/05/13/stephane-simon-et-michel-onfray-se-dechirent-autour-de-la-revue-front-populaire,110224402-art.

Bherer, Marc-Olivier, « Christophe Guilluy en guerre contre le moyen capital », *Le Monde*, 14/09/2016, [En ligne], https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/09/14/christophe-guilluy-en-guerre-contre-le-moyen-capital_4997230_3232.html.

Birnbaum, Jean, «"Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », *Le Monde*, 23/03/2006, en ligne : https://www.lemonde.fr/livres/article/2006/03/23/le-meilleur-des-mondes-une-voix-pour-l-amerique_753718_3260.html.

Blasen, Philippe Henri, « De la nomination du cabinet Goga au coup d'État du roi Carol II (28 décembre 1937-10 février 1938) », *Studia Universitatis Babes-Bolyai*, 63/2018, p. 111.-157.

Blin, Simon et Savinien de Rivet, « Réseaux sociaux : plus un parti est à droite, plus il diffuse des fake news », *Libération*, 11 février 2025, [En ligne], https://www.liberation.fr/idees-et-debats/reseaux-sociaux-plus-un-parti-est-a-droite-plus-il-diffuse-des-fake-news-20250211_6YFYNXUTMBGFNJSNTZ5EVKRWDU/

Bock-Côté, Mathieu, « L'élégance est une nouvelle dissidence: texte de mon entretien avec le magazine Dandy », *Journal de Montréal*, 31 mars 2023, [en ligne] https://www.journaldemontreal.com/2023/03/31/lelegance-est-une-nouvelle-dissidence-texte-de-mon-entretien-avec-le-magazine-dandy.

Bouin, Angélique, «"Tout le monde savait, personne n'a rien fait" : le scandale des "grooming gangs" et des réseaux de prostitution de mineures secoue le Royaume-Uni », *France Info*, 17/06/2025, [En ligne], https://www.franceinfo.fr/monde/royaume-uni/tout-le-monde-savait-personne-n-a-rien-fait-le-scandale-des-grooming-gangs-et-des-reseaux-de-prostitution-de-mineures-secoue-le-royaume-uni_7319958.html.

Bouron, Samuel, « Les faits divers, industrie médiatique et arme idéologique pour l'extrême droite », dans U. Palheta (coord.), *Extrême droite : la résistible ascension*, Paris, Amsterdam, 2024.

Bousquet, François, « Pourquoi l'humour et la transgression sont-ils passés à droite? », *Éléments*, num. 209, août 2024.

Camus, Jean-Yves, « "Front populaire" : une revue souverainistement correcte », *Charlie Hebdo*, 2/07/2020, [En ligne], https://charliehebdo.fr/2020/07/politique/front-populaire-revue-souverainistement-correcte/.

Camus, Renaud : « La liberté d'expression dans la France de 2020 n'est pas menacée: elle n'existe pas » E. Levy et M. Pimentel : entretiens avec Renaud Camus, *Causeur*, 22/01/2021, [en ligne] https://www.causeur.fr/renaud-camus-entretien-2-190360.

Carabin, François, « Émilise Lessard-Therrien, nouvelle voix rurale de Québec Solidaire », *Le Devoir*, 25/11/2023, [en ligne], https://www.ledevoir.com/politique/quebec/802687/xx-elue-co-porte-parole-quebec-solidaire.

Carrier, Léa, « Un sentiment d'insécurité croissant chez les usagers », *La Presse*, 19/03/2024, [En ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/les-agressions-contre-les-employes-en-hausse/2024-03-19/un-sentiment-d-insecurite-croissant-chez-les-usagers.php.

Castoriadis, Cornelius, « La démocratie comme procédure et comme régime », *in La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, 1996.

Charmes, Éric, « Une France contre l'autre ? », *laviedesidées.fr*, 5/11/2014, [En ligne] https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20141105_guilluy-2.pdf.

Chayka, Kyle, « Techno-fascism comes to America : The historic parallels that help explain Elon Musk's rampage on the federal government », *The New Yorker*, 26/02/2025, [En ligne], https://www.newyorker.com/culture/infinite-scroll/techno-fascism-comes-to-america-elon-musk.

Chemin, Ariane et Hélène Jouan, « Mathieu Bock-Côté, la doublure d'Éric Zemmour sur CNews », *Le Monde*, 13/12/2021, [En ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/12/13/mathieu-bock-cote-la-doublure-d-eric-zemmour-sur-cnews_6105799_823448.html.

Cohen, Naomi W., « Antisemitism in the Gilded Age : the Jewish view », *Jewish Social Studies*, vol. 41, num. 3-4, 1979.

Conesa, Elsa, « La question de l'interdiction du parti d'extrême droite AfD divise l'Allemagne », *Le Monde*, 23/06/2025, [En ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/06/21/la-question-de-l-interdiction-de-l-afd-divise-l-allemagne_6615053_823448.html.

Coulet, Cyril, « Danemark : une politique d'asile et d'immigration de plus en plus restrictive », *Vie publique*, 16/062024, [En ligne], https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/294769-danemark-la-politique-dasile-et-dimmigration-cyril-coulet#le-revirement-social-d%C3%A9mocrate.

Debras, François, « Cordon sanitaire », *La Revue européenne des médias et du numérique*, Automne 2024 num. 71, [En ligne], https://la-rem.eu/2025/01/cordon-sanitaire/.

Delaume, Coralie, « La sécession des "élites" ou comment la démocratie est en train d'être abolie », *FigaroVox*, 20/04/2018, [en ligne] https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/04/20/31003-20180420ARTFIG00185-la-secession-des-elites-ou-comment-la-democratie-est-en-train-d-etre-abolie-par-coralie-delaume.php.

Delcas, Marie, « La thèse du complot trouve de nombreux partisans », *Le Monde*, 07/03/2013, [En ligne],

https://www.lemonde.fr/international/article/2013/03/07/venezuela-la-these-du-complot-trouve-de-nombreux-partisans_1844409_3210.html.

Della Porta, Donatella, « Politique progressiste et politique régressive dans le néolibéralisme tardif », dans H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression,* Paris, Gallimard, 2018.

Descombes, Vincent, « Le contrat social de Jürgen Habermas », *Le Débat*, 1999/2, num. 104, p. 35-56.

Devecchio, Alexandre et Martin Bernier, Alain Supiot: « Des urnes au travail, nous assistons à la sécession des gens ordinaires », *FigaroVox*, 22/07/2022, [en ligne] https://www.lefigaro.fr/vox/societe/alain-supiot-des-urnes-au-travail-nous-assistons-a-la-secession-des-gens-ordinaires-1-2-20220722.

De Rosa, Nicholas, « Le *Great Reset* n'est pas un complot pour contrôler le monde », *Radio-Canada*, 18/11/2020, [en ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1750586/great-reset-grande-reinitialisation-forum-economique-mondial-davos-complot-communisme.

Dieckhoff, Alain, « Nationalisme politique contre nationalisme culturel? », dans Christophe Jaffrelot et Alain Dieckhoff (dir.), *Repenser le nationalisme*, Paris, Sciences Po, 2006, p.105-130.

Dion, Jack, « Lancement de "Front Populaire" : Michel Onfray, l'homme qui les rend tous fous », *Marianne*, 27/05/2020, [En ligne], https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/lancement-de-front-populaire-michel-onfray-l-homme-qui-les-rend-tous-fous.

Domenach, Hugo, « La "submersion migratoire" : une obsession du Front national », *INA*, 30/01/2025, [En ligne], https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/submersion-migratoire-obsession-front-national-francois-bayrou.

Ducourtieux, Cécile, « Qui est Tommy Robinson, l'influenceur de l'extrême droite britannique islamophobe », *Le Monde*, 13/08/2024, [En ligne] https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/08/13/qui-est-tommy-robinson-l-influenceur-de-l-extreme-droite-britannique-islamophobe_6278994_4500055.html.

Dufour, Frédérick Guillaume et Djamila Mones, « Convoi des camionneurs : aux origines d'un mouvement en pleine dérive », *The Conversation*, 11/02/2022, [En ligne] https://theconversation.com/convoi-des-camionneurs-aux-origines-dun-mouvement-en-pleine-derive-176833

Duggan, Kyle, « Former Canadian politicians blast Trump for spreading Trudeau-Castro conspiracy », *Politico*, 13/09/2024, [en ligne] https://www.politico.com/news/2024/09/13/trump-trudeau-castro-conspiracy-00179118.

Duhamel, François-Xavier, « Qui sont les participants à la manifestation des camionneurs? », *Radio-Canada*, 28/01/2022, [en ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1858039/convoi-liberte-camionneurs-vaccin-extreme-droite.

Emerge, « Inside the Intellectual Dark Web, Eric Weinstein », [en ligne] https://www.whatisemerging.com/videos/inside-the-intellectual-dark-web-eric-weinstein.

Fassin, Éric, « Trump *vs*. Harris : du genre à l'intersectionnalité », *AOC*, 18/11/2024, [En ligne] https://aoc.media/analyse/2024/11/17/trump-vs-harris-du-genre-a-lintersectionnalite/.

Fondapol : [En ligne] https://www.fondapol.org/.

Forgas, J.P., « The curious case of Hungary », *Quillette*, 16/03/2022, [En ligne], https://quillette.com/2022/03/16/the-curious-case-of-hungary/.

Fourquet, Jérôme, « Trafic de drogue : un enjeu de société devenu central », *Fondation Jean Jaurès*, Janvier 2022, [En ligne] https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2022/01/Trafic-drogue-Fourquet.pdf.

Foy, Henry et Zosia Wasik, « Poland: An inconvenient truth », *Financial Times*, 01/05/2016, [En ligne], https://www.ft.com/content/4344ca44-0b94-11e6-9cd4-2be898308be3.

François, Anne, « Un Bruxellois sur 5 ne se sent pas en sécurité dans son quartier : "Préoccupant", estime le ministre Quintin », *VRT*, 23/05/2025, [En ligne], https://www.vrt.be/vrtnws/fr/2025/05/23/un-bruxellois-sur-5-ne-se-sent-pas-en-securite-dans-son-quartier/.

Freitag, Michel, « La société : réalité sociale-historique et concept sociologique », texte inédit, 2003, p. 25. En ligne (*Classiques des sciences sociales*) : https://classiques.uqam.ca/contemporains/freitag_michel/la_societe/la_societe_texte.html

Fürstenau, Marcel, « Germany's Querdenker COVID protest movement », *DW*, 03/04/2021, [en ligne] https://www.dw.com/en/meet-germanys-querdenker-covid-protest-movement/a-57049985.

Gagné, Louis, « La santé émotionnelle des adolescents malmenée par la pandémie *»*, *Radio-Canada*, 14/03/2022, [En ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1868771/adolescents-jeunes-adultes-quebec-impacts-deux-ans-pandemie-sante-developpement-confinement

Gagnon, Katia, « Le jeune parfait (Paul St-Pierre Plamondon le prétendant) », *La Presse*, 25/05/2024, [En ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/politique/paul-st-pierre-plamondon/le-pretendant/2024-05-25/le-jeune-parfait.php.

Gaspar, Romain, « La France périphérique est un écran de fumée » – Benoît Coquard, *La Gazette*, 17/01/2022, [en ligne] https://www.lagazettedescommunes.com/784086/%E2%80%89la-france-peripherique-est-un-ecran-de-fumee%E2%80%89-benoit-coquard/.

Gauchet, Marcel, « Tout démocrate doit être un peu populiste », *Causeur*, 2 novembre 2010.

Gauchet, Marcel, « La préférence nationale est inhérente à l'idée de nation. Les Français sont-ils fascistes ? Propos recueillis par Maxime Le Nagard », *Front Populaire*, Mars-avril-mai 2025, num. 20, p. 14-18.

Gintrac, Cécile et Sarah Mekdjian, « Le peuple et la “France périphérique” : la géographie au service d’une version culturaliste et essentialisée des classes populaires », *Espaces et sociétés*, 2014/1 (n° 156-157), p. 233-239.

Girard, Violaine et Colin Giraud, « La France périphérique existe-t-elle ? », dans S. Paugam (dir.), *50 questions de sociologie*, Paris, PUF, 2020.

Habermas, Jürgen, « La modernité : un projet inachevé », Revue *Critique*, 1981.

Hauteville, Jean-Michel, « Législatives 2024 : le RN s’ancre aux Antilles », *Le Monde*, 03/07/2024, [En ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/07/03/legislatives-2024-le-rn-s-ancre-aux-antilles_6246468_823448.html.

Houellebecq, Michel, « Les élites haïssent le peuple », *Valeurs actuelles*, 18 février 2017, [En ligne] https://www.valeursactuelles.com/societe/michel-houellebecq-les-elites-haissent-le-peuple/.

Illouz, Eva, « La disparition des élites libérales », dans H. Geiselberger (dir.), *L’âge de la régression*, Paris, Gallimard, 2018.

Johannès, F. « Jordan Bardella reprend à son compte la théorie complotiste du “grand remplacement” », *Le Monde*, 30/08/2021, [en ligne] https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/08/30/jordan-bardella-reprend-a-son-compte-la-theorie-complotiste-du-grand-remplacement_6092713_823448.html.

Jublin, Matthieu, « Emmanuel Macron se désigne désormais comme "populiste" : comment s'y retrouver parmi tous les populismes ? », *TF1 Info*, 22/11/2018, [En ligne], https://www.tf1info.fr/politique/emmanuel-macron-se-designe-desormais-comme-populiste-comment-s-y-retrouver-parmi-tous-les-populismes-2105364.html.

Kaval, Allan, « En Italie, un ministre met en garde contre un “remplacement ethnique”» *Le Monde*, 20/04/2023, [en ligne] https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/20/en-italie-un-ministre-met-en-garde-contre-un-remplacement-ethnique_6170308_3210.html.

Kervégan, Jean-François, « Peuple » dans Ph. Raynaud et S. Rials, *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, pp. 541-544.

Labelle, Gilles, « Comment se pose le problème de la liberté dans *L’abîme de la liberté*? », dans D. Dagenais (dir.), *La liberté à l’épreuve de l’histoire*, Montréal, Liber, 2017.

Laberge, Thomas (La Presse canadienne), « Immigration : le PQ présentera son plan de réduction “drastique” lundi », *Le Soleil*, 24/10/2024, [En ligne], https://www.lesoleil.com/actualites/politique/2024/10/24/immigration-le-pq-presentera-son-plan-de-reduction-drastique-lundi-CNHWP7L2YJBUBNDSGWGW7GTIJI/.

Laloux, Philippe, « Le populisme radical de droite champion de la désinformation politique », *Le Soir*, 21/01/2025, [En ligne], https://www.lesoir.be/649931/article/2025-01-21/le-populisme-radical-de-droite-champion-de-la-desinformation-politique.

Lesueur, Corentin, « Avec Campus Héméra, l'école du Rassemblement national reste dans les limbes, entre regards et plagiats », *Le Monde*, 19/01/2024, [En ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/01/19/avec-campus-hemera-l-ecole-du-rassemblement-national-reste-dans-les-limbes-entre-retards-et-plagiats_6211759_823448.html.

Lhaïk, Corinne, « Jérôme Fourquet : "La décivilisation désigne la moindre capacité à gérer ses affects et sa frustration, la propension croissante à l'insulte, à l'incivilité, à la violence physique" », *l'Opinion*, 08/10/2023, [En ligne] https://www.lopinion.fr/politique/jerome-fourquet-la-decivilisation-designe-la-moindre-capacite-a-gerer-ses-affects-et-sa-frustration-la-propension-croissante-a-linsulte-a-lincivilite-a-la-violence-physique.

La Presse canadienne, « Pierre Poilièvre souhaite faire entrer des "médias indépendants" au parlement », *Radio-Canada*, 14/02/2025, [En ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2140629/poilievre-medias-presse-tribune-independant.

La rédaction de *Métropolitiques*, « Tribune. Inégalités territoriales : parlons-en ! », *Libération*, 14/10/2018, [en ligne] https://www.liberation.fr/debats/2018/10/14/inegalites-territoriales-parlons-en_1685261/.

Laurent, Samuel et Leila Marchand, « Le FN dit-il la même chose que les communistes il y a trente ans ? », *Le Monde*, 20 avril 2015, [En ligne], https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/20/le-fn-dit-il-la-meme-chose-que-les-communistes-il-y-a-trente-ans_4619300_4355770.html.

Laurent, Sylvie, « Donald Trump est le symptôme morbide d'un pays en train de rejouer sa guerre civile », *L'Humanité*, 4/11/2024, [En ligne] https://www.humanite.fr/monde/donald-trump/sylvie-laurent-historienne-donald-trump-est-le-symptome-morbide-dun-pays-en-train-de-rejouer-sa-guerre-civile.

Le Bras, Hervé, « L'immigration est devenue "le ciment" du populisme, juge l'historien Hervé Le Bras », *AFP*, 01/02/2022, [en ligne] https://www.la-croix.com/L-immigration-devenue-ciment-populisme-juge-historien-Herve-Le-Bras-2022-02-01-1301197915.

Le Pen, Jean-Marie, « Déclaration de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national pour l'unité française, sur le "nouvel ordre mondial", la mondialisation économique et culturelle, son opposition à la construction européenne, le déséquilibre démographique Nord-Sud et l'avenir du Front national, Paris, le 30 avril 2000. », *Vie Publique*, « Collection des discours publics », [en ligne] https://www.vie-publique.fr/discours/139572-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-pour-l.

Le Vent se Lève, « La révolte des élites : faut-il lire Christopher Lasch? », 11/09/2021, [En ligne] https://lvsl.fr.

Mahrane, Saïd, « Jérôme Fourquet remonte aux origines de la "décivilisation" », *Le Point*, 31/05/2023, [En ligne] https://www.lepoint.fr/politique/exclusif-jerome-fourquet-remonte-aux-origines-de-la-decivilisation-31-05-2023-2522515_20.php.

Masse-Stamberger, Benjamin, «"Fin du monde" contre "fin du mois", la rhétorique méprisante de nos élites », *Marianne*, 29/11/2018, [En ligne], https://www.marianne.net/agora/humeurs/fin-du-monde-contre-fin-du-mois-la-rhetorique-meprisante-de-nos-elites.

Melley, « Founder of far-right English Defense League gets 18 months in prison for court contempt », *AP*, 28/10/2024, [En ligne], https://apnews.com/article/tommy-robinson-contempt-of-court-english-defense-league-2234f6eef821543feb688441c019384f.

Mestre Abel et Caroline Monnot, « La Ligue de défense anglaise : “hools” et islamophobie », *Le Monde*, 12/08/2009, [En ligne] https://www.lemonde.fr/politique/article/2009/12/08/la-ligue-de-defense-anglaise-hools-et-islamophobie_5975506_823448.html.

Nardy, Christopher, « Poilievre says no timeline for defunding the CBC », *National Post*, 14/04/2025, [En ligne], https://nationalpost.com/news/politics/federal_election/pierre-poilievre-says-no-timeline-for-defunding-the-cbc.

Narguet, Guillaume, « À dix mois des législatives, le parti d’extrême droite des “Automobilistes” fait rugir le moteur » *Radio Prague International*, 09/12/2024, [En ligne] https://francais.radio.cz/a-dix-mois-des-legislatives-le-parti-dextreme-droite-des-automobilistes-fait-8836927.

Nathan, Hervé, « Quand la gauche dit “adieu” aux ouvriers et employés », *Marianne*, 10/05/2011, [en ligne] https://www.marianne.net/politique/quand-la-gauche-dit-adieu-aux-ouvriers-et-employes.

Nations Unies, « Les États-Unis privilégient le patriotisme à l’idéologie du mondialisme », *Onu.info*, 25/09/2018, [en ligne], https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024502.

Noack, Rick, « The ugly history of ‘Lügenpresse’, a Nazi slur shouted at a Trump rally », *The Washington Post*, 24/10/2016, [En ligne], https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/10/24/the-ugly-history-of-luegenpresse-a-nazi-slur-shouted-at-a-trump-rally/.

L’Observatoire de l’immigration et de la démographie (OID), « Islam et immigration en France : quelles interactions ? », Décembre 2024, [En ligne], https://observatoire-immigration.fr/peut-on-evaluer-le-nombre-de-musulmans-vivant-en-france/#cbebda5c-4727-4e4e-931e-4a87907841f1.

Oxfam France, « Inégalités : pourquoi les 1% les plus riches du monde sont un problème selon Oxfam », 8 octobre 2021, [en ligne] https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/les-1-pourcent-les-plus-riches/#:~:text=Jeff%20Bezos%2C%20l'homme%20le,%C3%A9tait%20avant%20la%20pand%C3%A9mie%20de.

Ouellet, Maxime, « De la *New Left* à la *Fake Left* : les *Cultural Studies* et la crise de la réalité », *Cahiers Société*, (4), 2022, p. 63-94.

Parti Conservateur du Canada, « La Justinflation pousse davantage de Canadiens vers la faillite », [En ligne], https://www.conservateur.ca/la-justinflation-pousse-davantage-de-canadiens-vers-la-faillite/.

Parti Conservateur du Canada, « Axe the Tax », [En ligne], https://www.conservative.ca/cpc/axe-the-tax/?utm_content=120211422188150453&utm_medium=paid&utm_source=ig&utm_campaign=120204252713090453.

Péguy, Charles, « Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne » (1914), Université Paris-Sorbonne, Labex Obvil, 2016, [En ligne], http://obvil.sorbonne-universite.site/corpus/critique/peguy_note-descartes.

Perrenot, Pauline, « Médias et extrême droite : de la banalisation à la promotion », dans U. Palheta (coord.), *Extrême droite : la résistible ascension*, Paris, Amsterdam, 2024.

Petley, Julian, « How a 'Populist' Media Has Mainstreamed the Far Right », *Byline Times*, 29/04/2025, [En ligne], https://bylinetimes.com/2025/04/29/far-right-populism-media/.

Pimentel, Martin (entretien avec Vincent Coussedière), « Le RN a des candidats qui ne correspondent pas à la caricature qu'on en fait depuis des années », *Causeur*, 28 juin 2024, [En ligne] https://www.causeur.fr/le-rn-a-des-candidats-qui-ne-correspondent-pas-la-caricature-quon-en-fait-depuis-des-annees-286329.

Porter, Isabelle, « Le discours de La Meute disséqué à l'université », *Le Devoir*, 22/05/2019, [En ligne] https://www.ledevoir.com/societe/554854/titre-des-chercheurs-s-interessent-a-la-meute.

Poujade, Pierre, éditorial dans *Fraternité française*, janvier 1955.

Proudhon, Pierre-Joseph, « Le Manifeste du Peuple », dans « Populisme ? », Revue *Krisis*, num. 29, Février 2008.

Rancière, Jacques [Entretien], « Les idéaux républicains sont devenus des armes de discrimination et de mépris », *Le Nouvel Obs*, 04/04/2015, [En ligne] https://www.nouvelobs.com/essais/20150403.OBS6427/les-ideaux-republicains-sont-devenus-des-armes-de-discrimination-et-de-mepris.html.

Rassemblement national, « Submersion migratoire : Finissons-en ! », [En ligne], https://rassemblementnational.fr/petition/submersion-migratoire-finissons-en.

Robillard, Jean-Philippe, « La mouvance de l'extrême droite plus visible au Québec », *Radio-Canada*, 25/09/2017, [En ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1057836/mouvance-xtreme-droite-portrait-quebec-meute.

Rosanvallon, Pierre, « Le style intellectuel de Claude Lefort [Entretien] », *Esprit*, 2019/1, p. 49-61.

Rascouët-Paz, Anna, « Elon Musk Urged People to Stop Donating to Wikipedia. Here's Why », *Snopes*, 27/12/2024, [En ligne] https://www.snopes.com/fact-check/elon-musk-stop-donating-wikipedia/.

Ruffin François, « Macron, caricature de la démission des élites », propos recueillis par Hervé Mathan, *Marianne*, 11 septembre 2016 [En ligne], https://www.marianne.net/politique/francois-ruffin-macron-caricature-de-la-demission-des-elites.

RT France, « Viktor Orban : l'élite mondialiste nous déteste parce que nous défendons notre patrie », 9/02/2025, [en ligne] https://francais.rt.com/international/116740-orban-elite-mondialiste-nous-deteste-parce-que-nous-defendons-notre-patrie.

Rzpeski, Grégory, « Ces viviers où prolifèrent les « experts » médiatiques : plongée dans l'univers des think thanks français », *Le monde diplomatique*, décembre 2019.

Sabbagh, Dan, « Power and scandal: how Murdoch drove the UK, US and Australia to the right », *The Guardian*, 21/09/2023, [En ligne], https://www.theguardian.com/media/2023/sep/21/power-and-scandal-how-murdoch-drove-the-uk-us-and-australia-to-the-right.

Sardier, Thibault, « Peut-on débattre avec Christophe Guilluy ? », *Libération*, 14 octobre 2018, [en ligne], https://www.liberation.fr/debats/2018/10/14/peut-on-debattre-avec-christophe-guilluy_1685263/

Scheffer, Joakim, « Bringing Light Behind the Iron Curtain — The Special Relationship between Roger Scruton and Central Europe », *Hungarian Conservative*, 04/08/2024, [En ligne], https://www.hungarianconservative.com/articles/culture_society/roger-scruton_central-europe_relations_legacy_conference_budapest/.

Scott, William, « The People's Library of Occupy Wall Street Lives On », *The Nation*, 22/11/2011, [en ligne] https://www.thenation.com/article/archive/peoples-library-occupy-wall-street-lives/.

Sécurité publique Canada, « Notes des comités parlementaires : Aperçu - Le convoi de la liberté 2022 », *Gouvernement du Canada*, 20/12/2022, [En ligne] https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20221013/03-fr.aspx.

Sèze, Cécile (de), « Remaniement ministériel : Emmanuel Macron, "le Mozart de la finance" à l'Économie », *RTL*, 26/08/2014, [En ligne], https://www.rtl.fr/actu/politique/remaniement-emmanuel-macron-au-ministere-de-l-economie-de-l-industrie-et-du-numerique-7773924690.

Sintomer, Yves, « La représentation-incarnation : idéaltypes et configurations historiques », *Raisons politiques*, 2018/4, num. 72.

Streeck, Wolfgang, « Le retour des évincés : le début de la fin du capitalisme néolibéral », dans H. Geiselberger (dir.), *L'Âge de la régression*, Paris, Gallimard, 2018.

Sugy, Paul, « Le mépris sidérant de Benjamin Griveaux pour les “gars qui fument des clopes et roulent en diesel’’», *Figaro Vox*, 29/10/2018, [En ligne] https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/10/29/31002-20181029ARTFIG00214-le-mepris-siderant-de-griveaux-pour-les-gars-qui-fument-des-clopes-et-roulent-au-diesel.php.

Tassin, Étienne, « Au-delà du peuple? Pluralité et cosmopolitique », *Tumultes*, 2013/1, num. 40, p. 221-238.

Tenré, Steve, « La Suède, un pays aux mains des gangs violents issus de l’immigration », *Le Figaro*, 05/02/2025, [En ligne], https://www.lefigaro.fr/international/la-suede-un-pays-aux-mains-des-gangs-violents-issus-de-l-immigration-20250204.

Thomas, Jean-Baptiste et Carlos Quenan, « Entretien avec Alain Rouquié, Président de la Maison de l’Amérique latine », *IdeAs,* 2019/14 [En ligne], http://journals.openedition.org/ideas/6846.

Truong, Nicolas, « Il s’érige contre la “dictature” de la “bien-pensance” : l’essor du national-populisme intellectuel et médiatique », *Le Monde*, 06/03/2020, [En ligne], https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/06/l-essor-du-national-populisme-intellectuel-et-mediatique_6032005_3232.html.

Turcotte, Marc-Antoine, « Éric Duhaime raconte une expérience homosexuelle dans un pays arabo-musulman », *Journal de Montréal*, [En ligne] https://www.journaldequebec.com/2017/03/20/audio--eric-duhaime-raconte-ses-experiences-homosexuelles-dans-les-pays-arabomusulmans.

Védrine, Hubert, « Le populisme, c’est l’échec des élites », *France 24*, 23/05/2018, [En ligne] https://www.france24.com/fr/20180522-mardi-politique-vedrine-italie-gouvernement-salvini-di-maio-europe-macron-le-pen.

Ventura, Alba et Marie-Pierre Haddad, « Zemmour : Le Pen dénonce des propos "excessifs" mais fustige la "France des Bisounours" », *RTL*, 06/10/2020, [En ligne] https://www.rtl.fr/actu/politique/zemmour-le-pen-denonce-des-propos-excessifs-mais-fustige-la-france-des-bisounours-7800884342.

Veronneau, Philippe, « Angela Merkel face à la crise migratoire de 2015 : entre précautions d’usage et formules politiquement correctes », ILCEA, 42/2021, [En ligne] https://journals.openedition.org/ilcea/11997.

Vibert, Stéphane, « L’État-nation souverain : un espace de totalisation comme condition du pluralisme », *Bulletin d’histoire politique*, Vol. 16/num. 2, 2008, p. 401-410.

Vibert, Stéphane, « Une démocratie sans société ? », *Sociologie et Sociétés*, XLIV (1), 2012, pp.121-142.

Vibert, Stéphane, « La référence à la société comme "totalité". Pour un réalisme ontologique de l'être-en-société », *in* D. Dagenais et G. Gagné (dir.), *La sociologie de Michel Freitag,* Québec, Nota Bene, 2014.

Vibert, Stéphane, « La nation démocratique entre culture et politique », *Revue du MAUSS permanente*, 14 février 2014 [en ligne]. http://www.journaldumauss.net/./?La-nation-democratique-entre.

Vibert, Stéphane, « Le bain acide des relations de pouvoir. Critique de la socioanthropologie potestative », *Revue du MAUSS*, 2016/1.

Viner, Katherine, « How technology disrupted the truth », *The Guardian*, 12/07/2016, [En ligne], https://www.theguardian.com/media/2016/jul/12/how-technology-disrupted-the-truth.

Vollman, Erik, « Angela Merkel et la politique des réfugiés 2015-2017 », *Outre-Terre*, 2017/3, num. 52., p. 117-124. [En ligne], https://shs.cairn.info/revue-outre-terre2-2017-3-page-117?lang=fr.

Voogd, Christophe (de), « De César à Trump : petite histoire du populisme », *Figaro Vox*, 01/07/2016, [En ligne], https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/07/01/31001-20160701ARTFIG00381-de-cesar-a-trump-petite-histoire-du-populisme.php.

Walker, Shaun, « 'Dark day for freedom': Soros-affiliated university quits Hungary », *The Guardian*, 3/12/2018, [en ligne], https://www.theguardian.com/world/2018/dec/03/dark-day-freedom-george-soros-affiliated-central-european-university-quits-hungary.

Web Archive, « Filip Dewinter in Jewish Week », 09/12/2005, [en ligne] https://web.archive.org/web/20070928125113/http://www.filipdewinter.be/page.php?linkID=238.

Werleman, CJ, « "Godi Media" in Modi's India: A War on Journalists? », *Politics Today*, 15/02/2022, [En ligne], https://politicstoday.org/godi-media-in-modis-india-a-war-on-journalists/.

Wilgos, Galaad, « Entretien avec Alain Bihr et Michel Husson : "Pour Piketty, les inégalités sociales sont inévitables" », *Marianne*, 20/10/2020, [en ligne], https://www.marianne.net/economie/alain-bihr-et-michel-husson-pour-piketty-les-inegalites-sociales-sont-inevitables.

Zakaria, Fareed, « The Rise of Illiberal Democracy", *Foreign Affairs*, Novembre/Décembre 1997, p. 21-43.

Zappi, Sylvia, «"Populiste, j'assume !", lance Jean-Luc Mélenchon, en campagne pour tenter d'imposer sa candidature en 2012 », *Le Monde*, 1/10/2010, [en ligne] https://www.lemonde.fr/politique/article/2010/10/01/populiste-j-assume-lance-

jean-luc-melenchon-en-campagne-pour-tenter-d-imposer-sa-candidature-en-2012_1418826_823448.html.

Podcast :

Ph. Collin, « Épisode 7/7 : Une France contre l'autre », Podcast « Jean-Marie Le Pen, l'obsession nationale » sur *France Inter*, 2023, [en ligne], https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/jean-marie-le-pen-l-obsession-nationale/une-france-contre-l-autre-4495352.

Fiction :

Barrès, Maurice, *Les Déracinés*, p. 479-751 dans *Romans et voyages*, Paris, Robert Laffont, 1994.

Bellanger, Aurélien, *Les derniers jours du Parti socialiste*, Paris, Seuil, 2024.

Empoli, Giuliano (da), *Le mage du Kremlin*, Paris, Gallimard, 2022.

Houellebecq, Michel, *Soumission*, Paris, Flammarion, 2015.

King, John, *The Football Factory*, Londres, Penguin, 1997.

King, John, *Headhunters*, Londres, Penguin, 1998.

King, John, *England Away*, Londres, Penguin, 1999.

Roth, Philip, *Le complot contre l'Amérique*, Paris, Gallimard, 2018.